Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-225-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

Le goût de l'essentiel
Grasse

EXTRAIT
du registre des Délibérations du Conseil Municipal
séance du 5 décembre 2023

NOMBRE DE MEMBRES		
Afférents au Conseil Municipal	en exercice	qui ont pris part à la Délibération
45	45	41

2023 - 225 **SPL PAYS DE GRASSE DEVELOPPEMENT – RENOUVELLEMENT URBAIN**
CONCESSION D'AMENAGEMENT DU CENTRE HISTORIQUE
APPROBATION DU COMPTE RENDU D'ACTIVITES A LA COLLECTIVITE EXERCICE 2022
APPROBATION DE L'AVENANT N° 28
VERSEMENT DE LA SUBVENTION D'EQUIPEMENT COMMUNALE 2024

Le Conseil Municipal de la Commune de GRASSE, dûment convoqué le 28 novembre 2023, s'est réuni le mardi 5 décembre 2023 à 14h30 au Palais des Congrès, salle Gérard PHILIPE, sous la présidence de Monsieur Jérôme VIAUD, Maire.

PRESENTS : Monsieur Jérôme VIAUD, Maire et Mesdames et Messieurs les Adjoints :
Valérie COPIN, Christophe MOREL, François ROUSTAN, Catherine BUTTY, Gilles RONDONI, Claude MASCARELLI, Nicolas DOYEN, Nicole NUTINI, Ali AMRANE, Murièle CHABERT, Cyril DAUPHOUD, Anne-Marie DUVAL, Jean-Marc GARNIER, Dominique BOURRET, Marie CHABAUD, Roger MISSENTI, Philippe BONELLI, Annie OGGERO-MAIRE, Serge PERCHERON, Laurence COSTE, Richard KISS, Franck BARBEY, Jeannette GISQUET, Jean-Pierre BICAIL, Jocelyne BUSTAMENTE, Jean-François LAPORTE, Stéphanie MANDREA, Charles FERRERO, Levanna CALATAYUD, Alexandre GAIFFE, Magali CONESA, Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL, Mékia Noura ADDAD, Bernard BRUNEAU.

PART EN COURS DE SEANCE :

/

PART EN COURS DE SEANCE SANS PROCURATION :

/

ABSENTS EXCUSES :

Madame Aline BOURDAIRE

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-225-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

Monsieur Pascal PELLEGRINO
Marie-Madeleine GUALLINO
Madame Mélanie ZARRILLO
Madame Karine GIGODOT
Monsieur Paul EUZIERE

ABSENTS EXCUSES SANS PROCURATION :

Madame Myriam LAZREUG
Monsieur Stéphane CASSARINI
Monsieur Patrick ISNARD

ABSENT SANS PROCURATION :

Monsieur Jean-Paul CAMERANO

ARRIVE EN COURS DE SEANCE :

Monsieur Ali AMRANE
(Prend part aux délibérations N°232 à N°267)

PROCURATION :

Madame Aline BOURDAIRE à Madame Valérie COPIN
Monsieur Ali AMRANE à Madame Catherine BUTTY
Monsieur Pascal PELLEGRINO à Monsieur François ROUSTAN
Marie-Madeleine GUALLINO à Monsieur Christophe MOREL
Madame Mélanie ZARRILLO à Monsieur le Maire
Madame Karine GIGODOT à Nicolas DOYEN
Monsieur Paul EUZIERE à Madame Magali CONESA

Les Conseillers présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un Secrétaire pris dans le sein du Conseil. Madame Valérie COPIN ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, a adopté le procès-verbal du la séance du 7 novembre 2023.

En vertu de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire donne lecture des décisions prises en application de la délégation qui lui a été consentie par délibération n° 2020-26 du 28 mai 2020 en ce qui concerne l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Questions retirées à l'ordre du jour :

2023 - 239 **VALLON DE CAMPEROUSSE**
ACQUISITION A L'EURO SYMBOLIQUE PAR LA COMMUNE
DE LA PARCELLE CADASTREE SECTION DX N° 141

2023 - 240 **VALLON DE CAMPEROUSSE**
ACQUISITION A L'EURO SYMBOLIQUE PAR LA COMMUNE
DE LA PARCELLE CADASTREE SECTION DX N° 142

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-225-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

VILLE DE GRASSE
CONSEIL MUNICIPAL

2023 - 225

DU 5 DECEMBRE 2023

SPL PAYS DE GRASSE DEVELOPPEMENT - RENOUVELLEMENT URBAIN
CONCESSION D'AMENAGEMENT DU CENTRE HISTORIQUE
APPROBATION DU COMPTE RENDU D'ACTIVITES A LA COLLECTIVITE EXERCICE 2022
APPROBATION DE L'AVENANT N°28
VERSEMENT DE LA SUBVENTION D'EQUIPEMENT COMMUNALE 2024

RESUME SYNTHETIQUE DU RAPPORT

Compte rendu d'activités à la collectivité au 31 décembre 2022 de l'opération en concession d'aménagement du centre historique, comportant le bilan, le compte d'exploitation et une note de conjoncture.

INCIDENCE BUDGETAIRE

SERVICE GESTIONNAIRE	IMPUTATION BUDGETAIRE	MONTANT EN EUROS HT (subvention non soumise à TVA)
Services financiers	20422 – subvention d'équipement	1 500 000 €

Monsieur le Maire expose :

Vu la concession d'aménagement du Centre Historique confiée par la ville de Grasse à la SPL Pays de Grasse Développement lors du Conseil Municipal du 30 Septembre 1996, délibération n° 881-96 et ses différents avenants.

Vu l'obligation du concessionnaire de présenter annuellement un plan de trésorerie actualisé faisant apparaître l'état des réalisations en recettes et dépenses, ainsi qu'une note de conjoncture sur les conditions physiques et financières de réalisation de l'opération au cours de l'exercice écoulé.

Considérant que ces documents ont été remis à la ville de Grasse conformément aux dispositions prévues au cahier des charges de la concession.

Considérant que :

- Le bilan financier de la concession d'aménagement du Centre Historique au 31 décembre 2022 prend en compte l'ensemble des acquisitions, travaux réalisés et cessions dans le cadre des opérations ANRU dont la SPL Pays de Grasse Développement assure la maîtrise d'ouvrage : la requalification d'îlots, la gestion de la pépinière commerciale ainsi que l'aménagement de la ZAC Martelly.

- Des crédits ont été mobilisés auprès des partenaires dans le cadre de la convention avec l'ANRU, les Conseils départemental des Alpes-Maritimes et Régional PACA, la CAPG et la Caisse des Dépôts. D'autres ont été obtenus auprès de la Région au travers du CRET de même qu'auprès de l'Etat au titre du fonds friche mobilisé à hauteur de 5 650 000 euros. L'Etat a confirmé sa participation au titre du Fonds SRU pour un montant de 200 000 euros. Le montant global des subventions s'élève donc à 22,297 millions d'euros dont 15,760 millions d'euros ont été versés au titre des années précédentes.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-225-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

- Le bilan financier prévisionnel de l'opération s'élève à 80,347 millions d'euros TTC et s'équilibre notamment avec une participation communale totale de 20,791 millions d'euros dont 16,135 millions d'euros ont été versés au titre des années précédentes.
  Le montant de cette participation communale se décompose comme suit :
  - 5,993 millions d'euros liés aux opérations ANRU et entièrement versés,
  - 8,921 millions d'euros affectés à l'équilibre de l'opération dont 8,054 millions d'euros ont été versés au cours des années précédentes,
  - 5,877 millions d'euros en financement des équipements et espaces publics dont 2.088 ont été versés au 31 décembre 2022.

- La participation communale pour l'année 2024 constituée par la subvention pour les équipements publics affectés à l'opération Martelly, d'un montant de 1,500 million d'euros, sera versée sur facturation de la Société Pays de Grasse Développement, au cours de l'année.

- Par ailleurs, eu égard aux besoins de trésorerie ponctuels pouvant survenir au cours de l'année 2024, estimés et plafonnés à 3 millions d'euros, une avance de trésorerie pourra être sollicitée auprès de la Ville de Grasse.

Considérant qu'une réorientation du projet global de la ZAC Martelly apporte une modification du montant total prévisionnel du programme et une augmentation de la participation communale estimée à ce jour à 2,988 millions d'euros, le tout retranscrit dans l'avenant n°28 et la note de conjoncture liée.

La commission équipement et aménagement du cadre de vie ayant été saisie de ce dossier dans sa séance du 14 novembre 2023,

Je vous demande de bien vouloir :

- **APPROUVER** le compte rendu financier de la concession d'aménagement du Centre Historique au 31 décembre 2022 présenté à la Ville ainsi que le bilan actualisé pour un montant de 80,347 millions d'euros TTC ;

- **APPROUVER** la participation communale d'équilibre totale de 8,921 millions d'euros et procéder au versement d'une subvention communale d'équipement 2024 de 1,500 million d'euros ;

- **APPROUVER** l'avenant n°28 à la concession d'aménagement du Centre Historique tel qu'annexé à la présente délibération et autoriser Monsieur le Maire ou son représentant à le signer ;

- **AUTORISER** Monsieur le Maire ou son représentant à signer tout acte ou document afférent à la présente délibération.

Après en avoir délibéré le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents ou représentés, adopte.

Délibération affichée le - 6 DEC. 2023
suivant les signatures
POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire,

La Secrétaire de séance
Valérie COPIN, Première Adjointe

VILLE DE GRASSE A.M

VILLE DE GRASSE A.M

Certifié exécutoire compte tenu de la publication sur le site internet le - 6 DEC. 2023

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-226-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

VILLE DE GRASSE **SPL PAYS DE GRASSE DEVELOPPEMENT**

AVENANT N°2 A LA CONCESSION D'AMENAGEMENT DU NOUVEAU PROGRAMME DE RENOUVELLEMENT URBAIN

DU 27 JANVIER 2020

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-226-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

Entre :

La Ville de Grasse, sise Hôtel de Ville, place du Petit Puy – 06130 – GRASSE, représentée par Monsieur Jérôme VIAUD, Maire de Grasse agissant en vertu d'une délibération du Conseil municipal en date du 5 décembre 2023.

Désignée ci-après par la Ville

Et :

La SPL Pays de Grasse Développement, Société Publique Locale au capital de 291.177,59 €, dont le siège social est fixé 4 rue de la Délivrance à Grasse, inscrite au registre du commerce de Grasse sous le numéro B 306 170 432, représentée par Monsieur Nicolas Tcherniatine, en sa qualité de Directeur de la société, agissant en vertu des pouvoirs qui lui ont été conférés par délibération du Conseil d'Administration en date du 2 décembre 2022.

Désignée ci-après par la Société

PREAMBULE

Par convention en date du 27 janvier 2020, la Ville de Grasse a confié à la société Pays de Grasse Développement une opération d'aménagement consistant en la requalification de quatre îlots dégradés en Centre historique de Grasse (Médiathèque-sud, Sainte-Marthe 2, Placette et Roustan), ainsi que la poursuite d'une boucle commerciale par l'acquisition de 20 cellules complémentaires le long du parcours marchand (rues Droite et Vieille Boucherie puis Place aux Herbes).

Le bilan prévisionnel de l'opération a légèrement évolué pour prendre en compte de l'engagement opérationnel des projets. Tel est l'objet du présent avenant.

Ceci exposé, les parties ont convenu ce qui suit :

CONVENTION

Article 1 : Bilan prévisionnel d'opération

La concession d'aménagement relève des dispositions des articles L. 300-1, L. 300-4 et L. 300-5 du code de l'urbanisme concernant des actions ou opérations d'aménagement qui ont pour objets de mettre en œuvre un projet urbain, une politique locale de l'habitat, d'organiser le maintien, l'extension ou l'accueil des activités économiques, de favoriser le développement des loisirs et du tourisme, de réaliser des équipements collectifs ou des locaux de recherche ou d'enseignement supérieur, de lutter contre l'insalubrité et l'habitat indigne ou dangereux, de permettre le renouvellement urbain, de sauvegarder ou de mettre en valeur le patrimoine bâti ou non bâti et les espaces naturels.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-226-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

A ce titre, et compte tenu de l'ajustement des différents postes en dépenses et recettes, il y a eu lieu de modifier le montant global du bilan d'aménagement

- Dans le cadre de l'annexe n°1 pour le porter de 15.151.775 € HT à 15.049.666 € HT.

Puis

- Dans le cadre de la présente annexe n°2 pour le porte de 15.049.666 € HT à 15 392 968 € HT.

Ce montant s'explique par la volonté d'acquérir un entier immeuble situé au 5 place de la vieille Boucherie à Grasse (propriété de l'EPF qui en assure le portage foncier), en lieu et place de l'acquisition unique de la cellule commerciale « La Gitane » située en rez-de-chaussée du 5 place de la Vieille Boucherie. A noter que cet ancien commerce fait l'objet d'une des 20 cellules identifiées dans la restructuration de la boucle Commerciale dans le périmètre du NPNRU.

Article 2 : Entrée en vigueur

Le présent avenant entrera en vigueur après son approbation par le conseil municipal dès la notification qui sera faite par la Ville à la société, de l'exemplaire revêtu du visa du contrôle de légalité.

Article 3 : Maintien des autres dispositions de la concession d'aménagement

Les articles de la convention en date du 27 janvier 2020, non modifiés par le présent avenant, sont inchangés.

Article 4 : Contrôle de la légalité

Le présent avenant sera transmis aux représentants de l'Etat conformément à la règlementation en vigueur.

Fait à Grasse, en quatre exemplaires, le

Pour la Ville de Grasse

Monsieur Jérôme VIAUD
Maire de Grasse
Vice Président du Conseil Départemental des Alpes Maritimes
Président de la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse

Pour la SPL Pays de Grasse Développement

Monsieur Nicolas Tcherniatine
Directeur

BILAN PREVISIONNEL CONCESSION D'AMENAGEMENT CENTRE HISTORIQUE GRASSE - NPNRU - DEPENSES - RECETTES

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-226-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

NPNRU - Bilan et compte d'exploitation CRAC 2022

en HT

Dépenses HT	2020	2021	2022	Total	Début 2023	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	TOTAL HT
études / analyses du site	31 259	199 185	241 664	472 108	75 474	66 401	71 582	116 341	87 317	0	0	0	**889 222**
Acquisitions foncières et frais	84 300	859 947	258 359	1 202 606	15 466	151 381	1 264 398	405 544	0	0	0	0	**3 039 396**
Travaux	0	2 008	186 904	188 912	76 226	1 472 426	2 339 095	2 117 172	1 721 396	972 000	0	0	**8 887 227**
Honoraires techniques	0	0	14 051	14 051	10 624	109 794	158 534	185 447	172 140	97 200	0	0	**747 790**
Frais financiers et portage	5 684	9 666	47 361	62 710	0	110 978	181 432	164 788	129 105	63 400	5 000	0	**717 413**
Frais divers et relogement	143	10 814	7 247	18 204	0	8 000	8 000	9 000	10 000	10 000	10 000	10 547	**83 751**
Honoraires Maître d'Ouvrage	15 000	37 500	32 500	85 000	0	122 506	219 813	255 904	135 444	87 593	44 234	77 675	**1 028 168**
TOTAL DEPENSES HT	**136 386**	**1 119 119**	**788 085**	**2 043 591**	**177 790**	**2 041 487**	**4 242 855**	**3 254 196**	**2 255 401**	**1 230 193**	**59 234**	**88 222**	**15 392 968**

Achat 5 vieille Boucherie 343 279

Total sans 5 Vieille Boucherie **15 049 689**

en HT

Recettes HT	2020	2021	2022	Total	Début 2023	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	TOTAL HT
Cessions foncières	0	0	0	0	0	0	95 700	788 679	0	226 500	280 500	732 750	**2 124 129**
Loyers	0	0	174	174	0	4 897	28 138	35 172	42 206	49 241	56 275	67 296	**283 399**
ANRU	0	662 798	492 728	1 155 526	0	784 774	640 721	640 721	1 127 296	1 914 116	144 053	0	**6 407 207**
Région	0	0	0	0	0	112 637	225 274	207 807	209 806	202 098	110 808	0	**1 068 431**
CAPG	0	200 000	110 000	310 000	0	160 000	160 000	173 208	117 445	49 508	0	0	**970 161**
Ville de Grasse	200 000	200 000	640 000	1 040 000	0	500 000	500 000	500 000	619 275	380 602	500 000	499 764	**4 539 641**
TOTAL RECETTES HT	**200 000**	**1 062 798**	**1 242 903**	**2 505 701**	**0**	**1 562 308**	**1 649 833**	**2 345 587**	**2 116 028**	**2 822 065**	**1 091 636**	**1 299 810**	**15 392 968**

Revente 5 vieille Boucherie 343 279

Total sans 5 Vieille Boucherie **15 049 689**

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-226-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

CONCESSION D'AMENAGEMENT DU NOUVEAU PROGRAMME NATIONAL DE RENOUVELLEMENT URBAIN SIGNEE LE 27/01/2020

COMPTE-RENDU D'ACTIVITES A LA COLLECTIVITE AU 31/12/2022

NOTE DE CONJONCTURE

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-226-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

Par convention en date du 27 janvier 2020, la commune de Grasse a concédé à la SPL Pays de Grasse Développement, une opération d'aménagement portant sur la requalification de quatre îlots dégradés (Médiathèque-sud, Sainte-Marthe 2, Placette et Roustan), ainsi que la poursuite d'une boucle commerciale par l'acquisition de 20 cellules complémentaires en 2 tranches de 10 cellules le long du parcours marchand (rues Droite et Vieille Boucherie puis Place aux Herbes notamment).

En application des dispositions de cette convention ainsi que de l'article L-1523-3 du C.G.C.T. et de l'article L-300-5 du code de l'urbanisme, la SPL doit fournir un rapport annuel qu'elle transmet à la collectivité cocontractante, afin que celle-ci le soumette à son assemblée délibérante.

Le Compte Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC) au 31/12/2022 comprend :

- Une note de conjoncture sur l'opération
- Un bilan prévisionnel actualisé faisant apparaître l'état des réalisations en dépenses et recettes ainsi que les dépenses et recettes restant à réaliser.
- L'avenant n°2 qui modifie le montant total du bilan prévisionnel, sans impact sur le montant de la participation communale.

OBJECTIFS ET CADRE DE REALISATION DE L'OPERATION

- **L'habitat et son attractivité en centre-ville**

Le renouvellement urbain du territoire passe par la production d'un habitat adapté qui renoue avec l'attractivité résidentielle et prend en compte les conditions de vie contemporaine. Le projet s'adresse en premier lieu aux habitants et aux familles. Il parie également sur le renouvellement de la population du centre historique à travers l'arrivée d'étudiants. L'ouverture récente de nouvelles formations en centre-ville et l'installation attendue d'élèves-ingénieurs conduisent à réfléchir au concept d'un campus multi-sites incluant équipements, logements et services. Proposer aux nouveaux arrivants un habitat collectif sous forme de résidences de petites unités, des équipements de qualité - espaces culturels, lieux de formation, tiers lieu - de même que des services qui leur seront dédiés, donnent toutes garanties pour une intégration réussie de cette nouvelle population et une réelle contribution de sa part à la dynamique d'ensemble. C'est par l'introduction d'une mixité sociale et d'une diversité générationnelle que l'attractivité du centre historique se verra renforcée.

- **Un développement économique et commercial équilibré, ancré sur le territoire**

Fort de l'expérience acquise dans le PNRU, un nouveau parcours commercial est proposé en pied d'immeubles dans les secteurs investis par les nouveaux équipements : Martelly, locomotive commerciale, la médiathèque dont la mise en fonctionnement en décembre 2022 a su attirer une nouvelle clientèle, l'ensemble des rez-de-chaussée des îlots restructurés qui sont destinés à accueillir des commerces moteurs dans des locaux d'une superficie plus importante. Ce parcours vient prolonger la boucle commerciale d'origine (renforcée par la pépinière) et diversifier les activités dans un circuit cohérent qui prend en compte les nouveaux lieux de vie. L'apport des étudiants est là aussi attendu pour animer la nouvelle médiathèque Charles Nègre et faire vivre les commerces de détail qui adapteront leur activité à cette nouvelle clientèle.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-226-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

LE PROGRAMME D'INTERVENTION

En matière d'habitat :

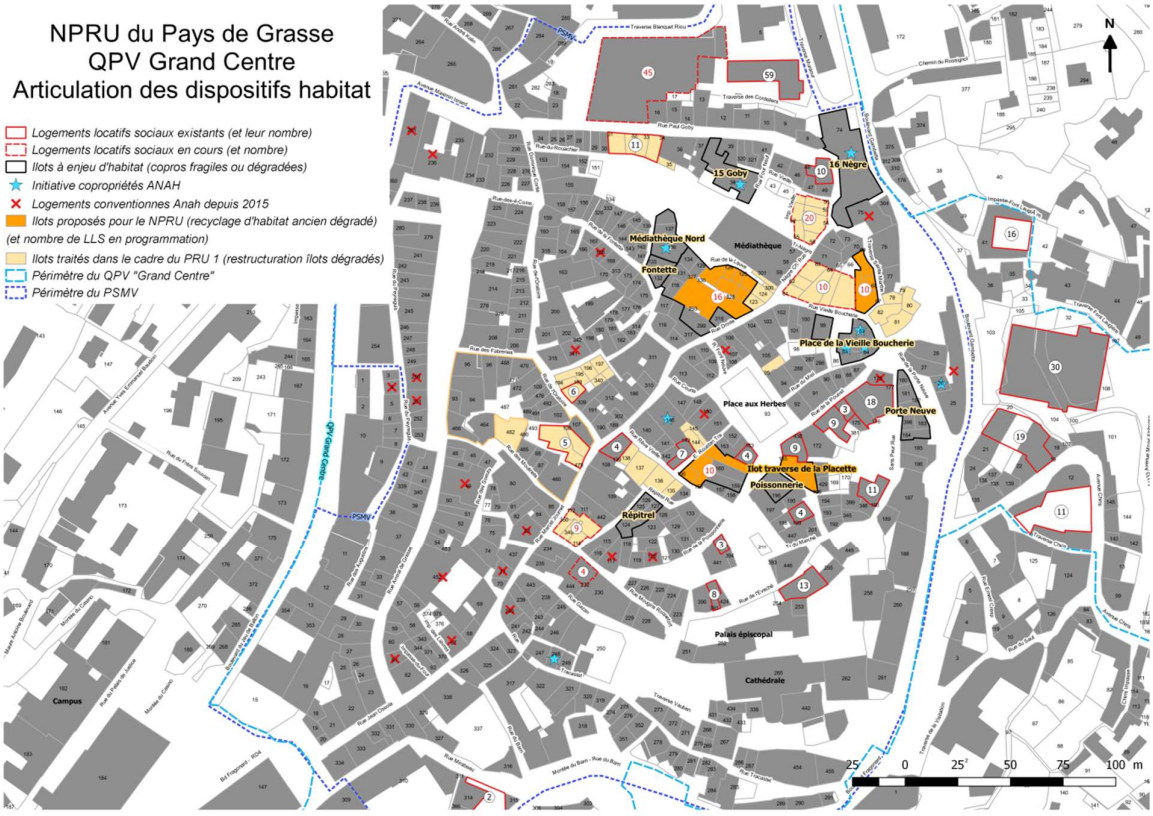
Restructuration de quatre îlots dégradés et production d'un habitat adapté aux conditions de vie contemporaine selon la répartition suivante :

	PLUS	PLS étudiants	Accession	Total
Médiathèque Sud	5	12		**17**
Sainte Marthe 2			6	**6**
Traverse de la Placette		10		**10**
Ilot Roustan	10	4		**14**
TOTAL	**15**	**26**	**6**	**47**

En matière de développement économique :

Acquisition-remembrement-gestion de 20 cellules marchandes situées le long du parcours commercial délimité par :

- La rue Marcel Journet (à partir du n°23),
- La Rue Droite (à partir du n° 35)
- La Rue Font Neuve
- La Rue et la Place Vieille Boucherie
- La Rue de la Pouost,
- La Place aux Herbes



Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-226-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

LES REALISATIONS DURANT LES PRECEDENTS EXERCICES :

I - Les dépenses :

1. **Les études préalables** : Voici l'ensemble des équipes retenues pour mener à bien les études préalables sur les 4 îlots et la boucle commerciale en tranche 1 (10 cellules)

Choix des équipes	Equipes retenues	Médiathèque Sud	Sainte Marthe 2	Placette	Roustan
Maître d'œuvre	Agence MAES	X	X	X	X
OPC	CAOM		X		
Géomètre	Cabinet Pierrot	X	X	X	partiel
Bureau de contrôle	APAVE	X	X	X	
CSPS	APAVE	X	X	X	
Accompagnateur BDM	SOWATT	X	X	X	X
Archéologie	INRAP	X	X	X	
Amiante	AEDEX	X	X	X	
Radon	APAVE	X	X	X	

Choix des équipes	Equipes retenues	Boucle commerciale tranche 1 (10 cellules)	Boucle commerciale tranche 2 (10 cellules)
Maître d'œuvre	Stéphane Legoadec	X	Consultation à lancer en 2024
Relevés	Stéphane Legoadec	X	Consultation à lancer en 2024
Bureau de contrôle	Veritas	X	Consultation à lancer en 2024
CSPS	Qualiconsult	X	Consultation à lancer en 2024
Amiante	AEDEX	X	Consultation à lancer en 2024

Et voici leur état d'avancement :

Etat d'avancement	Médiathèque Sud	Sainte Marthe 2	Placette	Roustan
Ordre de service MOE	5/01/2021	7/9/2020		
Diagnostics	X	X	X	X
Avant-projet sommaire	X	X	X	X
Avant-projet définitif	X	X		
Permis de construire	Obtenu le 22/03/2022	Obtenu 20/10/2021	Non déposé	Non déposé
Maîtrise foncière Déclaration d'Utilité Publique (DUP)	Maîtrise foncière Ville Acte à venir	Acquis le 20/12/2021	Approbation par DCM 29/06/2021	Approbation par DCM du 28/06/2022
Etape à venir à fin 2021	Consultation entreprises (Démarrage prévisionnel chantier mai 2023)	Démarrage chantier en 27 juin 2022	Ouverture d'enquête	Instruction du dossier de DUP

Au 31/12/2022, le montant des dépenses constatées sur le poste « Analyse du site – Etudes » est de 472 108 € HT

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-226-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

2. Les acquisitions foncières

La maîtrise foncière de **l'îlot Médiathèque Sud** est assurée par la Ville de Grasse, à l'exception d'une terrasse et d'une partie de logement dépendant de l'immeuble situé 8 et 10 rue de la Fontette. L'îlot s'étend sur 11 parcelles cadastrales respectivement situées 45-47-49 rue Droite, et 1-3-5 rue de la Lauve.

- Une délibération prise par le conseil municipal en date du 9/11/2021 adopte les termes de la rétrocession à intervenir entre la Commune de Grasse et la SPL Pays de Grasse Développement.
- Le Conseil d'Administration de la SPL s'est prononcé sur l'acquisition de l'emprise de l'îlot Médiathèque Sud dans sa séance du 7/10/2021.

Les négociations ont abouti pour acquérir le logement situé 8 et 10 rue de la Fontette dont une partie est vouée à démolition au plan de sauvegarde et de mise en valeur. La signature de l'acte authentique devrait intervenir en mars 2023, avant le démarrage prévisionnel des travaux, à la condition que l'état descriptif de division de la copropriété soit modifié, sauf à ce que la SPL y renonce et acquiert le bien en l'état. Négociation amiable avec le propriétaire vendeur en cours.

- Une offre d'achat en date du 25/07/2022 a été acceptée par le propriétaire
- Le Conseil d'Administration de la SPL s'est prononcé sur l'acquisition de ce logement dans sa séance du 30/05/2022

La maîtrise foncière de **l'îlot Sainte Marthe 2** a été conduite par EPF. L'îlot se compose de 3 immeubles respectivement situés 9 Rue de la vieille Boucherie, 1 et 3 Traverse Sainte Marthe.

A l'exception d'une terrasse empiétant sur l'emprise du projet, la maîtrise foncière de l'îlot est réalisée. L'acte EPF / SPL a été signé une fois le permis purgé, le 20/12/2022, pour un montant de 835 929,20 € TTC dont 7 488,20 € de TVA sur marge.

La partie d'immeuble surplombée par la terrasse doit également être acquise pas la SPL afin de procéder à sa démolition à terme, conformément au plan de sauvegarde et de mise en valeur :

- Une délibération de la copropriété du 5-7 rue de la Vieille Boucherie en date du 29/11/2021 acte de la rétrocession à l'euro symbolique, de cette partie d'immeuble cadastré BE 344 (obtenue par division de la parcelle cadastrée BE 66).
- Le Conseil d'administration de la SPL a validé cette acquisition dans sa séance du 7/10/2021

Enfin, EPF PACA est en charge de la maîtrise foncière **des îlots Placette et Roustan** aura recours à des procédures de DUP pour se titrer sur l'ensemble des tènements fonciers nécessaires à la réalisation des opérations.

L'enquête publique a démarré le 24/10/2022 pour **l'îlot Placette**.

Le dossier de DUP de **l'îlot Roustan** a été validé par le Conseil Municipal dans sa séance du 28/06/2022. Il ne sera transmis à la Préfecture pour instruction qu'une fois les périls portant sur les immeubles 7 rue Rêve Vieille, 2 traverse Etienne Roustan et 13 rue de la Poissonnerie auront été levés, soit par les copropriétaires, indivisaires ou propriétaire unique, soit par la Commune de Grasse, à ses frais avancés.

La maîtrise foncière des commerces de pied d'immeubles **(Boucle commerciale)** a été initiée en 2020 par l'acquisition de 3 commerces appartenant à des propriétaires privés, respectivement situés :

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-226-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

- 5 Place aux Herbes (BH 153 Lot 7) pour un montant de 20 000 € TTC
- 32 Rue Droite (BE 106 Lot 11) pour un montant de 23 000 € TTC
- 2 Rue Font Neuve (BE 107 Lots 3 et 4) pour un montant de 24 000 € TTC

Doivent suivre les 7 acquisitions suivantes :

- 34 rue Droite
- 35 rue Droite
- 38 rue Droite
- 39 rue Droite
- 5 place de la Vieille Boucherie
- 11 place aux Herbes
- 23 rue Marcel Journet

La SPL et la Ville ont acté la vente de 4 cellules commerciales situées 34/35 et 38 Rue Droite et 11 Place aux Herbes :

- Une délibération prise par le conseil municipal en date du 29/06/2021 a adopté les termes de la rétrocession à intervenir entre la Commune de Grasse et la SPL Pays de Grasse Développement.
- Le Conseil d'administration de la SPL s'est prononcé sur l'acquisition à l'euro symbolique de ces quatre commerces dans sa séance du 27 mai 2021

Par ailleurs, un Appel à Manifestation d'intérêt (AMI) sera à rédiger et à lancer en 2023/2024 pour permettre d'identifier les futurs preneurs de commerces, en compatibilité avec la destination future des commerces de cette tranche 1.

Au 31/12/2022, le montant des dépenses constatées sur le poste « Acquisition foncières et Frais » est de 1 202 606 € HT

3. Les travaux

L'opération Sainte Marthe 2 est entrée en phase travaux suivant l'OS de notification de démarrage de chantier transmis aux entreprises le 27 juin 2022.
Le montant des couts travaux de cet ilot s'élève au 31 12 2022 à 158 004 € HT.

Concernant l'ilot Médiathèque Sud, un référé préventif nécessaire avant le démarrage des travaux est programmé entre fin déc. 2022 et début janvier 2023. Un premier appel d'offres a été lancé au 4ème trimestre 2022. La CAO de décembre 2022 a déclaré infructueux et a autorisé la SPL Pays de Grasse Développement à relancer une nouvelle procédure de consultation, en conformité avec le code de la commande publique, les montants des réponses des entreprises étant largement supérieurs aux estimations établies par l'agence de MOE MAES.

Le montant global du poste « travaux » de l'ensemble du NPNRU s'élève au 31 12 2022 à 188 912 € HT

4. Honoraires de maîtrise d'œuvre

Dans la phase d'études, les honoraires de la maîtrise d'œuvre (DIAG ; APS ; APD ; PC ; PRO ; DCE) sont imputées dans le poste « Analyse du site/ études ».

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-226-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

Les honoraires de maîtrise d'œuvre incluent les honoraires techniques de l'ensemble des équipes (architectes ; bureau d'études structure ; thermicien ; OPC ; Contrôleur technique ; Coordinateur sécurité et protection de la santé) à partir de la phase ACT, soit ACT ; EXE ; VISA ; DET et AOR

Le montant global de la phase « analyse du site et études » l'ensemble du NPNRU s'élève au 31 12 2022 à 472 108 € HT

Le montant global des honoraires de maîtrise d'œuvre de l'ensemble du NPNRU s'élève au 31 12 2022 à 14 051 € HT

5. Rémunération de conduite d'opération

La SPL se rémunère de la façon suivante : Un forfait de 6 000 €/an/sous-opération (au nombre de 5, soit 4 îlots et 1 boucle commerciale) sur la durée de la concession ; un forfait de 3 000 € / sous-opération est allouée à la structure pour les opérations de clôture de la convention.
La SPL est également rémunérée proportionnellement aux dépenses et recettes engagées, à raison de :

- 5% sur les travaux et honoraires techniques
- 4% sur les autres postes en dépenses et recettes (à l'exception des subventions et participations)

Au 31/12/2022, le montant des dépenses constatées sur le poste « Rémunération de la conduite d'opération forfaitaire » est de 85 000 € HT

6. Frais de portage et frais divers

Cette rubrique correspond à l'ensemble des charges supportées par le maître d'ouvrage pour mener à bien les opérations : Assurances ; charges de copropriété ; taxes foncières : honoraires divers (commissaire aux comptes ; expert-comptable ; expert judiciaire…)

Au 31/12/2022, le montant des dépenses constatées sur le poste « Frais de portage» est de 62 710 € HT

Au 31/12/2022, le montant des dépenses constatées sur le poste « Frais divers» est de 18 204 € HT

II – Les recettes

1. La revente des charges foncières.

Elle se fait selon les montants retenus par l'ANRU, soit :

- 500 €/m² habitables pour les logements financés en PLUS ou PLS
- 300 €/m² habitables pour les logements financés en accession

Une consultation pour retenir les bailleurs a été organisée en 2022. Futurs maîtres d'ouvrage après le recyclage opéré par la SPL, ils auront la charge de réaliser les travaux de corps d'état secondaire des îlots restructurés et de commercialiser les logements produits.

- UNICIL est retenu pour traiter l'îlot Sainte Marthe 2 et l'îlot Roustan

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-226-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

- CDC Habitat interviendra à terme sur l'îlot Médiathèque Sud et l'îlot Placette

Des conventions de contractualisation seront à rédiger pendant les différentes phases travaux (2023 et 2024) pour permettre de cadrer et contractualiser entre la SPL et les futurs bailleurs identifiés ci-dessus.

Les 2 opérateurs doivent se charger courant 2023 de procéder aux AO de maitrise d'œuvre pour les suivis des corps d'état secondaires, des ilots Médiathèque Sud (CDC Habitat) et Sainte Marthe 2 (UNICIL). Des réunions de coordination seront à programmer entre les différentes maitrise d'œuvres (de la SPL concernant les restructurations urbaines des ilots) et des bailleurs (concernant le second œuvre)

2. Les subventions

Elles sont contractualisées dans la convention du NPNRU signée le 28 avril 2020 entre les différents partenaires de la Ville, et doivent faire l'objet de demandes spécifiques pour être allouées :
Pour l'ANRU, deux demandes ont été réalisées en 2021 pour les îlots Sainte Marthe 2 et Médiathèque Sud et deux versements sont intervenus pour un montant total de 662 798 €.

Le Conseil Régional s'est prononcé favorablement sur ces mêmes dossiers lors de sa séance en date du 28 octobre 2021. Un avenant en date du 29/04/2022 a permis de corriger une erreur matérielle sur l'îlot Sainte Marthe 2.

Enfin, la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse a engagé les trois subventions portant sur les îlots Médiathèque Sud, Placette et Roustan par convention signée le 4 octobre 2021.

Les participations communales sont versées annuellement après approbation du compte-rendu d'activités en conseil municipal et sur facturation de la SPL concessionnaire.

Voici un état des engagements et versements des subventions au 31/12/2022 :

Global subventions NPNRU	Engagement global en €	2020	2021	2022	Total cumulé
Ville de Grasse	4 539 641	200 000	200 000	640 000	1 040 000
CAPG	970 161	0	200 000	110 000	310 000
Région PACA	1 068 431	0	0	0	0
ANRU	6 407 207	0	662 798	492 728	1 155 526
TOTAL Subventions	12 985 440	200 000	1 062 798	1 242 728	2 505 526

Global loyers et ventes NPNRU	Engagement en € HT	2020	2021	2022	Total cumulé
Loyers	703 440	0	0	174	174
Ventes	1 780 850	0	0	0	0
TOTAL Loyers et ventes	0	0	0	174	174

Global Recettes NPNRU	Engagement en €	2020	2021	2022	Total cumulé
TOTAL Recettes	15 469 730	200 000	1 062 798	1 242 903	2 505 701

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-226-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

3. Recours à l'emprunt

La SPL a obtenu un prêt d'un montant de 800 000 € auprès de la Banque Postale, dont les caractéristiques sont les suivantes :

Durée : sept années
Mode d'amortissement du capital : constant
Taux d'intérêt annuel : fixe de 0,98%
Périodicité des échéances : annuelle
Commission d'engagement : 0.2% du montant du prêt soit 1 600 €

Ce prêt a été garanti à hauteur de 80% par décision du Conseil municipal en date du 28 septembre 2021 et présenté au Conseil d'Administration de la SPL réuni dans sa séance du 7 octobre 2021. Il est a permis de financer l'acquisition des immeubles d'emprise de l'îlot Sainte Marthe 2 auprès d'EPF PACA.

III – Les risques encourus par la collectivité

En l'état actuel d'avancement des études, les montants prévisionnels des acquisitions sont confortés par les estimations rendues par France Domaines, de même que les coûts des travaux estimés par la maîtrise d'œuvre restent dans des épures acceptables au regard des bilans prévisionnels des opérations.

Pour autant :

- Le poste désamiantage sur l'îlot Sainte Marthe 2 s'est avéré plus coûteux que prévu.

- L'état du bâti sur l'îlot Médiathèque Sud s'est dégradé depuis le lancement des études : Deux immeubles (1 et 3 rue de la Lauve) en partie effondrés ont été déconstruits et nécessitent d'être rebâtis de manière à conserver les formes urbaines d'origine (le tracé de la rue de la Lauve) et « renoyauter » l'îlot dans son entièreté pour le stabiliser.

- Le désamiantage des gravats issus de la partie effondrée au 1/3 rue de la Lauve sera à programmer au 2ème semestre 2023, lors du démarrage des travaux

- Les contraintes techniques que le bâtiment de la médiathèque font peser sur les immeubles mitoyens ont nécessité de réviser le projet dans sa conception et de prévoir des protections coupe-feu sur certaines baies et sur la toiture. Ces postes, non prévus, constituent d'ores et déjà des travaux supplémentaires pour le bilan de l'opération.

- Les bâtiments de l'ilot Roustan continuent de se dégrader rapidement, malgré une mise en sécurité de certains ensembles bâtis.

La consultation des entreprises sera déterminante dans la gestion des budgets et l'attention sera portée sur la conduite de chantier pour éviter, si ce n'est limiter, les travaux supplémentaires.

Le fait que deux bailleurs sociaux se soient engagés sur la poursuite de nos opérations conforte la prévision des recettes au titre de la revente des charges foncières ; il conviendra de formaliser ce

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-226-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

partenariat par une convention et une promesse de vente assortie d'un cahier des charges de limite de prestations.

Dès lors, une co-construction et une adaptation des projets aux souhaits du bailleur et des futurs usagers (tout en restant dans les budgets prévisionnels) pourra valablement s'instaurer.

Ces différents paramètres ne constituent pas des aléas en tant que tels pour l'équilibre financier présenté, l'opération restant toutefois aux risques de la commune, conformément aux règles régissant la concession d'aménagement du NPNRU.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-227-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

Le goût de l'essentiel
Grasse

EXTRAIT
du registre des Délibérations du Conseil Municipal
séance du 5 décembre 2023

NOMBRE DE MEMBRES		
Afférents au Conseil Municipal	en exercice	qui ont pris part à la Délibération
45	45	41

2023 - 227 **RENOUVELLEMENT URBAIN**
CONCESSION D'AMENAGEMENT DU CENTRE HISTORIQUE
APPROBATION CONVENTION D'AVANCE DE TRESORERIE
ENTRE LA VILLE DE GRASSE ET LA SPL PAYS DE GRASSE DEVELOPPEMENT

Le Conseil Municipal de la Commune de GRASSE, dûment convoqué le 28 novembre 2023, s'est réuni le mardi 5 décembre 2023 à 14h30 au Palais des Congrès, salle Gérard PHILIPE, sous la présidence de Monsieur Jérôme VIAUD, Maire.

PRESENTS : Monsieur Jérôme VIAUD, Maire et Mesdames et Messieurs les Adjoints :
Valérie COPIN, Christophe MOREL, François ROUSTAN, Catherine BUTTY, Gilles RONDONI, Claude MASCARELLI, Nicolas DOYEN, Nicole NUTINI, Ali AMRANE, Murièle CHABERT, Cyril DAUPHOUD, Anne-Marie DUVAL, Jean-Marc GARNIER, Dominique BOURRET, Marie CHABAUD, Roger MISSENTI, Philippe BONELLI, Annie OGGERO-MAIRE, Serge PERCHERON, Laurence COSTE, Richard KISS, Franck BARBEY, Jeannette GISQUET, Jean-Pierre BICAIL, Jocelyne BUSTAMENTE, Jean-François LAPORTE, Stéphanie MANDREA, Charles FERRERO, Levanna CALATAYUD, Alexandre GAIFFE, Magali CONESA, Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL, Mékia Noura ADDAD, Bernard BRUNEAU.

PART EN COURS DE SEANCE :

/

PART EN COURS DE SEANCE SANS PROCURATION :

/

ABSENTS EXCUSES :

Madame Aline BOURDAIRE

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-227-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

Monsieur Pascal PELLEGRINO
Marie-Madeleine GUALLINO
Madame Mélanie ZARRILLO
Madame Karine GIGODOT
Monsieur Paul EUZIERE

ABSENTS EXCUSES SANS PROCURATION :

Madame Myriam LAZREUG
Monsieur Stéphane CASSARINI
Monsieur Patrick ISNARD

ABSENT SANS PROCURATION :

Monsieur Jean-Paul CAMERANO

ARRIVE EN COURS DE SEANCE :

Monsieur Ali AMRANE
(Prend part aux délibérations N°232 à N°267)

PROCURATION :

Madame Aline BOURDAIRE à Madame Valérie COPIN
Monsieur Ali AMRANE à Madame Catherine BUTTY
Monsieur Pascal PELLEGRINO à Monsieur François ROUSTAN
Marie-Madeleine GUALLINO à Monsieur Christophe MOREL
Madame Mélanie ZARRILLO à Monsieur le Maire
Madame Karine GIGODOT à Nicolas DOYEN
Monsieur Paul EUZIERE à Madame Magali CONESA

Les Conseillers présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un Secrétaire pris dans le sein du Conseil. Madame Valérie COPIN ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, a adopté le procès-verbal du la séance du 7 novembre 2023.

En vertu de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire donne lecture des décisions prises en application de la délégation qui lui a été consentie par délibération n° 2020-26 du 28 mai 2020 en ce qui concerne l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Questions retirées à l'ordre du jour :

2023 - 239 **VALLON DE CAMPEROUSSE**
ACQUISITION A L'EURO SYMBOLIQUE PAR LA COMMUNE
DE LA PARCELLE CADASTREE SECTION DX N° 141

2023 - 240 **VALLON DE CAMPEROUSSE**
ACQUISITION A L'EURO SYMBOLIQUE PAR LA COMMUNE
DE LA PARCELLE CADASTREE SECTION DX N° 142

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-227-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

VILLE DE GRASSE
CONSEIL MUNICIPAL

2023 - 227

DU 5 DECEMBRE 2023

RENOUVELLEMENT URBAIN
CONCESSION D'AMENAGEMENT DU CENTRE HISTORIQUE
APPROBATION CONVENTION D'AVANCE DE TRESORERIE
ENTRE LA VILLE DE GRASSE ET LA SPL PAYS DE GRASSE DEVELOPPEMENT

RESUME SYNTHETIQUE DU RAPPORT

Conformément à l'article L.1523-2, 4° du CGCT, il est prévu la possibilité de versement d'une avance temporaire de trésorerie effectuée par la ville de Grasse à la SPL Pays de Grasse Développement, au bénéfice de l'opération d'aménagement du quartier Martelly dont la réalisation lui a été confiée dans le cadre de la concession d'aménagement.

INCIDENCE BUDGETAIRE

SERVICE GESTIONNAIRE	IMPUTATION BUDGETAIRE	MONTANT T.T.C.
DIRECTION DES AFFAIRES FINANCIERES	non budgétaire	/

Monsieur le Maire expose :

Vu les articles L. 300-4, L. 300-5, L. 311-1 et suivants et R. 311-1 et suivants du Code de l'urbanisme,

Vu les articles L. 1521-1 et suivants du Code général des collectivités territoriales, notamment l'article L.1523-2, 4°,

Vu la délibération en date du 5 décembre 2023 approuvant le projet de concession d'aménagement entre la ville de Grasse et la SPL Pays de Grasse Développement,

Vu l'article 17 de la concession d'aménagement, qui prévoit que la SPL Pays de Grasse Développement puisse solliciter la Ville de Grasse pour des avances de trésorerie temporaires dans les conditions de l'article L.1523-2, 4° du CGCT,

Vu le projet de convention d'avance temporaire de trésorerie joint en annexe,

Considérant que par délibération en date du 7 novembre 1996 et ses différents avenants, le Conseil Municipal a décidé de confier l'aménagement et l'équipement de l'opération d'aménagement du centre historique à la SPL Pays de Grasse Développement, selon les stipulations d'une concession d'aménagement répondant aux conditions définies aux articles L. 300-4 et suivants du Code de l'urbanisme ;

Considérant qu'aux termes de cette convention, il est prévu à l'article 17, conformément à l'article L.1523-2, 4° du CGCT, la possibilité de versement d'une avance temporaire de trésorerie effectuée par la ville de Grasse à la SPL Pays de Grasse Développement, au bénéfice de l'opération d'aménagement dont la réalisation lui a été confiée dans le cadre de la concession d'aménagement précitée ;

Considérant que le plan de trésorerie prévisionnel, inclus en annexe à la concession d'aménagement approuvée, fait apparaître un besoin de trésorerie sur l'année 2024 lissé sur l'année civile,

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-227-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

Considérant que le besoin estimé maximum de trésorerie s'élève à 3 000 000 euros pour l'exercice 2024 ;

Considérant que ce montant constitue le plafond maximum de l'avance de trésorerie de la Ville qui pourra être versé à la SPL Pays de Grasse Développement durant l'exercice 2024,

Dans ce sens, le projet de convention d'avance de trésorerie soumis à l'approbation du Conseil Municipal prévoit le versement par la Ville à la SPL Pays de Grasse Développement d'une ou de plusieurs avances de trésorerie infra annuelles, non renouvelable pour un montant maximum cumulé de 3 000 000 € pour l'exercice 2024.

Cette avance pourra être sollicitée en plusieurs versements sur la base d'une demande formalisée par la SPL Pays de Grasse Développement et en fonction des besoins, pour un montant qui ne pourra être inférieur à 150 000 €.

Les versements de cette avance ne pourront intervenir avant le 1er janvier 2024 et la totalité du ou des versements devront être remboursés par la SPL Pays de Grasse Développement à la Ville de Grasse au plus tard le 31 décembre 2024.

Cette avance étant infra annuelle, elle n'est pas budgétaire.

Par ailleurs l'avance de trésorerie consentie par la ville de Grasse dans le cadre de la présente convention ne donnera pas lieu à versement d'intérêts au profit de la ville de Grasse, afin de ne pas augmenter le montant des dépenses au bilan financier de l'opération, dont la ville de Grasse est garante de l'équilibre d'opération sur sa participation communale.

La Commission optimisation et performance des moyens et ressources ayant été saisie de ce dossier dans sa séance du 14 novembre 2023,

Je vous demande de bien vouloir :

- **APPROUVER** le projet de convention d'avance temporaire de trésorerie ci-joint ;
- **APPROUVER**, en application de l'article L.1523-2, 4° du Code général des collectivités territoriales, le versement à la SPL Pays de Grasse Développement d'une ou plusieurs avances de trésorerie dont le montant cumulé ne pourra excéder 3 000 000 euros, dans les conditions précisées dans le projet de convention d'avance de trésorerie à l'opération d'aménagement ;
- **AUTORISER** Monsieur le Maire à signer la convention d'avance de trésorerie avec la SPL Pays de Grasse Développement ;
- **CHARGER** Monsieur le Maire de l'exécution de la présente délibération.

Après en avoir délibéré le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents ou représentés, adopte.

Délibération affichée le - 6 DEC. 2023
suivant les signatures
POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire,

La Secrétaire de séance
Valérie COPIN, Première Adjointe

VILLE DE GRASSE A. M

VILLE DE GRASSE A. M

Certifié exécutoire compte tenu de la publication sur le site internet le - 6 DEC. 2023

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-226-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

Le goût de l'essentiel
Grasse

EXTRAIT
du registre des Délibérations du Conseil Municipal
séance du 5 décembre 2023

NOMBRE DE MEMBRES		
Afférents au Conseil Municipal	en exercice	qui ont pris part à la Délibération
45	45	41

2023 - 226 **SPL PAYS DE GRASSE DEVELOPPEMENT - RENOUVELLEMENT URBAIN CONCESSION D'AMENAGEMENT DU NOUVEAU PROJET NATIONAL DE RENOUVELLEMENT URBAIN APPROBATION DU COMPTE RENDU D'ACTIVITE A LA COLLECTIVITE 2022 VERSEMENT DE LA PARTICIPATION COMMUNALE 2024**

Le Conseil Municipal de la Commune de GRASSE, dûment convoqué le 28 novembre 2023, s'est réuni le mardi 5 décembre 2023 à 14h30 au Palais des Congrès, salle Gérard PHILIPE, sous la présidence de Monsieur Jérôme VIAUD, Maire.

PRESENTS : Monsieur Jérôme VIAUD, Maire et Mesdames et Messieurs les Adjoints :
Valérie COPIN, Christophe MOREL, François ROUSTAN, Catherine BUTTY, Gilles RONDONI, Claude MASCARELLI, Nicolas DOYEN, Nicole NUTINI, Ali AMRANE, Murièle CHABERT, Cyril DAUPHOUD, Anne-Marie DUVAL, Jean-Marc GARNIER, Dominique BOURRET, Marie CHABAUD, Roger MISSENTI, Philippe BONELLI, Annie OGGERO-MAIRE, Serge PERCHERON, Laurence COSTE, Richard KISS, Franck BARBEY, Jeannette GISQUET, Jean-Pierre BICAIL, Jocelyne BUSTAMENTE, Jean-François LAPORTE, Stéphanie MANDREA, Charles FERRERO, Levanna CALATAYUD, Alexandre GAIFFE, Magali CONESA, Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL, Mékia Noura ADDAD, Bernard BRUNEAU.

PART EN COURS DE SEANCE :

/

PART EN COURS DE SEANCE SANS PROCURATION :

/

ABSENTS EXCUSES :

Madame Aline BOURDAIRE

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-226-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

Monsieur Pascal PELLEGRINO
Marie-Madeleine GUALLINO
Madame Mélanie ZARRILLO
Madame Karine GIGODOT
Monsieur Paul EUZIERE

ABSENTS EXCUSES SANS PROCURATION :

Madame Myriam LAZREUG
Monsieur Stéphane CASSARINI
Monsieur Patrick ISNARD

ABSENT SANS PROCURATION :

Monsieur Jean-Paul CAMERANO

ARRIVE EN COURS DE SEANCE :

Monsieur Ali AMRANE
(Prend part aux délibérations N°232 à N°267)

PROCURATION :

Madame Aline BOURDAIRE à Madame Valérie COPIN
Monsieur Ali AMRANE à Madame Catherine BUTTY
Monsieur Pascal PELLEGRINO à Monsieur François ROUSTAN
Marie-Madeleine GUALLINO à Monsieur Christophe MOREL
Madame Mélanie ZARRILLO à Monsieur le Maire
Madame Karine GIGODOT à Nicolas DOYEN
Monsieur Paul EUZIERE à Madame Magali CONESA

Les Conseillers présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un Secrétaire pris dans le sein du Conseil. Madame Valérie COPIN ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, a adopté le procès-verbal du la séance du 7 novembre 2023.

En vertu de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire donne lecture des décisions prises en application de la délégation qui lui a été consentie par délibération n° 2020-26 du 28 mai 2020 en ce qui concerne l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Questions retirées à l'ordre du jour :

2023 - 239 **VALLON DE CAMPEROUSSE**
ACQUISITION A L'EURO SYMBOLIQUE PAR LA COMMUNE
DE LA PARCELLE CADASTREE SECTION DX N° 141

2023 - 240 **VALLON DE CAMPEROUSSE**
ACQUISITION A L'EURO SYMBOLIQUE PAR LA COMMUNE
DE LA PARCELLE CADASTREE SECTION DX N° 142

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-226-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

VILLE DE GRASSE
CONSEIL MUNICIPAL

2023 - 226

DU 5 DECEMBRE 2023

SPL PAYS DE GRASSE DEVELOPPEMENT - RENOUVELLEMENT URBAIN
CONCESSION D'AMENAGEMENT DU NOUVEAU PROGRAMME NATIONAL DE RENOUVELLEMENT URBAIN
APPROBATION DU COMPTE RENDU D'ACTIVITES A LA COLLECTIVITE 2022
VERSEMENT DE LA PARTICIPATION COMMUNALE 2024

RESUME SYNTHETIQUE DU RAPPORT

Compte rendu d'activités à la collectivité au 31/12/2022 de l'opération en concession d'aménagement du NPNRU comportant le bilan, le compte d'exploitation et une note de conjoncture.

INCIDENCE BUDGETAIRE

SERVICE GESTIONNAIRE	IMPUTATION BUDGETAIRE	MONTANT T.T.C
Services Aménagement et Financier	Participation communale au titre des opérations ANRU en investissement	500 000 €

Monsieur le Maire expose :

Considérant la délibération du Conseil Municipal en date du 10 décembre 2019 approuvant la concession d'aménagement du Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain (NPNRU) entre la commune de Grasse et la SPL Pays de Grasse Développement

Considérant la concession d'aménagement dite du NPNRU entre la commune de Grasse et la SPL Pays de Grasse Développement en date du 27 janvier 2020, portant sur la requalification de quatre îlots dégradés (Médiathèque-sud, Sainte-Marthe 2, Placette et Roustan), ainsi que la poursuite d'une boucle commerciale par l'acquisition de 20 cellules complémentaires le long du parcours marchand (rues Droite et Vieille Boucherie puis Place aux Herbes).

Considérant la délibération du Conseil Municipal de la commune de Grasse, en date du 27 juin 2017 approuvant la signature de la convention d'intervention foncière en centre ancien, sur le secteur sauvegardé de Grasse, en phase impulsion-réalisation, entre la commune et l'Etablissement Public Foncier PACA

Considérant la convention d'intervention foncière au titre du NPNRU entre la commune de Grasse, la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse et l'Etablissement Public Foncier PACA en date du 1er septembre 2017

Vu l'obligation du concessionnaire de présenter annuellement un plan de trésorerie actualisé faisant apparaître l'état des réalisations en recettes et dépenses ainsi qu'une note de conjoncture sur les conditions physiques et financières de réalisation de l'opération au cours de l'exercice écoulé

Considérant que ces documents ont été remis à la commune de Grasse conformément au cahier des charges de concession susvisé.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-226-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

Considérant que :

- La SPL a engagé l'ensemble des études et diagnostics permettant de mener à bien la réalisation du programme prévisionnel de restructuration de quatre îlots opérationnels à vocation d'habitat et l'acquisition-gestion de 20 cellules à vocation commerciale.

- Le bilan financier au 31/12/2022 prend en compte l'ensemble des études, acquisitions, travaux, honoraires, rémunération et cessions dans le cadre des opérations ANRU dont la SPL Pays de Grasse Développement assure la maîtrise d'ouvrage.

- Les crédits mobilisables auprès des partenaires de la Ville dans le cadre de la convention avec l'ANRU, le Conseil Régional PACA et la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse s'élèvent à 8.445.799 €, détaillés tels que suit :

Part ANRU :	6 407 207 €
Part Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse :	970 161 €
Part Région PACA :	1 068 431 €

- En l'état d'avancement des études, le bilan financier prévisionnel de l'opération est d'un montant de 15 392 968 € HT et s'équilibre notamment avec une participation communale totale de 4.539.641 € HT, dont :

  200.000 euros ont été versés en 2020,
  200.000 euros ont été versés en 2021,
  640 000 euros ont été versés en 2022,
  500 000 euros ont été versés en 2023,

- La participation communale pour l'année 2024, d'un montant de 500 000 euros en investissement, sera versée sur facturation de la Société, au cours de l'année.

Considérant que l'avenant n°1 porte sur la modification du montant total du bilan prévisionnel qui est de 15 392 968 € HT sans impact sur le montant de la participation communale,

Il est ainsi proposé de délibérer sur le compte-rendu d'activité à la collectivité (CRAC) comportant bilan, compte d'exploitation prévisionnel, note de conjoncture et avenant n°1, de la concession d'aménagement du nouveau programme national de renouvellement urbain entre la commune de Grasse et la SPL Pays de Grasse Développement.
Les documents précités sont annexés à la présente délibération.

La commission équipement et aménagement du cadre de vie ayant été saisie de ce dossier dans sa séance du 15 novembre 2023,

Je vous demande de bien vouloir :

- **APPROUVER** le compte rendu financier au 31/12/2022 présenté à la ville, comportant le bilan d'un montant de 15 392 968 € HT, le plan de trésorerie actualisé faisant apparaître l'état des réalisations en recettes et dépenses, ainsi qu'une note de conjoncture sur les conditions physiques et financières de réalisation de l'opération au cours de l'exercice écoulé ;

- **APPROUVER** la participation communale d'équilibre totale de 4.539.641€ HT et procéder au versement de la participation communale 2024 de 500.000 € au titre des opérations ANRU en investissement, conformément au bilan, compte d'exploitation et note de conjoncture fournis par la SPL Pays de Grasse Développement et procéder à son versement sur présentation des factures correspondantes ;

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-226-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

- **APPROUVER** l'avenant n°1 tel qu'annexé à la présente délibération et autoriser Monsieur le Maire ou son représentant à le signer ;

- **DIRE** que les crédits correspondants seront inscrits au BP 2024.

- **AUTORISER** Monsieur le Maire ou son représentant à signer tout acte ou document afférent à la présente délibération.

Après en avoir délibéré le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents ou représentés, adopte.

Délibération affichée le - 6 DEC. 2023
suivant les signatures
POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire,

La Secrétaire de séance
Valérie COPIN, Première Adjointe

VILLE DE GRASSE A.M

VILLE DE GRASSE A.M

Certifié exécutoire compte tenu de la publication sur le site internet le - 6 DEC. 2023

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-227-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

VILLE DE GRASSE **PAYS DE GRASSE DEVELOPPEMENT**

CONVENTION D'AVANCE DE TRESORERIE ENTRE LA VILLE DE GRASSE ET LA SPL PAYS DE GRASSE DEVELOPPEMENT

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-227-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

Entre :
La Ville de Grasse, représentée par Madame Jérôme VIAUD, Maire de Grasse, agissant en vertu d'une délibération du Conseil municipal en date 5 décembre 2023,

Désignée ci-après par « la Ville »

Et :
Pays de Grasse Développement, Société Publique Locale au capital de 291 177,59 €, dont le siège social est fixé 4 rue de la Délivrance – 06130 GRASSE, inscrite au registre du commerce de Grasse sous le numéro B 306 170 432, représentée par Monsieur Jérôme VIAUD en sa qualité de Président du Conseil d'Administration, agissant en vertu des pouvoirs qui lui ont été conférés par délibération du conseil d'Administration en date du ….

Désignée ci-après par « la Société »

PREAMBULE

Par une convention d'aménagement en date du 7 novembre 1996 et ses différents avenants, la Ville de Grasse a confié à la Société Publique Locale Pays de Grasse Développement une opération d'aménagement urbain sur le centre historique de Grasse, dont l'opération d'aménagement du quartier Martelly fait partie.

Cette convention prévoit dans son article 17 les modalités de financement des opérations et notamment de pouvoir solliciter de la part de la Ville de Grasse, lors de besoins de trésorerie temporaires, des avances de trésorerie dans les conditions de l'article L 1523-2, 4° du Code Général des Collectivités Territoriales.

La présente convention a donc pour objet de préciser les conditions de versement et de remboursement de l'avance de la Ville de Grasse cocontractante à la SPL Pays de Grasse Développement, au bénéfice de l'opération d'aménagement du Centre Historique de Grasse.

Ceci exposé, les parties ont convenu ce qui suit :

CONVENTION

Article 1 : Objet de la présente convention

En application de l'article 17 de la concession d'aménagement entre la Ville et la Société et fonction du plan de trésorerie prévisionnel tel qu'il est mentionné dans le CRAC délibéré précédemment, la Ville versera une ou plusieurs avances de trésorerie à la Société, pour un montant maximum cumulé de 3 000 000 euros, destinées à couvrir les besoins de trésorerie ponctuels de l'opération, dans les conditions précisées ci-après, conformément aux dispositions de l'article L 1523-2, 4° du CGCT.

Article 2 : Montant et modalités de versement de l'avance de trésorerie

Le plan de trésorerie prévisionnel, inclus en annexe à la concession d'aménagement approuvée, fait apparaître un besoin de trésorerie sur l'année 2024 lissé sur l'année civile.

Nous estimons le besoin maximum de trésorerie à 3 000 000 euros, montant qui constitue le montant cumulé plafonné de l'avance de trésorerie de la Ville qui pourra être versée.

Dans la limite de ce montant maximal, la Ville ajustera les versements de son avance en fonction des besoins.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-227-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

Cette avance pouvant être sollicitée en plusieurs versements sur la base d'une demande formalisée par la Société et en fonction des besoins, pour un montant qui ne pourra être inférieur à 150 000 €.

Le ou les versements de cette avance ne pourront intervenir avant le 1er janvier 2024, tout en sachant que la totalité du ou des versements devront être remboursés par la Société à la Ville au plus tard le 31 décembre 2024.

Des remboursements partiels pourront intervenir durant l'année civile en correspondance avec les versements.

Le versement de l'avance devra intervenir dans un délai maximum de 10 jours ouvrés après la demande adressée par la société à la Ville.

Article 3 : Durée / remboursement

La durée de validité de l'avance de trésorerie consentie à l'opération d'aménagement du Centre Historique est comprise entre le 1er janvier 2024 et le 31 décembre 2024.
Le ou les avances versées ne pourront intervenir avant le 1er janvier 2024, le ou les remboursements pourront être partiels, mais la totalité des avances devra être impérativement remboursée pour le 31 décembre 2024.

Cette avance est infra annuelle et non renouvelable.

Article 4 : Conditions financières

L'avance de trésorerie consentie par la Ville dans le cadre de la présente convention ne donnera pas lieu à versement d'intérêts au profit de la Ville, afin de ne pas augmenter le montant des dépenses au bilan financier de l'opération, dont la Ville est garante de l'équilibre d'opération sur sa participation communale.

Article 5 : Entrée en vigueur

La présente convention entrera en vigueur dès le 1er janvier 2024 et prendra fin le 31 décembre 2024.

.
Article 6 : Contrôle de la légalité

La présente convention sera transmise aux représentants de l'Etat.

Fait à Grasse, en quatre exemplaires, le

Pour la Ville de Grasse
Le Maire,

Monsieur Jérôme VIAUD

Pour Pays de Grasse Développement,
Le Président,

Monsieur Jérôme VIAUD

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-227-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

Le goût de l'essentiel
Grasse

EXTRAIT
du registre des Délibérations du Conseil Municipal
séance du 5 décembre 2023

NOMBRE DE MEMBRES		
Afférents au Conseil Municipal	en exercice	qui ont pris part à la Délibération
45	45	41

2023 - 227 **RENOUVELLEMENT URBAIN**
CONCESSION D'AMENAGEMENT DU CENTRE HISTORIQUE
APPROBATION CONVENTION D'AVANCE DE TRESORERIE
ENTRE LA VILLE DE GRASSE ET LA SPL PAYS DE GRASSE DEVELOPPEMENT

Le Conseil Municipal de la Commune de GRASSE, dûment convoqué le 28 novembre 2023, s'est réuni le mardi 5 décembre 2023 à 14h30 au Palais des Congrès, salle Gérard PHILIPE, sous la présidence de Monsieur Jérôme VIAUD, Maire.

PRESENTS : Monsieur Jérôme VIAUD, Maire et Mesdames et Messieurs les Adjoints :
Valérie COPIN, Christophe MOREL, François ROUSTAN, Catherine BUTTY, Gilles RONDONI, Claude MASCARELLI, Nicolas DOYEN, Nicole NUTINI, Ali AMRANE, Murièle CHABERT, Cyril DAUPHOUD, Anne-Marie DUVAL, Jean-Marc GARNIER, Dominique BOURRET, Marie CHABAUD, Roger MISSENTI, Philippe BONELLI, Annie OGGERO-MAIRE, Serge PERCHERON, Laurence COSTE, Richard KISS, Franck BARBEY, Jeannette GISQUET, Jean-Pierre BICAIL, Jocelyne BUSTAMENTE, Jean-François LAPORTE, Stéphanie MANDREA, Charles FERRERO, Levanna CALATAYUD, Alexandre GAIFFE, Magali CONESA, Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL, Mékia Noura ADDAD, Bernard BRUNEAU.

PART EN COURS DE SEANCE :

/

PART EN COURS DE SEANCE SANS PROCURATION :

/

ABSENTS EXCUSES :

Madame Aline BOURDAIRE

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-227-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

Monsieur Pascal PELLEGRINO
Marie-Madeleine GUALLINO
Madame Mélanie ZARRILLO
Madame Karine GIGODOT
Monsieur Paul EUZIERE

ABSENTS EXCUSES SANS PROCURATION :

Madame Myriam LAZREUG
Monsieur Stéphane CASSARINI
Monsieur Patrick ISNARD

ABSENT SANS PROCURATION :

Monsieur Jean-Paul CAMERANO

ARRIVE EN COURS DE SEANCE :

Monsieur Ali AMRANE
(Prend part aux délibérations N°232 à N°267)

PROCURATION :

Madame Aline BOURDAIRE à Madame Valérie COPIN
Monsieur Ali AMRANE à Madame Catherine BUTTY
Monsieur Pascal PELLEGRINO à Monsieur François ROUSTAN
Marie-Madeleine GUALLINO à Monsieur Christophe MOREL
Madame Mélanie ZARRILLO à Monsieur le Maire
Madame Karine GIGODOT à Nicolas DOYEN
Monsieur Paul EUZIERE à Madame Magali CONESA

Les Conseillers présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un Secrétaire pris dans le sein du Conseil. Madame Valérie COPIN ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, a adopté le procès-verbal du la séance du 7 novembre 2023.

En vertu de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire donne lecture des décisions prises en application de la délégation qui lui a été consentie par délibération n° 2020-26 du 28 mai 2020 en ce qui concerne l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Questions retirées à l'ordre du jour :

2023 - 239 **VALLON DE CAMPEROUSSE**
ACQUISITION A L'EURO SYMBOLIQUE PAR LA COMMUNE
DE LA PARCELLE CADASTREE SECTION DX N° 141

2023 - 240 **VALLON DE CAMPEROUSSE**
ACQUISITION A L'EURO SYMBOLIQUE PAR LA COMMUNE
DE LA PARCELLE CADASTREE SECTION DX N° 142

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-227-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

VILLE DE GRASSE
CONSEIL MUNICIPAL

2023 - 227

DU 5 DECEMBRE 2023

RENOUVELLEMENT URBAIN
CONCESSION D'AMENAGEMENT DU CENTRE HISTORIQUE
APPROBATION CONVENTION D'AVANCE DE TRESORERIE
ENTRE LA VILLE DE GRASSE ET LA SPL PAYS DE GRASSE DEVELOPPEMENT

RESUME SYNTHETIQUE DU RAPPORT

Conformément à l'article L.1523-2, 4° du CGCT, il est prévu la possibilité de versement d'une avance temporaire de trésorerie effectuée par la ville de Grasse à la SPL Pays de Grasse Développement, au bénéfice de l'opération d'aménagement du quartier Martelly dont la réalisation lui a été confiée dans le cadre de la concession d'aménagement.

INCIDENCE BUDGETAIRE

SERVICE GESTIONNAIRE	IMPUTATION BUDGETAIRE	MONTANT T.T.C.
DIRECTION DES AFFAIRES FINANCIERES	non budgétaire	/

Monsieur le Maire expose :

Vu les articles L. 300-4, L. 300-5, L. 311-1 et suivants et R. 311-1 et suivants du Code de l'urbanisme,

Vu les articles L. 1521-1 et suivants du Code général des collectivités territoriales, notamment l'article L.1523-2, 4°,

Vu la délibération en date du 5 décembre 2023 approuvant le projet de concession d'aménagement entre la ville de Grasse et la SPL Pays de Grasse Développement,

Vu l'article 17 de la concession d'aménagement, qui prévoit que la SPL Pays de Grasse Développement puisse solliciter la Ville de Grasse pour des avances de trésorerie temporaires dans les conditions de l'article L.1523-2, 4° du CGCT,

Vu le projet de convention d'avance temporaire de trésorerie joint en annexe,

Considérant que par délibération en date du 7 novembre 1996 et ses différents avenants, le Conseil Municipal a décidé de confier l'aménagement et l'équipement de l'opération d'aménagement du centre historique à la SPL Pays de Grasse Développement, selon les stipulations d'une concession d'aménagement répondant aux conditions définies aux articles L. 300-4 et suivants du Code de l'urbanisme ;

Considérant qu'aux termes de cette convention, il est prévu à l'article 17, conformément à l'article L.1523-2, 4° du CGCT, la possibilité de versement d'une avance temporaire de trésorerie effectuée par la ville de Grasse à la SPL Pays de Grasse Développement, au bénéfice de l'opération d'aménagement dont la réalisation lui a été confiée dans le cadre de la concession d'aménagement précitée ;

Considérant que le plan de trésorerie prévisionnel, inclus en annexe à la concession d'aménagement approuvée, fait apparaître un besoin de trésorerie sur l'année 2024 lissé sur l'année civile,

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-227-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

Considérant que le besoin estimé maximum de trésorerie s'élève à 3 000 000 euros pour l'exercice 2024 ;

Considérant que ce montant constitue le plafond maximum de l'avance de trésorerie de la Ville qui pourra être versé à la SPL Pays de Grasse Développement durant l'exercice 2024,

Dans ce sens, le projet de convention d'avance de trésorerie soumis à l'approbation du Conseil Municipal prévoit le versement par la Ville à la SPL Pays de Grasse Développement d'une ou de plusieurs avances de trésorerie infra annuelles, non renouvelable pour un montant maximum cumulé de 3 000 000 € pour l'exercice 2024.

Cette avance pourra être sollicitée en plusieurs versements sur la base d'une demande formalisée par la SPL Pays de Grasse Développement et en fonction des besoins, pour un montant qui ne pourra être inférieur à 150 000 €.

Les versements de cette avance ne pourront intervenir avant le 1er janvier 2024 et la totalité du ou des versements devront être remboursés par la SPL Pays de Grasse Développement à la Ville de Grasse au plus tard le 31 décembre 2024.

Cette avance étant infra annuelle, elle n'est pas budgétaire.

Par ailleurs l'avance de trésorerie consentie par la ville de Grasse dans le cadre de la présente convention ne donnera pas lieu à versement d'intérêts au profit de la ville de Grasse, afin de ne pas augmenter le montant des dépenses au bilan financier de l'opération, dont la ville de Grasse est garante de l'équilibre d'opération sur sa participation communale.

La Commission optimisation et performance des moyens et ressources ayant été saisie de ce dossier dans sa séance du 14 novembre 2023,

Je vous demande de bien vouloir :

- **APPROUVER** le projet de convention d'avance temporaire de trésorerie ci-joint ;
- **APPROUVER**, en application de l'article L.1523-2, 4° du Code général des collectivités territoriales, le versement à la SPL Pays de Grasse Développement d'une ou plusieurs avances de trésorerie dont le montant cumulé ne pourra excéder 3 000 000 euros, dans les conditions précisées dans le projet de convention d'avance de trésorerie à l'opération d'aménagement ;
- **AUTORISER** Monsieur le Maire à signer la convention d'avance de trésorerie avec la SPL Pays de Grasse Développement ;
- **CHARGER** Monsieur le Maire de l'exécution de la présente délibération.

Après en avoir délibéré le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents ou représentés, adopte.

Délibération affichée le - 6 DEC. 2023
suivant les signatures
POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire,

La Secrétaire de séance
Valérie COPIN, Première Adjointe

VILLE DE GRASSE A. M

VILLE DE GRASSE A. M

Certifié exécutoire compte tenu de la publication sur le site internet le - 6 DEC. 2023

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-228-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

Convention de gestion en flux des droits de réservation

La présente convention est établie entre :

- La **Commune de Grasse**, sise au Place du Petit Puy à Grasse (06 131), identifiée sous le numéro SIRET 210 600 698 00018, représentée par son Maire, Monsieur Jérôme VIAUD, agissant au nom et pour le compte de ladite Commune, dûment habilité par délibération du conseil municipal du 5 décembre 2023 ;

Ci-après désigné "*le réservataire*",

et

- **LOGIS FAMILIAL** S.A. d'HLM dont le siège social est situé 66-68 avenue Valéry Giscard d'Estaing - Immeuble Le Centaure - 06200 NICE, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Nice sous le numéro 969 802 321, représenté par son Président du Directoire, Monsieur Pascal FRIQUET, dénommé le bailleur ;

Ci-après désigné "*le bailleur*".

Cadre réglementaire

Conformément aux dispositions de l'article L.441-1 du code de la construction et de l'habitation dans sa rédaction issue de la loi n°2018-1021 du 23 novembre 2018, la présente convention détermine la réservation d'un flux annuel de logements d'une partie du patrimoine locatif du bailleur.

Le flux annuel de logements mis à disposition est fixé au prorata des droits de réservation acquis par le réservataire à la date de signature de la présente convention, conformément à l'état des lieux et pour chacun des départements.

En application du décret n° 2020-145 du 20 février 2020 relatif à la gestion en flux des réservations de logements locatifs sociaux, les termes de la convention de réservation permettent aux réservataires concernés d'atteindre l'objectif légal d'attribution en faveur d'un public prioritaire (mentionnées du troisième au dix-huitième alinéas de l'article L. 441-1).

Sur les territoires mentionnés au vingt-troisième alinéa de l'article L. 441-1, la convention de réservation précise les modalités de mise en œuvre des attributions en cohérence avec les orientations définies en la matière dans le cadre de la conférence intercommunale du logement (CIL) et les engagements souscrits dans le cadre de la convention intercommunale d'attribution (CIA).

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-228-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

PREAMBULE

Dans le respect de la diversité sociale et des équilibres de peuplement, les principaux enjeux de la contractualisation entre les réservataires et les bailleurs du territoire reposent sur la volonté :

- de renforcer la fluidité, en faisant mieux correspondre la proposition de logement à la demande exprimée et lever ainsi les freins liés à des logements réservés dont les caractéristiques ne correspondent plus aux demandes issues des publics cibles du réservataire initial ;
- de faciliter les parcours résidentiels, en favorisant notamment les demandes de mutations et en accompagnant les occupants ;
- de faire émerger une gestion partagée de la demande et des attributions entre tous les acteurs pour plus d'efficacité.

Une seule convention doit être conclue par organisme bailleur et réservataire à l'échelle d'un département (article. R. 441-5 du CCH).

La présente convention définit :

- l'objet de la convention ;
- la composante du flux (assiette du flux) ;
- l'objectif et mode de calcul du flux de logements;
- les modalités de gestion de réservation ;
- la proposition et l'attribution de logement – CALEOL ;
- l'évaluation du dispositif ;
- les modalités de règlement des litiges ;
- la durée de la convention et modalités de son renouvellement ;
- les modalités de confidentialités informatique et libertés.

La convention fait l'objet de trois annexes :

- l'annexe 1 précise les modalités de calcul des droits de réservation du réservataire pour l'année N+1
- l'annexe 2 précise les objectifs qualitatifs des logements orientés vers le réservataire et rappelle l'état des lieux du patrimoine du bailleur,
- l'annexe 3 précise le contenu de la fiche de présentation des caractéristiques du logement.

Les annexes 1 et 2 sont modifiées annuellement afin de tenir compte des éléments de bilans, des nouveaux besoins identifiés et de l'évolution des textes relatifs aux attributions de logements.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-228-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

Article 1 : Objet de la convention

La réforme de la demande de logement et des attributions est une réforme majeure, structurante, issue de la Loi ELAN venant modifier les modalités de gestion.

L'objectif du passage à la gestion en flux est d'assurer davantage de fluidité dans le parc social, de mieux répondre aux demandes de logement dans leur diversité (en élargissant les possibilités de réponse à chaque demande). C'est aussi un levier pour renforcer l'égalité des chances en permettant plus de mixité sociale sur nos territoires.

La convention vise à mettre en œuvre une gestion mutualisée des flux d'attribution en privilégiant une logique de publics à une logique de filière dans la mesure où les logements ne sont plus affiliés à un réservataire donné.

La présente convention prévoit les modalités de mise en œuvre des droits de réservation du réservataire et pendant toute la durée prévue à l'article 8.

Sur le principe d'une gestion mutualisée du flux, le bailleur et le réservataire s'engagent à gérer les flux d'attributions en prenant en compte :

- les orientations et objectifs des politiques intercommunales d'attribution définies par la Conférence Intercommunale du Logement (CIL) du Pays de Grasse et la Convention Intercommunale d'Attribution (CIA) ;
- les publics cibles identifiés par le Conseil départemental au sein du Plan Départemental d'Action pour le Logement et l'Hébergement des Personnes Défavorisées (PDALHPD) et dans le cadre de sa propre convention de réservation.

Article 2 : Composantes du flux (calcul de l'assiette et estimation du flux)

2.1 : Cadre général

a) Les logements soumis au régime réglementaire des attributions de logements sociaux

Le patrimoine du bailleur, objet de la convention de réservation, renvoie au patrimoine concerné par l'ensemble des dispositions des chapitres I et II du titre IV du livre IV du CCH, dont notamment les logements :

- Conventionnés ouvrant droit à l'aide personnalisée au logement (APL) relevant des dispositions relatives aux attributions de logements locatifs sociaux ;
- Non conventionnés mais construits, améliorés ou acquis et améliorés avec le concours financier de l'État (financement antérieur à 1977) ;
- Déconventionnés mais tombant dans le champ d'application de l'article L411-6 du CCH

b) Les logements exclus de la gestion en flux des droits de réservation

Sont exclus de la gestion en flux (loi portant évolution du logement de l'aménagement et du numérique dite loi ELAN, loi n° 2018-1021 du 23 novembre 2018) :

- les logements des sociétés d'économie mixte agréées n'ouvrant pas droit à l'APL;
- les structures médico-sociales, les CHRS, les foyers de travailleurs migrants, les résidences services et les résidences universitaires ;
- les logements financés en Prêt Locatif Intermédiaire (PLI) et logements loyers libres ;
- les logements réservés au profit des services relevant de la défense nationale, de la sécurité intérieure ;
- les logements réservés par les établissements publics de santé ;

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-228-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

- les programmes faisant l'objet d'une opération de vente ;
- les logements voués à la démolition.

En outre, certains logements* peuvent faire l'objet d'une approche dérogatoire et être exclus de l'assiette de calcul du flux. L'exclusion de ces logements de l'assiette du flux devra s'appuyer sur la définition d'une stratégie partenariale, cohérente avec les orientations de la CIL et précisant la gestion retenue pour le patrimoine concerné. Cette dernière devra être motivée et adressée au préfet pour accord.

> **peuvent être concernés les logements suivants : les logements financés par du PLAI-Adapté, les logements dédiés à la sédentarisation des gens du voyage, les logements bénéficiant d'un financement au titre de l'habitat inclusif, et ceux faisant l'objet d'un agrément spécial au titre de l'article 109 de la Loi Elan (logements sociaux ordinaires réservés aux moins de 30 ans pour des contrats de location d'une durée maximale d'un an, reconductible).*

c) Les logements soustraits de l'assiette de référence

Est soustrait du flux au titre du décret n° 2020-145 du 20 février 2020 relatif à la gestion en flux des réservations de logements locatifs sociaux, le volume de logements nécessaire pour le relogement des ménages concernés par :

- une opération de renouvellement urbain cofinancée par l'ANRU ou ORCOD-IN,
- une opération de rénovation urbaine assortie d'une charte de relogement ou autres documents cadres dans une logique partenariale,
- une opération de lutte contre l'habitat indigne (LHI) ;
- une demande de mutation à l'intérieur du parc social du bailleur.

Les logements exclus ou soustraits au titre des alinéas précédents sont arrêtés au sein de l'annexe 1 de la présente convention.

2.2 : Précisions concernant les projets de renouvellement urbain

Pour les territoires concernés par des opérations de renouvellement urbain, de rénovation urbaine, des opérations de lutte contre l'habitat indigne et des opérations de requalification de copropriétés dégradées et pour lesquels ces opérations nécessiteraient des relogements, la présente convention de gestion acte la nécessaire prise en compte des relogements dans une optique participative de l'ensemble des parties prenantes en matière d'attributions. Dans la mesure du possible, la quantification de ces relogements sera précisée en annexe 1 ainsi que les modalités de participation, afin de permettre à terme d'identifier et de suivre les relogements en fonction des opérations concernées.

Les dispositions établies par la présente convention, ne valent pas remise en cause des objectifs de solidarité inter-bailleurs et de mobilisation des réservataires dans leurs contributions respectives au relogement lié aux opérations ANRU, ORCOD, LHI ou toutes autres opérations de rénovation urbaine nécessitant démolition.

Le bailleur, qu'il soit ou non directement concerné par les opérations de démolition, s'engage à participer à la dynamique partenariale existante selon les modalités prévues dans les documents cadres existants ou à venir (charte de relogement notamment) et au titre de la gouvernance mise en place pour piloter le processus de relogement.

Le réservataire s'engage à tenir compte, lors des étapes de bilan de la présente convention, des incidences sur l'assiette du flux de la contribution du bailleur au relogement des ménages concernés par les programmes de réinvestissement urbain et d'amélioration de l'habitat.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-228-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

Article 3 : Objectif et détermination du flux de logements

3.1 : le calcul du flux et son actualisation

L'identification des types de logements est réalisée sur la base des données issues du répertoire du parc locatif social (RPLS) et sur la base des données transmises annuellement par le bailleur, et recensées au sein des états des lieux fiabilisés ci-joint en annexe 2 et mis à jour chaque année. En cas d'écart significatif, les données RPLS feront foi sous réserve de mises à jour.

Pour précision, l'estimation du flux annuel de logements mis à disposition du réservataire et exprimé en pourcentage, est calculé comme suit :

Les logements concernés par les présentes dispositions et comme décrit à l'article 2 alinéa a).

Sont légalement **exclus** de l'assiette de calcul, les logements figurant à l'article 2 alinéa b).

L'assiette à prendre en compte correspond donc aux logements recensés dans la liste des logements RPLS ou dans l'état des lieux transmis par le bailleur et validé par le réservataire, moins la liste des logements exclus figurant dans l'article 2 alinéa b).

Le flux s'obtient par la multiplication du nombre de logements figurant dans l'assiette par le taux de rotation constaté l'année précédente sur ce même périmètre (assiette).

Enfin, sont **soustraits** du flux, le volume de logements nécessaire pour mener à bien des mutations internes dans le parc du bailleur et des relogements dans le cadre d'opérations ANRU, ORCOD (IN) ou LHI, figurant à l'article 2 alinéa c).

Le ratio qui découle de ce calcul détermine la part des logements qui sera mise à disposition du réservataire, sur le nombre de logements libérés au cours de l'année, et constitue l'objectif du bailleur vis-à-vis de ce dernier. L'annexe 1 fixe l'objectif annuel conventionné ainsi que le détail de la méthode de calcul de l'assiette de référence des logements soumis à la gestion en flux.

Ce taux sera actualisé chaque année avant le 28 février afin d'intégrer les éventuelles variations du parc de logements (sorties du parc et mises en service) et/ou en fonction de nouvelles contreparties qui auraient été négociées et/ou des réservations devenues caduques au cours de l'année précédente et qui n'auraient pas été renouvelées.

Les éléments devront faire l'objet d'une présentation et d'un avis favorable de la Conférence Intercommunale du Logement, restant l'instance centrale de suivi de la mise en œuvre de la gestion en flux des droits de réservation.

3.2 : Orientation et mise à disposition

Le bailleur s'attache à préserver un équilibre entre les mises à disposition de logements faite aux différents réservataires (en terme de localisation, de financement et de typologie). La recherche d'équité entre les différents réservataires doit être partagée par tous, à cet égard le patrimoine libéré sera réparti à juste proportion entre les réservataires, y compris le patrimoine considéré comme moins attractif. Selon le périmètre d'intervention, la répartition des propositions se fera à l'échelle communale, intercommunale ou départementale.

Le bailleur veillera également à respecter les objectifs de mixité sociale et d'attributions aux publics prioritaires fixés par la réglementation en vigueur ainsi que dans les documents locaux, tout en étant vigilant aux équilibres de peuplement notamment dans le choix et la temporalité de logements proposés aux réservataires.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-228-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

Le bailleur s'engage à tendre vers les besoins exposés dans l'annexe 2 portant sur la localisation communale dont la répartition QPV/hors QPV, le financement (PLAI/PLUS/PLS), et la typologie des logements proposés.

La mise à disposition d'un logement par le bailleur vaut décompte dans l'objectif.

Article 4 : Les modalités de gestion de la réservation

4.1 : La mise à disposition et la désignation dans le parc existant

Le bailleur s'engage à mettre à la disposition du réservataire les logements nécessaires à l'atteinte de l'objectif indiqué à l'article 3 et ce, dès réception d'un congé formulé par un ménage et pour le parc mentionné à l'article 2.

Les mises à disposition de logement à destination du réservataire devront, autant que faire se peut, être lissées sur l'ensemble de l'année.

La transmission des informations se fait par voie écrite entre le réservataire et le bailleur, soit par mail (préférentiellement) ou par courrier (exceptionnellement) dès réception du préavis ou de la connaissance de la disponibilité du logement.

Les services du réservataire et du bailleur s'informent mutuellement de toutes modifications concernant leurs interlocuteurs respectifs. Ils s'engagent à tous les stades de la procédure à une information mutuelle et réciproque.

Le bailleur renseigne le réservataire sur les caractéristiques relatives aux logements qu'il lui oriente selon les termes de l'annexe 3 (fiche de présentation).

Le réservataire s'engage à proposer au moins 3 candidatures dans les 30 jours maximum qui suivent la mise à disposition du logement.

Dans le cas où le réservataire désigne plus de 3 candidats, le bailleur s'engage à présenter en CALEOL l'intégralité des candidatures désignées.

En cas d'impossibilité pour le réservataire de désigner des candidats, ce dernier s'engage à informer le bailleur dans les meilleurs délais après la mise à disposition.

Dans cette hypothèse, ou en cas de délai dépassé, l'organisme n'est plus tenu de maintenir la proposition de logement au réservataire et pourra procéder à la désignation de candidats pour son propre compte ou proposer le logement à un autre réservataire. Dans tous les cas, chaque mise à disposition au réservataire, sera comptabilisée pour l'atteinte des objectifs de flux annuels.

En cas de proposition de moins de 3 candidats, le réservataire s'engage à informer le bailleur par écrit de l'insuffisance du nombre de candidats. Le bailleur s'autorise alors à compléter ou non la liste des candidats à partir du fichier de la demande locative pour le logement proposé.

4.2 Modalités de concertation particulières à destination des nouveaux programmes conventionnés

Au moment de la livraison d'un nouveau programme immobilier conventionné, le nombre de logements proposé au réservataire est proportionnel aux droits acquis au titre du R.441-5-3 et R.441-5-4 du Code de la construction et de l'habitation (subventions, participation financière, garantie d'emprunt, octroi de terrain, etc..). Il est rappelé que les programmes mis en service en cours d'année ne sont pas pris en compte dans le calcul du flux (gestion en stock pour la première mise en location).

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-228-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

Au plus tard, quatre mois avant la date de livraison prévisionnelle, le bailleur transmet les caractéristiques de l'ensemble des logements aux réservataires concernés. Après échanges entre les parties sur la typologie, le financement, l'accessibilité, etc., le bailleur émet une proposition de répartition des logements entre les réservataires en fonction des caractéristiques et du financement de l'opération.

Si le programme revêt des spécificités qui nécessitent une réunion de concertation, le bailleur ou à la demande du réservataire pourra être organisée en présence de tous les réservataires afin de déterminer la répartition finale.

Cette répartition est communiquée à tous les participants dans le cadre d'un relevé de décision transmis dans un délai qui ne peut être inférieur à deux mois précédent la livraison dudit programme.

Article 5 : La proposition et l'attribution de logement - CALEOL

Le réservataire reçoit les convocations pour toutes les réunions de la Commission d'Attribution des Logements et d'Examen de l'Occupation des Logements (CALEOL), accompagnées des ordres du jour, avant la tenue de la CALEOL dans un délai qui ne pourra être inférieur à 48 heures.

Le réservataire est systématiquement informé des refus des demandeurs, qu'ils soient exprimés préalablement à la CALEOL ou après attribution en CALEOL.

Les candidats présentés doivent faire l'objet d'un examen et d'une décision de la CALEOL, même en cas de refus préalable à la CALEOL ou de non-constitution de leur dossier.

Les propositions de logement faites par la CALEOL à l'attributaire doivent être accompagnées d'un formulaire d'acceptation ou de refus. Conformément à l'article R.441-10 du CCH, le défaut de réponse dans le délai imparti de 10 jours équivaut à un refus.

Pour les ménages reconnus prioritaires dans le cadre du DALO, la proposition écrite du bailleur au candidat doit préciser que l'offre est faite au titre du droit au logement opposable et attirer l'attention du ménage sur le fait qu'en cas de refus d'une offre de logement tenant compte de ses besoins et capacités, il risque de perdre le bénéfice de la décision de la commission de médiation en application de laquelle l'offre lui a été faite (article R 441-16-3 du CCH).

Sur la base des éléments transmis par le bailleur, le préfet qualifie le refus (justifié ou abusif) pouvant aboutir à une caducité du caractère DALO des demandes de logement, déliant ainsi le préfet de son obligation de relogement des ménages concernés.

À défaut d'éléments suffisamment précis et explicites dans les informations transmises par le bailleur au fil de l'eau (décisions de CALEOL, refus des demandeurs…), le réservataire pourra solliciter le bailleur, à tout moment, afin d'obtenir des précisions sur une situation particulière, notamment dans le cadre d'un recours contentieux à l'encontre du réservataire.

Le bailleur dispose d'un délai de 10 jours pour apporter les éléments de réponse, sauf indication d'un délai plus court.

En application de l'article R. 441-2-9 du CCH, le bailleur doit mettre à jour le système national d'enregistrement en cas d'attribution d'un logement social à un demandeur, suivie ou non d'un bail signé.

Le bailleur doit indiquer le contingent réservataire sur lequel l'attribution est imputée, ainsi que le numéro R.P.L.S.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-228-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

Dans tous les cas, le bailleur actualise les informations de la demande de logement en fonction de la situation de l'attributaire au moment de l'attribution du logement et de la signature du bail.

Le bailleur procède à la radiation de la demande de logement social pour attribution dans le SNE dans le délai maximal de 10 jours ouvrables après la signature du bail.

Article 6 : Evaluation du dispositif

6. 1 : Modalités et objectifs

Le dispositif prévu dans la présente convention fait l'objet de plusieurs points d'étapes et d'une évaluation annuelle partagée entre le bailleur et le réservataire signataire.

Le bailleur s'engage à transmettre à l'ensemble des réservataires au plus tard le 31 juillet de l'année en cours, un bilan semestriel quantitatifs et qualitatifs de la mise en œuvre de la gestion en flux. Ce bilan permettra d'évaluer le niveau d'atteinte des objectifs et si nécessaire, d'apporter d'éventuels correctifs.

L'évaluation définitive sera exercée au vu du bilan final basé sur les mêmes indicateurs quantitatifs et qualitatifs fournis par le bailleur au plus tard le 28 février de l'année N+1.

Les objectifs de ce bilan qualitatif et quantitatif de la gestion en flux consistent à :

- examiner les éventuels écarts entre les engagements pris et la réalité de la mobilisation du parc ;
- questionner l'évolution par réservataire entre taux d'orientation des logements, taux d'attribution, taux de refus post attributions, taux de baux signés ;
- revoir à la hausse ou à la baisse les objectifs de relogement et, le cas échéant, l'effort de rattrapage des logements manquants imputables sur l'année N+1.

En cas de prévision manifestement surévaluée de logements à soustraire au calcul du flux, le bailleur doit redistribuer le flux correspondant aux réservataires à l'avancement, en cours d'exercice annuel ou en fin d'année.

Les objectifs non atteints en fin d'année seront reportés l'année suivante en surplus des objectifs nouveaux. A l'inverse, les objectifs dépassés pourront venir en soustraction des objectifs nouveaux.

Ces éléments devront faire l'objet d'une présentation et d'un avis favorable de la Conférence Intercommunale du Logement, restant l'instance centrale de suivi de la mise en œuvre de la gestion en flux des droits de réservation.

6.2 Contenu du bilan

Le bilan doit rappeler le flux dont le bailleur a disposé durant l'année, à savoir :

- le patrimoine locatif social éligible au flux de l'organisme bailleur au 31/12/N-1 ;
- le nombre de logements libérés sur l'année N ;
- le nombre de logements sociaux livrés sur l'année N ;
- le nombre d'attributions pour les mutations internes sur l'année N ;
- le nombre d'attributions pour le relogement des ménages concernés par un projet de rénovation urbaine sur l'année N ;
- le nombre d'attributions pour les relogements en cas d'opérations de vente sans remettre en cause le droit au maintien dans les lieux du locataire prévus sur l'année N.

Ces éléments sont ***ventilés*** :

- par typologie de logement ;
- par type de financement ;
- par la localisation : commune et hors/en QPV ;
- par date de construction de la résidence ;

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-228-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

- par accessibilité (PMR, UFR).

Également, le bilan doit présenter la ***répartition du flux entre réservataires***. Il doit donc faire apparaître en valeur et en volume a minima :

- le nombre de logements mis à disposition ;
- le nombre de logements attribués ;
- le nombre de logements ayant fait l'objet de baux signés ;
- le niveau d'atteinte de l'objectif du flux fixé par réservataire.

Ces éléments sont ventilés :

- par typologie de logement ;
- par type de financement ;
- par la localisation : commune et hors/en QPV ;
- par réservataire à l'échelle du périmètre du réservataire de la présente convention
- par date de construction de la résidence ;
- par accessibilité (PMR, UFR).

Autres bilans

La loi n°2017-86 relative à l'égalité et la citoyenneté du 27/01/2017 prévoit que 25 % des réservations des collectivités et EPCI, d'Action Logement et des logements libres de réservation des bailleurs doivent être attribués à des ménages prioritaires.

Afin de garantir le respect de ces dispositions, le bailleur devra s'assurer, notamment dans le cadre des conventions signées avec les autres réservataires, que 25 % des attributions sur ces autres contingents réservataires soient faites au bénéfice des publics prioritaires.

Un bilan concernant les publics prioritaires dont DALO (présentation, attribution, bail signé, par réservataire) devra être réalisé annuellement par le bailleur.

Ces éléments sont ventilés :

- par typologie de logement ;
- par type de financement ;
- par la localisation : commune et hors/en QPV ;
- par réservataire à l'échelle du périmètre de la communauté d'agglomération.

Un bilan concernant les mutations internes du bailleur est également effectué.
Plus précisément, ces éléments sont ventilés :

- par typologie de logement ;
- par type de financement ;
- par la localisation : commune et hors/en QPV ;
- par motif de la demande de mutation.

Pour le contingent préfectoral, une distinction sera faite entre les publics prioritaires les et les publics fonctionnaires.

Par ailleurs, le bilan comprend un point spécifique sur les mises en service de nouveaux programmes conventionnés et ventilés selon les éléments indiqués ci-dessus. Il précise la date de mise en service de chaque opération.

6.3. Les instances de suivi et de validation

Un comité technique composé des réservataires ou de leurs représentants techniques se réunira afin :

- De se concerter pour mettre en œuvre une méthodologie commune pour le suivi de la convention et l'élaboration des bilans ;
- D'analyser les résultats du bilan semestriel et de réajuster si nécessaire la ventilation du flux ;

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-228-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

- De préparer les orientations et objectifs annuels établis sur la base du bilan final.

Le comité technique veillera à s'articuler avec les autres instances, la Conférence Intercommunale du Logement, restant l'instance centrale de suivi de la mise en œuvre de la gestion en flux des droits de réservation.

En cas de difficulté constatée dans la réalisation des objectifs, une commission paritaire, entre le réservataire et le bailleur pourra se réunir dans un délai de 2 mois après l'envoi d'un courrier de l'une des parties faisant état des difficultés. Cette commission devra identifier les difficultés et les éventuelles solutions à mettre en œuvre. Dans les cas où aucune solution ne serait trouvée durant la période de référence de la convention, le réservataire mettra en œuvre les procédures référencées de l'article 9.

Article 7 : Modalités de règlement des litiges

Lors du bilan, s'il est démontré que l'organisme bailleur n'a pas atteint ses objectifs, un point est opéré entre le réservataire et l'organisme afin d'établir les raisons de la non atteinte des objectifs.

Si à l'issue du point opéré, les raisons de la non atteinte des objectifs s'avèrent justifiées, les résultats du bailleur social pourront être validés.

Si à l'issue du point opéré, les raisons de la non atteinte des objectifs s'avèrent injustifiées, les objectifs non atteints en fin d'année seront à atteindre l'année suivante en surplus des objectifs nouveaux.

En cas de litige, la situation pourra être étudiée par la commission de conciliation départementale ou portée à la compétence du tribunal administratif de Nice.

Article 8 : Durée de la convention et modalités de son renouvellement

La mise en œuvre de la présente convention prendra effet au 1er janvier 2024. Elle est conclue pour une durée de 3 ans avec tacite reconduction.

L'année 2024 est considérée comme une année d'expérimentation avec une première version de convention. Les évolutions sur les conditions et les modalités d'application de la présente convention seront possibles annuellement par avenant.

Les annexes sont actualisées annuellement après validation de la CIL. Son actualisation se fera sur la base de l'évaluation définie à l'article 6. Elle pourra également prendre en compte :

- les nouveaux besoins identifiés par le bailleur et/ou les réservataires ;
- l'évolution de la législation relative à l'attribution des logements locatifs sociaux.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-228-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

Article 9 : Informatique et libertés

Lors du processus d'orientation de candidats et d'attribution de logement, il est identifié trois phases requérant des échanges de données à caractère personnel :

1. L'orientation de candidats par le réservataire vers l'organisme et la constitution du dossier de candidature à l'attribution d'un logement avec les informations utiles ;
2. L'organisation de la phase de sélection des candidats et la décision d'attribution (correspondant à la CALEOL pour le logement conventionné) ;
3. La notification de l'attribution.

Les traitements sur données personnelles requis par ces finalités sont soumis au respect de la règlementation en la matière et, en particulier, le règlement (UE) 2016/679 relatif à la protection des données personnelles (dit RGPD) et la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée en 2019 relative à l'informatique et aux libertés.

9.1 : Responsabilités de l'organisme gestionnaire et du réservataire

Au titre du RGPD (article 26), lors de la phase d'orientation des candidats et d'attribution de logements, l'organisme gestionnaire et le réservataire sont « Responsables conjoints du traitement » des données personnelles des candidats à la location.

Ils déterminent conjointement les moyens et finalités des traitements mis en œuvre dans le cadre de la présente convention de réservation. Les responsabilités spécifiques sur données personnelles de chacun sont circonscrites aux responsabilités conventionnelles respectives.

Ils assurent solennellement avoir défini leurs obligations respectives aux fins d'assurer le respect des exigences de la règlementation en vigueur, y compris dans le cas où ils délégueraient à des sous-traitants sur données personnelles certains des traitements liés aux finalités précitées.

Les termes « données personnelles », « Responsable du traitement », « Responsable conjoint du traitement », « Sous-traitant » et « Personnes concernées » employés ont la signification qui leur est donnée par la réglementation sur la protection des données personnelles.

9. 2 : Finalités et traitements mis en œuvre

Les finalités sont : les échanges d'informations entre réservataire et gestionnaire durant les phases d'orientation des candidats et d'attribution des logements.

Les traitements nécessaires à ces finalités peuvent concerner :

- La proposition de différents candidats par le réservataire, comprenant la transmission de l'identité et éventuellement de certaines informations nécessaires au dossier d'instruction, y compris les souhaits des candidats, des données sociales économiques et divers justificatifs ;
- La demande aux candidats soit par l'organisme soit par le réservataire de constituer leurs dossiers et d'en transmettre les données ;
- L'aide apportée aux candidats lors de la constitution de leurs dossiers par le réservataire ou l'organisme ;
- La notification par l'organisme gestionnaire au réservataire de toute problématique liée à la candidature (ex : dossier incomplet, refus du candidat avant l'attribution, etc.) ;
- La transmission de bons de visite aux candidats par le réservataire ou l'organisme ;
- L'organisation de visites des logements ;
- L'organisation de la phase d'attribution (CALEOL pour les logements conventionnés) et la diffusion des informations nécessaires pour l'instruction des dossiers (transmission des listes de candidats, etc.) ;

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-228-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

- La notification au réservataire par l'organisme de la décision d'attribution prise par la CALEOL (logements réglementés) ou par le gestionnaire (logements non réglementés).

Les personnes concernées sont : les candidats à la location.

Les données personnelles traitées sont :

- Pour le logement réglementé :
  - les informations renseignées dans le CERFA et les pièces justificatives pouvant être demandées au candidat;
  - ainsi que les informations nécessaires à l'organisation de visites.

- Pour le logement non réglementé :
  - les informations contenues dans les pièces justificatives pouvant être demandées au candidat et encadrées par le décret n° 2015-1437 du 5 novembre 2015 ;
  - ainsi que les informations nécessaires à l'organisation de visites.

La base légale est : l'exécution de mesures précontractuelles.

Les destinataires des données personnelles sont : les deux Responsables conjoint de traitement, ainsi que :

- corrélativement pour la phase d'attribution les autres organismes participants (ils ne sont pas liés par la présente clause) ;
- les Sous-traitants sur données personnelles de l'un ou l'autre des Responsables conjoints du traitement ;
- les tiers autorisés.

9.3 : Protection des données personnelles par les Responsables conjoints du traitement

Chaque Responsable conjoint du traitement est responsable de sa propre conformité au titre du RGPD. L'organisme gestionnaire ne pourra pas être tenu responsable pour la non-conformité du réservataire et ce dernier ne pourra pas être tenu responsable pour la non-conformité de l'organisme.

Chaque Responsable conjoint du traitement s'engage à :

- Respecter ses obligations sous la règlementation en vigueur concernant la protection des données personnelles ;
- Informer les occupants sur les modalités du traitement, y compris sur les grandes lignes des présentes clauses, et au regard des droits dont ils disposent ;
- Assurer l'effectivité des droits des Personnes concernées en mettant en place des mesures appropriées pour qu'elles puissent exercer leurs droits, dans la limite des données traitées par chacun des responsables de traitement pour ses propres responsabilités ;
- Avoir pris toutes les mesures de sécurité et organisationnelle nécessaires à la protection des données ;
- Archiver les données personnelles en base intermédiaire à l'issue des finalités sus énoncées et dans des conditions de sécurité adéquates, avec des accès très restreints à certains collaborateurs et pour une durée proportionnée et limitée qui ne saurait excéder la durée légale ou réglementaire liée à chacune des obligations légales affectées à chaque traitement sur données personnelles ;
- Tenir et mettre à jour régulièrement des registres de traitement réglementaires ;
- Coopérer de bonne foi avec l'autre Responsable conjoint du traitement, et notamment concernant toutes questions de sécurité comme de violation de données.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-228-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

Pour les violations de données personnelles dans le cadre des échanges liés aux finalités décrites :

Le Responsable conjoint du traitement notifie à l'autre Responsable conjoint du traitement toute violation de données à caractère personnel dans un délai maximum de vingt-quatre (24) heures après en avoir pris connaissance et par le moyen suivant : [email à la personne désignée par l'autre Responsable conjoint du traitement]. Cette notification est accompagnée de toute documentation utile afin de permettre au Responsable du traitement, si nécessaire, de notifier cette violation à l'autorité de contrôle compétente.

Si le Responsable conjoint du traitement concerné est légalement tenu de déclarer cette violation à son Autorité nationale de contrôle (CNIL en France) ou aux personnes concernées, il en informera l'autre Responsable conjoint du traitement.

Fait en deux exemplaires à Grasse, le

Pour la	**Pour**
COMMUNE de GRASSE	**LE LOGIS FAMILIAL**
Le Maire	**Le Président du Directoire**
Jérôme VIAUD Maire de Grasse Vice-président du Conseil départemental des Alpes-Maritimes	**Pascal FRIQUET**

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-228-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

ANNEXE 1

Les modalités de calcul des droits de réservation pour l'année N+1

1. Détermination du mode de gestion

Le mode de gestion du contingent de réservation choisi par le réservataire est la gestion directe.

2. Détermination du volume prévisionnel des logements à mettre à disposition du réservataire pour l'année 2024

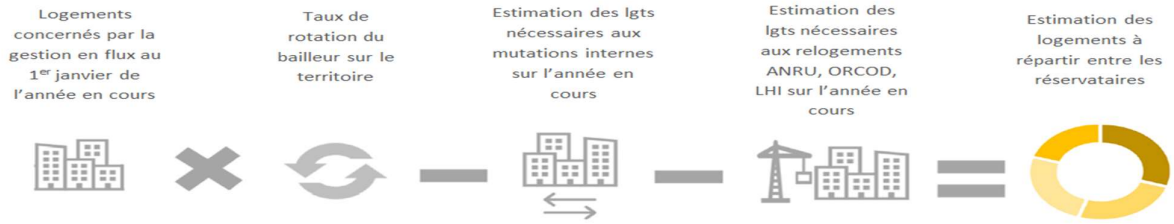
Calcul de la part du flux annuel de logements mis à disposition du réservataire :

$$\frac{\textit{Nombre de droits de réservation en stock du réservataire}}{\textit{Nombre total de logements sociaux au sein du patrimoine du bailleur}}$$

Soit, pour le réservataire **la commune de Grasse**
Nombre de droits de réservation en stock du réservataire : **26**
Nombre total de logements sociaux au sein du patrimoine du bailleur : **113**

= **23 % du flux annuel de logements**

L'assiette de référence des logements soumis à la gestion en flux se calcule de la façon suivante :



Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-228-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

La part du flux annuel de logements mis à disposition du réservataire est appliquée à cette assiette de référence afin d'estimer le nombre de logements orientés vers le réservataire.

Estimation annuelle du nombre de logements mis à disposition du réservataire **commune de Grasse** :

a	**Nombre de logements concernés par le flux au 1er janvier 2023 (état des lieux ou données RPLS au 1er janvier 2023)**	**113**
b	Logements identifiés comme n'étant pas légalement dans l'assiette (PLI, démolitions, ventes, etc…)	**0**
c	Assiette du flux (a) – (b)	**113**
d	Taux de rotation N-1 du bailleur sur le territoire, ou moyenne des 3 dernières années si aucune libération en N-1 (dans l'assiette)	**7,3 %**
e	Flux annuel estimé (c) x (d)	**8**
f	Logements soustraits du flux : mutations internes	**0**
g	Logements soustraits du flux : relogements dans le cadre d'une opération de renouvellement urbain, ANRU, ORCOD ou LHI	**4**
h	Estimation du nombre de logements dans l'assiette du flux (e)-(f)-(g)	**4**
i	Part du flux annuel de logements mis à disposition du réservataire (taux de réservation)	**23 %**
j	**Nombre de logements estimé à disposition du réservataire (h) x (i)**	**0.92 arrondi à 1**

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-228-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

ANNEXE 2

Objectifs qualitatifs des logements orientés vers le réservataire et état des lieux du patrimoine du bailleur

1. Les besoins du réservataire concernant les caractéristiques des logements mis à disposition

L'état des lieux a permis d'établir une photographie représentative des droits acquis par le réservataire intégrant des indicateurs quantitatifs et qualitatifs (localisation, financement et typologie) comme présenté ci-dessous.

Le bailleur s'efforcera donc de proposer au réservataire une répartition du flux correspondant au plus près des droits acquis antérieurs selon les possibilités offertes par les libérations au sein de son patrimoine et des équilibres de peuplement. A cet égard, les parties se concerteront autant que de besoin.

2. État des lieux du parc au 01/01/2023 du bailleur à l'échelle du réservataire, ville de Grasse :

	Réservataires	Par Typologie					Par Type de Financement			QPV		Total
		T1 et T1 Bis	T2	T3	T4	T5 et +	PLAI	PLUS	PLS	Oui	Non	
Patrimoine locatif social Éligible au flux du bailleur social au 01/01/2023	Etat											
	Commune	**0**	**5**	**10**	**8**	**3**	**0**	**26**	**0**	**0**	**26**	**26**
	ALS											
	EPCI											
	Département											
	Autres											
	Non Réservés											
Total												113

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-228-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

ANNEXE 3

Contenu de la fiche de présentation des caractéristiques du logement

La fiche de caractéristiques du logement :

- nom de la résidence ;
- identification (n° RPLS, référence bailleur, groupe, N du logement) ;
- date de disponibilité (éventuels travaux achevés) ;
- date de dernière remise en location ;
- date prévisionnelle de passage en CAL ;
- financement du logement ;
- typologie et surface ;
- l'adresse (numéro rue commune code postal) du logement ;
- la localisation en ou hors QPV ;
- la période de construction de l'immeuble ;
- année de mise en location ;
- montant du loyer et charges ;
- DPE ;
- accessibilité PMR/étage/ascenseur ;
- garage ou place de parking ;
- cave/balcon (oui / non / non renseigné) ;
- nom et coordonnées (dont adresse mail) de la personne en charge de la relocation.

Spécificités concernant les programmes neufs
En-sus des éléments précisés ci-dessus, le bailleur fournira :

- le plan de masse,
- le plan du logement,
- la notice de commercialisation.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-228-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

Convention de gestion en flux des droits de réservation

La présente convention est établie entre :

- La **Commune de Grasse**, sise au Place du Petit Puy à Grasse (06 131), identifiée sous le numéro SIRET 210 600 698 00018, représentée par son Maire, Monsieur Jérôme VIAUD, agissant au nom et pour le compte de ladite Commune, dûment habilité par délibération du conseil municipal du 5 décembre 2023 ;

Ci-après désigné "*le réservataire*",

et

- **L'ESH 3F Sud,** sise au 72 avenue de Toulon à Marseille (13006), identifiée sous le numéro SIRET 415 750 868 00176 représentée par son Directeur Général, Monsieur Jean-Pierre SAUTAREL ;

Ci-après désignée "*le bailleur*".

Cadre réglementaire

Conformément aux dispositions de l'article L.441-1 du code de la construction et de l'habitation dans sa rédaction issue de la loi n°2018-1021 du 23 novembre 2018, la présente convention détermine la réservation d'un flux annuel de logements d'une partie du patrimoine locatif du bailleur.

Le flux annuel de logements mis à disposition est fixé au prorata des droits de réservation acquis par le réservataire à la date de signature de la présente convention, conformément à l'état des lieux et pour chacun des départements.

En application du décret n° 2020-145 du 20 février 2020 relatif à la gestion en flux des réservations de logements locatifs sociaux, les termes de la convention de réservation permettent aux réservataires concernés d'atteindre l'objectif légal d'attribution en faveur d'un public prioritaire (mentionnées du troisième au dix-huitième alinéas de l'article L. 441-1).

Sur les territoires mentionnés au vingt-troisième alinéa de l'article L. 441-1, la convention de réservation précise les modalités de mise en œuvre des attributions en cohérence avec les orientations définies en la matière dans le cadre de la conférence intercommunale du logement (CIL) et les engagements souscrits dans le cadre de la convention intercommunale d'attribution (CIA).

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-228-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

PREAMBULE

Dans le respect de la diversité sociale et des équilibres de peuplement, les principaux enjeux de la contractualisation entre les réservataires et les bailleurs du territoire reposent sur la volonté :

- de renforcer la fluidité, en faisant mieux correspondre la proposition de logement à la demande exprimée et lever ainsi les freins liés à des logements réservés dont les caractéristiques ne correspondent plus aux demandes issues des publics cibles du réservataire initial ;
- de faciliter les parcours résidentiels, en favorisant notamment les demandes de mutations et en accompagnant les occupants ;
- de faire émerger une gestion partagée de la demande et des attributions entre tous les acteurs pour plus d'efficacité.

Une seule convention doit être conclue par organisme bailleur et réservataire à l'échelle d'un département (article. R. 441-5 du CCH).

La présente convention définit :

- l'objet de la convention ;
- la composante du flux (assiette du flux) ;
- l'objectif et mode de calcul du flux de logements;
- les modalités de gestion de réservation ;
- la proposition et l'attribution de logement – CALEOL ;
- l'évaluation du dispositif ;
- les modalités de règlement des litiges ;
- la durée de la convention et modalités de son renouvellement ;
- les modalités de confidentialités informatique et libertés.

La convention fait l'objet de trois annexes :

- l'annexe 1 précise les modalités de calcul des droits de réservation du réservataire pour l'année N+1
- l'annexe 2 précise les objectifs qualitatifs des logements orientés vers le réservataire et rappelle l'état des lieux du patrimoine du bailleur,
- l'annexe 3 précise le contenu de la fiche de présentation des caractéristiques du logement.

Les annexes 1 et 2 sont modifiées annuellement afin de tenir compte des éléments de bilans, des nouveaux besoins identifiés et de l'évolution des textes relatifs aux attributions de logements.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-228-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

Article 1 : Objet de la convention

La réforme de la demande de logement et des attributions est une réforme majeure, structurante, issue de la Loi ELAN venant modifier les modalités de gestion.

L'objectif du passage à la gestion en flux est d'assurer davantage de fluidité dans le parc social, de mieux répondre aux demandes de logement dans leur diversité (en élargissant les possibilités de réponse à chaque demande). C'est aussi un levier pour renforcer l'égalité des chances en permettant plus de mixité sociale sur nos territoires.

La convention vise à mettre en œuvre une gestion mutualisée des flux d'attribution en privilégiant une logique de publics à une logique de filière dans la mesure où les logements ne sont plus affiliés à un réservataire donné.

La présente convention prévoit les modalités de mise en œuvre des droits de réservation du réservataire et pendant toute la durée prévue à l'article 8.

Sur le principe d'une gestion mutualisée du flux, le bailleur et le réservataire s'engagent à gérer les flux d'attributions en prenant en compte :

- les orientations et objectifs des politiques intercommunales d'attribution définies par la Conférence Intercommunale du Logement (CIL) du Pays de Grasse et la Convention Intercommunale d'Attribution (CIA) ;
- les publics cibles identifiés par le Conseil départemental au sein du Plan Départemental d'Action pour le Logement et l'Hébergement des Personnes Défavorisées (PDALHPD) et dans le cadre de sa propre convention de réservation.

Article 2 : Composantes du flux (calcul de l'assiette et estimation du flux)

2.1 : Cadre général

a) Les logements soumis au régime réglementaire des attributions de logements sociaux

Le patrimoine du bailleur, objet de la convention de réservation, renvoie au patrimoine concerné par l'ensemble des dispositions des chapitres I et II du titre IV du livre IV du CCH, dont notamment les logements :

- Conventionnés ouvrant droit à l'aide personnalisée au logement (APL) relevant des dispositions relatives aux attributions de logements locatifs sociaux ;
- Non conventionnés mais construits, améliorés ou acquis et améliorés avec le concours financier de l'État (financement antérieur à 1977) ;
- Déconventionnés mais tombant dans le champ d'application de l'article L411-6 du CCH

b) Les logements exclus de la gestion en flux des droits de réservation

Sont exclus de la gestion en flux (loi portant évolution du logement de l'aménagement et du numérique dite loi ELAN, loi n° 2018-1021 du 23 novembre 2018) :

- les logements des sociétés d'économie mixte agréées n'ouvrant pas droit à l'APL;
- les structures médico-sociales, les CHRS, les foyers de travailleurs migrants, les résidences services et les résidences universitaires ;
- les logements financés en Prêt Locatif Intermédiaire (PLI) et logements loyers libres ;
- les logements réservés au profit des services relevant de la défense nationale, de la sécurité intérieure ;
- les logements réservés par les établissements publics de santé ;

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-228-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

- les programmes faisant l'objet d'une opération de vente ;
- les logements voués à la démolition.

En outre, certains logements* peuvent faire l'objet d'une approche dérogatoire et être exclus de l'assiette de calcul du flux. L'exclusion de ces logements de l'assiette du flux devra s'appuyer sur la définition d'une stratégie partenariale, cohérente avec les orientations de la CIL et précisant la gestion retenue pour le patrimoine concerné. Cette dernière devra être motivée et adressée au préfet pour accord.

**peuvent être concernés les logements suivants : les logements financés par du PLAI-Adapté, les logements dédiés à la sédentarisation des gens du voyage, les logements bénéficiant d'un financement au titre de l'habitat inclusif, et ceux faisant l'objet d'un agrément spécial au titre de l'article 109 de la Loi Elan (logements sociaux ordinaires réservés aux moins de 30 ans pour des contrats de location d'une durée maximale d'un an, reconductible).*

c) Les logements soustraits de l'assiette de référence

Est soustrait du flux au titre du décret n° 2020-145 du 20 février 2020 relatif à la gestion en flux des réservations de logements locatifs sociaux, le volume de logements nécessaire pour le relogement des ménages concernés par :

- une opération de renouvellement urbain cofinancée par l'ANRU ou ORCOD-IN,
- une opération de rénovation urbaine assortie d'une charte de relogement ou autres documents cadres dans une logique partenariale,
- une opération de lutte contre l'habitat indigne (LHI) ;
- une demande de mutation à l'intérieur du parc social du bailleur.

Les logements exclus ou soustraits au titre des alinéas précédents sont arrêtés au sein de l'annexe 1 de la présente convention.

2.2 : Précisions concernant les projets de renouvellement urbain

Pour les territoires concernés par des opérations de renouvellement urbain, de rénovation urbaine, des opérations de lutte contre l'habitat indigne et des opérations de requalification de copropriétés dégradées et pour lesquels ces opérations nécessiteraient des relogements, la présente convention de gestion acte la nécessaire prise en compte des relogements dans une optique participative de l'ensemble des parties prenantes en matière d'attributions. Dans la mesure du possible, la quantification de ces relogements sera précisée en annexe 1 ainsi que les modalités de participation, afin de permettre à terme d'identifier et de suivre les relogements en fonction des opérations concernées.

Les dispositions établies par la présente convention, ne valent pas remise en cause des objectifs de solidarité inter-bailleurs et de mobilisation des réservataires dans leurs contributions respectives au relogement lié aux opérations ANRU, ORCOD, LHI ou toutes autres opérations de rénovation urbaine nécessitant démolition.

Le bailleur, qu'il soit ou non directement concerné par les opérations de démolition, s'engage à participer à la dynamique partenariale existante selon les modalités prévues dans les documents cadres existants ou à venir (charte de relogement notamment) et au titre de la gouvernance mise en place pour piloter le processus de relogement.

Le réservataire s'engage à tenir compte, lors des étapes de bilan de la présente convention, des incidences sur l'assiette du flux de la contribution du bailleur au relogement des ménages concernés par les programmes de réinvestissement urbain et d'amélioration de l'habitat.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-228-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

Article 3 : Objectif et détermination du flux de logements

3.1 : le calcul du flux et son actualisation

L'identification des types de logements est réalisée sur la base des données issues du répertoire du parc locatif social (RPLS) et sur la base des données transmises annuellement par le bailleur, et recensées au sein des états des lieux fiabilisés ci-joint en annexe 2 et mis à jour chaque année. En cas d'écart significatif, les données RPLS feront foi sous réserve de mises à jour.

Pour précision, l'estimation du flux annuel de logements mis à disposition du réservataire et exprimé en pourcentage, est calculé comme suit :

Les logements concernés par les présentes dispositions et comme décrit à l'article 2 alinéa a).

Sont légalement **exclus** de l'assiette de calcul, les logements figurant à l'article 2 alinéa b).

L'assiette à prendre en compte correspond donc aux logements recensés dans la liste des logements RPLS ou dans l'état des lieux transmis par le bailleur et validé par le réservataire, moins la liste des logements exclus figurant dans l'article 2 alinéa b).

Le flux s'obtient par la multiplication du nombre de logements figurant dans l'assiette par le taux de rotation constaté l'année précédente sur ce même périmètre (assiette).

Enfin, sont **soustraits** du flux, le volume de logements nécessaire pour mener à bien des mutations internes dans le parc du bailleur et des relogements dans le cadre d'opérations ANRU, ORCOD (IN) ou LHI, figurant à l'article 2 alinéa c).

Le ratio qui découle de ce calcul détermine la part des logements qui sera mise à disposition du réservataire, sur le nombre de logements libérés au cours de l'année, et constitue l'objectif du bailleur vis-à-vis de ce dernier. L'annexe 1 fixe l'objectif annuel conventionné ainsi que le détail de la méthode de calcul de l'assiette de référence des logements soumis à la gestion en flux.

Ce taux sera actualisé chaque année avant le 28 février afin d'intégrer les éventuelles variations du parc de logements (sorties du parc et mises en service) et/ou en fonction de nouvelles contreparties qui auraient été négociées et/ou des réservations devenues caduques au cours de l'année précédente et qui n'auraient pas été renouvelées.

Les éléments devront faire l'objet d'une présentation et d'un avis favorable de la Conférence Intercommunale du Logement, restant l'instance centrale de suivi de la mise en œuvre de la gestion en flux des droits de réservation.

3.2 : Orientation et mise à disposition

Le bailleur s'attache à préserver un équilibre entre les mises à disposition de logements faite aux différents réservataires (en terme de localisation, de financement et de typologie). La recherche d'équité entre les différents réservataires doit être partagée par tous, à cet égard le patrimoine libéré sera réparti à juste proportion entre les réservataires, y compris le patrimoine considéré comme moins attractif. Selon le périmètre d'intervention, la répartition des propositions se fera à l'échelle communale, intercommunale ou départementale.

Le bailleur veillera également à respecter les objectifs de mixité sociale et d'attributions aux publics prioritaires fixés par la réglementation en vigueur ainsi que dans les documents locaux, tout en étant vigilant aux équilibres de peuplement notamment dans le choix et la temporalité de logements proposés aux réservataires.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-228-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

Le bailleur s'engage à tendre vers les besoins exposés dans l'annexe 2 portant sur la localisation communale dont la répartition QPV/hors QPV, le financement (PLAI/PLUS/PLS), et la typologie des logements proposés.

La mise à disposition d'un logement par le bailleur vaut décompte dans l'objectif.

Article 4 : Les modalités de gestion de la réservation

4.1 : La mise à disposition et la désignation dans le parc existant

Le bailleur s'engage à mettre à la disposition du réservataire les logements nécessaires à l'atteinte de l'objectif indiqué à l'article 3 et ce, dès réception d'un congé formulé par un ménage et pour le parc mentionné à l'article 2.

Les mises à disposition de logement à destination du réservataire devront, autant que faire se peut, être lissées sur l'ensemble de l'année.

La transmission des informations se fait par voie écrite entre le réservataire et le bailleur, soit par mail (préférentiellement) ou par courrier (exceptionnellement) dès réception du préavis ou de la connaissance de la disponibilité du logement.

Les services du réservataire et du bailleur s'informent mutuellement de toutes modifications concernant leurs interlocuteurs respectifs. Ils s'engagent à tous les stades de la procédure à une information mutuelle et réciproque.

Le bailleur renseigne le réservataire sur les caractéristiques relatives aux logements qu'il lui oriente selon les termes de l'annexe 3 (fiche de présentation).

Le réservataire s'engage à proposer au moins 3 candidatures dans les 30 jours maximum qui suivent la mise à disposition du logement.

Dans le cas où le réservataire désigne plus de 3 candidats, le bailleur s'engage à présenter en CALEOL l'intégralité des candidatures désignées.

En cas d'impossibilité pour le réservataire de désigner des candidats, ce dernier s'engage à informer le bailleur dans les meilleurs délais après la mise à disposition.

Dans cette hypothèse, ou en cas de délai dépassé, l'organisme n'est plus tenu de maintenir la proposition de logement au réservataire et pourra procéder à la désignation de candidats pour son propre compte ou proposer le logement à un autre réservataire. Dans tous les cas, chaque mise à disposition au réservataire, sera comptabilisée pour l'atteinte des objectifs de flux annuels.

En cas de proposition de moins de 3 candidats, le réservataire s'engage à informer le bailleur par écrit de l'insuffisance du nombre de candidats. Le bailleur s'autorise alors à compléter ou non la liste des candidats à partir du fichier de la demande locative pour le logement proposé.

4.2 Modalités de concertation particulières à destination des nouveaux programmes conventionnés

Au moment de la livraison d'un nouveau programme immobilier conventionné, le nombre de logements proposé au réservataire est proportionnel aux droits acquis au titre du R.441-5-3 et R.441-5-4 du Code de la construction et de l'habitation (subventions, participation financière, garantie d'emprunt, octroi de terrain, etc..). Il est rappelé que les programmes mis en service en cours d'année ne sont pas pris en compte dans le calcul du flux (gestion en stock pour la première mise en location).

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-228-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

Au plus tard, quatre mois avant la date de livraison prévisionnelle, le bailleur transmet les caractéristiques de l'ensemble des logements aux réservataires concernés. Après échanges entre les parties sur la typologie, le financement, l'accessibilité, etc., le bailleur émet une proposition de répartition des logements entre les réservataires en fonction des caractéristiques et du financement de l'opération.

Si le programme revêt des spécificités qui nécessitent une réunion de concertation, le bailleur ou à la demande du réservataire pourra être organisée en présence de tous les réservataires afin de déterminer la répartition finale.

Cette répartition est communiquée à tous les participants dans le cadre d'un relevé de décision transmis dans un délai qui ne peut être inférieur à deux mois précédent la livraison dudit programme.

Article 5 : La proposition et l'attribution de logement - CALEOL

Le réservataire reçoit les convocations pour toutes les réunions de la Commission d'Attribution des Logements et d'Examen de l'Occupation des Logements (CALEOL), accompagnées des ordres du jour, avant la tenue de la CALEOL dans un délai qui ne pourra être inférieur à 48 heures.

Le réservataire est systématiquement informé des refus des demandeurs, qu'ils soient exprimés préalablement à la CALEOL ou après attribution en CALEOL.

Les candidats présentés doivent faire l'objet d'un examen et d'une décision de la CALEOL, même en cas de refus préalable à la CALEOL ou de non-constitution de leur dossier.

Les propositions de logement faites par la CALEOL à l'attributaire doivent être accompagnées d'un formulaire d'acceptation ou de refus. Conformément à l'article R.441-10 du CCH, le défaut de réponse dans le délai imparti de 10 jours équivaut à un refus.

Pour les ménages reconnus prioritaires dans le cadre du DALO, la proposition écrite du bailleur au candidat doit préciser que l'offre est faite au titre du droit au logement opposable et attirer l'attention du ménage sur le fait qu'en cas de refus d'une offre de logement tenant compte de ses besoins et capacités, il risque de perdre le bénéfice de la décision de la commission de médiation en application de laquelle l'offre lui a été faite (article R 441-16-3 du CCH).

Sur la base des éléments transmis par le bailleur, le préfet qualifie le refus (justifié ou abusif) pouvant aboutir à une caducité du caractère DALO des demandes de logement, déliant ainsi le préfet de son obligation de relogement des ménages concernés.

À défaut d'éléments suffisamment précis et explicites dans les informations transmises par le bailleur au fil de l'eau (décisions de CALEOL, refus des demandeurs…), le réservataire pourra solliciter le bailleur, à tout moment, afin d'obtenir des précisions sur une situation particulière, notamment dans le cadre d'un recours contentieux à l'encontre du réservataire.

Le bailleur dispose d'un délai de 10 jours pour apporter les éléments de réponse, sauf indication d'un délai plus court.

En application de l'article R. 441-2-9 du CCH, le bailleur doit mettre à jour le système national d'enregistrement en cas d'attribution d'un logement social à un demandeur, suivie ou non d'un bail signé.

Le bailleur doit indiquer le contingent réservataire sur lequel l'attribution est imputée, ainsi que le numéro R.P.L.S.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-228-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

Dans tous les cas, le bailleur actualise les informations de la demande de logement en fonction de la situation de l'attributaire au moment de l'attribution du logement et de la signature du bail.

Le bailleur procède à la radiation de la demande de logement social pour attribution dans le SNE dans le délai maximal de 10 jours ouvrables après la signature du bail.

Article 6 : Evaluation du dispositif

6. 1 : Modalités et objectifs

Le dispositif prévu dans la présente convention fait l'objet de plusieurs points d'étapes et d'une évaluation annuelle partagée entre le bailleur et le réservataire signataire.

Le bailleur s'engage à transmettre à l'ensemble des réservataires au plus tard le 31 juillet de l'année en cours, un bilan semestriel quantitatifs et qualitatifs de la mise en œuvre de la gestion en flux. Ce bilan permettra d'évaluer le niveau d'atteinte des objectifs et si nécessaire, d'apporter d'éventuels correctifs.

L'évaluation définitive sera exercée au vu du bilan final basé sur les mêmes indicateurs quantitatifs et qualitatifs fournis par le bailleur au plus tard le 28 février de l'année N+1.

Les objectifs de ce bilan qualitatif et quantitatif de la gestion en flux consistent à :

- examiner les éventuels écarts entre les engagements pris et la réalité de la mobilisation du parc ;
- questionner l'évolution par réservataire entre taux d'orientation des logements, taux d'attribution, taux de refus post attributions, taux de baux signés ;
- revoir à la hausse ou à la baisse les objectifs de relogement et, le cas échéant, l'effort de rattrapage des logements manquants imputables sur l'année N+1.

En cas de prévision manifestement surévaluée de logements à soustraire au calcul du flux, le bailleur doit redistribuer le flux correspondant aux réservataires à l'avancement, en cours d'exercice annuel ou en fin d'année.

Les objectifs non atteints en fin d'année seront reportés l'année suivante en surplus des objectifs nouveaux. A l'inverse, les objectifs dépassés pourront venir en soustraction des objectifs nouveaux.

Ces éléments devront faire l'objet d'une présentation et d'un avis favorable de la Conférence Intercommunale du Logement, restant l'instance centrale de suivi de la mise en œuvre de la gestion en flux des droits de réservation.

6.2 Contenu du bilan

Le bilan doit rappeler le flux dont le bailleur a disposé durant l'année, à savoir :

- le patrimoine locatif social éligible au flux de l'organisme bailleur au 31/12/N-1 ;
- le nombre de logements libérés sur l'année N ;
- le nombre de logements sociaux livrés sur l'année N ;
- le nombre d'attributions pour les mutations internes sur l'année N ;
- le nombre d'attributions pour le relogement des ménages concernés par un projet de rénovation urbaine sur l'année N ;
- le nombre d'attributions pour les relogements en cas d'opérations de vente sans remettre en cause le droit au maintien dans les lieux du locataire prévus sur l'année N.

Ces éléments sont ***ventilés*** :

- par typologie de logement ;
- par type de financement ;
- par la localisation : commune et hors/en QPV ;
- par date de construction de la résidence ;

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-228-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

- par accessibilité (PMR, UFR).

Également, le bilan doit présenter la ***répartition du flux entre réservataires***. Il doit donc faire apparaître en valeur et en volume a minima :

- le nombre de logements mis à disposition ;
- le nombre de logements attribués ;
- le nombre de logements ayant fait l'objet de baux signés ;
- le niveau d'atteinte de l'objectif du flux fixé par réservataire.

Ces éléments sont ventilés :
- par typologie de logement ;
- par type de financement ;
- par la localisation : commune et hors/en QPV ;
- par réservataire à l'échelle du périmètre du réservataire de la présente convention
- par date de construction de la résidence ;
- par accessibilité (PMR, UFR).

Autres bilans

La loi n°2017-86 relative à l'égalité et la citoyenneté du 27/01/2017 prévoit que 25 % des réservations des collectivités et EPCI, d'Action Logement et des logements libres de réservation des bailleurs doivent être attribués à des ménages prioritaires.

Afin de garantir le respect de ces dispositions, le bailleur devra s'assurer, notamment dans le cadre des conventions signées avec les autres réservataires, que 25 % des attributions sur ces autres contingents réservataires soient faites au bénéfice des publics prioritaires.

Un bilan concernant les publics prioritaires dont DALO (présentation, attribution, bail signé, par réservataire) devra être réalisé annuellement par le bailleur.

Ces éléments sont ventilés :
- par typologie de logement ;
- par type de financement ;
- par la localisation : commune et hors/en QPV ;
- par réservataire à l'échelle du périmètre de la communauté d'agglomération.

Un bilan concernant les mutations internes du bailleur est également effectué.
Plus précisément, ces éléments sont ventilés :
- par typologie de logement ;
- par type de financement ;
- par la localisation : commune et hors/en QPV ;
- par motif de la demande de mutation.

Pour le contingent préfectoral, une distinction sera faite entre les publics prioritaires les et les publics fonctionnaires.

Par ailleurs, le bilan comprend un point spécifique sur les mises en service de nouveaux programmes conventionnés et ventilés selon les éléments indiqués ci-dessus. Il précise la date de mise en service de chaque opération.

6.3. Les instances de suivi et de validation

Un comité technique composé des réservataires ou de leurs représentants techniques se réunira afin :

- De se concerter pour mettre en œuvre une méthodologie commune pour le suivi de la convention et l'élaboration des bilans ;
- D'analyser les résultats du bilan semestriel et de réajuster si nécessaire la ventilation du flux ;
- De préparer les orientations et objectifs annuels établis sur la base du bilan final.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-228-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

Le comité technique veillera à s'articuler avec les autres instances, la Conférence Intercommunale du Logement, restant l'instance centrale de suivi de la mise en œuvre de la gestion en flux des droits de réservation.

En cas de difficulté constatée dans la réalisation des objectifs, une commission paritaire, entre le réservataire et le bailleur pourra se réunir dans un délai de 2 mois après l'envoi d'un courrier de l'une des parties faisant état des difficultés. Cette commission devra identifier les difficultés et les éventuelles solutions à mettre en œuvre. Dans les cas où aucune solution ne serait trouvée durant la période de référence de la convention, le réservataire mettra en œuvre les procédures référencées de l'article 9.

Article 7 : Modalités de règlement des litiges

Lors du bilan, s'il est démontré que l'organisme bailleur n'a pas atteint ses objectifs, un point est opéré entre le réservataire et l'organisme afin d'établir les raisons de la non atteinte des objectifs.

Si à l'issue du point opéré, les raisons de la non atteinte des objectifs s'avèrent justifiées, les résultats du bailleur social pourront être validés.

Si à l'issue du point opéré, les raisons de la non atteinte des objectifs s'avèrent injustifiées, les objectifs non atteints en fin d'année seront à atteindre l'année suivante en surplus des objectifs nouveaux.

En cas de litige, la situation pourra être étudiée par la commission de conciliation départementale ou portée à la compétence du tribunal administratif de Nice.

Article 8 : Durée de la convention et modalités de son renouvellement

La mise en œuvre de la présente convention prendra effet au 1er janvier 2024. Elle est conclue pour une durée de 3 ans avec tacite reconduction.

L'année 2024 est considérée comme une année d'expérimentation avec une première version de convention. Les évolutions sur les conditions et les modalités d'application de la présente convention seront possibles annuellement par avenant.

Les annexes sont actualisées annuellement après validation de la CIL. Son actualisation se fera sur la base de l'évaluation définie à l'article 6. Elle pourra également prendre en compte :

- les nouveaux besoins identifiés par le bailleur et/ou les réservataires ;
- l'évolution de la législation relative à l'attribution des logements locatifs sociaux.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-228-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

Article 9 : Informatique et libertés

Lors du processus d'orientation de candidats et d'attribution de logement, il est identifié trois phases requérant des échanges de données à caractère personnel :

1. L'orientation de candidats par le réservataire vers l'organisme et la constitution du dossier de candidature à l'attribution d'un logement avec les informations utiles ;
2. L'organisation de la phase de sélection des candidats et la décision d'attribution (correspondant à la CALEOL pour le logement conventionné) ;
3. La notification de l'attribution.

Les traitements sur données personnelles requis par ces finalités sont soumis au respect de la règlementation en la matière et, en particulier, le règlement (UE) 2016/679 relatif à la protection des données personnelles (dit RGPD) et la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée en 2019 relative à l'informatique et aux libertés.

9.1 : Responsabilités de l'organisme gestionnaire et du réservataire

Au titre du RGPD (article 26), lors de la phase d'orientation des candidats et d'attribution de logements, l'organisme gestionnaire et le réservataire sont « Responsables conjoints du traitement » des données personnelles des candidats à la location.

Ils déterminent conjointement les moyens et finalités des traitements mis en œuvre dans le cadre de la présente convention de réservation. Les responsabilités spécifiques sur données personnelles de chacun sont circonscrites aux responsabilités conventionnelles respectives.

Ils assurent solennellement avoir défini leurs obligations respectives aux fins d'assurer le respect des exigences de la règlementation en vigueur, y compris dans le cas où ils délégueraient à des sous-traitants sur données personnelles certains des traitements liés aux finalités précitées.

Les termes « données personnelles », « Responsable du traitement », « Responsable conjoint du traitement », « Sous-traitant » et « Personnes concernées » employés ont la signification qui leur est donnée par la réglementation sur la protection des données personnelles.

9. 2 : Finalités et traitements mis en œuvre

Les finalités sont : les échanges d'informations entre réservataire et gestionnaire durant les phases d'orientation des candidats et d'attribution des logements.

Les traitements nécessaires à ces finalités peuvent concerner :

- La proposition de différents candidats par le réservataire, comprenant la transmission de l'identité et éventuellement de certaines informations nécessaires au dossier d'instruction, y compris les souhaits des candidats, des données sociales économiques et divers justificatifs ;
- La demande aux candidats soit par l'organisme soit par le réservataire de constituer leurs dossiers et d'en transmettre les données ;
- L'aide apportée aux candidats lors de la constitution de leurs dossiers par le réservataire ou l'organisme ;
- La notification par l'organisme gestionnaire au réservataire de toute problématique liée à la candidature (ex : dossier incomplet, refus du candidat avant l'attribution, etc.) ;
- La transmission de bons de visite aux candidats par le réservataire ou l'organisme ;
- L'organisation de visites des logements ;
- L'organisation de la phase d'attribution (CALEOL pour les logements conventionnés) et la diffusion des informations nécessaires pour l'instruction des dossiers (transmission des listes de candidats, etc.) ;

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-228-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

- La notification au réservataire par l'organisme de la décision d'attribution prise par la CALEOL (logements réglementés) ou par le gestionnaire (logements non réglementés).

Les personnes concernées sont : les candidats à la location.

Les données personnelles traitées sont :

- Pour le logement réglementé :
  - les informations renseignées dans le CERFA et les pièces justificatives pouvant être demandées au candidat;
  - ainsi que les informations nécessaires à l'organisation de visites.

- Pour le logement non réglementé :
  - les informations contenues dans les pièces justificatives pouvant être demandées au candidat et encadrées par le décret n° 2015-1437 du 5 novembre 2015 ;
  - ainsi que les informations nécessaires à l'organisation de visites.

La base légale est : l'exécution de mesures précontractuelles.

Les destinataires des données personnelles sont : les deux Responsables conjoint de traitement, ainsi que :

- corrélativement pour la phase d'attribution les autres organismes participants (ils ne sont pas liés par la présente clause) ;
- les Sous-traitants sur données personnelles de l'un ou l'autre des Responsables conjoints du traitement ;
- les tiers autorisés.

9.3 : Protection des données personnelles par les Responsables conjoints du traitement

Chaque Responsable conjoint du traitement est responsable de sa propre conformité au titre du RGPD. L'organisme gestionnaire ne pourra pas être tenu responsable pour la non-conformité du réservataire et ce dernier ne pourra pas être tenu responsable pour la non-conformité de l'organisme.

Chaque Responsable conjoint du traitement s'engage à :

- Respecter ses obligations sous la règlementation en vigueur concernant la protection des données personnelles ;
- Informer les occupants sur les modalités du traitement, y compris sur les grandes lignes des présentes clauses, et au regard des droits dont ils disposent ;
- Assurer l'effectivité des droits des Personnes concernées en mettant en place des mesures appropriées pour qu'elles puissent exercer leurs droits, dans la limite des données traitées par chacun des responsables de traitement pour ses propres responsabilités ;
- Avoir pris toutes les mesures de sécurité et organisationnelle nécessaires à la protection des données ;
- Archiver les données personnelles en base intermédiaire à l'issue des finalités sus énoncées et dans des conditions de sécurité adéquates, avec des accès très restreints à certains collaborateurs et pour une durée proportionnée et limitée qui ne saurait excéder la durée légale ou réglementaire liée à chacune des obligations légales affectées à chaque traitement sur données personnelles ;
- Tenir et mettre à jour régulièrement des registres de traitement réglementaires ;
- Coopérer de bonne foi avec l'autre Responsable conjoint du traitement, et notamment concernant toutes questions de sécurité comme de violation de données.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-228-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

Pour les violations de données personnelles dans le cadre des échanges liés aux finalités décrites :

Le Responsable conjoint du traitement notifie à l'autre Responsable conjoint du traitement toute violation de données à caractère personnel dans un délai maximum de vingt-quatre (24) heures après en avoir pris connaissance et par le moyen suivant : [email à la personne désignée par l'autre Responsable conjoint du traitement]. Cette notification est accompagnée de toute documentation utile afin de permettre au Responsable du traitement, si nécessaire, de notifier cette violation à l'autorité de contrôle compétente.

Si le Responsable conjoint du traitement concerné est légalement tenu de déclarer cette violation à son Autorité nationale de contrôle (CNIL en France) ou aux personnes concernées, il en informera l'autre Responsable conjoint du traitement.

Fait en deux exemplaires à Grasse, le

Pour la	**Pour**
COMMUNE de GRASSE	**3F Sud,**
Le Maire	**Le Directeur Général**
Jérôme VIAUD Maire de Grasse Vice-président du Conseil départemental des Alpes-Maritimes	**Jean-Pierre SAUTAREL**

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-228-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

ANNEXE 1

Les modalités de calcul des droits de réservation pour l'année N+1

1. Détermination du mode de gestion

Le mode de gestion du contingent de réservation choisi par le réservataire est la gestion directe.

2. Détermination du volume prévisionnel des logements à mettre à disposition du réservataire pour l'année 2024

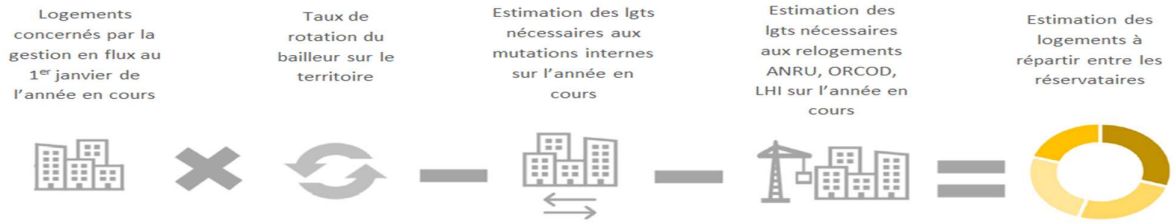
Calcul de la part du flux annuel de logements mis à disposition du réservataire :

$$\frac{\textit{Nombre de droits de réservation en stock du réservataire}}{\textit{Nombre total de logements sociaux au sein du patrimoine du bailleur}}$$

Soit, pour le réservataire **la commune de Grasse**
Nombre de droits de réservation en stock du réservataire : **172**
Nombre total de logements sociaux au sein du patrimoine du bailleur : **1740**

= **9,88 % du flux annuel de logements**

L'assiette de référence des logements soumis à la gestion en flux se calcule de la façon suivante :



Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-228-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

La part du flux annuel de logements mis à disposition du réservataire est appliquée à cette assiette de référence afin d'estimer le nombre de logements orientés vers le réservataire.

Estimation annuelle du nombre de logements mis à disposition du réservataire **commune de Grasse** :

a	**Nombre de logements concernés par le flux au 1er janvier 2023 (état des lieux ou données RPLS au 1er janvier 2023)**	**1740**
b	Logements identifiés comme n'étant pas légalement dans l'assiette (PLI, démolitions, ventes, etc…)	**641**
c	Assiette du flux (a) – (b)	**1099**
d	Taux de rotation N-1 du bailleur sur le territoire, ou moyenne des 3 dernières années si aucune libération en N-1 (dans l'assiette)	**9,2 %**
e	Flux annuel estimé (c) x (d)	**101**
f	Logements soustraits du flux : mutations internes	**1**
g	Logements soustraits du flux : relogements dans le cadre d'une opération de renouvellement urbain, ANRU, ORCOD ou LHI	**71**
h	Estimation du nombre de logements dans l'assiette du flux (e)-(f)-(g)	**30**
i	Part du flux annuel de logements mis à disposition du réservataire (taux de réservation)	**9,88 %**
j	**Nombre de logements estimé à disposition du réservataire (h) x (i)**	**2,96 arrondis à 3**

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-228-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

ANNEXE 2

Objectifs qualitatifs des logements orientés vers le réservataire et état des lieux du patrimoine du bailleur

1. Les besoins du réservataire concernant les caractéristiques des logements mis à disposition

L'état des lieux a permis d'établir une photographie représentative des droits acquis par le réservataire intégrant des indicateurs quantitatifs et qualitatifs (localisation, financement et typologie) comme présenté ci-dessous.

Le bailleur s'efforcera donc de proposer au réservataire une répartition du flux correspondant au plus près des droits acquis antérieurs selon les possibilités offertes par les libérations au sein de son patrimoine et des équilibres de peuplement. A cet égard, les parties se concerteront autant que de besoin.

2. État des lieux du parc au 01/01/2023 du bailleur à l'échelle du réservataire :

Grasse	Réservataire	Par typologie de logement						Par type de financement			QPV		total
		T1 etT1bis	T2	T3	T4	T5	T6	PLUS	PLAI	PLS	oui	non	
Patrimoine locatif éligible au flux du bailleur social au 01/01/2023	Etat	22	82	180	120	12		218	177	21			**416**
	Commune	8	39	55	59	10	1	16	156	0			**172**
	CAPG	1	28	31	15	6		66	5	10			**81**
	Action Logement	3	57	99	67	7		85	130	18			**233**
	CD06	0	12	18	6	0		29	7	0			**36**
	Non réservés	14	72	396	248	29	1	436	321	3			**760**
	Autres	0	20	11	9	2		6	36	0			**42**
Total		**48**	**310**	**790**	**524**	**66**	**2**	**856**	**832**	**52**			**1740**

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-228-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

ANNEXE 3

Contenu de la fiche de présentation des caractéristiques du logement

La fiche de caractéristiques du logement :

- nom de la résidence ;
- identification (n° RPLS, référence bailleur, groupe, N du logement) ;
- date de disponibilité (éventuels travaux achevés) ;
- date de dernière remise en location ;
- date prévisionnelle de passage en CAL ;
- financement du logement ;
- typologie et surface ;
- l'adresse (numéro rue commune code postal) du logement ;
- la localisation en ou hors QPV ;
- la période de construction de l'immeuble ;
- année de mise en location ;
- montant du loyer et charges ;
- DPE ;
- accessibilité PMR/étage/ascenseur ;
- garage ou place de parking ;
- cave/balcon (oui / non / non renseigné) ;
- nom et coordonnées (dont adresse mail) de la personne en charge de la relocation.

Spécificités concernant les programmes neufs
En-sus des éléments précisés ci-dessus, le bailleur fournira :

- le plan de masse,
- le plan du logement,
- la notice de commercialisation.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-228-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

Convention de gestion en flux des droits de réservation

La présente convention est établie entre :

- La **Commune de Grasse**, sise au Place du Petit Puy à Grasse (06 131), identifiée sous le numéro SIRET 210 600 698 00018, représentée par son Maire, Monsieur Jérôme VIAUD, agissant au nom et pour le compte de ladite Commune, dûment habilité par délibération du conseil municipal du 5 décembre 2023 ;

Ci-après désigné "*le réservataire*",

et

- **LOGIREM**, sise 1110 bd National à Marseille (3ème arr.), identifiée sous le numéro SIRET 060 804 770 00075, représentée par sa Directrice Générale, Madame Fabienne ABÉCASSIS ;

Ci-après désigné "*le bailleur*".

Cadre réglementaire

Conformément aux dispositions de l'article L.441-1 du code de la construction et de l'habitation dans sa rédaction issue de la loi n°2018-1021 du 23 novembre 2018, la présente convention détermine la réservation d'un flux annuel de logements d'une partie du patrimoine locatif du bailleur.

Le flux annuel de logements mis à disposition est fixé au prorata des droits de réservation acquis par le réservataire à la date de signature de la présente convention, conformément à l'état des lieux et pour chacun des départements.

En application du décret n° 2020-145 du 20 février 2020 relatif à la gestion en flux des réservations de logements locatifs sociaux, les termes de la convention de réservation permettent aux réservataires concernés d'atteindre l'objectif légal d'attribution en faveur d'un public prioritaire (mentionnées du troisième au dix-huitième alinéas de l'article L. 441-1).

Sur les territoires mentionnés au vingt-troisième alinéa de l'article L. 441-1, la convention de réservation précise les modalités de mise en œuvre des attributions en cohérence avec les orientations définies en la matière dans le cadre de la conférence intercommunale du logement (CIL) et les engagements souscrits dans le cadre de la convention intercommunale d'attribution (CIA).

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-228-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

PREAMBULE

Dans le respect de la diversité sociale et des équilibres de peuplement, les principaux enjeux de la contractualisation entre les réservataires et les bailleurs du territoire reposent sur la volonté :

- de renforcer la fluidité, en faisant mieux correspondre la proposition de logement à la demande exprimée et lever ainsi les freins liés à des logements réservés dont les caractéristiques ne correspondent plus aux demandes issues des publics cibles du réservataire initial ;
- de faciliter les parcours résidentiels, en favorisant notamment les demandes de mutations et en accompagnant les occupants ;
- de faire émerger une gestion partagée de la demande et des attributions entre tous les acteurs pour plus d'efficacité.

Une seule convention doit être conclue par organisme bailleur et réservataire à l'échelle d'un département (article. R. 441-5 du CCH).

La présente convention définit :

- l'objet de la convention ;
- la composante du flux (assiette du flux) ;
- l'objectif et mode de calcul du flux de logements;
- les modalités de gestion de réservation ;
- la proposition et l'attribution de logement – CALEOL ;
- l'évaluation du dispositif ;
- les modalités de règlement des litiges ;
- la durée de la convention et modalités de son renouvellement ;
- les modalités de confidentialités informatique et libertés.

La convention fait l'objet de trois annexes :

- l'annexe 1 précise les modalités de calcul des droits de réservation du réservataire pour l'année N+1
- l'annexe 2 précise les objectifs qualitatifs des logements orientés vers le réservataire et rappelle l'état des lieux du patrimoine du bailleur,
- l'annexe 3 précise le contenu de la fiche de présentation des caractéristiques du logement.

Les annexes 1 et 2 sont modifiées annuellement afin de tenir compte des éléments de bilans, des nouveaux besoins identifiés et de l'évolution des textes relatifs aux attributions de logements.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-228-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

Article 1 : Objet de la convention

La réforme de la demande de logement et des attributions est une réforme majeure, structurante, issue de la Loi ELAN venant modifier les modalités de gestion.

L'objectif du passage à la gestion en flux est d'assurer davantage de fluidité dans le parc social, de mieux répondre aux demandes de logement dans leur diversité (en élargissant les possibilités de réponse à chaque demande). C'est aussi un levier pour renforcer l'égalité des chances en permettant plus de mixité sociale sur nos territoires.

La convention vise à mettre en œuvre une gestion mutualisée des flux d'attribution en privilégiant une logique de publics à une logique de filière dans la mesure où les logements ne sont plus affiliés à un réservataire donné.

La présente convention prévoit les modalités de mise en œuvre des droits de réservation du réservataire et pendant toute la durée prévue à l'article 8.

Sur le principe d'une gestion mutualisée du flux, le bailleur et le réservataire s'engagent à gérer les flux d'attributions en prenant en compte :

- les orientations et objectifs des politiques intercommunales d'attribution définies par la Conférence Intercommunale du Logement (CIL) du Pays de Grasse et la Convention Intercommunale d'Attribution (CIA) ;
- les publics cibles identifiés par le Conseil départemental au sein du Plan Départemental d'Action pour le Logement et l'Hébergement des Personnes Défavorisées (PDALHPD) et dans le cadre de sa propre convention de réservation.

Article 2 : Composantes du flux (calcul de l'assiette et estimation du flux)

2.1 : Cadre général

a) Les logements soumis au régime réglementaire des attributions de logements sociaux

Le patrimoine du bailleur, objet de la convention de réservation, renvoie au patrimoine concerné par l'ensemble des dispositions des chapitres I et II du titre IV du livre IV du CCH, dont notamment les logements :

- Conventionnés ouvrant droit à l'aide personnalisée au logement (APL) relevant des dispositions relatives aux attributions de logements locatifs sociaux ;
- Non conventionnés mais construits, améliorés ou acquis et améliorés avec le concours financier de l'État (financement antérieur à 1977) ;
- Déconventionnés mais tombant dans le champ d'application de l'article L411-6 du CCH

b) Les logements exclus de la gestion en flux des droits de réservation

Sont exclus de la gestion en flux (loi portant évolution du logement de l'aménagement et du numérique dite loi ELAN, loi n° 2018-1021 du 23 novembre 2018) :

- les logements des sociétés d'économie mixte agréées n'ouvrant pas droit à l'APL;
- les structures médico-sociales, les CHRS, les foyers de travailleurs migrants, les résidences services et les résidences universitaires ;
- les logements financés en Prêt Locatif Intermédiaire (PLI) et logements loyers libres ;
- les logements réservés au profit des services relevant de la défense nationale, de la sécurité intérieure ;
- les logements réservés par les établissements publics de santé ;

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-228-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

- les programmes faisant l'objet d'une opération de vente ;
- les logements voués à la démolition.

En outre, certains logements* peuvent faire l'objet d'une approche dérogatoire et être exclus de l'assiette de calcul du flux. L'exclusion de ces logements de l'assiette du flux devra s'appuyer sur la définition d'une stratégie partenariale, cohérente avec les orientations de la CIL et précisant la gestion retenue pour le patrimoine concerné. Cette dernière devra être motivée et adressée au préfet pour accord.

**peuvent être concernés les logements suivants : les logements financés par du PLAI-Adapté, les logements dédiés à la sédentarisation des gens du voyage, les logements bénéficiant d'un financement au titre de l'habitat inclusif, et ceux faisant l'objet d'un agrément spécial au titre de l'article 109 de la Loi Elan (logements sociaux ordinaires réservés aux moins de 30 ans pour des contrats de location d'une durée maximale d'un an, reconductible).*

c) Les logements soustraits de l'assiette de référence

Est soustrait du flux au titre du décret n° 2020-145 du 20 février 2020 relatif à la gestion en flux des réservations de logements locatifs sociaux, le volume de logements nécessaire pour le relogement des ménages concernés par :

- une opération de renouvellement urbain cofinancée par l'ANRU ou ORCOD-IN,
- une opération de rénovation urbaine assortie d'une charte de relogement ou autres documents cadres dans une logique partenariale,
- une opération de lutte contre l'habitat indigne (LHI) ;
- une demande de mutation à l'intérieur du parc social du bailleur.

Les logements exclus ou soustraits au titre des alinéas précédents sont arrêtés au sein de l'annexe 1 de la présente convention.

2.2 : Précisions concernant les projets de renouvellement urbain

Pour les territoires concernés par des opérations de renouvellement urbain, de rénovation urbaine, des opérations de lutte contre l'habitat indigne et des opérations de requalification de copropriétés dégradées et pour lesquels ces opérations nécessiteraient des relogements, la présente convention de gestion acte la nécessaire prise en compte des relogements dans une optique participative de l'ensemble des parties prenantes en matière d'attributions. Dans la mesure du possible, la quantification de ces relogements sera précisée en annexe 1 ainsi que les modalités de participation, afin de permettre à terme d'identifier et de suivre les relogements en fonction des opérations concernées.

Les dispositions établies par la présente convention, ne valent pas remise en cause des objectifs de solidarité inter-bailleurs et de mobilisation des réservataires dans leurs contributions respectives au relogement lié aux opérations ANRU, ORCOD, LHI ou toutes autres opérations de rénovation urbaine nécessitant démolition.

Le bailleur, qu'il soit ou non directement concerné par les opérations de démolition, s'engage à participer à la dynamique partenariale existante selon les modalités prévues dans les documents cadres existants ou à venir (charte de relogement notamment) et au titre de la gouvernance mise en place pour piloter le processus de relogement.

Le réservataire s'engage à tenir compte, lors des étapes de bilan de la présente convention, des incidences sur l'assiette du flux de la contribution du bailleur au relogement des ménages concernés par les programmes de réinvestissement urbain et d'amélioration de l'habitat.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-228-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

Article 3 : Objectif et détermination du flux de logements

3.1 : le calcul du flux et son actualisation

L'identification des types de logements est réalisée sur la base des données issues du répertoire du parc locatif social (RPLS) et sur la base des données transmises annuellement par le bailleur, et recensées au sein des états des lieux fiabilisés ci-joint en annexe 2 et mis à jour chaque année. En cas d'écart significatif, les données RPLS feront foi sous réserve de mises à jour.

Pour précision, l'estimation du flux annuel de logements mis à disposition du réservataire et exprimé en pourcentage, est calculé comme suit :

Les logements concernés par les présentes dispositions et comme décrit à l'article 2 alinéa a).

Sont légalement **exclus** de l'assiette de calcul, les logements figurant à l'article 2 alinéa b).

L'assiette à prendre en compte correspond donc aux logements recensés dans la liste des logements RPLS ou dans l'état des lieux transmis par le bailleur et validé par le réservataire, moins la liste des logements exclus figurant dans l'article 2 alinéa b).

Le flux s'obtient par la multiplication du nombre de logements figurant dans l'assiette par le taux de rotation constaté l'année précédente sur ce même périmètre (assiette).

Enfin, sont **soustraits** du flux, le volume de logements nécessaire pour mener à bien des mutations internes dans le parc du bailleur et des relogements dans le cadre d'opérations ANRU, ORCOD (IN) ou LHI, figurant à l'article 2 alinéa c).

Le ratio qui découle de ce calcul détermine la part des logements qui sera mise à disposition du réservataire, sur le nombre de logements libérés au cours de l'année, et constitue l'objectif du bailleur vis-à-vis de ce dernier. L'annexe 1 fixe l'objectif annuel conventionné ainsi que le détail de la méthode de calcul de l'assiette de référence des logements soumis à la gestion en flux.

Ce taux sera actualisé chaque année avant le 28 février afin d'intégrer les éventuelles variations du parc de logements (sorties du parc et mises en service) et/ou en fonction de nouvelles contreparties qui auraient été négociées et/ou des réservations devenues caduques au cours de l'année précédente et qui n'auraient pas été renouvelées.

Les éléments devront faire l'objet d'une présentation et d'un avis favorable de la Conférence Intercommunale du Logement, restant l'instance centrale de suivi de la mise en œuvre de la gestion en flux des droits de réservation.

3.2 : Orientation et mise à disposition

Le bailleur s'attache à préserver un équilibre entre les mises à disposition de logements faite aux différents réservataires (en terme de localisation, de financement et de typologie). La recherche d'équité entre les différents réservataires doit être partagée par tous, à cet égard le patrimoine libéré sera réparti à juste proportion entre les réservataires, y compris le patrimoine considéré comme moins attractif. Selon le périmètre d'intervention, la répartition des propositions se fera à l'échelle communale, intercommunale ou départementale.

Le bailleur veillera également à respecter les objectifs de mixité sociale et d'attributions aux publics prioritaires fixés par la réglementation en vigueur ainsi que dans les documents locaux, tout en étant vigilant aux équilibres de peuplement notamment dans le choix et la temporalité de logements proposés aux réservataires.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-228-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

Le bailleur s'engage à tendre vers les besoins exposés dans l'annexe 2 portant sur la localisation communale dont la répartition QPV/hors QPV, le financement (PLAI/PLUS/PLS), et la typologie des logements proposés.

La mise à disposition d'un logement par le bailleur vaut décompte dans l'objectif.

Article 4 : Les modalités de gestion de la réservation

4.1 : La mise à disposition et la désignation dans le parc existant

Le bailleur s'engage à mettre à la disposition du réservataire les logements nécessaires à l'atteinte de l'objectif indiqué à l'article 3 et ce, dès réception d'un congé formulé par un ménage et pour le parc mentionné à l'article 2.

Les mises à disposition de logement à destination du réservataire devront, autant que faire se peut, être lissées sur l'ensemble de l'année.

La transmission des informations se fait par voie écrite entre le réservataire et le bailleur, soit par mail (préférentiellement) ou par courrier (exceptionnellement) dès réception du préavis ou de la connaissance de la disponibilité du logement.

Les services du réservataire et du bailleur s'informent mutuellement de toutes modifications concernant leurs interlocuteurs respectifs. Ils s'engagent à tous les stades de la procédure à une information mutuelle et réciproque.

Le bailleur renseigne le réservataire sur les caractéristiques relatives aux logements qu'il lui oriente selon les termes de l'annexe 3 (fiche de présentation).

Le réservataire s'engage à proposer au moins 3 candidatures dans les 30 jours maximum qui suivent la mise à disposition du logement.

Dans le cas où le réservataire désigne plus de 3 candidats, le bailleur s'engage à présenter en CALEOL l'intégralité des candidatures désignées.

En cas d'impossibilité pour le réservataire de désigner des candidats, ce dernier s'engage à informer le bailleur dans les meilleurs délais après la mise à disposition.

Dans cette hypothèse, ou en cas de délai dépassé, l'organisme n'est plus tenu de maintenir la proposition de logement au réservataire et pourra procéder à la désignation de candidats pour son propre compte ou proposer le logement à un autre réservataire. Dans tous les cas, chaque mise à disposition au réservataire, sera comptabilisée pour l'atteinte des objectifs de flux annuels.

En cas de proposition de moins de 3 candidats, le réservataire s'engage à informer le bailleur par écrit de l'insuffisance du nombre de candidats. Le bailleur s'autorise alors à compléter ou non la liste des candidats à partir du fichier de la demande locative pour le logement proposé.

4.2 Modalités de concertation particulières à destination des nouveaux programmes conventionnés

Au moment de la livraison d'un nouveau programme immobilier conventionné, le nombre de logements proposé au réservataire est proportionnel aux droits acquis au titre du R.441-5-3 et R.441-5-4 du Code de la construction et de l'habitation (subventions, participation financière, garantie d'emprunt, octroi de terrain, etc..). Il est rappelé que les programmes mis en service en cours d'année ne sont pas pris en compte dans le calcul du flux (gestion en stock pour la première mise en location).

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-228-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

Au plus tard, quatre mois avant la date de livraison prévisionnelle, le bailleur transmet les caractéristiques de l'ensemble des logements aux réservataires concernés. Après échanges entre les parties sur la typologie, le financement, l'accessibilité, etc., le bailleur émet une proposition de répartition des logements entre les réservataires en fonction des caractéristiques et du financement de l'opération.

Si le programme revêt des spécificités qui nécessitent une réunion de concertation, le bailleur ou à la demande du réservataire pourra être organisée en présence de tous les réservataires afin de déterminer la répartition finale.

Cette répartition est communiquée à tous les participants dans le cadre d'un relevé de décision transmis dans un délai qui ne peut être inférieur à deux mois précédent la livraison dudit programme.

Article 5 : La proposition et l'attribution de logement - CALEOL

Le réservataire reçoit les convocations pour toutes les réunions de la Commission d'Attribution des Logements et d'Examen de l'Occupation des Logements (CALEOL), accompagnées des ordres du jour, avant la tenue de la CALEOL dans un délai qui ne pourra être inférieur à 48 heures.

Le réservataire est systématiquement informé des refus des demandeurs, qu'ils soient exprimés préalablement à la CALEOL ou après attribution en CALEOL.

Les candidats présentés doivent faire l'objet d'un examen et d'une décision de la CALEOL, même en cas de refus préalable à la CALEOL ou de non-constitution de leur dossier.

Les propositions de logement faites par la CALEOL à l'attributaire doivent être accompagnées d'un formulaire d'acceptation ou de refus. Conformément à l'article R.441-10 du CCH, le défaut de réponse dans le délai imparti de 10 jours équivaut à un refus.

Pour les ménages reconnus prioritaires dans le cadre du DALO, la proposition écrite du bailleur au candidat doit préciser que l'offre est faite au titre du droit au logement opposable et attirer l'attention du ménage sur le fait qu'en cas de refus d'une offre de logement tenant compte de ses besoins et capacités, il risque de perdre le bénéfice de la décision de la commission de médiation en application de laquelle l'offre lui a été faite (article R 441-16-3 du CCH).

Sur la base des éléments transmis par le bailleur, le préfet qualifie le refus (justifié ou abusif) pouvant aboutir à une caducité du caractère DALO des demandes de logement, déliant ainsi le préfet de son obligation de relogement des ménages concernés.

À défaut d'éléments suffisamment précis et explicites dans les informations transmises par le bailleur au fil de l'eau (décisions de CALEOL, refus des demandeurs…), le réservataire pourra solliciter le bailleur, à tout moment, afin d'obtenir des précisions sur une situation particulière, notamment dans le cadre d'un recours contentieux à l'encontre du réservataire.

Le bailleur dispose d'un délai de 10 jours pour apporter les éléments de réponse, sauf indication d'un délai plus court.

En application de l'article R. 441-2-9 du CCH, le bailleur doit mettre à jour le système national d'enregistrement en cas d'attribution d'un logement social à un demandeur, suivie ou non d'un bail signé.

Le bailleur doit indiquer le contingent réservataire sur lequel l'attribution est imputée, ainsi que le numéro R.P.L.S.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-228-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

Dans tous les cas, le bailleur actualise les informations de la demande de logement en fonction de la situation de l'attributaire au moment de l'attribution du logement et de la signature du bail.

Le bailleur procède à la radiation de la demande de logement social pour attribution dans le SNE dans le délai maximal de 10 jours ouvrables après la signature du bail.

Article 6 : Evaluation du dispositif

6. 1 : Modalités et objectifs

Le dispositif prévu dans la présente convention fait l'objet de plusieurs points d'étapes et d'une évaluation annuelle partagée entre le bailleur et le réservataire signataire.

Le bailleur s'engage à transmettre à l'ensemble des réservataires au plus tard le 31 juillet de l'année en cours, un bilan semestriel quantitatifs et qualitatifs de la mise en œuvre de la gestion en flux. Ce bilan permettra d'évaluer le niveau d'atteinte des objectifs et si nécessaire, d'apporter d'éventuels correctifs.

L'évaluation définitive sera exercée au vu du bilan final basé sur les mêmes indicateurs quantitatifs et qualitatifs fournis par le bailleur au plus tard le 28 février de l'année N+1.

Les objectifs de ce bilan qualitatif et quantitatif de la gestion en flux consistent à :

- examiner les éventuels écarts entre les engagements pris et la réalité de la mobilisation du parc ;
- questionner l'évolution par réservataire entre taux d'orientation des logements, taux d'attribution, taux de refus post attributions, taux de baux signés ;
- revoir à la hausse ou à la baisse les objectifs de relogement et, le cas échéant, l'effort de rattrapage des logements manquants imputables sur l'année N+1.

En cas de prévision manifestement surévaluée de logements à soustraire au calcul du flux, le bailleur doit redistribuer le flux correspondant aux réservataires à l'avancement, en cours d'exercice annuel ou en fin d'année.

Les objectifs non atteints en fin d'année seront reportés l'année suivante en surplus des objectifs nouveaux. A l'inverse, les objectifs dépassés pourront venir en soustraction des objectifs nouveaux.

Ces éléments devront faire l'objet d'une présentation et d'un avis favorable de la Conférence Intercommunale du Logement, restant l'instance centrale de suivi de la mise en œuvre de la gestion en flux des droits de réservation.

6.2 Contenu du bilan

Le bilan doit rappeler le flux dont le bailleur a disposé durant l'année, à savoir :

- le patrimoine locatif social éligible au flux de l'organisme bailleur au 31/12/N-1 ;
- le nombre de logements libérés sur l'année N ;
- le nombre de logements sociaux livrés sur l'année N ;
- le nombre d'attributions pour les mutations internes sur l'année N ;
- le nombre d'attributions pour le relogement des ménages concernés par un projet de rénovation urbaine sur l'année N ;
- le nombre d'attributions pour les relogements en cas d'opérations de vente sans remettre en cause le droit au maintien dans les lieux du locataire prévus sur l'année N.

Ces éléments sont ***ventilés*** :

- par typologie de logement ;
- par type de financement ;
- par la localisation : commune et hors/en QPV ;
- par date de construction de la résidence ;

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-228-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

- par accessibilité (PMR, UFR).

Également, le bilan doit présenter la ***répartition du flux entre réservataires***. Il doit donc faire apparaître en valeur et en volume a minima :

- le nombre de logements mis à disposition ;
- le nombre de logements attribués ;
- le nombre de logements ayant fait l'objet de baux signés ;
- le niveau d'atteinte de l'objectif du flux fixé par réservataire.

Ces éléments sont ventilés :
- par typologie de logement ;
- par type de financement ;
- par la localisation : commune et hors/en QPV ;
- par réservataire à l'échelle du périmètre du réservataire de la présente convention
- par date de construction de la résidence ;
- par accessibilité (PMR, UFR).

Autres bilans

La loi n°2017-86 relative à l'égalité et la citoyenneté du 27/01/2017 prévoit que 25 % des réservations des collectivités et EPCI, d'Action Logement et des logements libres de réservation des bailleurs doivent être attribués à des ménages prioritaires.

Afin de garantir le respect de ces dispositions, le bailleur devra s'assurer, notamment dans le cadre des conventions signées avec les autres réservataires, que 25 % des attributions sur ces autres contingents réservataires soient faites au bénéfice des publics prioritaires.

Un bilan concernant les publics prioritaires dont DALO (présentation, attribution, bail signé, par réservataire) devra être réalisé annuellement par le bailleur.

Ces éléments sont ventilés :
- par typologie de logement ;
- par type de financement ;
- par la localisation : commune et hors/en QPV ;
- par réservataire à l'échelle du périmètre de la communauté d'agglomération.

Un bilan concernant les mutations internes du bailleur est également effectué.
Plus précisément, ces éléments sont ventilés :
- par typologie de logement ;
- par type de financement ;
- par la localisation : commune et hors/en QPV ;
- par motif de la demande de mutation.

Pour le contingent préfectoral, une distinction sera faite entre les publics prioritaires les et les publics fonctionnaires.

Par ailleurs, le bilan comprend un point spécifique sur les mises en service de nouveaux programmes conventionnés et ventilés selon les éléments indiqués ci-dessus. Il précise la date de mise en service de chaque opération.

6.3. Les instances de suivi et de validation

Un comité technique composé des réservataires ou de leurs représentants techniques se réunira afin :

- De se concerter pour mettre en œuvre une méthodologie commune pour le suivi de la convention et l'élaboration des bilans ;
- D'analyser les résultats du bilan semestriel et de réajuster si nécessaire la ventilation du flux ;
- De préparer les orientations et objectifs annuels établis sur la base du bilan final.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-228-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

Le comité technique veillera à s'articuler avec les autres instances, la Conférence Intercommunale du Logement, restant l'instance centrale de suivi de la mise en œuvre de la gestion en flux des droits de réservation.

En cas de difficulté constatée dans la réalisation des objectifs, une commission paritaire, entre le réservataire et le bailleur pourra se réunir dans un délai de 2 mois après l'envoi d'un courrier de l'une des parties faisant état des difficultés. Cette commission devra identifier les difficultés et les éventuelles solutions à mettre en œuvre. Dans les cas où aucune solution ne serait trouvée durant la période de référence de la convention, le réservataire mettra en œuvre les procédures référencées de l'article 9.

Article 7 : Modalités de règlement des litiges

Lors du bilan, s'il est démontré que l'organisme bailleur n'a pas atteint ses objectifs, un point est opéré entre le réservataire et l'organisme afin d'établir les raisons de la non atteinte des objectifs.

Si à l'issue du point opéré, les raisons de la non atteinte des objectifs s'avèrent justifiées, les résultats du bailleur social pourront être validés.

Si à l'issue du point opéré, les raisons de la non atteinte des objectifs s'avèrent injustifiées, les objectifs non atteints en fin d'année seront à atteindre l'année suivante en surplus des objectifs nouveaux.

En cas de litige, la situation pourra être étudiée par la commission de conciliation départementale ou portée à la compétence du tribunal administratif de Nice.

Article 8 : Durée de la convention et modalités de son renouvellement

La mise en œuvre de la présente convention prendra effet au 1er janvier 2024. Elle est conclue pour une durée de 3 ans avec tacite reconduction.

L'année 2024 est considérée comme une année d'expérimentation avec une première version de convention. Les évolutions sur les conditions et les modalités d'application de la présente convention seront possibles annuellement par avenant.

Les annexes sont actualisées annuellement après validation de la CIL. Son actualisation se fera sur la base de l'évaluation définie à l'article 6. Elle pourra également prendre en compte :

- les nouveaux besoins identifiés par le bailleur et/ou les réservataires ;
- l'évolution de la législation relative à l'attribution des logements locatifs sociaux.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-228-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

Article 9 : Informatique et libertés

Lors du processus d'orientation de candidats et d'attribution de logement, il est identifié trois phases requérant des échanges de données à caractère personnel :

1. L'orientation de candidats par le réservataire vers l'organisme et la constitution du dossier de candidature à l'attribution d'un logement avec les informations utiles ;
2. L'organisation de la phase de sélection des candidats et la décision d'attribution (correspondant à la CALEOL pour le logement conventionné) ;
3. La notification de l'attribution.

Les traitements sur données personnelles requis par ces finalités sont soumis au respect de la règlementation en la matière et, en particulier, le règlement (UE) 2016/679 relatif à la protection des données personnelles (dit RGPD) et la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée en 2019 relative à l'informatique et aux libertés.

9.1 : Responsabilités de l'organisme gestionnaire et du réservataire

Au titre du RGPD (article 26), lors de la phase d'orientation des candidats et d'attribution de logements, l'organisme gestionnaire et le réservataire sont « Responsables conjoints du traitement » des données personnelles des candidats à la location.

Ils déterminent conjointement les moyens et finalités des traitements mis en œuvre dans le cadre de la présente convention de réservation. Les responsabilités spécifiques sur données personnelles de chacun sont circonscrites aux responsabilités conventionnelles respectives.

Ils assurent solennellement avoir défini leurs obligations respectives aux fins d'assurer le respect des exigences de la règlementation en vigueur, y compris dans le cas où ils délégueraient à des sous-traitants sur données personnelles certains des traitements liés aux finalités précitées.

Les termes « données personnelles », « Responsable du traitement », « Responsable conjoint du traitement », « Sous-traitant » et « Personnes concernées » employés ont la signification qui leur est donnée par la réglementation sur la protection des données personnelles.

9. 2 : Finalités et traitements mis en œuvre

Les finalités sont : les échanges d'informations entre réservataire et gestionnaire durant les phases d'orientation des candidats et d'attribution des logements.

Les traitements nécessaires à ces finalités peuvent concerner :

- La proposition de différents candidats par le réservataire, comprenant la transmission de l'identité et éventuellement de certaines informations nécessaires au dossier d'instruction, y compris les souhaits des candidats, des données sociales économiques et divers justificatifs ;
- La demande aux candidats soit par l'organisme soit par le réservataire de constituer leurs dossiers et d'en transmettre les données ;
- L'aide apportée aux candidats lors de la constitution de leurs dossiers par le réservataire ou l'organisme ;
- La notification par l'organisme gestionnaire au réservataire de toute problématique liée à la candidature (ex : dossier incomplet, refus du candidat avant l'attribution, etc.) ;
- La transmission de bons de visite aux candidats par le réservataire ou l'organisme ;
- L'organisation de visites des logements ;
- L'organisation de la phase d'attribution (CALEOL pour les logements conventionnés) et la diffusion des informations nécessaires pour l'instruction des dossiers (transmission des listes de candidats, etc.) ;

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-228-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

- La notification au réservataire par l'organisme de la décision d'attribution prise par la CALEOL (logements réglementés) ou par le gestionnaire (logements non réglementés).

Les personnes concernées sont : les candidats à la location.

Les données personnelles traitées sont :

- Pour le logement réglementé :
  - les informations renseignées dans le CERFA et les pièces justificatives pouvant être demandées au candidat;
  - ainsi que les informations nécessaires à l'organisation de visites.

- Pour le logement non réglementé :
  - les informations contenues dans les pièces justificatives pouvant être demandées au candidat et encadrées par le décret n° 2015-1437 du 5 novembre 2015 ;
  - ainsi que les informations nécessaires à l'organisation de visites.

La base légale est : l'exécution de mesures précontractuelles.

Les destinataires des données personnelles sont : les deux Responsables conjoint de traitement, ainsi que :

- corrélativement pour la phase d'attribution les autres organismes participants (ils ne sont pas liés par la présente clause) ;
- les Sous-traitants sur données personnelles de l'un ou l'autre des Responsables conjoints du traitement ;
- les tiers autorisés.

9.3 :Protection des données personnelles par les Responsables conjoints du traitement

Chaque Responsable conjoint du traitement est responsable de sa propre conformité au titre du RGPD. L'organisme gestionnaire ne pourra pas être tenu responsable pour la non-conformité du réservataire et ce dernier ne pourra pas être tenu responsable pour la non-conformité de l'organisme.

Chaque Responsable conjoint du traitement s'engage à :

- Respecter ses obligations sous la règlementation en vigueur concernant la protection des données personnelles ;
- Informer les occupants sur les modalités du traitement, y compris sur les grandes lignes des présentes clauses, et au regard des droits dont ils disposent ;
- Assurer l'effectivité des droits des Personnes concernées en mettant en place des mesures appropriées pour qu'elles puissent exercer leurs droits, dans la limite des données traitées par chacun des responsables de traitement pour ses propres responsabilités ;
- Avoir pris toutes les mesures de sécurité et organisationnelle nécessaires à la protection des données ;
- Archiver les données personnelles en base intermédiaire à l'issue des finalités sus énoncées et dans des conditions de sécurité adéquates, avec des accès très restreints à certains collaborateurs et pour une durée proportionnée et limitée qui ne saurait excéder la durée légale ou réglementaire liée à chacune des obligations légales affectées à chaque traitement sur données personnelles ;
- Tenir et mettre à jour régulièrement des registres de traitement réglementaires ;
- Coopérer de bonne foi avec l'autre Responsable conjoint du traitement, et notamment concernant toutes questions de sécurité comme de violation de données.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-228-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

Pour les violations de données personnelles dans le cadre des échanges liés aux finalités décrites :

Le Responsable conjoint du traitement notifie à l'autre Responsable conjoint du traitement toute violation de données à caractère personnel dans un délai maximum de vingt-quatre (24) heures après en avoir pris connaissance et par le moyen suivant : [email à la personne désignée par l'autre Responsable conjoint du traitement]. Cette notification est accompagnée de toute documentation utile afin de permettre au Responsable du traitement, si nécessaire, de notifier cette violation à l'autorité de contrôle compétente.

Si le Responsable conjoint du traitement concerné est légalement tenu de déclarer cette violation à son Autorité nationale de contrôle (CNIL en France) ou aux personnes concernées, il en informera l'autre Responsable conjoint du traitement.

Fait en deux exemplaires à Grasse, le

Pour la	**Pour**
COMMUNE de GRASSE	**LOGIREM,**
Le Maire	**La Directrice Générale**
Jérôme VIAUD Maire de Grasse Vice-président du Conseil départemental des Alpes-Maritimes	**Fabienne ABÉCASSIS**

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-228-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

ANNEXE 1

Les modalités de calcul des droits de réservation pour l'année N+1

1. Détermination du mode de gestion

Le mode de gestion du contingent de réservation choisi par le réservataire est la gestion directe.

2. Détermination du volume prévisionnel des logements à mettre à disposition du réservataire pour l'année 2024

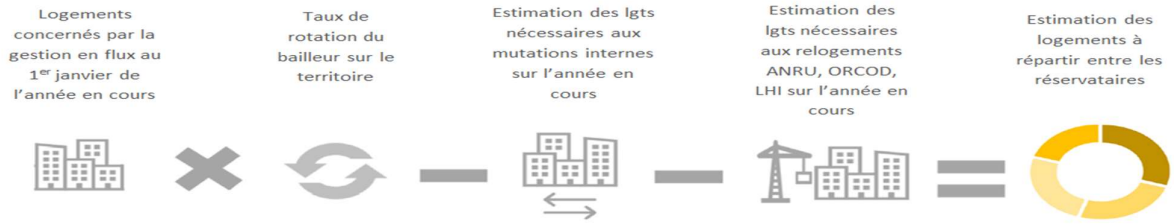
Calcul de la part du flux annuel de logements mis à disposition du réservataire :

$$\frac{\textit{Nombre de droits de réservation en stock du réservataire}}{\textit{Nombre total de logements sociaux au sein du patrimoine du bailleur}}$$

Soit, pour le réservataire **la commune de Grasse**
Nombre de droits de réservation en stock du réservataire : **6**
Nombre total de logements sociaux au sein du patrimoine du bailleur : **138**

= **4,3 % du flux annuel de logements**

L'assiette de référence des logements soumis à la gestion en flux se calcule de la façon suivante :



Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-228-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

La part du flux annuel de logements mis à disposition du réservataire est appliquée à cette assiette de référence afin d'estimer le nombre de logements orientés vers le réservataire.

Estimation annuelle du nombre de logements mis à disposition du réservataire **commune de Grasse** :

a	**Nombre de logements concernés par le flux au 1er janvier 2023 (état des lieux ou données RPLS au 1er janvier 2023)**	**138**
b	Logements identifiés comme n'étant pas légalement dans l'assiette (PLI, démolitions, ventes, etc…)	**0**
c	Assiette du flux (a) – (b)	**138**
d	Taux de rotation N-1 du bailleur sur le territoire, ou moyenne des 3 dernières années si aucune libération en N-1 (dans l'assiette)	**13 %**
e	Flux annuel estimé (c) x (d)	**18**
f	Logements soustraits du flux : mutations internes	**1**
g	Logements soustraits du flux : relogements dans le cadre d'une opération de renouvellement urbain, ANRU, ORCOD ou LHI	**3**
h	Estimation du nombre de logements dans l'assiette du flux (e)-(f)-(g)	**14**
i	Part du flux annuel de logements mis à disposition du réservataire (taux de réservation)	**4,3 %**
j	**Nombre de logements estimé à disposition du réservataire (h) x (i)**	**0,60 arrondi à 1**

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-228-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

ANNEXE 2

Objectifs qualitatifs des logements orientés vers le réservataire et état des lieux du patrimoine du bailleur

1. Les besoins du réservataire concernant les caractéristiques des logements mis à disposition

L'état des lieux a permis d'établir une photographie représentative des droits acquis par le réservataire intégrant des indicateurs quantitatifs et qualitatifs (localisation, financement et typologie) comme présenté ci-dessous.

Le bailleur s'efforcera donc de proposer au réservataire une répartition du flux correspondant au plus près des droits acquis antérieurs selon les possibilités offertes par les libérations au sein de son patrimoine et des équilibres de peuplement. A cet égard, les parties se concerteront autant que de besoin.

2. État des lieux du parc au 01/01/2023 du bailleur à l'échelle du réservataire :

	Réservataire	Par typologie de logement					Par type de financement			QPV		total
		T1 etT1bis	T2	T3	T4	T5	PLUS	PLAI	PLS	oui	non	
Patrimoine locatif éligible au flux du bailleur social au 01/01/2023	Etat	8	15	15	5		29	11	1	19	24	43
	Commune	2	3		1		6			6		6
	CAPG	3	12	4	1		11	7	2	5	15	20
	Action Logement	5	21	8	5		25	9	5	10	29	39
	Non réservés	11	11	7	1		23	6	1	21	9	30
	Autres											
Total		29	62	34	13		94	33	11	61	77	138

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-228-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

ANNEXE 3

Contenu de la fiche de présentation des caractéristiques du logement

La fiche de caractéristiques du logement :

- nom de la résidence ;
- identification (n° RPLS, référence bailleur, groupe, N du logement) ;
- date de disponibilité (éventuels travaux achevés) ;
- date de dernière remise en location ;
- date prévisionnelle de passage en CAL ;
- financement du logement ;
- typologie et surface ;
- l'adresse (numéro rue commune code postal) du logement ;
- la localisation en ou hors QPV ;
- la période de construction de l'immeuble ;
- année de mise en location ;
- montant du loyer et charges ;
- DPE ;
- accessibilité PMR/étage/ascenseur ;
- garage ou place de parking ;
- cave/balcon (oui / non / non renseigné) ;
- nom et coordonnées (dont adresse mail) de la personne en charge de la relocation.

Spécificités concernant les programmes neufs
En-sus des éléments précisés ci-dessus, le bailleur fournira :

- le plan de masse,
- le plan du logement,
- la notice de commercialisation.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-228-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

Office Public de l'Habitat
53, bd René Cassin 06200 Nice
SIRET 492 713 912 00011
04 93 18 75 00
www.cotedazurhabitat.fr

Convention de gestion en flux des droits de réservation

La présente convention est établie entre :

- La **Commune de Grasse**, sise au Place du Petit Puy à Grasse (06 131), identifiée sous le numéro SIRET 210 600 698 00018, représentée par son Maire, Monsieur Jérôme VIAUD, agissant au nom et pour le compte de ladite Commune, dûment habilité par délibération du conseil municipal du 5 décembre 2023 ;

Ci-après désigné "*le réservataire*",

et

- **CÔTE D'AZUR HABITAT**, dont le siège est situé au 53 boulevard René Cassin à NICE, immatriculé au registre du commerce et des sociétés de Nice sous le n° 492 713 912, représenté par Monsieur Jérôme TACONNET, Directeur Général, domicilié en cette qualité audit siège, habilité à signer la convention conformément à la délibération du Conseil d'Administration n° du /../2023,

Ci-après désignée "*le bailleur*".

Cadre réglementaire

Conformément aux dispositions de l'article L.441-1 du code de la construction et de l'habitation dans sa rédaction issue de la loi n°2018-1021 du 23 novembre 2018, la présente convention détermine la réservation d'un flux annuel de logements d'une partie du patrimoine locatif du bailleur.

Le flux annuel de logements mis à disposition est fixé au prorata des droits de réservation acquis par le réservataire à la date de signature de la présente convention, conformément à l'état des lieux et pour chacun des départements.

En application du décret n° 2020-145 du 20 février 2020 relatif à la gestion en flux des réservations de logements locatifs sociaux, les termes de la convention de réservation permettent aux réservataires concernés d'atteindre l'objectif légal d'attribution en faveur d'un public prioritaire (mentionnées du troisième au dix-huitième alinéas de l'article L. 441-1).

Sur les territoires mentionnés au vingt-troisième alinéa de l'article L. 441-1, la convention de réservation précise les modalités de mise en œuvre des attributions en cohérence avec les orientations définies en la matière dans le cadre de la conférence intercommunale du logement (CIL) et les engagements souscrits dans le cadre de la convention intercommunale d'attribution (CIA).

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-228-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

PREAMBULE

Dans le respect de la diversité sociale et des équilibres de peuplement, les principaux enjeux de la contractualisation entre les réservataires et les bailleurs du territoire reposent sur la volonté :

- de renforcer la fluidité, en faisant mieux correspondre la proposition de logement à la demande exprimée et lever ainsi les freins liés à des logements réservés dont les caractéristiques ne correspondent plus aux demandes issues des publics cibles du réservataire initial ;
- de faciliter les parcours résidentiels, en favorisant notamment les demandes de mutations et en accompagnant les occupants ;
- de faire émerger une gestion partagée de la demande et des attributions entre tous les acteurs pour plus d'efficacité.

Une seule convention doit être conclue par organisme bailleur et réservataire à l'échelle d'un département (article. R. 441-5 du CCH).

La présente convention définit :

- l'objet de la convention ;
- la composante du flux (assiette du flux) ;
- l'objectif et mode de calcul du flux de logements;
- les modalités de gestion de réservation ;
- la proposition et l'attribution de logement – CALEOL ;
- l'évaluation du dispositif ;
- les modalités de règlement des litiges ;
- la durée de la convention et modalités de son renouvellement ;
- les modalités de confidentialités informatique et libertés.

La convention fait l'objet de trois annexes :

- l'annexe 1 précise les modalités de calcul des droits de réservation du réservataire pour l'année N+1
- l'annexe 2 précise les objectifs qualitatifs des logements orientés vers le réservataire et rappelle l'état des lieux du patrimoine du bailleur,
- l'annexe 3 précise le contenu de la fiche de présentation des caractéristiques du logement.

Les annexes 1 et 2 sont modifiées annuellement afin de tenir compte des éléments de bilans, des nouveaux besoins identifiés et de l'évolution des textes relatifs aux attributions de logements.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-228-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

Article 1 : Objet de la convention

La réforme de la demande de logement et des attributions est une réforme majeure, structurante, issue de la Loi ELAN venant modifier les modalités de gestion.

L'objectif du passage à la gestion en flux est d'assurer davantage de fluidité dans le parc social, de mieux répondre aux demandes de logement dans leur diversité (en élargissant les possibilités de réponse à chaque demande). C'est aussi un levier pour renforcer l'égalité des chances en permettant plus de mixité sociale sur nos territoires.

La convention vise à mettre en œuvre une gestion mutualisée des flux d'attribution en privilégiant une logique de publics à une logique de filière dans la mesure où les logements ne sont plus affiliés à un réservataire donné.

La présente convention prévoit les modalités de mise en œuvre des droits de réservation du réservataire et pendant toute la durée prévue à l'article 8.

Sur le principe d'une gestion mutualisée du flux, le bailleur et le réservataire s'engagent à gérer les flux d'attributions en prenant en compte :

- les orientations et objectifs des politiques intercommunales d'attribution définies par la Conférence Intercommunale du Logement (CIL) du Pays de Grasse et la Convention Intercommunale d'Attribution (CIA) ;
- les publics cibles identifiés par le Conseil départemental au sein du Plan Départemental d'Action pour le Logement et l'Hébergement des Personnes Défavorisées (PDALHPD) et dans le cadre de sa propre convention de réservation.

Article 2 : Composantes du flux (calcul de l'assiette et estimation du flux)

2.1 : Cadre général

a) Les logements soumis au régime réglementaire des attributions de logements sociaux

Le patrimoine du bailleur, objet de la convention de réservation, renvoie au patrimoine concerné par l'ensemble des dispositions des chapitres I et II du titre IV du livre IV du CCH, dont notamment les logements :

- Conventionnés ouvrant droit à l'aide personnalisée au logement (APL) relevant des dispositions relatives aux attributions de logements locatifs sociaux ;
- Non conventionnés mais construits, améliorés ou acquis et améliorés avec le concours financier de l'État (financement antérieur à 1977) ;
- Déconventionnés mais tombant dans le champ d'application de l'article L411-6 du CCH

b) Les logements exclus de la gestion en flux des droits de réservation

Sont exclus de la gestion en flux (loi portant évolution du logement de l'aménagement et du numérique dite loi ELAN, loi n° 2018-1021 du 23 novembre 2018) :

- les logements des sociétés d'économie mixte agréées n'ouvrant pas droit à l'APL;
- les structures médico-sociales, les CHRS, les foyers de travailleurs migrants, les résidences services et les résidences universitaires ;
- les logements financés en Prêt Locatif Intermédiaire (PLI) et logements loyers libres ;
- les logements réservés au profit des services relevant de la défense nationale, de la sécurité intérieure ;
- les logements réservés par les établissements publics de santé ;

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-228-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

- les programmes faisant l'objet d'une opération de vente ;
- les logements voués à la démolition.

En outre, certains logements* peuvent faire l'objet d'une approche dérogatoire et être exclus de l'assiette de calcul du flux. L'exclusion de ces logements de l'assiette du flux devra s'appuyer sur la définition d'une stratégie partenariale, cohérente avec les orientations de la CIL et précisant la gestion retenue pour le patrimoine concerné. Cette dernière devra être motivée et adressée au préfet pour accord.

> **peuvent être concernés les logements suivants : les logements financés par du PLAI-Adapté, les logements dédiés à la sédentarisation des gens du voyage, les logements bénéficiant d'un financement au titre de l'habitat inclusif, et ceux faisant l'objet d'un agrément spécial au titre de l'article 109 de la Loi Elan (logements sociaux ordinaires réservés aux moins de 30 ans pour des contrats de location d'une durée maximale d'un an, reconductible).*

c) Les logements soustraits de l'assiette de référence

Est soustrait du flux au titre du décret n° 2020-145 du 20 février 2020 relatif à la gestion en flux des réservations de logements locatifs sociaux, le volume de logements nécessaire pour le relogement des ménages concernés par :

- une opération de renouvellement urbain cofinancée par l'ANRU ou ORCOD-IN,
- une opération de rénovation urbaine assortie d'une charte de relogement ou autres documents cadres dans une logique partenariale,
- une opération de lutte contre l'habitat indigne (LHI) ;
- une demande de mutation à l'intérieur du parc social du bailleur.

Les logements exclus ou soustraits au titre des alinéas précédents sont arrêtés au sein de l'annexe 1 de la présente convention.

2.2 : Précisions concernant les projets de renouvellement urbain

Pour les territoires concernés par des opérations de renouvellement urbain, de rénovation urbaine, des opérations de lutte contre l'habitat indigne et des opérations de requalification de copropriétés dégradées et pour lesquels ces opérations nécessiteraient des relogements, la présente convention de gestion acte la nécessaire prise en compte des relogements dans une optique participative de l'ensemble des parties prenantes en matière d'attributions. Dans la mesure du possible, la quantification de ces relogements sera précisée en annexe 1 ainsi que les modalités de participation, afin de permettre à terme d'identifier et de suivre les relogements en fonction des opérations concernées.

Les dispositions établies par la présente convention, ne valent pas remise en cause des objectifs de solidarité inter-bailleurs et de mobilisation des réservataires dans leurs contributions respectives au relogement lié aux opérations ANRU, ORCOD, LHI ou toutes autres opérations de rénovation urbaine nécessitant démolition.

Le bailleur, qu'il soit ou non directement concerné par les opérations de démolition, s'engage à participer à la dynamique partenariale existante selon les modalités prévues dans les documents cadres existants ou à venir (charte de relogement notamment) et au titre de la gouvernance mise en place pour piloter le processus de relogement.

Le réservataire s'engage à tenir compte, lors des étapes de bilan de la présente convention, des incidences sur l'assiette du flux de la contribution du bailleur au relogement des ménages concernés par les programmes de réinvestissement urbain et d'amélioration de l'habitat.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-228-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

Article 3 : Objectif et détermination du flux de logements

3.1 : le calcul du flux et son actualisation

L'identification des types de logements est réalisée sur la base des données issues du répertoire du parc locatif social (RPLS) et sur la base des données transmises annuellement par le bailleur, et recensées au sein des états des lieux fiabilisés ci-joint en annexe 2 et mis à jour chaque année. En cas d'écart significatif, les données RPLS feront foi sous réserve de mises à jour.

Pour précision, l'estimation du flux annuel de logements mis à disposition du réservataire et exprimé en pourcentage, est calculé comme suit :

Les logements concernés par les présentes dispositions et comme décrit à l'article 2 alinéa a).

Sont légalement **exclus** de l'assiette de calcul, les logements figurant à l'article 2 alinéa b).

L'assiette à prendre en compte correspond donc aux logements recensés dans la liste des logements RPLS ou dans l'état des lieux transmis par le bailleur et validé par le réservataire, moins la liste des logements exclus figurant dans l'article 2 alinéa b).

Le flux s'obtient par la multiplication du nombre de logements figurant dans l'assiette par le taux de rotation constaté l'année précédente sur ce même périmètre (assiette).

Enfin, sont **soustraits** du flux, le volume de logements nécessaire pour mener à bien des mutations internes dans le parc du bailleur et des relogements dans le cadre d'opérations ANRU, ORCOD (IN) ou LHI, figurant à l'article 2 alinéa c).

Le ratio qui découle de ce calcul détermine la part des logements qui sera mise à disposition du réservataire, sur le nombre de logements libérés au cours de l'année, et constitue l'objectif du bailleur vis-à-vis de ce dernier. L'annexe 1 fixe l'objectif annuel conventionné ainsi que le détail de la méthode de calcul de l'assiette de référence des logements soumis à la gestion en flux.

Ce taux sera actualisé chaque année avant le 28 février afin d'intégrer les éventuelles variations du parc de logements (sorties du parc et mises en service) et/ou en fonction de nouvelles contreparties qui auraient été négociées et/ou des réservations devenues caduques au cours de l'année précédente et qui n'auraient pas été renouvelées.

Les éléments devront faire l'objet d'une présentation et d'un avis favorable de la Conférence Intercommunale du Logement, restant l'instance centrale de suivi de la mise en œuvre de la gestion en flux des droits de réservation.

3.2 : Orientation et mise à disposition

Le bailleur s'attache à préserver un équilibre entre les mises à disposition de logements faite aux différents réservataires (en terme de localisation, de financement et de typologie). La recherche d'équité entre les différents réservataires doit être partagée par tous, à cet égard le patrimoine libéré sera réparti à juste proportion entre les réservataires, y compris le patrimoine considéré comme moins attractif. Selon le périmètre d'intervention, la répartition des propositions se fera à l'échelle communale, intercommunale ou départementale.

Le bailleur veillera également à respecter les objectifs de mixité sociale et d'attributions aux publics prioritaires fixés par la réglementation en vigueur ainsi que dans les documents locaux, tout en étant vigilant aux équilibres de peuplement notamment dans le choix et la temporalité de logements proposés aux réservataires.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-228-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

Le bailleur s'engage à tendre vers les besoins exposés dans l'annexe 2 portant sur la localisation communale dont la répartition QPV/hors QPV, le financement (PLAI/PLUS/PLS), et la typologie des logements proposés.

La mise à disposition d'un logement par le bailleur vaut décompte dans l'objectif.

Article 4 : Les modalités de gestion de la réservation

4.1 : La mise à disposition et la désignation dans le parc existant

Le bailleur s'engage à mettre à la disposition du réservataire les logements nécessaires à l'atteinte de l'objectif indiqué à l'article 3 et ce, dès réception d'un congé formulé par un ménage et pour le parc mentionné à l'article 2.

Les mises à disposition de logement à destination du réservataire devront, autant que faire se peut, être lissées sur l'ensemble de l'année.

La transmission des informations se fait par voie écrite entre le réservataire et le bailleur, soit par mail (préférentiellement) ou par courrier (exceptionnellement) dès réception du préavis ou de la connaissance de la disponibilité du logement.

Les services du réservataire et du bailleur s'informent mutuellement de toutes modifications concernant leurs interlocuteurs respectifs. Ils s'engagent à tous les stades de la procédure à une information mutuelle et réciproque.

Le bailleur renseigne le réservataire sur les caractéristiques relatives aux logements qu'il lui oriente selon les termes de l'annexe 3 (fiche de présentation).

Le réservataire s'engage à proposer au moins 3 candidatures dans les 30 jours maximum qui suivent la mise à disposition du logement.

Dans le cas où le réservataire désigne plus de 3 candidats, le bailleur s'engage à présenter en CALEOL l'intégralité des candidatures désignées.

En cas d'impossibilité pour le réservataire de désigner des candidats, ce dernier s'engage à informer le bailleur dans les meilleurs délais après la mise à disposition.

Dans cette hypothèse, ou en cas de délai dépassé, l'organisme n'est plus tenu de maintenir la proposition de logement au réservataire et pourra procéder à la désignation de candidats pour son propre compte ou proposer le logement à un autre réservataire. Dans tous les cas, chaque mise à disposition au réservataire, sera comptabilisée pour l'atteinte des objectifs de flux annuels.

En cas de proposition de moins de 3 candidats, le réservataire s'engage à informer le bailleur par écrit de l'insuffisance du nombre de candidats. Le bailleur s'autorise alors à compléter ou non la liste des candidats à partir du fichier de la demande locative pour le logement proposé.

4.2 Modalités de concertation particulières à destination des nouveaux programmes conventionnés

Au moment de la livraison d'un nouveau programme immobilier conventionné, le nombre de logements proposé au réservataire est proportionnel aux droits acquis au titre du R.441-5-3 et R.441-5-4 du Code de la construction et de l'habitation (subventions, participation financière, garantie d'emprunt, octroi de terrain, etc..). Il est rappelé que les programmes mis en service en cours d'année ne sont pas pris en compte dans le calcul du flux (gestion en stock pour la première mise en location).

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-228-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

Au plus tard, quatre mois avant la date de livraison prévisionnelle, le bailleur transmet les caractéristiques de l'ensemble des logements aux réservataires concernés. Après échanges entre les parties sur la typologie, le financement, l'accessibilité, etc., le bailleur émet une proposition de répartition des logements entre les réservataires en fonction des caractéristiques et du financement de l'opération.

Si le programme revêt des spécificités qui nécessitent une réunion de concertation, le bailleur ou à la demande du réservataire pourra être organisée en présence de tous les réservataires afin de déterminer la répartition finale.

Cette répartition est communiquée à tous les participants dans le cadre d'un relevé de décision transmis dans un délai qui ne peut être inférieur à deux mois précédent la livraison dudit programme.

Article 5 : La proposition et l'attribution de logement - CALEOL

Le réservataire reçoit les convocations pour toutes les réunions de la Commission d'Attribution des Logements et d'Examen de l'Occupation des Logements (CALEOL), accompagnées des ordres du jour, avant la tenue de la CALEOL dans un délai qui ne pourra être inférieur à 48 heures.

Le réservataire est systématiquement informé des refus des demandeurs, qu'ils soient exprimés préalablement à la CALEOL ou après attribution en CALEOL.

Les candidats présentés doivent faire l'objet d'un examen et d'une décision de la CALEOL, même en cas de refus préalable à la CALEOL ou de non-constitution de leur dossier.

Les propositions de logement faites par la CALEOL à l'attributaire doivent être accompagnées d'un formulaire d'acceptation ou de refus. Conformément à l'article R.441-10 du CCH, le défaut de réponse dans le délai imparti de 10 jours équivaut à un refus.

Pour les ménages reconnus prioritaires dans le cadre du DALO, la proposition écrite du bailleur au candidat doit préciser que l'offre est faite au titre du droit au logement opposable et attirer l'attention du ménage sur le fait qu'en cas de refus d'une offre de logement tenant compte de ses besoins et capacités, il risque de perdre le bénéfice de la décision de la commission de médiation en application de laquelle l'offre lui a été faite (article R 441-16-3 du CCH).

Sur la base des éléments transmis par le bailleur, le préfet qualifie le refus (justifié ou abusif) pouvant aboutir à une caducité du caractère DALO des demandes de logement, déliant ainsi le préfet de son obligation de relogement des ménages concernés.

À défaut d'éléments suffisamment précis et explicites dans les informations transmises par le bailleur au fil de l'eau (décisions de CALEOL, refus des demandeurs…), le réservataire pourra solliciter le bailleur, à tout moment, afin d'obtenir des précisions sur une situation particulière, notamment dans le cadre d'un recours contentieux à l'encontre du réservataire.

Le bailleur dispose d'un délai de 10 jours pour apporter les éléments de réponse, sauf indication d'un délai plus court.

En application de l'article R. 441-2-9 du CCH, le bailleur doit mettre à jour le système national d'enregistrement en cas d'attribution d'un logement social à un demandeur, suivie ou non d'un bail signé.

Le bailleur doit indiquer le contingent réservataire sur lequel l'attribution est imputée, ainsi que le numéro R.P.L.S.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-228-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

Dans tous les cas, le bailleur actualise les informations de la demande de logement en fonction de la situation de l'attributaire au moment de l'attribution du logement et de la signature du bail.

Le bailleur procède à la radiation de la demande de logement social pour attribution dans le SNE dans le délai maximal de 10 jours ouvrables après la signature du bail.

Article 6 : Evaluation du dispositif

6. 1 : Modalités et objectifs

Le dispositif prévu dans la présente convention fait l'objet de plusieurs points d'étapes et d'une évaluation annuelle partagée entre le bailleur et le réservataire signataire.

Le bailleur s'engage à transmettre à l'ensemble des réservataires au plus tard le 31 juillet de l'année en cours, un bilan semestriel quantitatifs et qualitatifs de la mise en œuvre de la gestion en flux. Ce bilan permettra d'évaluer le niveau d'atteinte des objectifs et si nécessaire, d'apporter d'éventuels correctifs.

L'évaluation définitive sera exercée au vu du bilan final basé sur les mêmes indicateurs quantitatifs et qualitatifs fournis par le bailleur au plus tard le 28 février de l'année N+1.

Les objectifs de ce bilan qualitatif et quantitatif de la gestion en flux consistent à :

- examiner les éventuels écarts entre les engagements pris et la réalité de la mobilisation du parc ;
- questionner l'évolution par réservataire entre taux d'orientation des logements, taux d'attribution, taux de refus post attributions, taux de baux signés ;
- revoir à la hausse ou à la baisse les objectifs de relogement et, le cas échéant, l'effort de rattrapage des logements manquants imputables sur l'année N+1.

En cas de prévision manifestement surévaluée de logements à soustraire au calcul du flux, le bailleur doit redistribuer le flux correspondant aux réservataires à l'avancement, en cours d'exercice annuel ou en fin d'année.

Les objectifs non atteints en fin d'année pourront être reportés l'année suivante en surplus des objectifs nouveaux. A l'inverse, les objectifs dépassés pourront venir en soustraction des objectifs nouveaux.

Ces éléments devront faire l'objet d'une présentation et d'un avis favorable de la Conférence Intercommunale du Logement, restant l'instance centrale de suivi de la mise en œuvre de la gestion en flux des droits de réservation.

6.2 Contenu du bilan

Le bilan doit rappeler le flux dont le bailleur a disposé durant l'année, à savoir :

- le patrimoine locatif social éligible au flux de l'organisme bailleur au 31/12/N-1 ;
- le nombre de logements libérés sur l'année N ;
- le nombre de logements sociaux livrés sur l'année N ;
- le nombre d'attributions pour les mutations internes sur l'année N ;
- le nombre d'attributions pour le relogement des ménages concernés par un projet de rénovation urbaine sur l'année N ;
- le nombre d'attributions pour les relogements en cas d'opérations de vente sans remettre en cause le droit au maintien dans les lieux du locataire prévus sur l'année N.

Ces éléments sont ***ventilés*** :

- par typologie de logement ;
- par type de financement ;
- par la localisation : commune et hors/en QPV ;
- par date de construction de la résidence ;

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-228-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

- par accessibilité (PMR, UFR).

Également, le bilan doit présenter la ***répartition du flux entre réservataires***. Il doit donc faire apparaître en valeur et en volume a minima :

- le nombre de logements mis à disposition ;
- le nombre de logements attribués ;
- le nombre de logements ayant fait l'objet de baux signés ;
- le niveau d'atteinte de l'objectif du flux fixé par réservataire.

Ces éléments sont ventilés :

- par typologie de logement ;
- par type de financement ;
- par la localisation : commune et hors/en QPV ;
- par réservataire à l'échelle du périmètre du réservataire de la présente convention
- par date de construction de la résidence ;
- par accessibilité (PMR, UFR).

Autres bilans

La loi n°2017-86 relative à l'égalité et la citoyenneté du 27/01/2017 prévoit que 25 % des réservations des collectivités et EPCI, d'Action Logement et des logements libres de réservation des bailleurs doivent être attribués à des ménages prioritaires.

Afin de garantir le respect de ces dispositions, le bailleur devra s'assurer, notamment dans le cadre des conventions signées avec les autres réservataires, que 25 % des attributions sur ces autres contingents réservataires soient faites au bénéfice des publics prioritaires.

Un bilan concernant les publics prioritaires dont DALO (présentation, attribution, bail signé, par réservataire) devra être réalisé annuellement par le bailleur.

Ces éléments sont ventilés :

- par typologie de logement ;
- par type de financement ;
- par la localisation : commune et hors/en QPV ;
- par réservataire à l'échelle du périmètre de la communauté d'agglomération.

Un bilan concernant les mutations internes du bailleur est également effectué.
Plus précisément, ces éléments sont ventilés :

- par typologie de logement ;
- par type de financement ;
- par la localisation : commune et hors/en QPV ;
- par motif de la demande de mutation.

Pour le contingent préfectoral, une distinction sera faite entre les publics prioritaires les et les publics fonctionnaires.

Par ailleurs, le bilan comprend un point spécifique sur les mises en service de nouveaux programmes conventionnés et ventilés selon les éléments indiqués ci-dessus. Il précise la date de mise en service de chaque opération.

6.3. Les instances de suivi et de validation

Un comité technique composé des réservataires ou de leurs représentants techniques se réunira afin :

- De se concerter pour mettre en œuvre une méthodologie commune pour le suivi de la convention et l'élaboration des bilans ;
- D'analyser les résultats du bilan semestriel et de réajuster si nécessaire la ventilation du flux ;

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-228-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

- De préparer les orientations et objectifs annuels établis sur la base du bilan final.

Le comité technique veillera à s'articuler avec les autres instances, la Conférence Intercommunale du Logement, restant l'instance centrale de suivi de la mise en œuvre de la gestion en flux des droits de réservation.

En cas de difficulté constatée dans la réalisation des objectifs, une commission paritaire, entre le réservataire et le bailleur pourra se réunir dans un délai de 2 mois après l'envoi d'un courrier de l'une des parties faisant état des difficultés. Cette commission devra identifier les difficultés et les éventuelles solutions à mettre en œuvre. Dans les cas où aucune solution ne serait trouvée durant la période de référence de la convention, le réservataire mettra en œuvre les procédures référencées de l'article 9.

Article 7 : Modalités de règlement des litiges

Lors du bilan, s'il est démontré que l'organisme bailleur n'a pas atteint ses objectifs, un point est opéré entre le réservataire et l'organisme afin d'établir les raisons de la non atteinte des objectifs.

Si à l'issue du point opéré, les raisons de la non atteinte des objectifs s'avèrent justifiées, les résultats du bailleur social pourront être validés.

Si à l'issue du point opéré, les raisons de la non atteinte des objectifs s'avèrent injustifiées, les objectifs non atteints en fin d'année seront à atteindre l'année suivante en surplus des objectifs nouveaux.

En cas de litige, la situation pourra être étudiée par la commission de conciliation départementale ou portée à la compétence du tribunal administratif de Nice.

Article 8 : Durée de la convention et modalités de son renouvellement

La mise en œuvre de la présente convention prendra effet au 1er janvier 2024. Elle est conclue pour une durée de 3 ans avec tacite reconduction.

L'année 2024 est considérée comme une année d'expérimentation avec une première version de convention. Les évolutions sur les conditions et les modalités d'application de la présente convention seront possibles annuellement par avenant.

Les annexes sont actualisées annuellement après validation de la CIL. Son actualisation se fera sur la base de l'évaluation définie à l'article 6. Elle pourra également prendre en compte :

- les nouveaux besoins identifiés par le bailleur et/ou les réservataires ;
- l'évolution de la législation relative à l'attribution des logements locatifs sociaux.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-228-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

Article 9 : Informatique et libertés

Lors du processus d'orientation de candidats et d'attribution de logement, il est identifié trois phases requérant des échanges de données à caractère personnel :

1. L'orientation de candidats par le réservataire vers l'organisme et la constitution du dossier de candidature à l'attribution d'un logement avec les informations utiles ;
2. L'organisation de la phase de sélection des candidats et la décision d'attribution (correspondant à la CALEOL pour le logement conventionné) ;
3. La notification de l'attribution.

Les traitements sur données personnelles requis par ces finalités sont soumis au respect de la règlementation en la matière et, en particulier, le règlement (UE) 2016/679 relatif à la protection des données personnelles (dit RGPD) et la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée en 2019 relative à l'informatique et aux libertés.

9.1 : Responsabilités de l'organisme gestionnaire et du réservataire

Au titre du RGPD (article 26), lors de la phase d'orientation des candidats et d'attribution de logements, l'organisme gestionnaire et le réservataire sont « Responsables conjoints du traitement » des données personnelles des candidats à la location.

Ils déterminent conjointement les moyens et finalités des traitements mis en œuvre dans le cadre de la présente convention de réservation. Les responsabilités spécifiques sur données personnelles de chacun sont circonscrites aux responsabilités conventionnelles respectives.

Ils assurent solennellement avoir défini leurs obligations respectives aux fins d'assurer le respect des exigences de la règlementation en vigueur, y compris dans le cas où ils délégueraient à des sous-traitants sur données personnelles certains des traitements liés aux finalités précitées.

Les termes « données personnelles », « Responsable du traitement », « Responsable conjoint du traitement », « Sous-traitant » et « Personnes concernées » employés ont la signification qui leur est donnée par la réglementation sur la protection des données personnelles.

9. 2 : Finalités et traitements mis en œuvre

Les finalités sont : les échanges d'informations entre réservataire et gestionnaire durant les phases d'orientation des candidats et d'attribution des logements.

Les traitements nécessaires à ces finalités peuvent concerner :

- La proposition de différents candidats par le réservataire, comprenant la transmission de l'identité et éventuellement de certaines informations nécessaires au dossier d'instruction, y compris les souhaits des candidats, des données sociales économiques et divers justificatifs ;
- La demande aux candidats soit par l'organisme soit par le réservataire de constituer leurs dossiers et d'en transmettre les données ;
- L'aide apportée aux candidats lors de la constitution de leurs dossiers par le réservataire ou l'organisme ;
- La notification par l'organisme gestionnaire au réservataire de toute problématique liée à la candidature (ex : dossier incomplet, refus du candidat avant l'attribution, etc.) ;
- La transmission de bons de visite aux candidats par le réservataire ou l'organisme ;
- L'organisation de visites des logements ;
- L'organisation de la phase d'attribution (CALEOL pour les logements conventionnés) et la diffusion des informations nécessaires pour l'instruction des dossiers (transmission des listes de candidats, etc.) ;

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-228-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

- La notification au réservataire par l'organisme de la décision d'attribution prise par la CALEOL (logements réglementés) ou par le gestionnaire (logements non réglementés).

Les personnes concernées sont : les candidats à la location.

Les données personnelles traitées sont :

- Pour le logement réglementé :
  - les informations renseignées dans le CERFA et les pièces justificatives pouvant être demandées au candidat;
  - ainsi que les informations nécessaires à l'organisation de visites.

- Pour le logement non réglementé :
  - les informations contenues dans les pièces justificatives pouvant être demandées au candidat et encadrées par le décret n° 2015-1437 du 5 novembre 2015 ;
  - ainsi que les informations nécessaires à l'organisation de visites.

La base légale est : l'exécution de mesures précontractuelles.

Les destinataires des données personnelles sont : les deux Responsables conjoint de traitement, ainsi que :

- corrélativement pour la phase d'attribution les autres organismes participants (ils ne sont pas liés par la présente clause) ;
- les Sous-traitants sur données personnelles de l'un ou l'autre des Responsables conjoints du traitement ;
- les tiers autorisés.

9.3 : Protection des données personnelles par les Responsables conjoints du traitement

Chaque Responsable conjoint du traitement est responsable de sa propre conformité au titre du RGPD. L'organisme gestionnaire ne pourra pas être tenu responsable pour la non-conformité du réservataire et ce dernier ne pourra pas être tenu responsable pour la non-conformité de l'organisme.

Chaque Responsable conjoint du traitement s'engage à :

- Respecter ses obligations sous la règlementation en vigueur concernant la protection des données personnelles ;
- Informer les occupants sur les modalités du traitement, y compris sur les grandes lignes des présentes clauses, et au regard des droits dont ils disposent ;
- Assurer l'effectivité des droits des Personnes concernées en mettant en place des mesures appropriées pour qu'elles puissent exercer leurs droits, dans la limite des données traitées par chacun des responsables de traitement pour ses propres responsabilités ;
- Avoir pris toutes les mesures de sécurité et organisationnelle nécessaires à la protection des données ;
- Archiver les données personnelles en base intermédiaire à l'issue des finalités sus énoncées et dans des conditions de sécurité adéquates, avec des accès très restreints à certains collaborateurs et pour une durée proportionnée et limitée qui ne saurait excéder la durée légale ou réglementaire liée à chacune des obligations légales affectées à chaque traitement sur données personnelles ;
- Tenir et mettre à jour régulièrement des registres de traitement réglementaires ;
- Coopérer de bonne foi avec l'autre Responsable conjoint du traitement, et notamment concernant toutes questions de sécurité comme de violation de données.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-228-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

Pour les violations de données personnelles dans le cadre des échanges liés aux finalités décrites :

Le Responsable conjoint du traitement notifie à l'autre Responsable conjoint du traitement toute violation de données à caractère personnel dans un délai maximum de vingt-quatre (24) heures après en avoir pris connaissance et par le moyen suivant : [email à la personne désignée par l'autre Responsable conjoint du traitement]. Cette notification est accompagnée de toute documentation utile afin de permettre au Responsable du traitement, si nécessaire, de notifier cette violation à l'autorité de contrôle compétente.

Si le Responsable conjoint du traitement concerné est légalement tenu de déclarer cette violation à son Autorité nationale de contrôle (CNIL en France) ou aux personnes concernées, il en informera l'autre Responsable conjoint du traitement.

Fait en deux exemplaires à Grasse, le

Pour la	**Pour Côte d'Azur Habitat,**
COMMUNE de GRASSE	**Directeur Général**
Le Maire	
Jérôme VIAUD Maire de Grasse Vice-président du Conseil départemental des Alpes-Maritimes	**Jérôme TACONNET**

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-228-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

ANNEXE 1

Les modalités de calcul des droits de réservation pour l'année N+1

1. Détermination du mode de gestion

Le mode de gestion du contingent de réservation choisi par le réservataire est la gestion directe.

2. Détermination du volume prévisionnel des logements à mettre à disposition du réservataire pour l'année 2024

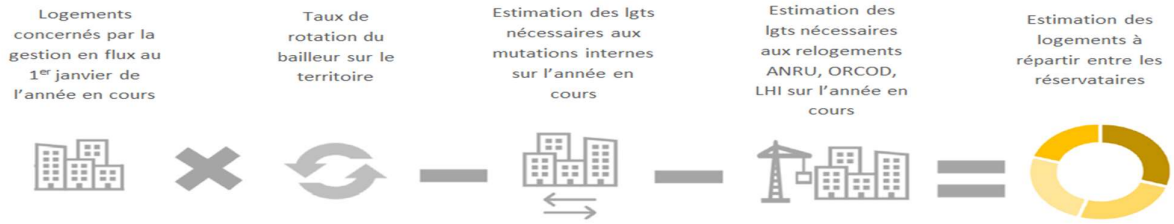
Calcul de la part du flux annuel de logements mis à disposition du réservataire :

$$\frac{\textit{Nombre de droits de réservation en stock du réservataire}}{\textit{Nombre total de logements sociaux au sein du patrimoine du bailleur}}$$

Soit, pour le réservataire : **la commune de GRASSE**
Nombre de droits de réservation en stock du réservataire : **8**
Nombre total de logements sociaux au sein du patrimoine du bailleur : **369**

= **2.17 % du flux annuel de logements**

L'assiette de référence des logements soumis à la gestion en flux se calcule de la façon suivante :



Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-228-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

La part du flux annuel de logements mis à disposition du réservataire est appliquée à cette assiette de référence afin d'estimer le nombre de logements orientés vers le réservataire.

Estimation annuelle du nombre de logements mis à disposition du réservataire **commune de Grasse** :

a	**Nombre de logements concernés par le flux au 1er janvier 2023 (état des lieux ou données RPLS au 1er janvier 2023)**	**369**
b	Logements identifiés comme n'étant pas légalement dans l'assiette (PLI, démolitions, ventes, etc…)	**0**
c	Assiette du flux (a) – (b)	**369**
d	Taux de rotation N-1 du bailleur sur le territoire, ou moyenne des 3 dernières années si aucune libération en N-1 (dans l'assiette)	**5.15 %**
e	Flux annuel estimé (c) x (d)	**19**
f	Logements soustraits du flux : mutations internes	**1.45**
g	Logements soustraits du flux : relogements dans le cadre d'une opération de renouvellement urbain, ANRU, ORCOD ou LHI	**9**
h	Estimation du nombre de logements dans l'assiette du flux (e)-(f)-(g)	**8.55**
i	Part du flux annuel de logements mis à disposition du réservataire (taux de réservation)	**2.17 %**
j	**Nombre de logements estimé à disposition du réservataire (h) x (i)**	**0.19 arrondis à 1**

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-228-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

ANNEXE 2

Objectifs qualitatifs des logements orientés vers le réservataire et état des lieux du patrimoine du bailleur

1. Les besoins du réservataire concernant les caractéristiques des logements mis à disposition

L'état des lieux a permis d'établir une photographie représentative des droits acquis par le réservataire intégrant des indicateurs quantitatifs et qualitatifs (localisation, financement et typologie) comme présenté ci-dessous.

Le bailleur s'efforcera donc de proposer au réservataire une répartition du flux correspondant au plus près des droits acquis antérieurs selon les possibilités offertes par les libérations au sein de son patrimoine et des équilibres de peuplement. A cet égard, les parties se concerteront autant que de besoin.

2. État des lieux du parc au 01/01/2023 du bailleur à l'échelle du réservataire :

	Réservataires	Par typologie de logement						Par type de financement			QPV		total
		T1 etT1bis	T2	T3	T4	T5	T6	PLUS	PLAI	PLS	oui	non	
Patrimoine locatif éligible au flux du bailleur social au 31/12/2022	Etat	1	23	26	18	5	0	73	0	0	35	38	73
	Commune GRASSE	0	4	2	2	0	0	7	1	0	8	0	8
	CAPG	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	Action Logement	0	1	5	4	2	0	12	0	0	2	10	12
	CD06	0	2	2	2	4	0	10	0	0	8	2	10
	Non réservés	4	54	84	83	29	3	256	1	0	120	137	257
	Autres	0	0	5	2	1	1	9	0	0	8	1	9
Total		5	84	124	111	41	4	367	2	0	181	188	369

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-228-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

ANNEXE 3

Contenu de la fiche de présentation des caractéristiques du logement

La fiche de caractéristiques du logement :

- nom de la résidence ;
- identification (n° RPLS, référence bailleur, groupe, N du logement) ;
- date de disponibilité (éventuels travaux achevés) ;
- date de dernière remise en location ;
- date prévisionnelle de passage en CAL ;
- financement du logement ;
- typologie et surface ;
- l'adresse (numéro rue commune code postal) du logement ;
- la localisation en ou hors QPV ;
- la période de construction de l'immeuble ;
- année de mise en location ;
- montant du loyer et charges ;
- DPE ;
- accessibilité PMR/étage/ascenseur ;
- garage ou place de parking ;
- cave/balcon (oui / non / non renseigné) ;
- nom et coordonnées (dont adresse mail) de la personne en charge de la relocation.

Spécificités concernant les programmes neufs
En-sus des éléments précisés ci-dessus, le bailleur fournira :

- le plan de masse,
- le plan du logement,
- la notice de commercialisation.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-228-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

Convention de gestion en flux des droits de réservation

La présente convention est établie entre :

- La **Commune de Grasse**, sise au Place du Petit Puy à Grasse (06 131), identifiée sous le numéro SIRET 210 600 698 00018, représentée par son Maire, Monsieur Jérôme VIAUD, agissant au nom et pour le compte de ladite Commune, dûment habilité par délibération du conseil municipal du 5 décembre 2023 ;

Ci-après désigné "*le réservataire*",

et

- **L'Office Public de l'Habitat Cannes Pays de Lérins**, dont le siège social est à CANNES LA BOCCA (06150), 22 boulevard Louis Négrin, représenté par son Directeur Général en exercice, demeurant en cette qualité audit siège, ayant pour statut celui d'Etablissement Public à caractère Industriel et Commercial (EPIC), immatriculé au RCS de Cannes sous le n° 270.600.026;

Ci-après désigné "*le bailleur*".

Cadre réglementaire

Conformément aux dispositions de l'article L.441-1 du code de la construction et de l'habitation dans sa rédaction issue de la loi n°2018-1021 du 23 novembre 2018, la présente convention détermine la réservation d'un flux annuel de logements d'une partie du patrimoine locatif du bailleur.

Le flux annuel de logements mis à disposition est fixé au prorata des droits de réservation acquis par le réservataire à la date de signature de la présente convention, conformément à l'état des lieux et pour chacun des départements.

En application du décret n° 2020-145 du 20 février 2020 relatif à la gestion en flux des réservations de logements locatifs sociaux, les termes de la convention de réservation permettent aux réservataires concernés d'atteindre l'objectif légal d'attribution en faveur d'un public prioritaire (mentionnées du troisième au dix-huitième alinéas de l'article L. 441-1).

Sur les territoires mentionnés au vingt-troisième alinéa de l'article L. 441-1, la convention de réservation précise les modalités de mise en œuvre des attributions en cohérence avec les orientations définies en la matière dans le cadre de la conférence intercommunale du logement (CIL) et les engagements souscrits dans le cadre de la convention intercommunale d'attribution (CIA).

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-228-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

PREAMBULE

Dans le respect de la diversité sociale et des équilibres de peuplement, les principaux enjeux de la contractualisation entre les réservataires et les bailleurs du territoire reposent sur la volonté :

- de renforcer la fluidité, en faisant mieux correspondre la proposition de logement à la demande exprimée et lever ainsi les freins liés à des logements réservés dont les caractéristiques ne correspondent plus aux demandes issues des publics cibles du réservataire initial ;
- de faciliter les parcours résidentiels, en favorisant notamment les demandes de mutations et en accompagnant les occupants ;
- de faire émerger une gestion partagée de la demande et des attributions entre tous les acteurs pour plus d'efficacité.

Une seule convention doit être conclue par organisme bailleur et réservataire à l'échelle d'un département (article. R. 441-5 du CCH).

La présente convention définit :

- l'objet de la convention ;
- la composante du flux (assiette du flux) ;
- l'objectif et mode de calcul du flux de logements;
- les modalités de gestion de réservation ;
- la proposition et l'attribution de logement – CALEOL ;
- l'évaluation du dispositif ;
- les modalités de règlement des litiges ;
- la durée de la convention et modalités de son renouvellement ;
- les modalités de confidentialités informatique et libertés.

La convention fait l'objet de trois annexes :

- l'annexe 1 précise les modalités de calcul des droits de réservation du réservataire pour l'année N+1
- l'annexe 2 précise les objectifs qualitatifs des logements orientés vers le réservataire et rappelle l'état des lieux du patrimoine du bailleur,
- l'annexe 3 précise le contenu de la fiche de présentation des caractéristiques du logement.

Les annexes 1 et 2 sont modifiées annuellement afin de tenir compte des éléments de bilans, des nouveaux besoins identifiés et de l'évolution des textes relatifs aux attributions de logements.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-228-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

Article 1 : Objet de la convention

La réforme de la demande de logement et des attributions est une réforme majeure, structurante, issue de la Loi ELAN venant modifier les modalités de gestion.

L'objectif du passage à la gestion en flux est d'assurer davantage de fluidité dans le parc social, de mieux répondre aux demandes de logement dans leur diversité (en élargissant les possibilités de réponse à chaque demande). C'est aussi un levier pour renforcer l'égalité des chances en permettant plus de mixité sociale sur nos territoires.

La convention vise à mettre en œuvre une gestion mutualisée des flux d'attribution en privilégiant une logique de publics à une logique de filière dans la mesure où les logements ne sont plus affiliés à un réservataire donné.

La présente convention prévoit les modalités de mise en œuvre des droits de réservation du réservataire et pendant toute la durée prévue à l'article 8.

Sur le principe d'une gestion mutualisée du flux, le bailleur et le réservataire s'engagent à gérer les flux d'attributions en prenant en compte :

- les orientations et objectifs des politiques intercommunales d'attribution définies par la Conférence Intercommunale du Logement (CIL) du Pays de Grasse et la Convention Intercommunale d'Attribution (CIA) ;
- les publics cibles identifiés par le Conseil départemental au sein du Plan Départemental d'Action pour le Logement et l'Hébergement des Personnes Défavorisées (PDALHPD) et dans le cadre de sa propre convention de réservation.

Article 2 : Composantes du flux (calcul de l'assiette et estimation du flux)

2.1 : Cadre général

a) Les logements soumis au régime réglementaire des attributions de logements sociaux

Le patrimoine du bailleur, objet de la convention de réservation, renvoie au patrimoine concerné par l'ensemble des dispositions des chapitres I et II du titre IV du livre IV du CCH, dont notamment les logements :

- Conventionnés ouvrant droit à l'aide personnalisée au logement (APL) relevant des dispositions relatives aux attributions de logements locatifs sociaux ;
- Non conventionnés mais construits, améliorés ou acquis et améliorés avec le concours financier de l'État (financement antérieur à 1977) ;
- Déconventionnés mais tombant dans le champ d'application de l'article L411-6 du CCH

b) Les logements exclus de la gestion en flux des droits de réservation

Sont exclus de la gestion en flux (loi portant évolution du logement de l'aménagement et du numérique dite loi ELAN, loi n° 2018-1021 du 23 novembre 2018) :

- les logements des sociétés d'économie mixte agréées n'ouvrant pas droit à l'APL;
- les structures médico-sociales, les CHRS, les foyers de travailleurs migrants, les résidences services et les résidences universitaires ;
- les logements financés en Prêt Locatif Intermédiaire (PLI) et logements loyers libres ;
- les logements réservés au profit des services relevant de la défense nationale, de la sécurité intérieure ;
- les logements réservés par les établissements publics de santé ;

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-228-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

- les programmes faisant l'objet d'une opération de vente ;
- les logements voués à la démolition.

En outre, certains logements* peuvent faire l'objet d'une approche dérogatoire et être exclus de l'assiette de calcul du flux. L'exclusion de ces logements de l'assiette du flux devra s'appuyer sur la définition d'une stratégie partenariale, cohérente avec les orientations de la CIL et précisant la gestion retenue pour le patrimoine concerné. Cette dernière devra être motivée et adressée au préfet pour accord.

> **peuvent être concernés les logements suivants : les logements financés par du PLAI-Adapté, les logements dédiés à la sédentarisation des gens du voyage, les logements bénéficiant d'un financement au titre de l'habitat inclusif, et ceux faisant l'objet d'un agrément spécial au titre de l'article 109 de la Loi Elan (logements sociaux ordinaires réservés aux moins de 30 ans pour des contrats de location d'une durée maximale d'un an, reconductible).*

c) Les logements soustraits de l'assiette de référence

Est soustrait du flux au titre du décret n° 2020-145 du 20 février 2020 relatif à la gestion en flux des réservations de logements locatifs sociaux, le volume de logements nécessaire pour le relogement des ménages concernés par :

- une opération de renouvellement urbain cofinancée par l'ANRU ou ORCOD-IN,
- une opération de rénovation urbaine assortie d'une charte de relogement ou autres documents cadres dans une logique partenariale,
- une opération de lutte contre l'habitat indigne (LHI) ;
- une demande de mutation à l'intérieur du parc social du bailleur.

Les logements exclus ou soustraits au titre des alinéas précédents sont arrêtés au sein de l'annexe 1 de la présente convention.

2.2 : Précisions concernant les projets de renouvellement urbain

Pour les territoires concernés par des opérations de renouvellement urbain, de rénovation urbaine, des opérations de lutte contre l'habitat indigne et des opérations de requalification de copropriétés dégradées et pour lesquels ces opérations nécessiteraient des relogements, la présente convention de gestion acte la nécessaire prise en compte des relogements dans une optique participative de l'ensemble des parties prenantes en matière d'attributions. Dans la mesure du possible, la quantification de ces relogements sera précisée en annexe 1 ainsi que les modalités de participation, afin de permettre à terme d'identifier et de suivre les relogements en fonction des opérations concernées.

Les dispositions établies par la présente convention, ne valent pas remise en cause des objectifs de solidarité inter-bailleurs et de mobilisation des réservataires dans leurs contributions respectives au relogement lié aux opérations ANRU, ORCOD, LHI ou toutes autres opérations de rénovation urbaine nécessitant démolition.

Le bailleur, qu'il soit ou non directement concerné par les opérations de démolition, s'engage à participer à la dynamique partenariale existante selon les modalités prévues dans les documents cadres existants ou à venir (charte de relogement notamment) et au titre de la gouvernance mise en place pour piloter le processus de relogement.

Le réservataire s'engage à tenir compte, lors des étapes de bilan de la présente convention, des incidences sur l'assiette du flux de la contribution du bailleur au relogement des ménages concernés par les programmes de réinvestissement urbain et d'amélioration de l'habitat.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-228-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

Article 3 : Objectif et détermination du flux de logements

3.1 : le calcul du flux et son actualisation

L'identification des types de logements est réalisée sur la base des données issues du répertoire du parc locatif social (RPLS) et sur la base des données transmises annuellement par le bailleur, et recensées au sein des états des lieux fiabilisés ci-joint en annexe 2 et mis à jour chaque année. En cas d'écart significatif, les données RPLS feront foi sous réserve de mises à jour.

Pour précision, l'estimation du flux annuel de logements mis à disposition du réservataire et exprimé en pourcentage, est calculé comme suit :

Les logements concernés par les présentes dispositions et comme décrit à l'article 2 alinéa a).

Sont légalement **exclus** de l'assiette de calcul, les logements figurant à l'article 2 alinéa b).

L'assiette à prendre en compte correspond donc aux logements recensés dans la liste des logements RPLS ou dans l'état des lieux transmis par le bailleur et validé par le réservataire, moins la liste des logements exclus figurant dans l'article 2 alinéa b).

Le flux s'obtient par la multiplication du nombre de logements figurant dans l'assiette par le taux de rotation constaté l'année précédente sur ce même périmètre (assiette).

Enfin, sont **soustraits** du flux, le volume de logements nécessaire pour mener à bien des mutations internes dans le parc du bailleur et des relogements dans le cadre d'opérations ANRU, ORCOD (IN) ou LHI, figurant à l'article 2 alinéa c).

Le ratio qui découle de ce calcul détermine la part des logements qui sera mise à disposition du réservataire, sur le nombre de logements libérés au cours de l'année, et constitue l'objectif du bailleur vis-à-vis de ce dernier. L'annexe 1 fixe l'objectif annuel conventionné ainsi que le détail de la méthode de calcul de l'assiette de référence des logements soumis à la gestion en flux.

Ce taux sera actualisé chaque année avant le 28 février afin d'intégrer les éventuelles variations du parc de logements (sorties du parc et mises en service) et/ou en fonction de nouvelles contreparties qui auraient été négociées et/ou des réservations devenues caduques au cours de l'année précédente et qui n'auraient pas été renouvelées.

Les éléments devront faire l'objet d'une présentation et d'un avis favorable de la Conférence Intercommunale du Logement, restant l'instance centrale de suivi de la mise en œuvre de la gestion en flux des droits de réservation.

3.2 : Orientation et mise à disposition

Le bailleur s'attache à préserver un équilibre entre les mises à disposition de logements faite aux différents réservataires (en terme de localisation, de financement et de typologie). La recherche d'équité entre les différents réservataires doit être partagée par tous, à cet égard le patrimoine libéré sera réparti à juste proportion entre les réservataires, y compris le patrimoine considéré comme moins attractif. Selon le périmètre d'intervention, la répartition des propositions se fera à l'échelle communale, intercommunale ou départementale.

Le bailleur veillera également à respecter les objectifs de mixité sociale et d'attributions aux publics prioritaires fixés par la réglementation en vigueur ainsi que dans les documents locaux, tout en étant vigilant aux équilibres de peuplement notamment dans le choix et la temporalité de logements proposés aux réservataires.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-228-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

Le bailleur s'engage à tendre vers les besoins exposés dans l'annexe 2 portant sur la localisation communale dont la répartition QPV/hors QPV, le financement (PLAI/PLUS/PLS), et la typologie des logements proposés.

La mise à disposition d'un logement par le bailleur vaut décompte dans l'objectif.

Article 4 : Les modalités de gestion de la réservation

4.1 : La mise à disposition et la désignation dans le parc existant

Le bailleur s'engage à mettre à la disposition du réservataire les logements nécessaires à l'atteinte de l'objectif indiqué à l'article 3 et ce, dès réception d'un congé formulé par un ménage et pour le parc mentionné à l'article 2.

Les mises à disposition de logement à destination du réservataire devront, autant que faire se peut, être lissées sur l'ensemble de l'année.

La transmission des informations se fait par voie écrite entre le réservataire et le bailleur, soit par mail (préférentiellement) ou par courrier (exceptionnellement) dès réception du préavis ou de la connaissance de la disponibilité du logement.

Les services du réservataire et du bailleur s'informent mutuellement de toutes modifications concernant leurs interlocuteurs respectifs. Ils s'engagent à tous les stades de la procédure à une information mutuelle et réciproque.

Le bailleur renseigne le réservataire sur les caractéristiques relatives aux logements qu'il lui oriente selon les termes de l'annexe 3 (fiche de présentation).

Le réservataire s'engage à proposer au moins 3 candidatures dans les 30 jours maximum qui suivent la mise à disposition du logement.

Dans le cas où le réservataire désigne plus de 3 candidats, le bailleur s'engage à présenter en CALEOL l'intégralité des candidatures désignées.

En cas d'impossibilité pour le réservataire de désigner des candidats, ce dernier s'engage à informer le bailleur dans les meilleurs délais après la mise à disposition.

Dans cette hypothèse, ou en cas de délai dépassé, l'organisme n'est plus tenu de maintenir la proposition de logement au réservataire et pourra procéder à la désignation de candidats pour son propre compte ou proposer le logement à un autre réservataire. Dans tous les cas, chaque mise à disposition au réservataire, sera comptabilisée pour l'atteinte des objectifs de flux annuels.

En cas de proposition de moins de 3 candidats, le réservataire s'engage à informer le bailleur par écrit de l'insuffisance du nombre de candidats. Le bailleur s'autorise alors à compléter ou non la liste des candidats à partir du fichier de la demande locative pour le logement proposé.

4.2 Modalités de concertation particulières à destination des nouveaux programmes conventionnés

Au moment de la livraison d'un nouveau programme immobilier conventionné, le nombre de logements proposé au réservataire est proportionnel aux droits acquis au titre du R.441-5-3 et R.441-5-4 du Code de la construction et de l'habitation (subventions, participation financière, garantie d'emprunt, octroi de terrain, etc..). Il est rappelé que les programmes mis en service en cours d'année ne sont pas pris en compte dans le calcul du flux (gestion en stock pour la première mise en location).

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-228-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

Au plus tard, quatre mois avant la date de livraison prévisionnelle, le bailleur transmet les caractéristiques de l'ensemble des logements aux réservataires concernés. Après échanges entre les parties sur la typologie, le financement, l'accessibilité, etc., le bailleur émet une proposition de répartition des logements entre les réservataires en fonction des caractéristiques et du financement de l'opération.

Si le programme revêt des spécificités qui nécessitent une réunion de concertation, le bailleur ou à la demande du réservataire pourra être organisée en présence de tous les réservataires afin de déterminer la répartition finale.

Cette répartition est communiquée à tous les participants dans le cadre d'un relevé de décision transmis dans un délai qui ne peut être inférieur à deux mois précédent la livraison dudit programme.

Article 5 : La proposition et l'attribution de logement - CALEOL

Le réservataire reçoit les convocations pour toutes les réunions de la Commission d'Attribution des Logements et d'Examen de l'Occupation des Logements (CALEOL), accompagnées des ordres du jour, avant la tenue de la CALEOL dans un délai qui ne pourra être inférieur à 48 heures.

Le réservataire est systématiquement informé des refus des demandeurs, qu'ils soient exprimés préalablement à la CALEOL ou après attribution en CALEOL.

Les candidats présentés doivent faire l'objet d'un examen et d'une décision de la CALEOL, même en cas de refus préalable à la CALEOL ou de non-constitution de leur dossier.

Les propositions de logement faites par la CALEOL à l'attributaire doivent être accompagnées d'un formulaire d'acceptation ou de refus. Conformément à l'article R.441-10 du CCH, le défaut de réponse dans le délai imparti de 10 jours équivaut à un refus.

Pour les ménages reconnus prioritaires dans le cadre du DALO, la proposition écrite du bailleur au candidat doit préciser que l'offre est faite au titre du droit au logement opposable et attirer l'attention du ménage sur le fait qu'en cas de refus d'une offre de logement tenant compte de ses besoins et capacités, il risque de perdre le bénéfice de la décision de la commission de médiation en application de laquelle l'offre lui a été faite (article R 441-16-3 du CCH).

Sur la base des éléments transmis par le bailleur, le préfet qualifie le refus (justifié ou abusif) pouvant aboutir à une caducité du caractère DALO des demandes de logement, déliant ainsi le préfet de son obligation de relogement des ménages concernés.

À défaut d'éléments suffisamment précis et explicites dans les informations transmises par le bailleur au fil de l'eau (décisions de CALEOL, refus des demandeurs…), le réservataire pourra solliciter le bailleur, à tout moment, afin d'obtenir des précisions sur une situation particulière, notamment dans le cadre d'un recours contentieux à l'encontre du réservataire.

Le bailleur dispose d'un délai de 10 jours pour apporter les éléments de réponse, sauf indication d'un délai plus court.

En application de l'article R. 441-2-9 du CCH, le bailleur doit mettre à jour le système national d'enregistrement en cas d'attribution d'un logement social à un demandeur, suivie ou non d'un bail signé.

Le bailleur doit indiquer le contingent réservataire sur lequel l'attribution est imputée, ainsi que le numéro R.P.L.S.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-228-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

Dans tous les cas, le bailleur actualise les informations de la demande de logement en fonction de la situation de l'attributaire au moment de l'attribution du logement et de la signature du bail.

Le bailleur procède à la radiation de la demande de logement social pour attribution dans le SNE dans le délai maximal de 10 jours ouvrables après la signature du bail.

Article 6 : Evaluation du dispositif

6. 1 : Modalités et objectifs

Le dispositif prévu dans la présente convention fait l'objet de plusieurs points d'étapes et d'une évaluation annuelle partagée entre le bailleur et le réservataire signataire.

Le bailleur s'engage à transmettre à l'ensemble des réservataires au plus tard le 31 juillet de l'année en cours, un bilan semestriel quantitatifs et qualitatifs de la mise en œuvre de la gestion en flux. Ce bilan permettra d'évaluer le niveau d'atteinte des objectifs et si nécessaire, d'apporter d'éventuels correctifs.

L'évaluation définitive sera exercée au vu du bilan final basé sur les mêmes indicateurs quantitatifs et qualitatifs fournis par le bailleur au plus tard le 28 février de l'année N+1.

Les objectifs de ce bilan qualitatif et quantitatif de la gestion en flux consistent à :

- examiner les éventuels écarts entre les engagements pris et la réalité de la mobilisation du parc ;
- questionner l'évolution par réservataire entre taux d'orientation des logements, taux d'attribution, taux de refus post attributions, taux de baux signés ;
- revoir à la hausse ou à la baisse les objectifs de relogement et, le cas échéant, l'effort de rattrapage des logements manquants imputables sur l'année N+1.

En cas de prévision manifestement surévaluée de logements à soustraire au calcul du flux, le bailleur doit redistribuer le flux correspondant aux réservataires à l'avancement, en cours d'exercice annuel ou en fin d'année.

Les objectifs non atteints en fin d'année seront reportés l'année suivante en surplus des objectifs nouveaux. A l'inverse, les objectifs dépassés pourront venir en soustraction des objectifs nouveaux.

Ces éléments devront faire l'objet d'une présentation et d'un avis favorable de la Conférence Intercommunale du Logement, restant l'instance centrale de suivi de la mise en œuvre de la gestion en flux des droits de réservation.

6.2 Contenu du bilan

Le bilan doit rappeler le flux dont le bailleur a disposé durant l'année, à savoir :

- le patrimoine locatif social éligible au flux de l'organisme bailleur au 31/12/N-1 ;
- le nombre de logements libérés sur l'année N ;
- le nombre de logements sociaux livrés sur l'année N ;
- le nombre d'attributions pour les mutations internes sur l'année N ;
- le nombre d'attributions pour le relogement des ménages concernés par un projet de rénovation urbaine sur l'année N ;
- le nombre d'attributions pour les relogements en cas d'opérations de vente sans remettre en cause le droit au maintien dans les lieux du locataire prévus sur l'année N.

Ces éléments sont ***ventilés*** :

- par typologie de logement ;
- par type de financement ;
- par la localisation : commune et hors/en QPV ;
- par date de construction de la résidence ;

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-228-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

- par accessibilité (PMR, UFR).

Également, le bilan doit présenter la ***répartition du flux entre réservataires***. Il doit donc faire apparaître en valeur et en volume a minima :

- le nombre de logements mis à disposition ;
- le nombre de logements attribués ;
- le nombre de logements ayant fait l'objet de baux signés ;
- le niveau d'atteinte de l'objectif du flux fixé par réservataire.

Ces éléments sont ventilés :

- par typologie de logement ;
- par type de financement ;
- par la localisation : commune et hors/en QPV ;
- par réservataire à l'échelle du périmètre du réservataire de la présente convention
- par date de construction de la résidence ;
- par accessibilité (PMR, UFR).

Autres bilans

La loi n°2017-86 relative à l'égalité et la citoyenneté du 27/01/2017 prévoit que 25 % des réservations des collectivités et EPCI, d'Action Logement et des logements libres de réservation des bailleurs doivent être attribués à des ménages prioritaires.

Afin de garantir le respect de ces dispositions, le bailleur devra s'assurer, notamment dans le cadre des conventions signées avec les autres réservataires, que 25 % des attributions sur ces autres contingents réservataires soient faites au bénéfice des publics prioritaires.

Un bilan concernant les publics prioritaires dont DALO (présentation, attribution, bail signé, par réservataire) devra être réalisé annuellement par le bailleur.

Ces éléments sont ventilés :

- par typologie de logement ;
- par type de financement ;
- par la localisation : commune et hors/en QPV ;
- par réservataire à l'échelle du périmètre de la communauté d'agglomération.

Un bilan concernant les mutations internes du bailleur est également effectué.
Plus précisément, ces éléments sont ventilés :

- par typologie de logement ;
- par type de financement ;
- par la localisation : commune et hors/en QPV ;
- par motif de la demande de mutation.

Pour le contingent préfectoral, une distinction sera faite entre les publics prioritaires les et les publics fonctionnaires.

Par ailleurs, le bilan comprend un point spécifique sur les mises en service de nouveaux programmes conventionnés et ventilés selon les éléments indiqués ci-dessus. Il précise la date de mise en service de chaque opération.

6.3. Les instances de suivi et de validation

Un comité technique composé des réservataires ou de leurs représentants techniques se réunira afin :

- De se concerter pour mettre en œuvre une méthodologie commune pour le suivi de la convention et l'élaboration des bilans ;
- D'analyser les résultats du bilan semestriel et de réajuster si nécessaire la ventilation du flux ;

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-228-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

- De préparer les orientations et objectifs annuels établis sur la base du bilan final.

Le comité technique veillera à s'articuler avec les autres instances, la Conférence Intercommunale du Logement, restant l'instance centrale de suivi de la mise en œuvre de la gestion en flux des droits de réservation.

En cas de difficulté constatée dans la réalisation des objectifs, une commission paritaire, entre le réservataire et le bailleur pourra se réunir dans un délai de 2 mois après l'envoi d'un courrier de l'une des parties faisant état des difficultés. Cette commission devra identifier les difficultés et les éventuelles solutions à mettre en œuvre. Dans les cas où aucune solution ne serait trouvée durant la période de référence de la convention, le réservataire mettra en œuvre les procédures référencées de l'article 9.

Article 7 : Modalités de règlement des litiges

Lors du bilan, s'il est démontré que l'organisme bailleur n'a pas atteint ses objectifs, un point est opéré entre le réservataire et l'organisme afin d'établir les raisons de la non atteinte des objectifs.

Si à l'issue du point opéré, les raisons de la non atteinte des objectifs s'avèrent justifiées, les résultats du bailleur social pourront être validés.

Si à l'issue du point opéré, les raisons de la non atteinte des objectifs s'avèrent injustifiées, les objectifs non atteints en fin d'année seront à atteindre l'année suivante en surplus des objectifs nouveaux.

En cas de litige, la situation pourra être étudiée par la commission de conciliation départementale ou portée à la compétence du tribunal administratif de Nice.

Article 8 : Durée de la convention et modalités de son renouvellement

La mise en œuvre de la présente convention prendra effet au 1er janvier 2024. Elle est conclue pour une durée de 3 ans avec tacite reconduction.

L'année 2024 est considérée comme une année d'expérimentation avec une première version de convention. Les évolutions sur les conditions et les modalités d'application de la présente convention seront possibles annuellement par avenant.

Les annexes sont actualisées annuellement après validation de la CIL. Son actualisation se fera sur la base de l'évaluation définie à l'article 6. Elle pourra également prendre en compte :

- les nouveaux besoins identifiés par le bailleur et/ou les réservataires ;
- l'évolution de la législation relative à l'attribution des logements locatifs sociaux.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-228-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

Article 9 : Informatique et libertés

Lors du processus d'orientation de candidats et d'attribution de logement, il est identifié trois phases requérant des échanges de données à caractère personnel :

1. L'orientation de candidats par le réservataire vers l'organisme et la constitution du dossier de candidature à l'attribution d'un logement avec les informations utiles ;
2. L'organisation de la phase de sélection des candidats et la décision d'attribution (correspondant à la CALEOL pour le logement conventionné) ;
3. La notification de l'attribution.

Les traitements sur données personnelles requis par ces finalités sont soumis au respect de la règlementation en la matière et, en particulier, le règlement (UE) 2016/679 relatif à la protection des données personnelles (dit RGPD) et la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée en 2019 relative à l'informatique et aux libertés.

9.1 : Responsabilités de l'organisme gestionnaire et du réservataire

Au titre du RGPD (article 26), lors de la phase d'orientation des candidats et d'attribution de logements, l'organisme gestionnaire et le réservataire sont « Responsables conjoints du traitement » des données personnelles des candidats à la location.

Ils déterminent conjointement les moyens et finalités des traitements mis en œuvre dans le cadre de la présente convention de réservation. Les responsabilités spécifiques sur données personnelles de chacun sont circonscrites aux responsabilités conventionnelles respectives.

Ils assurent solennellement avoir défini leurs obligations respectives aux fins d'assurer le respect des exigences de la règlementation en vigueur, y compris dans le cas où ils délégueraient à des sous-traitants sur données personnelles certains des traitements liés aux finalités précitées.

Les termes « données personnelles », « Responsable du traitement », « Responsable conjoint du traitement », « Sous-traitant » et « Personnes concernées » employés ont la signification qui leur est donnée par la réglementation sur la protection des données personnelles.

9. 2 : Finalités et traitements mis en œuvre

Les finalités sont : les échanges d'informations entre réservataire et gestionnaire durant les phases d'orientation des candidats et d'attribution des logements.

Les traitements nécessaires à ces finalités peuvent concerner :

- La proposition de différents candidats par le réservataire, comprenant la transmission de l'identité et éventuellement de certaines informations nécessaires au dossier d'instruction, y compris les souhaits des candidats, des données sociales économiques et divers justificatifs ;
- La demande aux candidats soit par l'organisme soit par le réservataire de constituer leurs dossiers et d'en transmettre les données ;
- L'aide apportée aux candidats lors de la constitution de leurs dossiers par le réservataire ou l'organisme ;
- La notification par l'organisme gestionnaire au réservataire de toute problématique liée à la candidature (ex : dossier incomplet, refus du candidat avant l'attribution, etc.) ;
- La transmission de bons de visite aux candidats par le réservataire ou l'organisme ;
- L'organisation de visites des logements ;
- L'organisation de la phase d'attribution (CALEOL pour les logements conventionnés) et la diffusion des informations nécessaires pour l'instruction des dossiers (transmission des listes de candidats, etc.) ;

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-228-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

- La notification au réservataire par l'organisme de la décision d'attribution prise par la CALEOL (logements réglementés) ou par le gestionnaire (logements non réglementés).

Les personnes concernées sont : les candidats à la location.

Les données personnelles traitées sont :

- Pour le logement réglementé :
  - les informations renseignées dans le CERFA et les pièces justificatives pouvant être demandées au candidat;
  - ainsi que les informations nécessaires à l'organisation de visites.

- Pour le logement non réglementé :
  - les informations contenues dans les pièces justificatives pouvant être demandées au candidat et encadrées par le décret n° 2015-1437 du 5 novembre 2015 ;
  - ainsi que les informations nécessaires à l'organisation de visites.

La base légale est : l'exécution de mesures précontractuelles.

Les destinataires des données personnelles sont : les deux Responsables conjoint de traitement, ainsi que :

- corrélativement pour la phase d'attribution les autres organismes participants (ils ne sont pas liés par la présente clause) ;
- les Sous-traitants sur données personnelles de l'un ou l'autre des Responsables conjoints du traitement ;
- les tiers autorisés.

9.3 : Protection des données personnelles par les Responsables conjoints du traitement

Chaque Responsable conjoint du traitement est responsable de sa propre conformité au titre du RGPD. L'organisme gestionnaire ne pourra pas être tenu responsable pour la non-conformité du réservataire et ce dernier ne pourra pas être tenu responsable pour la non-conformité de l'organisme.

Chaque Responsable conjoint du traitement s'engage à :

- Respecter ses obligations sous la règlementation en vigueur concernant la protection des données personnelles ;
- Informer les occupants sur les modalités du traitement, y compris sur les grandes lignes des présentes clauses, et au regard des droits dont ils disposent ;
- Assurer l'effectivité des droits des Personnes concernées en mettant en place des mesures appropriées pour qu'elles puissent exercer leurs droits, dans la limite des données traitées par chacun des responsables de traitement pour ses propres responsabilités ;
- Avoir pris toutes les mesures de sécurité et organisationnelle nécessaires à la protection des données ;
- Archiver les données personnelles en base intermédiaire à l'issue des finalités sus énoncées et dans des conditions de sécurité adéquates, avec des accès très restreints à certains collaborateurs et pour une durée proportionnée et limitée qui ne saurait excéder la durée légale ou réglementaire liée à chacune des obligations légales affectées à chaque traitement sur données personnelles ;
- Tenir et mettre à jour régulièrement des registres de traitement réglementaires ;
- Coopérer de bonne foi avec l'autre Responsable conjoint du traitement, et notamment concernant toutes questions de sécurité comme de violation de données.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-228-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

Pour les violations de données personnelles dans le cadre des échanges liés aux finalités décrites :

Le Responsable conjoint du traitement notifie à l'autre Responsable conjoint du traitement toute violation de données à caractère personnel dans un délai maximum de vingt-quatre (24) heures après en avoir pris connaissance et par le moyen suivant : [email à la personne désignée par l'autre Responsable conjoint du traitement]. Cette notification est accompagnée de toute documentation utile afin de permettre au Responsable du traitement, si nécessaire, de notifier cette violation à l'autorité de contrôle compétente.

Si le Responsable conjoint du traitement concerné est légalement tenu de déclarer cette violation à son Autorité nationale de contrôle (CNIL en France) ou aux personnes concernées, il en informera l'autre Responsable conjoint du traitement.

Fait en deux exemplaires à Grasse, le

Pour la	**Pour**
COMMUNE de GRASSE	**OPH CANNES PAYS DE LERINS,**
Le Maire	**Le Directeur Général**
Jérôme VIAUD Maire de Grasse Vice-président du Conseil départemental des Alpes-Maritimes	**Pascal VEROT**

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-228-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

ANNEXE 1

Les modalités de calcul des droits de réservation pour l'année N+1

1. Détermination du mode de gestion

Le mode de gestion du contingent de réservation choisi par le réservataire est la gestion directe.

2. Détermination du volume prévisionnel des logements à mettre à disposition du réservataire pour l'année 2024

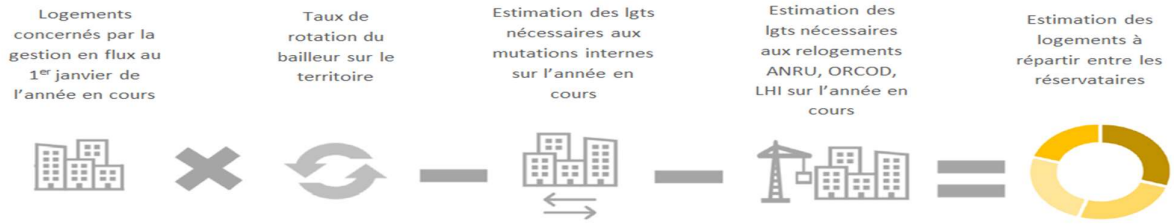
Calcul de la part du flux annuel de logements mis à disposition du réservataire :

$$\frac{\textit{Nombre de droits de réservation en stock du réservataire}}{\textit{Nombre total de logements sociaux au sein du patrimoine du bailleur}}$$

Soit, pour le réservataire **la commune de Grasse**
Nombre de droits de réservation en stock du réservataire : **7**
Nombre total de logements sociaux au sein du patrimoine du bailleur : **56**

= **12,50 % du flux annuel de logements**

L'assiette de référence des logements soumis à la gestion en flux se calcule de la façon suivante :



Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-228-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

La part du flux annuel de logements mis à disposition du réservataire est appliquée à cette assiette de référence afin d'estimer le nombre de logements orientés vers le réservataire.

Estimation annuelle du nombre de logements mis à disposition du réservataire **commune de Grasse** :

a	**Nombre de logements concernés par le flux au 1er janvier 2023 (état des lieux ou données RPLS au 1er janvier 2023)**	**56**
b	Logements identifiés comme n'étant pas légalement dans l'assiette (PLI, démolitions, ventes, etc…)	**0**
c	Assiette du flux (a) – (b)	**56**
d	Taux de rotation N-1 du bailleur sur le territoire, ou moyenne des 3 dernières années si aucune libération en N-1 (dans l'assiette)	**1,79 %**
e	Flux annuel estimé (c) x (d)	**1**
f	Logements soustraits du flux : mutations internes	**0**
g	Logements soustraits du flux : relogements dans le cadre d'un opérationne de renouvellement urbain, ANRU, ORCOD ou LHI	**0**
h	Estimation du nombre de logements dans l'assiette du flux (e)-(f)-(g)	**1**
i	Part du flux annuel de logements mis à disposition du réservataire (taux de réservation)	**12,50 %**
j	**Nombre de logements estimé à disposition du réservataire (h) x (i)**	**0,13 arrondis à 1**

En 2021, 0 attribution a été réalisée ; en 2022, 0 attribution a été réalisée.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-228-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

ANNEXE 2

Objectifs qualitatifs des logements orientés vers le réservataire et état des lieux du patrimoine du bailleur

1. Les besoins du réservataire concernant les caractéristiques des logements mis à disposition

L'état des lieux a permis d'établir une photographie représentative des droits acquis par le réservataire intégrant des indicateurs quantitatifs et qualitatifs (localisation, financement et typologie) comme présenté ci-dessous.

Le bailleur s'efforcera donc de proposer au réservataire une répartition du flux correspondant au plus près des droits acquis antérieurs selon les possibilités offertes par les libérations au sein de son patrimoine et des équilibres de peuplement. A cet égard, les parties se concerteront autant que de besoin.

2. État des lieux du parc au 01/01/2023 du bailleur à l'échelle du réservataire :

	Réservataire	Par typologie de logement					Par type de financement			QPV		total
		T1 etT1bis	T2	T3	T4	T5	PLUS	PLAI	PLS	oui	non	
Patrimoine locatif éligible au flux du bailleur social au 01/01/2023	Etat		3	6	1		8	2			10	10
	Commune		1	6			7				7	7
	CAPG		1	2	1		2	2			4	4
	Action Logement		1	4	1		4	2			6	6
	Non réservés		10	19			28	1			29	29
	Autres											
Total			16	37	3		49	7			56	56

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-228-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

ANNEXE 3

Contenu de la fiche de présentation des caractéristiques du logement

La fiche de caractéristiques du logement :

- nom de la résidence ;
- identification (n° RPLS, référence bailleur, groupe, N du logement) ;
- date de disponibilité (éventuels travaux achevés) ;
- date de dernière remise en location ;
- date prévisionnelle de passage en CAL ;
- financement du logement ;
- typologie et surface ;
- l'adresse (numéro rue commune code postal) du logement ;
- la localisation en ou hors QPV ;
- la période de construction de l'immeuble ;
- année de mise en location ;
- montant du loyer et charges ;
- DPE ;
- accessibilité PMR/étage/ascenseur ;
- garage ou place de parking ;
- cave/balcon (oui / non / non renseigné) ;
- nom et coordonnées (dont adresse mail) de la personne en charge de la relocation.

Spécificités concernant les programmes neufs
En-sus des éléments précisés ci-dessus, le bailleur fournira :

- le plan de masse,
- le plan du logement,
- la notice de commercialisation.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-228-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

Le goût de l'essentiel
Grasse

EXTRAIT
du registre des Délibérations du Conseil Municipal
séance du 5 décembre 2023

NOMBRE DE MEMBRES		
Afférents au Conseil Municipal	en exercice	qui ont pris part à la Délibération
45	45	41

2023 - 228 **CONVENTION DE GESTION DE FLUX DES DROITS DE RESERVATION DES LOGEMENTS SOCIAUX APPROBATION ET AUTORISATION DE SIGNATURE**

Le Conseil Municipal de la Commune de GRASSE, dûment convoqué le 28 novembre 2023, s'est réuni le mardi 5 décembre 2023 à 14h30 au Palais des Congrès, salle Gérard PHILIPE, sous la présidence de Monsieur Jérôme VIAUD, Maire.

PRESENTS : Monsieur Jérôme VIAUD, Maire et Mesdames et Messieurs les Adjoints :
Valérie COPIN, Christophe MOREL, François ROUSTAN, Catherine BUTTY, Gilles RONDONI, Claude MASCARELLI, Nicolas DOYEN, Nicole NUTINI, Ali AMRANE, Murièle CHABERT, Cyril DAUPHOUD, Anne-Marie DUVAL, Jean-Marc GARNIER, Dominique BOURRET, Marie CHABAUD, Roger MISSENTI, Philippe BONELLI, Annie OGGERO-MAIRE, Serge PERCHERON, Laurence COSTE, Richard KISS, Franck BARBEY, Jeannette GISQUET, Jean-Pierre BICAIL, Jocelyne BUSTAMENTE, Jean-François LAPORTE, Stéphanie MANDREA, Charles FERRERO, Levanna CALATAYUD, Alexandre GAIFFE, Magali CONESA, Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL, Mékia Noura ADDAD, Bernard BRUNEAU.

PART EN COURS DE SEANCE :

/

PART EN COURS DE SEANCE SANS PROCURATION :

/

ABSENTS EXCUSES :

Madame Aline BOURDAIRE
Monsieur Pascal PELLEGRINO

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-228-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

Marie-Madeleine GUALLINO
Madame Mélanie ZARRILLO
Madame Karine GIGODOT
Monsieur Paul EUZIERE

ABSENTS EXCUSES SANS PROCURATION :

Madame Myriam LAZREUG
Monsieur Stéphane CASSARINI
Monsieur Patrick ISNARD

ABSENT SANS PROCURATION :

Monsieur Jean-Paul CAMERANO

ARRIVE EN COURS DE SEANCE :

Monsieur Ali AMRANE
(Prend part aux délibérations N°232 à N°267)

PROCURATION :

Madame Aline BOURDAIRE à Madame Valérie COPIN
Monsieur Ali AMRANE à Madame Catherine BUTTY
Monsieur Pascal PELLEGRINO à Monsieur François ROUSTAN
Marie-Madeleine GUALLINO à Monsieur Christophe MOREL
Madame Mélanie ZARRILLO à Monsieur le Maire
Madame Karine GIGODOT à Nicolas DOYEN
Monsieur Paul EUZIERE à Madame Magali CONESA

Les Conseillers présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un Secrétaire pris dans le sein du Conseil. Madame Valérie COPIN ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, a adopté le procès-verbal du la séance du 7 novembre 2023.

En vertu de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire donne lecture des décisions prises en application de la délégation qui lui a été consentie par délibération n° 2020-26 du 28 mai 2020 en ce qui concerne l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Questions retirées à l'ordre du jour :

2023 - 239 **VALLON DE CAMPEROUSSE**
ACQUISITION A L'EURO SYMBOLIQUE PAR LA COMMUNE
DE LA PARCELLE CADASTREE SECTION DX N° 141

2023 - 240 **VALLON DE CAMPEROUSSE**
ACQUISITION A L'EURO SYMBOLIQUE PAR LA COMMUNE
DE LA PARCELLE CADASTREE SECTION DX N° 142

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-228-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

2023 - 228

VILLE DE GRASSE
CONSEIL MUNICIPAL

DU 5 DÉCEMBRE 2023

CONVENTION DE GESTION EN FLUX DES DROITS DE RESERVATION DES LOGEMENTS SOCIAUX APPROBATION ET AUTORISATION DE SIGNATURE

RESUME SYNTHETIQUE DU RAPPORT

En contrepartie des contributions qu'elle a apportées en faveur de la production du logement social, la commune de Grasse dispose de droits de réservation de logements locatifs sociaux dans le parc des bailleurs sociaux. La Loi portant Evolution du Logement, de l'Aménagement et du Numérique (ELAN) du 23 novembre 2018 généralise la gestion en flux des droits de réservation des logements locatifs sociaux, jusqu'alors gérés en stock. Cette évolution impose de ce fait une mise en conformité des conventions de réservation, en cohérence avec les orientations définies en la matière dans le cadre de la Conférence Intercommunale du Logement (CIL) du Pays de Grasse. Sa mise en application se traduit par la conclusion bilatérale de conventions de gestion en flux des droits de réservation entre réservataires et organismes du logement social. Il est ainsi proposé de valider les termes des projets de conventions établies avec chaque bailleur disposant d'un patrimoine dont la commune est réservataire et d'en autoriser la signature.

INCIDENCE BUDGETAIRE

SERVICE GESTIONNAIRE	IMPUTATION BUDGETAIRE	MONTANT
AMENAGEMENT	Sans incidence	

Monsieur le Maire expose :

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu la loi du 23 novembre 2018 portant Evolution du Logement, de l'Aménagement et du Numérique (dite ELAN) ;

Vu le décret n° 2020-145 du 20 février 2020 relatif à la gestion en flux des réservations de logements locatifs sociaux ;

Vu le document-cadre d'orientations et la Convention Intercommunale d'Attribution (CIA) approuvée par la Conférence Intercommunale du Logement (CIL) du Pays de Grasse du 2 mars 2023, et par délibération du Conseil Communautaire du 6 avril 2023 ;

Considérant la loi ELAN et le décret n° 2020-145 modifiant les modalités de gestion des droits de réservation des logements locatifs sociaux et posant le principe de la gestion en flux annuel. Jusqu'alors, les droits de réservation de logements sont encadrés par des conventions de gestion dites "en stock" ; à ce titre, les logements mis à disposition du réservataire sont référencés au sein d'un programme immobilier. Ce mode de gestion "en stock" du contingent consiste à identifier des logements qui, lorsqu'ils sont libérés ou livrés, sont mis à la disposition du réservataire afin qu'il puisse proposer des candidats sur ces logements. A contrario, la gestion en flux porte sur l'ensemble du patrimoine de logements locatifs du bailleur à l'échelle du territoire – communal pour la commune réservataire, intercommunal pour l'EPCI, départemental pour l'Etat et Action Logement. Les réservations portent sur un flux annuel de logements disponibles à la location.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-228-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

Considérant les objectifs poursuivis par le passage à la gestion en flux consistant à :

- renforcer la fluidité, en faisant mieux correspondre la proposition de logement à la demande exprimée, et lever de ce fait les freins liés à des logements réservés dont les caractéristiques ne correspondraient pas aux demandes émanant du contingent réservataire initial,
- faciliter les parcours résidentiels, en favorisant notamment les demandes de mutation,
- renforcer les partenariats, faire émerger une gestion partagée de la demande et des attributions au service de la politique du logement.

Considérant les orientations de la CIL et les engagements figurant dans la convention intercommunale d'attribution (CIA) du Pays de Grasse en matière d'attributions de logements sociaux.

Considérant les droits de réservation acquis par la commune de Grasse sur les programmes de logements sociaux, désormais traduits en flux annuel de logements portant sur l'ensemble du patrimoine du bailleur à l'échelle communale. Ce pourcentage est appliqué au volume de logements estimé à la location au cours de l'année. Ainsi, ce ratio constitue l'objectif du bailleur vis-à-vis du réservataire et sera réactualisé chaque année.

Considérant le passage de la gestion en flux impliquant transparence et information. A cet effet, un bilan sera réalisé chaque année par les bailleurs et transmis aux réservataires. Ces éléments devront faire l'objet d'un examen et d'un avis de la Conférence Intercommunale du Logement, restant l'instance centrale de suivi de la mise en œuvre de la gestion en flux des droits de réservation.

Considérant les projets de conventions établies entre la commune de Grasse et les bailleurs disposant, dans leur parc, de logements dont elle est réservataire, et précisant les modalités de gestion des droits de réservation prenant effet le 1er janvier 2024, pour une durée de 3 ans.

Aussi, une convention par bailleur sera établie avec la commune ; elle comprend 9 articles et 3 annexes, dont :

L'article 2 « Composantes du flux (bases de calcul de l'assiette et estimation du flux) » précise :
- les logements intégrés à l'assiette de calcul,
- ceux qui en sont exclus - tels que notamment les logements des structures médico-sociales, ceux voués à démolition, ceux réservés au profit des services relevant de la défense nationale, de la sécurité intérieure, les logements des programmes faisant l'objet d'une opération de vente, etc. ;
- puis ceux qui sont soustraits de l'assiette de référence – tels que notamment les logements dédiés au relogement des opérations de rénovation urbaine, de lutte contre l'habitat indigne (LHI) ou les logements permettant de satisfaire les demandes de mutation à l'intérieur du parc social du bailleur.

L'article 3 « Objectif et détermination du flux de logements » précise le mode de calcul du flux, son actualisation, les modalités d'orientation et de mise à disposition du logement.

Les articles 4 et 5 encadrent les « Modalités de gestion de la réservation » et celles relatives à la « Proposition et attribution de logement – CALEOL ». Dans l'article 4.2, il est notamment précisé que lors de la 1ère mise en location d'un nouveau programme, le nombre de logements proposé au réservataire est proportionnel aux droits acquis. Il est par ailleurs rappelé que les programmes mis en service en cours d'année ne sont pas pris en compte dans le calcul du flux et que les réservations sont alors gérées en stock.

L'article 6 « Evaluation du dispositif » précise les points d'étape prévus, et plus précisément la 1ère année. Ces bilans pourront permettre de réajuster les objectifs, le cas échéant.

L'annexe 1 détermine le volume prévisionnel des logements mis à disposition du réservataire commun de Grasse par le bailleur dans son patrimoine, pour l'année 2024. Afin de déterminer le nombre de logements mis à disposition de la commune de Grasse, le bailleur renseignera annuellement le tableau.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-228-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

a	**Nombre de logements concernés par le flux au 1er janvier de l'année N** (selon l'état des lieux ou données RPLS N-1)	[...]
b	Logements identifiés comme n'étant pas légalement dans l'assiette (PLI, démolitions, ventes, etc...)	[...]
c	Assiette du flux (a) – (b)	[...]
d	Taux de rotation N-1 du bailleur sur le territoire, ou moyenne des 3 dernières années si aucune libération en N-1 (dans l'assiette)	[...]
e	Flux annuel estimé (c) x (d)	[...]
f	Logements soustraits du flux : mutations internes	[...]
g	Logements soustraits du flux : relogements dans le cadre d'une opération de renouvellement urbain, ANRU, ORCOD ou LHI	[...]
h	Estimation du nombre de logements dans l'assiette du flux (e)-(f)-(g)	[...]
i	Part du flux annuel de logements mis à disposition du réservataire (taux de réservation)	[...]
j	**Nombre de logements estimé à disposition du réservataire (h) x (i)**	[...]

L'annexe 2 précise les objectifs qualitatifs des logements orientés vers le réservataire et rappelle l'état des lieux du patrimoine du bailleur au 1er janvier de l'année N-1 à l'échelle du réservataire.

Les annexes 1 et 2 sont modifiées annuellement afin de tenir compte des éléments de bilans, des nouveaux besoins identifiés et de l'évolution des textes relatifs aux attributions de logements.

Considérant les projets de conventions de gestion en flux, annexés à la présente délibération, établis avec les bailleurs disposant d'un volume de logements dont la commune de Grasse est réservataire au 1er janvier 2023, pour une mise en œuvre au 1er janvier 2024 :

- 3F SUD,
- 1001 Vies Habitat – Logis Familial,
- Logirem,
- OPH Cannes – Pays de Lérins,
- Côte d'Azur Habitat.

Toutefois, nous porterons une attention particulière aux stratégies de peuplement du parc social afin d'éviter tout risque de fragilisation, de paupérisation des résidences et de maintenir une fluidité dans le parcours résidentiel des publics « non prioritaires ».
A cet égard, il conviendra également de s'assurer de continuer à travailler étroitement avec les services de l'Etat, notamment en préalable des commissions d'attributions (CALEOL) pour échanger sur les désignations.

La CAPG étant par ailleurs délégataire des aides à la pierre, il sera fait tous les six mois des bilans avec les services de l'Etat afin de s'assurer du bon équilibre des attributions et du respect des objectifs de mixité sociale.

La commission aménagement du cadre de vie ayant été saisie de ce dossier dans sa séance du 14 novembre 2023,

Je vous demande de bien vouloir :

- **APPROUVER** les termes des cinq projets de conventions de gestion en flux des droits de réservation des logements locatifs sociaux, figurant en annexe, mettant en conformité les conventions de réservation établies antérieurement avec 3F SUD, Logis Familial, Logirem, OPH de Cannes et Côte d'Azur Habitat ;

- **RAPPELER** que le cadre conventionnel est fixé pour 3 années et que les éléments de calcul du flux, la détermination du volume de logements mis à disposition pour la commune de Grasse par chaque bailleur social et les objectifs qualitatifs des logements orientés, figureront en annexes et seront modifiés annuellement après examen en CIL du Pays de Grasse ;

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-228-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

- **AUTORISER** Monsieur le Maire ou son représentant à signer lesdites conventions de gestion en flux de réservation des logements locatifs sociaux, avec les bailleurs sociaux disposant d'un parc de logements sur le territoire de la ville de Grasse et dont elle est réservataire, et toute pièce qui serait la suite de la présente délibération.

Après en avoir délibéré le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents ou représentés, adopte.

Délibération affichée le - 6 DEC. 2023
suivent les signatures
POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire,

La Secrétaire de séance
Valérie COPIN, Première Adjointe

VILLE DE GRASSE A. M

VILLE DE GRASSE A. M

Certifié exécutoire compte tenu de la publication sur le site internet le - 6 DEC. 2023

EXTRAIT DES MINUTES

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231129-2023-229-DE
Date de télétransmission : 29/11/2023
Date de réception préfecture : 29/11/2023

2023J00783

DÉPOSÉ LE

29 NOV. 2023

TRIBUNAL DE COMMERCE
DE GRASSE

TRIBUNAL DE COMMERCE DE GRASSE

Affaire : SAS CASINO VICTORIA / N° de greffe : 2023RJ71

ORDONNANCE DU JUGE-COMMISSAIRE

Nous, Madame CORRE Ferudga, Juge Commissaire de la procédure de Liquidation Judiciaire de la SAS CASINO VICTORIA,

Vu les dispositions des articles LR.642-40 et L. 642-22 du Code de commerce,

Vu la requête du liquidateur aux fins de voir fixées les modalités de réalisation des actifs appartenant à la SAS CASINO VICTORIA,

Vu l'audience du 29 Novembre 2023,

Ont comparu ou n'ont pas comparu bien que régulièrement convoqué :

SELARL MJ LEFORT, ès qualité de Liquidateur Judiciaire de la SAS CASINO VICTORIA	Représentée par Mademoiselle MARTINEZ Laura
Monsieur SCRIBANS Gérard Président de la SAS CASINO VICTORIA	Représenté par Maître SKORA Sandra, pour le cabinet STIFANI-FENOUD-BECHTOLD
Monsieur CAPILLON Alain Offrant	Représenté Monsieur PERRAT Patrick et Monsieur RZEPECKI Bruno
Société GRAND CASINO DE DINANT Offrant	Représentée par Maître RAPP Alexis pour le cabinet VOLT ASSOCIES
Commune de Grasse, Autorité délégante	Représentée par Madame COPIN Valérie

MOTIFS

Attendu que la société CASINO VICTORIA exploitait un fonds de commerce de casino sis 1 Montée du Casino – 06130 GRASSE, composé :

- Des éléments corporels, notamment les actifs mobiliers inventoriés par Commissaire-Priseur Judiciaire ;

- Des éléments incorporels, notamment un contrat de délégation de service public signé avec la Ville de Grasse, dont les principales caractéristiques sont les suivantes :

  - Objet du contrat : délégation du casino comportant 3 activités distinctes (animation, restauration et jeux de hasard et d'argent)
  - Durée : 15 années, du 1er janvier 2012 au 31 décembre 2028

Attendu qu'afin d'attirer le chaland et trouver un acquéreur pour le fonds de commerce susvisé, Maître HUERTAS Xavier, pour la SELARL XAVIER HUERTAS & ASSOCIES, en qualité d'Administrateur Judiciaire, a fait paraître, durant la période d'observation, un avis d'appel d'offres.

Attendu que la date limite de dépôt des offres a été fixée au 12 Octobre 2023, compte tenu de la situation de trésorerie de la société CASINO VICTORIA.

Attendu que l'Administrateur a été rendu destinataire d'une offre de reprise de Monsieur CAPILLON Alain et d'une manifestation d'intérêt de la société GRAND CASINO DE DINANT.

Attendu que deux offres ont été formulées.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-229-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

ꕥꕥꕥ

Attendu que Monsieur CAPILLON Alain a formulé une offre pour la reprise du fonds de commerce de casino jusqu'alors exploité par la société CASINO VICTORIA.

Attendu que l'offre prévoit une clause de substitution au profit d'une société à créer.

Attendu que, lors de l'audience, se sont présentés deux des quatre associés futurs de la société à créer.

Que, lesdits associés seraient apporteurs de savoir-faire et Monsieur CAPILLON Alain, apporteur de fonds.

Que lesdits associés ne justifient nullement de leur expérience.

Attendu que l'offrant propose la reprise du fonds de commerce moyennant le versement de la somme de 100 000€, financée au moyen de fonds propres.

Attendu que Monsieur CAPILLON Alain a produit, au soutien de son offre, les comptes annuels arrêtés au 31 Décembre 2022 de la SAS SANTA LUMA.

Que Monsieur CAPILLON Alain assure la présidence de la SAS SANTA LUMA, sise 6B Rue du Plan de l'Aître – 78870 – BAILLY, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Versailles sous le numéro 907 992 002 pour une activité de sièges sociaux

Que les comptes annuels de la SAS SANTA LUMA laissent apparaître des disponibilités largement insuffisantes au financement de l'offre formulée.

Attendu que les associés futurs de la structure à créer ont précisé, lors de l'audience, que le financement de l'offre serait rendu possible grâce aux fonds propres de Monsieur CAPILLON Alain, qui aurait cédé récemment un bien immobilier.

Que Monsieur CAPILLON Alain ne fournit aucun relevé bancaire justifiant de la disponibilité des fonds nécessaires au financement de l'offre et de sa surface financière.

Attendu que l'offre de Monsieur CAPILLON Alain interroge ; La reprise d'un casino semble éloignée du domaine d'activité de ce dernier.

Que, lors de l'audience, deux des quatre associés de la société à créer se sont présentés ; Lesquels seraient salariés de plusieurs casinos régionaux depuis de nombreuses années, sans pour autant en justifier.

Que, par ailleurs, Monsieur CAPILLON Alain ne justifie pas des disponibilités nécessaires au financement de l'offre.

Qu'enfin, la Commune de Grasse a été invitée par l'Administrateur Judiciaire à faire valoir ses observations sur l'offre formulée par Monsieur CAPILLON Alain.

Que la Commune de Grasse a émis un avis défavorable sur l'offre de Monsieur CAPILLON Alain.

Que la cession du fonds de commerce appartenant à la SAS CASINO VICTORIA est conditionnée par l'accord de la Commune pour le transfert du contrat de délégation de service public et de la convention d'occupation du domaine public.

Qu'en l'absence d'accord de la Commune, aucune cession ne peut intervenir.

Attendu qu'en l'état des éléments susvisés, l'offre ne saurait être que rejetée.

ꕥꕥꕥ

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-229-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

Attendu que la société GRAND CASINO DE DINANT, SA de droit belge, sise 6 Boulevard des Souverains – 5500 DINANT (99 – BELGIQUE), immatriculée sous le numéro 0895 354 936, a formulé une offre de reprise portant sur le fonds de commerce jusqu'alors exploité par la société CASINO VICTORIA.

Attendu que l'offre prévoit une clause de substitution au profit d'une société à créer ; Laquelle sera dédiée à l'exploitation et au développement du casino de Grasse.

Que cette société sera :

- Domiciliée à l'adresse du casino ;
- Dénommée INFINITI CASINO GRASSE ;
- Dotée d'un capital social de 400 000€ ;
- Détenue à 19.99% par la société GRAND CASINO DE DINANT et 80.01% par Monsieur Jurgen DE MUNCK.

Attendu que la société GRAND CASINO DE DINANT propose la reprise des éléments suivants :

- Contrats :
  - La convention d'occupation du domaine public conclu le 20 Juillet 2011 entre la Commune de Grasse et la société CASINO DE GRASSE ;
  - Le contrat de location de licence de débit de boisson de 4ème catégorie conclu avec le théâtre de Grasse ;
  - Les éventuels contrats informatiques conclus par la société CASINO VICTORIA relatif au développement, l'hébergement, la gestion, l'exploitation et/ou la maintenance du site internet CASINO-VICTORIA.FR et CASINOVICTORIA.FR ou tout site internet renvoyant au Casino de Grasse.
- Actifs corporels :
  - Un bar en bois de forme arrondie avec fond et tiroirs réfrigérés
  - Un plan de travail en inox avec un évier à deux bacs
  - Quatre tabourets en simili cuir doré
  - Un buffet réfrigéré ilot central carré monté sur 4 mois : Structure en bois massif avec soubassement pour stocker les assiettes, avec pare-haleine en verre de forme pyramidale, rails en aluminium ERNEST MENARD
  - Quatre barrières de sécurité chromé doré avec cordon rouge tressé
  - Un paravent en bois ajouré à cinq feuilles
  - Une banque d'accueil avec petit retour, dessus en marbre noir et socle en cuir capitonné, vitre de protection
  - Un fauteuil traineau
  - Un meuble de rangement en stratifié faux bois ouvrant à deux vantaux coulissants
  - Un meuble de rangement à quatre vantaux, fixé
  - Un PC HP avec écran moniteur DELL – Clavier et souris
  - Un écran monteur SAMSUNG
  - Un téléphone standard
  - Un extincteur
  - Un canapé deux places avec trois fauteuils au modèle
  - Un canapé deux places en cuir vieilli de couleur marron
  - Deux tables basses circulaires en fer
  - Trois poufs carrés en velours
  - Une chaise basse en velours
  - Vingt-sept chaises en résine tressée
  - Quatre chaises hautes
  - Deux tables circulaires avec plateau mélaminé sur piètement fonte
  - Treize tables carrées type bistrot avec plateau mélaminé sur piètement fonte

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-229-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

- Un mange-debout avec plateau marbre veiné sur piètement fer forgé
- Un buffet en bois d'inspiration indonésienne
- Quatre lampadaires réverbères à trois lumières
- Un meuble étagère en bois porte-bouteilles à six niveaux avec façades grillagée
- Un meuble de rangement en bois à deux vantaux coulissants
- Un bar en bois avec ouverture en portefeuille et rangements à l'arrière
- Deux chaises hautes en résine tressée
- Deux portes menus
- Trois chauffages radiants suspendus DX DREXON
- Deux soufflants SOVELOR
- Un portant métallique sur roulettes
- Un piano électrique YAMAHA – Modèle CLAVINOVA
- Trois mange-debout avec plateau en marbre veiné sur piètement fer forgé
- Deux consoles dessus marbre veiné avec armatures fer forgé – fixées
- Deux importantes appliques torchères en métal – fixées
- Cinq importants parasols déportés sur piètement – avec housse de protection
- Un siège haut en résine tressée
- Trente-deux chaises en résine tressée
- Quatre canapés deux places en résine tressée
- Quatre tables basses d'inspiration indonésienne
- Trente tables carrées type bistrot avec plateau en stratifié faux bois sur piètement fonte
- Un ensemble de bacs à plantes
- Un claustra déroulant de chaque côté sur piètement fonte
- Un chariot roulant en bois noir à deux vantaux
- Deux coffres de rangement en PVC à porte rabattable
- Une chambre froide (environ 8m²) démontable TOTALINE
- Une saladette réfrigérée inox
- Un pétrin inox DITO SAMA avec ses accessoires
- Une trancheuse à jambon en inox
- Un cuiseur à riz COSY
- Une vitrine réfrigérée à porte vitrée COMBISTEEL
- Une vitrine réfrigérée à boissons à porte vitrée FIONOR
- Une machine à glaçons inox PDQ 30A
- Un coffre congélateur à porte rabattable
- Une poubelle réfrigérée GAMKO
- Une table en inox avec emplacement poubelle
- Un meuble de rangement en bois à deux vantaux – avec rajout d'un plateau inox dessus
- Trois armoires de rangement en PVC et mélaminé
- Un chariot de transport inox à double plateau – sur roulettes
- Un chariot inox à double plateau – fixe
- Un meuble de rangement inox à deux vantaux coulissants
- Une étagère à quatre niveaux
- Un rack métallique à cinq niveaux
- Un escabeau aluminium à quatre marches
- Un diable
- Trois tables carrées type bistrot
- Deux chaises avec assise en velours rouge sur piètement tubulaire chromé doré
- Une chaise en résine tressée
- Un ensemble de batterie et ustensiles de cuisine
- Un ensemble de vaisselle
- Deux armoires réfrigérées EVERY CONTROLS
- Une armoire réfrigérée ELITECH
- Une plaque à induction SCHOTT CERAM
- Un micro-ondes inox SAMSUNG
- Une cellule de refroidissement inox
- Un meuble froid inox à deux vantaux – avec groupe de froid intégré FAGOR

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-229-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

- Un meuble froid inox à trois vantaux – avec groupe de froid intégré JOHNSON CONTROLS, étagère en inox dessus, salamandre en inox BERTOS
- Un meuble froid inox à trois vantaux – avec groupe de froid intégré JOHNSON CONTROLS
- Deux meubles de rangement inox suspendus à deux vantaux coulissants
- Six étagères en inox suspendues
- Un four électrique inox FRIMA COMBI STEAM AIR FDC61 – sur piètement inox
- Un évier inox à un bac avec sortie
- Un lave-main inox
- Une poubelle PVC à pédale
- Un système mural de désinfection
- Un porte-savon liquide mural JVD
- Deux porte-serviettes JVD
- Une hotte aspirantes inox à sept bouches
- Un piano de cuisine
- Un lave-vaisselle en inox à capot OMNIWASH
- Une plonge en inox à deux bacs avec sortie et douchette
- Un chauffe-plat en inox DIGIT
- Une table de travail en inox
- Trois étagères suspendues
- Un PC ADVANCE avec écran moniteur ipure, clavier, souris
- Une imprimante CANON – modèle MG 6850
- Un écran de contrôle SAMSUNG
- Trois fauteuils traineau
- Une armoire basse de rangement ouvrant à deux vantaux
- Une armoire en PVC ouvrant à deux vantaux coulissants
- Une armoire coffre-fort à clé et à code
- Un bureau droit en mélaminé avec caisson à deux tiroirs
- Un bureau droit en mélaminé
- Un bureau avec retour en stratifié faux bois, avec caisson à trois tiroirs
- Deux caissons en stratifié faux bois à trois tiroirs
- Cinq chaises hautes en fer
- Quatre chaises hautes en résine tressée
- Deux échelles aluminium
- Un diable
- Un rack métallique à cinq niveaux
- Trois extincteurs
- Un bureau laqué noir avec deux caissons intégrés à trois tiroirs
- Un meuble de rangement laqué noir ouvrant à six tiroirs et trois vantaux
- Une glace à fronton avec encadrement en bois argenté
- Un fauteuil traineau
- Une chaise avec assise en velours rouge
- Une chaise traineau avec revêtement tissu
- Un système de vidéosurveillance (vingt-six caméras infra-rouges + écrans de contrôle)
- Deux PC LENOVO et HP avec deux claviers
- Deux extincteurs

- Actifs incorporels :

1. **Eléments de propriété intellectuelle :**

- Tous les logiciels, développements, programmes et suites d'instructions informatiques – sous forme de Codes sources ;
- Les sites Internet ou applications exploités à l'occasion de l'exploitation du service public, leurs améliorations ainsi que les spécifications et documentations préparatoires qui y sont associés ;
- Les données ou ensembles de données et bases de données collectées ou produites à l'occasion du service public ;
- Toutes les créances graphiques, visuelles, audiovisuelles ou littéraires en ce compris, les articles, publications sur les réseaux sociaux, les présentations, menus, cartes, plans,

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-229-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

schémas, œuvres musicales ou audiovisuelles, animation, dessins et modèles et plus généralement toutes les œuvres de l'esprit, toutes idées formalisées, travaux ou résultats créés ou réalisés à l'occasion de l'exploitation du service public.

- Tous les signes distinctifs, en ce compris, les droits à titre de marque et les demandes de marque, les droits sur les noms de domaine portant notamment sur la maque verbale française CASINO VICTORIA, enregistrée à l'INPI sous le numéro 4314756, les noms de domaine CASINO-VICTORIA.FR et CASINOVICTORIA.FR ainsi que les dénominations sociales, noms commerciaux et enseignes ;
- Tous les noms se rapportant aux soirées à thème et plus généralemnt des événements crées/organisés à l'ocassion de l'exploitation du service public, en ce compris ROUGE OU NOIR, LE TRESOR DES PIRATES, DINER JAZZY, TU SCANNES - TU GAGNES, SOIREE BEAUJOLAIS, SOIREE DE LA SAINT-VALENTIN, SOIREE MEXICAINE, SOIREE CUBAINE ;
- Tous les éléments de savoir-faire, en ce compris les secrets commerciaux et industriels, ainsi que les secrets des affaires, les produits, méthodes de gestion industrielle ou commerciale, ainsi que leurs améliorations et toutes les informations confidentielles les concernant.

2. **Eléments relatifs à l'activité :**

- Le droit de se présenter comme successeur de la société CASINO VICTORIA ;
- Les licences d'exploitation, agréments, certificats techniques et plus généralement tout autre document en lien avec les licences, agréments et autorisations dont bénéficie la société CASINO VICTORIA ;
- Les accès à la messagerie électronique ;
- Les droits d'administration et accès aux pages des réseaux sociaux, sites Internet ou applications exploités à l'occasion de l'exploitation du service public ;
- L'ensemble des données et bases de données collectées ou produites à l'occasion de l'exploitation du service public faisant l'objet d'un contrat de délégation de service public.

3. **Eléments relatifs aux fichiers et aux données personnelles s'y rapportant :**

- Les fichiers clients, prospects, partenaires et fournisseurs ainsi que, le cas échéant, tout élément de documentation de conformité à la réglementation sur les données personnelles (RGPD) en lien avec ces fichiers : registres des traitements de données à caractère personnel (en tant que responsable de traitement et en tant que sous-traitant), cartographie des activités de traitement, analyses d'impact effectuées en relation avec les traitements, contrats de traitement de données, etc.

Attendu que la société GRAND CASINO DE DINANT propose la reprise des éléments susvisés moyennant le versement de la somme de 115 000€, financée au moyen de fonds propres.

Attendu que l'offre de la société GRAND CASINO DE DINANT est ventilée comme suit :

- 12 460€ pour les actifs corporels ;
- 1 000€ pour les actifs incorporels ;
- 101 540€ pour les contrats repris.

Attendu que l'offre formulée par la société GRAND CASINO DE DINANT ne prévoit aucune condition suspensive.

Attendu que l'offre prévoit expressément que :

- « S'agissant des machines à sous et des tables de jeux non repris : Le Liquidateur Judiciaire pour faire procéder à leur vente à tout tiers intéressé, étant rappelé que la charge, le coût et la responsabilité de leur enlèvement restera - en tout état de cause - au Liquidateur Judiciaire ou au tiers repreneur. La société GRAND CASINO DE DINANT ne pourra ainsi d'aucune manière être tenue de l'enlèvement de ces machines à sous et/ou tables de jeux :

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-229-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

- S'agissant des actifs incorporels : Le Repreneur fera son affaire personnelle de l'obtention auprès des autorités administratives compétentes, à son bénéfice ou pour toute société le substituant, de l'ensemble des accréditations, autorisations administratives et règlementaires, nécessaires à l'exploitation du Casino de Grasse ;
- S'agissant des contrats repris :
  - La date de cession des contrats repris correspondra à la date d'entrée en jouissance ;
  - Les contrats cédés feront l'objet d'un arrêté comptable à la date d'entrée en jouissance. Le solde après compensation des sommes dues par l'une ou l'autre des parties sera réglé au jour de la signature des actes de cession qui devra intervenir au plus tard dans les trois mois suivant la date d'entrée en jouissance ; Et
  - Les charges relatives aux contrats cédés seront supportées par le Repreneur à compter de la date d'entrée en jouissance et pour l'utilisation qu'il en aura faite à compter de cette date. »

Attendu que s'agissant des accréditations, autorisations administratives et règlementaires, nécessaires à l'exploitation du Casino de Grasse, des démarches ont d'ores et déjà été entreprises auprès notamment de la commune de Grasse pour obtenir le transfert de la délégation du service public et de la convention d'occupation du domaine public.

Que par courrier en date du 27 Octobre 2023, une demande d'autorisation de cession des contrats DSP et de COPS relatif à l'exploitation du casino a été adressé à la Commune.

Attendu que l'offrant a produit, au soutien de son offre, un relevé bancaire arrêté au 30 Octobre 2023 laissant apparaître un solde largement suffisant au financement de l'offre formulée.

Attendu que la société GRAND CASINO DE DINANT jouit d'une expérience certaine dans le secteur d'activité.

Attendu que l'offre formulée par la société GRAND CASINO DE DINANT apparaît sérieuse et le projet réfléchi et abouti.

Attendu que l'offrant apporte de solides garanties financières.

Attendu que l'offre formulée par la société GRAND CASINO DE DINANT est la mieux-disante.

Attendu que la reprise du casino par la société GRAND CASINO DE DINANT pourrait constituer un moteur pour la ville, à plusieurs égards – En termes d'emploi, d'attractivité, de tourisme, d'autant que sous réserve de confirmation, l'autorité délégante serait favorable à cet acquéreur.

Attendu que le périmètre de reprise, excluant les machines à sous et la jetonnerie, peut permettre d'envisager une vente isolée de ces actifs.

Attendu que la cession est conditionnée aux points suivants :

- Le transfert de la délégation de service public et des droits d'occupation notamment par la Commune de GRASSE.
  En l'absence d'accord de la Commune, aucune cession ne peut intervenir
- L'obtention, par l'acquéreur potentiel, des autorisations nécessaires (administratives et réglementaires) lui permettant de développer cette activité.
  Il convient de rappeler que l'offre prévoit expressément que la société GRAND CASINO DE DINANT fera son affaire personnelle de l'obtention auprès des autorités administratives compétentes, à son bénéfice ou à celui de toute société le substituant, de l'ensemble des accréditations, autorisations administratives et réglementaires, nécessaires à l'exploitation du casino de Grasse.
- L'exclusion du périmètre de reprise de certains actifs visés par l'offre.
  Certains éléments figurant dans le périmètre de l'offre peuvent poser difficultés en termes de délivrance de la chose à l'acquéreur, il en est ainsi des éléments incorporels inventoriés en trois

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-229-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

catégories distinctes : Propriété intellectuelle, éléments relatifs à l'activité, éléments relatifs au fichier clients et aux données personnelles s'y rapportant.

Attendu que lors de l'audience, la société GRAND CASINO DE DINANT a expressément exclu du périmètre de reprise les éléments incorporels catégorisés comme suit : Propriété intellectuelle, éléments relatifs à l'activité, éléments relatifs au fichier clients et aux données personnelles s'y rapportant, dans la mesure où le Liquidateur Judiciaire ne saurait garantir la délivrance de ces éléments.

Attendu que la Commune de Grasse consent au transfert des contrats suivants :

- Le contrat de délégation de service public conclu le 20 Juillet 2011 entre la Commune de Grasse et la société CASINO DE GRASSE ;
- La convention d'occupation du domaine public conclu le 20 Juillet 2011 entre la Commune de Grasse et la société CASINO DE GRASSE ;
- Le contrat de location de licence de débit de boisson de 4ème catégorie conclu avec le théâtre de Grasse.

Qu'il convient d'entériner cet accord de principe donné par la Commune de Grasse en Conseil Municipal.

Que le Conseil Municipal se tiendra le 05 Décembre prochain.

Que la décision du Conseil Municipal sera communiquée dans les plus brefs délais aux personnes suivantes :

- Au Liquidateur Judiciaire ;
- Au Soussigné ;
- A l'offrant GRAND CASINO DE DINANT et son conseil, Maître RAPP Alexis, pour le cabinet VOLT ASSOCIES.
- Au Président de la société CASINO VICTORIA et son conseil, Maître SKORA Sandra, pour la SELAS STIFANI-FENOUD-BECHTOLD.

PAR CES MOTIFS

RETENONS l'offre de la société GRAND CASINO DE DINANT,

AUTORISONS la SELARL MJ LEFORT prise en la personne de Maître Yann LEFORT, ès qualité de Liquidateur Judiciaire de la société CASINO VICTORIA à céder de gré à gré les éléments du fonds de commerce jusqu'alors exploité par la société CASINO VICTORIA, conformément aux termes de l'offre formulée, à la société GRAND CASINO DE DINANT ou toute autre personne morale s'y substituant, au prix de 115 000€ net vendeur.

DISONS QUE, conformément à l'offre la société GRAND CASINO DE DINANT, la ventilation du prix proposé, en application de l'article L. 141-5 du Code de commerce, est la suivante :

- 12 460€ pour les actifs corporels ;
- 1 000€ pour les actifs incorporels ;
- 101 540€ pour les contrats repris.

AUTORISONS la société GRAND CASINO DE DINANT à prendre possession du fonds à compter de la signature de la convention de prise de jouissance anticipée, sous réserve que l'intégralité du prix de cession soit versé entre les mains du Liquidateur Judiciaire et de l'obtention de l'accord de la Commune pour le transfert des contrats.

DISONS que la convention de prise de jouissance anticipée sera résolue de plein droit dans l'hypothèse où la présente ordonnance serait frappée de recours.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-229-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

DISONS QUE la vente sera faite suivant les conditions ordinaires et de droit en pareille matière,

DISONS QUE l'offrant retenu portera à la connaissance du Liquidateur Judiciaire les coordonnées de la personne en charge de la rédaction des actes.

DISONS QUE les frais de rédaction des actes sont à la charge des acquéreurs.

ORDONNONS le paiement du prix entre les mains de Maître Yann LEFORT, Liquidateur désigné dans cette affaire ; A charge pour lui d'opérer la répartition de ce prix entre les créanciers.

REJETONS l'offre formulée par Monsieur CAPILLON Alain.

DISONS QUE la notification de la présente ordonnance par pli recommandé avec accusé de réception sera faite par les soins du Greffier du Tribunal de Commerce de Fréjus aux personnes suivantes :

Au Débiteur :
Monsieur Gérard SCRIBANS
511 chemin des Palanques
83440 TANNERON

Représenté par Maître SKORA Sandra pour la SELAS STIFANI-FENOUD-BECHTOLD
TANIT BURO
Chemin de Tanit
06160 ANTIBES JUAN LES PINS

A l'offrant retenu :
GRAND CASINO DE DINANT
6 Boulevard des Souverains – 5500 DINANT
99 – Belgique

Représentée par Maître RAPP Alexis, pour le cabinet VOLT ASSOCIES
49/51 Avenue Georges V
78008 PARIS

A la Commune :
Hôtel de Ville de Grasse
Place du Petit Puy
06130 GRASSE

DISONS QUE la présente ordonnance sera communiquée au Liquidateur Judiciaire, au Commissaire de Justice ainsi qu'à l'offrant évincé :

Au Liquidateur Judiciaire :
SELARL MJ LEFORT
Mandataire Judiciaire
2000 route des Lucioles
06410 BIOT SOPHIA-ANTIPOLIS

Au Commissaire de Justice :
SELARL CLEMENT REBIERE
98 avenue Frédéric Mistral
06130 GRASSE

A l'offrant évincé :
Monsieur CAPILLON Alain

EXTRAIT DES MINUTES

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-229-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

Chez la SAS SANTA LUMA
6B Rue du Plan de l'Aître
78870 - BAILLY

Fait à GRASSE, le 29/11/2023

Le Juge Commissaire

Le Greffier.
Laura Refalo
Commis - Greffier

Pour expédition certifiée conforme à l'original

TRIBUNAL DE COMMERCE DE GRASSE

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-229-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

MJ LEFORT
MANDATAIRE JUDICIAIRE

Tribunal de Commerce de Grasse

RAPPORT DU LIQUIDATEUR SUR LES DILIGENCES EFFECTUEES POUR LA RECHERCHE D'UN CESSIONNAIRE POUR LE FONDS DE COMMERCE DE LA SAS CASINO VICTORIA

(Articles L.642-20 et R.642-39 du Code de commerce)

I- Article L.642-20 : « *Les cessions d'actifs réalisées en application des articles L. 642-18 et L. 642-19 sont soumises aux interdictions prévues au premier alinéa de l'article L. 642-3. Toutefois, le juge-commissaire peut, sur requête du ministère public, y déroger et autoriser la cession à l'une des personnes visées à ce texte à l'exception des contrôleurs et du débiteur au titre de l'un quelconque de ses patrimoines.*

Le juge-commissaire peut être saisi, dans des conditions fixées par décret en Conseil d'Etat, aux fins d'accorder la même dérogation pour les cessions d'actifs mobiliers de faible valeur nécessaires aux besoins de la vie courante et de biens faisant partie d'une exploitation agricole ainsi que pour la vente aux enchères publiques ou par adjudication amiable des autres actifs mobiliers.

Le juge-commissaire statue par ordonnance spécialement motivée après avoir recueilli l'avis du ministère public lorsque celui-ci n'est pas l'auteur de la requête. »

II- Article R.642-39 : « *Pour l'application du deuxième alinéa de l'article L. 642-20, le juge-commissaire est saisi par le ministère public, le liquidateur ou le débiteur.* ***Lorsque la vente de gré à gré au profit d'une même personne porte sur un ou plusieurs biens pour un prix, hors taxe, supérieur au taux de compétence en dernier ressort du tribunal de grande instance, le liquidateur établit un rapport sur les diligences effectuées pour la recherche d'un cessionnaire.*** »

Affaire : 927 / SAS CASINO VICTORIA
Numéro greffe : 2023RJ71
Date d'ouverture de la procédure de Redressement Judiciaire : 20 Septembre 2023
Date de conversion de la procédure de Redressement Judiciaire en Liquidation Judiciaire : 25 Octobre 2023
Mission : Liquidateur Judiciaire

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-229-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

MJ LEFORT
MANDATAIRE JUDICIAIRE

INFORMATIONS GENERALES

Informations statutaires

• Constitution :

La société CASINO VICTORIA est une société par actions simplifiée (SAS) créée aux termes de statuts établis sous seing privé en date du 15/01/2016, entre :

- M. Thierry GUERRIER, né le 20/10/1967
- M. Richard GUERRIER, né le 24/04/1960
- M. Gérard SCRIBANS, né le 07/03/1955
- M. Alexandre Claude Antoine BERLIOZ, né le 03/01/1976
- Mme Stéphanie MAISONDIEU LAFORGE, née le 15/01/1966
- Mme Sandra MIONE épouse SCRIBANS, née le 28/01/1967

Elle est immatriculée au RCS de Grasse sous le N° 818 603 912 depuis le 23/02/2016.

La société a pour objet :

- L'exploitation des jeux, casino, l'hôtellerie ;
- L'activité de restauration sous toutes ses formes : pizzeria, rôtisserie, grill, crêperie, salon de thé, glacier, drugstore ;
- Entrepreneur de spectacles vivants ;
- L'organisation ou la production de tous congrès et de toutes manifestations artistiques ;
- Le tout, directement ou indirectement, pour son compte, par voie de création de sociétés nouvelles, d'apports, de commandite, de souscription, d'achat de titres ou de droits sociaux, de fusion, d'alliance, de sociétés de participation, de prise ou de mise en gérance ou autrement ;
- Et plus généralement, toutes opérations financières, commerciales, industrielles, mobilières et immobilières, pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet ci-dessus, ou à tous objets similaires ou connexes, de nature à favoriser son extension ou son développement.

Son siège social est fixé à l'adresse suivante :

1, Montée du Casino
06130 GRASSE

• Gouvernance :

La société dispose d'un conseil d'administration dont les premiers membres initiaux étaient les suivants :

- M. Thierry GUERRIER
- M. Richard GUERRIER
- M. Gérard SCRIBANS
- M. Alexandre Claude Antoine BERLIOZ

A l'origine, les organes de direction étaient les suivants :

- Président : M. Thierry GUERRIER, né le 20 octobre 1957 à CANNES

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-229-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

- Directeur Générale Délégué : M. Gérard SCRIBANS, né le 7 mars 1955 à Bayonne

En suite d'une délibération du conseil d'administration du 15 juin 2017 :
- M. Thierry GUERRIER a démissionné de ses fonctions de Président, et a été nommé en remplacement M. Gérard SCRIBANS
- M. Gérard SCRIBANS a démissionné de ses fonctions de Directeur Général,

Des mouvements sont également survenus au sein de la composition du conseil d'administration, les administrateurs étant les suivants à compter du 15 juin 2017 :
- Mme Cathy HALTE en remplacement de M. Thierry GUERRIER
- Mme Sandra MIONE en remplacement de M. Richard GUERRIER
- M. Gérard SCRIBANS
- M. Alexandre Claude Antoine BERLIOZ

La composition du Conseil d'Administration au 31 octobre 2022 est la suivante :

Conseil d'Administration	Date de nomination	Autres fonctions dans la société	Rémunération brute sur l'exercice y compris avantages en nature
Christophe SANS 131 Route des Cabanes – 06140 TOURETTES-SUR-LOUP	16/08/2019	Directeur Responsable Directeur Général Délégué (14/10/2019)	25 774,79 euros
Jean-Marc JACQUES 10 rue Maurice Mignon – 06000 NICE	17/01/2019	Membre du Comité de Direction	Néant
Raphaël FALCINI Villa Véronique – 7 avenue Lympia 06300 NICE	10/04/2019	Membre du Comité de Direction	20 199,92 euros
Gérard SCRIBANS Villa Le Nid – 511 chemin des Palanques 83440 TANNERON	15/01/2016	Membre du Comité de Direction et Président	20 590,32 euros
Alexandre BERLIOZ 16 rue du Rocher – 75008 PARIS	15/01/2016	Néant	Néant

La société est dirigée par :
- Un Président : M. Gérard SCRIBANS né le 7 mars 1955 à BAYONNE demeurant au 511, chemin des Palanques - 83440 TANNERON
- Un Directeur Général : M. Christophe SANS né le 25/05/1966 à NARBONNE (11) demeurant au 131, route des Cabanes – 06140 TOURETTES SUR LOUP

• Capital social et répartition :

Le capital social est fixé à la somme de 6 000 €, divisé en 6 000 actions de 1 € chacune, de valeur nominale, ventilées de la façon suivante :
- M. Gérard SCRIBANS : 2 462 actions (soit 41,04 % du capital social)
- M. Thierry GUERRIER : 1 800 actions (soit 30 % du capital social)
- M. Alexandre Claude BERLIOZ : 1 438 actions (soit 23,96 % du capital social)
- M. Richard GUERRIER : 150 actions (soit 2,50 % du capital social)
- Mme Stéphanie MAISONDIEU LAFORGE : 150 actions (soit 2,50 % du capital social)

Pour mémoire, M. Thierry GUERRIER a respectivement cédé à Messieurs SCRIBANS et BERLIOZ 1.104 actions chacune le 5 juillet 2017, la veille de l'ouverture au public du Casino Victoria.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-229-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

Suite au décès de Mme Sandra MIONE épouse SCRIBANS, 22 actions ont été reversées par hérédité, au bénéfice de M. SCRIBANS.

Historique et origine des difficultés

La société CASINO VICTORIA exploitait un casino situé à Grasse au travers un contrat de délégation de service public signé avec la Ville de Grasse.

Par Jugement en date du 26 Avril 2023, le Tribunal de céans a ouvert, au bénéfice de la société CASINO VICTORIA, une procédure de traitement de sortie de crise.

Au cours de la période d'observation, un arrêté rendu par le Ministre de l'intérieur et des Outre-Mer en date du 29 Août 2023 a révoqué l'autorisation de pratiquer des jeux d'argent et de hasard au casino de Grasse, laquelle avait été délivrée par arrêté du 12 octobre 2020.

En effet, le contrôle technique et réglementaire effectué par le service central des courses et jeux au sein du casino de Grasse du 22 au 25 mai 2023 aurait mis en évidence plusieurs dysfonctionnements et manquements à la réglementation applicable aux jeux d'argent et de hasard.

De même, plusieurs obligations issues de la convention de délégation de service public.

L'article 6.1 du Cahier des charges signé le 20 juillet 2011 prévoit que « le délégataire est tenu d'assurer, pendant toute la durée de la délégation, l'exploitation d'un restaurant et la mise en place d'animations » ainsi que « *le concessionnaire est autorisé à fermer le restaurant pour une durée consécutive de 5 semaines par an qui ne pourra être prise que du 1er novembre au 15 décembre* » et encore que « *le délégataire devra impérativement assurer l'organisation d'animations variées au sein du casino* ».

Or, le restaurant du Casino de Grasse serait resté fermé à la clientèle entre le 7 janvier 2023 et le 20 juin 2023, le chef étant en arrêt maladie.

Cette fermeture aurait également entraîné l'arrêt des animations qui se déroulaient en quasi-totalité dans le restaurant, constituant un manquement aux obligations du cahier des charges.

De même, sont encore reprochés :

- Une insuffisance de personnel et l'exercice irrégulier de fonctions au sein du casino caractérisée par le fait que :
    - Le casino ne serait pas ouvert durant la totalité des plages horaires fixées par l'arrêté d'autorisation de jeux du 12 octobre 2020, ce qui constituerait un manquement à l'obligation de respect des horaires d'ouverture et de fermeture des salles de jeux fixés par ledit arrêté
    - L'un des membres du comité de direction exercerait régulièrement des fonctions de croupier ou de contrôleur aux entrées, ce qui serait contraire aux dispositions de l'arrêté du 13 mai 2007 relatif à la réglementation des jeux dans les casinos qui prévoient que les membres des comités de direction ne peuvent pas cumuler leurs fonctions avec celles d'employé de jeux
- Une absence d'autorisation préfectorale pour exploiter un système de vidéoprotection :

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-229-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

- L'autorisation d'utiliser un système de vidéoprotection dans l'établissement a été délivrée pour une durée de cinq ans entre le 27/06/2017 au 26/06/2022, et une demande de renouvellement d'exploitation dudit système n'aurait été formulée que le 16/03/2023, avec une autorisation d'exploitation de nouveau délivrée le 25/04/2023, de sorte que le casino aurait exploité un système de vidéoprotection sans autorisation préfectorale entre le 27/06/2022 et le 25/04/2023
- Le registre de conservation des images de vidéoprotection ne mentionnerait pas les demandes de sauvegarde des images sollicitées par les correspondants territoriaux les 14 février et 2 mars 2023

- Des manquements concernant l'exploitation des machines à sous et des jeux électroniques :
  - Les fiches d'inventaire technique des machines à sous ne mentionneraient pas l'écart constaté entre le relevé effectué sur les machines à sous lors du contrôle par les services de police et le relevé inscrit sur le registre, ni la justification de cet écart
  - Le carnet de comptabilité ne serait pas signé du caissier pour chaque machine à sous identifiée par son N° casino et son N° constructeur
  - Pour les jeux de contrepartie électronique, aucun registre de comptabilité n'aurait été ouvert
  - Le registre de contrôle technique des machines à sous et le registre de contrôle technique des jeux électronique et de contrepartie électronique n'indiqueraient pas les derniers incidents techniques s'étant produits et qui auraient contraint la direction à procéder à leur arrêt
  - L'offre de jeux proposée à la clientèle, s'agissant des machines à sous, ne serait pas conforme à la déclaration préalable effectuée par le casino en date du 23/12/2022 (44 machines en mesure de fonctionner contre 46 machines déclarées)

Aussi, l'autorisation d'exploiter des jeux d'argent et de hasard accordée par l'arrêté ministériel du 12 octobre 2020 à la société CASINO VICTORIA a-t-elle été révoquée et l'exécution du présent arrêté a été ordonnée.

Par Jugement en date du 06 Septembre 2023, le Tribunal de céans a rejeté le plan de traitement de sortie de crise présenté par la société CASINO VICTORIA.

Par Jugement en date du 20 Septembre 2023, la société CASINO VICTORIA a été admise au bénéfice d'une procédure de Redressement Judiciaire.

Laquelle procédure a été convertie en Liquidation Judiciaire, suivant Jugement rendu le 25 Octobre 2023.

SITUATION SOCIALE

• Ressources humaines :

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-229-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

A l'ouverture de la procédure collective, la société emploie, a priori, 23 salariés :

- Monsieur SCRIBANS Gérard, Président salarié
- Monsieur RAGIONERI Jean, représentant des salariés
- Monsieur MAISONDIEU LAFORGE Jean-Jacques
- Monsieur RENAUD Rémy
- Monsieur CESAR Jean-Paul
- Monsieur FALCINI Raphaël
- Monsieur AMOURGHI Karim
- Monsieur BONHOMME Collin
- Monsieur CASTRO Alexandre
- Monsieur DA SILVA ALBUQUERQUE Jao
- Monsieur GRUSZINSKY Tadeus
- Monsieur GUERRIER Richard
- Monsieur GUERRIER Thierry
- Monsieur NASSAR CHOUITER Akim
- Monsieur SANS Christophe
- Madame GALLIANO Stella
- Madame GRATIA Eden
- Madame GROS Brigitte
- Madame MARC Maureen
- Madame MERASLI Ouahiba
- Madame PENA Alison
- Madame SETHANAND Pink

• Représentation du personnel :

Monsieur Jean RAGIONERI a été désigné en qualité de Représentant des salariés et Représentant de section syndicale.

L'article L.662-4 du Code de Commerce dispose que « *Tout licenciement envisagé par l'administrateur, l'employeur ou le liquidateur, selon le cas, du représentant des salariés mentionné aux articles L. 621-4 et L. 641-1 est obligatoirement soumis au comité d'entreprise, qui donne un avis sur le projet de licenciement.*
Le licenciement ne peut intervenir que sur autorisation de l'inspecteur du travail dont dépend l'établissement. Lorsqu'il n'existe pas de comité d'entreprise dans l'établissement, l'inspecteur du travail est saisi directement. »

A cet égard, par courrier en date du 07 Novembre 2023, l'exposant a sollicité l'autorisation de la DDETS de licencier Monsieur RAGIONERI Jean.

• Défaillances dans le paiement des salaires et accessoires :

Le CGEA a procédé à des avances pour un montant brut total de 11 634.98€.

Une seconde demande sera prochainement réalisée.

• Procédures prud'homales en cours

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-229-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

L'exposant a été informée de l'existence d'une procédure prud'homale mais n'y a pas été attrait, à ce jour.

PASSIF DE LA PROCEDURE

La publication du jugement d'ouverture au BODACC est intervenue le 29 septembre 2023.

Le délai de déclaration de créance expirera le 29 novembre 2023.

Le passif déclaré est schématisé ainsi :

Passif super privilégié	11 634,98
Passif chirographaire	250 445,32
Total passif déclaré	262 080,30

Observations :

La DGFIP a également produit une déclaration de créance de l'ordre de 215 337.49 € au titre de loyers impayés, de la taxe foncière pour la période allant de 2019 à 2022, ainsi que de la TLPE 2022.

ꕥꕥꕥ

• Vérification des créances :

Les opérations de vérification n'ont pas encore été initiée.

ACTIF DE LA PROCEDURE

I- SITUATION ACTIVE

Actif mobilier :

Aux termes du jugement d'ouverture de la procédure de liquidation judiciaire, la SELARL CLEMENT REBIERE a été désignée à l'effet de procéder à l'inventaire des actifs mobiliers conformément à l'article L.622-6 du Code de commerce.

Le procès-verbal d'inventaire fait état d'une prisée de 5 920€.

Les machines et la jetonnerie ont été placées sous scellés par arrêté du Ministère de l'Intérieur, en date du 29 Août 2023.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-229-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

A cet égard, ces actifs ont été inventoriés pour mémoire.

Par courrier en date du 07 Novembre 2023, l'exposant a sollicité du Commissaire de Justice qu'il procède à la valorisation de ces actifs.

Actif immobilier :

La SAS CASINO VICTORIA n'est propriétaire d'aucun actif immobilier.

Fonds de commerce :

La société CASINO VICTORIA exploitait un fonds de commerce de casino sis 1 Montée du Casino – 06130 GRASSE, composé :

- Des éléments corporels, notamment les actifs mobiliers inventoriés par Commissaire-Priseur Judiciaire ;

- Des éléments incorporels, notamment un contrat de délégation de service public signé avec la Ville de Grasse, dont les principales caractéristiques sont les suivantes :

  - Objet du contrat : délégation du casino comportant 3 activités distinctes (animation, restauration et jeux de hasard et d'argent)
  - Durée : 15 années, du 1er janvier 2012 au **31 décembre 2028**

DILIGENCES REALISEES

MESURES DE PUBLICITE

Afin d'attirer le chaland, Maître HUERTAS Xavier, pour la SELARL XAVIER HUERTAS & ASSOCIES, en qualité d'Administrateur Judiciaire, a fait paraître, durant la période d'observation, l'avis d'appel d'offres suivant :

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-229-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

ADMINISTRATEUR JUDICIAIRE RECHERCHE REPRENEUR
d'une entreprise exploitant un casino en redressement judiciaire (une table de jeu, 50 machines à sous, une roulette électronique, restaurant,) sise dans le 06

- **Salariés : 15**
- **Chiffre d'affaires 2022 : 689 K€ HT**
- **situation locative : convention d'occupation de locaux municipaux jusqu'au 31 décembre 2026 pour une surface de 427 m² (avec terrasse) – redevance 75 K€ CC / an**
- **contrat de délégation de service public d'une durée de 15 ans expirant le 31 décembre 2026**

Autorisation de jeu à obtenir auprès du ministère de l'intérieur par le pétitionnaire

DATE LIMITE DE DEPOT DES OFFRES : 12 octobre 2023 à 12 heures

Contacter par courrier ou par mail :

SELARL Xavier HUERTAS & Associés
1, rue Lamartine - CS 81041 - 06050 NICE CEDEX 1

Email : x.huertas@etude-huertas.fr

UN DOSSIER DE REPRISE SERA ADRESSE APRES SIGNATURE D'UN ENGAGEMENT DE CONFIDENTIALITE

La date limite de dépôt des offres a été fixée au 12 Octobre 2023, compte tenu de la situation de trésorerie de la société CASINO VICTORIA.

L'Administrateur Judiciaire a été rendu destinataire :

- D'une offre de reprise de Monsieur CAPILLON Alain ;
- D'une manifestation d'intérêt de la société GRAND CASINO DE DINANT.

Il convient de préciser que la société GRAND CASINO DE DINANT a formulé une offre entre les mains de l'exposant ; Tandis que Monsieur CAPILLON Alain n'a pas, à ce stade, réitéré son offre.

OFFRES

OFFRE DE MONSIEUR CAPILLON ALAIN

L'offre de Monsieur CAPILLON Alain a été reçue par la SELARL XAVIER HUERTAS & ASSOCIES, prise en la personne de Maître HUERTAS Xavier, ès qualité d'Administrateur Judiciaire dans le cadre de la procédure de Redressement Judiciaire de la SAS CASINO VICTORIA.

Il convient que préciser que cette offre n'a pas été réitérée entre les mains de l'exposant.

Néanmoins, par courrier électronique en date du 31 Octobre dernier, Monsieur LECOMTE Luc, Expert-Comptable, pour le compte de Monsieur CAPILLON Alain, interrogeait l'exposant sur la marche à suivre pour réitérer l'offre de son client.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-229-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

Le même jour, par retour de mail, l'exposant invitait Monsieur LECOMTE Luc à lui adresser l'offre de sa cliente.

Depuis lors, l'exposant reste sans nouvelle de Monsieur LECOMTE Luc et/ou Monsieur CAPILLON Alain.

Toutefois, la volonté de Monsieur CAPILLON Alain de maintenir son offre est non-équivoque, considérant le courriel adressé par son Expert-Comptable.

A cet égard, elle sera développée ci-après sur la base de l'offre formulée par Monsieur CAPILLON Alain entre les mains de l'Administrateur Judiciaire.

Il appartiendra à Monsieur CAPILLON Alain de faire connaître ses intentions au plus tard au jour de l'audience.

PRESENTATION DE L'OFFRANT

L'offre est formulée par Monsieur CAPILLON Alain.

Monsieur CAPILLON Alain serait à la tête d'un groupe de sociétés d'espaces verts, réalisant un chiffre d'affaires supérieur à 110 000 000 d'euros par an, et employant 850 salariés.

En tout état de cause, Monsieur CAPILLON Alain assure la gestion des structures suivantes :

- SARL JADE, sise 6B Rue du Plan de l'Aître – 78870 BAILLY, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Versailles sous le numéro 882 833 023 pour une activité de location de logements ;
- SCI TAILLE AND CO, sise 28 avenue Roger Hennequin – 78190 TRAPPES, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Versaille sous le numéro 807 538 616 ;
- SAS PAU 64, sise 38 Avenue Roger Hennequin – 78190 TRAPPES, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Versailles sous le numéro 901 742 437 pour une activité d'administration d'immeubles et autres biens immobiliers ;
- SAS CAP VERT, sise 38 Avenue Roger Hennequin – 78190 TRAPPES, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Versailles sous le numéro 904 912 466 pour une activité de gestion de fonds ;
- SAS TARBES 65, sise 38 Avenue Roger Hennequin – 78190 TRAPPES, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Versailles pour une activité de location de terrains et autres biens immobiliers ;
- SARL LV, sise 6B Rue du Plan de l'Aître – 78870 BAILLY, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Versailles sous le numéro 890 979 917 pour une activité de location de logements ;
- SCI AUDE, sise 21 Rue Jean Bart – 78960 VOISINS-LE-BRETONNEUX, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Versailles sous le numéro 350 916 110 ;
- SCI DE LA GRAVE, sise Avenue Ambroise Croizat – 91130 RIS-ORANGIS, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés sous le numéro 517 854 824 ;
- SASU EVORA MANAGEMENT, sise 28 Avenue Roger Hennequin – 78190 TRAPPES, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Versailles pour une activité de holding ;

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-229-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

- SAS CERGY, sise 38 Avenue Roger Hennequin – 78190 TRAPPES, immatriculée au Registre du Commerce de Versailles sous le numéro 917 499 766 pour une activité de location de terrains et d'autres biens immobiliers ;
- SAS CAP VERT MANAGEMENT, sise 21 Rue Jean Bart – 78960 VOISINS-LE BRETONNEUX, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Versailles pour une activité de fonds de placement ;
- SAS SANTA LUMA, sise 6B Rue du Plan de l'Aître – 78870 – BAILLY, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Versailles sous le numéro 907 992 002 pour une activité de sièges sociaux ;
- SAS IMMO IDF, sise 3 Rue de la Fontaine Pleureuse – 78580 BAZEMONT, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Versailles sous le numéro 907 954 440 pour une activité de sièges sociaux ;
- SAS RISORANGIS91, sise 28 Avenue Roger Hennequin – 78190 TRAPPES, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Versailles sous le numéro 920 845 245 pour une activité de location de terrains et d'autres biens immobiliers.

PERIMETRE DE L'OFFRE

Le périmètre de l'offre est obscur.

L'offrant précise :

« L'offre porte sur les éléments corporels du fonds de commerce, à hauteur de 100 000€ payé comptant. »

Dès lors, l'offrant semble exclure les éléments incorporels.

Néanmoins, la reprise des salariés, visés par l'offre, vient contredire la seule reprise des actifs corporels.

Il appartiendra à l'offrant d'éclaircir ce point lors de l'audience.

PRIX PROPOSE

L'offrant propose la somme de 100 000€, payé comptant, pour la reprise des éléments corporels.

Monsieur CAPILLON Alain prévoit, en sus, un budget d'investissement de 200 000€ pour l'acquisition de nouvelles machines et la rénovation des locaux.

CLAUSE DE SUBSTITUTION

L'offre semble prévoir une clause de substitution au profit d'une société à créer :

« L'offre de reprise se ferait par l'intermédiaire d'une société à créer dont l'actionnaire principal serait la SAS SANTA LUMA, holding personnelle de Monsieur Alain CAPILLON, 6B Rue du Plan de l'Aître – 78870 BAILLY, dont les fonds propres s'élèvent à 4 millions d'euros. »

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-229-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

PIECES PRODUITES AU SOUTIEN DE L'OFFRE

Monsieur CAPILLON Alain joint, au soutien de son offre :

- Une déclaration d'indépendance et de sincérité du prix ;
- Une attestation de non-condamnation ;
- Un prévisionnel et un business plan ;
- Les comptes annuels de la SAS SANTA LUMA.

Il en ressort les éléments suivants :

Exercice 07 Décembre 2021 – 31 décembre 2022							
Actif	Dettes	Capitaux propres	Chiffre d'affaires	Résultat d'exploitation	Résultat net	Charges d'exploitation	Produits d'exploitation
4 031 431	16 203	4 015 228	Néant	- 9772	- 9772	9 772	Néant

Les comptes annuels de la SAS SANTA LUMA laissent apparaître des disponibilités s'élevant à la somme de 2 281.29€.

Toutefois, Monsieur CAPILLON Alain ne fournit aucun relevé bancaire justifiant de la réalité des disponibilités.

CONDITION SUSPENSIVE

Aucune condition suspensive n'est expressément prévue par l'offrant.

ANALYSE DE L'OFFRE

La présente offre souffre de ses lacunes.

Bien que le prix proposé pour la reprise du fonds de commerce soit intéressant, l'offre est trop imprécise et sommaire, notamment quant au périmètre de reprise.

Par ailleurs, interrogée par l'Administrateur Judiciaire, la Commune de Grasse a émis un avis défavorable sur l'offre de Monsieur CAPILLON Alain.

Or, l'accord de la Commune est essentiel pour le transfert de la délégation de service public, relative à l'exploitation du Casino, et à la Convention d'occupation du domaine public pour les locaux exploités sur la Commune de Grasse.

OFFRE DE LA SOCIETE GRAND CASINO DE DINANT

PRESENTATION DE L'OFFRANT

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-229-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

L'offre est formulée par la société GRAND CASINO DE DINANT, SA de droit belge, sise 6 Boulevard des Souverains – 5500 DINANT (99 – BELGIQUE), immatriculée sous le numéro 0895 354 936.

Laquelle est représentée par Monsieur Jugen DE MUNCK, en qualité de représentant légal.

Les parts composant le capital social sont réparties entre :

- La société INFINITI GAMING INTERNATIONAL (80.01%) – Holding, fondée et détenue majoritairement par Monsieur Jurgen DE MUNCK ; Société de droit luxembourgeoise au capital de 399 900, immatriculée sous le numéro B185246 et dont le siège se situe au 3 Boulevard Royal – L2249 LUXEMBOURG.
- La société LABROKES CORALE GROUP LIMITED (19.99%) – Filiale de la société ENTAIN, multinationale anglaise cotée à la bourse de Londres, constituant l'un des plus grands acteurs du marché des casinos et des paris sportifs en ligne.

Les membres du Conseil d'Administration de la SA GRAND CASINO DE DINANT sont Messieurs Jurgen DE MUNCK et Koen DE WISPELAERE.

La société GRAND CASINO DE DINANT est membre du groupe DRGT/INFINITI qui exploite, sous la marque INFINITI, outre le casino de DINANT, le casino INIFNITI d'OSSTENDE en Belgique, le casino INFINITI d'Acapulco au Mexique, et prochainement les casinos OCEANIA et MASARYK à Mexico City.

Présentation du casino

Depuis 2013, la société GRAND CASINO DE DINANT exploite le casino, le restaurant et la salle d'évènements sis Boulevard des Souverains 6 – 5500 DINANT :

- **LE CASINO** :

Le casino – dit INFINITI – comprenant une salle de jeux, un snack-bar ainsi qu'une salle d'évènements - dispose de plus de 200 machines et accueille pas moins de 10 000 visiteurs chaque mois.

Pour dynamiser sa fréquentation, la société GRAND CASINO DE DINANT organise de nombreux évènements mensuels ; A titre d'exemple, une tombola est organisée deux fois par mois, à l'occasion de laquelle les clients ont la chance de gagner des prix d'exception, tels que des voitures.
Lesquels évènements participent au développement touristique de la ville.

Le casino dispose d'un bar où snacks et boissons sont offerts aux visiteurs.

- **LE RESTAURANT** :

En complément du bar, la société GRAND CASINO DE DINANT exploite un restaurant au sein du casino.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-229-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

Là encore, pour dynamiser sa fréquentation, des soirées à thèmes sont organisées, à l'occasion desquels des menus spéciaux sont proposés : Menu fruits de mer ou menu spécial huitres.

- **LA SALLE D'EVENEMENTS :**

La société GRAND CASINO DE DINANT exploite une grande salle de spectacles où sont organisées des activités socioculturelles, telles que des concerts en faveur d'œuvres caritatives, des expositions ou autres fêtes locales.

En sus, et pour compléter son champ d'action, une filiale de la société GRAND CASINO DE DINANT exploite un hôtel et un centre de bien-être.

La société GRAND CASINO DE DINANT embauche une équipe composée de 50 personnes, répartis comme suit :

- Personnel du casino : Personnel agréé par la Commission Belge des jeux de hasard ;
- Personnel de restauration : Chefs, sous-chefs, sommeliers, serveurs, etc.
- Personnel de maintenance en charge de l'entretien et des réparations des installations.

Il échet de constater que la société GRAND CASINO DE DINANT constitue un recruteur important, participant ainsi à la diminution du taux de chômage.

Historique

La société GRAND CASINO DE DINANT a été acquise en Novembre 2013 par le groupe DRGT/INFINITI, dirigé par Monsieur Jurgen DE MUNCK, moyennant le versement de la somme de 11 millions d'euros, financé au moyen d'un prêt intégralement remboursé en cinq ans.

Le casino appartenant, anciennement, au groupe PARTOUCHE, a vu sa fréquentation augmenter de 30% en 3 ans et son chiffre d'affaires augmenter de 25% - passant de 5.7 millions d'euros à 7.1 millions d'euros.

PERIMETRE DE L'OFFRE

Les actifs repris sont les suivants :

CONTRATS	- Le contrat de délégation de service public conclu le 20 Juillet 2011 entre la Commune de Grasse et la société CASINO DE GRASSE ; - La convention d'occupation du domaine public conclu le 20 Juillet 2011 entre la Commune de Grasse et la société CASINO DE GRASSE ; - Le contrat de location de licence de débit de boisson de 4ème catégorie conclu avec le théatre de Grasse ; - Les éventuels contrats informatiques conclus par la société CASINO VICTORIA relatif au développement, l'hébergement, la gestion, l'exploitation et/ou la maintenance du site internet CASINO-VICTORIA.FR et CASINOVICTORIA.FR ou tout site internet renvoyant au Casino de Grasse.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-229-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

	<u>NB. L'offre prévoit expréssement que la société GRAND CASINO DE DINANT fera son affaire personnelle de l'obtetion auprès des autorités adminsitratives compétentes, à à son bénéfice ou à celui de toute société le substituant, de l'ensemble des accréditations, autorisations administratives et réglementaires, nécessaires à l'exploitation du casino de Grasse.</u> Des démarches ont d'ores et déjà été entreprises auprès notamment de la commune de Grasse pour obtenir le transfert de la délégation du service public et de la convention d'occupation du domaine public. Par courrier en date du 27 Octobre 2023, une demande d'autorisation de cession des contrats DSP et de COPS relatif à l'exploitation du casino a été adressé à la Commune.
ACTIFS CORPORELS	- Un bar en bois de forme arrondie avec fond et tiroirs réfrigérés - Un plan de travail en inox avec un évier à deux bacs - Qautre tabourets en simili cuir doré - Un buffet réfrigéré ilôt central carré monté sur 4 mois : Structure en bois massif avec soubassement pour stocker les assiettes, avec pare-haleine en verre de forme pyramidale, rails en aluminum ERNEST MENARD - Quatre barrières de sécurité chromé doré avec cordon rouge tressé - Un paravent en bois ajouré à cinq feuilles - Une banque d'accueil avec petit retour, dessus en marbre noir et socle en cuir capitonné, vitre de protection - Un fauteuil traineau - Un meuble de rangement en stratifié faux bois ouvrant à deux vantaux coulissants - Un meuble de rangement à quatre vantaux, fixé - Un PC HP avec écran miniteur DELL – Clavier et souris - Un écran monteur SAMSUNG - Un téléphone standard - Un extincteur - Un canapé deux places avec trois fauteils au modèle - Un canapé deux places en cuir vieilli de couleur marron - Deux tables basses circulaires en fer - Trois poufs carrés en velours - Une chaise basse en velours - Vingt-sept chaises en résine tressée - Quatre chaises hautes - Deux tables circulaires avec plateau mélaminé sur piètement fonte - Treize tables carrées type bistrot avec plateau mélaminé sur piètement fonte - Un mange-debout avec plateau marbre veiné sur piètement fer forgé - Un buffet en bois d'inspiration indonésienne - Quatre lampadaires réverbères à trois lumières

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-229-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

- Un meuble étagère en bois porte-bouteilles à six niveaux avec façades grillagée
- Un meuble de rangement en bois à deux vantaux coulissants
- Un bar en bois avec ouverture en porte feuille et rangements à l'arrière
- Deux chaises hautes en résine tressée
- Deux portes menu
- Trois chauffages radiants suspensus DX DREXON
- Deux soufflants SOVELOR
- Un portant métallique sur roulettes
- Un piano électrique YAMAHA – Modèle CLAVINOVA
- Trois mange-debout avec plateau en marbre veiné sur piètement fer forgé
- Deux consoles dessus marbre veiné avec armatures fer forgé – fixées
- Deux importantes appliques torchères en métal – fixées
- Cinq importants parasols déportés sur piètement – avec housse de protection
- Un siège haut en résine tressée
- Trente-deux chaises en résine tressée
- Quatre canapés deux places en résine tressée
- Quatre tables basses d'inspiration indonésienne
- Trente tables carrées type bistrot avec plateau en stratifié faux bois sur piètement fonte
- Un ensemble de bacs à plantes
- Un claustra déroulant de chaque côté sur piètement fonté
- Un chariot roulant en bois noir à deux vantaux
- Deux coffres de rangement en PVC à porte rabattable
- Une chambre froide (environ 8m²) démontable TOTALINE
- Une saladette réfrigérée inox
- Un pétrin inox DITO SAMA avec ses accessoires
- Une trancheuse à jambon en inox
- Un cuiseur à riz COSY
- Une vitrine réfrigérée à porte vitrée COMBISTEEL
- Une vitrine réfrigérée à boissons à porte vitrée FIONOR
- Une machine à glaçons inox PDQ 30A
- Un coffre congélateur à porte rabattable
- Une poubelle réfrigérée GAMKO
- Une table en inox avec emplacement pouvelle
- Un meuble de rangement en bois à deux vantaux – avec rajout d'un plateau inox dessus
- Trois armoires de rangement en PVC et mélaminé
- Un chariot de transport inox à double plateau – sur roulettes
- Un chariot inox à double plateau – fixe
- Un meuble de rangement inox à deux vantaux coulissants
- Une étagère à quatre niveaux
- Un rack métallique à cinq niveaux
- Un escabeau aluminium à quatre marches

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-229-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

- Un diable
- Trois tables carrées type bistrot
- Deux chaises avec assise en velours rouge sur piètement tubulaire chromé doré
- Une chaise en résine tressée
- Un ensemble de batterie et ustensiles de cuisine
- Un ensemble de vaisselle
- Deux armoires réfrigérées EVERY CONTROLS
- Une armoire réfrigérée ELITECH
- Une plaque à induction SCHOTT CERAM
- Un micro-ondes inox SAMSUNG
- Une cellule de refroidissement inox
- Un meuble froid inox à deux vantaux – avec groupe de froid intégré FAGOR
- Un meuble froid inox à trois vantaux – avec groupe de foid intégré JOHNSON CONTROLS, étagère en inox dessus, salamandre en inox BERTOS
- Un meuble froid inox à trois vantaux – avec groupe de froid intégré JOHNSON CONTROLS
- Deux meubles de rangement inox suspendus à deux vantaux coulissants
- Six étagères en inox suspendues
- Un four électrique inox FRIMA COMBI STEAM AIR FDC61 – sur piètement inox
- Un évier inox à un bac avec sortie
- Un lave-main inox
- Une poubelle PVC à pédale
- Un système mural de désinfection
- Un porte-savon liquide murel JVD
- Deux porte-serviettes JVD
- Une hotte aspirantes inox à sept bouches
- Un piano de cuisine
- Un lave-vaisselle en inox à capot OMNIWASH
- Une plonge en inox à deux bacs avec sortie et douchette
- Un chauffe-plat en inox DIGIT
- Une table de travail en inox
- Trois étagères suspensues
- Un PC ADVANCE avec écran moniteur ipure, clavier, souris
- Une imprimante CANON – moèle MG 6850
- Un écran de contrôle SAMSUNG
- Trois fauteuils traineau
- Une armoire basse de rangement ouvrant à deux vantaux
- Une amoire en PVC ouvrant à deux vantaux coulissants
- Une amoire coffre-fort à clé et à code
- Un bureau droit en mélaminé avec caisson à deux tiroirs
- Un bureau droit en mélamuné
- Un bureau avec retour en stratifié faux bois, avec caisson à trois tiroirs

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-229-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

	- Deux caissons en stratifié faux bois à trois tiroirs - Cinq chaises hautes en fer - Quatre chaises hautes en résine tressée - Deux échelles aluminium - Un diable - Un rack métallique à cinq niveaux - Trois extincteurs - Un bureau laqué noir avec deux caissons intégré à trois tiroirs - Un meuble de rangement laqué noir ouvrant à six tiroirs et trois vantaux - Une glace à fronton avec encadrement en bois argenté - Un fauteuil traineau - Une chaise avec assise en velours rouge - Une chaise traineau acec revêtement tissu - Un système de vidéosurveillance (vingt-six caméras infra-rouges + écrans de contrôle) - Deux PC LENOVO et HP avec deux claviers - Deux extincteurs
	1. Eléments de propriété intellectuelle : - Tous les logiciels, développements, programmes et suites d'instructions informatiques – sous forme de Codes sources ; - Les sites Internet ou applications exploités à l'occasion de l'exploitation du service public, leurs améliorations ainsi que les spécifications et documentations préparatoires qui y sont associés ; - Les données ou ensembles de données et bases de données collectées ou produites à l'occasion du service public ; - Toutes les créances graphiques, visuelles, audiovisuelles ou littéraires en ce compris, les articles, publications sur les réseaux sociaux, les présentations, menus, cartes, plans, schémas, œuvres musicales ou audiovisuelles, animation, dessins et logo, slogans, et plus généralement toutes les œuvres de l'esprit, toutes idées formalisées, travaux ou résultats créés ou réalisés à l'occasion de l'exploitation du service public. - Tous les signes distinctifs, en ce compris, les droits à titre de marque et les demandes de marque, les droits sur les noms de domaine portant notamment sur la maque verbale française CASINO VICTORIA, enregistrée à l'INPI sous le numéro 4314756, les noms de domaine CASINO-VICTORIA.FR et CASINOVICTORIA.FR ainsi que les dénominations sociales, noms commerciaux et enseignes ; - Tous les noms se rapportant aux soirées à thème et plus généralemnt des événements crées/organisés à l'ocassion de l'exploitation du service public, en ce compris ROUGE OU NOIR, LE TRESOR DES PIRATES, DINER JAZZY, TU SCANNES – TU GAGNES, SOIREE BEAUJOLAIS, SOIREE DE LA SAINT-VALENTIN, SOIREE MEXICAINE, SOIREE CUBAINE ; - Tous les éléments de savoir-faire, en ce compris les secrets commerciaux

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-229-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

ACTIFS INCORPORELS	et industriels, ainsi que les secrets des affaires, les produits, méthodes de gestion industrielle ou commerciale, ainsi que leurs améliorations et toutes les informations confidentielles les concernant. **2. Eléments relatifs à l'activité :** - Le droit de se présenter comme successeur de la société CASINO VICTORIA ; - Les licences d'exploitation, agréments, certificats techniques et plus généralement tout autre document en lien avec les licences, agréments et autorisations dont bénéficie la société CASINO VICTORIA ; - Les accès à la messagerie électronique ; - Les droits d'administration et accès aux pages des réseaux sociaux, sites Internet ou applications exploités à l'occasion de l'exploitation du service public ; - L'ensemble des données et bases de données collectées ou produites à l'occasion de l'exploitation du service public faisant l'objet d'un contrat de délégation de service public. **3. Eléments relatifs aux fichiers et aux données personnelles s'y rapportant :** - Les fichiers clients, prospects, partenaires et fournisseurs ainsi que, le cas échéant, tout élément de documentation de conformité à la réglementation sur les données personnelles (RGPD) en lien avec ces fichiers : registres des traitements de données à caractère personnel (en tant que responsable de traitement et en tant que sous-traitant), cartographie des activités de traitement, analyses d'impact effectuées en relation avec les traitements, contrats de traitement de données, etc.

Par ailleurs, l'offre prévoit expressément que :

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-229-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

(i) S'agissant des machines à sous et des tables de jeux non repris : le Liquidateur Judiciaire pourra faire procéder à leur vente à tout tiers intéressé, étant rappelé que la charge, le coût et la responsabilité de leur enlèvement restera – en tout état de cause – au Liquidateur Judiciaire ou au tiers repreneur. La société Grand Casino de Dinant ne pourra ainsi d'aucune manière être tenue de l'enlèvement de ces machines à sous et/ou tables de jeux ;

(ii) S'agissant des actifs incorporels : le Repreneur fera son affaire personnelle de l'obtention auprès des autorités administratives compétentes, à son bénéfice ou pour toute société le substituant, de l'ensemble des accréditations, autorisations administratives et réglementaires, nécessaires à l'exploitation du casino de Grasse ;

(iii) S'agissant des contrats repris :

- la date de cession des contrats repris correspondra à la Date d'Entrée en Jouissance ;
- les contrats cédés feront l'objet d'un arrêté comptable à la Date d'Entrée en Jouissance. Le solde après compensation des sommes dues par l'une ou l'autre des parties sera réglé au jour de la signature des actes de cession qui devra intervenir au plus tard dans les trois mois suivant la Date d'Entrée en Jouissance ; et
- les charges relatives aux contrats cédés seront supportées par le Repreneur à compter de la Date d'Entrée en Jouissance et pour l'utilisation qu'il en aura faite à compter de cette date.

PRIX PROPOSE

La société GRAND CASINO DE DINANT propose la reprise du fonds de commerce, moyennant le versement de la somme de 115 000€, payée comptant :

- 12 460€ pour les actifs corporels ;
- 1 000€ pour les actifs incorporels ;
- 101 540€ pour les contrats reprises.

La société GRAND CASINO DE DINANT prévoit, en sus, un budget d'investissement de 2.2 millions d'euros pour l'acquisition de nouvelles machines et la rénovation des locaux :

- 1.8 millions d'euros pour l'achat de nouveaux équipements pour le casino :
- 300 000 euros pour l'achat de nouveaux équipements pour le bar et le restaurant :
- 175 000€ pour l'aménagement intérieur du casino, du bar, du restaurant.

Selon Maître RAPP Alexis, intervenant aux intérêts de la société GRAND CASINO DE DINANT, « la société GRAND CASINO DE DINANT entend mener un important programme d'investissements de près de 2.3 millions d'euros sur les trois prochaines années. Des investissements d'ampleur seront immédiatement réalisées afin de rénover le casino, sa structure et sa cuisine, avec un objectif de réouverture au 1er Mars 2024. »

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-229-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

MJ LEFORT
MANDATAIRE JUDICIAIRE

CLAUSE DE SUBSTITUTION

L'offre prévoit une clause de substitution au profit d'une société à créer ; Laquelle sera dédiée à l'exploitation et au développement du casino de Grasse.

Cette société sera :

- Domiciliée à l'adresse du casino ;
- Dénommée INFINITI CASINO GRASSE ;
- Dotée d'un capital social de 400 000€ ;
- Détenue à 19.99% par la société GRAND CASINO DE DINANT et 80.01% par Monsieur Jurgen DE MUNCK.

PIECES PRODUITES AU SOUTIEN DE L'OFFRE

L'offrant joint, au soutien de son offre :
- Une déclaration d'indépendance et de sincérité du prix ;
- Une attestation de non-condamnation ;
- Un prévisionnel et un business plan ;
- Les comptes annuels de la société GRAND CASINO DE DINANT.

Il en ressort les éléments suivants :

Exercice 01 Juillet 2018 – 30 Juin 2019				
Actif	**Dettes**	**Capitaux propres**	**Chiffres d'affaires**	**Résultat net**
7 816 862	2 452 181	4 494 099	14 288 152	1 147 109
Exercice 01 Juillet 2019 – 30 Juin 2020				
Actif	**Dettes**	**Capitaux propres**	**Chiffres d'affaires**	**Résultat net**
4 958 826	3 018 218	1 696 877	10 959 070	119 283
Exercice 01 Juillet 2020 – 30 Juin 2021				
Actif	**Dettes**	**Capitaux propres**	**Chiffres d'affaires**	**Résultat net**
5 991 853	2 818 205	3 049 791	10 589 585	1 836 304

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-229-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

Exercice 01 Juillet 2021 – 30 Juin 2022				
Actif	Dettes	Capitaux propres	Chiffres d'affaires	Résultat net
7 360 166	3 033 511	4 194 015	15 197 166	1 501 808

CONDITION SUSPENSIVE

Aucune condition suspensive n'est expressément prévue par l'offrant.

ANALYSE DE L'OFFRE

La présente offre apparaît sérieuse et le projet réfléchi et abouti.

L'offrant apporte de solides garanties financières.

Par ailleurs, la présente offre est la mieux-disante.

La reprise du casino par la société GRAND CASINO DE DINANT pourrait constituer un moteur pour la ville, à plusieurs égards – En termes d'emploi, d'attractivité, de tourisme, d'autant que sous réserve de confirmation, l'autorité délégante serait favorable à cet acquéreur.

Par ailleurs, le périmètre de reprise, excluant les machines à sous et la jetonnerie, peut permettre d'envisager une vente aux enchères de ces actifs.

ꕥꕥꕥ

L'exposant relève que cette cession est conditionnée aux points suivants :

- Le transfert de la délégation de service public et des droits d'occupation notamment par la Commune de GRASSE de sorte qu'en l'absence d'accord de la Commune, aucune cession ne peut intervenir
- L'obtention, par l'acquéreur potentiel, des autorisations nécessaires (administratives et réglementaires) lui permettant de développer cette activité
- Certains éléments figurant dans le périmètre de l'offre (sans être exhaustif) peuvent poser difficultés en termes de délivrance de la chose à l'acquéreur, il en est ainsi des éléments RGPD, des accès aux messageries, des codes d'accès réseaux sociaux, des éléments nominatifs (dont on ignore s'il s'agit de marques protégées). Aussi, ce point doit être clarifié avec l'acquéreur avec qui il conviendra également d'échanger quant à la date de prise de possession.

A cet égard, l'exposant sollicite de Madame le Juge-Commissaire de :

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-229-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

MJ LEFORT
MANDATAIRE JUDICIAIRE

Bien vouloir l'autoriser à céder les actifs appartenant à la SAS CASINO VICTORIA, conformément à son offre, à la société GRAND CASINO DE DINANT, moyennant le versement de la somme de 115 000€,

Bien vouloir rejeter l'offre formulée par Monsieur CAPILLON Alain.

Bien vouloir enjoindre l'acquéreur à faire connaître sans délai les coordonnées du rédacteur de l'acte de leur choix,

Bien vouloir ordonner le versement du prix entre les mains de l'exposant

---

SOUS TOUTES RESERVES.

Fait à Biot, le 07 Novembre 2023.

Pour la SELARL MJ LEFORT
Yann LEFORT

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-229-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

CONVENTION D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC DU CASINO DE GRASSE

AVENANT

Entre les soussignés :

La **COMMUNE de GRASSE**, identifiée sous le numéro SIREN N° 210 600 698 000 18 et représentée par son Maire en exercice, Monsieur Jérôme VIAUD, agissant au nom et pour le compte de ladite commune en vertu d'une délibération du Conseil Municipal en date du 5 décembre 2023, reçue en sous-préfecture de GRASSE le 6 décembre 2023

Ci-après dénommée **« la Ville de Grasse » ou « La Ville »,** d'une part

ET

La société **GRAND CASINO DE DINANT**, SA de droit belge, sise 6 Boulevard des Souverains – 5500 DINANT (99 – BELGIQUE), immatriculée sous le numéro 0895 354 936, représentée par Monsieur Jugen DE MUNCK, en qualité de représentant légal.

PREAMBULE

Le 20 septembre 2023 le tribunal de commerce de Grasse a ouvert une procédure de redressement judiciaire concernant ladite SAS DU CASINO VICTORIA faisant suite à un rejet de plan de sortie de crise ;

Dans ce cadre l'administrateur au redressement judiciaire afin d'assurer une poursuite de l'activité du casino et permettre la sauvegarde des emplois a décidé de lancer un appel d'offres pour la reprise de l'entreprise exploitée par la SAS Casino Victoria avec une date de remise des offres au 12 octobre 2023.

Deux offres ont été reçues.

Par jugement en date du 25 octobre 2023 la SAS du CASINO VICTORIA a été placée en liquidation judiciaire, que la SARL MJ LEFORT a été désignée en qualité de liquidateur judiciaire, que la SELARL HUERTAS a été maintenu en qualité d'administrateur judiciaire avec pour mission de préparer, organiser et réaliser la cession de l'entreprise.

Des deux offres reçues, l'administrateur judiciaire a proposé en raison de son sérieux l'offre de la société GRAND CASINO DE DINANT, société de droit belge représentée par M. Jugen DE MUNCK. Les parts composants le capital social sont réparties comme suit :

- la société INFINITI GAMING INTERNATIONAL (80.01%) – Holding, fondée et détenue majoritairement par Monsieur Jurgen DE MUNCK ; Société de droit luxembourgeoise au capital de 399 900 euros,

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-229-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

- la société LABROKES CORALE GROUP LIMITED (19.99%) – Filiale de la société ENTAIN, multinationale anglaise cotée à la bourse de Londres, constituant l'un des plus grands acteurs du marché des casinos et des paris sportifs en ligne.

Le tribunal de commerce sur rapport du liquidateur judiciaire pour la recherche d'un cessionnaire pour le fonds de commerce de la SAS CASINO VICTORIA a décidé par ordonnance du 29 novembre 2023 de la reprise des activités du casino de Grasse par la société GRAND CASINO DE DINANT sous condition suspensive de l'accord du conseil municipal de la ville de Grasse et de l'obtention de l'autorisation des jeux par ladite société.

Par délibération du 5 décembre 2023 le conseil municipal a accepté le transfert du contrat d'occupation du domaine public à la société GRAND CASINO DE DINANT ;

CECI ETANT EXPOSE, LES PARTIES CONVIENNENT CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA PRESENTE CONVENTION

Il est autorisé le transfert du contrat d'occupation du domaine public du Casino de Grasse signé le 20 juillet 2011 de la SAS du CASINO VICTORIA à la société GRAND CASINO DE DINANT ;
Lorsque la société dédiée dénommée INFINITI CASINO GRASSE aura été créée, elle pourra se substituer à la société GRAND CASINO DE DINANT.

Pour l'exécution des présentes, les parties font élection de domicile pour le Ville de Grasse en l'hôtel de Ville de Grasse – BP 12069 – 06131 GRASSE CEDEX pour l'occupant en son siège social

A Grasse, le

Nombres d'exemplaires : 4

Pour la société
du GRAND CASINO DE GRASSE
Son représentant légale,

Jurgen DE MUNCK

Pour la Ville de GRASSE,
Le Maire,

Jérôme VIAUD
Vice-président du Conseil départemental
des Alpes-Maritimes
Président de la Communauté d'Agglomération
du Pays de Grasse

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-229-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

CONTRAT DE DELEGATION DE SERVICE PUBLIC DU CASINO DE GRASSE

AVENANT

Entre les soussignés :

La **COMMUNE de GRASSE**, identifiée sous le numéro SIREN N° 210 600 698 000 18 et représentée par son Maire en exercice, Monsieur Jérôme VIAUD, agissant au nom et pour le compte de ladite commune en vertu d'une délibération du Conseil Municipal en date du 5 décembre 2023, reçue en sous-préfecture de GRASSE le 6 décembre 2023

Ci-après dénommée **« la Ville de Grasse » ou « La Ville »,** d'une part

ET

La société **GRAND CASINO DE DINANT**, SA de droit belge, sise 6 Boulevard des Souverains – 5500 DINANT (99 – BELGIQUE), immatriculée sous le numéro 0895 354 936, représentée par Monsieur Jugen DE MUNCK, en qualité de représentant légal.

PREAMBULE

Le 20 septembre 2023 le tribunal de commerce de Grasse a ouvert une procédure de redressement judiciaire concernant ladite SAS DU CASINO VICTORIA faisant suite à un rejet de plan de sortie de crise ;

Dans ce cadre l'administrateur au redressement judiciaire afin d'assurer une poursuite de l'activité du casino et permettre la sauvegarde des emplois a décidé de lancer un appel d'offres pour la reprise de l'entreprise exploitée par la SAS Casino Victoria avec une date de remise des offres au 12 octobre 2023.

Deux offres ont été reçues.

Par jugement en date du 25 octobre 2023 la SAS du CASINO VICTORIA a été placée en liquidation judiciaire, que la SARL MJ LEFORT a été désignée en qualité de liquidateur judiciaire, que la SELARL HUERTAS a été maintenu en qualité d'administrateur judiciaire avec pour mission de préparer, organiser et réaliser la cession de l'entreprise.

Des deux offres reçues, l'administrateur judiciaire a proposé en raison de son sérieux l'offre de la société GRAND CASINO DE DINANT, société de droit belge représentée par M. Jugen DE MUNCK. Les parts composants le capital social sont réparties comme suit :

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-229-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

- la société INFINITI GAMING INTERNATIONAL (80.01%) – Holding, fondée et détenue majoritairement par Monsieur Jurgen DE MUNCK ; Société de droit luxembourgeoise au capital de 399 900 euros,

- la société LABROKES CORALE GROUP LIMITED (19.99%) – Filiale de la société ENTAIN, multinationale anglaise cotée à la bourse de Londres, constituant l'un des plus grands acteurs du marché des casinos et des paris sportifs en ligne.

Le tribunal de commerce sur rapport du liquidateur judiciaire pour la recherche d'un cessionnaire pour le fonds de commerce de la SAS CASINO VICTORIA a décidé par ordonnance du 29 novembre 2023 de la reprise des activités du casino de Grasse par la société GRAND CASINO DE DINANT sous condition suspensive de l'accord du conseil municipal de la ville de Grasse et de l'obtention de l'autorisation des jeux par ladite société.

Par délibération du 5 décembre 2023 le conseil municipal a accepté le transfert du contrat de délégation de service public à la société GRAND CASINO DE DINANT ;

CECI ETANT EXPOSE, LES PARTIES CONVIENNENT CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA PRESENTE CONVENTION

Il est autorisé le transfert du contrat de délégation de service public du Casino de Grasse signé le 20 juillet 2011 de la SAS du CASINO VICTORIA à la société GRAND CASINO DE DINANT ;
Lorsque la société dédiée dénommée INFINITI CASINO GRASSE aura été créée, elle pourra se substituer à la société GRAND CASINO DE DINANT.

Pour l'exécution des présentes, les parties font élection de domicile pour le Ville de Grasse en l'hôtel de Ville de Grasse – BP 12069 – 06131 GRASSE CEDEX pour l'occupant en son siège social

A Grasse, le

Nombres d'exemplaires : 4

Pour la société
du GRAND CASINO DE GRASSE
Son Représentant légal,

Jurgen DE MUNCK

Pour la Ville de GRASSE,
Le Maire,

Jérôme VIAUD
Vice-président du Conseil départemental
des Alpes-Maritimes
Président de la Communauté d'Agglomération
du Pays de Grasse

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-229-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

Le goût de l'essentiel
Grasse

EXTRAIT
du registre des Délibérations du Conseil Municipal
séance du 5 décembre 2023

NOMBRE DE MEMBRES		
Afférents au Conseil Municipal	en exercice	qui ont pris part à la Délibération
45	45	41

2023 - 229 CESSION DE LA DELEGATION DE SERVICE PUBLIC DU CASINO DE GRASSE A LA SOCIETE GRAND CASINO DE DINANT

Le Conseil Municipal de la Commune de GRASSE, dûment convoqué le 28 novembre 2023, s'est réuni le mardi 5 décembre 2023 à 14h30 au Palais des Congrès, salle Gérard PHILIPE, sous la présidence de Monsieur Jérôme VIAUD, Maire.

PRESENTS : Monsieur Jérôme VIAUD, Maire et Mesdames et Messieurs les Adjoints :
Valérie COPIN, Christophe MOREL, François ROUSTAN, Catherine BUTTY, Gilles RONDONI, Claude MASCARELLI, Nicolas DOYEN, Nicole NUTINI, Ali AMRANE, Murièle CHABERT, Cyril DAUPHOUD, Anne-Marie DUVAL, Jean-Marc GARNIER, Dominique BOURRET, Marie CHABAUD, Roger MISSENTI, Philippe BONELLI, Annie OGGERO-MAIRE, Serge PERCHERON, Laurence COSTE, Richard KISS, Franck BARBEY, Jeannette GISQUET, Jean-Pierre BICAIL, Jocelyne BUSTAMENTE, Jean-François LAPORTE, Stéphanie MANDREA, Charles FERRERO, Levanna CALATAYUD, Alexandre GAIFFE, Magali CONESA, Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL, Mékia Noura ADDAD, Bernard BRUNEAU.

PART EN COURS DE SEANCE :

/

PART EN COURS DE SEANCE SANS PROCURATION :

/

ABSENTS EXCUSES :

Madame Aline BOURDAIRE
Monsieur Pascal PELLEGRINO
Marie-Madeleine GUALLINO

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-229-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

Madame Mélanie ZARRILLO
Madame Karine GIGODOT
Monsieur Paul EUZIERE

ABSENTS EXCUSES SANS PROCURATION :

Madame Myriam LAZREUG
Monsieur Stéphane CASSARINI
Monsieur Patrick ISNARD

ABSENT SANS PROCURATION :

Monsieur Jean-Paul CAMERANO

ARRIVE EN COURS DE SEANCE :

Monsieur Ali AMRANE
(Prend part aux délibérations N°232 à N°267)

PROCURATION :

Madame Aline BOURDAIRE à Madame Valérie COPIN
Monsieur Ali AMRANE à Madame Catherine BUTTY
Monsieur Pascal PELLEGRINO à Monsieur François ROUSTAN
Marie-Madeleine GUALLINO à Monsieur Christophe MOREL
Madame Mélanie ZARRILLO à Monsieur le Maire
Madame Karine GIGODOT à Nicolas DOYEN
Monsieur Paul EUZIERE à Madame Magali CONESA

Les Conseillers présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un Secrétaire pris dans le sein du Conseil. Madame Valérie COPIN ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, a adopté le procès-verbal du la séance du 7 novembre 2023.

En vertu de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire donne lecture des décisions prises en application de la délégation qui lui a été consentie par délibération n° 2020-26 du 28 mai 2020 en ce qui concerne l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Questions retirées à l'ordre du jour :

2023 - 239 **VALLON DE CAMPEROUSSE**
ACQUISITION A L'EURO SYMBOLIQUE PAR LA COMMUNE
DE LA PARCELLE CADASTREE SECTION DX N° 141

2023 - 240 **VALLON DE CAMPEROUSSE**
ACQUISITION A L'EURO SYMBOLIQUE PAR LA COMMUNE
DE LA PARCELLE CADASTREE SECTION DX N° 142

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-229-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

VILLE DE GRASSE
CONSEIL MUNICIPAL

2023 - 229

DU 5 DECEMBRE 2023

CESSION DE LA DELEGATION DE SERVICE PUBLIC DU CASINO DE GRASSE A LA SOCIETE GRAND CASINO DE DINANT

RESUME SYNTHETIQUE DU RAPPORT

La présente délibération vise, suite à la liquidation judiciaire de la SAS CASINO VICTORIA, à autoriser la cession du contrat de délégation de service public du casino de Grasse et la convention d'occupation du domaine public y afférente à la société GRAND CASINO DE DINANT.

INCIDENCE BUDGETAIRE

SERVICE GESTIONNAIRE	IMPUTATION BUDGETAIRE	MONTANT T.T.C.
JURIDIQUE		

Monsieur le Maire expose :

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le code de commerce et notamment les articles L. 631-13, L 641-3, L 641-9, L. 641-11-1 L. 622-21 et L 642-1 et suivants,

Vu le contrat de Délégation de Service Public modifié et la convention d'occupation du domaine public modifiée du casino de Grasse en date du 20 juillet 2011,

Considérant que la commune de Grasse a consenti à compter du 1er janvier 2012, pour une période de 15 ans, une délégation de service public ayant pour objet de confier à la SA du casino de Grasse le soin d'exploiter, à ses frais, risques et périls et sous sa direction la délégation du CASINO comportant trois activités distinctes, à savoir l'animation, la restauration et les jeux de hasard et d'argent ;

Considérant qu'en grande difficulté, la SA du casino de Grasse a fait l'objet d'une procédure de liquidation judiciaire le 2 mars 2015. Dans ce cadre et par ordonnance du 22 juin 2015, le juge-commissaire du tribunal de commerce de Grasse a décidé la reprise des activités du casino de Grasse par Monsieur Thierry GUERRIER, qui s'est ensuite substitué à la SAS DU CASINO VICTORIA ;

Considérant que 8 ans plus tard, le 20 septembre 2023, le tribunal de commerce de Grasse a ouvert une procédure de redressement judiciaire concernant ladite SAS du Casino de Grasse, faisant suite à un rejet de plan de sortie de crise ;

Considérant que dans ce cadre, l'administrateur au redressement judiciaire, afin d'assurer une poursuite de l'activité du casino et permettre la sauvegarde des emplois, a décidé de lancer un appel d'offres pour la reprise de l'entreprise exploitée par la SAS Casino Victoria, avec une date de remise des offres au 12 octobre 2023 ;

Considérant qu'au terme du délai, deux offres avaient été reçues, de la part de Monsieur CAPILLON Alain et de la part de la société GRAND CASINO DE DINANT ;

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-229-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

Monsieur Alain CAPILLON est à la tête d'un groupe de sociétés d'espaces verts. Son offre est jugée par le mandataire judiciaire comme imprécise et sommaire.

Pour la ville, l'offre déposée par Monsieur Alain CAPILLON, malgré l'importance du groupe qu'il représente, semble inadaptée. Le secteur des casinos est une activité tout à fait spécifique, notamment par sa réglementation et son contrôle, qui ne peut être traitée que par des sociétés spécialisées ou des professionnels ayant déjà exercé dans ce secteur.

La deuxième offre est celle de la société GRAND CASINO DE DINANT, société de droit belge représentée par Monsieur Jurgen DE MUNCK. Les parts composant le capital social sont réparties comme suit :

- la société INFINITI GAMING INTERNATIONAL (80.01 %) – Holding, fondée et détenue majoritairement par Monsieur Jurgen DE MUNCK ; Société de droit luxembourgeoise au capital de 399 900 euros,
- la société LABROKES CORALE GROUP LIMITED (19.99 %) – Filiale de la société ENTAIN, multinationale anglaise cotée à la bourse de Londres, constituant l'un des plus grands acteurs du marché des casinos et des paris sportifs en ligne.

Considérant que cette société fait partie du groupe DGRT / INFINITI qui exploite les casinos de Dinant et d'Ostende en Belgique, ainsi que le casino d'Acapulco au Mexique ;

Considérant que ladite société exploite le casino de Dinant en Belgique comprenant une salle de jeux, un snack-bar ainsi qu'une salle d'évènements. Elle dispose de plus de 200 machines et accueille environ 10 000 visiteurs chaque mois.

Pour dynamiser sa fréquentation, la société GRAND CASINO DE DINANT organise de nombreux évènements mensuels. A titre d'exemple, une tombola est organisée deux fois par mois, à l'occasion de laquelle les clients ont la chance de gagner des prix d'exception, tels que des voitures. Le casino dispose d'un bar où snack et boissons sont offerts aux visiteurs.
En complément du bar, la société GRAND CASINO DE DINANT exploite un restaurant au sein du casino. Pour dynamiser sa fréquentation, des soirées à thème sont organisées, à l'occasion desquelles des menus spéciaux sont proposés : menu fruits de mer ou menu spécial huîtres.
Enfin, la société GRAND CASINO DE DINANT exploite une grande salle de spectacles où sont organisées des activités socio culturelles, telles que des concerts en faveur d'œuvres caritatives, des expositions ou autres fêtes locales.
En sus et pour compléter son champ d'action, une filiale de la société GRAND CASINO DE DINANT exploite un hôtel et un centre de bien-être.

Considérant que la société GRAND CASINO DE DINANT embauche une équipe composée de 50 personnes, réparties comme suit :
Personnel du casino : personnel agréé par la commission belge des jeux de hasard ;
Personnel de restauration : chefs, sous-chefs, sommeliers, serveurs, etc. ;
Personnel de maintenance en charge de l'entretien et des réparations des installations.

Considérant qu'une société dédiée sera créée, dénommée INFINITI CASINO GRASSE, qui pourra se substituer à la société GRAND CASINO DE DINANT ;

Considérant que cette société prévoit sur les 3 ans d'exploitation restants d'investir sur le casino de Grasse une somme de 2,3 millions d'euros et d'investir immédiatement pour rénover le casino, sa structure et sa cuisine.
Ainsi, outre la reprise du fonds de commerce, moyennant le versement de la somme de 115 000 €, la société GRAND CASINO DE DINANT prévoit en sus un budget d'investissement de 2,2 millions d'euros pour l'acquisition de nouvelles machines et la rénovation des locaux :

- 1.8 million d'euros pour l'achat de nouveaux équipements pour le casino,
- 300 000 euros pour l'achat de nouveaux équipements pour le bar et le restaurant,
- 175 000 euros pour l'aménagement intérieur du casino, du bar, du restaurant.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-229-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

Considérant que le mandataire judiciaire juge cette offre sérieuse et le projet réfléchi et abouti, l'offre apportant de solides garanties financières ;

Considérant que par jugement en date du 25 octobre 2023, la SAS du CASINO VICTORIA a été placée en liquidation judiciaire, que la SARL MJ LEFORT a été désignée en qualité de liquidateur judiciaire, que la SELARL HUERTAS a été maintenue en qualité d'administrateur judiciaire avec pour mission de préparer, organiser et réaliser la cession de l'entreprise ;

Considérant que le tribunal de commerce, sur rapport du liquidateur judiciaire pour la recherche d'un cessionnaire pour le fonds de commerce de la SAS CASINO VICTORIA, a décidé par ordonnance du 29 novembre 2023 de la reprise des activités du casino de Grasse par la société GRAND CASINO DE DINANT, sous condition suspensive de l'accord du conseil municipal de la ville de Grasse et de l'obtention de l'autorisation des jeux par ladite société.

C'est dans ce contexte qu'il est demandé à la ville de GRASSE d'accepter que la société GRAND CASINO DE DINANT puisse reprendre les activités du casino. La société GRAND CASINO DE DINANT devient titulaire de la Délégation de Service Public et du contrat d'occupation du domaine public y afférent. Etant précisé que la réouverture du casino est également assujettie à l'accord sur l'autorisation des jeux du Ministère de l'Intérieur.

Considérant ce qui a été énoncé précédemment, que la SAS GRAND CASINO DE DINANT, professionnel du secteur des casinos nous semble être la personne morale idoine pour impulser une nouvelle dynamique au casino de Grasse ;

Considérant que son assise financière est solide et qu'à trois ans du terme de la Délégation de Service Public, ce repreneur va engager des travaux permettant une rénovation du casino ;

Considérant que durant cette période d'exploitation, la ville va pouvoir réfléchir au devenir du casino et impulser les procédures adaptées.

La commission optimisation et performance des moyens et ressources ayant été saisie de ce dossier dans sa séance du 14 novembre 2023,

Je vous demande de bien vouloir :

- **APPROUVER** la cession du contrat de Délégation de Service Public et la convention d'occupation des locaux du casino signés le 20 juillet 2011 à la société GRAND CASINO DE DINANT, ainsi qu'à la société dédiée lorsqu'elle aura été créée, dénommée INFINITI CASINO GRASSE, qui pourra se substituer à la société GRAND CASINO DE DINANT ;

- **AUTORISER** Monsieur le Maire à signer les avenants nécessaires à la cession de ces contrats et tous documents nécessaires à la réalisation du présent dossier ;

- **AUTORISER** ladite société à déposer un dossier d'autorisation des jeux auprès du Ministère de l'Intérieur.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal adopte par 37 voix pour, 3 voix contre : Madame CONESA (2 voix), Madame ADDAD et 1 abstention : Monsieur de FONTMICHEL.

VILLE DE GRASSE A.M

Délibération affichée le - 6 DEC. 2023
suivent les signatures
POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire,

La Secrétaire de séance
Valérie COPIN, Première Adjointe

VILLE DE GRASSE A.M

Certifié exécutoire compte tenu de la publication sur le site internet le - 6 DEC. 2023

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-230-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

Charte des Ciéuta Mistralenco

La langue s'affiche

1. Mettre en place la signalétique : les panneaux d'entrée de ville bilingue, plaques de rue, plaques commémoratives en Provençal
2. Dénommer une rue ou un lieu Frédéric Mistral
3. Intégrer la langue dans la communication de la ville : site, prospectus, publications, etc.
4. Valoriser les personnages historiques liés à la culture provençale de sa commune (site internet, communication)
5. Répertorier les acteurs locaux majeurs de la culture provençale (site internet, communication)
6. Informer les commerçants que la ville devient une Ciéuta Mistralenco.

Transmission de la langue et de la culture

1. Organiser une ou plusieurs actions communales pour la promotion de la langue auprès des publics scolaires et autres
2. Favoriser l'existence d'une association provençale transmettant la langue
3. Proposer des supports en langue régionale dans les médiathèques

Manifestations culturelles à caractère provençal

1. Organiser et pérenniser une ou plusieurs fêtes traditionnelles
2. Soutenir les associations culturelles provençales et leurs activités et favoriser la création

Reconnaissance et mise en valeur du patrimoine

1. Demander aux acteurs touristiques (office du tourisme, conciergerie d'hôtels, maison du patrimoine, etc.) de mettre en avant la culture et le patrimoine locaux
2. Proposer des parcours patrimoniaux (itinéraire de promenade/randonnée permettant à ceux qui l'empruntent de visualiser des points clés du patrimoine local)
3. Pavoiser officiellement aux couleurs sang et or
4. Entretenir, protéger et valoriser le patrimoine historique

Pour la ville de

Le Maire (date et signature)

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-230-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

Le goût de l'essentiel
Grasse

EXTRAIT
du registre des Délibérations du Conseil Municipal
séance du 5 décembre 2023

NOMBRE DE MEMBRES		
Afférents au Conseil Municipal	en exercice	qui ont pris part à la Délibération
45	45	41

2023 - 230 LABELISATION VILLE DE GRASSE / FELIBRIGES CHARTE « CIEUTA MISTRALENCO »

Le Conseil Municipal de la Commune de GRASSE, dûment convoqué le 28 novembre 2023, s'est réuni le mardi 5 décembre 2023 à 14h30 au Palais des Congrès, salle Gérard PHILIPE, sous la présidence de Monsieur Jérôme VIAUD, Maire.

PRESENTS : Monsieur Jérôme VIAUD, Maire et Mesdames et Messieurs les Adjoints :
Valérie COPIN, Christophe MOREL, François ROUSTAN, Catherine BUTTY, Gilles RONDONI, Claude MASCARELLI, Nicolas DOYEN, Nicole NUTINI, Ali AMRANE, Murièle CHABERT, Cyril DAUPHOUD, Anne-Marie DUVAL, Jean-Marc GARNIER, Dominique BOURRET, Marie CHABAUD, Roger MISSENTI, Philippe BONELLI, Annie OGGERO-MAIRE, Serge PERCHERON, Laurence COSTE, Richard KISS, Franck BARBEY, Jeannette GISQUET, Jean-Pierre BICAIL, Jocelyne BUSTAMENTE, Jean-François LAPORTE, Stéphanie MANDREA, Charles FERRERO, Levanna CALATAYUD, Alexandre GAIFFE, Magali CONESA, Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL, Mékia Noura ADDAD, Bernard BRUNEAU.

PART EN COURS DE SEANCE :

/

PART EN COURS DE SEANCE SANS PROCURATION :

/

ABSENTS EXCUSES :

Madame Aline BOURDAIRE
Monsieur Pascal PELLEGRINO
Marie-Madeleine GUALLINO

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-230-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

Madame Mélanie ZARRILLO
Madame Karine GIGODOT
Monsieur Paul EUZIERE

ABSENTS EXCUSES SANS PROCURATION :

Madame Myriam LAZREUG
Monsieur Stéphane CASSARINI
Monsieur Patrick ISNARD

ABSENT SANS PROCURATION :

Monsieur Jean-Paul CAMERANO

ARRIVE EN COURS DE SEANCE :

Monsieur Ali AMRANE
(Prend part aux délibérations N°232 à N°267)

PROCURATION :

Madame Aline BOURDAIRE à Madame Valérie COPIN
Monsieur Ali AMRANE à Madame Catherine BUTTY
Monsieur Pascal PELLEGRINO à Monsieur François ROUSTAN
Marie-Madeleine GUALLINO à Monsieur Christophe MOREL
Madame Mélanie ZARRILLO à Monsieur le Maire
Madame Karine GIGODOT à Nicolas DOYEN
Monsieur Paul EUZIERE à Madame Magali CONESA

Les Conseillers présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un Secrétaire pris dans le sein du Conseil. Madame Valérie COPIN ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, a adopté le procès-verbal du la séance du 7 novembre 2023.

En vertu de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire donne lecture des décisions prises en application de la délégation qui lui a été consentie par délibération n° 2020-26 du 28 mai 2020 en ce qui concerne l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Questions retirées à l'ordre du jour :

2023 - 239 **VALLON DE CAMPEROUSSE**
ACQUISITION A L'EURO SYMBOLIQUE PAR LA COMMUNE
DE LA PARCELLE CADASTREE SECTION DX N° 141

2023 - 240 **VALLON DE CAMPEROUSSE**
ACQUISITION A L'EURO SYMBOLIQUE PAR LA COMMUNE
DE LA PARCELLE CADASTREE SECTION DX N° 142

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-230-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

VILLE DE GRASSE
CONSEIL MUNICIPAL

2023 - 230

DU 5 DECEMBRE 2023

LABELISATION VILLE DE GRASSE / FÉLIBRIGES CHARTE « CIÉUTA MISTRALENCO »

RESUME SYNTHETIQUE DU RAPPORT

Le présent rapport a pour objet de proposer l'adoption de la demande de labélisation Ciéuta mistralenco.

INCIDENCE BUDGETAIRE

SERVICE GESTIONNAIRE	IMPUTATION BUDGETAIRE	MONTANT T.T.C.
ANIMATION ET POLITIQUE DE LA VILLE	/	/

Monsieur le Maire expose :

Considérant que la ville de Grasse souhaite adhérer au label « Ciéuta mistralenco », créé par l'association « Le Félibrige », qui œuvre dans un but de sauvegarde et de promotion de la langue, de la culture et de tout ce qui constitue l'identité des pays de langue d'oc.

Considérant que l'objectif de ce label est de distinguer les villes qui protègent, promeuvent et intègrent dans leurs politiques la langue et la culture provençales. Il a pour vocation d'encourager son développement local et collectif sur tout le territoire félibréen, ce qui inclut d'accepter les termes de la charte ci annexée qui engagera la ville de Grasse dans des actions qui recouvrent notamment l''affichage de la langue d'Oc, la transmission de celle-ci et sa culture, la création de manifestations culturelles à caractère provençal, ou la reconnaissance et la mise en valeur du patrimoine.

Considérant qu'en signant cette charte, la commune s'engage à conserver les critères de la charte qui la concernent déjà et à chercher à compléter les critères qu'elle ne remplit pas encore.

Considérant que lors de sa candidature, la commune se verra dotée d'un référent « félibre », qui aura pour but d'assurer le lien entre le Félibrige et la commune dans le cadre du label « Ciéuta mistralenco » et sera chargé également d'assurer le contrôle des engagements de la commune et de recenser les actions qui peuvent entrer dans le cadre de la labélisation.

Considérant que la commune labélisée devra apposer aux entrées et sorties le panneau « Ciéuta mistralenco », qui marquera l'engagement de la ville.

Considérant que devenir « Ciéuta mistralenco » est gratuit, mais que la ville de Grasse s'engage à respecter les éléments cités dans la Charte des CIÉUTA MISTRALENCO jointe à la présente délibération.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-230-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

La commission Vivre ensemble ayant été saisie de ce dossier dans sa séance du 16 novembre 2023,

Je vous demande de bien vouloir :

- **APPROUVER** l'adhésion de la ville de Grasse à la « Charte des Ciéuta Mistralencola » annexée à la présente délibération.

Après en avoir délibéré le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents ou représentés, adopte.

Délibération affichée le - 6 DEC. 2023
suivent les signatures
POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire,

La Secrétaire de séance
Valérie COPIN, Première Adjointe

VILLE DE GRASSE A.M

VILLE DE GRASSE A.M

Certifié exécutoire compte tenu de la publication sur le site internet le - 6 DEC. 2023

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-231-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

Le goût de l'essentiel
Grasse

EXTRAIT
du registre des Délibérations du Conseil Municipal
séance du 5 décembre 2023

NOMBRE DE MEMBRES		
Afférents au Conseil Municipal	en exercice	qui ont pris part à la Délibération
45	45	41

2023 - 231 CREATION ET SUPPRESSION D'EMPLOIS PERMANENTS

Le Conseil Municipal de la Commune de GRASSE, dûment convoqué le 28 novembre 2023, s'est réuni le mardi 5 décembre 2023 à 14h30 au Palais des Congrès, salle Gérard PHILIPE, sous la présidence de Monsieur Jérôme VIAUD, Maire.

PRESENTS : Monsieur Jérôme VIAUD, Maire et Mesdames et Messieurs les Adjoints :
Valérie COPIN, Christophe MOREL, François ROUSTAN, Catherine BUTTY, Gilles RONDONI, Claude MASCARELLI, Nicolas DOYEN, Nicole NUTINI, Ali AMRANE, Murièle CHABERT, Cyril DAUPHOUD, Anne-Marie DUVAL, Jean-Marc GARNIER, Dominique BOURRET, Marie CHABAUD, Roger MISSENTI, Philippe BONELLI, Annie OGGERO-MAIRE, Serge PERCHERON, Laurence COSTE, Richard KISS, Franck BARBEY, Jeannette GISQUET, Jean-Pierre BICAIL, Jocelyne BUSTAMENTE, Jean-François LAPORTE, Stéphanie MANDREA, Charles FERRERO, Levanna CALATAYUD, Alexandre GAIFFE, Magali CONESA, Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL, Mékia Noura ADDAD, Bernard BRUNEAU.

PART EN COURS DE SEANCE :

/

PART EN COURS DE SEANCE SANS PROCURATION :

/

ABSENTS EXCUSES :

Madame Aline BOURDAIRE
Monsieur Pascal PELLEGRINO
Marie-Madeleine GUALLINO

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-231-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

Madame Mélanie ZARRILLO
Madame Karine GIGODOT
Monsieur Paul EUZIERE

ABSENTS EXCUSES SANS PROCURATION :

Madame Myriam LAZREUG
Monsieur Stéphane CASSARINI
Monsieur Patrick ISNARD

ABSENT SANS PROCURATION :

Monsieur Jean-Paul CAMERANO

ARRIVE EN COURS DE SEANCE :

Monsieur Ali AMRANE
(Prend part aux délibérations N°232 à N°267)

PROCURATION :

Madame Aline BOURDAIRE à Madame Valérie COPIN
Monsieur Ali AMRANE à Madame Catherine BUTTY
Monsieur Pascal PELLEGRINO à Monsieur François ROUSTAN
Marie-Madeleine GUALLINO à Monsieur Christophe MOREL
Madame Mélanie ZARRILLO à Monsieur le Maire
Madame Karine GIGODOT à Nicolas DOYEN
Monsieur Paul EUZIERE à Madame Magali CONESA

Les Conseillers présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un Secrétaire pris dans le sein du Conseil. Madame Valérie COPIN ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, a adopté le procès-verbal du la séance du 7 novembre 2023.

En vertu de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire donne lecture des décisions prises en application de la délégation qui lui a été consentie par délibération n° 2020-26 du 28 mai 2020 en ce qui concerne l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Questions retirées à l'ordre du jour :

2023 - 239 **VALLON DE CAMPEROUSSE**
ACQUISITION A L'EURO SYMBOLIQUE PAR LA COMMUNE
DE LA PARCELLE CADASTREE SECTION DX N° 141

2023 - 240 **VALLON DE CAMPEROUSSE**
ACQUISITION A L'EURO SYMBOLIQUE PAR LA COMMUNE
DE LA PARCELLE CADASTREE SECTION DX N° 142

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-231-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

2023 - 231

VILLE DE GRASSE
CONSEIL MUNICIPAL

DU 5 DECEMBRE 2023

CREATION ET SUPPRESSION D'EMPLOIS PERMANENTS

RESUME SYNTHETIQUE DU RAPPORT

Le présent rapport a pour objet la suppression et création de postes en raison des réaménagements nécessaires au bon fonctionnement des services.

INCIDENCE BUDGETAIRE

SERVICE GESTIONNAIRE	IMPUTATION BUDGETAIRE	MONTANT T.T.C.
RESSOURCES HUMAINES	CHAPITRE 012	

Madame Valérie COPIN expose :

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Conformément à l'article L 313-1 du Code Général de la fonction publique portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale, les emplois de chaque collectivité ou établissement sont créés par l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement.

Il appartient donc à l'assemblée délibérante de la collectivité de fixer l'effectif des emplois nécessaires au fonctionnement des services.

Ainsi, le bon fonctionnement du service de la vie scolaire nécessite la création de dix postes supplémentaires d'agent d'entretien des écoles à temps non complet, soit 30.50 heures, relevant du grade des adjoints techniques territoriaux. Ces postes donneront lieu à appel à candidature par le biais du Centre de Gestion des Alpes-Maritimes. S'il s'avère que la procédure de recrutement ne permet pas de retenir de candidatures d'agents titulaires, alors ils pourront être pourvus par des agents contractuels de droit public dans l'attente de recrutements de fonctionnaires, en application de l'article L 332-14 du Code Général de la fonction publique.

De plus, l'évolution des besoins nécessitant d'adapter le temps de travail des agents d'accompagnement en charge des bus, il convient de procéder à la modification de deux postes d'agents d'accompagnement en charge des bus relevant du grade des adjoints techniques territoriaux à temps non complet, en faisant évoluer le temps de travail de 19.00 heures à 28.77 heures.

Afin de tenir compte des évolutions et besoins de la collectivité au sein des services, il est nécessaire de procéder aux ajustements suivants sur les tableaux des emplois et des effectifs :

- Suppression d'un poste de chargé de communication relations presse à temps complet relevant du grade d'adjoint administratif principal de 1ère classe au sein du service de la communication ;
- Création d'un poste de Directrice adjointe des Ressources Humaines à temps complet. Cet emploi sera occupé par un fonctionnaire appartenant au cadre d'emplois des attachés territoriaux, au grade d'attaché territorial relevant de la catégorie hiérarchique A ;
- Suppression/modification d'un poste de Responsable formation et conditions de vie au travail à temps complet initialement ouvert au cadre d'emplois des attachés territoriaux ;
- Création/modification d'un poste de Responsable formation et conditions de vie au travail à temps complet relevant du cadre d'emplois des rédacteurs territoriaux. Cet emploi sera occupé par un fonctionnaire relevant du grade de rédacteur territorial et de la catégorie hiérarchique B ;

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-231-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

- Suppression/modification d'un poste de Conseiller de prévention à temps complet relevant du grade d'ingénieur principal ;
- Création/modification d'un poste de Conseiller de prévention à temps complet. Cet emploi sera occupé par un fonctionnaire appartenant au cadre d'emplois des adjoints techniques territoriaux, au grade d'adjoint technique territorial relevant de la catégorie hiérarchique C ;
- Suppression d'un poste d'assistante administrative du service Prévention à temps complet au grade d'adjoint administratif territorial principal de 2ème classe ;
- Suppression/modification d'un poste d'Opérateur de vidéo protection à temps complet initialement ouvert au cadre d'emplois des adjoints administratifs territoriaux ;
- Création/modification d'un poste d'Opérateur de vidéo protection à temps complet relevant du cadre d'emploi des adjoints techniques territoriaux. Cet emploi sera occupé par un fonctionnaire relevant du grade d'adjoint technique territorial et de la catégorie hiérarchique C ;
- Suppression/modification d'un poste de chargé de mission restauration à temps complet initialement ouvert au cadre d'emplois des attachés territoriaux ;
- Création/modification d'un poste de chargé d'encaissement et d'inscriptions à temps complet relevant du cadre d'emploi des adjoints administratifs territoriaux. Cet emploi sera occupé par un fonctionnaire relevant du grade d'adjoint administratif territorial principal de 2ème classe et de la catégorie hiérarchique C ;
- Suppression/modification d'un poste de professeur de percussion à temps complet initialement ouvert au cadre d'emplois des professeurs territoriaux d'enseignement artistique ;
- Création/modification d'un poste de professeur de percussion à temps complet relevant du cadre d'emploi des assistants territoriaux d'enseignement artistique. Cet emploi sera occupé par un fonctionnaire relevant du grade d'assistant d'enseignement artistique territorial principal de 2ème classe et de la catégorie hiérarchique B.

La commission optimisation et performance des moyens et ressources ayant été saisie de ce dossier dans sa séance du 14 novembre 2023,

Je vous demande de bien vouloir :

- **APPROUVER** les suppressions, créations et modifications de postes.

Après en avoir délibéré le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents ou représentés, adopte.

Délibération affichée le - 6 DEC. 2023
suivent les signatures
POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire,

La Secrétaire de séance
Valérie COPIN, Première Adjointe

VILLE DE GRASSE A. M

VILLE DE GRASSE A. M

Certifié exécutoire compte tenu de la publication sur le site internet le - 6 DEC. 2023

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-232-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

Convention-cadre n°2024-007

pour l'exercice des missions facultatives incluant le « socle commun de compétences »
confiées par le bénéficiaire au Centre de Gestion de la fonction publique territoriale
des Alpes-Maritimes (CDG06)
dans le cadre des dispositions du Code Général de la Fonction Publique

ENTRE,

Le Centre de gestion de la fonction publique territoriale des Alpes Maritimes (CDG06), siégeant 33 avenue Henri Lantelme – Espace 3000 – CS70169 – 06705 Saint-Laurent du Var, représenté par son Président, Jean-Paul DAVID, agissant en cette qualité conformément aux délibérations n° 2022-35 et n°2023-18 des Conseils d'Administration en date du 14 septembre 2022 et du 4 juillet 2023.

*Ci-après dénommé « **le CDG06** »* d'une part,

ET,

La commune de Grasse
Siégeant Place du Petit Puy
représentée par Monsieur Jérôme VIAUD,
agissant en qualité de Maire,
conformément à la délibération lui donnant délégation en date du .....

*Ci-après dénommé « **le bénéficiaire** »* d'autre part,

Il est convenu ce qui suit :

PREAMBULE

Dans le cadre des compétences dévolues par les articles L452-34 à L452-48 du Code Général de la Fonction Publique (CGFP), le Centre de gestion de la fonction publique territoriale des Alpes-Maritimes (CDG06) constitue un centre de ressources départemental en matière de ressources humaines habilité à proposer aux collectivités territoriales et établissements de son ressort géographique départemental un ensemble de missions relatives à la gestion des ressources humaines de leurs agents.

Les collectivités et établissements publics non affiliés peuvent bénéficier des missions facultatives proposées par le CDG06 ainsi que du « socle commun de compétences » prévu par l'article L452-39 du CGFP.

Le Conseil d'Administration du CDG06 dispose d'un collège spécifique permettant d'assurer la représentation des collectivités et établissements publics non affiliés adhérant au socle commun de compétences conformément aux dispositions de l'article L452-22 du CGFP.

La présente convention-cadre a pour objet de proposer un cadre juridique global et efficient pour l'exercice de ces missions par le CDG06 qui entend ainsi apporter aux organismes non affiliés une solution de mutualisation externe leur offrant un service de qualité au plus juste coût.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-232-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

Article 1er : Objet et contenu de la convention

La présente convention-cadre a pour objet de définir les modalités générales d'intervention du CDG06 pour les missions que le bénéficiaire décide de lui confier dans le cadre des dispositions des articles L452-34 à L452-48 du CGFP.

1.1. Périmètre de la convention

Le périmètre de la présente convention-cadre couvre deux types de missions : les missions du « socle commun de compétences » définies par l'article L452-39 du CGFP et les autres missions facultatives.

Par la présente convention-cadre, le bénéficiaire pourra choisir de confier au CDG06 tout ou partie des missions proposées par celui-ci.

Toutefois, conformément aux dispositions de l'article L452-39 du CGFP, l'adhésion aux missions du « socle commun de compétences » ne pourra porter que sur l'ensemble de ces missions sans qu'il soit possible d'y adhérer de manière dissociée.

Dans les cas où le CDG06 serait conduit à exercer de nouvelles missions par suite d'extension de compétences décidées par la loi ou de nouveaux services créés par son Conseil d'Administration, la liste se trouvera mise à jour en conséquence sans qu'il soit besoin de modifier la convention-cadre signée entre les parties. L'adhésion à ces nouvelles missions se fera dans les conditions de l'article 2 ci-dessous.

1.2. Contenu de la convention

La convention-cadre comprend, outre le présent document, l'annexe suivante :

- la demande d'adhésion aux missions proposées par le CDG06 aux non affiliés.

A la demande du bénéficiaire un recueil des fiches techniques pour chaque mission ainsi que la tarification applicable seront transmis.

La présente convention-cadre constitue un engagement du bénéficiaire à en accepter l'ensemble des termes, notamment les conditions de réalisation et les tarifs applicables votés par le conseil d'administration.

En cas d'évolution des conditions de réalisation des missions ou de la grille tarifaire, le CDG06 s'engage à en informer le bénéficiaire.

Un espace ressources en accès extranet sera mis à disposition des collectivités non affiliées où elles pourront accéder aux documents.

Article 2 : Adhésion aux missions

L'adhésion aux missions proposées par le CDG06 est formalisée en deux étapes :

1. *Signature de la présente convention-cadre* par les deux parties dûment autorisées à cet effet par leurs assemblées délibérantes respectives.

Le bénéficiaire peut bénéficier du « Socle commun de compétence », de la mission « Concours et examens » et de toute autre mission facultative de son choix au moyen de la demande d'adhésion. Il transmet au CDG06 cette demande dûment complétée et signée en deux exemplaires par l'autorité territoriale ou son délégataire. A réception, il appartient au Président du CDG06 de l'accepter en

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-232-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

signant les deux exemplaires. Un exemplaire est conservé par le CDG06 qui retourne le second au bénéficiaire ;

2. *Après la signature de la convention et tant que celle-ci demeure en vigueur*, le bénéficiaire peut choisir d'adhérer aux missions non déjà souscrites selon la même procédure d'adhésion que celle utilisée à la signature de la convention.

Article 3 : Durée de la convention-cadre et exécution des missions

3.1. Durée de la convention-cadre

La présente convention-cadre est conclue pour une durée de 3 ans, renouvelable par tacite reconduction pour une durée de 3 ans. Elle prendra effet à compter du 1er janvier 2024.

3.2. Exécution des missions souscrites

- **prise d'effet des demandes d'adhésion :**

L'adhésion à l'ensemble des missions souscrites par le bénéficiaire prend fin de plein droit au terme de la convention-cadre, ou de la fin de la période de reconduction.

- **obligations respectives du CDG06 et du bénéficiaire :**

Le CDG06 communiquera au bénéficiaire les noms et fonctions de ses différents interlocuteurs, ainsi que leurs coordonnées, pour chaque mission à laquelle il a choisi d'adhérer. Il s'engage à souscrire une assurance responsabilité civile destinée à couvrir les dommages pouvant être éventuellement causés par ses collaborateurs dans l'exercice de leurs missions.

Les agents du CDG06 demeurent, pendant l'accomplissement de ces missions, sous la responsabilité pleine et entière du CDG06 qui est seul compétent pour l'organisation de leur travail. Dans le cadre des règles statutaires, les agents du CDG06 font preuve de discrétion professionnelle pour tous les faits, informations ou documents dont ils ont connaissance dans l'exercice des missions. Les agents du CDG06 sont également tenus au secret professionnel notamment en matière médicale ou sociale.

Le bénéficiaire communiquera au CDG06 les noms et fonctions des personnes habilitées à solliciter ses services pour l'accomplissement des missions auxquelles il a choisi d'adhérer. Il s'engage à accorder toutes les facilités nécessaires à l'intervention des agents du CDG06 pour réaliser la mission souscrite, notamment par la mise à disposition de locaux. Il demeure responsable de l'application des règles d'hygiène et de sécurité sur ses sites et à ce titre, il lui appartient de signaler aux agents du CDG06 les risques présents et les consignes à appliquer.

Pour les missions nécessitant une intervention récurrente (notamment : organisation des concours et examens, médecine de prévention, hygiène et sécurité) :
- *le bénéficiaire* se charge d'évaluer ses besoins prévisionnels en termes quantitatif et qualitatif et de communiquer en temps utile ces informations au CDG06.
- *le CDG06* veille à planifier son activité pour répondre adéquatement aux besoins du bénéficiaire et à suivre cette activité pour disposer des éléments nécessaires à sa facturation.

Pour les missions réalisées sous la forme d'interventions occasionnelles (notamment : remplacement d'agents, conseil en recrutement, conseil en organisation RH, archivage…) :
- *le bénéficiaire* définit son besoin à satisfaire dans le cadre des missions de manière formalisée (entretien, formulaire de demande, etc) ;

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-232-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

- à partir de l'analyse de ce besoin, *le CDG06* met au point ses propositions présentant les modalités techniques et financières d'intervention ;
- *le bénéficiaire* accepte ou refuse la ou les propositions ;
- *le CDG06* réalise les missions conformément aux propositions d'intervention acceptées, puis procède à la facturation au regard de la tarification votée.

Pour chaque mission, une brochure précisera l'intervention du CDG06.

Conformément au droit de la propriété intellectuelle, les écrits et études élaborés par le CDG06 resteront sa propriété. Ils ne pourront pas faire l'objet d'une divulgation sans son autorisation écrite préalable.

Article 4 : Dispositions financières

Au titre des adhésions prévues à l'article 2 et en contrepartie des missions réalisées, le bénéficiaire versera au CDG06 les sommes dues au titre des services qu'il a commandés en fonction des tarifs en vigueur tels que décidés par le Conseil d'Administration.

4.1. Contribution au titre du « socle commun de compétences »

En application de l'article L452-26 du CGFP, le bénéficiaire contribue au financement du « socle commun de compétences » par un taux fixé chaque année par le conseil d'administration dans la limite d'un taux maximum fixé par la loi.

4.2. Financement des missions facultatives hors « socle commun de compétences »

Ces missions sont financées dans les conditions définies par la grille tarifaire en vigueur adoptée par le Conseil d'Administration du CDG06 qui pourra la réviser en fonction de l'évolution des coûts constatés.

Ce financement couvre l'ensemble des frais engagés pour la réalisation de la mission souscrite en fonction des données de comptabilité analytique.

Les modalités de facturation de chaque mission sont définies par la grille tarifaire adoptée par le Conseil d'Administration du CDG06 qui pourra la réviser en fonction de l'évolution des coûts constatés.

Article 5 : Modification de la convention-cadre

Sous réserve des dispositions de l'article 1er paragraphe 1.2 relatif aux évolutions des conditions de réalisation des missions ou de la grille tarifaire, toute autre modification de la présente convention-cadre fera préalablement l'objet d'un avenant dont la signature par chacune des parties aura été autorisée par les assemblées délibérantes respectives.

Article 6 : Non reconduction de la convention-cadre à l'issue de la période triennale initiale

Le bénéficiaire peut décider de ne pas renouveler la présente convention au terme de la période triennale initiale.

A ce titre, il lui appartiendra d'en informer le CDG06 par lettre recommandée avec accusé réception au plus tard six mois avant l'échéance triennale de reconduction.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-232-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

La non reconduction entraîne de plein droit, à compter du lendemain de l'échéance triennale, la fin de l'adhésion du bénéficiaire à toutes les missions antérieurement souscrites.

Article 7 : Résiliation de la convention-cadre

Dans tous les cas, le règlement des missions souscrites par le bénéficiaire en cours de réalisation ou réalisées par le CDG06 demeure dû, indépendamment de la résiliation de la présente convention-cadre.

- **en cas de manquement à l'une des obligations de la convention-cadre :**

L'autre partie peut demander la résiliation de la mission souscrite, qui devra être préalablement précédée d'une mise en demeure adressée à la partie défaillante par lettre recommandée avec accusé réception.
Si cette mise en demeure reste infructueuse pendant un mois à compter de sa réception par la partie défaillante, la mission souscrite par le bénéficiaire pourra alors être résiliée par lettre recommandée avec accusé réception. La résiliation prendra effet à la date de réception de ce courrier.

- **en cas de résiliation d'une ou plusieurs des missions souscrites par le bénéficiaire, fondée sur un motif d'intérêt général émanant de l'une des parties :**

Celle-ci devra en aviser l'autre partie par lettre recommandée avec accusé réception en respectant un préavis d'au moins six mois avant l'échéance de ladite convention.

Article 8 : Election de domicile – Règlement des litiges

Pour l'exécution des présentes, le CDG06 et le bénéficiaire font élection de domicile à l'adresse figurant en première page de la présente convention.

En cas de survenance éventuelle de désaccords, le CDG06 et le bénéficiaire s'engagent à privilégier tout mode de règlement amiable des litiges avant de saisir, le cas échéant, le Tribunal administratif de Nice.

Fait à Saint Laurent du Var, le

Dressé en trois exemplaires originaux

Pour le bénéficiaire	**Pour le CDG06**
Le Maire, **Jérôme VIAUD** Vice-président du Conseil Départemental des Alpes-Maritimes, Président de la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse.	Le Président, Jean-Paul DAVID

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-232-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

Demande d'adhésion aux missions proposées par le CDG06 aux collectivités et établissements publics non affiliés

par courrier à la Direction Générale du CDG06
Contact : direction@cdg06.fr

BENEFICIAIRE

Nom de la collectivité / établissement : .....

Adresse : .....

CONVENTION-CADRE

N° de la convention-cadre passée avec le CDG06 : 2024- .....

Service du bénéficiaire assurant le suivi de la convention : .....

Personne à contacter : .....

Téléphone : ..... Courriel : .....

ADHESION AUX MISSIONS DE LA CONVENTION-CADRE

☐ **Socle commun de compétences**

Missions hors « socle »

☐ Aide à la recherche d'emploi après disponibilité

☐ Concours et examens

☐ Remplacement d'agents

☐ Conseil en recrutement

☐ Conseil en organisation RH (dont coaching d'équipe et coaching individuel)

☐ Conseils juridiques

☐ Accompagnement au reclassement (PPR)

☐ Médiations

☐ Offre pluridisciplinaire : contrôle médical et suivi « santé et bien-être au travail »

☐ Offre complémentaire en santé et sécurité au travail :

- ☐ Hygiène et sécurité
- ☐ Accompagnement psychologique

☐ Bilan de compétences

☐ Archivage et numérisation

☐ Assistance à la paye

☐ Dispositif de signalement des actes de violence, de discrimination, de harcèlement et d'agissements sexistes

DEMANDE ET ENREGISTREMENT

En application de la convention-cadre référencée, le bénéficiaire demande à adhérer aux missions ci-dessus mentionnées.

le .....

Pour le bénéficiaire

En application de la convention-cadre référencée, le CDG06 accepte d'assurer pour le bénéficiaire les missions ci-dessus mentionnées.

le .....

Pour le CDG06

Dressé en deux exemplaires originaux.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-232-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

Grille tarifaire des missions à destination des collectivités et des établissements publics non affiliés

Ces tarifs sont calculés sur la base du coût réel des missions tel qu'il résulte des données de comptabilité analytique, des effectifs affectés à ces missions et de l'activité constatée.

I – Missions du « socle commun de compétences »

Le « socle commun de compétences » constitue, pour les collectivités non affiliées, un ensemble indivisible de missions auxquelles elles ne peuvent adhérer séparément (Article L452-39 du code général de la fonction publique).

Cette adhésion intervient par la signature de la convention-cadre proposée par le CDG06.

La contribution à régler est calculée en référence à un taux de la masse salariale déterminé en fonction du nombre d'agents présents dans les effectifs.

<table>
<tr><th colspan="2">Tarifs</th><th>Facturation</th></tr>
<tr><td>Jusqu'à 700 agents</td><td>+ plus de 700 agents</td><td rowspan="2">Le nombre total d'agents (comprenant les titulaires et agents contractuels de droit public) déterminant le taux à appliquer est déclaré par la collectivité ou l'établissement public en fonction des effectifs connus au 31/12 de l'année précédente.</td></tr>
<tr><td>0,080 %</td><td>0,037 %</td></tr>
<tr><td colspan="3">Secrétariat du Conseil médical départemental (SMED)</td></tr>
<tr><td colspan="3">Instruction et traitement d'un dossier d'agent présenté à l'instance médicale départementale</td></tr>
<tr><td colspan="3">Assistance juridique statutaire (AJUR)</td></tr>
<tr><td colspan="3">Mise à disposition d'un conseiller juridique statutaire
Accès au service du CIG Grande Couronne :
• banque de données du CIG
• conseil juridique du CIG
Accès au service référent déontologue et laïcité :
• avis/conseils apportés aux agents en matière de déontologie
• avis/conseils apportés aux employeurs publics en matière de déontologie et laïcité
Accompagnement au reclassement dans le cadre de la période de préparation au reclassement :
• aide à la rédaction de la convention</td></tr>
<tr><td colspan="3">Assistance au recrutement et aide à la mobilité externe (ARAM)</td></tr>
<tr><td colspan="3"><u>Assistance au recrutement</u> :
• sélection et transmission des candidatures adaptées aux offres publiées ;
• suivi des offres d'emploi avec les services RH.
<u>Accompagnement à la mobilité externe :</u>
sur demande des services RH de la collectivité, entretien individuel des agents en recherche de mobilité pour les aider dans leur stratégie de recherche de poste.</td></tr>
<tr><td colspan="3">Assistance en matière de retraite (RETR)</td></tr>
<tr><td colspan="3">Mise à disposition d'un conseiller retraite (cadre A).</td></tr>
</table>

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-232-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

II - Missions facultatives

Les collectivités non affiliées ayant signé la convention-cadre peuvent bénéficier de ces missions en y adhérant soit simultanément à la signature de cette convention, soit par une demande d'adhésion ultérieure.

Les collectivités et établissements non affiliés n'ayant pas conventionné ne peuvent avoir accès aux missions proposées par le Centre de gestion.

Aide aux fonctionnaires en recherche d'emploi après disponibilité (ARED)

Service facturé	Tarifs	Facturation
Heures de mise à disposition d'un conseiller Emploi, sur demande de la collectivité, pour conseiller et accompagner le fonctionnaire en vue d'optimiser sa recherche de poste.	56,84 € / heure	Semestrielle, en fonction du nombre d'heures de conseil réalisé.

Concours et examens (COEX)

Délibérations n° 2002-33, 2003-06, 2011-26, 2013-11 et 2015-23

<table>
<tr><th>Service facturé</th><th>Tarifs</th><th>Facturation</th></tr>
<tr><td>Organisation des concours et examens de catégorie A, B et C.</td><td>
<table>
<tr><th>Concours et examens</th><th>Agents permanents titulaires et non titulaires</th><th>Collectivités territoriales</th><th>EPCI</th><th>CCAS et autres établissements publics</th><th>EPCI gérant des services mutualisés pour des collectivités et établissements publics</th></tr>
<tr><td rowspan="4">Catégorie A, B et C toutes filières</td><td>Jusqu'à 2.500</td><td>0,16%</td><td>0,13 %</td><td rowspan="3">0,10%</td><td rowspan="3"></td></tr>
<tr><td>De 2.501 à 4.500</td><td colspan="2">0,12%</td></tr>
<tr><td>De 4.501 à 8.000</td><td colspan="2">0,08%</td></tr>
<tr><td>Au-delà de 8.000</td><td></td><td></td><td>0,05%</td></tr>
</table>
Le CDG prend en charge pour le compte des collectivités et établissements publics adhérant à cette mission le règlement des coûts lauréats des agents qu'ils nomment suite à réussite à concours ou à examen à partir des listes d'aptitude ou d'admission établies par d'autres Centres de gestion.
</td><td>L'effectif du personnel s'apprécie au 31/12 de l'année précédente au vu de la déclaration faite au CDG.
L'assiette est la masse salariale correspondant aux emplois permanents (titulaires et non titulaires) telle qu'elle figure dans les comptes 6411 et 6413 dans le compte administratif de l'exercice précédent dont un extrait sera transmis au CDG.
Le règlement intervient en deux fois : fin février pour 50% de la cotisation de l'exercice précédent, fin juillet pour le solde restant à régler calculé sur la base du compte administratif de l'exercice précédent.</td></tr>
</table>

Remplacement d'agents (REMP)

Délibérations n° 2007-35, 2009-11 et 2016-1

Service facturé	Tarifs	Facturation
Mise à disposition d'agents répondant aux besoins de remplacement de la collectivité.	Taux de frais de gestion : 17%	Facturation mensuelle du coût total employeur et des frais de gestion.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-232-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

Conseil en recrutement (CREC)

Délibérations n° 2007-11, 2009-07 et 2016-17

Le tarif de la mission est calculé à partir d'une estimation des coûts analytiques de l'opération auquel est appliqué un coefficient de complexité déterminé par le Conseil d'Administration du CDG06 :

Faible complexité : Opération simple - objet ou périmètre restreint – pas d'appel à des ressources internes.	1,10
Complexité moyenne : Opération de moyenne importance - objet ou périmètre limité (ex : petit service) – recours ponctuel possible à des ressources internes.	1,20
Complexité élevée : Opération complexe - objet ou périmètre étendu (ex : service d'une grande collectivité, ensemble des services d'une petite collectivité) – recours nécessaire à des ressources internes.	1,30
Complexité supérieure : Opération très complexe - objet général ou périmètre fixé à l'échelle de la collectivité – recours obligatoire à des ressources internes et externes.	1,50

Un coefficient de 1,35 sera appliqué au coût définitif des missions de conseil en recrutement effectuées pour les collectivités et établissements publics non affiliés.

Service facturé	Tarifs	Facturation
Mission de conseil en recrutement.	Coût définitif de la mission multiplié par 1,35	A l'issue de la mission.

Archivage et Numérisation (ARCH)

Délibérations n° 2007-14, 2016-17, 2018-17, 2021-19 et 2021-20

Le tarif de la mission est calculé à partir d'une estimation des coûts analytiques de l'opération.

Un coefficient de 1,35 sera appliqué au coût définitif de la mission d'accompagnement en matière d'archivage effectuée pour les collectivités et établissements publics non affiliés.

Service facturé	Tarifs	Facturation
Mission d'archivage	540 €/jour	A l'issue de la mission.

En cas d'adhésion au Système d'Archivage Electronique SESAM, en application de la convention de mutualisation Inter-Centre de gestion de la plateforme d'archivage, la contribution annuelle est fixée par le CDG59.

€Le montant varie en fonction de la strate démographique (pour les communes) et des effectifs (pour les établissements publics).

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-232-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

Conseil en organisation RH (dont coaching d'équipe et coaching individuel (CORH)

Délibérations n° 2012-13, 2016-17, 2019-13

Le tarif de la mission est calculé à partir d'une estimation des coûts analytiques de l'opération auquel est appliqué un coefficient de complexité déterminé par le Conseil d'Administration du CDG06 :

Faible complexité : Opération simple - objet ou périmètre restreint – pas d'appel à des ressources internes.	1,10
Complexité moyenne : Opération de moyenne importance - objet ou périmètre limité (ex : petit service) – recours ponctuel possible à des ressources internes.	1,20
Complexité élevée : Opération complexe - objet ou périmètre étendu (ex : service d'une grande collectivité, ensemble des services d'une petite collectivité) – recours nécessaire à des ressources internes.	1,30
Complexité supérieure : Opération très complexe - objet général ou périmètre fixé à l'échelle de la collectivité – recours obligatoire à des ressources internes et externes.	1,50

Service facturé	Tarifs	Facturation
Mission de Conseil en organisation	Coût définitif de la mission multiplié par 1,35	A l'issue de la mission.
Interventions de coaching :		
Coaching d'équipe	1150 € par jour	Selon les modalités de la proposition d'intervention acceptée
TLP Equipe	140 € par personne	idem
Coaching individuel	164 € de l'heure	idem
TLP Individuel	180 €	idem

La facturation intervient à l'issue de l'opération sur la base du coût réel constaté.

Conseils juridiques (CJ)

Délibération n° 2018-35

Service facturé	Tarifs	Facturation
Mise à disposition d'un conseiller juridique répondant aux besoins de la collectivité.	Taux horaire : 155 € de l'heure	Facturation en fonction du temps passé sur les questions posées. Possibilité d'un coût global pour les dossiers plus complexes (facturation à l'issue de la mission)

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-232-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

Accompagnement au reclassement (PPR)

Délibération n° 2021-50

Service facturé	Tarifs	Facturation
Accompagnement du CDG06 par un conseiller en évolution professionnelle	1250 €	30 % à la signature de la convention et le solde à la fin de la mission. La fin de la mission correspond à la fin de la PPR.
Option 1 : pack soutien	450 €	A la signature de la convention.
Option 2 : bilan de compétences	1350 €	30 % à la signature de la convention et le solde à la fin de la mission. La fin de la mission correspond à la fin de la PPR.

Médiations (MED)

Délibération n° 2022-42

Service facturé	Tarifs	Facturation
Conduite du processus de médiation	800 €	Facturation sur la base d'un tarif forfaitaire 75€ de l'heure supplémentaire pour les cas les plus complexes

Dispositif de signalement (SIGN)

Délibération n° 2022-22

Service facturé	Tarifs	Facturation
Adhésion à la plateforme de signalement	Dégressif en fonction du nombre d'agents entrant dans le dispositif (toutes collectivités confondues) : de 2,76 € à 6 € TTC + Frais de gestion pour la durée du marché (2 ans) : 250 €	Forfait par agent et par an Facturation mensuelle directement par l'entreprise attributaire du marché Ajustement du tarif en fonction des entrées

Bilan de compétences (BC)

Délibération n° 2021-50

Le tarif de la mission est calculé à partir d'une estimation des coûts analytiques de l'opération.

Service facturé	Tarifs	Facturation
Bilan de compétences	1350 €	A l'issue de la mission.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-232-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

Assistance à la paye (APAY)

Délibération n° 2020-28

Service facturé	Tarifs	Facturation
Prise en charge de la réalisation de l'ensemble des opérations de paye – agents et élus	- à l'installation 540 €/jour selon devis accepté ; - 16,2 € le bulletin	Facturation mensuelle
Création ou simulation d'un nouvel agent ou élu	37,8 €	Facturation mensuelle
Assistance ponctuelle en cas de rupture de continuité du service paye	540 € par jour d'intervention	Facturation mensuelle

OFFRE PLURIDISCIPLINAIRE :

Contrôle médical et suivi « santé et bien-être au travail » (PLRI)

Délibération n° 2022-06

Cette mission concerne les collectivités et établissements publics non affiliés qui souhaitent bénéficier du contrôle des arrêts de travail et du suivi médical au titre de la médecine préventive par le CDG06.

⇨ Pour toute nouvelle adhésion au cours de l'année N, la facturation a lieu à la date d'effet sur la base de l'effectif déclaré à la date de l'adhésion sans prorata.

Service facturé	Tarifs	Facturation
Forfait offre pluridisciplinaire	90 € par agent par an	**Tarif forfaitaire annuel** sur la base d'un état déclaratif de l'effectif total listant tout le personnel en activité (stagiaires, fonctionnaires, contractuels de droit public et de droit privé) transmis au CDG06 en décembre de l'année N-1. *Ne doivent pas figurer dans cet état :* - *les saisonniers,* - *les agents placés en congé parental, en disponibilité.* Facturation semestrielle en avril et en octobre de l'année N Elle porte sur le nombre d'agents déclarés par l'employeur indépendamment du nombre de visite et/ou d'action effectivement réalisées.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-232-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

CONTROLE MEDICAL		
Service facturé	**Tarifs**	**Modalités**
Contrôle du bien-fondé des arrêts de travail	Inclus dans le tarif forfaitaire	Effectif inférieur à 30 agents : *un contrôle au cours de l'année N*
		Effectif supérieur à 30 agents : *le nombre de contrôle est limité à 5% de l'effectif et arrondi à l'unité*
Contrôle supplémentaire à la demande de l'employeur	70 € par contrôle	Dans le cas où l'employeur atteint le quota annuel, les contrôles supplémentaires sont facturés. Facturation semestrielle en avril et en octobre de l'année N

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-232-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

SUIVI « SANTE ET BIEN-ETRE AU TRAVAIL »			
Service facturé	**Tarifs**	**Modalités**	
• Visite d'information et de prévention (VIP) • Visite à l'initiative du médecin du travail au titre de la surveillance médicale particulière (SMP) • Orientation vers le médecin du travail suite à l'entretien infirmier • Une seule visite à la demande de l'agent ou de l'employeur entre 2 VIP	Inclus dans le tarif forfaitaire		
Orientation par un membre de l'équipe vers la psychologue	Inclus dans le tarif forfaitaire	Maximum 3 entretiens d'une heure pour un même agent	
Orientation par un membre de l'équipe vers l'assistante sociale	Inclus dans le tarif forfaitaire		
Orientation par un membre de l'équipe vers l'ergonome	Inclus dans le tarif forfaitaire		
Action sur le milieu de travail par le médecin et/ou l'infirmière	Inclus dans le tarif forfaitaire	Elles sont réalisées à l'initiative du médecin.	
Débriefing psychologique	Inclus dans le tarif forfaitaire	Il peut être mis en place à la suite d'un évènement exceptionnel et grave, ayant valeur de traumatisme pour les agents.	
Action sur le milieu de travail par les intervenants en prévention des risques professionnels – IPRP (1) : • information-conseil, • assistance pour prévenir les risques professionnels.	Inclus dans le tarif forfaitaire	En fonction de l'effectif	Nombre de jours maximum
		de 1 à 25	service à distance extensible (2)
		de 26 à 74	1
		de 75 à 99	2
		de 100 à 249	3
		de 250 à 399	4
		de 400 et plus	5
Suivi des expositions professionnelles	Inclus dans le tarif forfaitaire		
Comité pluridisciplinaire de maintien dans l'emploi	Inclus dans le tarif forfaitaire		

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-232-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

SUIVI « SANTE ET BIEN-ETRE AU TRAVAIL »		
Service facturé	**Tarifs**	**Modalités**
Action de sensibilisation à l'initiative de l'équipe pluridisciplinaire	Inclus dans le tarif forfaitaire	
Mise à disposition : • logiciel D.U., • interface logiciel métier de santé au travail (portail).	Inclus dans le tarif forfaitaire	
Examens complémentaires et réglementaires prescrits par le médecin du travail et réalisés par des tiers.	Facturation à prix coûtant	La prise en charge financière induite par ces actes (orientation vers un médecin agréé, cabinet de radiologie, laboratoire d'analyses médicales...) incombe à l'employeur ainsi que les frais de déplacement des agents pour se rendre chez le tiers. Le CDG06 fait l'avance des sommes dues afin de garantir le secret médical. L'employeur procède au remboursement après l'émission d'un titre de recettes par le CDG06.
Vaccinations	Facturation à prix coûtant	• Soit le CDG06 fait l'acquisition des doses et se fait ensuite rembourser par l'employeur • Soit l'employeur les fournit et les met à disposition du médecin du travail et/ou de l'infirmière.
Visite complémentaire : • VIPI = embauche, • réintégration.	90 € par visite	Visites médicales réalisées au cours de l'année N pour les agents non déclarés en décembre de l'année N-1.
Visite hors approbation de l'équipe pluridisciplinaire	100 € par visite	Au-delà de la surveillance prévue dans le forfait
Visite des saisonniers	45 € par visite	Les agents saisonniers embauchés pour satisfaire un besoin non permanent bénéficient d'un tarif spécifique.
Absence, annulation et/ou non utilisation de rendez-vous	50 € par rendez-vous non honoré	La facturation des absences aux visites est faite dans les cas suivants : • non effectuées du fait de l'employeur, de l'oubli d'un l'agent, • non remplacées, • non annulées 2 jours ouvrés avant la date convenue. Les créneaux programmés en fonction des besoins annoncés par l'employeur qui a un effectif suffisant qui ne sont pas utilisés sont également facturés.
Mise à disposition d'une unité médicale mobile	80 € par jour	La demi-journée correspondant à une matinée ou à une après-midi est facturée 40 €.

(1) Chaque année, l'employeur s'engage à définir les actions prioritaires sur lesquelles il souhaite son appui, dans la limite du nombre de jour(s) défini en fonction de son effectif. Les actions sont programmées selon un échéancier annuel établi **avant le 31 janvier de chaque année**.
(2) Le CDG06 propose :
* l'accès illimité au logiciel Document Unique,
* un conseil généraliste téléphonique ou par mail pour des points ne nécessitant pas une analyse spécifique ou sur site de l'activité de travail,
* un accès aux informations diffusées par le service,
* la possibilité de participer à tous les évènements organisés par le CDG06 pour les acteurs de la prévention.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-232-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

Offre complémentaire Hygiène et sécurité au travail (HYSE)

Délibérations n°2019-11 et n°2022-07

Service facturé	Tarifs	Facturation
Journées de mise à disposition d'un ACFI afin d'assurer les actions d'inspection, de conseil et d'assistance pour la prévention des risques professionnels	800 € par jour	L'employeur s'engage à missionner le CDG06 pour une mise à disposition d'un ACFI en arrêtant, d'un commun accord, le nombre de jours pour l'année civile qui **est obligatoirement facturé.** La facturation s'établit comme suit : • inférieur à 5 jours (1 à 4) = à la journée réalisée, • égal ou supérieur à 5 jours = sur la base de 3/12 par trimestre. Sauf en cas de demande expresse, le nombre de jours ainsi établi, est reconduit d'année en année. Les actions sont programmées d'avance selon un échéancier annuel établi **avant le 31 janvier de chaque année**. Pour le décompte des jours de mise à disposition sont considérés les temps de présence sur site, de déplacement, de préparation, de gestion du dossier, de rédaction des comptes rendus ou rapports, de recherche comme défini dans l'offre de service (annexe C). Toute mission qui ne sera pas réalisée du fait de l'employeur ou non annulée 5 jours ouvrés avant la date convenue sera facturée. La facturation intervient trimestriellement, le CDG06 fournit un récapitulatif des jours réalisés à la demande de l'employeur.

Service facturé	Tarifs	Facturation
Formation/sensibilisation en matière d'hygiène et de sécurité au travail	Pour un même employeur jusqu'à 12 agents : • 800 € par journée de préparation • 800 € par journée de formation	En cas d'annulation moins de 5 jours ouvrés avant le début d'une session par le bénéficiaire : • dans le cadre d'une action pour un même employeur, il sera retenu le montant de la préparation, • dans le cadre d'une inscription individuelle au sein d'un groupe d'agents provenant de plusieurs employeurs, toute absence sera due à raison de 50 € par agent et par jour.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-232-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

Offre complémentaire Accompagnement psychologique (APSY)

Délibération n°2022-07

Service facturé	Tarifs	Facturation
Intervention collective d'une durée de 2 heures (réflexion formative, groupe de régulation institutionnelle, analyse des pratiques, débriefing).	320 €	Les tarifs couvrent l'ensemble des frais engagés pour la réalisation des missions à l'exception des déplacements. Facturation trimestrielle au vu des états récapitulatifs transmis à l'employeur. Toute intervention sur les RPS et sur mesure fait l'objet d'une proposition écrite. Les tarifs journaliers peuvent être ramenés à la demi-journée en tant que de besoin. Toute mission qui n'est pas réalisée du fait de l'employeur et non annulée 2 jours ouvrés avant la date convenue est facturée.
Intervention individuelle (soutien psychologique approfondi, accompagnement individualisé – FIPHFP -, anticipation du départ à la retraite.	125 € l'heure	
Intervention sur les risques psychosociaux (RPS) et sur mesure (diagnostic psychosocial, sensibilisation aux thèmes des RPS, cohésion d'équipe, régulation d'équipe, intégration et accompagnement à la vie professionnelle des agents ayant un handicap).	800 € par jour	
Frais de déplacement calculés en fonction du temps réel effectué	20 € par tranche de 15 minutes	

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-232-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

Non affiliés

Offre de services

Les modalités financières des missions figurent dans la grille tarifaire (Annexe C) telle qu'elle résulte des décisions tarifaires prises par le Conseil d'Administration du CDG06.

I - Missions du « socle commun de compétences »

Secrétariat du conseil médical départemental (SMED)

Texte de référence : article L452-39-1° du Code Général de la Fonction Publique / décret n° 2022-350 du 11 mars 2022

Notre but

Vous accompagner dans la mise en œuvre des procédures du conseil médical départemental réuni en formation restreinte et en formation plénière en fonction des situations et vous conseiller sur le choix de solutions adaptées en matière de congés pour raison de santé, d'aptitude physique.

Vous assister dans la prise de vos décisions individuelles portant sur la gestion du risque maladie en donnant un avis sur les questions médicales liées au renouvellement des congés de maladie et à la reprise de l'activité professionnelle à l'issue d'un arrêt de travail, ainsi qu'aux questions de reclassement suite à une inaptitude physique.

Nos engagements

- assurer un traitement rapide et régulier de vos dossiers de saisine pour faciliter votre GRH et limiter les périodes de perte financière subie par les agents (2 réunions en formation restreinte et 3 en formation plénière par mois hors mois d'août) ;
- traiter vos dossiers de saisine dès leur réception par une étude approfondie de chaque situation ;
- être disponible au quotidien pour vous accompagner dans la compréhension des textes en vigueur et dans la bonne application des mesures à prendre selon les situations individuelles ;
- vous aider dans le traitement des situations délicates ou d'urgence (rendez-vous personnalisés sur demande) ;
- faciliter la veille juridique de vos gestionnaires,
- mettre à votre disposition l'expertise d'un gestionnaire expérimenté pour apporter dans un délai rapide les réponses statutaires à vos questions ;
- vous assister dans le traitement des dossiers complexes ou délicats ;
- favoriser les échanges de bonnes pratiques.

Notre action

- dès réception, le CDG06 instruit vos dossiers de saisine ;
- l'instruction terminée, le dossier est inscrit dans les plus brefs délais à l'ordre du jour d'une prochaine réunion du conseil médical ;
- à l'issue, le secrétariat vous informe sous 24 h des avis rendus sur vos dossiers et peut vous conseiller sur les suites à envisager pour leur mise en œuvre ;
- au quotidien, le CDG06 vous apporte une assistance juridique et administrative sur toutes vos questions en matière d'aptitude physique (permanence téléphonique, réponses par courriel et par courrier) pour répondre à vos questions et vous aider à bien orienter vos demandes ;
- le CDG06 est en contact permanent avec les médecins agréés chargés d'examiner les agents afin de réduire le délai d'instruction lié aux expertises ;
- il organise des réunions d'information avec les gestionnaires pour aider à la bonne application de la réglementation et favoriser les échanges de bonnes pratiques.

Modalités techniques

Pas de modalités particulières.

Votre contact au CDG06
Conseil médical départemental– Tél : 04 92 27 34 48 - Courriel : cmd@cdg06.fr

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-232-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

Assistance juridique statutaire (AJUR) y compris pour la fonction de référent déontologue et laïcité

Textes de référence : article L452-39-2° du Code Général de la Fonction Publique
article L452-39-5° du Code Général de la Fonction Publique

Notre but

Proposer aux gestionnaires RH des collectivités et établissements non affiliés une assistance juridique dans la mise en œuvre du statut de la fonction publique territoriale.

Nos engagements

- une expertise assurée par des conseillers statutaires formés et expérimentés ;
- des réponses rapides à vos questions sur la mise en œuvre du statut ;
- la mise à disposition d'outils pratiques et de ressources documentaires de qualité ;
- une communication constante sur l'actualité statutaire.

Notre action

- apporter des réponses juridiques écrites et détaillées par courriel dans un délai court ;
- répondre à vos questions orales dans le cadre d'une permanence téléphonique assurée tous les matins ;
- mettre à votre disposition des ressources documentaires de qualité : accès à la banque de données du CIG Grande Couronne et à son service de conseil ;
- vous alerter dès la parution des textes sous forme de flash infos ;
- répondre aux problématiques déontologiques rencontrées ;
- vous proposer de participer à des réunions d'information sur l'actualité statutaire en présentiel ou en visioconférence.

Modalités techniques

- un conseiller juridique répond aux questions statutaires en fonction de vos besoins ;
- accès au CIG Grande Couronne ;
- accès pour vous et vos agents au référent déontologue et laïcité du CDG06 via un formulaire de saisine accessible depuis notre site internet ;

Votre contact au CDG06

Service Assistance juridique statutaire – Tél : 04 92 27 34 34 ou - Courriel : statut@cdg06.fr

Accompagnement au reclassement (PPR)

Textes de référence : article L452-35-5°du Code Général de la Fonction Publique

Notre but

Accompagner les collectivités et les établissements publics non affiliés pour le reclassement des fonctionnaires devenus inaptes à l'exercice de leurs fonctions, de catégories A, B et C.

Guider les collectivités dans leur obligation de mise en œuvre de la période de préparation au reclassement (PPR).

Nos engagements

- vous conseiller et vous orienter dans la rédaction de la convention.

Notre action

Sur saisine de votre service RH :

- Rédaction et signature de la convention obligatoire de PPR.

Modalités techniques

Offre sans accompagnement du CDG06 : aide à la rédaction de la convention obligatoire de PPR

Votre contact au CDG06

Mission Accompagnement au reclassement (PPR) – Tél : 04 92 27 31 75 – Courriel preparation.reclassement@cdg06.fr

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-232-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

Assistance au recrutement et aide à la mobilité externe (ARAM)

Textes de référence : article L452-39-3° du Code Général de la Fonction Publique

Notre but

Répondre aux besoins exprimés par les collectivités pour rechercher de candidatures et aider les agents en recherche de mobilité dans leur démarche.

Nos engagements

- faciliter vos recrutements par la transmission de candidatures adaptées à votre offre d'emploi ;
- améliorer l'efficacité de la publication de vos offres d'emplois ;
- vous aider si nécessaire à faire aboutir les projets de mobilité externe de vos agents.

Notre action

Assistance au recrutement :

- sélectionner et transmettre des candidatures adaptées à votre offre d'emploi ;
- vous assister dans la publication sur le portail *emploi-territorial.fr* d'une offre d'emploi pertinente au regard de votre besoin et du référentiel métier ;
- assurer un suivi de l'offre d'emploi pendant sa durée de publication.

Aide à la mobilité externe :

- sur demande de votre service RH, réaliser un entretien individuel des agents en recherche de mobilité pour les aider dans leur stratégie de recherche de poste.

Modalités techniques

Mise à disposition d'un Conseiller Emploi. La collectivité indiquera au CDG06 les personnes autorisées à solliciter cette aide.

Votre contact au CDG06
Service Emploi – Tél : 04 92 27 31 59 ou 34 58 - Courriel : emploi@cdg06.fr

Assistance en matière de retraite (RETR)

Textes de référence : article L452-39-4° du Code Général de la Fonction Publique

Notre but

Assister vos gestionnaires RH sur les problématiques relatives aux droits à la retraite de vos agents en vous apportant un conseil juridique adapté.

Nos engagements

- une expertise assurée par des conseillers retraite formés et expérimentés ;
- des réponses rapides à vos questions en matière de retraite ;
- la mise à disposition d'outils pratiques et de ressources documentaires de qualité ;
- une information régulière sur l'actualité juridique en matière de retraite.

Notre action

- apporter des réponses écrites et détaillées par courriel dans un délai court ;
- répondre à vos questions orales dans le cadre d'une permanence téléphonique ;
- mettre à votre disposition par notre Extranet des ressources documentaires en matière de retraite ;
- vous alerter dès la parution des textes sous forme de flash infos ;
- vous proposer de participer à des réunions d'information sur l'actualité juridique en matière de retraite ;

Modalités techniques

Mise à disposition d'un conseiller retraite. La collectivité indiquera au CDG06 les personnes autorisées à solliciter ce conseil en retraite.

Votre contact au CDG06
Service Conseil en retraite – Tél : 04 92 27 34 52 - Courriel : retr@cdg06.fr

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-232-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

II - Missions facultatives

Aide aux fonctionnaires à la recherche d'un emploi après une période de disponibilité (ARED)

Textes de référence : article L452-35-3° du Code Général de la Fonction Publique

Notre but

Répondre aux besoins des collectivités exprimés par les services des ressources humaines afin d'accompagner leurs fonctionnaires à la recherche de poste après une période de disponibilité.

Nos engagements

Conseiller, orienter et suivre le fonctionnaire de votre collectivité maintenu en disponibilité en vue d'optimiser sa recherche de poste.

Notre action

Sur demande de votre service RH :

- réaliser un entretien individuel des agents maintenus en position de disponibilité en vue de les aider dans leur stratégie de recherche de poste ;
- améliorer les outils de recherche d'emploi et engager l'agent dans l'utilisation et le suivi des outils dématérialisés de recherche de poste ;
- effectuer une simulation d'entretien de recrutement en vue d'optimiser les opportunités de retrouver un poste.

Modalités techniques

Mise à disposition d'un Conseiller Emploi facturé en fonction du nombre d'heures d'accompagnement effectuées à la demande de la collectivité selon le tarif horaire arrêté par le Conseil d'Administration du CDG06. La collectivité indiquera au CDG06 les personnes autorisées à solliciter cette aide.

Votre contact au CDG06
Service Emploi – Tél : 04 92 27 34 41 ou 31 59 - Courriel : emploi@cdg06.fr

Concours et examens (COEX)

Textes de référence : article L452-35-6° du Code Général de la Fonction Publique

Notre but

Assurer une offre maximale de concours et examens par un processus qualitatif de production de lauréats, dans des conditions optimales de sécurité juridique et technique et de maîtrise financière de l'activité, en vue de satisfaire aux besoins de recrutement des collectivités et établissements publics non affiliés conventionnés.

Nos engagements

- développer un partenariat avec les collectivités permettant de définir au mieux leurs besoins ;
- sélectionner des lauréats selon les critères professionnels attendus par les collectivités en matière de métiers territoriaux ;
- assurer la qualité du processus d'organisation des concours et examens pour en assurer la performance et la sécurité juridique au plus juste coût.

Notre action

- recenser au mieux les besoins exprimés par les collectivités en matière de concours et d'examens professionnels ;
- y répondre en organisant les concours et examens pour ces besoins dans le cadre de la coopération régionale et nationale avec les autres Centres de gestion ;
- mobiliser les ressources matérielles, pédagogiques et humaines nécessaires pour assurer de façon performante un volume d'activité élevé dans des conditions juridiques et financières sécurisées ;
- participer à la définition et à l'évolution du cadre national de l'organisation des concours et examens (être membre actif des instances nationales et régionales de concertation, mise en place de partenariats nationaux et régionaux, mutualisation des organisations).

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-232-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

Modalités techniques

1. Recensement des besoins prévisionnels et programmation des concours et examens :
Le CDG06 recense chaque année auprès des collectivités affiliées et conventionnées leurs besoins prévisionnels en matière de concours et d'examens professionnels. Ces données sont prises en compte dans l'établissement du calendrier des concours et examens de catégorie A, B et C élaboré par les Centres de Gestion au niveau régional afin de décider des opérations à organiser et des CDG organisateurs. Cette programmation tient compte du calendrier des concours et examens élaboré au niveau national.

2. Organisation des concours et examens :
Le CDG06 prend en charge la totalité des tâches administratives et matérielles liées à l'organisation et au déroulement des concours et examens relevant de sa compétence : prise et publicité des arrêtés d'ouverture, désignation des jurys et examinateurs, inscription, instruction et admission à concourir des candidats, organisation des épreuves, correction, publication des résultats, prise des listes d'aptitude et d'admission), prise en charge pour le compte des collectivités et établissements publics adhérant à cette mission du règlement des coûts lauréats des agents qu'ils nomment suite à réussite à concours ou à examen à partir des listes d'aptitude ou d'admission établies par d'autres Centres de gestion..

3. Inscription et information des candidats :
Les candidats se préinscrivent par Internet aux concours et examens organisés par le CDG06 sur le site cdg06.fr.
Le CDG06 met à leur disposition sur ce site diverses ressources pour les aider dans leur préparation (fiche d'information, annales de sujets, notes de cadrage) et contribuer ainsi à augmenter leurs chances de réussite.
Il publie les résultats sur son site Internet.

Votre contact au CDG06
Service Concours – Tél : 04 92 27 31 56 ou 31 58 - Courriel : coex@cdg06.fr

Remplacement d'agents (REMP)

Textes de référence : article L452-44 du Code Général de la Fonction Publique

Notre but

Répondre aux besoins temporaires de personnel en cas d'absence de vos agents et cadres pur une mise à disposition de ressources.

Nos engagements

- mobiliser des profils diversifiés en capacité d'assurer vos missions ;
- proposer une solution de remplacement rapide ;
- assurer pour votre compte l'intégralité du recrutement et de la gestion du salarié.

Notre action

- nous analysons avec vous votre besoin de remplacement pour rechercher la ressource la mieux adaptée à la mission ;
- nous sélectionnons la ou les ressources à vous proposer ;
- vous validez la proposition du CDG06 après entretien avec la personne retenue ;
- le CDG06 recrute la personne et prend en charge toutes les formalités incombant à l'employeur ;
- à la date prévue, l'agent remplaçant prend ses fonctions dans la collectivité qui l'accueille pour occuper son poste de travail ;
- vous validez ou pas la période d'essai de l'agent ;
- en fin de mois, nous établissons la paie en fonction des éléments que vous nous transmettez ;
- en fin de contrat :
  - vous évaluez l'agent par une fiche-bilan du CDG ;
  - le CDG établit le solde de tout compte et les divers documents obligatoires

Modalités techniques

1. Demande de mise à disposition :
Le CDG06 met à la disposition de la collectivité, un ou plusieurs agents de son service de remplacement sur demande de celle-ci.
La collectivité transmet au CDG06 sa demande de mise à disposition à l'aide d'une fiche de demande (formulaire papier) qui précise les éléments suivants :

- le poste à pourvoir, son profil et la description précise des tâches à effectuer et des matériels à utiliser,
- le motif de la demande,
- le lieu précis de l'emploi,
- la date de début et date de fin de la mission,
- le grade, l'échelon, l'indice brut et l'indice majoré à appliquer à l'agent,

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-232-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

- la durée hebdomadaire de travail et les horaires de travail de l'agent.

Le CDG06, après avoir recherché dans son vivier la ou les personnes en mesure d'assurer la mission, les propose à la collectivité. Celle-ci communique au CDG06 le nom de la personne qu'elle retient pour effectuer la mission afin que le CDG06 établisse le contrat de travail.

2. Fonctions confiées aux agents mis à disposition – durée de travail :

Les personnes mises à disposition exerceront les fonctions afférentes aux emplois désignés au sein des services de la collectivité dans lesquels ils sont affectés pour leur mission.
Le travail sera organisé selon les modalités précisées par l'autorité territoriale (horaires, etc...) ou son représentant au sein de la collectivité bénéficiaire.
Un agent à temps complet effectuera 35 heures par semaine selon la durée hebdomadaire légale du travail. Tout dépassement de cet horaire sera régularisé avant le terme du contrat afin d'arriver à une durée moyenne de 35 heures par semaine.
A défaut, les heures supplémentaires effectuées par l'agent seront facturées à la collectivité d'accueil.

3. Hygiène et sécurité :

La visite médicale préalable à l'emploi sera prise en charge et assurée par le CDG06 auprès d'un médecin agréé.
La collectivité s'engage à fournir à l'agent mis à disposition du matériel et des accessoires de protection répondant aux normes de sécurité prévues par la loi.
Le représentant de la collectivité est tenu de mettre en œuvre, sous sa responsabilité :

- les règles d'hygiène et de sécurité applicables aux agents de la collectivité pour l'agent mis à disposition et d'en assurer le respect
- d'assurer une formation pratique et appropriée à la prise de fonctions et de transmettre les consignes de sécurité conformément aux articles 6 et 7 du décret 85-603 du 10 juin 1985.

Le CDG06 est dégagé de toute responsabilité en cas d'inobservation de ces règles.

4. Conditions de rémunération de l'agent :

Le CDG06 assure pour sa part, la gestion administrative de l'agent mis à disposition et lui verse sa rémunération.
L'agent sera rémunéré sur la base de l'indice correspondant au grade spécifié et il percevra, le cas échéant, le Supplément Familial de Traitement (S. F. T.).
La rémunération est établie sur la base d'un état préparatoire complété et visé par la collectivité et transmis au CDG06 au plus tard le 2 du mois suivant le mois travaillé. Cet état permet d'élaborer une paie correspondant au temps réellement travaillé par l'agent (jours travaillés, heures supplémentaires, stages, absences, congés...) et de respecter l'obligation de paiement sur service fait.
Pour les mises à disposition débutant avant le 6 du mois, le règlement de l'agent remplaçant se fera avant la fin du mois considéré.
En revanche, pour les mises à disposition débutant après le 6 du mois, le règlement de l'agent remplaçant sera effectué le 25 du mois suivant.
La collectivité bénéficiaire ne verse aucun complément de rémunération à l'agent.

5. Rapport d'activité – discipline :

La collectivité transmet au CDG06, à l'issue de la mission, un état détaillé, visé par l'agent et le représentant de la collectivité, indiquant précisément la nature des activités de l'agent et la qualité du travail effectuée.
En cas de problème disciplinaire, le CDG06 est immédiatement informé par la collectivité d'accueil, au moyen d'un rapport écrit précis.
Le CDG06 en tant qu'employeur détient seul le pouvoir disciplinaire.

6. Remboursement au Centre de Gestion :

Pour chaque mise à disposition d'un agent, la collectivité rembourse au CDG06 le montant du traitement, indemnités diverses, charges sociales, ainsi que tous les frais auxquels le CDG06 est exposé dans la gestion du personnel mis à disposition, lorsque ceux-ci ont été engagés par ce dernier.
Ce remboursement est majoré d'une participation aux frais de gestion supportés par le CDG06 dont le taux est fixé par le Conseil d'Administration du CDG06.
Pour les missions de remplacement inférieures à un mois, la facturation est établie dès que la mission est terminée et que l'agent a été payé. Pour celles d'une durée supérieure à un mois, le CDG06 établit une facturation mensuelle qui suit la mise en paiement de la paie de l'agent.

7. Congés :

- Les congés annuels des agents mis à disposition seront administrés en application de la législation et de la réglementation en vigueur.
- Les congés exceptionnels : Pour tous les congés liés à des événements familiaux ou des événements de la vie courante, ou pour des motifs civiques, le Président du CDG06 étudiera les demandes au cas par cas en accordant en priorité et en fonction des nécessités de service, les droits dans les mêmes conditions que le personnel permanent du Centre. Les jours de congés exceptionnels accordés à l'agent seront pris en charge par le CDG06 sur présentation d'une pièce justificative.
- Les congés pour formation : Des congés peuvent être accordés après 6 mois d'activité consécutive si la collectivité le demande, et ce, dans les conditions de l'article 6 du Décret n° 88-145 du 15 février 1988 modifié relatif aux agents non titulaires de la fonction publique territoriale. Dans le cas d'une formation payante, une facturation supplémentaire sera adressée à la collectivité.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-232-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

- Les congés maladie : Les dépenses afférentes aux journées d'absence pour congés de maladie sont prises en charge par le CDG06. A ce titre, l'original de l'arrêt maladie devra parvenir au Centre sous 48 heures.
- Les congés pour accident du travail ou maladie professionnelles seront administrés en application du titre III du décret 88-145 du 15 février 1988 modifié. La déclaration d'accident du travail devra parvenir au CDG06 sous 48 heures.

8. Renouvellement et fin de la mise à disposition :

Chaque mise à disposition d'un agent pourra être prolongée sur demande écrite du représentant de la collectivité une semaine au moins avant le terme initial.

La mise à disposition de l'agent peut prendre fin avant le terme de la mission, à la demande de la collectivité, en cas de faute disciplinaire ou d'insuffisance professionnelle de l'agent mis à disposition, sous réserve d'un préavis donné par la collectivité au CDG06 de :

- 8 jours en cas de mise à disposition inférieure à 6 mois,
- 1 mois en cas de mise à disposition pour une période de 6 à 12 mois,
- 2 mois pour une mise à disposition d'une durée supérieure à 12 mois.

Cependant aucun préavis ne sera exigé de la collectivité en cas de faute lourde imputable à l'agent déterminée d'un commun accord entre le CDG06 et la collectivité.

Votre contact au CDG06
Service Emploi – Tél : 04 92 27 34 41 ou 31 59 - Courriel : emploi@cdg06.fr

Conseil en recrutement (CREC)

Textes de référence : article L452-40 du Code Général de la Fonction Publique

Notre but

Proposer une expertise pour assister les collectivités dans la conduite de certaines opérations de recrutement.

Nos engagements

- vous accompagner dans votre recherche de personnel et vous conseiller dans le recrutement des postes stratégiques ou présentant une technicité particulière ;
- vous proposer un conseil modulable en fonction de votre organisation et de vos besoins ;
- vous faciliter les démarches en termes de gain de temps et d'efficacité.

Notre action

- vous estimez qu'un recrutement nécessite une expertise particulière pour pouvoir aboutir ;
- vous contactez le service Emploi pour fixer un rendez-vous téléphonique ou physique afin d'analyser le besoin et réaliser une proposition d'intervention ;
- si elle répond à sa demande, votre autorité territoriale accepte cette proposition ;
- en fonction de vos choix :
  - nous mettons au point et rédigeons la fiche de poste ;
  - nous publions l'annonce–presse et Internet ;
  - nous recherchons et présélectionnons les candidatures ;
  - nous programmons les entretiens et tests psychotechniques menés par un conseiller psychologue ;
  - nous participons au jury de la collectivité si vous nous en faites la demande ;
- à l'issue de l'intervention, vous choisissez le candidat à retenir ou pouvez décider soit de ne pas donner suite, soit de relancer la procédure de recrutement.

Modalités techniques

1. Proposition d'intervention :

La collectivité charge le CDG06 de la mise en place d'une procédure de conseil en recrutement pour répondre à un besoin spécifique.

A partir de l'analyse de ce besoin, le CDG06 rédige une proposition d'intervention présentant les étapes de la procédure envisagée, les modalités d'intervention, le coût prévisionnel de la mission détaillé dans une fiche de coût et les modalités de son règlement.

Ce coût prévisionnel est calculé à partir d'une estimation des coûts analytiques de l'opération auquel est appliqué un coefficient de complexité (1,1 à 1,5) dont les critères sont définis dans la grille tarifaire adoptée par le Conseil d'Administration du CDG06.

Le CDG06 s'engage à mettre en œuvre la proposition d'intervention afin de satisfaire à l'obligation de moyens qui lui est dévolue pour l'opération dont il est chargé.

L'acceptation de la proposition par l'autorité territoriale déclenche le démarrage de la mission et vaut engagement de la collectivité pour régler le coût final de l'opération.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-232-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

2. Suivi financier :

Pendant le déroulement de l'opération, le CDG06 tient à jour la fiche financière retraçant les coûts réels de l'opération.
En cas de dépassement constaté de 10% du coût prévisionnel, il en informe la collectivité.
Une fois l'intervention terminée, le coût final de l'opération sera calculé par le CDG06 sur la base des coûts constatés afférents à l'opération.
Pour les opérations de complexité moyenne, élevée ou supérieure, une facturation intermédiaire pourra être prévue.
La fiche financière de l'opération sera transmise au client lors de la facturation clôturant l'opération.

Votre contact au CDG06
Service Emploi (Conseil en recrutement) – Tél : 04 92 27 31 54 - Courriel : crec@cdg06.fr

Archivage et numérisation (ARCH)

Textes de référence : article L452-40-3° du Code Général de la Fonction Publique

Notre but

Mettre à disposition des collectivités publiques conventionnées un archiviste qualifié pour assurer la mise en place ou le maintien, dans un environnement mixte (papier et électronique), d'un système d'archivage organisé et adapté en vue de leur permettre de répondre aux besoins de la vie administrative et de satisfaire aux obligations légales de conservation.

Nos engagements

- accompagner la collectivité à satisfaire à ses obligations légales.
- produire un travail de qualité dans le respect des contraintes scientifiques, techniques et réglementaires propres à la conservation des archives publiques.
- assurer la mise en place d'un système d'archivage pérenne au sein de la collectivité.
- accompagner la démarche de production et de conservation des documents numérisés.
- accompagner la collectivité dans la réalisation d'actions de valorisation du patrimoine local et d'exploitation culturelle du fonds d'archives.

Notre action

- diagnostic comportant un état des lieux des archives et une proposition d'intervention adaptée aux besoins de la collectivité, selon qu'elle dispose ou non d'un service d'archives ;

- pour les collectivités ne disposant pas d'un service d'archives :
  - tri et élimination dans le respect de la règlementation ;
  - mise en place d'un système d'archivage cohérent pour un accès rapide à l'information ;
  - maintenance annuelle ;
  - préparation de dépôt aux Archives départementales (dans ce cas, les collectivités restent propriétaires de leurs archives) ;
  - récolement réglementaire des archives suite aux élections municipales ;
  - aide au déménagement d'archives ;
  - sensibilisation et formation d'agent(s) de la collectivité qui assureront le bon fonctionnement et la pérennité du système d'archivage mis en place ;
  - traitement des fonds d'archives suite à la dissolution d'établissements publics et préparation de leur dépôt aux Archives départementales ;
  - conseil pour la mise en place d'un système d'archivage électronique et à la numérisation.

- pour les collectivités disposant d'un service d'archives :
  - travaux de tri et de classement en appui aux services d'archives confrontés à une surcharge de travail.
  - récolement réglementaire des archives suite aux élections municipales.
  - aide au déménagement d'archives.
  - conseil pour la mise en place d'un système d'archivage électronique et à la numérisation.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-232-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

Modalités techniques

1. Diagnostic préalable

- la collectivité contacte le service Archives du CDG06 afin de fixer un rendez-vous pour identifier ses besoins en matière d'archivage ;
- au vu des besoins exprimés, l'archiviste transmet à la collectivité une proposition chiffrée pour la réalisation du diagnostic en fonction du tarif fixé en vigueur ;
- la collectivité accepte cette proposition de diagnostic : cette acceptation vaut engagement de régler la dépense correspondante après service fait ;
- l'archiviste se rend dans la collectivité et réalise le diagnostic des productions (papier, électronique, numérisées, à numériser) ;
- il rédige le document et l'envoie à la collectivité pour lui proposer, dans le respect des obligations légales, une intervention adaptée à ses besoins mentionnant le nombre de jours de mise à disposition de l'archiviste ainsi que son coût.

2. Proposition d'intervention

- la collectivité signe la proposition d'intervention : cette acceptation vaut engagement de régler le coût final de l'opération et déclenche la planification de l'intervention selon le plan de charge préalablement établi par l'archiviste du CDG06 ;
- celui-ci reprend contact avec la collectivité afin de planifier l'intervention ;
- il se rend dans la collectivité et réalise l'intervention commandée ;
- il établit un rapport de fin de mission décrivant l'ensemble des opérations réalisées et les pistes envisageables pour la poursuite de la mission ;
- la même procédure s'appliquera si la collectivité souhaite donner suite à tout ou partie des pistes du rapport de fin de mission.

3. Maintenance annuelle et pluriannuelle

- la collectivité dispose d'un système d'archivage opérationnel mis en place par un archiviste ;
- l'archiviste établit une proposition de maintenance pour une durée de trois ans ;
- l'archiviste précise, en accord avec la collectivité, le nombre de jours nécessaires à la réalisation de cette intervention ;
- l'acceptation de la proposition vaut engagement de prévoir la dépense lors de l'établissement du budget primitif et le CDG s'engage à programmer l'intervention sur l'année civile ;
- une action spécifique, sur demande de la collectivité, peut intervenir en complément de la maintenance ; cette intervention fera l'objet d'une nouvelle proposition.

4. Détail des actions de la mission

Action	Réalisation
Diagnostic préalable	Etat des lieux et des besoins. Proposition d'intervention.
Tri et préparation des éliminations	Identification des archives n'ayant plus d'utilité administrative. Rédaction du bordereau d'élimination soumis à la signature de l'autorité territoriale et au visa des Archives départementales, isolement des boîtes éliminables.
Classement du fonds d'archives	Mise en ordre des dossiers. Rédaction d'instruments de recherche (récolement, inventaires, bordereaux de versement) fournis en format papier ou électronique.
Maintenance annuelle/pluriannuelle	Eliminations réglementaires. Classement des nouveaux versements d'archives. Mise à jour des instruments de recherche. Accompagnement de la collectivité dans la mise en œuvre de ses projets (aménagement d'une salle d'archives, archivage électronique, numérisation des fonds etc…). Séances de sensibilisation-formation des référent(s) archive(s) et des agents.
Préparation de dépôt aux Archives départementales (article L. 212-11 et L.212-12 du code du patrimoine)	Etat des archives à déposer soumis à la collectivité. La collectivité transmet cet état aux Archives départementales qui se prononcent sur la demande de dépôt.
Sensibilisation des agents	Séance collective s'appuyant sur des supports pédagogiques afin de sensibiliser les agents à la réglementation, aux enjeux des archives et au nouveau système d'archivage mis en place.
Sensibilisation / formation de référents	Séances individuelles, théoriques et pratiques, s'appuyant sur des supports pédagogiques (au terme des séances, un plan de travail est défini).

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-232-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

archives (tutorat)(1ère phase)	Le référent archives doit pouvoir assurer le bon fonctionnement du système d'archivage mis en place (prise en charge des versements, conseil aux services, communication des archives aux agents comme aux administrés).
Accompagnement et encadrement technique d'un agent en charge de la gestion des archives dans la collectivité (2ème phase)	Accompagnement réalisé par l'archiviste du CDG06 : • dans le cadre du tutorat du référent archives : mise en œuvre et suivi des missions définies dans le plan de travail ; • dans le cadre d'un agent non archiviste : apport de solutions concrètes aux problématiques rencontrées sous forme de conseils et d'élaboration d'outils spécifiques.
Actions spécifiques de tri et de classement d'archives (sous-fonds, vrac, etc.)	Tri. Rédaction des bordereaux d'élimination. Mise en ordre des documents. Conditionnement. Cotation. Rédaction des instruments de recherche.
Récolement réglementaire des archives suite aux élections municipales	Recensement de l'ensemble des fonds d'archives conservés au sein de la commune ou de l'établissement public. Signature du procès-verbal auquel est annexé le récolement par le Maire sortant et le Maire sortant. Transmission d'un exemplaire aux Archives départementales.
Aide au déménagement d'archives	Conditionnement et identification des archives. Etablissement d'un récolement. Elaboration d'un plan de déménagement. Réception et rangement des archives dans la nouvelle salle. Mise à jour du récolement. *Le transfert matériel des archives est réalisé par les services techniques de la collectivité sous le contrôle de l'archiviste.*
Accompagnement à la mise en place d'un Système d'Archivage Electronique	Accompagnement à la mise en place d'un comité de pilotage du projet. Diagnostic de l'organisation des fonctions administratives concernées. Conseil sur la définition du périmètre et l'organisation des documents. Cartographie de la production documentaire papier et électronique, ainsi que des circuits d'information. Aide à la préparation à l'utilisation du SAE – SESAM (Système Electronique Sécurisé d'Archivage Mutualisé). Accompagnement à la structuration de l'arborescence du périmètre bureautique et au nommage des fichiers.
Numérisation de documents	Accompagnement à la définition du projet de numérisation. Conseil sur les procédures et méthodes à mettre en œuvre. Numérisation en vue d'archivage de copies fiables. Numérisation dans le cadre de la valorisation du patrimoine des archives. Aide à la mise en œuvre.
Groupement de commandes opérations de reliure des actes administratifs / état civil / fourniture de papier permanent / restauration)	Recensement des besoins. Adhésion des membres du groupement par délibération – CDG : coordonnateur du groupement de commandes habilité à passer, signer, notifier le marché. Lancement de la consultation et passation du marché. Exécution et gestion du marché (suivi des bons de commandes…)

Votre contact au CDG06
Service Archivage – Tél : 06 22 23 63 45 - Courriel : archives@cdg06.fr

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-232-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

Médiations (MED)

Textes de référence : article 25-2 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée
articles L.213-1 à L.213-14 et R.213-1 et suivants du Code de justice administrative

Notre but

Parvenir à un accord en vue de la résolution amiable des différends avec vos agents. Eviter un contentieux long et couteux et restaurer une relation de travail. Vous faire gagner du temps.

Nos engagements

- indépendance, neutralité et impartialité du médiateur désigné ;
- des médiateurs formés et certifiés pour conduire les séances ;
- mettre tout en œuvre pour tenter de résoudre un litige et permettre de retrouver un lien de confiance avec l'agent pour mieux travailler ensemble.

Notre action

- prise de contact avec les différentes parties concernées ;
- entretiens individuels pour présenter la médiation et ses objectifs ;
- entretien(s) en séance plénière et animation des débats ;
- suite(s) à donner à la médiation.

Modalités techniques

- Bulletin d'adhésion à compléter pour mettre en place la médiation dans votre collectivité ou établissement ;
- Possibilité d'intervenir dans d'autres domaines non couverts par la médiation préalable obligatoire à la demande du juge administratif ou des parties.

Votre contact au CDG06
Mission Médiations – Tél : 04 92 27 31 41 - Courriel : mediations@cdg06.fr

Dispositif de signalement des actes de violence, de discrimination, de harcèlement et d'agissements sexistes (SIGN)

Textes de référence : article L452-43 du Code Général de la Fonction Publique
article L 135-6 du Code Général de la Fonction Publique

Notre but

Vous faciliter la mise en place du dispositif de signalement des actes de violence, de discrimination, de harcèlement et d'agissements sexistes et vous permettre de remplir votre obligation légale.

Nos engagements

- Traitement des données et des situations en toute confidentialité par un tiers extérieur ;
- Préconisations à destination des employeurs territoriaux pour faire cesser les situations ;
- Campagne de communication et de sensibilisation des agents sur le dispositif et les différentes formes de discrimination.

Notre action

- Ecoute, recueil et suivi des signalements de situations avérées ou supposées ;
- Orientation des agents vers les professions et les services compétents ;
- Orientation des agents vers les autorités compétentes pour prendre toute mesure de protection appropriée et assurer le traitement des faits signalés.

Modalités techniques

- Bulletin d'adhésion à compléter pour mettre en place ce dispositif de signalement dans votre collectivité ou établissement ;
- Signature d'un certificat d'adhésion tripartite pour la facturation (avec le CDG 06 et le prestataire extérieur).

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-232-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

Votre contact au CDG06
Mission Dispositif de signalement – Tél : 04 92 27 31 41 - Courriel : statut@cdg06.fr

Conseil en organisation (dont coaching d'équipe et coaching individuel) (CORH)

Textes de référence : article L452-40-1°du Code Général de la Fonction Publique

Notre but

Conseiller et assister les collectivités conventionnées dans l'élaboration et la réalisation de projets mettant en jeu la gestion des ressources humaines, en vue d'accompagner leurs autorités politiques et administratives dans la conduite des changements nécessaires à l'amélioration de la performance globale de leur organisation.

Nos engagements

- écouter et comprendre la demande exprimée par la collectivité ;
- mettre en œuvre une expertise professionnelle en mobilisant au besoin les ressources et compétences internes du CDG ;
- répondre au besoin par une démarche d'accompagnement appropriée satisfaisant à la demande exprimée.
- selon la nature du besoin, accompagner les équipes et agents au moyen d'une intervention de coaching d'équipe ou de coaching individuel

Notre action

- à partir d'un besoin identifié, la collectivité prend contact ou est invitée à prendre contact avec le service.
- le CDG06 analyse la demande avec le commanditaire et propose les modalités de l'intervention ;
- la collectivité accepte les modalités de l'intervention ;
- déroulement de l'intervention ;
- restitution au commanditaire et facturation
- cas particulier de l'accompagnement de type coaching : la mission de conseil en organisation propose d'accompagner les ressources humaines des collectivités au moyen du coaching d'équipe et du coaching individuel.
    - Le coaching d'équipe vise à faire évoluer l'équipe de travail en développant les complémentarités pour améliorer son fonctionnement et trouver une véritable coopération dans l'équipe. Le dispositif d'accompagnement est modulable et se déroule sur une période de 4 à 8 mois, il inclut des temps de bilan.
    - Le coaching individuel est un accompagnement personnalisé qui vise au développement professionnel du coaché. A travers un objectif de changement, l'action amène la personne à faire émerger ses propres solutions en mobilisant ses ressources et en libérant tout son potentiel. Le dispositif de coaching individuel se déroule sur une période de 4 à 6 mois au moyen de 7 à 9 séances de 2 heures pour le coaché, des temps de bilan sont prévus.
    - L'outil TLP Navigator - Profil Talents Leadership - est utilisé pour identifier les talents professionnels des personnes accompagnées dans le coaching d'équipe et le coaching individuel.

Modalités techniques

1. Proposition d'intervention :

La collectivité charge le CDG06 de la mise en place d'une procédure de conseil en organisation pour répondre à un besoin spécifique.
A partir de l'analyse de ce besoin, le CDG06 rédige une proposition d'intervention présentant les étapes de la procédure envisagée, les modalités d'intervention, le coût prévisionnel de la mission détaillé dans une fiche de coût et les modalités de son règlement.
Ce coût prévisionnel est calculé à partir d'une estimation des coûts analytiques de l'opération auquel est appliqué un coefficient de complexité (1,1 à 1,5) dont les critères sont définis dans la grille tarifaire adoptée par le Conseil d'Administration du CDG06.

Les actions de coaching font aussi l'objet d'une proposition d'intervention mais disposent d'une tarification spécifique (voir annexe D - grille tarifaire)

Le CDG06 s'engage à mettre en œuvre la proposition d'intervention afin de satisfaire à l'obligation de moyens qui lui est dévolue pour l'opération dont il est chargé.
L'acceptation de la proposition par l'autorité territoriale déclenche le démarrage de la mission et vaut engagement de la collectivité pour régler le coût final de l'opération.

2. Suivi financier :

Pendant le déroulement de l'opération, le CDG06 tient à jour la fiche financière retraçant les coûts réels de l'opération.
En cas de dépassement constaté de 10% du coût prévisionnel, il en informe la collectivité.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-232-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

Une fois l'intervention terminée, le coût final de l'opération sera calculé par le CDG06 sur la base des coûts constatés afférents à l'opération.
Pour les opérations de complexité moyenne, élevée ou supérieure, une facturation intermédiaire pourra être prévue.
La fiche financière de l'opération sera transmise au client lors de la facturation clôturant l'opération.

Votre contact au CDG06
Service Conseil en organisation RH – Tél : 04 92 27 34 38 ou 06 09 55 43 48 - Courriel : corh@cdg06.fr

Conseils juridiques (non statutaires) (CJ)

Textes de référence : article L452-40-2°du Code Général de la Fonction Publique

Notre but

Mettre à disposition notre expertise dans les domaines du droit public (marchés publics, urbanisme, fonctionnement des assemblées, contentieux RH...) pour vous aider dans vos prises de décision et sécuriser vos actions.

Nos engagements

- vous accompagner dans vos recherches juridiques et vous faire gagner du temps ;
- vous proposer un conseil juridique modulable en fonction de vos besoins (réponse rapide, point précis à développer ou rédaction d'actes et de mémoires devant le TA...);
- réaliser l'instruction ou le montage de dossiers complexes (dans vos locaux ou à distance).

Notre action

- apporter des réponses juridiques écrites ou orales dans des délais courts ;
- vous proposer des recherches plus approfondies : la rédaction d'actes, de consultations ou de mémoires en défense ;
- vous rencontrer dans vos locaux afin d'échanger et d'appréhender au mieux vos problématiques ;
- vous alerter dès la parution de textes sous forme de flash infos dans les domaines qui vous concernent (marchés
- accompagner vos agents ou un service pour une montée en compétence sur un thème souhaité.

Modalités techniques

Un conseiller juridique est à votre disposition selon deux niveaux d'intervention en fonction de la complexité de votre demande :

1. **Pour les questions simples ou des précisions rapides :**

Facturation au vu du temps passé (en fonction du nombre d'heures de conseil effectuées à la demande de la collectivité), décompté semestriellement, selon le tarif horaire arrêté par le Conseil d'administration du CDG06.

2. **Pour les dossiers plus complexes :**

Elaboration d'une lettre d'intervention incluant un devis pour la réalisation de la mission (selon le tarif horaire arrêté par le Conseil d'administration du CDG06).

Votre contact au CDG06

Conseils Juridiques – Tél : 04 92 27 34 61 - Courriel : conseiljuridique@cdg06.fr

Accompagnement au reclassement dans le cadre de la PPR (PPR)

Textes de référence : article L452-35-5°du Code Général de la Fonction Publique

Notre but

Accompagner les collectivités et les établissements publics non affiliés pour le reclassement des fonctionnaires devenus inaptes à l'exercice de leurs fonctions, de catégories A, B et C.

Guider les collectivités dans leur obligation de mise en œuvre de la période de préparation au reclassement (PPR).

Accompagner leurs agents dans la construction de leur projet professionnel et le déroulement de leur période de préparation au reclassement.

Nos engagements

- vous conseiller et vous orienter dans la mise en œuvre du reclassement professionnel ;
- vous accompagner dans la mise en œuvre de la période de préparation au reclassement ;

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-232-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

- suivre le fonctionnaire de votre collectivité en partenariat avec vous en vue de favoriser son reclassement (RDV téléphoniques, présentiels, suivi personnalisé…).

Notre action

Sur saisine de votre service RH :

- dans le cadre de la période de préparation au reclassement, établir la convention, suivre sa mise en œuvre et construire le projet professionnel de l'agent ;
- accompagner l'employeur dans la mise en œuvre de la PPR ;
- en option, vous proposer un pack soutien permettant au référent du CDG06 de mobiliser médecin, psychologue et assistante sociale ;
- en option, vous proposer un bilan de compétences afin de parfaire le projet professionnel de votre agent.

Modalités techniques

Offre avec accompagnement du CDG06 : mise à disposition d'un conseiller en évolution professionnelle et d'un conseiller emploi selon le tarif relatif à la période de préparation au reclassement arrêté par le Conseil d'Administration du CDG06.

Votre contact au CDG06
Mission Accompagnement au reclassement (PPR) – Tél : 04 92 27 31 75 - Courriel preparation.reclassement@cdg06.fr

Bilan de compétences (BC)

Textes de référence : article L452-40 du Code Général de la Fonction Publique

Notre but

Proposer aux collectivités un accompagnement des agents dans l'élaboration d'un nouveau projet professionnel dans le cadre d'une période préparatoire au reclassement ou de toute autre action menée par le service Emploi du CDG06.

Nos engagements

- vous proposer une démarche réalisée par un conseiller emploi certifié en bilan de compétences et tests professionnels ;
- accompagner votre agent dans la recherche et l'élaboration d'un nouveau projet professionnel adapté à ses compétences et à ses aptitudes ;
- vous assurer du respect de la déontologie, en particulier de la confidentialité et du respect de la personne.

Notre action

- l'accompagnement bilan de compétences se déroule sur une période de 3 mois en moyenne, il se répartit en 14 heures effectuées en séances avec le conseiller au CDG06 et 10 heures en travail personnel de l'agent sur les compétences, les métiers et la recherche d'un projet professionnel ainsi que les actions à mener.
- un entretien préalable avec l'agent permet de présenter l'objectif et les modalités de la démarche et de s'assurer que l'agent adhère à celle-ci au regard du rôle actif qu'il aura dans le processus par son implication et son travail personnel.
- le conseiller fait passer et restitue des tests de vocation et de profil professionnel à l'agent afin de l'aider à se projeter dans un projet professionnel.
- à l'issue de l'intervention, une synthèse du bilan est effectuée avec l'agent.

Modalités techniques

1. Proposition d'intervention :
A la demande de la collectivité ou sur proposition du CDG06 en particulier dans le cadre des actions de la période préparatoire au reclassement, une proposition d'intervention pour un bilan de compétences, définissant les objectifs, les modalités pratiques et le coût de l'intervention, est transmise à l'autorité territoriale pour accord. L'action démarre dès signature de la proposition d'intervention.

2. Suivi financier :
La fiche financière de l'opération sera transmise au client lors de la facturation clôturant l'opération.

Votre contact au CDG06
Service Emploi – Tél : 04 92 27 34 41 - Courriel : emploi@cdg06.fr

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-232-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

Assistance à la paye (APAY)

Textes de référence : article L452-40 du Code Général de la Fonction Publique

Notre but

Assister les collectivités dans la réalisation de la paye des agents et des élus.

Nos engagements

- réaliser chaque mois l'ensemble des opérations liées à la paye dans le cadre d'un processus adapté à chaque employeur ;
- assister ponctuellement à distance ou sur site à la production de la paye en cas de rupture de continuité du service paye de la collectivité.

Notre action

- préalablement à la mise en place de la paye, une étude est réalisée par le service du CDG06 en vue de vérifier la régularité administrative des situations des agents et des élus ;
- avant la prise en charge de la réalisation de la paye, au moins une paye test est réalisée afin de vérifier la complétude et l'exactitude des bulletins émis au moyen du logiciel du CDG06 ;
- une adaptation du processus de flux des éléments nécessaires à la réalisation de la paye est mise en place avec le ou les interlocuteurs désignés par l'employeur ;
- le service du CDG06 réalise chaque mois l'ensemble des opérations de paye ;
- également, un employeur qui se trouverait en rupture de continuité de son service paye peut solliciter ponctuellement le service qui intervient à distance ou sur site pour finaliser les opérations de paye.

Modalités techniques

1. Adhésion à la mission :
La collectivité ou l'établissement public qui souhaite confier ses opérations de paye au CDG06, soit totalement soit en intervention d'appoint, adhère à la mission via le bulletin d'adhésion idoine.

A partir de cette adhésion, le service du CDG06 prend contact avec les interlocuteurs désignés pour définir le détail et la programmation des actions à réaliser pour atteindre l'objectif défini.

2. Suivi financier :
La facturation est effectuée chaque mois selon les modalités définies par délibération et détaillées dans l'annexe D dite grille tarifaire en vigueur à la date de facturation.

Votre contact au CDG06
Mission Assistance à la paye – Tél : 04 92 27 31 69 - Courriel : s.morando@cdg06.fr

OFFRE PLURIDISCIPLINAIRE : contrôle médical et suivi « santé et bien-être au travail » (PLRI)

Texte de référence : articles L452-44 et L452-47 du Code général de la fonction publique

Cette mission concerne les collectivités et établissements publics non affiliés qui souhaitent bénéficier du contrôle des arrêts de travail et du suivi médical de leurs agents au titre de la médecine préventive par le CDG06.

⇨ Un forfait annuel par agent est mis en place pour les collectivités et établissements publics non affiliés au CDG06 **qui souhaitent bénéficier du suivi médical de leur personnel au titre de la médecine préventive**.

Afin de répondre aux multiples évolutions réglementaires, et à la demande des collectivités et établissements publics du département, le CDG06 propose une refonte globale de son offre de services avec la possibilité de contrôler le bien-fondé des arrêts de travail et la mobilisation d'une équipe pluridisciplinaire aux compétences médicales, techniques et organisationnelles complémentaires pour assurer les missions du service de médecine préventive.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-232-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

Notre but

Préserver l'état de santé de vos agents en adaptant au mieux les postes de travail, en améliorant les conditions de travail tout en tenant compte de vos multiples contraintes et en diminuant l'absentéisme.

Nos engagements

- un partenaire à votre écoute au quotidien,
- une réponse à vos interrogations faites par un membre de l'équipe pluridisciplinaire,
- des actions en milieu de travail organisées à l'initiative de l'équipe pluridisciplinaire,
- un accompagnement pour le traitement de situations complexes,
- un suivi régulier des agents présentant des problèmes médicaux.

Notre action

- faire intervenir une équipe pluridisciplinaire regroupant des experts médicaux, paramédicaux, techniques,
- vous conseiller lors des actions en milieu de travail sur les questions d'hygiène et de sécurité pour améliorer les conditions de vie et de travail dans les services,
- animer des réunions d'information sur des thèmes précis (addictions , handicap, travail en hauteur...),
- vérifier la compatibilité de la santé des agents avec leur poste de travail mais également participer au maintien dans l'emploi en fonction de situations particulières,
- vérifier le bien-fondé de certains arrêts par des médecins agréés,
- participer à l'étude de vos projets de construction ou aménagements importants des bâtiments administratifs et techniques,
- conseiller en matière d'évaluation des risques professionnels,
- vous aider à réduire les risques psychosociaux et à mettre en place des actions de prévention pour éviter les accidents de service et les maladies professionnelles,
- vous sensibiliser aux thématiques de santé publique.

Notre champ d'intervention

- conformément à la réglementation en vigueur, les agents des collectivités territoriales et des établissements publics bénéficient d'une surveillance « santé au travail » par le biais d'une équipe pluridisciplinaire animée et coordonnée par un médecin du travail, placée sous la responsabilité du CDG06,
- la loi de transformation de la fonction publique permet aux centres de gestion de créer des services de contrôle qui sont mis à la disposition des collectivités territoriales et de leurs établissements publics qui en font la demande.

Nos modalités techniques

1. Contrôle médical

1.1 Mission

La mission est assurée par un médecin agréé par le Préfet et employé par le CDG06 qui exerce son activité en toute indépendance.

Le contrôle des arrêts de travail a pour but de vérifier leur bien-fondé et de réaliser une prise de conscience éducative des problèmes relatifs aux absences. Les agents ont l'obligation de s'y soumettre. Ce contrôle ne rentre pas dans le cadre du décret n° 87-602.

Il s'agit de :

- vérifier la validité des arrêts de travail,
- prévenir au mieux les arrêts pour raison de santé non justifiés ou qui ne le sont plus,
- démontrer le bien-fondé de certains arrêts maladie afin de lever d'éventuelles suspicions en interne et d'améliorer les relations au sein des services,
- justifier une demande éventuelle de réintégration,
- redonner du sens à l'arrêt maladie en rappelant le cadre exact dans lequel ce droit peut s'exercer.

1.2 Conditions d'organisation

A. Demande d'une visite de contrôle

La demande doit être faite par l'employeur. Elle est adressée au secrétariat du service du contrôle médical par voie postale ou par courriel.

Une fiche administrative d'information complétée et signée doit être retournée au CDG06.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-232-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

Elle permet au médecin agréé de connaître notamment :

- les fonctions confiées à l'agent,
- les dates des arrêts de travail en cours.

Il peut être joint tout document pouvant éclairer le médecin (rapport hiérarchique, dernier avis du médecin du travail…).

B. Convocation de l'agent

Le secrétariat du service adresse par courriel le rendez-vous à l'employeur qui avise l'agent par le moyen qu'il juge le plus approprié, sous sa responsabilité et dans les meilleurs délais.

Le médecin agréé réalise les visites médicales de contrôle au plus tard dans un délai de 5 jours ouvrés à compter de la réception de la demande.

Le démarrage de l'activité étant assuré par un seul médecin, les engagements de délais ne sont pas assurés pendant les périodes de fermeture du service correspondant aux congés du médecin.

C. Lieu de consultation

Les visites de contrôle se déroulent uniquement dans les locaux du CDG06 situés au 33, avenue Henri Lantelme à St Laurent du Var. Les frais de déplacement sont à la charge de l'employeur.

D. Communication des avis rendus par le médecin agréé à l'issue du contrôle médical

Le médecin agréé informe directement l'agent de son avis qui est communiqué à l'employeur par courriel.

Votre contact au CDG06
Service contrôle médical – Tél : 04 92 27 31 47 ou 31 79 - Courriel : controle@cdg06.fr

2. Suivi « santé et bien-être au travail »

Pour accompagner les employeurs publics dans leurs obligations en matière de santé et de sécurité au travail, le service de médecine préventive du CDG06 est composé d'une **équipe pluridisciplinaire** basée sur la complémentarité des compétences.

2.1 Mobilisation de l'équipe pluridisciplinaire et spécificité de ses membres

Tout membre de l'équipe peut proposer des actions pluridisciplinaires dans le but de conseiller l'employeur en ce qui concerne les risques professionnels et l'amélioration des conditions de travail après validation du médecin du travail.

Rôle du médecin du travail

Son rôle est exclusivement préventif : il consiste à éviter toute altération de la santé des agents du fait de leur travail.

Il assure la surveillance médico-professionnelle des agents dont il a la charge et vérifie la compatibilité de l'état de santé de l'agent avec les conditions de travail liées au poste.

A ce titre, il effectue des visites médicales selon un rythme qu'il détermine au vu de l'état de santé des agents concernés et il réalise des actions en milieu de travail.

Il anime et coordonne l'équipe pluridisciplinaire.

Il peut recommander une intervention d'un membre de l'équipe pluridisciplinaire (psychologue du travail, ergonome, assistante sociale, etc.) à l'issue d'une visite.

Il participe de droit aux réunions des comités sociaux territoriaux (CST) ou des formations spécialisées en santé, sécurité et conditions de travail (FS-SSCT).

Il anime des réunions de sensibilisation (tabac, alcool, TMS…).

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-232-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

Rôle de l'infirmière de santé au travail

L'action de l'infirmière de santé au travail s'inscrit en complémentarité avec celle des médecins du travail. Elle participe au suivi individuel de l'état de santé des agents en effectuant les visites d'information et de prévention (VIP) dans le cadre de protocoles définis par le médecin du travail.

L'infirmière contribue au recueil des données individuelles et collectives (administratives, cliniques et épidémiologiques).

Elle réalise, en outre, des actions en milieu de travail (actions de prévention, d'éducation, de dépistage, de formation, études de poste ...).

Rôle de la secrétaire médico-sociale

Elle est chargée de la gestion du portail « adhérents » et de l'organisation des actions menées par les membres de l'équipe.

Elle assure la facturation deux fois par an de l'offre.

Elle régule les demandes des employeurs en faisant le lien avec l'équipe pluridisciplinaire et la gestion des tableaux de bord.

Rôle de l'intervenant en prévention des risques professionnels (IPRP)

Il accompagne les acteurs de prévention dans l'élaboration du **document unique d'évaluation des risques professionnels** (DU) et contribue à l'évaluation des risques professionnels par des visites de terrain.

Il réalise des **études de poste** et de locaux en lien avec le médecin du travail.

Il peut conduire des **actions de métrologie** (bruit, luminosité, humidité, température etc.) pour appuyer et étayer les démarches de prévention en cours.

Il mène des actions de sensibilisation en santé et sécurité au travail sur des **sujets généraux**.

Il participe aux réunions des **CST ou FS-SSCT**.

Il contribue à l'animation et la coordination des réseaux **d'assistants et de conseillers de prévention**.

Il conseille l'employeur dans l'élaboration de **sa politique de prévention** en s'appuyant sur le DU et le rapport annuel en santé, sécurité et conditions de travail (RASSCT).

Rôle de l'ergonome

Il intervient pour aider l'employeur à trouver des solutions techniques et/ou organisationnelles de maintien dans l'emploi pour les personnes présentant un handicap ou ayant des préconisations médicales.

Il apporte une évaluation objective des contraintes et astreintes liées au poste et élabore une proposition matérielle détaillée visant à maintenir dans l'emploi un agent en difficulté.

Il adapte le poste de travail à l'état de santé en limitant les effets néfastes sur le collectif et il transforme ainsi un risque de perte d'emploi en un cadre de travail efficace et adapté.

Les solutions préconisées peuvent faire l'objet de demande d'aide financière auprès du FIPHFP.

Rôle de la psychologue du travail

Elle réalise des entretiens individuels en présentiel au CDG06 ou téléphoniques pour soutenir et/ou conseiller tout agent confronté à une situation génératrice de difficultés psychologiques d'origine exclusivement professionnelle qui a été signalée par le médecin du travail en accord avec la personne. Elle peut si cela s'avère nécessaire procéder à une orientation vers le secteur privé ou vers les différents dispositifs d'accès au soin pour les agents le souhaitant.

Elle travaille en synergie avec les membres de l'équipe pluridisciplinaire pour améliorer le suivi de l'agent et peut les alerter selon le contexte et la nature du problème afin de réfléchir à des actions plus ciblées.

Elle peut mettre en place un débriefing à la suite d'un événement exceptionnel et grave ayant valeur de traumatisme pour les agents, (agressions verbales, physiques, décès d'un usager ou d'un collègue...) Ces évènements doivent avoir lieu dans le cadre de l'exercice de leurs missions professionnelles afin de prévenir et d'enrayer les différentes

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-232-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

formes de stress qui peuvent survenir et avoir des répercussions au niveau des tâches de travail et des relations interpersonnelles.

Rôle de l'assistante sociale

L'assistante sociale concourt à la prévention de la désinsertion professionnelle des agents ayant une problématique de santé et les informe sur les spécificités du statut (congés maladie, temps partiel thérapeutique, retraite invalidité…).

Elle intervient exclusivement sur demande de l'équipe pluridisciplinaire et en complémentarité avec les services sociaux de droit commun.

Elle travaille en synergie avec l'équipe pluridisciplinaire sur l'acceptation du handicap et assiste les agents dans les démarches auprès de la Maison Départementale des Personnes Handicapées (MDPH).

Elle contribue au maintien dans l'emploi des travailleurs handicapés en lien avec les différents partenaires internes et externes.

Elle apporte information et soutien aux agents dans la mise en place des droits en cas de mise à la retraite pour invalidité ou licenciement pour inaptitude physique.

Elle peut accompagner également les employeurs, qui le souhaitent, lors de la reprise après maladie ou lorsque les restrictions médicales complexifient le maintien dans l'emploi.

Elle informe sur les différentes aides existantes et les modalités de saisine du Fonds d'Insertion pour les Personnes Handicapées dans la Fonction Publique (FIPHFP).

2.2 Missions

Le service de santé au travail assure l'ensemble des missions prévues dans le cadre réglementaire :

- la surveillance du milieu professionnel à travers l'action en milieu de travail et l'aide à l'évaluation des risques professionnels notamment avec la réalisation des fiches de risques professionnels,
- la surveillance médicale des agents des collectivités et des établissements publics adhérents,
- le suivi des expositions professionnelles.

Les actions du service sont exclusivement préventives en ce qui concerne les risques professionnels et l'amélioration des conditions de travail : **ce n'est ni un service de soins ni un service d'urgence.**

A. Action sur le milieu de travail de l'équipe pluridisciplinaire

Les actions en milieu de travail sont menées par l'équipe pluridisciplinaire sous la conduite du médecin dans le but de préserver la santé physique et mentale des agents. C'est un travail de terrain et d'analyse.

Afin de répondre à la réglementation, l'équipe pluridisciplinaire met à votre disposition un ensemble d'actions comprises dans l'offre notamment en ce qui concerne :

- l'amélioration des conditions de vie et de travail dans les services,
- l'évaluation des risques professionnels,
- la protection des agents contre l'ensemble des nuisances et les risques d'accident de service ou de maladie professionnelle,
- l'adaptation des postes, des techniques et des rythmes de travail à la physiologie humaine en vue de contribuer au maintien dans l'emploi des agents,
- l'hygiène générale des locaux de service et des restaurants administratifs,
- l'information sanitaire.

B. La surveillance médico-professionnelle

Agents concernés

- fonctionnaires titulaires, stagiaires, contractuels de droit public,
- saisonniers qui ne peuvent être recrutés par des contrats ne pouvant excéder six mois pour satisfaire un besoin non-permanent,
- agents de droit privé (emplois avenir, CUI-CAE, PEC, autres emplois aidés, apprentis…).

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-232-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

Différents types de visites

*** Agents de droit public**

➔ Visite d'information et de prévention initiale (VIPI) = Visite d'embauche

Le médecin du travail assure l'examen médical initial des agents.

➔ Visite d'information et de prévention (VIP)

Les agents bénéficient d'une VIP, au minimum tous les deux ans, réalisée par le médecin du travail ou l'infirmière de santé au travail.

Elle a pour objet :

- d'interroger l'agent sur son état de santé,
- de l'informer sur les risques éventuels auxquels l'expose son poste de travail,
- de le sensibiliser sur les moyens de prévention à mettre en œuvre,
- d'identifier si son état de santé ou les risques auxquels il est exposé nécessitent une orientation vers le médecin du travail,
- de le renseigner sur les modalités de suivi de son état de santé par le service et sur la possibilité dont il dispose, à tout moment, de bénéficier d'une visite à sa demande avec le médecin du travail.

A l'issue de toute VIP non réalisée par le médecin du travail, le professionnel de santé qui l'effectue peut, s'il l'estime nécessaire, orienter l'agent vers le médecin du travail.

Si la situation de l'agent vu en visite le nécessite, celui-ci peut être dirigé vers la psychologue du travail et/ou l'assistante sociale.

Le médecin du travail exerce une surveillance médicale particulière (SMP) à l'égard :

- des personnes en situation de handicap,
- des femmes enceintes, venant d'accoucher ou allaitantes,
- des agents réintégrés après un congé de longue maladie ou de longue durée,
- des agents occupant des postes dans des services comportant des risques spéciaux,
- des agents souffrant de pathologies particulières.

Le médecin du travail définit la fréquence et la nature du suivi que comporte cette surveillance médicale.

Ces visites présentent un caractère obligatoire.

➔ Visite à la demande

Un agent peut solliciter un examen supplémentaire avec un membre de l'équipe pluridisciplinaire entre deux VIP.

L'employeur peut également demander une visite en informant l'agent de cette démarche. Cette demande doit être motivée par écrit auprès du secrétariat pour obtenir un rendez-vous.
À la demande du médecin du travail d'autres visites peuvent être programmées.

*** Agents de droit privé**
Ce suivi médical s'effectue en application du Code du travail.

Examens complémentaires

Les médecins du travail peuvent réaliser, prescrire ou recommander les examens complémentaires nécessaires :

- à la détermination de la compatibilité entre le poste de travail et l'état de santé de l'agent, notamment au dépistage des affections pouvant entraîner une contre-indication au poste,
- au dépistage d'une maladie professionnelle ou à caractère professionnel,
- au dépistage des maladies dangereuses pour l'entourage professionnel de l'agent.

La prise en charge financière des frais occasionnés par ces examens incombe à l'employeur.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-232-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

Aménagements

Le médecin du travail est le seul habilité à proposer des restrictions et aménagements du poste de travail justifiés au regard de l'état de santé, de l'âge, de la résistance physique.

L'infirmière de santé au travail peut, si la situation le nécessite, reconduire un aménagement déjà existant ou en formuler un, après avis du médecin du travail.

Vaccinations

L'autorité territoriale établit la liste des personnes exposées à des risques de contamination en raison des fonctions qu'elles exercent, après avis du médecin du travail. Cette liste tient compte des éléments d'évaluation des risques. Elle est ensuite transmise au médecin du travail et peut être consultée par les agents.

Sur proposition du médecin du travail, l'autorité territoriale recommande les vaccinations appropriées aux risques encourus aux postes de travail dont le coût reste à sa charge.

Le médecin du travail peut exceptionnellement procéder à ces vaccinations après accord de l'agent.

Dispositions complémentaires

Le médecin du travail exerce son activité médicale dans le respect des dispositions du Code de la santé publique relatives à la déontologie médicale. Il ne peut en aucun cas exercer les missions dévolues au médecin agréé. Son rôle est consultatif auprès du conseil médical départemental.

C. Suivi des expositions professionnelles

La première visite d'un agent donne lieu à la constitution d'un dossier médical en santé au travail informatisé (DMST) où sont renseignées les expositions professionnelles.

Le DMST permet le recueil et la conservation des informations socio-administratives, médicales et professionnelles nécessaires aux actions de prévention individuelles et collectives en santé au travail. Il constitue un document indispensable à l'appréciation du lien entre l'état de santé de l'agent et le poste de travail qu'il occupe.

Il comporte l'ensemble des données d'exposition de l'agent à un ou plusieurs facteurs de risques professionnels dits «facteurs de pénibilité» : manutentions manuelles de charges, postures pénibles, vibrations mécaniques, agents chimiques dangereux, y compris les poussières et les fumées, activités exercées en milieu hyperbare, températures extrêmes, bruit, travail de nuit, travail en équipes successives alternantes, travail répétitif ou toute autre donnée d'exposition à un risque professionnel, si le médecin du travail estime qu'il est de nature à affecter l'état de santé de l'agent.

Ce dossier est complété et actualisé par le médecin du travail ou l'infirmière de santé au travail suite à chaque visite, tout au long de la carrière de l'agent.

Le médecin du travail est responsable des dossiers médicaux et prend toutes les dispositions garantissant le respect du secret médical.

D. Comité pluridisciplinaire de maintien dans l'emploi (CPME)

Dès lors que l'équipe pluridisciplinaire signale des difficultés de maintien dans l'emploi, un accompagnement par le comité pluridisciplinaire peut être mis en place, après accord de l'agent concerné.

Le comité intervient, après information de l'employeur, il procède à une évaluation pluridisciplinaire de la situation et propose un accompagnement du poste de travail (aménagement organisationnel, technique et/ou humain).

L'activité du comité consiste à rechercher, pour chaque situation, la réponse la plus adéquate et la plus globale possible en intégrant la situation médicale, administrative, sociale et psychologique de l'agent tout en prenant en compte les motivations et les contraintes.

Cette approche pluridisciplinaire permet d'accompagner de manière optimale les employeurs sur les questions de maintien dans l'emploi et de reclassement.

E. Réunion « situations collectives »

Dès lors que l'équipe pluridisciplinaire est informée de problématiques non-individuelles liées au travail ou au titre de la prévention, le sujet est évoqué en réunion afin de proposer des actions à l'employeur.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-232-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

Cette approche pluridisciplinaire vise à améliorer les conditions de travail. Elle permet de mieux analyser les risques professionnels et d'agir sur ceux-ci.

F. Autres activités

Elles sont réalisées dans le cadre du temps connexe :

- liaison de l'équipe pluridisciplinaire avec différents acteurs : autorité territoriale, responsable des ressources humaines, membres du CST/FS-SSCT, médecins traitants ou spécialistes, médecins contrôleurs de la CPAM…,
- analyse des fiches de données de sécurité,
- réunions de coordination,
- actualité et veille réglementaire,
- perfectionnement médical et technique (formation, évaluation des pratiques professionnelles, revue de la littérature).

2.3 Conditions d'organisation

Le CDG06 met à disposition un portail « adhérent » sécurisé qui permet à l'employeur :

- la mise à jour des données administratives,
- la gestion et l'actualisation des mouvements de personnel en temps réel,
- la déclaration des embauches,
- la validation et la transmission de l'état déclaratif de l'effectif pris en charge dans le cadre de l'offre pluridisciplinaire,
- la planification des visites,
- la communication et la diffusion de l'information (fiche de poste, rapport hiérarchique…),
- la récupération des fiches de visite.

A. Campagne annuelle de déclaration des effectifs

⇨ Chaque année le CDG06 ouvre une campagne de déclaration des effectifs. Il appartient à l'employeur de fournir un état déclaratif des agents employés au 31 décembre de l'année N-1 quel que soit le statut (stagiaire, titulaire à temps complet et à temps non complet, contractuel de droit public et de droit privé) dans les délais impartis. Les agents placés en congé parental et en disponibilité ne doivent pas figurer sur ce document.

⇨ Les saisonniers bénéficient d'une tarification spécifique.

⇨ Pour toute nouvelle adhésion au cours de l'année N, la facturation a lieu à la date d'effet sur la base de l'effectif déclaré à la date de l'adhésion sans prorata.

B. Plannings des visites

Les visites sont effectuées tout au long de l'année, y compris durant les vacances scolaires et la période estivale.

Il appartient à l'employeur de placer ses agents sur les créneaux horaires mis à sa disposition et de renseigner le motif de la visite (visite d'information et de prévention, d'embauche, à l'initiative de l'agent, de l'employeur…), ce dernier déterminant leur durée.

Lorsqu'il s'agit de situations administratives et médicales difficiles ainsi que dans tous les cas mentionnés ci-après, la visite nécessite la programmation de deux créneaux :

- à l'initiative de l'employeur suite à des difficultés rencontrées avec son agent ou pour s'assurer de l'adaptation du poste à l'état de santé,
- à la demande de l'agent ou de son médecin traitant,
- retour après un congé de longue maladie, un congé de longue durée ou un long arrêt maladie,
- surveillance médicale particulière pour laquelle le médecin du travail a estimé que le prochain examen nécessite deux créneaux (mention notée sur la fiche de visite),
- agent ayant eu de nombreux arrêts maladie au cours des 12 derniers mois et/ou plusieurs accidents de service,
- embauche d'un agent ayant la Reconnaissance de la Qualité de Travailleur Handicapé (RQTH),
- examen médical et établissement d'un rapport dans le cadre d'une demande de reconnaissance d'une maladie professionnelle, d'un accident de service ou d'une mise en congé de longue maladie d'office.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-232-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

Cette augmentation du temps de consultation favorise l'étude plus approfondie visant à déterminer l'aptitude professionnelle afin de préserver l'état de santé et de ce fait, réduire l'absentéisme au travail.

Chaque visite donne lieu à l'établissement d'une fiche que l'employeur récupère sur le portail informatisé. Il lui incombe d'en remettre une copie aux agents.

Toute demande d'annulation de visites doit être formalisée par écrit et ne peut être prise en compte par le service de médecine préventive que si elle intervient au moins 2 jours ouvrés avant la date prévue.

La non-utilisation de créneaux par les employeurs ayant un effectif suffisant est considérée comme une absence.

A défaut de respecter le délai susvisé, une facturation complémentaire est appliquée par le CDG06.

En cas d'absence, un nouveau rendez-vous ne peut être fixé que si l'employeur en fait la demande en contactant le secrétariat « santé et bien-être au travail ».

C. Lieux d'intervention

Les visites peuvent se dérouler dans les différents locaux du service de médecine préventive, dans les unités mobiles ou dans des locaux mis à disposition par l'employeur adaptés à l'exercice de la médecine du travail respectant les conditions d'hygiène, de sécurité et de confidentialité.

Il appartient au médecin du travail d'évaluer, dans le cadre de sa mission d'animation et de coordination du service, l'opportunité de la téléconsultation en médecine du travail, notamment au regard du motif de la visite, des moyens du service et du poste d'affectation des agents.

Les visites occasionnelles (VIPI, reprise, à la demande...) peuvent être organisées dans les locaux du service de médecine préventive du CDG06 en fonction des impératifs liés au respect des délais de convocation imposés par les situations.

Tout membre de l'équipe pluridisciplinaire peut être amené à intervenir dans les locaux du bénéficiaire, du CDG06 ou dans tout autre lieu défini conjointement. En cas de nécessité, des interventions dématérialisées peuvent être organisées.

Votre contact au CDG06

Santé et bien-être au travail -Tél : 04 92 27 31 47 ou 31 79 ou 31 68 - Courriel : pluri@cdg06.fr

Offre complémentaire à l'offre pluridisciplinaire

Cette offre complémentaire concerne uniquement les collectivités et établissements publics qui bénéficient de l'offre pluridisciplinaire : contrôle médical et suivi santé et bien-être au travail

Cette offre complémentaire optionnelle comprend des missions qui n'incombent pas à l'équipe pluridisciplinaire de santé au travail mais qui permettent à l'employeur d'être accompagné dans ses démarches de prévention et de satisfaire aux exigences réglementaires.

1. Offre complémentaire en Hygiène et sécurité au travail (HYSE)

Texte de référence : articles L452-44 et L452-47 du Code général de la fonction publique

Elle comprend les actions d'inspection, de diagnostic, d'analyse et de formation pour la prévention des risques professionnels.

Notre but

Accompagner l'employeur dans la mise en place des démarches de prévention répondant à ses obligations réglementaires en matière de santé et de sécurité au travail.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-232-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

Proposer des méthodes et des outils adaptés aux problématiques actuelles de gestion des ressources humaines (absentéisme, coût des accidents de service, pénibilité, vieillissement et non remplacement du personnel, amélioration des conditions de travail au sein des organisations).

Nos engagements

- être une ressource pour résoudre les problématiques de santé et de sécurité au travail des élus, cadres et agents en mettant à votre disposition des conseillers experts dans le domaine,
- garantir un processus d'inspection neutre pour un état des lieux précis et objectif,
- être présent sur le terrain aux côtés de vos équipes,
- proposer des solutions pragmatiques intégrant vos préoccupations opérationnelles, économiques et stratégiques en matière d'hygiène et de sécurité au travail.

Notre action

- proposer une démarche d'inspection planifiée de vos services et de vos activités (déclinée *a minima* sur 5 jours d'intervention et comprenant une réunion préalable, une visite et/ou observation d'activités, la rédaction d'un rapport et une restitution à la direction),
- diagnostiquer, conseiller et expertiser des situations de travail,
- accompagner l'évaluation des risques psychosociaux (RPS) en vue de leur intégration dans le DU (mise en œuvre d'outils spécifiques et co-construction de plans d'actions),
- analyser un accident grave (comprenant la participation aux enquêtes internes en cas de sollicitation, l'animation de réunions, la restitution des préconisations et l'accompagnement des directions et services sur site),
- proposer des actions correctives à la suite d'accidents de service,
- sensibiliser et former des assistants /conseillers de prévention, des cadres, des agents,
- animer des réunions ou des groupes de travail,
- conseiller et accompagner lors des projets de construction ou aménagement de locaux (étude de plans, conseils techniques et réglementaires, etc.),
- former en santé-sécurité au travail en fonction des besoins et des objectifs de l'employeur. Le cahier des charges est construit suite à une réunion préparatoire avec les interlocuteurs sur site,
- former les représentants du personnel du Comité Social Territorial (CST) et de la Formation Spécialisée en Santé, Sécurité et Conditions de Travail (FS-SSCT),
- présenter le rapport d'inspection ou tout sujet technique à la demande de l'employeur en CST/FS-SSCT,
- participer aux visites de délégation du CST/FS-SSCT.

Le CDG06 s'engage à maintenir l'animation de la journée thématique pour les conseillers et autres acteurs de la prévention en fonction de l'actualité et du contexte sanitaire.

Nos modalités techniques

1.1 Missions du service hygiène et sécurité au travail

Actions d'inspection

- évaluer la prise en compte des enjeux de la prévention dans le fonctionnement de la collectivité/établissement public (management en santé et sécurité, fonctionnement des instances consultatives, définition et suivi du programme annuel de prévention, etc.),
- intervenir en médiation entre l'autorité territoriale et le CST/FS-SSCT lors de certaines procédures (danger grave et imminent et recours à l'expertise agréée),
- diagnostiquer les priorités d'actions au regard de la structure inspectée et des situations de travail constatées,
- contrôler les conditions d'application de la réglementation pour les domaines de la santé et de la sécurité au travail,
- mettre en œuvre ou participer à des enquêtes spécialisées (sur les lieux d'accidents graves et en cas de danger grave et imminent),
- en cas d'urgence, proposer à l'autorité territoriale les mesures immédiates jugées nécessaires,
- émettre des avis circonstanciés sur les règlements, consignes et tous documents applicables en la matière.

Actions de formation

- former les représentants du personnel au CST/FS-SSCT en les initiant aux méthodes et procédés à mettre en œuvre pour prévenir les risques professionnels et améliorer les conditions de travail,
- former le personnel en matière de santé et sécurité au travail, selon les besoins et les objectifs de l'employeur,

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-232-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

- développer l'aptitude à déceler et à mesurer les risques professionnels et la capacité à analyser les conditions de travail.

Actions de conseil et d'assistance pour la prévention des risques professionnels

- conseiller et venir en appui de l'autorité territoriale, des cadres, du responsable RH, des assistants et conseillers de prévention dans l'élaboration et la mise en œuvre de leurs démarches de prévention dans le cadre d'analyses de situation de travail complexe nécessitant un accompagnement sur mesure,
- proposer des solutions pragmatiques pour répondre aux obligations réglementaires dans le contexte technique, humain, économique, organisationnel de l'employeur en tenant compte de ses moyens,
- animer des réunions de sensibilisation répondant aux spécificités de l'employeur,
- animer des groupes et participer au diagnostic des RPS.

1.2 Mise en œuvre des missions d'hygiène et de sécurité au travail

Le CDG06 s'oblige à mettre en œuvre les moyens nécessaires à la réalisation des missions qui lui sont confiées et qui sont réalisées en application des dispositions législatives et réglementaires en la matière.

Le nombre de jours est défini conjointement entre l'employeur et l'agent chargé des fonctions d'inspection (ACFI) en prenant en compte la taille de la collectivité ou de l'établissement public, les obligations réglementaires à respecter et la complexité des problématiques à traiter.

Les données ci-dessous sont communiquées à titre indicatif.

Bénéficiaires	**Nombre d'agents**	**Nombre de jours de mise à disposition d'un ACFI**
Collectivités Etablissements publics	de 350 à 449	10
	450 et plus	15

L'employeur s'engage à missionner le CDG06 pour une mise à disposition d'un ACFI en arrêtant, d'un commun accord, le nombre de jours pour l'année civile qui **est obligatoirement facturé.**

La facturation s'établit comme suit :

- inférieur à 5 jours (1 à 4) = à la journée réalisée,
- égal ou supérieur à 5 jours = sur la base de 3/12 par trimestre.

Sauf en cas de demande expresse, le nombre de jours ainsi établi, est reconduit d'année en année.

Chaque année, l'employeur s'engage à solliciter le service hygiène et sécurité au travail du CDG06 pour définir les actions prioritaires sur lesquelles il souhaite son appui, dans la limite du nombre de jour(s) défini.

Les actions seront programmées d'avance selon un échéancier annuel établi **avant le 31 janvier de chaque année**.

Pour le décompte des jours de mise à disposition sont considérés les temps de présence sur site, de déplacement, de préparation, de gestion du dossier, de rédaction des comptes rendus ou rapports, de recherche comme suit :

Réunion, visite terrain, étude de poste, observation, audit, groupe de travail *en nombre de jours par ACFI. Ces temps se cumulent en cas d'intervention sur plusieurs jours.*	
Temps de présence et de déplacement décompté	***Si Compte Rendu (CR) ou Rapport (R)***
- 0,5 jour au minimum - 1 jour au maximum	En fonction du besoin de restitution résultant du déplacement, l'ACFI rédige un compte-rendu (CR) ou un rapport (R) qui est décompté de la façon suivante : - CR : entre 0,5 et 1 jour - R : entre 1 et 2 jours Si l'intervention nécessite plusieurs déplacements, les temps de rédaction des comptes rendus ou rapports sont décomptés proportionnellement.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-232-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

Participation aux réunions CST ou FS-SSCT
en nombre de jours par ACFI

Temps de présence et de déplacement décompté	*Si préparation de document(s)*
- 0,5 jour au minimum - 1 jour au maximum	En cas de nécessité, cette tâche est décomptée par réunion de la façon suivante : - 0,5 jour au minimum - 2 jours au maximum

Analyse de dossier, de plan, préparation de visite, de réunion ou de groupe de travail, étude documentaire, étude technique ou juridique particulière, diagnostics, conception de documents, modèles, supports de formation, procédures, consignes…
en nombre de jours par ACFI

Temps décompté (recherche, analyse, conception, rédaction)
- 0,5 jour au minimum - au maximum : temps réel d'instruction par l'ACFI

Formation, atelier de développement et d'échange de compétences professionnelles des acteurs de la prévention
en nombre de jours par agent du service HYSE

Temps décompté (recherche, analyse, conception, rédaction)
En fonction de la durée et du nombre de participants à la session : - 0,5 jour par participant au minimum - 2 jours par participant au maximum

Formation des représentants du personnel du CST/FS-SSCT
en nombre de jours par agent du service HYSE

Temps de face à face pédagogique et de déplacement	*Préparation/conception de documents*
Session de 3 jours + 2 jours sur la durée du mandat (par journée, il est décompté 1 jour)	La préparation/conception de documents pour une session quel que soit le nombre de jours de formation est décomptée de la façon suivante : - 1 jour au minimum - 2 jours au maximum

Toute mission qui n'est pas réalisée du fait de l'employeur ou non annulée 5 jours ouvrés avant la date convenue est décomptée.

En sa qualité de membre du CST/FS-SSCT, l'ACFI peut assister aux réunions.

L'employeur s'engage à accorder toutes facilités nécessaires aux interventions des ACFI (accès aux locaux, documents ou activités, organisation de visites ou réunions, etc.).

Il doit également solliciter l'ACFI lors des procédures spécifiquement prévues par les textes en vigueur (droit de retrait, médiation, recours à un organisme agréé, avis sur les consignes et procédures de sécurité, participation aux visites du CST/FS-SSCT, etc.).

Votre contact au CDG06
Service Hygiène et sécurité au travail - Tél : 04 92 27 31 68 ou 34 64 - Courriel : hyse@cdg06.fr

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-232-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

2. Offre complémentaire en Accompagnement psychologique (APSY)

Texte de référence : article L452-47 du Code général de la fonction publique

Notre but

Répondre aux demandes spécifiques des employeurs et proposer des interventions en vue de les aider à gérer des situations pouvant affecter le cadre normal de la vie professionnelle de leurs agents.

Nos engagements

- une équipe de psychologues réactive,
- une disponibilité et une qualité d'écoute,
- une volonté de proposer des interventions adaptées en fonction des situations exposées,
- un respect de la confidentialité.

Notre action

L'employeur contacte le service accompagnement psychologique qui étudie la faisabilité, la réalisation de la mission et propose une intervention adaptée pouvant se décliner comme suit :

- intervenir collectivement auprès de groupes pour effectuer des analyses de pratiques ou des réflexions sur les relations interpersonnelles,
- réaliser une démarche de diagnostic des risques psychosociaux,
- effectuer des débriefings individuels ou collectifs si les évènements exceptionnels ont eu lieu en dehors du cadre professionnel,
- proposer un accompagnement personnalisé (entretiens individuels au CDG06 ou sur site lors de permanences après prise de rendez-vous, suivi FIPHFP...).

Nos modalités techniques

2.1 Interventions en relation avec le milieu de travail

A- Interventions collectives

- ⇨ La durée des séances peut aller jusqu'à 2h.
- ⇨ 12 personnes volontaires maximum y participent.
- ⇨ Elles peuvent être réalisées sur site.
- ⇨ Le nombre et le rythme de séances sont déterminés en accord avec l'employeur.

Groupe de réflexion formative

- Accompagner les personnels en contact avec le public pour les aider dans les attitudes à adopter pour mieux gérer les situations professionnelles difficiles
- Bénéficier de réflexion formative à thème pour permettre aux participants d'intégrer une compréhension théorique et pratique demandée par l'employeur

Groupe de régulation institutionnelle/analyse des pratiques

- Accompagner les équipes dans le cadre de leur mission pour les aider à harmoniser leurs pratiques et/ou à réfléchir sur des situations professionnelles difficiles auxquelles elles sont confrontées

Débriefings

- Intervenir rapidement à la suite d'un événement exceptionnel et grave ayant valeur de traumatisme pour les agents (agressions verbales, physiques, décès d'un usager, attentats...) afin de prévenir et d'enrayer les différentes formes de stress qui peuvent survenir et avoir des répercussions au niveau des tâches de travail et des relations interpersonnelles
- Les débriefings sont en général réalisés en une seule séance

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-232-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

B- Interventions individuelles

- ⇨ La durée de l'entretien est d'une heure minimum.
- ⇨ Le nombre de rendez-vous est limité à 3 et peut aller jusqu'à 5 en accord avec l'employeur et l'agent.
- ⇨ L'entretien se déroule dans les locaux du CDG06.
- ⇨ L'entretien téléphonique individuel peut être proposé afin de permettre aux agents éloignés géographiquement ou se déplaçant avec difficultés de bénéficier d'un accompagnement psychologique à distance.

Soutien psychologique individuel approfondi

Dans le cadre d'une prise en charge par le FIPHFP des agents ayant une reconnaissance en qualité de travailleur handicapé (RQTH), un suivi annuel peut être mis en place après concertation avec la personne concernée et son employeur.

Une proposition sur la nature et le rythme d'intervention est réalisée et validée par les différentes parties.

2.2 Risques psychosociaux

Le choix de l'intervention proposée et son coût sont définis en fonction de la commande de l'employeur et du nombre d'agents concernés.

A- Diagnostic psychosocial

Cette intervention permet d'évaluer les risques et les atouts que présente une collectivité ou un établissement public sur les plans suivants :

- les exigences professionnelles,
- les exigences émotionnelles,
- l'autonomie et les marges de manœuvre,
- les rapports sociaux et les relations de travail,
- les conflits de valeurs,
- l'insécurité socio-économique.

Une proposition est envoyée en fonction de la commande de l'employeur et du nombre d'agents sur la base d'entretiens individuels ou collectifs et de questionnaires.

B- Sensibilisation aux thèmes des risques psychosociaux

Cette intervention permet de sensibiliser les agents (groupe à définir par l'employeur) sur les différentes thématiques des risques psychosociaux à titre préventif.

2.3 Autres interventions

Il s'agit de proposer ou d'adapter des actions en fonction de la demande de l'employeur, à titre d'exemple :

- apporter un soutien individuel suite à une reprise après un arrêt maladie prolongé ou un congé de maternité,
- intégrer et accompagner à la vie professionnelle les personnes ayant un handicap et sensibiliser les équipes,
- participer aux réunions de prévention des RPS sur site,
- anticiper le départ à la retraite des agents en leur permettant de travailler sur leur projet.

Votre contact au CDG06
Service Accompagnement psychologique – Tél : 04 92 27 31 47 ou 31 79 - Courriel : apsy@cdg06.fr

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-232-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

Le goût de l'essentiel
Grasse

EXTRAIT
du registre des Délibérations du Conseil Municipal
séance du 5 décembre 2023

NOMBRE DE MEMBRES		
Afférents au Conseil Municipal	en exercice	qui ont pris part à la Délibération
45	45	41

2023 - 232 **CONVENTION-CADRE 2024 POUR L'EXERCICE DES MISSIONS DU SOCLE COMMUN DE COMPETENCES ET DES MISSIONS FACULTATIVES PROPOSEES PAR LE CENTRE DE GESTION DES ALPES MARITIMES (CDG 06)**

Le Conseil Municipal de la Commune de GRASSE, dûment convoqué le 28 novembre 2023, s'est réuni le mardi 5 décembre 2023 à 14h30 au Palais des Congrès, salle Gérard PHILIPE, sous la présidence de Monsieur Jérôme VIAUD, Maire.

PRESENTS : Monsieur Jérôme VIAUD, Maire et Mesdames et Messieurs les Adjoints :
Valérie COPIN, Christophe MOREL, François ROUSTAN, Catherine BUTTY, Gilles RONDONI, Claude MASCARELLI, Nicolas DOYEN, Nicole NUTINI, Ali AMRANE, Murièle CHABERT, Cyril DAUPHOUD, Anne-Marie DUVAL, Jean-Marc GARNIER, Dominique BOURRET, Marie CHABAUD, Roger MISSENTI, Philippe BONELLI, Annie OGGERO-MAIRE, Serge PERCHERON, Laurence COSTE, Richard KISS, Franck BARBEY, Jeannette GISQUET, Jean-Pierre BICAIL, Jocelyne BUSTAMENTE, Jean-François LAPORTE, Stéphanie MANDREA, Charles FERRERO, Levanna CALATAYUD, Alexandre GAIFFE, Magali CONESA, Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL, Mékia Noura ADDAD, Bernard BRUNEAU.

PART EN COURS DE SEANCE :

/

PART EN COURS DE SEANCE SANS PROCURATION :

/

ABSENTS EXCUSES :

Madame Aline BOURDAIRE

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-232-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

Monsieur Pascal PELLEGRINO
Marie-Madeleine GUALLINO
Madame Mélanie ZARRILLO
Madame Karine GIGODOT
Monsieur Paul EUZIERE

ABSENTS EXCUSES SANS PROCURATION :

Madame Myriam LAZREUG
Monsieur Stéphane CASSARINI
Monsieur Patrick ISNARD

ABSENT SANS PROCURATION :

Monsieur Jean-Paul CAMERANO

ARRIVE EN COURS DE SEANCE :

Monsieur Ali AMRANE
(Prend part aux délibérations N°232 à N°267)

PROCURATION :

Madame Aline BOURDAIRE à Madame Valérie COPIN
Monsieur Ali AMRANE à Madame Catherine BUTTY
Monsieur Pascal PELLEGRINO à Monsieur François ROUSTAN
Marie-Madeleine GUALLINO à Monsieur Christophe MOREL
Madame Mélanie ZARRILLO à Monsieur le Maire
Madame Karine GIGODOT à Nicolas DOYEN
Monsieur Paul EUZIERE à Madame Magali CONESA

Les Conseillers présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un Secrétaire pris dans le sein du Conseil. Madame Valérie COPIN ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, a adopté le procès-verbal du la séance du 7 novembre 2023.

En vertu de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire donne lecture des décisions prises en application de la délégation qui lui a été consentie par délibération n° 2020-26 du 28 mai 2020 en ce qui concerne l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Questions retirées à l'ordre du jour :

2023 - 239 **VALLON DE CAMPEROUSSE**
ACQUISITION A L'EURO SYMBOLIQUE PAR LA COMMUNE
DE LA PARCELLE CADASTREE SECTION DX N° 141

2023 - 240 **VALLON DE CAMPEROUSSE**
ACQUISITION A L'EURO SYMBOLIQUE PAR LA COMMUNE
DE LA PARCELLE CADASTREE SECTION DX N° 142

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-232-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

VILLE DE GRASSE
CONSEIL MUNICIPAL

2023 - 232

DU 5 DÉCEMBRE 2023

CONVENTION-CADRE 2024 POUR L'EXERCICE DES MISSIONS DU SOCLE COMMUN DE COMPETENCES ET DES MISSIONS FACULTATIVES PROPOSEES PAR LE CENTRE DE GESTION DES ALPES-MARITIMES (CDG 06)

RESUME SYNTHETIQUE DU RAPPORT

Renouvellement de l'adhésion à la convention unique d'offre de services comprenant le « socle commun de compétences » et les autres missions facultatives prévues aux termes des articles L452-40 à L452-48 instauré par le Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale des Alpes-Maritimes.

INCIDENCE BUDGETAIRE

SERVICE GESTIONNAIRE	IMPUTATION BUDGETAIRE	MONTANT T.T.C.
DRH	6336	

Madame Valérie COPIN expose :

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code Général de la Fonction Publique, et notamment ses articles L452-26, L452-30, L452-39 et L452-40 à L452-48 permettant au Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale des Alpes-Maritimes (CDG06) de constituer un centre de ressources départemental en matière de ressources humaines habilité à proposer aux collectivités territoriales et établissements de son ressort géographique départemental un ensemble de missions relatives à la gestion des ressources humaines de leurs agents.

Considérant que par délibération n°2017-16 du 5 juillet 2017, le CDG06 avait proposé une convention unique d'offre de services comprenant, les missions du « socle commun de compétences » et les autres missions facultatives prévues aux termes des articles L452-40 à L452-48 du code général de la fonction publique.

Considérant que par la délibération n°2018-60 en date du 27 mars 2018 le Conseil Municipal avait approuvé à l'unanimité le renouvellement de la convention d'adhésion au socle commun de compétences du Centre de Gestion de la fonction publique territoriale des Alpes-Maritimes. Une convention d'adhésion avait été signée à effet du 1er janvier 2018 pour une durée de 3 ans renouvelable une fois par tacite reconduction arrivant à échéance le 31 décembre 2023.

Considérant que par délibération n°2023-18 du 4 juillet 2023, le Conseil d'Administration du CDG06 a adopté une nouvelle convention-cadre d'offre de services comprenant les missions du « socle commun de compétences » et les autres missions facultatives pour une durée de 3 ans à compter du 1er janvier 2024, renouvelable une fois par tacite reconduction jusqu'au 31 décembre 2029.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-232-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

Cette convention-cadre inclut deux offres spécifiques :

I) Le socle commun de compétences :

L'article 113 de la loi n°2012-347 du 12 mars 2012, actuellement codifié à l'article L452-39 du code général de la fonction publique prévoit qu'une collectivité ou un établissement non affilié au Centre de gestion peut, par délibération, demander à bénéficier de l'ensemble des missions indivisibles suivantes :

- Le secrétariat des commissions de réforme ;
- Le secrétariat des comités médicaux ;
- L'avis consultatif dans le cadre de la procédure du recours administratif préalable relatif au référé devant les juridictions administratives ;
- L'assistance juridique statutaire, y compris pour la fonction de référent déontologue et laïcité ;
- L'assistance au recrutement et un accompagnement individuel de la mobilité des agents hors de leur collectivité d'origine ;
- L'assistance à la fiabilisation des comptes de droit en matière de retraite.

Cet ensemble de missions constitue un bloc de compétences insécable. Les collectivités qui souhaitent y adhérer doivent le faire dans son ensemble, sans pouvoir choisir entre elles.

Depuis le 1er juillet 2022, les missions du socle font l'objet d'une tarification forfaitaire calculée en référence à un pourcentage de la masse salariale, comme suit :

- Collectivité et établissement jusqu'à 700 agents : 0.080 %
- Collectivité et établissement de plus de 700 agents : 0.037 %

Le nombre total d'agents (comprenant les titulaires et agents contractuels de droit public) déterminant le taux à appliquer sera déclaré par la collectivité en fonction des effectifs connus au 31/12 de l'année précédente.

II) Les missions facultatives :

Les dispositions des articles L452-40 à L452-48 du code général de la fonction publique prévoient que les CDG peuvent créer un ensemble de missions facultatives.

Le CDG06 propose aujourd'hui les missions facultatives figurant sur la fiche d'adhésion annexée à la présente délibération.

Chacune de ces missions fait l'objet d'une tarification spécifique établie sur la base d'une comptabilité analytique.

La commission optimisation et performance des moyens et ressources ayant été saisie de ce dossier dans sa séance du 14 novembre 2023,

Je vous demande de bien vouloir :

- **AUTORISER** Monsieur le Maire à signer la nouvelle convention-cadre n° 2024-007 pour l'exercice des missions du socle commun de compétences et des missions facultatives proposées par le CDG06, et tous les documents qui en découlent, pour une durée de 3 ans à compter du 1er janvier 2024, renouvelable une fois par tacite reconduction pour la même durée ;

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-232-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

- **INSCRIRE** les crédits correspondants aux budgets 2024 et suivants de la collectivité pour tenir compte de la facturation des missions choisies dans le cadre de cette nouvelle convention-cadre.

Après en avoir délibéré le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents ou représentés, adopte.

Délibération affichée le - 6 DEC. 2023
suivant les signatures
POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire,

La Secrétaire de séance
Valérie COPIN, Première Adjointe

VILLE DE GRASSE A.M

VILLE DE GRASSE A.M

Certifié exécutoire compte tenu de la publication sur le site internet le - 6 DEC. 2023

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-233-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

Le goût de l'essentiel
Grasse

EXTRAIT
du registre des Délibérations du Conseil Municipal
séance du 5 décembre 2023

NOMBRE DE MEMBRES		
Afférents au Conseil Municipal	en exercice	qui ont pris part à la Délibération
45	45	41

2023 - 233 **AGENTS DE SECURISATION DES ECOLES – VACATIONS FORFAITAIRES EVOLUTION DES EFFECTIFS ET DU TARIF DE LA VACATION**

Le Conseil Municipal de la Commune de GRASSE, dûment convoqué le 28 novembre 2023, s'est réuni le mardi 5 décembre 2023 à 14h30 au Palais des Congrès, salle Gérard PHILIPE, sous la présidence de Monsieur Jérôme VIAUD, Maire.

PRESENTS : Monsieur Jérôme VIAUD, Maire et Mesdames et Messieurs les Adjoints :
Valérie COPIN, Christophe MOREL, François ROUSTAN, Catherine BUTTY, Gilles RONDONI, Claude MASCARELLI, Nicolas DOYEN, Nicole NUTINI, Ali AMRANE, Murièle CHABERT, Cyril DAUPHOUD, Anne-Marie DUVAL, Jean-Marc GARNIER, Dominique BOURRET, Marie CHABAUD, Roger MISSENTI, Philippe BONELLI, Annie OGGERO-MAIRE, Serge PERCHERON, Laurence COSTE, Richard KISS, Franck BARBEY, Jeannette GISQUET, Jean-Pierre BICAIL, Jocelyne BUSTAMENTE, Jean-François LAPORTE, Stéphanie MANDREA, Charles FERRERO, Levanna CALATAYUD, Alexandre GAIFFE, Magali CONESA, Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL, Mékia Noura ADDAD, Bernard BRUNEAU.

PART EN COURS DE SEANCE :

/

PART EN COURS DE SEANCE SANS PROCURATION :

/

ABSENTS EXCUSES :

Madame Aline BOURDAIRE
Monsieur Pascal PELLEGRINO
Marie-Madeleine GUALLINO

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-233-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

Madame Mélanie ZARRILLO
Madame Karine GIGODOT
Monsieur Paul EUZIERE

ABSENTS EXCUSES SANS PROCURATION :

Madame Myriam LAZREUG
Monsieur Stéphane CASSARINI
Monsieur Patrick ISNARD

ABSENT SANS PROCURATION :

Monsieur Jean-Paul CAMERANO

ARRIVE EN COURS DE SEANCE :

Monsieur Ali AMRANE
(Prend part aux délibérations N°232 à N°267)

PROCURATION :

Madame Aline BOURDAIRE à Madame Valérie COPIN
Monsieur Ali AMRANE à Madame Catherine BUTTY
Monsieur Pascal PELLEGRINO à Monsieur François ROUSTAN
Marie-Madeleine GUALLINO à Monsieur Christophe MOREL
Madame Mélanie ZARRILLO à Monsieur le Maire
Madame Karine GIGODOT à Nicolas DOYEN
Monsieur Paul EUZIERE à Madame Magali CONESA

Les Conseillers présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un Secrétaire pris dans le sein du Conseil. Madame Valérie COPIN ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, a adopté le procès-verbal du la séance du 7 novembre 2023.

En vertu de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire donne lecture des décisions prises en application de la délégation qui lui a été consentie par délibération n° 2020-26 du 28 mai 2020 en ce qui concerne l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Questions retirées à l'ordre du jour :

2023 - 239 **VALLON DE CAMPEROUSSE**
ACQUISITION A L'EURO SYMBOLIQUE PAR LA COMMUNE
DE LA PARCELLE CADASTREE SECTION DX N° 141

2023 - 240 **VALLON DE CAMPEROUSSE**
ACQUISITION A L'EURO SYMBOLIQUE PAR LA COMMUNE
DE LA PARCELLE CADASTREE SECTION DX N° 142

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-233-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

VILLE DE GRASSE
CONSEIL MUNICIPAL

2023 - 233

DU 5 DECEMBRE 2023

AGENTS DE SECURISATION DES ECOLES – VACATIONS FORFAITAIRES EVOLUTION DES EFFECTIFS ET DU TARIF DE LA VACATION

RESUME SYNTHETIQUE DU RAPPORT

Depuis 2015, La ville de Grasse s'est dotée d'un effectif d'agents de sécurisation des écoles « ASESE de Grasse » lors des entrées et sorties de classe.
Compte tenu de l'utilité de leur intervention sur le terrain, la Commune souhaite renforcer les effectifs de ses agents de sécurisation et faire évoluer le tarif de la vacation forfaitaire.

INCIDENCE BUDGETAIRE

SERVICE GESTIONNAIRE	IMPUTATION BUDGETAIRE	MONTANT T.T.C.
RESSOURCES HUMAINES	Dépenses pour 13 agents sur 10 mois (coût employeur chargé)	78 000 €

Madame Valérie COPIN expose :

Considérant qu'en 2015, la ville de Grasse s'est dotée d'un réseau d'agents de sécurisation des entrées et sorties d'école, réseau dit des « ASESE de Grasse ».

Considérant que ce réseau d'« ASESE de Grasse » a pour vocation de faciliter la traversée des enfants en régulant la circulation, d'assurer la sécurisation aux abords et écoles et de faire remonter toute information ou observation de nature à assurer la sécurité des enfants.

Considérant que ces « ASESE de Grasse » sont formés et encadrés par un chef de service de police municipale expérimenté et sont en lien quotidiennement avec la direction de la police municipale, en mesure d'intervenir immédiatement en cas de besoin.

Considérant qu'initialement, cette mission a été confiée à dix personnes retraitées recrutées spécifiquement pour sécuriser les entrées et sorties d'écoles et que leur rémunération s'effectue par le biais d'une vacation forfaitaire mensuelle dont le montant avait été fixé à 300 euros nets par mois sur 10 mois, période correspondant à l'année scolaire.

Considérant qu'en cas d'absences pour raison de santé ou raisons personnelles d'une durée supérieure à 15 jours, continue ou discontinue, au cours d'un même mois, cette vacation fait l'objet d'une proratisation et n'est pas versée en cas d'absence totale sur le mois de référence.

Considérant une évolution des besoins nécessitant d'adapter le nombre d'agents de sécurisation, la collectivité souhaite augmenter les effectifs des « ASESE de Grasse » de 10 à 13 agents.

Considérant l'augmentation du coût de la vie et ses impacts, la collectivité souhaite faire évoluer le montant de la vacation forfaitaire mensuelle de 300 euros nets par mois à 350 euros nets par mois.

Considérant que ces mesures entreront en vigueur à compter du 1er janvier 2024.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-233-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

La commission optimisation et performance des moyens et ressources ayant été saisie de ce dossier dans sa séance du 14 novembre 2023,

Je vous demande de bien vouloir :

- **ABROGER** la délibération n° 2015-179 du Conseil Municipal du 22 septembre 2015 relative aux vacations forfaitaires des agents de sécurisation des entrées et sorties des écoles – fixation du taux de vacation ;
- **APPROUVER** l'augmentation du nombre d'agents de sécurisation des entrées et sorties des écoles à 13 vacataires et l'évolution du tarif de la vacation forfaitaire à 350 € nets par mois sur 10 mois ;
- **ADOPTER** l'ensemble des dispositions précisées dans la présente délibération ;
- **INSCRIRE** les crédits correspondants aux budgets 2024 et suivants.

Après en avoir délibéré le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents ou représentés, adopte.

Délibération affichée le - 6 DEC. 2023
suivant les signatures
POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire,

La Secrétaire de séance
Valérie COPIN, Première Adjointe

VILLE DE GRASSE A. M

VILLE DE GRASSE A. M

Certifié exécutoire compte tenu de la publication sur le site internet le - 6 DEC. 2023

Liste des marchés conclus de septembre à novembre 2023
Ville de Grasse
Conformément à l'article L. 2122-22.4 du C.G.C.T. et en application de l'article L. 2122-23 du C.G.C.T.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-234-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

N° MARCHE	OBJET	TYPE	DATE MARCHE	DATE NOTIFICATION	ATTRIBUTAIRE	CODE POSTAL	VILLE	MONTANT HT €
MARCHES CONCLUS CONFORMEMENT A L'ARTICLE L.2123-1 ET R2123- 1 DU CODE DE LA COMMANDE PUBLIQUE								
41.23	MARCHE DE GESTION DES MISSIONS D'UNE FOURRIERE ANIMALE SANS RAMASSAGE NI CAPTURE	SERVICES	28/09/2023	28/09/2023	ASSOCIATION AU SERVICE DES ANIMAUX 06 _ASA 06	06250	MOUGINS	26 878,50
43.23	REQUALIFICATION DU BOULEVARD MARECHAL LECLERC A GRASSE LOT 3 AMENAGEMENTS PAYSAGERS	TRAVAUX	14/11/2023	15/11/2023	IDVERDE	06200	NICE	Marché de travaux à prix unitaires / 35 399,35€ Montant DQE
44.23	REQUALIFICATION DU BOULEVARD MARECHAL LECLERC A GRASSE LOT 1 TRAVAUX DE VOIRIE	TRAVAUX	14/11/2023	15/11/2023	COLAS	06514	CARROS CEDEX	Marché de travaux à prix unitaires / 1 183 134,20€ Montant DQE
45.23	REQUALIFICATION DU BOULEVARD MARECHAL LECLERC A GRASSE LOT 2 TRAVAUX DE RESEAUX	TRAVAUX	14/11/2023	15/11/2023	SEETP	06131	GRASSE CEDEX 1	Marché de travaux à prix unitaires / 414 492,50 Montant DQE
MARCHES CONCLUS CONFORMEMENT A L'ARTICLE L.2124-2 ET R2124- 2 DU CODE DE LA COMMANDE PUBLIQUE								
35.23	SERVICE D'ENTRETIEN DE L'ESPACE PUBLIC DES FLEURS DE GRASSE	FOURNITURES COURANTES	14/09/2023	14/09/2023	Association SOLI-CITES	06130	GRASSE	Marché à bons de commande sans minimum et avec un maximum annuel de 90 000,00
36.23	RESTAURATION GENERALE DE L'ANCIEN PALAIS EPISCOPAL - LOT 1 INSTALLATION CHANTIER MACONNERIE PIERRE DE TAILLE	TRAVAUX	22/09/2023	22/09/2023	SAS LES COMPAGNONS DE CASTELLANE	13016	MARSEILLE	Tranche ferme : 873 079,58€ Tranche optionnelle : 1 161 436,42€ Total global : 2 034 516,00
37.23	RESTAURATION GENERALE DE L'ANCIEN PALAIS EPISCOPAL DE GRASSE - LOT 2 CHARPENTE COUVERTURE	TRAVAUX	22/09/2023	22/09/2023	SAS AL TOITURE	06480	LA COLLE SUR LOUP	Tranche ferme : 251 599,98€ Tranche optionnelle : 192 521,95€ Total global : 444 121,93
38.23	RESTAURATION GENERALE DE L'ANCIEN PALAIS EPISCOPAL DE GRASSE - LOT 3 MENUISERIES SERRURERIES	TRAVAUX	22/09/2023	22/09/2023	SARL MENUISERIE DU CANAL	06130	GRASSE	Tranche ferme : 538 531,00€ Tranche optionnelle : 829 234,80€ Total global : 1 367 765,80
39.23	RESTAURATION GENERALE DE L'ANCIEN PALAIS EPISCOPAL DE GRASSE - LOT 6 ELECTRICITE CFO/CFA	TRAVAUX	22/09/2023	22/09/2023	SAS MONTELEC	06600	ANTIBES	Tranche ferme : 218 379,79€ Tranche optionnelle : 163 599,21€ Total global : 381 979,00
40.23	RESTAURATION GENERALE DE L'ANCIEN PALAIS EPISCOPAL DE GRASSE - LOT 7 CVC PLOMBERIE	TRAVAUX	22/09/2023	22/09/2023	SAS STME	06130	GRASSE	Tranche ferme : 122 839,69€ Tranche optionnelle : 117 492,50€ Total global : 240 332,19
42.23	MAINTENANCE ASCENSEURS MONTE-CHARGE ESCALATORS	SERVICES	09/11/2023	09/11/2023	OTIS	06130	GRASSE	Marché à bons de commande sans minimum et avec un maximum annuel de 70 000,00 (50 000,00€ maintenance corrective et 20 000,00€ maintenance préventive)
46.23	RESTAURATION GENERALE DE L'ANCIEN PALAIS EPISCOPAL DE GRASSE RELANCE LOT 4 - PLATRERIE / PEINTURE MURALE	TRAVAUX	29/11/2023	29/11/2023	LES COMPAGNONS DE LA COTE D'AZUR	06800	CAGNES SUR MER	Tranche ferme : 356 896,90 Tranche optionnelle : 257 517,50 Total global : 614 414,40
47.23	RESTAURATION GENERALE DE L'ANCIEN PALAIS EPISCOPAL DE GRASSE RELANCE LOT 5 - ASCENSEUR / ELEVATEUR	TRAVAUX	29/11/2023	29/11/2023	KONE AGENCE DE VALLAURIS	06220	VALLAURIS	Tranche ferme : 35 062,00 Tranche optionnelle : 31 071,00 Total global : 66 133,00
48.23	RESTAURATION GENERALE DE L'ANCIEN PALAIS EPISCOPAL DE GRASSE RELANCE LOT 8 - REVETEMENTS DE SOLS - FAIENCES	TRAVAUX	29/11/2023	29/11/2023	LES COMPAGNONS DE LA COTE D'AZUR	06800	CAGNES SUR MER	Tranche ferme : 131 140,50 Tranche optionnelle : 134 600,95 Total global : 265 741,45
MARCHES CONCLUS CONFORMEMENT AUX ARTICLES L.2122-1 ET R2122-8 DU CODE DE LA COMMANDE PUBLIQUE								
SMC 01.23	ENTRETIEN ET ACCORD DES ORGUES	SERVICE	20/11/2023	22/11/2023	SARL PESCE FRERES ET FILS	64000	PAU	Entretien périodique 4 468,00€ht (+Visites périodiques)

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-234-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

Le goût de l'essentiel
Grasse

EXTRAIT
du registre des Délibérations du Conseil Municipal
séance du 5 décembre 2023

NOMBRE DE MEMBRES		
Afférents au Conseil Municipal	en exercice	qui ont pris part à la Délibération
45	45	41

2023 - 234 **COMMANDE PUBLIQUE - PORTE A CONNAISSANCE DES DECISIONS PRISES DURANT LA PÉRIODE DE SEPTEMBRE A NOVEMBRE 2023**

Le Conseil Municipal de la Commune de GRASSE, dûment convoqué le 28 novembre 2023, s'est réuni le mardi 5 décembre 2023 à 14h30 au Palais des Congrès, salle Gérard PHILIPE, sous la présidence de Monsieur Jérôme VIAUD, Maire.

PRESENTS : Monsieur Jérôme VIAUD, Maire et Mesdames et Messieurs les Adjoints :
Valérie COPIN, Christophe MOREL, François ROUSTAN, Catherine BUTTY, Gilles RONDONI, Claude MASCARELLI, Nicolas DOYEN, Nicole NUTINI, Ali AMRANE, Murièle CHABERT, Cyril DAUPHOUD, Anne-Marie DUVAL, Jean-Marc GARNIER, Dominique BOURRET, Marie CHABAUD, Roger MISSENTI, Philippe BONELLI, Annie OGGERO-MAIRE, Serge PERCHERON, Laurence COSTE, Richard KISS, Franck BARBEY, Jeannette GISQUET, Jean-Pierre BICAIL, Jocelyne BUSTAMENTE, Jean-François LAPORTE, Stéphanie MANDREA, Charles FERRERO, Levanna CALATAYUD, Alexandre GAIFFE, Magali CONESA, Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL, Mékia Noura ADDAD, Bernard BRUNEAU.

PART EN COURS DE SEANCE :

/

PART EN COURS DE SEANCE SANS PROCURATION :

/

ABSENTS EXCUSES :

Madame Aline BOURDAIRE
Monsieur Pascal PELLEGRINO
Marie-Madeleine GUALLINO

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-234-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

Madame Mélanie ZARRILLO
Madame Karine GIGODOT
Monsieur Paul EUZIERE

ABSENTS EXCUSES SANS PROCURATION :

Madame Myriam LAZREUG
Monsieur Stéphane CASSARINI
Monsieur Patrick ISNARD

ABSENT SANS PROCURATION :

Monsieur Jean-Paul CAMERANO

ARRIVE EN COURS DE SEANCE :

Monsieur Ali AMRANE
(Prend part aux délibérations N°232 à N°267)

PROCURATION :

Madame Aline BOURDAIRE à Madame Valérie COPIN
Monsieur Ali AMRANE à Madame Catherine BUTTY
Monsieur Pascal PELLEGRINO à Monsieur François ROUSTAN
Marie-Madeleine GUALLINO à Monsieur Christophe MOREL
Madame Mélanie ZARRILLO à Monsieur le Maire
Madame Karine GIGODOT à Nicolas DOYEN
Monsieur Paul EUZIERE à Madame Magali CONESA

Les Conseillers présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un Secrétaire pris dans le sein du Conseil. Madame Valérie COPIN ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, a adopté le procès-verbal du la séance du 7 novembre 2023.

En vertu de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire donne lecture des décisions prises en application de la délégation qui lui a été consentie par délibération n° 2020-26 du 28 mai 2020 en ce qui concerne l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Questions retirées à l'ordre du jour :

2023 - 239 **VALLON DE CAMPEROUSSE**
ACQUISITION A L'EURO SYMBOLIQUE PAR LA COMMUNE
DE LA PARCELLE CADASTREE SECTION DX N° 141

2023 - 240 **VALLON DE CAMPEROUSSE**
ACQUISITION A L'EURO SYMBOLIQUE PAR LA COMMUNE
DE LA PARCELLE CADASTREE SECTION DX N° 142

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-234-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

2023 - 234

VILLE DE GRASSE
CONSEIL MUNICIPAL

DU 5 DECEMBRE 2023

COMMANDE PUBLIQUE
PORTE A CONNAISSANCE DES DECISIONS PRISES
DURANT LA PERIODE DE SEPTEMBRE A NOVEMBRE 2023

RÉSUMÉ SYNTHÉTIQUE DU RAPPORT

En application du Code Général des Collectivités Territoriales, il est porté à connaissance du Conseil municipal les décisions prises par Monsieur le Maire pour la période de septembre à novembre 2023, dans le cadre de cette délégation relative aux marchés publics.

INCIDENCE BUDGETAIRE

SERVICE GESTIONNAIRE	IMPUTATION BUDGETAIRE	MONTANT T.T.C.
Service de la Commande publique et des Achats	/	/

Madame Valérie COPIN expose :

Considérant qu'en application de l'article L.2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales (C.G.C.T.), Monsieur le Maire a reçu délégation du Conseil municipal et ce pendant toute la durée de son mandat, de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres ainsi que toute décision concernant leurs avenants,

Considérant qu'en application de l'article L.2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales (C.G.C.T.) Monsieur le Maire doit rendre compte au Conseil municipal des décisions prises dans le cadre de cette délégation relative aux marchés publics,

Il est porté à connaissance du conseil municipal la liste globale des marchés notifiés pendant la période de septembre à novembre (liste ci-jointe).

La commission Optimisation et performance des moyens et ressources ayant été saisie de ce dossier dans sa séance du 14 novembre 2023,

Je vous demande de bien vouloir :

- **PRENDRE CONNAISSANCE** des décisions prises par Monsieur le Maire dans le cadre de cette délégation relative aux marchés publics.

Délibération affichée le - 6 DEC. 2023
suivant les signatures
POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire,

La Secrétaire de séance
Valérie COPIN, Première Adjointe

VILLE DE GRASSE A. M

VILLE DE GRASSE A. M

Certifié exécutoire compte tenu de la publication sur le site internet le - 6 DEC. 2023

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-235-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

Le goût de l'essentiel
Grasse

EXTRAIT
du registre des Délibérations du Conseil Municipal
séance du 5 décembre 2023

NOMBRE DE MEMBRES		
Afférents au Conseil Municipal	en exercice	qui ont pris part à la Délibération
45	45	40

2023 - 235 **RENOUVELLEMENT URBAIN**
OPERATION DE RENOVATION DES FACADES ET DES PORTES
DU SECTEUR SAUVEGARDE ET DES DEVANTURES COMMERCIALES
SUR LA PLACE AUX AIRES ET RUE JEAN OSSOLA
VERSEMENT DES SUBVENTIONS MUNICIPALES

Le Conseil Municipal de la Commune de GRASSE, dûment convoqué le 28 novembre 2023, s'est réuni le mardi 5 décembre 2023 à 14h30 au Palais des Congrès, salle Gérard PHILIPE, sous la présidence de Monsieur Jérôme VIAUD, Maire.

PRESENTS : Monsieur Jérôme VIAUD, Maire et Mesdames et Messieurs les Adjoints :
Valérie COPIN, Christophe MOREL, François ROUSTAN, Catherine BUTTY, Gilles RONDONI, Claude MASCARELLI, Nicolas DOYEN, Nicole NUTINI, Ali AMRANE, Murièle CHABERT, Cyril DAUPHOUD, Anne-Marie DUVAL, Jean-Marc GARNIER, Dominique BOURRET, Marie CHABAUD, Roger MISSENTI, Philippe BONELLI, Annie OGGERO-MAIRE, Serge PERCHERON, Laurence COSTE, Richard KISS, Franck BARBEY, Jeannette GISQUET, Jean-Pierre BICAIL, Jocelyne BUSTAMENTE, Jean-François LAPORTE, Stéphanie MANDREA, Charles FERRERO, Levanna CALATAYUD, Alexandre GAIFFE, Magali CONESA, Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL, Mékia Noura ADDAD, Bernard BRUNEAU.

PART EN COURS DE SEANCE :

/

PART EN COURS DE SEANCE SANS PROCURATION :

/

ABSENTS EXCUSES :

Madame Aline BOURDAIRE

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-235-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

Monsieur Pascal PELLEGRINO
Marie-Madeleine GUALLINO
Madame Mélanie ZARRILLO
Madame Karine GIGODOT
Monsieur Paul EUZIERE

ABSENTS EXCUSES SANS PROCURATION :

Madame Myriam LAZREUG
Monsieur Stéphane CASSARINI
Monsieur Patrick ISNARD

ABSENT SANS PROCURATION :

Monsieur Jean-Paul CAMERANO

ARRIVE EN COURS DE SEANCE :

Monsieur Ali AMRANE
(Prend part aux délibérations N°232 à N°267)

PROCURATION :

Madame Aline BOURDAIRE à Madame Valérie COPIN
Monsieur Ali AMRANE à Madame Catherine BUTTY
Monsieur Pascal PELLEGRINO à Monsieur François ROUSTAN
Marie-Madeleine GUALLINO à Monsieur Christophe MOREL
Madame Mélanie ZARRILLO à Monsieur le Maire
Madame Karine GIGODOT à Nicolas DOYEN
Monsieur Paul EUZIERE à Madame Magali CONESA

Les Conseillers présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un Secrétaire pris dans le sein du Conseil. Madame Valérie COPIN ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, a adopté le procès-verbal du la séance du 7 novembre 2023.

En vertu de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire donne lecture des décisions prises en application de la délégation qui lui a été consentie par délibération n° 2020-26 du 28 mai 2020 en ce qui concerne l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Questions retirées à l'ordre du jour :

2023 - 239 **VALLON DE CAMPEROUSSE**
ACQUISITION A L'EURO SYMBOLIQUE PAR LA COMMUNE
DE LA PARCELLE CADASTREE SECTION DX N° 141

2023 - 240 **VALLON DE CAMPEROUSSE**
ACQUISITION A L'EURO SYMBOLIQUE PAR LA COMMUNE
DE LA PARCELLE CADASTREE SECTION DX N° 142

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-235-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

2023 - 235

VILLE DE GRASSE
CONSEIL MUNICIPAL

DU 5 DECEMBRE 2023

RENOUVELLEMENT URBAIN
OPERATION DE RENOVATION DES FACADES ET DES PORTES SUR LE SECTEUR SAUVEGARDE
ET DES DEVANTURES COMMERCIALES SUR LE SECTEUR SAUVEGARDE
VERSEMENT DES SUBVENTIONS MUNICIPALES

RESUME SYNTHETIQUE DU RAPPORT

Dans le cadre de sa politique de Renouvellement Urbain, la ville de Grasse a décidé de soutenir les propriétaires qui réalisent des travaux de ravalement des façades, de restauration des portes anciennes et des portes de garage dans le secteur sauvegardé, ainsi que pour les devantures commerciales en secteur sauvegardé.
Ainsi, en s'appuyant sur l'équipe d'animation de la SPL Pays de Grasse Développement pour accompagner les propriétaires dans leur démarche et obtenir des subventions, il vous est proposé de délibérer sur le versement des subventions municipales correspondantes.

INCIDENCE BUDGETAIRE

SERVICE GESTIONNAIRE	IMPUTATION BUDGETAIRE	MONTANT T.T.C
PAYS DE GRASSE DEVELOPPEMENT	DEPENSES	**+ 74 037,02 €**

Monsieur Christophe MOREL expose :

Vu la délibération du Conseil Municipal en date du 9 décembre 2014 déterminant les règles de subventionnement pour les opérations façades place aux Aires et rue Jean Ossola ;

Vu la délibération du Conseil Municipal en date du 28 février 2017 déterminant de nouvelles règles de subventionnement pour les opérations façades place aux Aires et rue Jean Ossola ;

Vu la délibération du Conseil Municipal en date du 27 juin 2017 élargissant le périmètre de l'opération façades aux principales rues du centre historique ;

Vu la délibération du Conseil Municipal en date du 26 juin 2018 élargissant le périmètre de l'opération façades à l'ensemble du centre historique ;

Vu la délibération du Conseil Municipal en date du 8 décembre 2020 prorogeant l'opération jusqu'en 2025 et regroupant les dispositifs relatifs aux travaux de ravalement des façades, de restauration des portes d'entrée sur le secteur sauvegardé ainsi que les travaux sur les devantures commerciales (rue Jean Ossola et place aux Aires) ;

Vu la délibération du Conseil Municipal en date du 7 décembre 2021 élargissant le périmètre du dispositif d'aides à la restauration des portes d'entrée d'immeubles à la totalité du boulevard du Jeu de Ballon ;

Vu la délibération du Conseil Municipal en date du 28 juin 2022 ajoutant les portes de garage au dispositif d'aides « Portes d'entrée » et augmentant la subvention « Portes » à 700 euros maximum ;

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-235-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

Vu la délibération du Conseil Municipal en date du 28 juin 2022 élargissant le périmètre du dispositif d'aides aux commerces à tout le secteur sauvegardé dès lors que des travaux de ravalement de façades sont entrepris par la copropriété ;

Vu la délibération du Conseil Municipal en date du 4 juillet 2023 ajoutant un dispositif d'aides « Volets » à 180 euros maximum par paire de volets uniquement pour les immeubles visés par l'arrêté du 12 novembre 2021 modificatif de l'arrêté municipal du 26 octobre 2020 ;

Vu la délibération du Conseil Municipal en date du 26 septembre 2023 élargissement du périmètre du dispositif d'aides à la rénovation des façades aux immeubles cadastrés BH3, BH4, BH5, BH6, BH7, BH8, BH9 ;

Vu la délibération du Conseil Municipal en date du 7 novembre 2023 élargissant le périmètre du dispositif d'aides aux commerces au secteur Barri/Porte Neuve ;

Vu la délibération du Conseil Municipal en date du 7 novembre 2023 précisant les modalités de versement et d'annulation des subventions municipales ;

Considérant les montants de subventionnement délibérés suivants :

- Pour les devantures commerciales : la subvention municipale représentera 50 % de la facture acquittée Hors Taxe plafonnée à 3 000 euros.

- Pour les façades : la subvention municipale représentera 40 % de la facture acquittée Hors Taxe plafonnée à la surface maximale de 120 m², et selon l'état de dégradation de la façade à 135 €/m² pour un badigeon simple, 204 €/m² pour un décroûtage partiel et 265 €/m² pour un décroûtage total, avec une mission de maîtrise d'œuvre complète obligatoire subventionnée à 40 %, plafonnée à 9 % du montant des travaux subventionnables HT.

- Pour la restauration des portes d'entrée d'immeubles et des portes de garage sur l'ensemble du Secteur Sauvegardé et à la totalité du boulevard du Jeu de Ballon : la subvention municipale représentera 50 % de la facture acquittée Hors Taxe plafonnée à 700 euros ;

- Pour la restauration des volets : la subvention municipale s'élèvera à 180 € par paire de volets uniquement pour les immeubles visés par l'arrêté du 12 novembre 2021 modificatif de l'arrêté municipal du 26 octobre 2020.

Considérant que le versement des subventions est conditionné par la qualité de la réalisation des travaux, leur conformité à la demande d'autorisation qui sera soumise à l'approbation de l'Architecte des Bâtiments de France ;

Les subventions seront versées sur présentation des factures acquittées des entreprises et de la maîtrise d'œuvre. Sur la base des factures acquittées réceptionnées, la SPL Pays de Grasse Développement contrôle et recalcule si nécessaire le montant de la subvention à verser :

- si le montant des travaux facturés correspond aux devis déposés, alors le montant de la subvention reste inchangé ;
- si le montant des travaux facturés est inférieur aux devis déposés, alors le montant de la subvention sera recalculé à la baisse, sur le mode de calcul prévu par la DCM cadre ;
- si le montant des travaux facturés est supérieur aux devis déposés, alors le montant de la subvention reste inchangé.

Le délai de versement des subventions est corrélé au délai de validité de l'autorisation d'urbanisme, passé ce délai la subvention sera automatiquement annulée.
Les montants de ces subventions, prévus au budget de la Ville, sont détaillés ci-après :

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-235-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

- **Façades 5 rue Jean Ossola - 06130 GRASSE**
  Demandeur : MON SYNDIC ET MOI
  Bénéficiaire : copropriété du 5 rue Jean Ossola
  - Montant travaux 75.499,80 €
  - Subvention travaux façade Amiral : 7.950 €
  - Subvention honoraires maîtrise d'œuvre : 716 €
  - Subvention travaux façade Ossola : 12.720 €
  - Subvention honoraires maîtrise d'œuvre : 1.145 €

  Subvention totale façades : 22.531 €

- **Façades 3-5 rue Gazan - 06130 GRASSE**
  Demandeur : Valentin STEE
  Bénéficiaire : copropriété du 3-5 rue Jean Ossola
  - Montant travaux 121 678 €
  - Subvention travaux façade 1 Gazan : 12.251,60 €
  - Subvention honoraires maîtrise d'œuvre : 1.102,64 €
  - Subvention travaux façade 2 Gazan : 5.616,40 €
  - Subvention honoraires maîtrise d'œuvre : 505,48 €
  - Subvention travaux façade 3 Gazan : 6.992,40 €
  - Subvention honoraires maîtrise d'œuvre : 629 €
  - Subvention travaux pignons Gazan : 1.330,40 €
  - Subvention honoraires maîtrise d'œuvre : 119,74 €
  - Subvention travaux façade Mougins Roquefort : 7.950 €
  - Subvention honoraires maîtrise d'œuvre : 715,50 €
  - Subvention travaux pignons Mougins Roquefort : 10.176,40 €
  - Subvention honoraires maîtrise d'œuvre : 915,88 €

  Subvention totale façades : 48.305,76 € arrondie à **48 306 €**

- **Façade 21 place aux Aires - 06130 GRASSE**
  Demandeur : Cabinet ROULLAND
  Bénéficiaire : copropriété du 22 rue Peyreguis
  - Subvention travaux supplémentaires : 2.500,02 €

  Subvention totale travaux supplémentaires : 2.500,02 €

- **Porte 32 rue Droite - 06130 GRASSE**
  Demandeur : Cabinet ROULLAND
  Bénéficiaire : copropriété du 32 rue Droite
  - Montant travaux 6.350 €
  - Subvention travaux : 700 €

  Subvention porte : 700 €

La commission équipement et aménagement du cadre de vie ayant été saisie de ce dossier dans sa séance du 14 novembre 2023,

Je vous demande de bien vouloir :

- **AUTORISER** à procéder aux versements des subventions pour les dossiers cités ci-dessous, sur présentation des factures après contrôle par les services de la ville :

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-235-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

- **Façades 5 rue Jean Ossola - 06130 GRASSE**
  Demandeur : MON SYNDIC ET MOI
  Bénéficiaire : copropriété du 5 rue Jean Ossola
  Subvention totale façades : 22.531 €

- **Façades 3-5 rue Gazan - 06130 GRASSE**
  Demandeur : Valentin STEE
  Bénéficiaire : copropriété du 3-5 rue Jean Ossola
  Subvention totale façades : 48.306 €

- **Façade 21 place aux Aires - 06130 GRASSE**
  Demandeur : Cabinet ROULLAND
  Bénéficiaire : copropriété du 22 rue Peyreguis
  Subvention totale travaux supplémentaires : 2.500,02 €

- **Porte 32 rue Droite - 06130 GRASSE**
  Demandeur : Cabinet ROULLAND
  Bénéficiaire : copropriété du 32 rue Droite
  Subvention porte : 700 €

- **DIRE** que les montants précités seront imputés au budget communal.

Monsieur le Maire, Mesdames et Messieurs les adjoints et conseillers municipaux, présidents ou membres d'associations bénéficiaires de ces subventions ne prennent pas part au vote et sortent de la salle du Conseil pour les subventions qui les concernent. Monsieur LAPORTE ne prend pas part au vote et sors de la salle.

Après en avoir délibéré le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents ou représentés, adopte.

Délibération affichée le - 6 DEC. 2023
suivent les signatures
POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire,

La Secrétaire de séance
Valérie COPIN, Première Adjointe

VILLE DE GRASSE A.M

VILLE DE GRASSE A.M

Certifié exécutoire compte tenu de la publication sur le site internet le - 6 DEC. 2023

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-236-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

Le goût de l'essentiel
Grasse

EXTRAIT
du registre des Délibérations du Conseil Municipal
séance du 5 décembre 2023

NOMBRE DE MEMBRES		
Afférents au Conseil Municipal	en exercice	qui ont pris part à la Délibération
45	45	41

2023 - 236 **RENOUVELLEMENT URBAIN**
OPERATION DE RENOVATION DES FACADES, DES PORTES ET DES VOLETS
SUR LE SECTEUR SAUVEGARDE ET VERSEMENT DES SUBVENTIONS MUNICIPALES
MISE EN APPLICATION DU PLAN VOLET - REVALORISATION DE LA SUBVENTION

Le Conseil Municipal de la Commune de GRASSE, dûment convoqué le 28 novembre 2023, s'est réuni le mardi 5 décembre 2023 à 14h30 au Palais des Congrès, salle Gérard PHILIPE, sous la présidence de Monsieur Jérôme VIAUD, Maire.

PRESENTS : Monsieur Jérôme VIAUD, Maire et Mesdames et Messieurs les Adjoints :
Valérie COPIN, Christophe MOREL, François ROUSTAN, Catherine BUTTY, Gilles RONDONI, Claude MASCARELLI, Nicolas DOYEN, Nicole NUTINI, Ali AMRANE, Murièle CHABERT, Cyril DAUPHOUD, Anne-Marie DUVAL, Jean-Marc GARNIER, Dominique BOURRET, Marie CHABAUD, Roger MISSENTI, Philippe BONELLI, Annie OGGERO-MAIRE, Serge PERCHERON, Laurence COSTE, Richard KISS, Franck BARBEY, Jeannette GISQUET, Jean-Pierre BICAIL, Jocelyne BUSTAMENTE, Jean-François LAPORTE, Stéphanie MANDREA, Charles FERRERO, Levanna CALATAYUD, Alexandre GAIFFE, Magali CONESA, Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL, Mékia Noura ADDAD, Bernard BRUNEAU.

PART EN COURS DE SEANCE :

/

PART EN COURS DE SEANCE SANS PROCURATION :

/

ABSENTS EXCUSES :

Madame Aline BOURDAIRE

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-236-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

Monsieur Pascal PELLEGRINO
Marie-Madeleine GUALLINO
Madame Mélanie ZARRILLO
Madame Karine GIGODOT
Monsieur Paul EUZIERE

ABSENTS EXCUSES SANS PROCURATION :

Madame Myriam LAZREUG
Monsieur Stéphane CASSARINI
Monsieur Patrick ISNARD

ABSENT SANS PROCURATION :

Monsieur Jean-Paul CAMERANO

ARRIVE EN COURS DE SEANCE :

Monsieur Ali AMRANE
(Prend part aux délibérations N°232 à N°267)

PROCURATION :

Madame Aline BOURDAIRE à Madame Valérie COPIN
Monsieur Ali AMRANE à Madame Catherine BUTTY
Monsieur Pascal PELLEGRINO à Monsieur François ROUSTAN
Marie-Madeleine GUALLINO à Monsieur Christophe MOREL
Madame Mélanie ZARRILLO à Monsieur le Maire
Madame Karine GIGODOT à Nicolas DOYEN
Monsieur Paul EUZIERE à Madame Magali CONESA

Les Conseillers présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un Secrétaire pris dans le sein du Conseil. Madame Valérie COPIN ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, a adopté le procès-verbal du la séance du 7 novembre 2023.

En vertu de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire donne lecture des décisions prises en application de la délégation qui lui a été consentie par délibération n° 2020-26 du 28 mai 2020 en ce qui concerne l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Questions retirées à l'ordre du jour :

2023 - 239 **VALLON DE CAMPEROUSSE**
ACQUISITION A L'EURO SYMBOLIQUE PAR LA COMMUNE
DE LA PARCELLE CADASTREE SECTION DX N° 141

2023 - 240 **VALLON DE CAMPEROUSSE**
ACQUISITION A L'EURO SYMBOLIQUE PAR LA COMMUNE
DE LA PARCELLE CADASTREE SECTION DX N° 142

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-236-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

VILLE DE GRASSE
CONSEIL MUNICIPAL

2023 - 236

DU 5 DECEMBRE 2023

RENOUVELLEMENT URBAIN
OPERATION DE RENOVATION DES FACADES, DES PORTES ET DES VOLETS
SUR LE SECTEUR SAUVEGARDE ET VERSEMENT DES SUBVENTIONS MUNICIPALES
MISE EN APPLICATION DU PLAN VOLET - REVALORISATION DE LA SUBVENTION

RESUME SYNTHETIQUE DU RAPPORT

Dans le cadre de sa politique de Renouvellement Urbain, la ville de Grasse a décidé de soutenir les propriétaires qui réalisent des travaux de « ravalement des immeubles » pour les façades et des portes anciennes sur le secteur sauvegardé, ainsi que pour les devantures commerciales sur le secteur du centre historique.
Certains immeubles visés par les campagnes de notification de l'arrêté du 12 novembre 2021 modificatif de l'arrêté municipal du 26 octobre 2020 ne nécessitant pas de travaux de ravalement à proprement dit, mais ayant des volets dégradés, pourront bénéficier d'une subvention volets.
Ainsi, en s'appuyant sur l'équipe d'animation de la SPL Pays de Grasse Développement pour accompagner les propriétaires dans leur démarche et obtenir des subventions, il vous est proposé de délibérer :

- Sur la revalorisation de la subvention « Volet »,
- Sur une mission d'animation complémentaire de la SPL Pays de Grasse Développement.

INCIDENCE BUDGETAIRE

SERVICE GESTIONNAIRE	IMPUTATION BUDGETAIRE	MONTANT en Euros Annuel
PAYS DE GRASSE DEVELOPPEMENT	DEPENSES	100 000 €

Monsieur Christophe MOREL expose :

Vu la délibération du Conseil Municipal en date du 9 décembre 2014 lançant l'opération Façades et déterminant les règles de subventionnement pour les opérations façades place aux Aires et rue Jean Ossola, et les délibérations successives d'élargissement de périmètre.

Vu la délibération n° 2020-202 du Conseil Municipal du 8 décembre 2020 prorogeant l'opération « Façades, Devantures et Portes » jusqu'en 2025 et regroupant les dispositifs relatifs aux travaux de ravalement des façades, de restauration des portes d'entrée sur le secteur sauvegardé ainsi que les travaux sur les devantures commerciales (rue Jean Ossola et place aux Aires).

Vu la délibération n° 2023-82 du Conseil Municipal du 4 juillet 2023 qui a approuvé l'ajout d'une subvention volets pour les immeubles visés par l'arrêté du 12 novembre 2021 modificatif de l'arrêté municipal du 26 octobre 2020, pour un montant de 180 euros maximum par paire de volets et la mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour la mise en œuvre des travaux d'office confiée à la SPL Pays de Grasse Développement pour la durée de l'opération.

Vu la délibération n° 2023-164 du Conseil Municipal du 26 septembre 2023 qui a approuvé l'extension du périmètre de l'opération façades.

Vu la délibération n° 2023- 215 du Conseil Municipal du 07 novembre 2023 qui a approuvé l'extension du périmètre de l'opération devanture commerciale entre la porte neuve et le secteur du Barri.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-236-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

Considérant que la ville de Grasse s'appuie sur les services de la SPL Pays de Grasse Développement, dans le cadre d'une mission de prestation de service pour l'animation et le pilotage de ces opérations de réhabilitation des façades, devantures, portes d'entrées et volets, permettant d'améliorer l'attractivité du centre- ville et améliorer le cadre de vie des habitants (constitution des dossiers techniques et financiers, demandes de subventions aux partenaires, ...).

Considérant que les volets sont des éléments caractéristiques du paysage urbain de nos centres anciens, en ce qu'ils animent les façades et les rues en leur apportant relief et couleur. La restauration des volets en bois participe en ce sens à l'amélioration du patrimoine.

Considérant que la subvention municipale s'élève à 180 € par paire de volets sur la base de la délibération du 4 juillet 2023, uniquement pour les immeubles visés par l'arrêté du 12 novembre 2021 modificatif de l'arrêté municipal du 26 octobre 2020.

Considérant cependant que suite à retour d'expérience des dossiers traités par la SPL Pays de Grasse Développement, la ville de Grasse souhaite être plus incitative dans cette démarche et propose :

- D'une part l'annulation de la délibération n°2023-082 du 04 juillet 2023
- D'autre part la création d'un plan volet dans le centre historique, classé Site Patrimonial Remarquable.

La ville de Grasse propose pour inciter les propriétaires à la réalisation rapide de ces travaux, de leur octroyer une subvention municipale suivant les modalités ci-dessous exposées :

- à hauteur de 50% du montant de la restauration de chaque paire de volets en bois, dans la limite de 2000 € HT de travaux par paire. Le montant maximal de la subvention ne pourra donc dépasser les 1000 € (mille euros) par paire de volets en bois ;
- les demandes devront être déposées par le syndic de copropriété immatriculée auprès de Pays de Grasse Développement ;
- les demandes devront traiter l'intégralité des volets de chaque façade considérée ;
- les travaux devront être réalisés par une entreprise spécialisée (ébéniste / menuisier ...) ;
- les travaux devront être conformes à la liste des prescriptions mentionnés dans la fiche volet fournie par Pays de Grasse Développement ;
- Les copropriétés devront réaliser les travaux dans les 6 mois de l'octroi de la subvention sauf dans le cadre de l'opération façades qui est porté à deux ans. Passé ce délai, les subventions seront automatiquement annulées.

Sont exclus du dispositif :

- Les copropriétés sous arrêté de péril, ou d'insalubrité,
- Les bailleurs sociaux,
- Les immeubles dont l'état de dégradation de la façade est manifeste (fissures importantes, enduits dégradés ...).

Le versement de la subvention est conditionné par :

- La qualité de réalisation des travaux qui sera évaluée sur site par Pays de Grasse Développement et fera l'objet d'un procès-verbal d'achèvement de travaux, établi de façon contradictoire avec le représentant de la copropriété ;
- La présentation des factures acquittées.

Sur la base des factures acquittées réceptionnées, la SPL Pays de Grasse Développement contrôle et recalcule si nécessaire le montant de la subvention à verser :

- si le montant des travaux facturés correspond aux devis déposés, alors le montant de la subvention reste inchangé ;
- si le montant des travaux facturés est inférieur aux devis déposés, alors le montant de la subvention sera recalculé à la baisse, sur le mode de calcul prévu par la DCM cadre ;
- si le montant des travaux facturés est supérieur aux devis déposés, alors le montant de la subvention reste inchangé.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-236-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

Sur la base d'un budget global de subvention de 100 000 euros annuels pour les années 2024 et 2025, les copropriétés qui auront constitué un dossier de demande éligible pourront percevoir une subvention jusqu'à épuisement de ladite enveloppe financière.

Considérant que la SPL n'étant pas missionnée pour cette nouvelle animation, il est proposé de rémunérer la société à hauteur de 15 % du montant total des travaux TTC, pour l'établissement d'une fiche volet, le suivi et l'accompagnement du dispositif auprès des entreprises, copropriétaires et leurs syndics et enfin l'émission d'un procès-verbal de réception de travaux.

La commission équipement et aménagement du cadre de vie ayant été saisie de ce dossier dans sa séance du 14 novembre 2023,

Je vous demande de bien vouloir :

- **ABROGER** la délibération du Conseil Municipal n° 2023-082 du 4 juillet 2023 relative aux subventions attribuées pour les volets ;
- **APPROUVER** la création d'un « plan volet » pour un montant maximal de subvention de 1 000 € par paire de volets en bois ;
- **APPROUVER** les modalités de versement des subventions dans les conditions ci-avant rapportées ;
- **APPROUVER** la mission complémentaire confiée à la SPL Pays de Grasse Développement pour la durée de l'opération, pour un montant de 15 % du montant total des travaux TTC ;
- **DIRE** que ces sommes seront inscrites au budget primitif de la Ville de Grasse, dans la limite budgétaire de 100 000 € annuels.

Après en avoir délibéré le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents ou représentés, adopte.

Délibération affichée le - 6 DEC. 2023
suivant les signatures
POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire,

La Secrétaire de séance
Valérie COPIN, Première Adjointe

VILLE DE GRASSE A.M

VILLE DE GRASSE A.M

Certifié exécutoire compte tenu de la publication sur le site internet le - 6 DEC. 2023

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-237-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

FINANCES PUBLIQUES

Direction Générale des Finances Publiques

Direction départementale des Finances Publiques des Alpes-Maritimes

Pôle d'évaluation domaniale de Nice

15 bis rue Delille

06034 NICE

Courriel : ddfip06.pole-evaluation@dgfip.finances.gouv.fr

POUR NOUS JOINDRE

Affaire suivie par : Sylvain VERDAT

Courriel :sylvain.verdat@dgfip.finances.gouv.fr

Réf DS:14580928
Réf OSE : 2023-06069-79649

Le 26 octobre 2023

Le Directeur départemental des Finances publiques des Alpes-Maritimes

à

Monsieur le Maire
COMMUNE DE GRASSE

AVIS DU DOMAINE SUR LA VALEUR VÉNALE

La charte de l'évaluation du Domaine, élaborée avec l'Association des Maires de France, est disponible sur le site collectivites-locales.gouv.fr

Nature du bien :	Lot n°20 , local commercial
Adresse du bien :	15 rue paul Goby, GRASSE
Valeur :	55 000 €, assortie d'une marge d'appréciation de 15 % (des précisions sont apportées au paragraphe « détermination de la valeur »)

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-237-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

1 - CONSULTANT

affaire suivie par : PASCAL Laurent, Responsable Service Foncier

2 - DATES

de consultation :	13/10/2023
le cas échéant, du délai négocié avec le consultant pour émettre l'avis:	
le cas échéant, de visite de l'immeuble :	
du dossier complet :	13/10/2023

3 - OPÉRATION IMMOBILIÈRE SOUMISE À L'AVIS DU DOMAINE

3.1. Nature de l'opération

Cession :	☒
Acquisition :	amiable ☐ par voie de préemption ☐ par voie d'expropriation ☐
Prise à bail :	☐
Autre opération :	

3.2. Nature de la saisine

Réglementaire :	☒
Facultative mais répondant aux conditions dérogatoires prévues en annexe 3 de l'instruction du 13 décembre 2016[1] :	☐
Autre évaluation facultative (décision du directeur, contexte local...)	☐

3.3. Projet et prix envisagé

La Commune souhaite céder le lot n°20 de la parcelle cadastrée Section BE n°38 sise au 15 rue Paul GOBY, à la SAEM Pays de Grasse Dynamiques. L'objectif de la SAEM est de réunir la totalité des lots de copropriété afin de mener une opération de réhabilitation de l'immeuble pour in fine y accueillir une école supérieure.

1 Voir également page 17 de la Charte de l'évaluation du Domaine

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-237-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

4 - DESCRIPTION DU BIEN

4.1. Situation générale

Grasse est une commune française provençale, située dans le département des Alpes-Maritimes en région Provence-Alpes-Côte d'Azur. Sous-préfecture des Alpes-Maritimes, Grasse est la quatrième ville du département en matière de population

4.2. Situation particulière - environnement - accessibilité - voirie et réseau

L'habitat ancien (du XVIIe siècle au XVIIIe siècle), surtout concentré au centre-ville sous la forme d'immeubles de hauteur limitée dans des ruelles étroites et sombres, cohabite avec des villas et hôtels particuliers du XIXe siècle, souvenirs des premiers touristes de la ville, et des maisons modernes, signes de l'expansion démographique principalement dans les hameaux autour du centre.

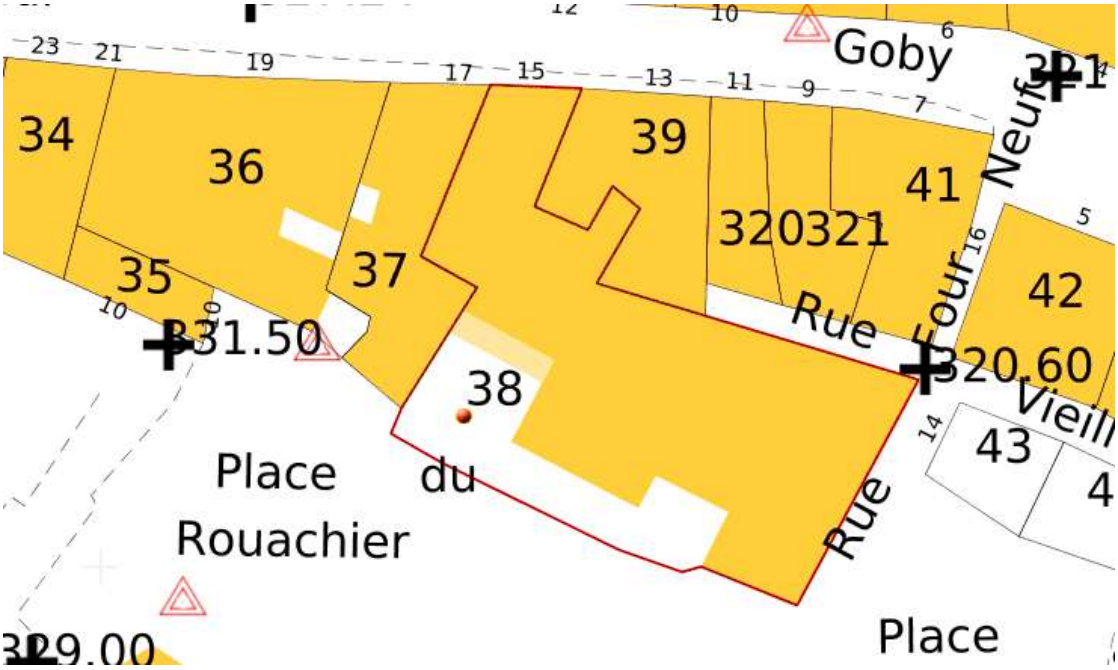
4.3. Références cadastrales

L'immeuble sous expertise figure au cadastre sous les références suivantes :

Commune	Parcelle	Adresse/Lieudit	Superficie (m²)	Nature réelle
GRASSE	BE 38	15 rue goby	454	local commercial
TOTAL			454	

4.4. Descriptif

au sous sol , escalier B 9, place caporal, une cave, une cour et un garage ouvert.



Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-237-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023



La cave, la cour et la garage couverts ont été transformés en un local commercial qui comprend deux niveaux. De la porte d'entrée, on accède à un petit hall duquel on descend un escalier comportant 6 marches pour accéder au restaurant. Cette salle de restaurant a une superficie d'environ 32m^2. Au fond de la salle de restaurant, une ouverture permet d'accéder à une réserve d'environ 8m^2. Il existe un escalier qui permet d'accéder un niveau supérieur. Sous l'escalier, il existe un réduit d'environ 2m^2. Au niveau supérieur, en haut de l'escalier se trouve un palier d'une superficie d'environ 2m^2. A droite du palier, il existe une petite pièce noire de 2m^2 environ. En face du palier se trouve la cuisine d'environ 20 m^2. Du palier deux marches permettent d'accéder à la deuxième salle de restaurant d'environ 38 m^2. De cette salle, on accède à un cabinet de toilettes avec WC séparés. Le tout est particulièrement dégradé car le lieu est fermé depuis la liquidation judiciaire de la SARL L'ORIGAN locataire des lieux jusqu'en 1994.

Le lieu est aujourd'hui étayé.

4.5. Surfaces du bâti

32+8+2+20+38=100 m^2

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-237-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

5 – SITUATION JURIDIQUE

5.1. Propriété de l'immeuble

Commune de GRASSE.

La Commune de Grasse a préempté ce bien suite à la notification du jugement d'adjudication du 28 septembre 1995.

5.2. Conditions d'occupation

libre

6 - URBANISME

6.1.Règles actuelles

Zone U du PLU en vigueur

6.2.Date de référence et règles applicables

Non applicable

7 - MÉTHODE D'ÉVALUATION MISE EN ŒUVRE

La valeur vénale a été déterminée par la méthode par comparaison qui consiste à fixer la valeur vénale à partir de l'étude objective des mutations de biens similaires ou se rapprochant le plus possible de l'immeuble à évaluer sur le marché immobilier local. Au cas particulier, cette méthode est utilisée car il existe un marché immobilier local avec des biens comparables à celui du bien à évaluer

8 - MÉTHODE COMPARATIVE

8.1. Études de marché

8.1.1.locaux commerciaux

Biens bâtis :bureaux – ateliers – entrepôt... - valeur vénale

N	cadastre	Commune	Adresse	date mutation	surface habitable (m²)	Prix €	Prix/m²	Observations
1	69//BR/483//51	GRASSE	1 CHE DES CHENES ST JACQUES	21/10/2021	70	135 000,00 €	1 928,57 €	
2	69//BH/107//9	GRASSE	1 RUE DE L ORATOIRE	14/04/2023	47	80 000,00 €	1 702,13 €	
3	69//BL/76//49	GRASSE	3 BD CARNOT	11/07/2022	52	60 000,00 €	1 153,85 €	
4	69//BE/111//4	GRASSE	30 RUE DROITE	15/06/2021	40	30 000,00 €	750,00 €	
6								
						moyenne	1 383,64 €	

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-237-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

8.2. Analyse et arbitrage du service – Termes de référence et valeur retenue

Base retenue

Moyenne des termes arrondie à 1385 €/m².

Base surlaquelle on applique une décote de 60 % pour situation très dégradée.

=> 1385 * 100 * 0,4 = 55 400 € , arrondi à 55 000 €

9 - DÉTERMINATION DE LA VALEUR VÉNALE

L'évaluation aboutit à la détermination d'une valeur, éventuellement assortie d'une marge d'appréciation, et non d'un prix. Le prix est un montant sur lequel s'accordent deux parties ou qui résulte d'une mise en concurrence, alors que la valeur n'est qu'une probabilité de prix.

La valeur vénale du bien est arbitrée à **55 000 €.**

Elle est exprimée hors taxe et hors droits.

Cette valeur est assortie d'une marge d'appréciation de 15 % portant la valeur minimale de vente sans justification particulière à 46 750 €.

La marge d'appréciation reflète le degré de précision de l'évaluation réalisée (plus elle est faible et plus le degré de précision est important). De fait, elle est distincte du pouvoir de négociation du consultant.

Dès lors, le consultant peut, bien entendu, toujours vendre à un prix plus élevé sans nouvelle consultation du pôle d'évaluation domaniale.

Par ailleurs, sous réserve de respecter les principes établis par la jurisprudence, les collectivités territoriales, leurs groupements et leurs établissements publics ont la possibilité de s'affranchir de cette valeur par une délibération ou une décision pour vendre à un prix plus bas ou acquérir à un prix plus élevé.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-237-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

10 - DURÉE DE VALIDITÉ

Cet avis est valable pour une durée de 12 mois.

Une nouvelle consultation du pôle d'évaluation domaniale serait nécessaire si l'accord* des parties sur la chose et le prix (article 1583 du Code Civil) n'intervenait pas ou si l'opération n'était pas réalisée dans ce délai.

**pour les collectivités territoriales et leurs groupements, la décision du conseil municipal ou communautaire de permettre l'opération équivaut à la réalisation juridique de celle-ci, dans la mesure où l'accord sur le prix et la chose est créateur de droits, même si sa réalisation effective intervient ultérieurement.*

En revanche, si cet accord intervient durant la durée de validité de l'avis, même en cas de signature de l'acte authentique chez le notaire après celle-ci, il est inutile de demander une prorogation du présent avis.

Une nouvelle consultation du pôle d'évaluation domaniale serait également nécessaire si les règles d'urbanisme, notamment celles de constructibilité, ou les conditions du projet étaient appelées à changer au cours de la période de validité du présent avis.

Aucun avis rectificatif ne peut, en effet, être délivré par l'administration pour prendre en compte une modification de ces dernières.

11 - OBSERVATIONS

L'évaluation est réalisée sur la base des éléments communiqués par le consultant et en possession du service à la date du présent avis.

Les inexactitudes ou insuffisances éventuelles des renseignements fournis au pôle d'évaluation domaniale sont susceptibles d'avoir un fort impact sur le montant de l'évaluation réalisée, qui ne peut alors être reproché au service par le consultant.

Il n'est pas tenu compte des surcoûts éventuels liés à la recherche d'archéologie préventive, de présence d'amiante, de termites et des risques liés au saturnisme, de plomb ou de pollution des sols.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-237-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

12 - COMMUNICATION DU PRÉSENT AVIS À DES TIERS ET RESPECT DES RÈGLES DU SECRET PROFESSIONNEL

Les avis du Domaine sont communicables aux tiers dans le respect des règles relatives à l'accès aux documents administratifs (loi du 17 juillet 1978) sous réserve du respect du secret des affaires et des règles régissant la protection des données personnelles.

Certaines des informations fondant la présente évaluation sont couvertes par le secret professionnel.

Ainsi, en cas de demande régulière de communication du présent avis formulée par un tiers ou bien de souhait de votre part de communication de celui-ci auprès du public, il vous appartient d'occulter préalablement les données concernées.

Pour le Directeur et par délégation,



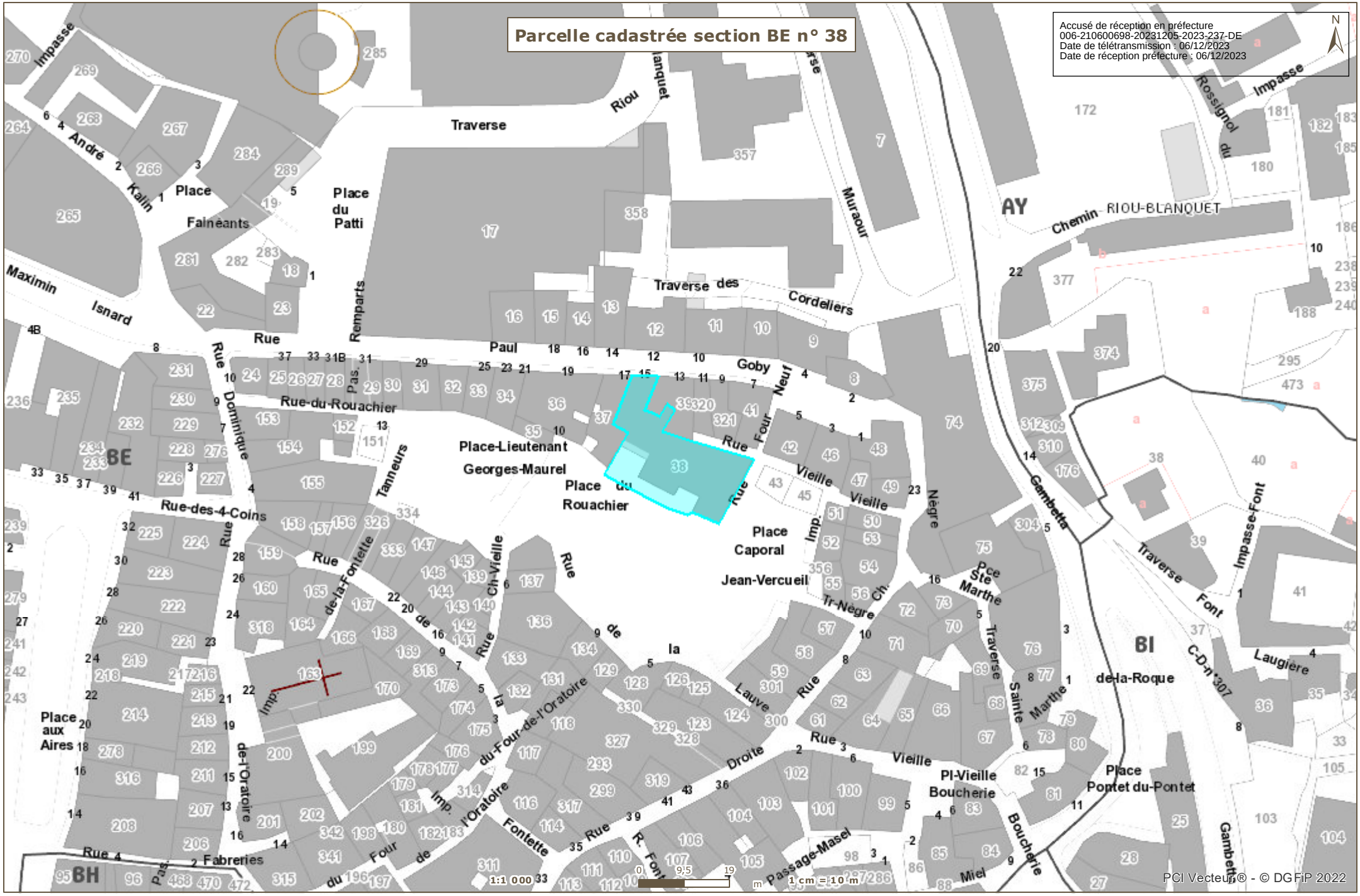
Sylvain VERDAT

Inspecteur des finances publiques

L'enregistrement de votre demande a fait l'objet d'un traitement informatique. Le droit d'accès et de rectification, prévu par la loi n° 78-17 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, s'exerce auprès des directions territorialement compétentes de la Direction Générale des Finances Publiques.

Parcelle cadastrée section BE n° 38

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-237-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023



Document non contractuel - Origine Cadastre © Droits de l'Etat réservés ® - Format A4 - Paysage

Grasse

Date : 18/10/2023
Sources : DGFiP/IGN/GO_06
Geo-web géré par le SIG-CAPG

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-237-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

Le goût de l'essentiel
Grasse

EXTRAIT
du registre des Délibérations du Conseil Municipal
séance du 5 décembre 2023

NOMBRE DE MEMBRES		
Afférents au Conseil Municipal	en exercice	qui ont pris part à la Délibération
45	45	41

2023 - 237 CESSION DU LOT N° 20 DE L'IMMEUBLE CADASTRE SECTION BE N° 38 SIS 15 RUE PAUL GOBY A LA SAEML PAYS DE GRASSE DYNAMIQUES

Le Conseil Municipal de la Commune de GRASSE, dûment convoqué le 28 novembre 2023, s'est réuni le mardi 5 décembre 2023 à 14h30 au Palais des Congrès, salle Gérard PHILIPE, sous la présidence de Monsieur Jérôme VIAUD, Maire.

PRESENTS : Monsieur Jérôme VIAUD, Maire et Mesdames et Messieurs les Adjoints :
Valérie COPIN, Christophe MOREL, François ROUSTAN, Catherine BUTTY, Gilles RONDONI, Claude MASCARELLI, Nicolas DOYEN, Nicole NUTINI, Ali AMRANE, Murièle CHABERT, Cyril DAUPHOUD, Anne-Marie DUVAL, Jean-Marc GARNIER, Dominique BOURRET, Marie CHABAUD, Roger MISSENTI, Philippe BONELLI, Annie OGGERO-MAIRE, Serge PERCHERON, Laurence COSTE, Richard KISS, Franck BARBEY, Jeannette GISQUET, Jean-Pierre BICAIL, Jocelyne BUSTAMENTE, Jean-François LAPORTE, Stéphanie MANDREA, Charles FERRERO, Levanna CALATAYUD, Alexandre GAIFFE, Magali CONESA, Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL, Mékia Noura ADDAD, Bernard BRUNEAU.

PART EN COURS DE SEANCE :

/

PART EN COURS DE SEANCE SANS PROCURATION :

/

ABSENTS EXCUSES :

Madame Aline BOURDAIRE
Monsieur Pascal PELLEGRINO
Marie-Madeleine GUALLINO

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-237-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

Madame Mélanie ZARRILLO
Madame Karine GIGODOT
Monsieur Paul EUZIERE

ABSENTS EXCUSES SANS PROCURATION :

Madame Myriam LAZREUG
Monsieur Stéphane CASSARINI
Monsieur Patrick ISNARD

ABSENT SANS PROCURATION :

Monsieur Jean-Paul CAMERANO

ARRIVE EN COURS DE SEANCE :

Monsieur Ali AMRANE
(Prend part aux délibérations N°232 à N°267)

PROCURATION :

Madame Aline BOURDAIRE à Madame Valérie COPIN
Monsieur Ali AMRANE à Madame Catherine BUTTY
Monsieur Pascal PELLEGRINO à Monsieur François ROUSTAN
Marie-Madeleine GUALLINO à Monsieur Christophe MOREL
Madame Mélanie ZARRILLO à Monsieur le Maire
Madame Karine GIGODOT à Nicolas DOYEN
Monsieur Paul EUZIERE à Madame Magali CONESA

Les Conseillers présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un Secrétaire pris dans le sein du Conseil. Madame Valérie COPIN ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, a adopté le procès-verbal du la séance du 7 novembre 2023.

En vertu de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire donne lecture des décisions prises en application de la délégation qui lui a été consentie par délibération n° 2020-26 du 28 mai 2020 en ce qui concerne l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Questions retirées à l'ordre du jour :

2023 - 239 **VALLON DE CAMPEROUSSE**
ACQUISITION A L'EURO SYMBOLIQUE PAR LA COMMUNE
DE LA PARCELLE CADASTREE SECTION DX N° 141

2023 - 240 **VALLON DE CAMPEROUSSE**
ACQUISITION A L'EURO SYMBOLIQUE PAR LA COMMUNE
DE LA PARCELLE CADASTREE SECTION DX N° 142

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-237-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

2023 - 237

VILLE DE GRASSE
CONSEIL MUNICIPAL

DU 5 DECEMBRE 2023

CESSION DU LOT N° 20 DE L'IMMEUBLE CADASTRE SECTION BE N° 38 SIS 15 RUE PAUL GOBY A LA S.A.E.M.L. PAYS DE GRASSE DYNAMIQUES

RESUME SYNTHETIQUE DU RAPPORT

Dans le cadre de la réalisation d'une école d'enseignement supérieur, la Commune de Grasse a été sollicitée afin de céder à la S.A.E.M.L. PAYS DE GRASSE DYNAMIQUES le lot n° 20 de la copropriété cadastrée section BE n° 38, sise 15 rue Paul Goby à Grasse, moyennant le prix de vente de 55 000 euros.

INCIDENCE BUDGETAIRE

SERVICE GESTIONNAIRE	IMPUTATION BUDGETAIRE	MONTANT T.T.C.
JURIDIQUE	RECETTES	55 000 €

Monsieur Christophe MOREL expose :

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.2121-29, L.2122-21 et L.2241-1,

Vu le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques,

Vu l'avis n° 2023-06069-79649 du Pôle d'évaluation domaniale en date du 26 octobre 2023,

Vu le plan de situation du lot n° 20 de la copropriété cadastrée section BE n° 38,

Considérant que la Commune de Grasse est propriétaire du lot n° 20 de la copropriété cadastrée section BE n° 38, sise 15 rue Paul Goby à Grasse, correspondant à un local commercial situé en sous-sol, relevant de son domaine privé,

Considérant l'objectif de la S.A.E.M.L. PAYS DE GRASSE DYNAMIQUES de réunir la propriété de la totalité des lots de la copropriété située 15 rue Paul Goby, cadastrée section BE n° 38, afin de maîtriser ledit immeuble ayant un emplacement stratégique à proximité de la médiathèque, en vue de mener une opération de réhabilitation pour y réaliser une école de l'enseignement supérieur,

Considérant que la Commune a été sollicitée par la S.A.E.M.L souhaitant acquérir le lot n° 20 de la copropriété cadastrée section BE n° 38,

Considérant que ledit lot n° 20 a fait l'objet d'un avis du Pôle d'évaluation domaniale en date du 26 octobre 2023, qui détermine sa valeur vénale à la somme de 55 000 euros,

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-237-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

La commission équipement et aménagement du cadre de vie ayant été saisie de ce dossier dans sa séance du 14 novembre 2023,

Je vous demande de bien vouloir :

- **ACCEPTER** le principe de la vente par la Commune de Grasse du lot n° 20 de la copropriété cadastrée section BE n° 38, sise 15 rue Paul Goby à Grasse (06130) au profit de la S.A.E.M.L. PAYS DE GRASSE DYNAMIQUES, moyennant le prix de 55 000 euros ;

- **AUTORISER** Monsieur le Maire ou Monsieur Christophe Morel, Adjoint délégué, à signer pour le compte de la Commune tous actes à intervenir dans cette affaire et notamment l'acte authentique correspondant, ainsi que tous les actes préparatoires afférents.

Après en avoir délibéré le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents ou représentés, adopte.

Délibération affichée le - 6 DEC. 2023
suivent les signatures
POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire,

La Secrétaire de séance
Valérie COPIN, Première Adjointe

VILLE DE GRASSE A.M

VILLE DE GRASSE A.M

Certifié exécutoire compte tenu de la publication sur le site internet le - 6 DEC. 2023

Département :
ALPES MARITIMES

Commune :
GRASSE

Section : BE
Feuille : 000 BE 01

Échelle d'origine : 1/500
Échelle d'édition : 1/500

Date d'édition : 14/11/2023
(fuseau horaire de Paris)

Coordonnées en projection : RGF93CC44
©2022 Direction Générale des Finances Publiques

DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES

EXTRAIT DU PLAN CADASTRAL

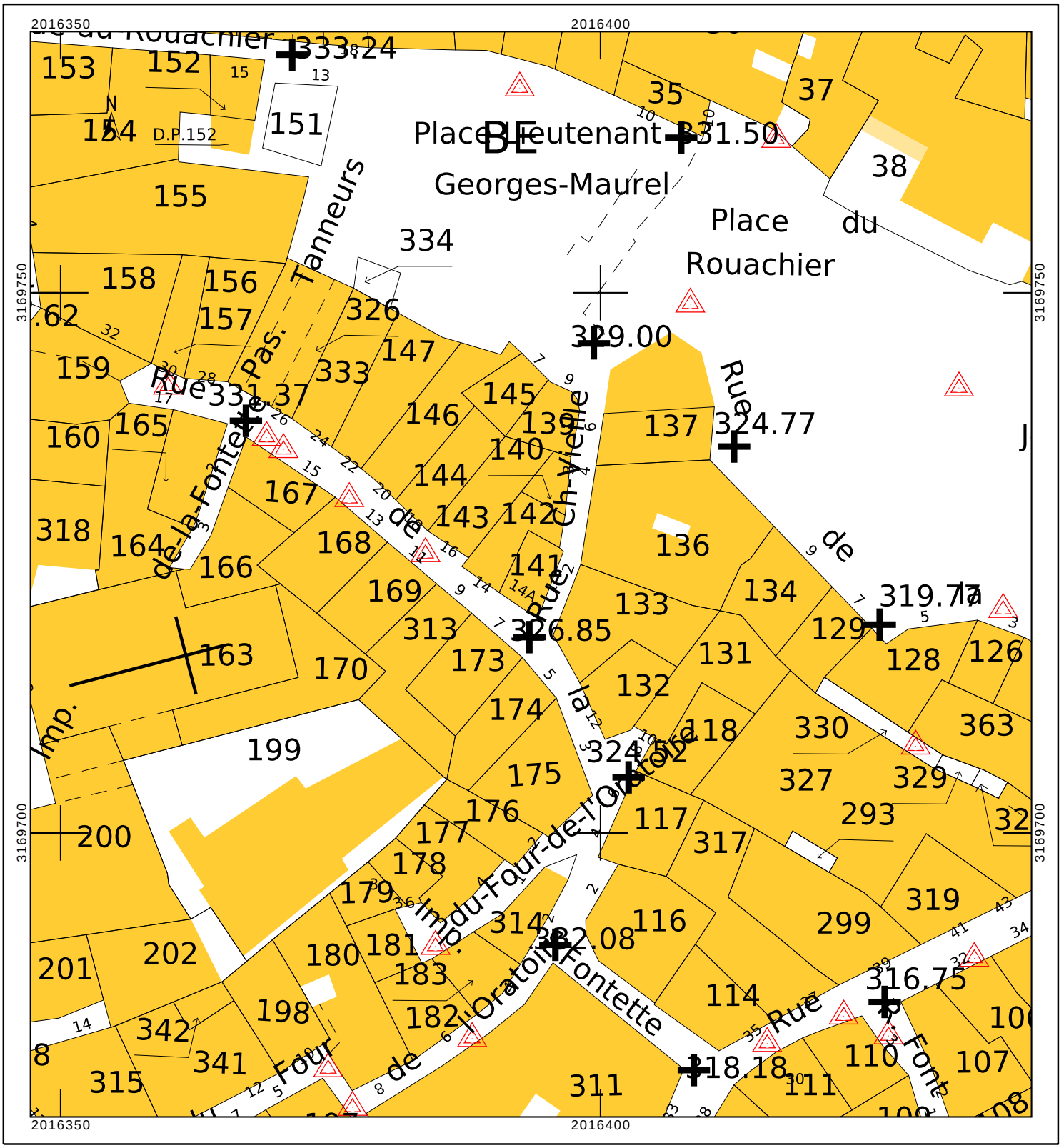
Le plan visualisé sur cet extrait est géré par le centre des impôts foncier suivant :

Centre des Finances Publiques 29
TRAVERSE DE LA PAOUTE 06131
06131 GRASSE CEDEX
tél. 0493403601 -fax
cdif.grasse@dgfip.finances.gouv.fr

Cet extrait de plan vous est délivré par :

cadastre.gouv.fr

Accusé de réception en préfecture
006-210600580-20231205-2023-238-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023



Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-238-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

Le goût de l'essentiel
Grasse

EXTRAIT
du registre des Délibérations du Conseil Municipal
séance du 5 décembre 2023

NOMBRE DE MEMBRES		
Afférents au Conseil Municipal	en exercice	qui ont pris part à la Délibération
45	45	41

2023 - 238 ACQUISITION DES LOTS N° 5 ET 6 DE LA COPROPRIETE 1 RUE CHARITE VIEILLE

Le Conseil Municipal de la Commune de GRASSE, dûment convoqué le 28 novembre 2023, s'est réuni le mardi 5 décembre 2023 à 14h30 au Palais des Congrès, salle Gérard PHILIPE, sous la présidence de Monsieur Jérôme VIAUD, Maire.

PRESENTS : Monsieur Jérôme VIAUD, Maire et Mesdames et Messieurs les Adjoints :
Valérie COPIN, Christophe MOREL, François ROUSTAN, Catherine BUTTY, Gilles RONDONI, Claude MASCARELLI, Nicolas DOYEN, Nicole NUTINI, Ali AMRANE, Murièle CHABERT, Cyril DAUPHOUD, Anne-Marie DUVAL, Jean-Marc GARNIER, Dominique BOURRET, Marie CHABAUD, Roger MISSENTI, Philippe BONELLI, Annie OGGERO-MAIRE, Serge PERCHERON, Laurence COSTE, Richard KISS, Franck BARBEY, Jeannette GISQUET, Jean-Pierre BICAIL, Jocelyne BUSTAMENTE, Jean-François LAPORTE, Stéphanie MANDREA, Charles FERRERO, Levanna CALATAYUD, Alexandre GAIFFE, Magali CONESA, Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL, Mékia Noura ADDAD, Bernard BRUNEAU.

PART EN COURS DE SEANCE :

/

PART EN COURS DE SEANCE SANS PROCURATION :

/

ABSENTS EXCUSES :

Madame Aline BOURDAIRE
Monsieur Pascal PELLEGRINO
Marie-Madeleine GUALLINO
Madame Mélanie ZARRILLO

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-238-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

Madame Karine GIGODOT
Monsieur Paul EUZIERE

ABSENTS EXCUSES SANS PROCURATION :

Madame Myriam LAZREUG
Monsieur Stéphane CASSARINI
Monsieur Patrick ISNARD

ABSENT SANS PROCURATION :

Monsieur Jean-Paul CAMERANO

ARRIVE EN COURS DE SEANCE :

Monsieur Ali AMRANE
(Prend part aux délibérations N°232 à N°267)

PROCURATION :

Madame Aline BOURDAIRE à Madame Valérie COPIN
Monsieur Ali AMRANE à Madame Catherine BUTTY
Monsieur Pascal PELLEGRINO à Monsieur François ROUSTAN
Marie-Madeleine GUALLINO à Monsieur Christophe MOREL
Madame Mélanie ZARRILLO à Monsieur le Maire
Madame Karine GIGODOT à Nicolas DOYEN
Monsieur Paul EUZIERE à Madame Magali CONESA

Les Conseillers présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un Secrétaire pris dans le sein du Conseil. Madame Valérie COPIN ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, a adopté le procès-verbal du la séance du 7 novembre 2023.

En vertu de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire donne lecture des décisions prises en application de la délégation qui lui a été consentie par délibération n° 2020-26 du 28 mai 2020 en ce qui concerne l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Questions retirées à l'ordre du jour :

2023 - 239 **VALLON DE CAMPEROUSSE**
ACQUISITION A L'EURO SYMBOLIQUE PAR LA COMMUNE
DE LA PARCELLE CADASTREE SECTION DX N° 141

2023 - 240 **VALLON DE CAMPEROUSSE**
ACQUISITION A L'EURO SYMBOLIQUE PAR LA COMMUNE
DE LA PARCELLE CADASTREE SECTION DX N° 142

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-238-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

2023 - 238

VILLE DE GRASSE
CONSEIL MUNICIPAL

DU 5 DECEMBRE 2023

ACQUISITION DES LOTS N° 5 ET 6 DE LA COPROPRIETE 1 RUE CHARITE VIEILLE

RESUME SYNTHETIQUE DU RAPPORT

La commune de Grasse acquiert les lots n° 5 et 6 de la copropriété cadastrée BE n° 141 sise au 1 rue Charité Vieille moyennant le prix de 17 000 €.

INCIDENCE BUDGETAIRE

SERVICE GESTIONNAIRE	IMPUTATION BUDGETAIRE	MONTANT T.T.C.
JURIDIQUE	DEPENSES	17 000 €

Monsieur Christophe MOREL expose :

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L. 2121-29, L. 2122-21 et L. 2241-1,

Vu le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques,

Considérant que la Commune souhaite, outre l'opération de ravalement de façade, voir réhabiliter l'ensemble immobilier constitué des parcelles cadastrées section BE n° 140, 141 et 142, sis au 14 rue de la Fontette, 1 et 3 rue de la Charité Vieille,

Considérant la délibération n° 2023-93 du conseil municipal du 4 juillet écoulé, par laquelle la collectivité a souhaité lancer la procédure d'incorporation dans son patrimoine privé des lots de copropriété n° 1, 3 et 4 de la parcelle cadastrée section BE n° 141 sise au 1 rue Charité Vieille,

Considérant qu'un accord a été obtenu avec Monsieur Thiebault ENARD, propriétaire des lots n° 5 et 6 de la copropriété sise au 1 rue Charité Vieille, cadastrée BE n° 141, en vue de céder ses biens précités à la Commune,

La commission équipement et aménagement du cadre de vie ayant été saisie de ce dossier dans sa séance du 14 novembre 2023,

Je vous demande de bien vouloir :

- **ACCEPTER** le principe du transfert de propriété au profit de la commune de Grasse, des lots n° 5 et 6 de la copropriété sise au 1 rue Charité Vieille cadastrée BE n° 14, d'une superficie de 37 m² environ, appartenant à Monsieur Thiebault ENARD, moyennant le prix de dix-sept mille euros (17 000 €) ;

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-238-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

- **AUTORISER** Monsieur le Maire ou Monsieur Christophe Morel, Adjoint délégué, à signer pour le compte de la commune tous actes à intervenir dans cette affaire et notamment l'acte authentique correspondant, ainsi que tous les actes préparatoires afférents.

Après en avoir délibéré le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents ou représentés, adopte.

Délibération affichée le - 6 DEC. 2023
suivant les signatures
POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire,

La Secrétaire de séance
Valérie COPIN, Première Adjointe

VILLE DE GRASSE A.M

VILLE DE GRASSE A.M

Certifié exécutoire compte tenu de la publication sur le site internet le - 6 DEC. 2023

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-239-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

Le goût de l'essentiel
Grasse

EXTRAIT
du registre des Délibérations du Conseil Municipal
séance du 5 décembre 2023

NOMBRE DE MEMBRES		
Afférents au Conseil Municipal	en exercice	qui ont pris part à la Délibération
45	45	41

2023 - 239 RETIREE

Le Conseil Municipal de la Commune de GRASSE, dûment convoqué le 28 novembre 2023, s'est réuni le mardi 5 décembre 2023 à 14h30 au Palais des Congrès, salle Gérard PHILIPE, sous la présidence de Monsieur Jérôme VIAUD, Maire.

PRESENTS : Monsieur Jérôme VIAUD, Maire et Mesdames et Messieurs les Adjoints :
Valérie COPIN, Christophe MOREL, François ROUSTAN, Catherine BUTTY, Gilles RONDONI, Claude MASCARELLI, Nicolas DOYEN, Nicole NUTINI, Ali AMRANE, Murièle CHABERT, Cyril DAUPHOUD, Anne-Marie DUVAL, Jean-Marc GARNIER, Dominique BOURRET, Marie CHABAUD, Roger MISSENTI, Philippe BONELLI, Annie OGGERO-MAIRE, Serge PERCHERON, Laurence COSTE, Richard KISS, Franck BARBEY, Jeannette GISQUET, Jean-Pierre BICAIL, Jocelyne BUSTAMENTE, Jean-François LAPORTE, Stéphanie MANDREA, Charles FERRERO, Levanna CALATAYUD, Alexandre GAIFFE, Magali CONESA, Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL, Mékia Noura ADDAD, Bernard BRUNEAU.

PART EN COURS DE SEANCE :

/

PART EN COURS DE SEANCE SANS PROCURATION :

/

ABSENTS EXCUSES :

Madame Aline BOURDAIRE
Monsieur Pascal PELLEGRINO
Marie-Madeleine GUALLINO
Madame Mélanie ZARRILLO

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-239-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

Madame Karine GIGODOT
Monsieur Paul EUZIERE

ABSENTS EXCUSES SANS PROCURATION :

Madame Myriam LAZREUG
Monsieur Stéphane CASSARINI
Monsieur Patrick ISNARD

ABSENT SANS PROCURATION :

Monsieur Jean-Paul CAMERANO

ARRIVE EN COURS DE SEANCE :

Monsieur Ali AMRANE
(Prend part aux délibérations N°232 à N°267)

PROCURATION :

Madame Aline BOURDAIRE à Madame Valérie COPIN
Monsieur Ali AMRANE à Madame Catherine BUTTY
Monsieur Pascal PELLEGRINO à Monsieur François ROUSTAN
Marie-Madeleine GUALLINO à Monsieur Christophe MOREL
Madame Mélanie ZARRILLO à Monsieur le Maire
Madame Karine GIGODOT à Nicolas DOYEN
Monsieur Paul EUZIERE à Madame Magali CONESA

Les Conseillers présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un Secrétaire pris dans le sein du Conseil. Madame Valérie COPIN ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, a adopté le procès-verbal du la séance du 7 novembre 2023.

En vertu de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire donne lecture des décisions prises en application de la délégation qui lui a été consentie par délibération n° 2020-26 du 28 mai 2020 en ce qui concerne l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Questions retirées à l'ordre du jour :

2023 - 239 **VALLON DE CAMPEROUSSE**
ACQUISITION A L'EURO SYMBOLIQUE PAR LA COMMUNE
DE LA PARCELLE CADASTREE SECTION DX N° 141

2023 - 240 **VALLON DE CAMPEROUSSE**
ACQUISITION A L'EURO SYMBOLIQUE PAR LA COMMUNE
DE LA PARCELLE CADASTREE SECTION DX N° 142

Délibération affichée le - 6 DEC. 2023
suivant les signatures
POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire,

VILLE DE GRASSE
A.M

VILLE DE GRASSE
A.M

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-240-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

Le goût de l'essentiel
Grasse

EXTRAIT
du registre des Délibérations du Conseil Municipal
séance du 5 décembre 2023

NOMBRE DE MEMBRES		
Afférents au Conseil Municipal	en exercice	qui ont pris part à la Délibération
45	45	41

2023 - 240 RETIREE

Le Conseil Municipal de la Commune de GRASSE, dûment convoqué le 28 novembre 2023, s'est réuni le mardi 5 décembre 2023 à 14h30 au Palais des Congrès, salle Gérard PHILIPE, sous la présidence de Monsieur Jérôme VIAUD, Maire.

PRESENTS : Monsieur Jérôme VIAUD, Maire et Mesdames et Messieurs les Adjoints :
Valérie COPIN, Christophe MOREL, François ROUSTAN, Catherine BUTTY, Gilles RONDONI, Claude MASCARELLI, Nicolas DOYEN, Nicole NUTINI, Ali AMRANE, Murièle CHABERT, Cyril DAUPHOUD, Anne-Marie DUVAL, Jean-Marc GARNIER, Dominique BOURRET, Marie CHABAUD, Roger MISSENTI, Philippe BONELLI, Annie OGGERO-MAIRE, Serge PERCHERON, Laurence COSTE, Richard KISS, Franck BARBEY, Jeannette GISQUET, Jean-Pierre BICAIL, Jocelyne BUSTAMENTE, Jean-François LAPORTE, Stéphanie MANDREA, Charles FERRERO, Levanna CALATAYUD, Alexandre GAIFFE, Magali CONESA, Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL, Mékia Noura ADDAD, Bernard BRUNEAU.

PART EN COURS DE SEANCE :

/

PART EN COURS DE SEANCE SANS PROCURATION :

/

ABSENTS EXCUSES :

Madame Aline BOURDAIRE
Monsieur Pascal PELLEGRINO
Marie-Madeleine GUALLINO

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-240-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

Madame Mélanie ZARRILLO
Madame Karine GIGODOT
Monsieur Paul EUZIERE

ABSENTS EXCUSES SANS PROCURATION :

Madame Myriam LAZREUG
Monsieur Stéphane CASSARINI
Monsieur Patrick ISNARD

ABSENT SANS PROCURATION :

Monsieur Jean-Paul CAMERANO

ARRIVE EN COURS DE SEANCE :

Monsieur Ali AMRANE
(Prend part aux délibérations N°232 à N°267)

PROCURATION :

Madame Aline BOURDAIRE à Madame Valérie COPIN
Monsieur Ali AMRANE à Madame Catherine BUTTY
Monsieur Pascal PELLEGRINO à Monsieur François ROUSTAN
Marie-Madeleine GUALLINO à Monsieur Christophe MOREL
Madame Mélanie ZARRILLO à Monsieur le Maire
Madame Karine GIGODOT à Nicolas DOYEN
Monsieur Paul EUZIERE à Madame Magali CONESA

Les Conseillers présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un Secrétaire pris dans le sein du Conseil. Madame Valérie COPIN ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, a adopté le procès-verbal du la séance du 7 novembre 2023.

En vertu de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire donne lecture des décisions prises en application de la délégation qui lui a été consentie par délibération n° 2020-26 du 28 mai 2020 en ce qui concerne l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Questions retirées à l'ordre du jour :

2023 - 239 **VALLON DE CAMPEROUSSE**
ACQUISITION A L'EURO SYMBOLIQUE PAR LA COMMUNE
DE LA PARCELLE CADASTREE SECTION DX N° 141

2023 - 240 **VALLON DE CAMPEROUSSE**
ACQUISITION A L'EURO SYMBOLIQUE PAR LA COMMUNE
DE LA PARCELLE CADASTREE SECTION DX N° 142

Délibération affichée le ..... 6 DEC. 2023
suivent les signatures
POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire.

VILLE DE GRASSE
A.M

VILLE DE GRASSE
A.M

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-241-DE
Date de télétransmission : 05/12/2023
Date de réception préfecture : 05/12/2023

PROCEDURE DE DECLASSEMENT ANTICIPE EN VUE DE CESSION DE PARCELLES DEPENDANT DU DOMAINE PUBLIC COMMUNAL

ETUDE D'IMPACT PLURIANNUELLE

En application de l'Article L2141-1 du Code Général de la propriété des personnes publiques

I – LE CADRE LEGAL

L'Article L2141-2 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques dispose que « le déclassement d'un immeuble appartenant au domaine public artificiel des personnes publiques et affecté à un service public ou à l'usage direct du public, peut être prononcé dès que sa désaffectation a été décidée alors même que les nécessités du service public ou de l'usage direct du public justifient que cette désaffectation ne prenne effet que dans un délai fixé par l'acte de déclassement ».

Ce même article précise que « toute cession intervenant dans les conditions prévues au présent article donne lieu, sur la base d'une étude d'impact pluriannuelle tenant compte de l'aléa, à une délibération motivée de l'organe délibérant de la collectivité territoriale auquel appartient l'immeuble cédé ».

Ainsi, la commune dispose de la faculté de procéder par anticipation au déclassement d'un bien relevant du domaine public, en décidant par avance de la prise d'effet de l'acte de désaffectation.

La désaffectation c'est-à-dire l'arrêt du fonctionnement du service public ou de l'affectation à l'usage direct du public, doit intervenir dans un délai de 3 ans à partir de l'acte de l'acte de déclassement, et peut être porté à 6 ans par l'autorité administrative lorsqu'il s'agit d'une opération de construction, restauration ou déménagement.

La cession avec déclassement anticipé donne lieu à une délibération motivée de la collectivité sur la base d'une étude d'impact pluriannuelle tenant compte de l'aléa inhérent à la construction et à la réalisation du projet.

Il est apparu important au législateur d'aménager ce délai, de le proroger, et d'éviter que le recours au déclassement par anticipation donne lieu à la résolution d'une vente ayant pour effet à terme de décourager les professionnels de l'immobilier de traiter avec une personne publique.

En effet, l'acte de vente ou l'avant contrat stipule obligatoirement que la vente sera résolue de plein droit si la désaffectation n'est pas intervenue dans ce délai.

Des clauses relatives aux conditions de libération de l'immeuble par le service public ou de reconstitution des espaces affectés à l'usage direct du public doivent obligatoirement figurés dans l'acte.

II – LE CONTEXTE LOCAL : LE PROJET MARTELLY

Le projet MARTELLY a été redéfini pour prendre notamment en considération les effets de la crise sanitaire sur les modes de comportement des travailleurs et des consommateurs mais aussi les répercutions profondes de la crise internationale liée au conflit en Ukraine qui impacte fortement le coût de l'énergie, des matériaux de construction et des frais financiers.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-241-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

Aussi, à la lumière de ces éléments et soucieuse de préserver les intérêts de la commune et de ses partenaires, la Municipalité a décidé, de donner une orientation différente au projet. L'ambition est que celui-ci puisse répondre davantage aux nouvelles aspirations citoyennes et aux enjeux écologiques, en intégrant notamment les dernières normes environnementales, en matière d'urbanisme et de construction.
Un scénario de réhabilitation qui permettra de requalifier les espaces et les bâtiments existants constitue désormais le socle d'un concours d'architecture et d'une consultation promoteur/investisseur.

III – LES MOTIVATIONS

Outre le garage Rolland, la première phase du projet MARTELLY concerne le rez-de-chaussée du Parking Notre Dame des Fleurs avec la restructuration de l'ancienne surface commerciale Mont-Laur destiné à accueillir une nouvelle surface commerciale avec une aire de livraison.
L'extension du bâtiment, son bardage extérieur, ses façades et le positionnement de l'ascenseur urbain joignant la place Martelly et l'allée du 8 mai à la place de la buanderie nécessitent d'intégrer à l'assiette du projet diverses emprises constituant des dépendances du domaine public à savoir des parties de trottoir et des délaissés de voiries. Il s'agit de trois portions d'une superficie respective de 12 m², 107 m² et 117 m², à détacher de la parcelle cadastrée section BE n° 285, situées 1 Place Martelly à Grasse, emprises appartenant à la Commune.

IV – IMPACT SUR LA VILLE DE GRASSE

Conformément aux dispositions de l'article 35 de la loi n°2016-1691 du 9 décembre 2016 relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique, de l'ordonnance n°2017-562 du 19 avril 2017 relative à la propriété des personnes publiques et de l'article L2141-2 du Code général de la propriété des personnes publiques, l'étude d'impact objet des présentes a pour mission, s'agissant d'une opération dérogatoire au droit commun et comportant un risque financier, de permettre au conseil municipal de se prononcer sur le projet de cession en tenant compte de l'éventuel aléa.
En effet, « l'étude d'impact pluriannuelle permet en perspective, à court et moyen termes, l'ensemble des avantages et éventuels inconvénients liés à l'opération envisagée. Cette insertion apporte des garanties sur la faisabilité du projet tout en permettant à l'organe délibérant de se prononcer au regard de l'impact sur les finances locales de la collectivité » (Assemblée nationale, travaux parlementaires, déclassement anticipé (n°3668) 25 avril 2016).

A) Les inconvénients éventuels de l'opération de cession avec déclassement anticipé

La difficulté réside dans le fait que le déclassement des trois emprises d'une superficie respective de 12 m², 107 m² et 117 m², à détacher de la parcelle cadastrée section BE n° 285, sera prononcé, alors que celles-ci seront toujours affectées à l'usage direct du public.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-241-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

Le déclassement par anticipation, une fois prononcé, fixe le délai dans lequel de désaffectation devra avoir lieu, soit au plus tard le 5 décembre 2026 ou le 5 décembre 2029 en cas de prorogation du délai.

La désaffectation sera constatée par exploit d'huissier et affiché sur site.

A compter du transfert de propriété, à savoir l'acte authentique suivant les dispositions de l'avant-contrat (promesse de vente, compromis...), une convention précisera les conditions et modalités de mise à disposition des espaces publics cédés, maintenus ouverts au public.

Les inconvénients d'une cession avec déclassement anticipé résultent ici principalement dans le risque de la résolution de la vente, dans le cas où la construction n'était pas réalisée par l'acquéreur du bien. La vente est en effet conclue à la condition résolutoire que l'opération immobilière projetée par le futur acquéreur soit effectivement réalisée.

En conséquence, à l'issue du délai réglementaire, si pour la seule et unique raison l'acquéreur n'aurait pas construit le programme immobilier projeté, peu importe les motifs de cette non construction, la vente du bien serait résolue, le prix de vente serait restitué par la Commune, qui redeviendrait par conséquent propriétaire de son tènement.

En tout état de cause, l'acte de vente et/ou l'avant-contrat, devront prévoir les conditions tant financières, que juridiques, voire factuelles de cette résolution.

B) **Les avantages de l'opération de cession du bien communal avec déclassement anticipé**

Comme expliqué ci-dessus, la vente du bien dépendant du domaine public d'une commune ne peut être actée que lorsque le bien a été déclassé du domaine public. Pour être déclassé, le bien doit ne plus être affecté à l'usage du public.

L'avantage de ces nouvelles dispositions liées au déclassement par anticipation permet à la Commune de Grasse de décider du déclassement alors même que le conseil municipal n'a pas encore constaté la désaffectation du bien encore à l'usage direct du public facilitant le développement économique du projet en permettant à l'opérateur de déposer son permis de construire sur le bien communal, pré commercialiser son programme et plus généralement purger toutes les conditions suspensives qui seront fixées dans le compromis de vente alors même que les usagers continueront à profiter du tènement foncier à céder.

V – VOLET FINANCIER DE L'OPERATION

La recette encaissée par la Commune est relativement modique puisque celle-ci réside dans le versement du prix de vente fixé entre les parties à 1 euro conformément à l'avis domanial n°2023-06069-84519 du 7 novembre 2023.

Accessoirement, il faut ajouter la perception des taxes d'urbanisme liées au permis de construire et celles induites par la fiscalité.

Les frais engendrés par l'établissement des actes authentiques ainsi que les frais de géomètre, seront à la charge de l'acquéreur, la SPL Pays de Grasse Développement.

reproduction interdite - Loi du 11 mars 1957
reproduction interdite - Loi du 11 mars 1957
reproduction interdite - Loi du 11 mars 1957
reproduction interdite - Loi du 11 mars 1957

GEOMETRE-EXPERT
Conseiller Valoriser Garantir
(N° d'inscription : 5129 - 6430)

COMMUNE DE GRASSE

Allée du 8 Mai / Traverse Riou Blanquet

ZAC MARTELLY

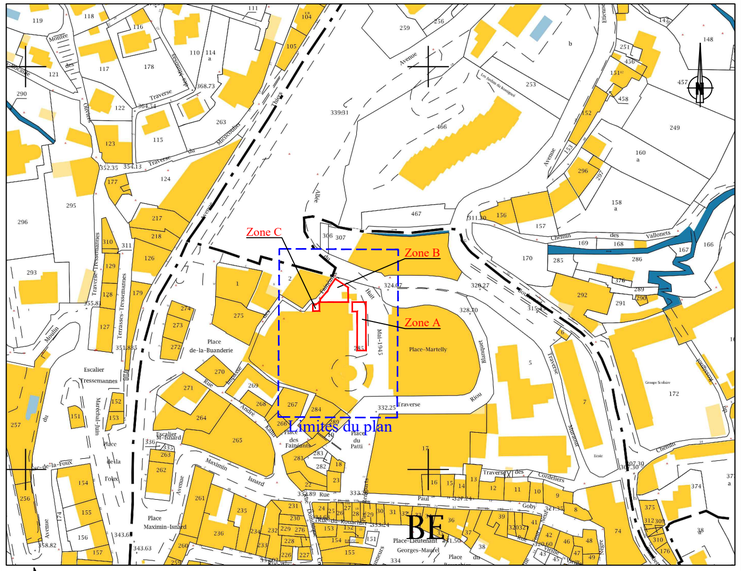
PLAN DE CESSION POUR DECLASSEMENT - PARCELLE BE N° 285

NOTA : le présent plan ne vaut que pour l'objet de la mission désigné ci-dessus

Echelle : 1/200 ème

0 — 8m — 16m

EXTRAIT CADASTRAL : Echelle 1/ 2000



PYTHAGORE
—Géomètres-Experts Associés—

Date	Description
22/06/2023	Relevé zone Ex garage Rolland
30/10/2023	Plan cession pour déclassement parcelle BE 285

Nos références	
Dossier : 16-50 14 div.dwg	
Présent° : div	Date création Fichier info : 30/10/2023 Date d'enregist. : 30/10/2023 14:36:33 Date impression : 30/10/2023 14:36:55

Les dates et noms indiqués ci-dessus dans "nos références" ne sont qu'indicatifs. Seuls les dates ci-dessous et le titre de la présente page de garde indiquent l'objet exacte du présent document.

Plan graphique issu d'un fichier informatique. Seul le document revêtu du cachet "Géomètre-Expert" et signé sera considéré comme contractuel.

REPRODUCTION RESERVÉE (Loi du 11 mars 1957)

PYTHAGORE - Géomètres-Experts Associés à CANNES - MANDELIEU - ROQUEFORT LES PINS - LE ROURET

LEGENDE

: Application cadastrale (limite informative sans valeur juridique)
: Application aux limites apparentes
: Limite de division
: Zone de déclassement

Nota : Les limites n'ont fait l'objet d'aucun bornage et résultent de l'état des lieux et de l'application cadastrale SAUF indication contraire indiquée sur le présent plan.

Nota : Toute implantation d'une construction à proximité d'une limite NON BORNÉE, devra être précédée d'un BORNAGE de ladite limite.

Nota : La superficie d'un terrain n'est définitive que si l'ensemble des limites dudit terrain sont BORNÉES.

Nota : Le nivellement est rattaché au NGF (Repère IGN matricule I'.C.B3D3-60 Altitude 351.936m)

Nota : Système de coordonnées RGF93 CC44 Calage par système GPS (précision ±5 cm) SANS COMPENSATION sur la projection conique

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-241-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

Gare routière / Parking des Fleurs

Allée du 8 Mai 1945

Parking Martelly

"MONOPRIX"

Zone A : 116.69m²
Zone B : 99.99m²
Zone C 11.55m²

BE 2
BE 289
BE 285
BE 307

X=2016.340
X=2016.360
X=2016.380
Y=3169.840
Y=3169.880
Y=3169.900

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-241-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

Le goût de l'essentiel
Grasse

EXTRAIT
du registre des Délibérations du Conseil Municipal
séance du 5 décembre 2023

NOMBRE DE MEMBRES		
Afférents au Conseil Municipal	en exercice	qui ont pris part à la Délibération
45	45	41

2023 - 241 **PROJET MARTELLY**
DECLASSEMENT PAR ANTICIPATION D'UNE PARTIE DU DOMAINE PUBLIC

Le Conseil Municipal de la Commune de GRASSE, dûment convoqué le 28 novembre 2023, s'est réuni le mardi 5 décembre 2023 à 14h30 au Palais des Congrès, salle Gérard PHILIPE, sous la présidence de Monsieur Jérôme VIAUD, Maire.

PRESENTS : Monsieur Jérôme VIAUD, Maire et Mesdames et Messieurs les Adjoints :
Valérie COPIN, Christophe MOREL, François ROUSTAN, Catherine BUTTY, Gilles RONDONI, Claude MASCARELLI, Nicolas DOYEN, Nicole NUTINI, Ali AMRANE, Murièle CHABERT, Cyril DAUPHOUD, Anne-Marie DUVAL, Jean-Marc GARNIER, Dominique BOURRET, Marie CHABAUD, Roger MISSENTI, Philippe BONELLI, Annie OGGERO-MAIRE, Serge PERCHERON, Laurence COSTE, Richard KISS, Franck BARBEY, Jeannette GISQUET, Jean-Pierre BICAIL, Jocelyne BUSTAMENTE, Jean-François LAPORTE, Stéphanie MANDREA, Charles FERRERO, Levanna CALATAYUD, Alexandre GAIFFE, Magali CONESA, Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL, Mékia Noura ADDAD, Bernard BRUNEAU.

PART EN COURS DE SEANCE :

/

PART EN COURS DE SEANCE SANS PROCURATION :

/

ABSENTS EXCUSES :

Madame Aline BOURDAIRE
Monsieur Pascal PELLEGRINO
Marie-Madeleine GUALLINO

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-241-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

Madame Mélanie ZARRILLO
Madame Karine GIGODOT
Monsieur Paul EUZIERE

ABSENTS EXCUSES SANS PROCURATION :

Madame Myriam LAZREUG
Monsieur Stéphane CASSARINI
Monsieur Patrick ISNARD

ABSENT SANS PROCURATION :

Monsieur Jean-Paul CAMERANO

ARRIVE EN COURS DE SEANCE :

Monsieur Ali AMRANE
(Prend part aux délibérations N°232 à N°267)

PROCURATION :

Madame Aline BOURDAIRE à Madame Valérie COPIN
Monsieur Ali AMRANE à Madame Catherine BUTTY
Monsieur Pascal PELLEGRINO à Monsieur François ROUSTAN
Marie-Madeleine GUALLINO à Monsieur Christophe MOREL
Madame Mélanie ZARRILLO à Monsieur le Maire
Madame Karine GIGODOT à Nicolas DOYEN
Monsieur Paul EUZIERE à Madame Magali CONESA

Les Conseillers présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un Secrétaire pris dans le sein du Conseil. Madame Valérie COPIN ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, a adopté le procès-verbal du la séance du 7 novembre 2023.

En vertu de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire donne lecture des décisions prises en application de la délégation qui lui a été consentie par délibération n° 2020-26 du 28 mai 2020 en ce qui concerne l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Questions retirées à l'ordre du jour :

2023 - 239 **VALLON DE CAMPEROUSSE**
ACQUISITION A L'EURO SYMBOLIQUE PAR LA COMMUNE
DE LA PARCELLE CADASTREE SECTION DX N° 141

2023 - 240 **VALLON DE CAMPEROUSSE**
ACQUISITION A L'EURO SYMBOLIQUE PAR LA COMMUNE
DE LA PARCELLE CADASTREE SECTION DX N° 142

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-241-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

VILLE DE GRASSE
CONSEIL MUNICIPAL

2023 - 241

DU 5 DECEMBRE 2023

PROJET MARTELLY
DECLASSEMENT PAR ANTICIPATION ET CESSION D'UNE PARTIE DU DOMAINE PUBLIC

RESUME SYNTHETIQUE DU RAPPORT

La présente délibération consiste à approuver le déclassement par anticipation d'emprises du domaine public sis avenue du 8 Mai 1945, devant le local MONTLAUR et le parking Notre-Dame des Fleurs, afin de permettre leur cession par la Commune à la Société Publique Locale Pays de Grasse Développement en sa qualité d'aménageur de la ZAC, pour la mise en œuvre du projet.

INCIDENCE BUDGETAIRE

SERVICE GESTIONNAIRE	IMPUTATION BUDGETAIRE	MONTANT T.T.C.
JURIDIQUE		

Monsieur Christophe MOREL expose :

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques, et notamment ses articles L. 2141-1 et L. 2141-2,

Vu le Code de la Voirie Routière et notamment ses articles L. 141-3, R. 141-4 à R. 141-10,

Considérant que le projet Martelly prévoit la prolongation du bâtiment édifié en façade du parc de stationnement Notre-Dame des Fleurs afin que la SPL Pays de Grasse Développement puisse, in fine, céder le local « Montlaur » agrandi, pour les besoins d'un futur exploitant et de créer des liaisons verticales piétonnes au sein de la façade redessinée du parking Notre Dame des Fleurs,

Considérant que les trois emprises d'une surface respective d'environ 117m², 100m² et 12m² telles qu'elles apparaissent sur le plan annexé sont issues de la parcelle cadastrée Section BE n°285 sise avenue du 8 Mai 1945,

Considérant que conformément à l'article L. 141-3 du code de la voirie routière, le déclassement de ces parcelles ne porte pas atteinte aux fonctions de desserte ou de circulation assurées par l'avenue précitée,

Considérant l'avis domanial n°2023-06069-84519 en date du 7 novembre 2023 qui estime à l'euro symbolique la valeur vénale de ces emprises,

Considérant qu'en vertu de l'ordonnance du 19 avril 2017, les collectivités territoriales disposent de la possibilité de déclasser de manière anticipée leur domaine public dès-avant leur désaffectation effective. Ainsi, l'article L. 2141-2 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques ouvre la possibilité de déclasser et céder immédiatement une dépendance du domaine public qui est encore affectée au service public ou à l'usage direct du public, mais dont la désaffectation a d'ores et déjà été décidée. Ce déclassement anticipé doit être justifié par l'usage direct du public des biens. En outre, la désaffectation effective doit intervenir dans un délai ne pouvant excéder trois ans,

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-241-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

Considérant que la cession avec déclassement anticipé donne lieu à une délibération motivée de la collectivité sur la base d'une étude d'impact pluriannuelle tenant compte de l'aléa inhérent à la construction et à la réalisation du projet,

Considérant que compte tenu de l'usage direct du public des emprises susmentionnées, il est proposé de déclasser par anticipation à leur désaffectation les trois emprises issues de la parcelle cadastrée Section BE n°285 située avenue du 8 mai 1945 pour des superficies d'environ 117 m², 100 m² et 12 m² comme indiqué sur le plan annexé,

Considérant que la désaffectation effective des biens devra intervenir dans les 3 ans à compter de l'adoption de la présente délibération conformément également à l'étude d'impact annexée,

La commission équipement et aménagement du cadre de vie ayant été saisie de ce dossier dans sa séance du 14 novembre 2023,
Je vous demande de bien vouloir :

- **APPROUVER** le déclassement par anticipation, conformément aux dispositions de l'article L. 2141-2 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques, de trois emprises d'une surface respective d'environ 117m², 100m² et 12m² issues de la parcelle cadastrée Section BE 285 sise avenue du 8 Mai 1945, telles qu'elles apparaissent sur le plan annexé à la présente délibération, et conformément à l'étude d'impact également annexée,

- **DIRE** que la désaffectation effective de ces trois emprises devra intervenir dans les 3 ans à compter de l'adoption de la présente délibération,

- **AUTORISER** la cession des emprises communales citées ci-dessus à la Société Publique Locale Pays de Grasse Développement moyennant le paiement de la somme d'un euro symbolique,

- **AUTORISER** Monsieur le Maire ou l'adjoint délégué à effectuer toutes les démarches et formalités requises en vue :
  - de la désaffectation effective du domaine public communal et son constat
  - de la cession des emprises d'une surface respective d'environ 117m², 100m² et 12m² issues de la parcelle cadastrée Section BE 285 sise avenue du 8 Mai 1945 à la SPL Pays de Grasse Développement moyennant le versement de l'euro symbolique,

- **STIPULER** ce qui suit dans l'acte authentique de vente, conformément à l'article L 2141-2 CGPPP :
  - que la désaffectation des emprises cédées devra intervenir au plus tard le 5 décembre 2026 (avec une prorogation possible de 3 ans),
  - que cette désaffectation sera constatée par exploit d'huissier,
  - une condition résolutoire de la vente en cas de non désaffectation du bien dans le délai ci-dessus imparti,
  - les conséquences de la résolution de la vente : retour du droit de propriété du bien vendu à la Commune qui devra restituer les fonds perçus pour le seul paiement du prix,
  - qu'aucune pénalité ne sera due par la Commune à l'acquéreur en cas de résolution de la vente pour non désaffectation dans le délai défini.

Après en avoir délibéré le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents ou représentés, adopte.

Délibération affichée le - 6 DEC. 2023
suivant les signatures
POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire,

La Secrétaire de séance
Valérie COPIN, Première Adjointe

VILLE DE GRASSE A.M

Certifié exécutoire compte tenu de la publication sur le site internet le

- 6 DEC. 2023

VILLE DE GRASSE A.M

TARIFICATION
PALAIS DES CONGRES

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-242-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

PALAIS DES CONGRES	**Tarif 1/2 JOURNEE TTC** incluant la mise à disposition de la salle avec 1 technicien et 1 hôtesse - TVA 20%	**Tarif JOURNEE TTC** incluant la mise à disposition de la salle avec 1 technicien et 1 hôtesse - TVA 20%	**Tarif SOIREE TTC** incluant la mise à disposition de la salle avec 1 technicien et 1 hôtesse - TVA 20%	**Forfait Personnel** (1 agent municipal)	**Forfait Fluides** (eau et électricité)
PLEIN TARIF - TARIF PROFESSIONNEL					
Salle de Gala ou **Salle G. Philipe**	**650,00 €**	**1 300,00 €**	**1 000,00 €**	**110 € (1/2 journée) 220 € (journée)**	**20 € (1/2 journée) 40 € (journée)**
Salle Biaggi (nouvelle salle de conférence - jauge 45-50 pax)	**400,00 €**	**700,00 €**	**500,00 €**		
Hall d'Exposition	**450,00 €**	**900,00 €**	**750,00 €**		
Salles de sous-commission (*)	**250,00 €**	**400,00 €**	**300,00 €**		
Terrasse panoramique non couverte (printemps/été)	**550,00 €**	**1 100,00 €**	**900,00 €**		
Terrasse couverte et avec plancher (automne-hiver)	**1 600,00 €**				
Exclusivité du Palais des Congrès (hors terrasse couverte - en sus -)	**6 500,00 €**				
Réduction applicable sur l'exclusivité à partir du 3ème jour de location	**-30,00%**				
TARIFICATION ASSOCIATIONS GRASSOISES (valable pour deux journées d'occupation maximum - au-delà, facturation des frais de personnel et de fluides)					
Salle de Gala ou **Salle G. Philipe**	**330,00 €**	**490,00 €**	**400,00 €**	**110 € (1/2 journée) 220 € (journée)**	**20 € (1/2 journée) 40 € (journée)**
Salle Biaggi (nouvelle salle de conférence - jauge 45-50 pax)	**200,00 €**	**300,00 €**	**250,00 €**		
Hall d'Exposition	**220,00 €**	**390,00 €**	**300,00 €**		
Salles de sous-commission (*)	**140,00 €**	**220,00 €**	**160,00 €**		
Terrasse panoramique non couverte (printemps/été)	**220,00 €**	**390,00 €**	**300,00 €**		
Terrasse couverte et avec plancher (automne-hiver)	**530,00 €**				
Exclusivité du Palais des Congrès	**1 600,00 €**				
TARIFICATION ASSOCIATIONS NON GRASSOISES (valable pour deux journées d'occupation maximum - au-delà, facturation des frais de personnel et de fluides)					
Salle de Gala ou **Salle G. Philipe**	**440,00 €**	**650,00 €**	**550,00 €**	**110 € (1/2 journée) 220 € (journée)**	**20 € (1/2 journée) 40 € (journée)**
Salle Biaggi (nouvelle salle de conférence - jauge 45-50 pax)	**250,00 €**	**350,00 €**	**300,00 €**		
Hall d'Exposition	**330,00 €**	**490,00 €**	**400,00 €**		
Salles de sous-commission (*)	**170,00 €**	**270,00 €**	**200,00 €**		
Terrasse panoramique non couverte (printemps/été)	**330,00 €**	**490,00 €**	**400,00 €**		
Terrasse couverte et avec plancher (automne-hiver)	**740,00 €**				
Exclusivité du Palais des Congrès	**2 000,00 €**				
CAS PARTICULIERS					
Manifestations caritatives du territoire grassois	**Gratuité de salle Facturation des frais de personnel et de fluides**	**La gratuité totale de salle peut exceptionnellement être consentie aux organisateurs dont l'activité dépourvue de tout caractère lucratif présente un intérêt public et/ou communal majeur. Les fluides seront en revanche facturés.**			
Manifestations caritatives hors territoire grassois	**Application du tarif Associations Grassoises**				
Manifestations associatives non caritatives avec entrée payante	**Majoration de 25%**				
Tarif forfaitaire conférences associatives en plénière (forfait 10 conférences - mise à disposition 1/2 journée)	**1 350,00 €**				
Locations aux organismes publics, parapublics et corps constitués	**1 gratuité par an Au-delà, facturation des frais de personnel et de fluides**				
Manifestations Associations Militaires Grassoises	**1 gratuité par an. Facturation forfait 260 € (personnel & fluides)**				
Locations aux BDE (Grasse Campus & Etablissements Enseignement Supérieur de Grasse)	**260 € (fluides et personnel)**				
Grasse Campus (soirée de fin d'année)	**1 gratuité par an**				
Locations EFS (Collectes de Sang)	**Gratuité totale de salle**				
Accueil Café (café, thé, eau, jus de fruits, viennoiserie)	**5 € par personne**				
Tarif Exposition d'artistes en Hall d'Exposition (tarif à la semaine)	**Plein tarif : 1 700 €**	**Artistes ou Associations grassois 800 €**	**Associations non grassoises 950 €**	**Au-delà, 50% sur chaque semaine suppl.**	

(*) En cas de réservation de l'un des espaces suivants (plénière, gala, hall d'exposition, terrasse), une salle de sous-commission est mise à disposition à titre gracieux

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-242-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

TARIFICATION
ESPACE CHIRIS

Espace CHIRIS	**Tarif JOURNEE TTC** incluant la mise à disposition de la salle avec 1 technicien & 1 SSIAP1 - TVA 20%	**Forfait Personnel** (1 agent municipal)	**Forfait Fluides** (eau et électricité)	**Majoration fluides** (de novembre à mars)
PLEIN TARIF				
Configuration sans aménagement	**2 000,00 €**	**110 € (1/2 journée) 220 € (journée)**	**20 € (1/2 journée) 40 € (journée)**	**10,00%**
Configuration tables/plateaux & chaises sans exploitation scénique	**3 400,00 €**			
Configuration tables/plateaux & chaises avec exploitation scénique / podium	**4 400,00 €**			
Nettoyage (avec moquette)	**620,00 €**			
TARIFICATION ASSOCIATIONS GRASSOISES (valable pour deux journées d'occupation maximum - au-delà, facturation des frais de personnel et de fluides)				
*** Configuration sans aménagement**	**650,00 €**	**110 € (1/2 journée) 220 € (journée)**	**20 € (1/2 journée) 40 € (journée)**	**10,00%**
Configuration tables/plateaux & chaises sans exploitation scénique	**1 100,00 €**			
Configuration tables/plateaux & chaises avec exploitation scénique / podium	**1 300,00 €**			
TARIFICATION ASSOCIATIONS NON GRASSOISES (valable pour deux journées d'occupation maximum - au-delà, facturation des frais de personnel et de fluides)				
Configuration sans aménagement	**790,00 €**	**110 € (1/2 journée) 220 € (journée)**	**20 € (1/2 journée) 40 € (journée)**	**10,00%**
Configuration tables/plateaux & chaises sans exploitation scénique	**1 400,00 €**			
Configuration tables/plateaux & chaises avec exploitation scénique / podium	**1 800,00 €**			
CAS PARTICULIERS				
Manifestations caritatives du territoire grassois	**Gratuité de salle Facturation des frais de personnel et de fluides**	**La gratuité totale de salle peut exceptionnellement être consentie aux organisateurs dont l'activité dépourvue de tout caractère lucratif présente un intérêt public et/ou communal majeur. Les fluides seront en revanche facturés.**		
Manifestations caritatives hors territoire grassois	**Application du tarif Associations Grassoises**			
Manifestations associatives non caritatives avec entrée payante	**Majoration de 25%**			
Locations aux organismes publics, parapublics et corps constitués	**1 gratuité par an Au-delà, facturation des frais de personnel et de fluides**			
Locations aux BDE (Grasse Campus & Etablissements Enseignement Supérieur de Grasse)	**260 € (fluides et personnel)**			
Grasse Campus (soirée de fin d'année)	**1 gratuité par an**			

(*) Une occupation inférieure à 3 heures et sans aménagement spécifique sera facturée sur une base forfaitaire de 460 €

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-242-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

Le goût de l'essentiel
Grasse

EXTRAIT
du registre des Délibérations du Conseil Municipal
séance du 5 décembre 2023

NOMBRE DE MEMBRES		
Afférents au Conseil Municipal	en exercice	qui ont pris part à la Délibération
45	45	41

2023 - 242 ACTUALISATION ET MODIFICATION DE LA TARIFICATION DE LOCATION DU PALAIS DES CONGRES ET DE L'ESPACE CHIRIS

Le Conseil Municipal de la Commune de GRASSE, dûment convoqué le 28 novembre 2023, s'est réuni le mardi 5 décembre 2023 à 14h30 au Palais des Congrès, salle Gérard PHILIPE, sous la présidence de Monsieur Jérôme VIAUD, Maire.

PRESENTS : Monsieur Jérôme VIAUD, Maire et Mesdames et Messieurs les Adjoints :
Valérie COPIN, Christophe MOREL, François ROUSTAN, Catherine BUTTY, Gilles RONDONI, Claude MASCARELLI, Nicolas DOYEN, Nicole NUTINI, Ali AMRANE, Murièle CHABERT, Cyril DAUPHOUD, Anne-Marie DUVAL, Jean-Marc GARNIER, Dominique BOURRET, Marie CHABAUD, Roger MISSENTI, Philippe BONELLI, Annie OGGERO-MAIRE, Serge PERCHERON, Laurence COSTE, Richard KISS, Franck BARBEY, Jeannette GISQUET, Jean-Pierre BICAIL, Jocelyne BUSTAMENTE, Jean-François LAPORTE, Stéphanie MANDREA, Charles FERRERO, Levanna CALATAYUD, Alexandre GAIFFE, Magali CONESA, Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL, Mékia Noura ADDAD, Bernard BRUNEAU.

PART EN COURS DE SEANCE :

/

PART EN COURS DE SEANCE SANS PROCURATION :

/

ABSENTS EXCUSES :

Madame Aline BOURDAIRE
Monsieur Pascal PELLEGRINO
Marie-Madeleine GUALLINO

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-242-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

Madame Mélanie ZARRILLO
Madame Karine GIGODOT
Monsieur Paul EUZIERE

ABSENTS EXCUSES SANS PROCURATION :

Madame Myriam LAZREUG
Monsieur Stéphane CASSARINI
Monsieur Patrick ISNARD

ABSENT SANS PROCURATION :

Monsieur Jean-Paul CAMERANO

ARRIVE EN COURS DE SEANCE :

Monsieur Ali AMRANE
(Prend part aux délibérations N°232 à N°267)

PROCURATION :

Madame Aline BOURDAIRE à Madame Valérie COPIN
Monsieur Ali AMRANE à Madame Catherine BUTTY
Monsieur Pascal PELLEGRINO à Monsieur François ROUSTAN
Marie-Madeleine GUALLINO à Monsieur Christophe MOREL
Madame Mélanie ZARRILLO à Monsieur le Maire
Madame Karine GIGODOT à Nicolas DOYEN
Monsieur Paul EUZIERE à Madame Magali CONESA

Les Conseillers présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un Secrétaire pris dans le sein du Conseil. Madame Valérie COPIN ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, a adopté le procès-verbal du la séance du 7 novembre 2023.

En vertu de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire donne lecture des décisions prises en application de la délégation qui lui a été consentie par délibération n° 2020-26 du 28 mai 2020 en ce qui concerne l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Questions retirées à l'ordre du jour :

2023 - 239 **VALLON DE CAMPEROUSSE**
ACQUISITION A L'EURO SYMBOLIQUE PAR LA COMMUNE
DE LA PARCELLE CADASTREE SECTION DX N° 141

2023 - 240 **VALLON DE CAMPEROUSSE**
ACQUISITION A L'EURO SYMBOLIQUE PAR LA COMMUNE
DE LA PARCELLE CADASTREE SECTION DX N° 142

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-242-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

VILLE DE GRASSE
CONSEIL MUNICIPAL

2023 - 242

DU 5 DECEMBRE 2023

ACTUALISATION ET MODIFICATION DE LA TARIFICATION DE LOCATION DU PALAIS DES CONGRES ET DE L'ESPACE CHIRIS

RESUME SYNTHETIQUE DU RAPPORT

Le présent rapport a pour objet de demander au Conseil Municipal d'autoriser Monsieur le Maire à modifier et actualiser la tarification de mise à disposition des salles municipales : Palais des Congrès et Espace Chiris.

INCIDENCE BUDGETAIRE

SERVICE GESTIONNAIRE	IMPUTATION BUDGETAIRE	MONTANT T.T.C.
PALAIS DES CONGRES & RECEPTIF	RECETTES	50 000 €

Monsieur le Maire expose :

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment ses articles L.2121-29 et suivants, L.2122-21 et L.2144-3,

Vu le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques,

Vu la délibération n° 2016-23 sur la nouvelle tarification des salles adoptée lors du Conseil municipal du 23 février 2016,

Considérant que la Commune souhaite réévaluer annuellement les tarifs applicables à la location des salles municipales du Palais des Congrès et de l'Espace Chiris pour les usagers publics, privés et associatifs mais également modifier certains tarifs et dispositions précédemment délibérés.

Considérant que les tarifs actualisés ou modifiés prennent en considération la nature des usagers, le temps et le type d'occupation des espaces et la valorisation des travaux de rénovation et de modernisation des équipements.

Considérant que chaque usager participera ainsi aux frais de fonctionnement (fluides et personnel), d'entretien et de rénovation des bâtiments communaux mis à leur disposition.

Considérant qu'il convient de délibérer un tarif « fluides » sur la base d'une journée et d'une demi-journée.

Considérant que les associations grassoises bénéficieront, par rapport au tarif public, d'une tarification préférentielle.

Considérant que les associations non grassoises bénéficieront également d'un tarif préférentiel toutefois majoré par rapport aux associations dont le siège social est sis à Grasse.

Considérant que les manifestations associatives non caritatives dont l'entrée est payante se verront appliquer un tarif majoré en cohérence avec les tarifs pratiqués.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-242-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

Considérant qu'un tarif minimum sera consenti aux manifestations caritatives organisées par des associations du territoire grassois sur la base des frais de personnel et de fluides, la gratuité de la salle leur étant accordée.

Considérant que les manifestations caritatives organisées par des associations hors territoire grassois s'acquitteront du tarif « associations grassoises ».

Considérant que les organismes publics et parapublics ainsi que les corps constitués bénéficieront d'une gratuité totale par an et qu'au-delà, les frais de personnel et de fluides leur seront facturés.

Considérant que les associations militaires grassoises bénéficieront, une fois par an, de la gratuité des salles ; un montant forfaitaire de 260 € TTC sera en revanche facturé. Au-delà, le tarif association grassoise sera appliqué.

Considérant que les artistes dont l'atelier ou le domicile relèvent du territoire grassois bénéficieront du tarif « Exposition Association Grassoise ».

Considérant que les bureaux des étudiants de Grasse Campus et des établissements d'enseignement supérieur installés sur la commune de Grasse bénéficieront d'un tarif préférentiel de location fixé à 260 € TTC, afin de dynamiser et d'encourager la vie étudiante sur le territoire.

Considérant que Grasse Campus bénéficiera d'une gratuité de salle une fois par an pour l'organisation de leur soirée de fin d'année.

Considérant que l'Etablissement Français du Sang, dans le cadre de ses collectes, bénéficiera d'une gratuité totale de mise à disposition de salle.

Considérant que la gratuité totale de salle peut exceptionnellement être consentie aux organisateurs dont l'activité, dépourvue de tout caractère lucratif, présente un intérêt public et/ou communal majeur. La facturation des frais de fluides sera toutefois appliquée.

Considérant qu'en dehors des cas énumérés dans la présente délibération, toute demande de mise à disposition à titre gratuit des salles municipales du Palais des Congrès et de l'Espace Chiris devra être adressée à la Commune afin que celle-ci puisse en évaluer la faisabilité.

Considérant que les usagers du secteur privé bénéficieront d'une réduction de 30 % sur le tarif « Exclusivité » à partir du 3ème jour de manifestation. Les journées de montage et de démontage seront facturées sur la base de frais de personnel et de fluides uniquement.

Considérant que les associations grassoises et non grassoises seront en revanche facturées sur la base d'une journée dans la limite de 2 jours d'exploitation (hors montage/démontage). Au-delà de 2 jours d'occupation des salles, les frais de personnel et de fluides seront facturés.

Considérant qu'une catégorie tarifaire supplémentaire est créée au Palais des Congrès pour les mises à disposition de salles en soirée, venant ainsi compléter les tarifs demi-journée et journée (précédemment désignées forfait 3 h ou 7 h) et prendre en compte les frais majorés de personnel en soirée.

Considérant qu'une nouvelle salle (BIAGGI) a été aménagée et tarifée pour la mise en location, venant compléter l'offre de salle de conférence pour une jauge de 45-50 personnes.

Considérant que l'amélioration du service rendu aux usagers du Palais des Congrès implique de proposer un accueil café (payant et sur demande préalable), un tarif « Accueil Café » est ajouté à la tarification délibérée.

Considérant que la grille tarifaire de l'espace Chiris est simplifiée au regard des configurations de locations consenties.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-242-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

Considérant qu'il convient de distinguer le coût des fluides induits par l'ouverture de l'espace Chiris selon la saison, une majoration de 10 % sera appliquée sur les locations de novembre à mars.

Considérant que toute location complémentaire aux équipements existants (mobilier et audiovisuel) est à la charge de l'organisateur.

Considérant qu'une caution de 1 000 € au Palais des Congrès et à l'Espace Chiris sera demandée aux usagers. Elle sera acquise en cas de casse ou vol avérés.

Considérant que la grille tarifaire est proposée en annexe pour chacun des deux bâtiments communaux en question.

La commission « Optimisation et performance des moyens et ressources » ayant été saisie de ce dossier dans sa séance du 14 novembre 2023,

Je vous demande de bien vouloir :

- **AUTORISER** Monsieur le Maire à actualiser et modifier la tarification des salles municipales susnommées conformément à la grille tarifaire annexée ;
- **APPROUVER** la gratuité consentie aux organisateurs dont l'activité présente un intérêt public et/ou communal majeur et dépourvue de tout caractère lucratif ;
- **APPROUVER** l'ensemble des dispositions actualisées et modifiées de cette délibération.

Après en avoir délibéré le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents ou représentés, adopte.

Délibération affichée le - 6 DEC. 2023
suivent les signatures
POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire,

La Secrétaire de séance
Valérie COPIN, Première Adjointe

VILLE DE GRASSE A. M

VILLE DE GRASSE A. M

Certifié exécutoire compte tenu de la publication sur le site internet le - 6 DEC. 2023

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-243-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

Le goût de l'essentiel
Grasse

EXTRAIT
du registre des Délibérations du Conseil Municipal
séance du 5 décembre 2023

NOMBRE DE MEMBRES		
Afférents au Conseil Municipal	en exercice	qui ont pris part à la Délibération
45	45	41

2023 - 243 **PHYT'AROM GRASSE**
21ème CONGRES INTERNATIONAL D'AROMATHERAPIE
ET DE PHYTOTHERAPIE APPLIQUEES
ACTUALISATION DE LA TARIFICATION EN VIGUEUR

Le Conseil Municipal de la Commune de GRASSE, dûment convoqué le 28 novembre 2023, s'est réuni le mardi 5 décembre 2023 à 14h30 au Palais des Congrès, salle Gérard PHILIPE, sous la présidence de Monsieur Jérôme VIAUD, Maire.

PRESENTS : Monsieur Jérôme VIAUD, Maire et Mesdames et Messieurs les Adjoints :
Valérie COPIN, Christophe MOREL, François ROUSTAN, Catherine BUTTY, Gilles RONDONI, Claude MASCARELLI, Nicolas DOYEN, Nicole NUTINI, Ali AMRANE, Murièle CHABERT, Cyril DAUPHOUD, Anne-Marie DUVAL, Jean-Marc GARNIER, Dominique BOURRET, Marie CHABAUD, Roger MISSENTI, Philippe BONELLI, Annie OGGERO-MAIRE, Serge PERCHERON, Laurence COSTE, Richard KISS, Franck BARBEY, Jeannette GISQUET, Jean-Pierre BICAIL, Jocelyne BUSTAMENTE, Jean-François LAPORTE, Stéphanie MANDREA, Charles FERRERO, Levanna CALATAYUD, Alexandre GAIFFE, Magali CONESA, Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL, Mékia Noura ADDAD, Bernard BRUNEAU.

PART EN COURS DE SEANCE :

/

PART EN COURS DE SEANCE SANS PROCURATION :

/

ABSENTS EXCUSES :

Madame Aline BOURDAIRE

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-243-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

Monsieur Pascal PELLEGRINO
Marie-Madeleine GUALLINO
Madame Mélanie ZARRILLO
Madame Karine GIGODOT
Monsieur Paul EUZIERE

ABSENTS EXCUSES SANS PROCURATION :

Madame Myriam LAZREUG
Monsieur Stéphane CASSARINI
Monsieur Patrick ISNARD

ABSENT SANS PROCURATION :

Monsieur Jean-Paul CAMERANO

ARRIVE EN COURS DE SEANCE :

Monsieur Ali AMRANE
(Prend part aux délibérations N°232 à N°267)

PROCURATION :

Madame Aline BOURDAIRE à Madame Valérie COPIN
Monsieur Ali AMRANE à Madame Catherine BUTTY
Monsieur Pascal PELLEGRINO à Monsieur François ROUSTAN
Marie-Madeleine GUALLINO à Monsieur Christophe MOREL
Madame Mélanie ZARRILLO à Monsieur le Maire
Madame Karine GIGODOT à Nicolas DOYEN
Monsieur Paul EUZIERE à Madame Magali CONESA

Les Conseillers présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un Secrétaire pris dans le sein du Conseil. Madame Valérie COPIN ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, a adopté le procès-verbal du la séance du 7 novembre 2023.

En vertu de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire donne lecture des décisions prises en application de la délégation qui lui a été consentie par délibération n° 2020-26 du 28 mai 2020 en ce qui concerne l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Questions retirées à l'ordre du jour :

2023 - 239 **VALLON DE CAMPEROUSSE**
ACQUISITION A L'EURO SYMBOLIQUE PAR LA COMMUNE
DE LA PARCELLE CADASTREE SECTION DX N° 141

2023 - 240 **VALLON DE CAMPEROUSSE**
ACQUISITION A L'EURO SYMBOLIQUE PAR LA COMMUNE
DE LA PARCELLE CADASTREE SECTION DX N° 142

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-243-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

2023 - 243

VILLE DE GRASSE
CONSEIL MUNICIPAL

DU 5 DECEMBRE 2023

PHYT'AROM GRASSE 21ème CONGRES INTERNATIONAL D'AROMATHERAPIE ET DE PHYTOTHERAPIE APPLIQUEES ACTUALISATION DE LA TARIFICATION EN VIGUEUR

RESUME SYNTHETIQUE DU RAPPORT
Le présent rapport a pour objet de demander au Conseil Municipal d'actualiser la tarification applicable au Congrès PHYT'AROM GRASSE 2024.

INCIDENCE BUDGETAIRE

SERVICE GESTIONNAIRE	IMPUTATION BUDGETAIRE	MONTANT T.T.C.
PALAIS DES CONGRES & RECEPTIF	RECETTES	70 000 €

Monsieur le Maire expose :

La 21ème édition du congrès PHYT'AROM GRASSE se tiendra les 27 & 28 septembre 2024 au Palais des Congrès de Grasse.

La programmation scientifique est assurée par un comité de pilotage bénévole issu de la société scientifique, sous couvert du service Palais des Congrès et Réceptif, organisateur du congrès.

Sur un rythme biennal, l'édition 2024 ciblera les thérapeutiques pratiques et cliniques en milieu hospitalier et libéral dans un contexte de médecine intégrative en plein essor et ce, au moyen de deux journées de conférences, de masterclass et d'ateliers pratiques.

Notre volonté étant de présenter des nouveautés dans le domaine de la phyto-aroma, de donner des réponses concrètes, applicables et de présenter des expériences abouties au personnel soignant qui plébiscite les thérapies alternatives et complémentaires dans leur protocole de soins. Un suivi des projets présentés lors des précédentes éditions sera également assuré.

Aussi, deux matinées sont consacrées à des conférences plénières et deux après-midis à des ateliers pratiques, des masterclass et des conférences-débats réservés aux professionnels de santé.

S'agissant d'un congrès réunissant conférenciers et congressistes internationaux, une traduction simultanée français/anglais est proposée.

L'inscription au congrès est payante, elle couvre les frais d'organisation (kit d'accueil, frais de conférenciers*, frais de réception, interprètes et équipement de traduction).

** Les conférenciers ne sont pas rémunérés pour leur présentation, ils sont toutefois dédommagés de leurs frais de déplacement et de séjour.*

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-243-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

Un tarif préférentiel est proposé aux congressistes qui réservent 2 mois minimum avant le congrès. Cette disposition a pour but d'inciter les inscriptions précoces pour une meilleure visibilité d'organisation et de réservation de prestataires.

Face à l'intérêt manifeste des congressistes en faveur de la présence de producteurs d'huiles essentielles et de plantes médicinales, l'édition 2024 reconduira l'espace d'exposition mis en place lors des deux précédentes éditions. Tables, chaises et grilles d'exposition seront fournies aux exposants, il n'y aura pas de location coûteuse de stands dissuadant les petites structures.

La commission Vivre Ensemble ayant été saisie de ce dossier dans sa séance du 16 novembre 2023,

Je vous demande de bien vouloir :

- **ADOPTER** l'actualisation tarifaire des frais d'inscription au congrès proposée en ANNEXE 1.

- **MODIFIER** les tarifs de location des stands précédemment délibérés (conseil municipal du 10 novembre 2020) :

Le tarif « location d'un espace stand sans accès aux conférences » n'est pas reconduit, dans les faits, les exposants assistent à tout ou partie du programme de conférences.

-Location d'un espace stand avec accès aux conférences et aux actes pour une personne : **500 € TTC**
(1 table, 2 chaises, 1 grille caddie, 1 branchement électrique, 2 badges exposants dont 1 accès conférences)
Les repas (déjeuner et cocktail dînatoire) sont en sus.

- **MAINTENIR** les dispositions précédemment adoptées (conseils municipaux des 25 septembre 2018 et 10 novembre 2020) :

Il convient de prévoir un certain nombre de gratuités ; certains partenaires collaborant étroitement à l'organisation de ce congrès (communication, prêt de visuels ou de matériel, conférenciers, comité scientifique et comité de pilotage) pourront bénéficier d'un droit d'accès gratuit aux conférences et/ou d'une gratuité de stand.

Les frais d'inscription au congrès et ceux de location de stand ne sont pas remboursables en cas d'annulation (sauf cas de force majeure de type décès d'un proche, hospitalisation du participant, crise sanitaire…).

Ces tarifs et dispositions sont en vigueur jusqu'à une prochaine délibération modificative.

Après en avoir délibéré le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents ou représentés, adopte.

Délibération affichée le - 6 DEC. 2023
suivent les signatures
POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire,

La Secrétaire de séance
Valérie COPIN, Première Adjointe

VILLE DE GRASSE A.M

VILLE DE GRASSE A.M

Certifié exécutoire compte tenu de la publication sur le site internet le

- 6 DEC. 2023

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-244-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

REPUBLIQUE FRANÇAISE

COMMUNE dont la population est de 3500 habitants et plus - VILLE DE GRASSE (1)

AGREGE AU BUDGET PRINCIPAL DE (2)

Numéro SIRET : 21060069800018

POSTE COMPTABLE : SERVICE DE GESTION COMPTABLE DE GRASSE

M. 14

Décision modificative 3 (3)
Voté par nature

BUDGET : BUDGET PRINCIPAL GRASSE (4)

ANNEE 2023

(1) Indiquer la nature juridique et le nom de la collectivité ou de l'établissement (commune, CCAS, EPCI, syndicat mixte, etc).
(2) A renseigner uniquement pour les budgets annexes.
(3) Préciser s'il s'agit du budget supplémentaire ou d'une décision modificative.
(4) Indiquer le budget concerné : budget principal ou libellé du budget annexe.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-244-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

Sommaire

I - Informations générales (6)

A - Informations statistiques, fiscales et financières 4
B - Modalités de vote du budget 5

II - Présentation générale du budget

A1 - Vue d'ensemble - Sections 6
A2 - Vue d'ensemble - Section de fonctionnement - Chapitres 7
A3 - Vue d'ensemble - Section d'investissement - Chapitres 9
B1 - Balance générale du budget - Dépenses 11
B2 - Balance générale du budget - Recettes 13

III - Vote du budget

A1 - Section de fonctionnement - Détail des dépenses 15
A2 - Section de fonctionnement - Détail des recettes 18
B1 - Section d'investissement - Détail des dépenses 20
B2 - Section d'investissement - Détail des recettes 22
B3 - Opérations d'équipement - Détail des chapitres et articles 24

IV - Annexes (7)

A - Eléments du bilan

A1 - Présentation croisée par fonction (1) 26
A1.1 - Présentation croisée par fonction - Détail fonctionnement 31
A1.2 - Présentation croisée par fonction - Détail investissement 50
A2.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie Sans Objet
A2.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette Sans Objet
A2.3 - Etat de la dette - Répartition des emprunts par structure de taux Sans Objet
A2.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours Sans Objet
A2.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture Sans Objet
A2.6 - Etat de la dette - Dette pour financer l'emprunt d'un autre organisme Sans Objet
A2.7 - Etat de la dette - Autres dettes Sans Objet
A3 - Méthodes utilisées pour les amortissements Sans Objet
A4 - Etat des provisions Sans Objet
A5 - Etalement des provisions Sans Objet
A6.1 - Equilibre des opérations financières - Dépenses 83
A6.2 - Equilibre des opérations financières - Recettes 84
A7.1.1 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Fonctionnement (2) Sans Objet
A7.1.2 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement (2) Sans Objet
A7.2.1 - Etats de la répartition de la TEOM - Fonctionnement (3) Sans Objet
A7.2.2 - Etats de la répartition de la TEOM - Investissement (3) Sans Objet
A8 - Etat des charges transférées Sans Objet
A9 - Détail des opérations pour le compte de tiers Sans Objet

B - Engagements hors bilan

B1.1 - Etat des emprunts garantis par la commune ou l'établissement (4) Sans Objet
B1.2 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux garanties d'emprunt Sans Objet
B1.3 - Etat des contrats de crédit-bail Sans Objet
B1.4 - Etat des contrats de partenariat public-privé Sans Objet
B1.5 - Etat des autres engagements donnés Sans Objet
B1.6 - Etat des engagements reçus Sans Objet
B1.7 - Subventions versées dans le cadre du vote du budget (5) Sans Objet
B2.1 - Etat des autorisations de programme et des crédits de paiement afférents Sans Objet
B2.2 - Etat des autorisations d'engagement et des crédits de paiement afférents Sans Objet
B3 - Emploi des recettes grevées d'une affectation spéciale Sans Objet

C - Autres éléments d'informations

C1 - Etat du personnel Sans Objet
C2 - Liste des organismes dans lesquels a été pris un engagement financier (4) Sans Objet
C3.1 - Liste des organismes de regroupement auxquels adhère la commune ou l'établissement Sans Objet
C3.2 - Liste des établissements publics créés Sans Objet
C3.3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe Sans Objet
C3.4 - Liste des services assujettis à la TVA et non érigés en budget annexe Sans Objet

D - Décision en matière de taux de contributions directes - Arrêté et signatures

D1 - Décision en matière de taux de contributions directes Sans Objet
D2 - Arrêté et signatures 86

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-214-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

(1) Cette présentation est obligatoire pour les communes de 3 500 habitants et plus (art. L. 2312-3 du CGCT), les groupements comprenant au moins une commune de 3 500 habitants et plus (art. R. 5211-14 du CGCT) et leurs établissements publics. Elle n'a cependant pas à être produite par les services et activité unique gérés en régie simple sans budget annexe. Les autres communes et établissements peuvent les présenter de manière facultative.

(2) Cet état ne peut être produit que par les communes dont la population est inférieure à 500 habitants et qui gèrent les services de distribution de l'eau potable et d'assainissement sous forme de régie simple sans budget annexe (art. L. 2221-11 du CGCT).

(3) Cet état est obligatoirement produit par les communes et groupements de communes de 10 000 habitants et plus ayant institué la TEOM et assurant au moins la collecte des déchets ménagers (art. L. 2313-1 du CGCT).

(4) Ces états ne sont obligatoires que pour les communes de 3 500 habitants et plus (art. L. 2313-1 du CGCT), les groupements comprenant au moins une commune de 3 500 habitants et plus (art. L. 5211-36 du CGCT, art. L. 5711-1 du CGCT) et leurs établissements publics.

(5) Si la commune ou l'établissement décide d'attribuer des subventions dans le cadre du budget dans les conditions décrites à l'article L. 2311-7 du CGCT.

(6) Les associations syndicales autorisées doivent utiliser leur état particulier « *Informations générales* » annexé à l'arrêté n° NOR : INTB1237402A, relatif au cadre budgétaire et comptable applicable aux associations syndicales autorisées.

(7) Les associations syndicales autorisées remplissent et joignent uniquement les états qui les concernent au titre de l'exercice et au titre du détail des comptes de bilan.

Préciser, pour chaque annexe, si l'état est sans objet le cas échéant.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023DM1DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

Code INSEE	VILLE DE GRASSE	DM
06069	BUDGET PRINCIPAL GRASSE	2023

I – INFORMATIONS GENERALES — I

INFORMATIONS STATISTIQUES, FISCALES ET FINANCIERES — A

Informations statistiques	Valeurs
Population totale (colonne h du recensement INSEE) :	52336
Nombre de résidences secondaires (article R. 2313-1 *in fine*) :	2544
Nom de l'EPCI à fiscalité propre auquel la commune adhère :	

Potentiel fiscal et financier (1)		Valeurs par hab. (population DGF)	Moyennes nationales du potentiel financier par habitants de la strate
Fiscal	Financier		
0.00	65948501.00	1252.95	1304.00

	Informations financières – ratios (2)	Valeurs	Moyennes nationales de la strate (3)
1	Dépenses réelles de fonctionnement/population	1194.00	
2	Produit des impositions directes/population	718.00	
3	Recettes réelles de fonctionnement/population	1319.00	
4	Dépenses d'équipement brut/population	279.00	
5	Encours de dette/population	1532.00	
6	DGF/population	0.00	
7	Dépenses de personnel/dépenses réelles de fonctionnement (2)	55.84	
8	Dépenses de fonct. et remb. dette en capital/recettes réelles de fonct. (2)	1.04	
9	Dépenses d'équipement brut/recettes réelles de fonctionnement (2)	21.12	
10	Encours de la dette/recettes réelles de fonctionnement (2)	1.16	

Dans l'ensemble des tableaux, les cases grisées ne doivent pas être remplies.

(1) Il s'agit du potentiel fiscal et du potentiel financier définis à l'article L. 2334-4 du code général des collectivités territoriales qui figurent sur la fiche de répartition de la DGF de l'exercice N-1 établie sur la base des informations N-2 (transmise par les services préfectoraux).

(2) Les ratios 1 à 6 sont obligatoires pour les communes de 3 500 habitants et plus et leurs établissements publics administratifs ainsi que pour les EPCI dotés d'une fiscalité propre comprenant au moins une commune de 3 500 habitants et plus.

Les ratios 7 à 10 sont obligatoires pour les communes de 10 000 habitants et plus et leurs établissements publics administratifs ainsi que pour les EPCI dotés d'une fiscalité propre comprenant au moins une commune de 10 000 habitants et plus (cf. articles L. 2313-1, L. 2313-2, R. 2313-1, R. 2313-2 et R. 5211-15 du CGCT). Pour les caisses des écoles, les EPCI non dotés d'une fiscalité propre et les syndicats mixtes associant exclusivement des communes et des EPCI, il conviendra d'appliquer les ratios prévus respectivement par les articles R. 2313-7, R. 5211-15 et R. 5711-3 du CGCT.

(3) Il convient d'indiquer les moyennes de la catégorie de l'organisme en cause (commune, communauté urbaine, communauté d'agglomération, …) et les sources d'où sont tirées les informations (statistiques de la direction générale des collectivités locales ou de la direction générale de la comptabilité publique). Il s'agit des moyennes de la dernière année connue.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-244-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

I – INFORMATIONS GENERALES

MODALITES DE VOTE DU BUDGET

I B

I – L'assemblée délibérante a voté le présent budget par nature :
- au niveau (1) du chapitre pour la section d'investissement.
- avec (2) les programmes d'équipement.
- au niveau (1) du chapitre pour la section de fonctionnement.
- sans (3) vote formel sur chacun des chapitres.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, et, en section d'investissement, sans chapitre de dépense « opération d'équipement ».

III – Les provisions sont (4) budgétaires n°2023-53 du 4 avril 2023.

IV – La comparaison s'effectue par rapport au budget de l'exercice (5).

V – Le présent budget a été voté (6) avec reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif N-1.

(1) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».

(2) Indiquer « avec » ou « sans » les chapitres opérations d'équipement.

(3) Indiquer « avec » ou « sans » vote formel.

(4) A compléter par un seul des deux choix suivants :
- semi-budgétaires (pas d'inscription en recette de la section d'investissement) ;
- budgétaires (délibération n° ……. du …….).

(5) Budget de l'exercice = budget primitif + budget supplémentaire + décision modificative, s'il y a lieu.

(6) A compléter par un seul des trois choix suivants :
- sans reprise des résultats de l'exercice N-1 ;
- avec reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif N-1 ;
- avec reprise anticipée des résultats de l'exercice N-1.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-244-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II
VUE D'ENSEMBLE — A1

FONCTIONNEMENT

		DEPENSES DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT	RECETTES DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT
VOTE	CREDITS DE FONCTIONNEMENT VOTES AU TITRE DU PRESENT BUDGET (1)	470 894,74	470 894,74
	+	+	+
REPORTS	RESTES A REALISER (R.A.R) DE L'EXERCICE PRECEDENT (2)	0,00	0,00
REPORTS	002 RESULTAT DE FONCTIONNEMENT REPORTE (2)	(si déficit) 0,00	(si excédent) 0,00
	=	=	=
	TOTAL DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT (3)	470 894,74	470 894,74

INVESTISSEMENT

		DEPENSES DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT	RECETTES DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT
VOTE	CREDITS D'INVESTISSEMENT (1) VOTES AU TITRE DU PRESENT BUDGET (y compris le compte 1068)	3 091 787,32	3 091 787,32
	+	+	+
REPORTS	RESTES A REALISER (R.A.R) DE L'EXERCICE PRECEDENT (2)	0,00	0,00
REPORTS	001 SOLDE D'EXECUTION DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT REPORTE (2)	(si solde négatif) 0,00	(si solde positif) 0,00
	=	=	=
	TOTAL DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (3)	3 091 787,32	3 091 787,32

TOTAL

TOTAL DU BUDGET (3)	3 562 682,06	3 562 682,06

(1) Au budget primitif, les crédits votés correspondent aux crédits votés lors de cette étape budgétaire. De même, pour les décisions modificatives et le budget supplémentaire, les crédits votés correspondent aux crédits votés lors de l'étape budgétaire sans sommation avec ceux antérieurement votés lors du même exercice.
(2) A servir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.
Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées (R. 2311-11 du CGCT).
Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent (R. 2311-11 du CGCT).
(3) Total de la section de fonctionnement = RAR + résultat reporté + crédits de fonctionnement votés.

Total de la section d'investissement = RAR + solde d'exécution reporté + crédits d'investissement votés.

Total du budget = Total de la section de fonctionnement + Total de la section d'investissement.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-244-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

II - PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II
SECTION DE FONCTIONNEMENT – CHAPITRES — A2

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	VOTE (3) III	TOTAL IV = I + II + III
011	Charges à caractère général	12 863 881,95	0,00	-5 000,00	-5 000,00	12 858 881,95
012	Charges de personnel, frais assimilés	34 900 000,00	0,00	300 000,00	300 000,00	35 200 000,00
014	Atténuations de produits	1 320 000,00	0,00	0,00	0,00	1 320 000,00
65	Autres charges de gestion courante	10 472 756,69	0,00	0,00	0,00	10 472 756,69
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des dépenses de gestion courante	**59 556 638,64**	**0,00**	**295 000,00**	**295 000,00**	**59 851 638,64**
66	Charges financières	2 750 000,00	0,00	0,00	0,00	2 750 000,00
67	Charges exceptionnelles	475 000,00	0,00	26 868,48	26 868,48	501 868,48
68	Dotations provisions semi-budgétaires (4)	0,00		118 026,26	118 026,26	118 026,26
022	Dépenses imprévues	0,00		0,00	0,00	0,00
	Total des dépenses réelles de fonctionnement	**62 781 638,64**	**0,00**	**439 894,74**	**439 894,74**	**63 221 533,38**
023	*Virement à la section d'investissement (5)*	*4 723 771,71*		*31 000,00*	*31 000,00*	*4 754 771,71*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections (5)*	*5 230 000,00*		*0,00*	*0,00*	*5 230 000,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section (5)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
	Total des dépenses d'ordre de fonctionnement	***9 953 771,71***		***31 000,00***	***31 000,00***	***9 984 771,71***
	TOTAL	**72 735 410,35**	**0,00**	**470 894,74**	**470 894,74**	**73 206 305,09**

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (2)	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	**73 206 305,09**

RECETTES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	VOTE (3) III	TOTAL IV = I + II + III
013	Atténuations de charges	400 000,00	0,00	0,00	0,00	400 000,00
70	Produits services, domaine et ventes div	2 543 092,11	0,00	0,00	0,00	2 543 092,11
73	Impôts et taxes	56 673 000,00	0,00	0,00	0,00	56 673 000,00
74	Dotations et participations	7 201 000,00	0,00	0,00	0,00	7 201 000,00
75	Autres produits de gestion courante	981 000,00	0,00	0,00	0,00	981 000,00
	Total des recettes de gestion courante	**67 798 092,11**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**67 798 092,11**
76	Produits financiers	735 000,00	0,00	0,00	0,00	735 000,00
77	Produits exceptionnels	690 191,45	0,00	444 026,26	444 026,26	1 134 217,71
78	Reprises provisions semi-budgétaires (4)	140 000,00		26 868,48	26 868,48	166 868,48
	Total des recettes réelles de fonctionnement	**69 363 283,56**	**0,00**	**470 894,74**	**470 894,74**	**69 834 178,30**
042	*Opérat° ordre transfert entre sections (5)*	*425 000,00*		*0,00*	*0,00*	*425 000,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section (5)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
	Total des recettes d'ordre de fonctionnement	***425 000,00***		***0,00***	***0,00***	***425 000,00***
	TOTAL	**69 788 283,56**	**0,00**	**470 894,74**	**470 894,74**	**70 259 178,30**

+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (2)	**2 947 126,79**

=

TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	**73 206 305,09**

Pour information :

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (6)	**9 559 771,71**

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la commune ou de l'établissement.

(1) Cf. Modalités de vote I-B.
(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.
(3) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

(4) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions semi-budgétaires.
(5)DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041 ; DF 043 = RF 043.
(6) Solde de l'opération *DF 023 + DF 042 – RF 042* ou solde de l'opération *RI 021+ RI 040 – DI 040.*

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-244-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-244-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II
SECTION D'INVESTISSEMENT – CHAPITRES — A3

DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	VOTE (3) III	TOTAL IV = I + II + III
010	Stocks (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	706 483,91	0,00	0,00	0,00	706 483,91
204	Subventions d'équipement versées	2 639 001,40	0,00	0,00	0,00	2 639 001,40
21	Immobilisations corporelles	3 668 831,59	0,00	5 787,32	5 787,32	3 674 618,91
22	Immobilisations reçues en affectation (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	8 650 143,17	0,00	83 000,00	83 000,00	8 733 143,17
	Total des opérations d'équipement	1 169 921,92	0,00	0,00	0,00	1 169 921,92
Total des dépenses d'équipement		**16 834 381,99**	**0,00**	**88 787,32**	**88 787,32**	**16 923 169,31**
10	Dotations, fonds divers et réserves	164 319,08	0,00	0,00	0,00	164 319,08
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	3 000,00	3 000,00	3 000,00
16	Emprunts et dettes assimilées	9 100 000,00	0,00	3 000 000,00	3 000 000,00	12 100 000,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (7)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	326 000,00	0,00	0,00	0,00	326 000,00
27	Autres immobilisations financières	711 356,54	0,00	0,00	0,00	711 356,54
020	Dépenses imprévues	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des dépenses financières		**10 301 675,62**	**0,00**	**3 003 000,00**	**3 003 000,00**	**13 304 675,62**
45…	**Total des opé. pour compte de tiers(8)**	**2 713 844,99**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 713 844,99**
Total des dépenses réelles d'investissement		**29 849 902,60**	**0,00**	**3 091 787,32**	**3 091 787,32**	**32 941 689,92**
040	*Opérat° ordre transfert entre sections (4)*	*425 000,00*		*0,00*	*0,00*	*425 000,00*
041	*Opérations patrimoniales (4)*	*750 000,00*		*0,00*	*0,00*	*750 000,00*
Total des dépenses d'ordre d'investissement		***1 175 000,00***		***0,00***	***0,00***	***1 175 000,00***
TOTAL		**31 024 902,60**	**0,00**	**3 091 787,32**	**3 091 787,32**	**34 116 689,92**

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE (2)	**6 123 570,82**

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**40 240 260,74**

RECETTES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice(1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	VOTE (3) III	TOTAL IV = I + II + III
010	Stocks (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (hors 138)	2 924 801,59	0,00	0,00	0,00	2 924 801,59
16	Emprunts et dettes assimilées (hors165)	6 512 000,00	0,00	3 000 000,00	3 000 000,00	9 512 000,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'équipement		**9 436 801,59**	**0,00**	**3 000 000,00**	**3 000 000,00**	**12 436 801,59**
10	Dotations, fonds divers et réserves (hors 1068)	3 365 191,00	0,00	60 787,32	60 787,32	3 425 978,32
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés (9)	5 381 840,80	0,00	0,00	0,00	5 381 840,80
138	Autres subvent° invest. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (7)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	501 590,83	0,00	0,00	0,00	501 590,83
024	Produits des cessions d'immobilisations	4 969 000,00	0,00	0,00	0,00	4 969 000,00
Total des recettes financières		**14 217 622,63**	**0,00**	**60 787,32**	**60 787,32**	**14 278 409,95**
45…	**Total des opé. pour le compte de tiers (8)**	**2 790 277,49**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 790 277,49**
Total des recettes réelles d'investissement		**26 444 701,71**	**0,00**	**3 060 787,32**	**3 060 787,32**	**29 505 489,03**
021	*Virement de la sect° de fonctionnement (4)*	*4 723 771,71*		*31 000,00*	*31 000,00*	*4 754 771,71*
040	*Opérat° ordre transfert entre sections (4)*	*5 230 000,00*		*0,00*	*0,00*	*5 230 000,00*

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231206-2023-244-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice(1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	VOTE (3) III	TOTAL IV = I + II + III
041	*Opérations patrimoniales (4)*	*750 000,00*		*0,00*	*0,00*	*750 000,00*
Total des recettes d'ordre d'investissement		***10 703 771,71***		***31 000,00***	***31 000,00***	***10 734 771,71***
TOTAL		**37 148 473,42**	**0,00**	**3 091 787,32**	**3 091 787,32**	**40 240 260,74**

+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE (2)	**0,00**

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**40 240 260,74**

Pour information :

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la commune ou de l'établissement.

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ PAR LA SECTION DE FONCTIONNEMENT (10)	**9 559 771,71**

(1) Cf. Modalités de vote I-B.

(2) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif) ou si reprise anticipée des résultats.

(3) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(4) DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041 ; DF 043 = RF 043.

(5) A servir uniquement dans le cadre d'un suivi des stocks selon la méthode de l'inventaire permanent simplifié autorisée pour les seules opérations d'aménagements (lotissement, ZAC…) par ailleurs retracées dans le cadre de budgets annexes.

(6) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

(7) A servir uniquement lorsque la commune ou l'établissement effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle ou qu'il crée.

(8) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A9).

(9) Le compte 1068 n'est pas un chapitre mais un article du chapitre 10.

(10) Solde de l'opération *DF 023 + DF 042 – RF 042* ou solde de l'opération *RI 021 + RI 040 – DI 040*.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-244-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II
BALANCE GENERALE DU BUDGET — B1

1 – DEPENSES (du présent budget + restes à réaliser)

	FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
011	Charges à caractère général	-5 000,00		-5 000,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	300 000,00		300 000,00
014	Atténuations de produits	0,00		0,00
60	*Achats et variation des stocks (3)*		*0,00*	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00		0,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus (4)	0,00		0,00
66	Charges financières	0,00	*0,00*	0,00
67	Charges exceptionnelles	26 868,48	*0,00*	26 868,48
68	Dot. aux amortissements et provisions	118 026,26	*0,00*	118 026,26
71	*Production stockée (ou déstockage) (3)*		*0,00*	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00		0,00
023	*Virement à la section d'investissement*		*31 000,00*	31 000,00
Dépenses de fonctionnement – Total		**439 894,74**	***31 000,00***	**470 894,74**

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	**470 894,74**

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	*0,00*	0,00
13	Subventions d'investissement	3 000,00	*0,00*	3 000,00
15	*Provisions pour risques et charges (5)*		*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	3 000 000,00	*0,00*	3 000 000,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	(8) 0,00		0,00
	Total des opérations d'équipement	0,00		0,00
198	*Neutral. amort. subv. équip. versées*		*0,00*	*0,00*
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (6)	0,00	*0,00*	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	*0,00*	0,00
21	Immobilisations corporelles (6)	5 787,32	*0,00*	5 787,32
22	Immobilisations reçues en affectation (6)	(9) 0,00	*0,00*	0,00
23	Immobilisations en cours (6)	83 000,00	*0,00*	83 000,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	*0,00*	0,00
28	*Amortissement des immobilisations (reprises)*		*0,00*	0,00
29	*Prov. pour dépréciat° immobilisations (5)*		*0,00*	0,00
39	*Prov. dépréciat° des stocks et en-cours (5)*		*0,00*	0,00
45…	Total des opérations pour compte de tiers (7)	0,00	*0,00*	0,00
481	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*		*0,00*	0,00
49	*Prov. dépréc. comptes de tiers (5)*		*0,00*	0,00
59	*Prov. dépréc. comptes financiers (5)*		*0,00*	0,00
3…	Stocks	0,00	*0,00*	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00		0,00
Dépenses d'investissement – Total		**3 091 787,32**	***0,00***	**3 091 787,32**

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**3 091 787,32**

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-244-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir liste des opérations d'ordre.

(3) Permet de retracer des opérations particulières telles que les opérations de stocks liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

(4) Communes, communautés d'agglomération et communautés urbaines de plus de 100 000 habitants.

(5) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(6) Hors chapitres « opérations d'équipement ».

(7) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A9).

(8) A servir uniquement lorsque la commune ou l'établissement effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle ou qu'il crée.

(9) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-244-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II
BALANCE GENERALE DU BUDGET — B2

2 – RECETTES (du présent budget + restes à réaliser)

	FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
013	Atténuations de charges	0,00		0,00
60	*Achats et variation des stocks (3)*		*0,00*	0,00
70	Produits services, domaine et ventes div	0,00		0,00
71	*Production stockée (ou déstockage)*		*0,00*	0,00
72	*Production immobilisée*		*0,00*	0,00
73	Impôts et taxes	0,00		0,00
74	Dotations et participations	0,00		0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	*0,00*	0,00
76	Produits financiers	0,00	*0,00*	0,00
77	Produits exceptionnels	444 026,26	*0,00*	444 026,26
78	Reprise sur amortissements et provisions	26 868,48	*0,00*	26 868,48
79	*Transferts de charges*		*0,00*	0,00
Recettes de fonctionnement – Total		**470 894,74**	***0,00***	**470 894,74**

+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**

=

TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	**470 894,74**

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	60 787,32	*0,00*	60 787,32
13	Subventions d'investissement	0,00	*0,00*	0,00
15	*Provisions pour risques et charges (4)*		*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaires)	3 000 000,00	*0,00*	3 000 000,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	(6) 0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	*0,00*	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	*0,00*	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	*0,00*	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	(7) 0,00	*0,00*	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	*0,00*	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	*0,00*	0,00
28	*Amortissement des immobilisations*		*0,00*	0,00
29	*Prov. pour dépréciat° immobilisations (4)*		*0,00*	0,00
39	*Prov. dépréciat° des stocks et en-cours (4)*		*0,00*	0,00
45…	Opérations pour compte de tiers (5)	0,00	*0,00*	0,00
481	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*		*0,00*	0,00
49	*Prov. dépréc. comptes de tiers (4)*		*0,00*	0,00
59	*Prov. dépréc. comptes financiers (4)*		*0,00*	0,00
3…	Stocks	0,00	*0,00*	0,00
021	*Virement de la sect° de fonctionnement*		*31 000,00*	31 000,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00		0,00
Recettes d'investissement – Total		**3 060 787,32**	***31 000,00***	**3 091 787,32**

+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**

+

AFFECTATION AU COMPTE 1068	**0,00**

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**3 091 787,32**

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-244-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir liste des opérations d'ordre.

(3) Permet de retracer des opérations particulières telles que les opérations de stocks liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

(4) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(5) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A9).

(6) A servir uniquement lorsque la commune ou l'établissement effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle ou qu'il crée.

(7) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-244-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

III – VOTE DU BUDGET

SECTION DE FONCTIONNEMENT – DETAIL DES DEPENSES

III
A1

Chap / art (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
011	**Charges à caractère général**	**12 863 881,95**	**-5 000,00**	**-5 000,00**
6042	Achats prestat° services (hors terrains)	91 697,77	0,00	0,00
60611	Eau et assainissement	375 000,00	0,00	0,00
60612	Energie - Electricité	2 551 086,14	0,00	0,00
60621	Combustibles	1 810,87	0,00	0,00
60622	Carburants	252 817,35	0,00	0,00
60623	Alimentation	20 201,27	0,00	0,00
60624	Produits de traitement	7 337,27	0,00	0,00
60628	Autres fournitures non stockées	49 939,01	0,00	0,00
60631	Fournitures d'entretien	159 161,98	0,00	0,00
60632	Fournitures de petit équipement	847 737,43	-5 000,00	-5 000,00
60633	Fournitures de voirie	60 000,00	0,00	0,00
60636	Vêtements de travail	127 735,46	0,00	0,00
6064	Fournitures administratives	71 064,46	0,00	0,00
6065	Livres, disques, ... (médiathèque)	173 622,90	0,00	0,00
6067	Fournitures scolaires	152 194,52	0,00	0,00
6068	Autres matières et fournitures	87 690,64	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	2 053 281,29	0,00	0,00
6132	Locations immobilières	512 976,88	0,00	0,00
6135	Locations mobilières	343 342,62	0,00	0,00
614	Charges locatives et de copropriété	141 461,51	0,00	0,00
61521	Entretien terrains	196 291,94	0,00	0,00
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	416 000,00	0,00	0,00
615231	Entretien, réparations voiries	328 300,00	0,00	0,00
61524	Entretien bois et forêts	10 000,00	0,00	0,00
61551	Entretien matériel roulant	139 116,14	0,00	0,00
61558	Entretien autres biens mobiliers	191 880,28	0,00	0,00
6156	Maintenance	761 971,91	0,00	0,00
6161	Multirisques	268 695,68	0,00	0,00
6168	Autres primes d'assurance	106 799,28	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	105 339,59	0,00	0,00
6182	Documentation générale et technique	41 653,50	0,00	0,00
6184	Versements à des organismes de formation	47 861,34	0,00	0,00
6185	Frais de colloques et de séminaires	2 500,00	0,00	0,00
6188	Autres frais divers	100 672,58	0,00	0,00
6225	Indemnités aux comptable et régisseurs	7 780,00	0,00	0,00
6226	Honoraires	90 082,11	0,00	0,00
6227	Frais d'actes et de contentieux	55 003,37	0,00	0,00
6228	Divers	83 696,50	0,00	0,00
6231	Annonces et insertions	54 133,99	0,00	0,00
6232	Fêtes et cérémonies	186 569,89	0,00	0,00
6233	Foires et expositions	50 959,20	0,00	0,00
6236	Catalogues et imprimés	59 648,62	0,00	0,00
6237	Publications	95 000,00	0,00	0,00
6238	Divers	143 659,56	0,00	0,00
6241	Transports de biens	30 379,84	0,00	0,00
6247	Transports collectifs	284 558,80	0,00	0,00
6251	Voyages et déplacements	39 356,20	0,00	0,00
6256	Missions	4 663,68	0,00	0,00
6257	Réceptions	2 703,00	0,00	0,00
6261	Frais d'affranchissement	106 364,55	0,00	0,00
6262	Frais de télécommunications	126 777,00	0,00	0,00
627	Services bancaires et assimilés	14 575,25	0,00	0,00
6281	Concours divers (cotisations)	37 036,69	0,00	0,00
6282	Frais de gardiennage (églises, forêts, .	64 000,00	0,00	0,00
6283	Frais de nettoyage des locaux	44 069,94	0,00	0,00
62876	Remb. frais à un GFP de rattachement	18 168,00	0,00	0,00
6288	Autres services extérieurs	11 072,84	0,00	0,00
63512	Taxes foncières	440 145,26	0,00	0,00
63513	Autres impôts locaux	516,70	0,00	0,00
6355	Taxes et impôts sur les véhicules	786,52	0,00	0,00
6358	Autres droits	5 258,36	0,00	0,00
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	9 674,47	0,00	0,00
012	**Charges de personnel, frais assimilés**	**34 900 000,00**	**300 000,00**	**300 000,00**
6216	Personnel affecté par GFP de rattachemen	685 950,00	0,00	0,00
6218	Autre personnel extérieur	46 009,00	0,00	0,00
6331	Versement mobilité	332 887,00	0,00	0,00
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	95 831,00	0,00	0,00
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	247 144,00	0,00	0,00

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-244-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

Chap / art (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
6338	Autres impôts, taxes sur rémunérations	60 525,00	0,00	0,00
64111	Rémunération principale titulaires	16 157 699,00	170 000,00	170 000,00
64112	NBI, SFT, indemnité résidence	476 130,00	0,00	0,00
64118	Autres indemnités titulaires	4 085 557,00	0,00	0,00
64131	Rémunérations non tit.	2 920 331,00	0,00	0,00
64162	Emplois d'avenir	55 484,00	0,00	0,00
64168	Autres emplois d'insertion	322 800,00	0,00	0,00
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	3 581 062,00	0,00	0,00
6453	Cotisations aux caisses de retraites	5 063 925,00	0,00	0,00
6455	Cotisations pour assurance du personnel	242 100,00	130 000,00	130 000,00
6456	Versement au F.N.C. supplément familial	50 437,00	0,00	0,00
6458	Cotis. aux autres organismes sociaux	211 837,00	0,00	0,00
6472	Prestations familiales directes	25 218,00	0,00	0,00
64731	Allocations chômage versées directement	201 750,00	0,00	0,00
6475	Médecine du travail, pharmacie	37 324,00	0,00	0,00
014	**Atténuations de produits**	**1 320 000,00**	**0,00**	**0,00**
739115	Prélèvt au titre de l'article 55 loi SRU	700 000,00	0,00	0,00
739223	Fonds péréquation ress. com. et intercom	560 000,00	0,00	0,00
7396	Revers impôt/cercles,maisons jeux (CCAS)	60 000,00	0,00	0,00
65	**Autres charges de gestion courante**	**10 472 756,69**	**0,00**	**0,00**
6512	Droits d'utilisat° - informatique nuage	11 427,80	0,00	0,00
6531	Indemnités	520 000,00	0,00	0,00
6533	Cotisations de retraite	50 000,00	0,00	0,00
6534	Cotis. de sécurité sociale - part patron	25 000,00	0,00	0,00
6536	Frais de représentation du maire	5 000,00	0,00	0,00
6541	Créances admises en non-valeur	32 529,37	0,00	0,00
6542	Créances éteintes	3 227,32	0,00	0,00
6553	Service d'incendie	3 355 000,00	0,00	0,00
65548	Autres contributions	63 572,20	0,00	0,00
6556	Indemnités de logement aux instituteurs	10 000,00	0,00	0,00
657341	Subv. fonct. Communes du GFP	60 000,00	0,00	0,00
657348	Subv. fonct. Autres communes	60 000,00	0,00	0,00
657361	Subv. fonct. Caisse des écoles	61 000,00	0,00	0,00
657362	Subv. fonct. CCAS	3 500 000,00	0,00	0,00
6574	Subv. fonct. Associat°, personnes privée	2 716 000,00	0,00	0,00
656	**Frais fonctionnement des groupes d'élus**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL = DEPENSES DE GESTION DES SERVICES (a) = (011 + 012 + 014 + 65 + 656)		**59 556 638,64**	**295 000,00**	**295 000,00**
66	**Charges financières (b)**	**2 750 000,00**	**0,00**	**0,00**
66111	Intérêts réglés à l'échéance	2 232 000,00	0,00	0,00
66112	Intérêts - Rattachement des ICNE	50 000,00	0,00	0,00
6688	Autres	468 000,00	0,00	0,00
67	**Charges exceptionnelles (c)**	**475 000,00**	**26 868,48**	**26 868,48**
6714	Bourses et prix	50 000,00	0,00	0,00
6718	Autres charges exceptionnelles gestion	146 800,00	0,00	0,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	3 200,00	0,00	0,00
67441	Subv. budgets annexes et régies (AF)	100 000,00	0,00	0,00
6745	Subv. aux personnes de droit privé	25 000,00	0,00	0,00
678	Autres charges exceptionnelles	150 000,00	26 868,48	26 868,48
68	**Dotations provisions semi-budgétaires (d) (6)**	**0,00**	**118 026,26**	**118 026,26**
6865	Dot. prov. risques et charges financiers	0,00	118 026,26	118 026,26
022	**Dépenses imprévues (e)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL DES DEPENSES REELLES = a + b + c + d + e		**62 781 638,64**	**439 894,74**	**439 894,74**
023	***Virement à la section d'investissement***	***4 723 771,71***	***31 000,00***	***31 000,00***
042	***Opérat° ordre transfert entre sections (7) (8) (9)***	***5 230 000,00***	***0,00***	***0,00***
6811	*Dot. amort. et prov. Immos incorporelles*	*3 150 000,00*	*0,00*	*0,00*
6812	*Dot. amort. et prov. Charges à répartir*	*30 000,00*	*0,00*	*0,00*
6815	*Dot. prov. pour risques fonct. courant*	*900 000,00*	*0,00*	*0,00*
6862	*Dot. amort. charges financ. à répartir*	*1 150 000,00*	*0,00*	*0,00*
TOTAL DES PRELEVEMENTS AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT		***9 953 771,71***	***31 000,00***	***31 000,00***
043	***Opérat° ordre intérieur de la section (10)***	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL DES DEPENSES D'ORDRE		***9 953 771,71***	***31 000,00***	***31 000,00***
TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)		**72 735 410,35**	**470 894,74**	**470 894,74**

+

RESTES A REALISER N-1 (11)	**0,00**

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-244-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

Chap / art (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
				+
	D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (11)			0,00
				=
	TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES			470 894,74

Détail du calcul des ICNE au compte 66112 (5)

Montant des ICNE de l'exercice	492 760,72
Montant des ICNE de l'exercice N-1	440 271,14
= Différence ICNE N – ICNE N-1	50 000,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Cf. Modalités de vote I-B.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Le montant des ICNE de l'exercice correspond au montant de l'étape en cours cumulé aux crédits de l'exercice. Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 66112 sera négatif.

(6) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions semi-budgétaires.

(7) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DF 042 = RI 040.*

(8) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer aux articles 675 et 676 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisation »).

(9) Le compte 6815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(10) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

(11) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-244-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

III – VOTE DU BUDGET

SECTION DE FONCTIONNEMENT – DETAIL DES RECETTES

III
A2

Chap / art (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
013	**Atténuations de charges**	**400 000,00**	**0,00**	**0,00**
6419	Remboursements rémunérations personnel	300 000,00	0,00	0,00
6459	Rembourst charges SS et prévoyance	100 000,00	0,00	0,00
70	**Produits services, domaine et ventes div**	**2 543 092,11**	**0,00**	**0,00**
70311	Concessions cimetières (produit net)	105 000,00	0,00	0,00
70321	Stationnement et location voie publique	55 000,00	0,00	0,00
70323	Redev. occupat° domaine public communal	180 000,00	0,00	0,00
70383	Redevance de stationnement	380 000,00	0,00	0,00
70384	Forfait de post-stationnement	200 000,00	0,00	0,00
70388	Autres redevances et recettes diverses	140 000,00	0,00	0,00
704	Travaux	85 000,00	0,00	0,00
7062	Redevances services à caractère culturel	205 000,00	0,00	0,00
70631	Redevances services à caractère sportif	5 000,00	0,00	0,00
70632	Redevances services à caractère loisir	165 000,00	0,00	0,00
7066	Redevances services à caractère social	20 000,00	0,00	0,00
70688	Autres prestations de services	40 000,00	0,00	0,00
70845	Mise à dispo personnel communes du GFP	10 000,00	0,00	0,00
70846	Mise à dispo personnel GFP rattachement	40 000,00	0,00	0,00
70848	Mise à dispo personnel autres organismes	115 000,00	0,00	0,00
70871	Remb. frais par collectivité rattachemen	120 000,00	0,00	0,00
70876	Remb. frais par le GFP de rattachement	38 000,00	0,00	0,00
70878	Remb. frais par d'autres redevables	630 092,11	0,00	0,00
7088	Produits activités annexes (abonnements)	10 000,00	0,00	0,00
73	**Impôts et taxes**	**56 673 000,00**	**0,00**	**0,00**
73111	Impôts directs locaux	37 575 000,00	0,00	0,00
73211	Attribution de compensation	12 901 000,00	0,00	0,00
73221	FNGIR	157 000,00	0,00	0,00
7336	Droits de place	45 000,00	0,00	0,00
7343	Taxes sur les pylônes électriques	32 000,00	0,00	0,00
7351	Taxe consommation finale d'électricité	1 235 000,00	0,00	0,00
7362	Taxes de séjour	350 000,00	0,00	0,00
7364	Prélèvement sur les produits des jeux	43 000,00	0,00	0,00
7368	Taxes locales sur la publicité extérieur	285 000,00	0,00	0,00
7381	Taxes additionnelles droits de mutation	4 050 000,00	0,00	0,00
74	**Dotations et participations**	**7 201 000,00**	**0,00**	**0,00**
7411	Dotation forfaitaire	3 862 000,00	0,00	0,00
74127	Dotation nationale de péréquation	600 000,00	0,00	0,00
744	FCTVA	114 000,00	0,00	0,00
7461	DGD	300 000,00	0,00	0,00
74718	Autres participations Etat	140 000,00	0,00	0,00
7472	Participat° Régions	14 000,00	0,00	0,00
7473	Participat° Départements	16 000,00	0,00	0,00
74741	Participat° Communes du GFP	40 000,00	0,00	0,00
74748	Participat° Autres communes	55 000,00	0,00	0,00
7478	Participat° Autres organismes	460 000,00	0,00	0,00
748313	Dotat° de compensation de la TP	22 813,00	0,00	0,00
74834	Etat - Compens. exonérat° taxes foncière	90 000,00	0,00	0,00
7484	Dotation de recensement	10 000,00	0,00	0,00
7488	Autres attributions et participations	1 477 187,00	0,00	0,00
75	**Autres produits de gestion courante**	**981 000,00**	**0,00**	**0,00**
752	Revenus des immeubles	821 000,00	0,00	0,00
757	Redevances versées par fermiers, conces.	160 000,00	0,00	0,00
	TOTAL = RECETTES DE GESTION DES SERVICES (a) = 70 + 73 + 74 + 75 + 013	**67 798 092,11**	**0,00**	**0,00**
76	**Produits financiers (b)**	**735 000,00**	**0,00**	**0,00**
76232	Remb. intérêts emprunts GFP rattachement	80 000,00	0,00	0,00
76811	Sortie empr. risque avec IRA capital.	622 000,00	0,00	0,00
7688	Autres	33 000,00	0,00	0,00
77	**Produits exceptionnels (c)**	**690 191,45**	**444 026,26**	**444 026,26**
7718	Autres produits except. opérat° gestion	50 000,00	0,00	0,00
7788	Produits exceptionnels divers	640 191,45	444 026,26	444 026,26
78	**Reprises provisions semi-budgétaires (d) (5)**	**140 000,00**	**26 868,48**	**26 868,48**
7815	Rep. prov. charges fonctionnt courant	89 000,00	0,00	0,00
7817	Rep. prov. dépréc. actifs circulants	51 000,00	0,00	0,00
7865	Rep. prov. risques et charges financiers	0,00	26 868,48	26 868,48
	TOTAL DES RECETTES REELLES = a + b + c + d	**69 363 283,56**	**470 894,74**	**470 894,74**

Accusé de réception en préfecture
006-210600098-20231205-2023-244-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

Chap / art (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
042	***Opérat° ordre transfert entre sections (6) (7) (8)***	***425 000,00***	***0,00***	***0,00***
722	*Immobilisations corporelles*	*400 000,00*	*0,00*	*0,00*
777	*Quote-part subv invest transf cpte résul*	*25 000,00*	*0,00*	*0,00*
043	***Opérat° ordre intérieur de la section (9)***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
	TOTAL DES RECETTES D'ORDRE	***425 000,00***	***0,00***	***0,00***
	TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)	**69 788 283,56**	**470 894,74**	**470 894,74**

+

RESTES A REALISER N-1 (10)	**0,00**

+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (10)	**0,00**

=

TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	**470 894,74**

Détail du calcul des ICNE au compte 7622 (11)

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Cf. Modalités de vote I-B.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions semi-budgétaires.

(6) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *RF 042 = DI 040.*

(7) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer aux articles 775 et 776 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisation »).

(8) Le compte 7815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(9) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

(10) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

(11) Le montant des ICNE de l'exercice correspond au montant de l'étape en cours cumulé aux crédits de l'exercice. Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 7622 sera négatif.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-244-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

III – VOTE DU BUDGET

SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES DEPENSES

III
B1

Chap / art (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf opérations et 204)**	**706 483,91**	**0,00**	**0,00**
202	Frais réalisat° documents urbanisme	30 192,89	0,00	0,00
2031	Frais d'études	445 946,45	0,00	0,00
2033	Frais d'insertion	13 475,11	0,00	0,00
2051	Concessions, droits similaires	216 869,46	0,00	0,00
204	**Subventions d'équipement versées (hors opérations)**	**2 639 001,40**	**0,00**	**0,00**
20422	Privé : Bâtiments, installations	2 639 001,40	0,00	0,00
21	**Immobilisations corporelles (hors opérations)**	**3 668 831,59**	**5 787,32**	**5 787,32**
2111	Terrains nus	267 181,68	0,00	0,00
2112	Terrains de voirie	4,00	0,00	0,00
2113	Terrains aménagés autres que voirie	18 500,00	0,00	0,00
21318	Autres bâtiments publics	1 969 000,00	0,00	0,00
2135	Installations générales, agencements	1 199,10	0,00	0,00
2138	Autres constructions	39 771,03	0,00	0,00
2152	Installations de voirie	126 255,94	0,00	0,00
21568	Autres matériels, outillages incendie	51 541,07	0,00	0,00
21578	Autre matériel et outillage de voirie	9 968,40	0,00	0,00
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	165 326,98	5 000,00	5 000,00
2161	Oeuvres et objets d'art	4 200,00	787,32	787,32
2182	Matériel de transport	326 415,14	0,00	0,00
2183	Matériel de bureau et informatique	315 297,99	0,00	0,00
2184	Mobilier	175 333,01	0,00	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	198 837,25	0,00	0,00
22	**Immobilisations reçues en affectation (hors opérations)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (hors opérations)**	**8 650 143,17**	**83 000,00**	**83 000,00**
2312	Agencements et aménagements de terrains	257 637,07	0,00	0,00
2313	Constructions	4 345 049,12	60 000,00	60 000,00
2315	Installat°, matériel et outillage techni	3 797 413,45	23 000,00	23 000,00
2316	Restauration collections, oeuvres d'art	77 977,40	0,00	0,00
2318	Autres immo. corporelles en cours	103 003,99	0,00	0,00
238	Avances versées commandes immo. incorp.	69 062,14	0,00	0,00
928	**Opération d'équipement n° 928 (5)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
929	**Opération d'équipement n° 929 (5)**	**1 169 921,92**	**0,00**	**0,00**
	Total des dépenses d'équipement	**16 834 381,99**	**88 787,32**	**88 787,32**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**164 319,08**	**0,00**	**0,00**
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés	164 319,08	0,00	0,00
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**3 000,00**	**3 000,00**
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	0,00	3 000,00	3 000,00
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**9 100 000,00**	**3 000 000,00**	**3 000 000,00**
1641	Emprunts en euros	9 015 000,00	3 000 000,00	3 000 000,00
16441	Opérat° afférentes à l'emprunt	85 000,00	0,00	0,00
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**326 000,00**	**0,00**	**0,00**
266	Autres formes de participation	326 000,00	0,00	0,00
27	**Autres immobilisations financières**	**711 356,54**	**0,00**	**0,00**
275	Dépôts et cautionnements versés	100 000,00	0,00	0,00
2764	Créances sur personnes de droit privé	611 356,54	0,00	0,00
020	**Dépenses imprévues**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Total des dépenses financières	**10 301 675,62**	**3 003 000,00**	**3 003 000,00**
454101	PERIL 16 PLACE AUX AIRES (6)	114 833,81	0,00	0,00
4541103	PERIL, 174 AVENUE PIERRE SEMARD 4 CH DES CAPUCINS (6)	640,00	0,00	0,00
4541104	PERIL 37 BOULEVARD DU JEU DE BALLON (6)	919,64	0,00	0,00
4541109	PERIL 32 RUE TRACASTEL (6)	61 314,52	0,00	0,00
4541110	PERIL 11 RUE DE L'ORATOIRE (6)	1 200,00	0,00	0,00
4541113	PERIL, 8 RUE DES SOEURS (6)	120 711,23	0,00	0,00
4541114	PERIL 2, TRAVERSE ETIENNE ROUSTAN (6)	59 881,68	0,00	0,00
4541116	PERIL, 16 RUE CHARLES NEGRE (6)	83 858,80	0,00	0,00
4541120	PERIL, 1 PLACE DE LA ROQUE (6)	11 225,50	0,00	0,00
4541123	TRAVAUX COMPTE DE TIERS -19 RUE MOUGINS ROQUEFORT (6)	23 734,92	0,00	0,00
4541124	PÉRIL - 13 RUE DE LA POISSONNERIE (6)	7 535,00	0,00	0,00
4541125	PÉRIL - 7 TRAVERSE FONT LAUGIÈRE (6)	3 643,07	0,00	0,00
454145	PERIL, 3 RUE DE LA FONTETTE (6)	36 279,00	0,00	0,00

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-244-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

Chap / art (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
454195	PERIL, 1 PLACE SAINTE MARTHE (6)	108 340,66	0,00	0,00
454199	PERIL, 3 RUE PORTE NEUVE (6)	34 253,00	0,00	0,00
454201	PERIL 16, PLACE AUX AIRES (6)	21 000,00	0,00	0,00
458103	CAMPUS EX PALAIS DE JUSTICE (6)	1 686 736,80	0,00	0,00
458104	DMO PLACE DE LA MEDIATHEQUE (6)	337 737,36	0,00	0,00
Total des dépenses d'opérations pour compte de tiers		**2 713 844,99**	**0,00**	**0,00**
TOTAL DEPENSES REELLES		**29 849 902,60**	**3 091 787,32**	**3 091 787,32**
040	***Opérat° ordre transfert entre sections (7)***	***425 000,00***	***0,00***	***0,00***
	Reprises sur autofinancement antérieur (8)	***25 000,00***	***0,00***	***0,00***
13911	*Etat et établissements nationaux*	*25 000,00*	*0,00*	*0,00*
	Charges transférées (9)	***400 000,00***	***0,00***	***0,00***
13911	*Etat et établissements nationaux*	*25 000,00*	*0,00*	*0,00*
2313	*Constructions*	*250 000,00*	*0,00*	*0,00*
2315	*Installat°, matériel et outillage techni*	*150 000,00*	*0,00*	*0,00*
041	***Opérations patrimoniales (10)***	***750 000,00***	***0,00***	***0,00***
2313	*Constructions*	*500 000,00*	*0,00*	*0,00*
2315	*Installat°, matériel et outillage techni*	*250 000,00*	*0,00*	*0,00*
TOTAL DEPENSES D'ORDRE		***1 175 000,00***	***0,00***	***0,00***
TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des dépenses réelles et d'ordre)		**31 024 902,60**	**3 091 787,32**	**3 091 787,32**

+

RESTES A REALISER N-1 (11)	**0,00**

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE (11)	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**3 091 787,32**

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Cf. Modalités de vote, I-B.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Voir état III B 3 pour le détail des opérations d'équipement.

(6) Voir annexe IV A 9 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(7) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 040 = RF 042.*

(8) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre 040 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(9) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisation »).

(10) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 041 = RI 041.*

(11) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-244-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

III – VOTE DU BUDGET

SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES RECETTES

III
B2

Chap / art (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement (hors 138)**	**2 924 801,59**	**0,00**	**0,00**
1311	Subv. transf. Etat et établ. Nationaux	12 000,00	0,00	0,00
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	670 380,73	0,00	0,00
1322	Subv. non transf. Régions	606 181,73	0,00	0,00
1323	Subv. non transf. Départements	991 155,13	0,00	0,00
1328	Autres subventions d'équip. non transf.	26 300,00	0,00	0,00
1342	Amendes de police non transférable	590 784,00	0,00	0,00
1346	Participat° voirie et réseaux non transf	28 000,00	0,00	0,00
16	**Emprunts et dettes assimilées (hors 165)**	**6 512 000,00**	**3 000 000,00**	**3 000 000,00**
1641	Emprunts en euros	6 512 000,00	3 000 000,00	3 000 000,00
20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
238	Avances versées commandes immo. incorp.	0,00	0,00	0,00
	Total des recettes d'équipement	**9 436 801,59**	**3 000 000,00**	**3 000 000,00**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**8 747 031,80**	**60 787,32**	**60 787,32**
10222	FCTVA	2 671 000,00	0,00	0,00
10226	Taxe d'aménagement	500 000,00	0,00	0,00
10228	Autres fonds	124 191,00	0,00	0,00
10251	Dons et legs en capital	70 000,00	60 787,32	60 787,32
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés	5 381 840,80	0,00	0,00
138	**Autres subvent° invest. non transf.**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
165	**Dépôts et cautionnements reçus**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**501 590,83**	**0,00**	**0,00**
276351	Créance GFP de rattachement	265 234,29	0,00	0,00
2764	Créances sur personnes de droit privé	236 356,54	0,00	0,00
024	**Produits des cessions d'immobilisations**	**4 969 000,00**	**0,00**	**0,00**
	Total des recettes financières	**14 217 622,63**	**60 787,32**	**60 787,32**
454101	PERIL 16 PLACE AUX AIRES (5)	21 000,00	0,00	0,00
454201	PERIL 16, PLACE AUX AIRES (5)	114 833,81	0,00	0,00
4542103	PERIL, 174 AVENUE PIERRE SEMARD 4 CH DES CAPUCINS (5)	640,00	0,00	0,00
4542104	PERIL, 37 BOULEVARD DU JEU DE BALLON (5)	919,64	0,00	0,00
4542109	PERIL 32 RUE TRACASTEL (5)	61 314,52	0,00	0,00
4542110	PERIL 11 RUE DE L'ORATOIRE (5)	1 200,00	0,00	0,00
4542113	PERIL, 8 RUE DES SOEURS (5)	120 711,23	0,00	0,00
4542114	PERIL 2 TRAVERSE ETIENNE ROUSTAN (5)	59 881,68	0,00	0,00
4542116	PERIL, 16 RUE CHARLES NEGRE (5)	83 858,80	0,00	0,00
4542120	PERIL, 1 PLACE DE LA ROQUE (5)	11 225,50	0,00	0,00
4542123	TRAVAUX COMPTE DE TIERS -19 RUE MOUGINS ROQUEFORT (5)	23 734,92	0,00	0,00
4542124	PÉRIL - 13 RUE DE LA POISSONNERIE (5)	7 535,00	0,00	0,00
4542125	PÉRIL - 7 TRAVERSE FONT LAUGIÈRE (5)	3 643,07	0,00	0,00
454245	PERIL, 3 RUE DE LA FONTETTE (5)	36 279,00	0,00	0,00
454295	PERIL, 1 PLACE SAINTE MARTHE (5)	108 340,66	0,00	0,00
454299	PERIL, 3 RUE PORTE NEUVE (5)	34 253,00	0,00	0,00
458203	CAMPUS EX PALAIS DE JUSTICE (5)	1 763 169,30	0,00	0,00
458204	DMO PLACE DE LA MEDIATHEQUE (5)	337 737,36	0,00	0,00
	Total des recettes d'opérations pour compte de tiers	**2 790 277,49**	**0,00**	**0,00**
	TOTAL RECETTES REELLES	**26 444 701,71**	**3 060 787,32**	**3 060 787,32**
021	***Virement de la sect° de fonctionnement***	***4 723 771,71***	***31 000,00***	***31 000,00***
040	***Opérat° ordre transfert entre sections (6) (7) (8)***	***5 230 000,00***	***0,00***	***0,00***
15182	*Autres provisions pour risques*	*900 000,00*	*0,00*	*0,00*
2802	*Frais liés à la réalisation des document*	*60 000,00*	*0,00*	*0,00*
28031	*Frais d'études*	*80 000,00*	*0,00*	*0,00*
28041641	*IC : Bien mobilier, matériel*	*50 000,00*	*0,00*	*0,00*
28041642	*IC : Bâtiments, installations*	*40 000,00*	*0,00*	*0,00*

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-244-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

Chap / art (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
280422	*Privé : Bâtiments, installations*	*350 000,00*	*0,00*	*0,00*
2804422	*Sub nat privé - Bâtiments et installat°*	*60 000,00*	*0,00*	*0,00*
28051	*Concessions et droits similaires*	*300 000,00*	*0,00*	*0,00*
28135	*Installations générales, agencements, ..*	*20 000,00*	*0,00*	*0,00*
28152	*Installations de voirie*	*250 000,00*	*0,00*	*0,00*
281568	*Autres matériels, outillages incendie*	*15 000,00*	*0,00*	*0,00*
281571	*Matériel roulant*	*5 000,00*	*0,00*	*0,00*
281578	*Autre matériel et outillage de voirie*	*250 000,00*	*0,00*	*0,00*
28158	*Autres installat°, matériel et outillage*	*200 000,00*	*0,00*	*0,00*
28182	*Matériel de transport*	*400 000,00*	*0,00*	*0,00*
28183	*Matériel de bureau et informatique*	*400 000,00*	*0,00*	*0,00*
28184	*Mobilier*	*350 000,00*	*0,00*	*0,00*
28188	*Autres immo. corporelles*	*350 000,00*	*0,00*	*0,00*
4817	*Pénalités de renégociation de la dette*	*850 000,00*	*0,00*	*0,00*
4818	*Charges à étaler*	*300 000,00*	*0,00*	*0,00*
TOTAL DES PRELEVEMENTS PROVENANT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT		***9 953 771,71***	***31 000,00***	***31 000,00***
041	***Opérations patrimoniales (9)***	***750 000,00***	***0,00***	***0,00***
2031	*Frais d'études*	*600 000,00*	*0,00*	*0,00*
2033	*Frais d'insertion*	*150 000,00*	*0,00*	*0,00*
TOTAL RECETTES D'ORDRE		***10 703 771,71***	***31 000,00***	***31 000,00***
TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des recettes réelles et d'ordre)		**37 148 473,42**	**3 091 787,32**	**3 091 787,32**

+

RESTES A REALISER N-1 (10)	**0,00**

+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE (10)	**0,00**

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**3 091 787,32**

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Cf. Modalités de vote, I-B.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Voir annexe IV A 9 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(6) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, R*I 040 = DF 042.*

(7) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(8) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre 040 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(9) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, D*I 041 = RI 041.*

(10) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-244-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

III – VOTE DU BUDGET

DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT

III
B3

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 928 (1)
LIBELLE :

Pour vote

Art. (2)	Libellé (2)	Réalisations cumulées au 01/01/N	Restes à réaliser N-1 (3) (5)	Propositions nouvelles (4)	Vote (4)	Montant pour information (5)
DEPENSES		**2 547 053,64**	**a 0,00**	**0,00**	**b 0,00**	**b 0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**199 876,22**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2112	Terrains de voirie	199 876,22	0,00	0,00	0,00	0,00
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**2 347 177,42**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2312	Agencements et aménagements de terrains	8 897,28	0,00	0,00	0,00	0,00
2313	Constructions	269 872,39	0,00	0,00	0,00	0,00
2315	Installat°, matériel et outillage techni	2 068 407,75	0,00	0,00	0,00	0,00

RECETTES (répartition) (Pour information)		Restes à réaliser N-1 (3)	Recettes de l'exercice
TOTAL RECETTES AFFECTEES		**c 0,00**	**d 0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	0,00	0,00
1322	Subv. non transf. Régions	0,00	0,00
1323	Subv. non transf. Départements	0,00	0,00
1328	Autres subventions d'équip. non transf.	0,00	0,00
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**

RESULTAT = (c + d) – (a + b) **Excédent de financement si positif** **Besoin de financement si négatif**	**0,00**

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(3) A remplir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

(4) Lorsque l'opération d'équipement constitue un chapitre faisant l'objet d'un vote, ces deux colonnes sont renseignées. Dans ce cas, le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Lorsque l'opération d'équipement est présentée pour information, seules ces deux colonnes sont renseignées.

III – VOTE DU BUDGET

DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-244-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

III
B3

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 929 (1)
LIBELLE : EQUIPEMENTS ET LOCAUX ASSOCIATIFS

Pour vote

Art. (2)	Libellé (2)	Réalisations cumulées au 01/01/N	Restes à réaliser N-1 (3) (5)	Propositions nouvelles (4)	Vote (4)	Montant pour information (5)
DEPENSES		**25 003 445,11**	**a 0,00**	**0,00**	**b 0,00**	**b 0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**219 243,49**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2031	Frais d'études	134 349,40	0,00	0,00	0,00	0,00
2033	Frais d'insertion	15 759,09	0,00	0,00	0,00	0,00
2051	Concessions, droits similaires	69 135,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**2 154 280,03**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21568	Autres matériels, outillages incendie	5 004,78	0,00	0,00	0,00	0,00
2162	Fonds anciens des bibliothèques et musée	47 007,85	0,00	0,00	0,00	0,00
2183	Matériel de bureau et informatique	498 472,72	0,00	0,00	0,00	0,00
2184	Mobilier	920 173,81	0,00	0,00	0,00	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	683 620,87	0,00	0,00	0,00	0,00
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**22 629 921,59**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2313	Constructions	19 011 312,64	0,00	0,00	0,00	0,00
2315	Installat°, matériel et outillage techni	3 445 584,97	0,00	0,00	0,00	0,00
238	Avances versées commandes immo. incorp.	173 023,98	0,00	0,00	0,00	0,00

RECETTES (répartition) (Pour information)		Restes à réaliser N-1 (3)	Recettes de l'exercice
TOTAL RECETTES AFFECTEES		**c 0,00**	**d 0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	0,00	0,00
1322	Subv. non transf. Régions	0,00	0,00
1328	Autres subventions d'équip. non transf.	0,00	0,00
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**
238	Avances versées commandes immo. incorp.	0,00	0,00

RESULTAT = (c + d) – (a + b) **Excédent de financement si positif** **Besoin de financement si négatif**	**0,00**

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(3) A remplir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

(4) Lorsque l'opération d'équipement constitue un chapitre faisant l'objet d'un vote, ces deux colonnes sont renseignées. Dans ce cas, le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Lorsque l'opération d'équipement est présentée pour information, seules ces deux colonnes sont renseignées.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-244-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

IV – ANNEXES

PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – VUE D'ENSEMBLE (1)

IV A1

Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux administrat° publiques	1 Sécurité et salubrité publiques	2 Enseignement - Formation	3 Culture	4 Sport et jeunesse	5 Interventions sociales et santé	6 Famille	7 Logement	8 Aménagt et services urbains, environnemt	9 Action économique	TOTAL
INVESTISSEMENT												
DEPENSES												
Dépenses réelles	14 242 319	7 390 710	104 317	982 947	655 114	658 693	23 831	126 178	25 465	8 365 423	366 694	32 941 690
- Equipements municipaux (2)		4 861 961	104 317	982 947	655 114	658 693	23 831	126 178	25 465	4 826 969	40 694	14 284 168
- Equip. non municipaux (c/204) (3)		26 275	0	0	0	0	0	0	0	2 612 726	0	2 639 001
- Opérations financières	14 242 319											14 242 319
Dépenses d'ordre	25 000											1 175 000
Total dépenses de l'exercice	**14 267 319**	**8 390 710**	**104 317**	**982 947**	**655 114**	**658 693**	**23 831**	**126 178**	**25 465**	**8 515 423**	**366 694**	**34 116 690**
RAR N-1 et reports	**6 123 571**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**6 123 571**
Total cumulé dépenses d'investissement	**20 390 890**	**8 390 710**	**104 317**	**982 947**	**655 114**	**658 693**	**23 831**	**126 178**	**25 465**	**8 515 423**	**366 694**	**40 240 261**
RECETTES												
Total recettes de l'exercice	**27 564 588**	**9 560 294**	**79 450**	**10 000**	**671 945**	**1 138 702**	**0**	**0**	**0**	**1 215 283**	**0**	**40 240 261**
RAR N-1 et reports	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
Total cumulé recettes d'investissement	**27 564 588**	**9 560 294**	**79 450**	**10 000**	**671 945**	**1 138 702**	**0**	**0**	**0**	**1 215 283**	**0**	**40 240 261**
FONCTIONNEMENT												
DEPENSES												
Total dépenses de l'exercice	**12 519 316**	**44 702 516**	**3 664 453**	**2 049 535**	**1 468 480**	**2 760 202**	**4 073 241**	**15 781**	**18 318**	**1 931 121**	**3 343**	**73 206 305**
RAR N-1 et reports	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
Total cumulé dépenses de fonctionnement	**12 519 316**	**44 702 516**	**3 664 453**	**2 049 535**	**1 468 480**	**2 760 202**	**4 073 241**	**15 781**	**18 318**	**1 931 121**	**3 343**	**73 206 305**
RECETTES												
Total recettes de l'exercice	**25 239 000**	**41 611 652**	**140 000**	**275 000**	**438 526**	**650 000**	**300 000**	**0**	**120 000**	**1 125 000**	**360 000**	**70 259 178**
RAR N-1 et reports	**2 947 127**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**2 947 127**
Total cumulé recettes de fonctionnement	**28 186 127**	**41 611 652**	**140 000**	**275 000**	**438 526**	**650 000**	**300 000**	**0**	**120 000**	**1 125 000**	**360 000**	**73 206 305**

(1) La production de cet état est obligatoire pour les communes de 3 500 habitants et plus, les groupements comprenant au moins une telle commune, leurs établissements et services administratifs hormis les caisses des écoles et les services à activité unique érigés en établissement public ou budget annexe (L. 2312-3, R. 2311-1 et R. 2311-10). Dans les communes de 3 500 habitants et plus, le croisement par fonction est fait à un chiffre (correspondant à la fonction). Dans les communes de 10 000 habitants et plus, le croisement par fonction est fait au niveau le plus détaillé de la nomenclature fonctionnelle (sous-fonction ou rubrique).Les groupements et leurs établissement publics suivent les règles de production et de présentation applicable à la commune membre comptant le plus grand nombre d'habitants (articles L. 5211-36 a1 et R. 5211-14 + L. 5711-1 et R. 5711-2 du CGCT).

(2) Ou biens de la structure intercommunale.

(3) Ou biens ne relevant pas de la structure intercommunale.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-244-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

IV – ANNEXES

PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – VUE D'ENSEMBLE

IV
A1

Art. (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux administrat° publiques	1 Sécurité et salubrité publiques	2 Enseignement - Formation	3 Culture	4 Sport et jeunesse	5 Interventions sociales et santé	6 Famille	7 Logement	8 Aménagt et services urbains, environnemt	9 Action économique	TOTAL
INVESTISSEMENT													
DEPENSES													
Total dépenses investissement		**14 267 319**	**8 390 710**	**104 317**	**982 947**	**655 114**	**658 693**	**23 831**	**126 178**	**25 465**	**8 515 423**	**366 694**	**34 116 690**
Dépenses réelles		14 242 319	7 390 710	104 317	982 947	655 114	658 693	23 831	126 178	25 465	8 365 423	366 694	32 941 690
010	Stocks	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
020	Dépenses imprévues	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
10	Dotations, fonds divers et réserves	164 319	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	164 319
13	Subventions d'investissement	0	3 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	3 000
16	Emprunts et dettes assimilées	12 100 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	12 100 000
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
20	Immobilisations incorporelles	0	222 686	0	58 541	70 896	2 760	0	7 704	0	303 202	40 694	706 484
204	Subventions d'équipement versées	0	26 275	0	0	0	0	0	0	0	2 612 726	0	2 639 001
21	Immobilisations corporelles	1 978 000	1 255 721	32 773	119 073	52 330	16 045	628	559	0	219 491	0	3 674 619
22	Immobilisations reçues en affectation	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
23	Immobilisations en cours	0	3 383 554	71 544	805 332	416 471	639 887	23 203	117 916	25 465	3 249 771	0	8 733 143
26	Participat° et créances rattachées	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	326 000	326 000
27	Autres immobilisations financières	0	475 000	0	0	0	0	0	0	0	236 357	0	711 357
Opérations d'équipement		0	0	0	0	115 417	0	0	0	0	1 054 505	0	1 169 922
929	EQUIPEMENTS ET LOCAUX ASSOCIATIFS	0	0	0	0	115 417	0	0	0	0	1 054 505	0	1 169 922
Opérations pour compte de tiers		0	2 024 474	0	0	0	0	0	0	0	689 371	0	2 713 845
454101	PERIL 16 PLACE AUX AIRES	0	0	0	0	0	0	0	0	0	114 834	0	114 834
4541103	PERIL, 174 AVENUE PIERRE SEMARD 4 CH DES CAPUCINS	0	0	0	0	0	0	0	0	0	640	0	640
4541104	PERIL 37 BOULEVARD DU JEU DE BALLON	0	0	0	0	0	0	0	0	0	920	0	920
4541109	PERIL 32 RUE TRACASTEL	0	0	0	0	0	0	0	0	0	61 315	0	61 315
4541110	PERIL 11 RUE DE L'ORATOIRE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1 200	0	1 200
4541113	PERIL, 8 RUE DES SOEURS	0	0	0	0	0	0	0	0	0	120 711	0	120 711
4541114	PERIL 2, TRAVERSE ETIENNE ROUSTAN	0	0	0	0	0	0	0	0	0	59 882	0	59 882
4541116	PERIL, 16 RUE CHARLES NEGRE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	83 859	0	83 859
4541120	PERIL, 1 PLACE DE LA ROQUE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	11 226	0	11 226

Accusé de réception en préfecture
006-210600838-20231206-2023-241-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

Art. (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux administrat° publiques	1 Sécurité et salubrité publiques	2 Enseignement - Formation	3 Culture	4 Sport et jeunesse	5 Interventions sociales et santé	6 Famille	7 Logement	8 Aménagt et services urbains, environnemt	9 Action économique	TOTAL
4541123	TRAVAUX COMPTE DE TIERS -19 RUE MOUGINS ROQUEFORT	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**23 735**	**0**	**23 735**
4541124	PÉRIL - 13 RUE DE LA POISSONNERIE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	7 535	0	7 535
4541125	PÉRIL - 7 TRAVERSE FONT LAUGIÈRE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	3 643	0	3 643
454145	PERIL, 3 RUE DE LA FONTETTE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	36 279	0	36 279
454195	PERIL, 1 PLACE SAINTE MARTHE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	108 341	0	108 341
454199	PERIL, 3 RUE PORTE NEUVE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	34 253	0	34 253
454201	PERIL 16, PLACE AUX AIRES	0	0	0	0	0	0	0	0	0	21 000	0	21 000
458103	CAMPUS EX PALAIS DE JUSTICE	0	1 686 737	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1 686 737
458104	DMO PLACE DE LA MEDIATHEQUE	0	337 737	0	0	0	0	0	0	0	0	0	337 737
Dépenses d'ordre		*25 000*	*1 000 000*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*150 000*	*0*	*1 175 000*
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*25 000*	*250 000*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*150 000*	*0*	*425 000*
041	*Opérations patrimoniales*	*0*	*750 000*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*750 000*

RECETTES

Total recettes investissement		**27 564 588**	**9 560 294**	**79 450**	**10 000**	**671 945**	**1 138 702**	**0**	**0**	**0**	**1 215 283**	**0**	**40 240 261**
Recettes réelles		18 779 816	7 910 294	79 450	10 000	671 945	838 702	0	0	0	1 215 283	0	29 505 489
010	Stocks	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
024	Produits des cessions d'immobilisations	0	4 969 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	4 969 000
10	Dotations, fonds divers et réserves	8 677 032	60 787	0	0	70 000	0	0	0	0	0	0	8 807 819
13	Subventions d'investissement	590 784	599 532	79 450	10 000	401 945	838 702	0	0	0	404 389	0	2 924 802
16	Emprunts et dettes assimilées	9 512 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	9 512 000
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
20	Immobilisations incorporelles	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
204	Subventions d'équipement versées	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
21	Immobilisations corporelles	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
22	Immobilisations reçues en affectation	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
23	Immobilisations en cours	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
26	Participat° et créances rattachées	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
27	Autres immobilisations financières	0	65 234	0	0	200 000	0	0	0	0	236 357	0	501 591
Opérations pour compte de tiers		0	2 215 740	0	0	0	0	0	0	0	574 537	0	2 790 277
454101	PERIL 16 PLACE AUX AIRES	0	0	0	0	0	0	0	0	0	21 000	0	21 000
454201	PERIL 16, PLACE AUX AIRES	0	114 834	0	0	0	0	0	0	0	0	0	114 834

Accusé de réception en préfecture
006-210600838-20231206-2023-241-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

Art. (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux administrat° publiques	1 Sécurité et salubrité publiques	2 Enseignement - Formation	3 Culture	4 Sport et jeunesse	5 Interventions sociales et santé	6 Famille	7 Logement	8 Aménagt et services urbains, environnemt	9 Action économique	TOTAL
4542103	PERIL, 174 AVENUE PIERRE SEMARD 4 CH DES CAPUCINS	0	0	0	0	0	0	0	0	0	640	0	640
4542104	PERIL, 37 BOULEVARD DU JEU DE BALLON	0	0	0	0	0	0	0	0	0	920	0	920
4542109	PERIL 32 RUE TRACASTEL	0	0	0	0	0	0	0	0	0	61 315	0	61 315
4542110	PERIL 11 RUE DE L'ORATOIRE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1 200	0	1 200
4542113	PERIL, 8 RUE DES SOEURS	0	0	0	0	0	0	0	0	0	120 711	0	120 711
4542114	PERIL 2 TRAVERSE ETIENNE ROUSTAN	0	0	0	0	0	0	0	0	0	59 882	0	59 882
4542116	PERIL, 16 RUE CHARLES NEGRE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	83 859	0	83 859
4542120	PERIL, 1 PLACE DE LA ROQUE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	11 226	0	11 226
4542123	TRAVAUX COMPTE DE TIERS -19 RUE MOUGINS ROQUEFORT	0	0	0	0	0	0	0	0	0	23 735	0	23 735
4542124	PÉRIL - 13 RUE DE LA POISSONNERIE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	7 535	0	7 535
4542125	PÉRIL - 7 TRAVERSE FONT LAUGIÈRE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	3 643	0	3 643
454245	PERIL, 3 RUE DE LA FONTETTE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	36 279	0	36 279
454295	PERIL, 1 PLACE SAINTE MARTHE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	108 341	0	108 341
454299	PERIL, 3 RUE PORTE NEUVE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	34 253	0	34 253
458203	CAMPUS EX PALAIS DE JUSTICE	0	1 763 169	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1 763 169
458204	DMO PLACE DE LA MEDIATHEQUE	0	337 737	0	0	0	0	0	0	0	0	0	337 737
Recettes d'ordre		*8 784 772*	*1 650 000*	*0*	*0*	*0*	*300 000*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*10 734 772*
021	*Virement de la sect° de fonctionnement*	*4 754 772*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*4 754 772*
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*4 030 000*	*900 000*	*0*	*0*	*0*	*300 000*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*5 230 000*
041	*Opérations patrimoniales*	*0*	*750 000*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*750 000*

FONCTIONNEMENT

DEPENSES

Total dépenses de fonctionnement		**12 519 316**	**44 702 516**	**3 664 453**	**2 049 535**	**1 468 480**	**2 760 202**	**4 073 241**	**15 781**	**18 318**	**1 931 121**	**3 343**	**73 206 305**
Dépenses réelles		3 464 545	43 802 516	3 664 453	2 049 535	1 468 480	2 730 202	4 073 241	15 781	18 318	1 931 121	3 343	63 221 533
011	Charges à caractère général	14 545	7 437 161	309 453	1 763 535	912 239	500 202	97 241	15 781	18 318	1 787 065	3 343	12 858 882
012	Charges de personnel, frais assimilés	0	34 544 703	0	45 000	554 813	0	0	0	0	55 484	0	35 200 000
014	Atténuations de produits	700 000	620 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1 320 000
022	Dépenses imprévues	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
65	Autres charges de gestion courante	0	655 757	3 355 000	191 000	1 428	2 230 000	3 976 000	0	0	63 572	0	10 472 757
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

Accusé de réception en préfecture
006-210600538-20231205-2023-241-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

Art. (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux administrat° publiques	1 Sécurité et salubrité publiques	2 Enseignement - Formation	3 Culture	4 Sport et jeunesse	5 Interventions sociales et santé	6 Famille	7 Logement	8 Aménagt et services urbains, environnemt	9 Action économique	TOTAL
66	Charges financières	2 750 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2 750 000
67	Charges exceptionnelles	0	426 868	0	50 000	0	0	0	0	0	25 000	0	501 868
68	Dot. aux amortissements et provisions	0	118 026	0	0	0	0	0	0	0	0	0	118 026
Dépenses d'ordre		*9 054 772*	*900 000*	*0*	*0*	*0*	*30 000*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*9 984 772*
023	*Virement à la section d'investissement*	*4 754 772*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*4 754 772*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*4 300 000*	*900 000*	*0*	*0*	*0*	*30 000*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*5 230 000*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*

RECETTES

Total recettes de fonctionnement		**25 239 000**	**41 611 652**	**140 000**	**275 000**	**438 526**	**650 000**	**300 000**	**0**	**120 000**	**1 125 000**	**360 000**	**70 259 178**
Recettes réelles		25 239 000	41 361 652	140 000	275 000	413 526	650 000	300 000	0	120 000	975 000	360 000	69 834 178
013	Atténuations de charges	0	400 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	400 000
70	Produits des services, du domaine, vente	0	738 092	140 000	180 000	200 000	190 000	0	0	120 000	975 000	0	2 543 092
73	Impôts et taxes	18 418 000	37 925 000	0	0	0	0	0	0	0	0	330 000	56 673 000
74	Dotations et participations	6 166 000	10 000	0	95 000	140 000	460 000	300 000	0	0	0	30 000	7 201 000
75	Autres produits de gestion courante	0	981 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	981 000
76	Produits financiers	655 000	6 474	0	0	73 526	0	0	0	0	0	0	735 000
77	Produits exceptionnels	0	1 134 218	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1 134 218
78	Reprise sur amortissements et provisions	0	166 868	0	0	0	0	0	0	0	0	0	166 868
Recettes d'ordre		*0*	*250 000*	*0*	*0*	*25 000*	*0*	*0*	*0*	*0*	*150 000*	*0*	*425 000*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0*	*250 000*	*0*	*0*	*25 000*	*0*	*0*	*0*	*0*	*150 000*	*0*	*425 000*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-244-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN
PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL FONCTIONNEMENT

FONCTION 0 – Services généraux des administrations publiques locales

(1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	02 Administration générale	03 Justice	04 Coopérat° décentralisée, act° européen.	Total
DEPENSES (2)		12 519 316,25	44 692 515,75	0,00	10 000,00	57 221 832,00
Dépenses de l'exercice		12 519 316,25	44 692 515,75	0,00	10 000,00	57 221 832,00
011	Charges à caractère général	14 544,54	7 427 161,32	0,00	10 000,00	7 451 705,86
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	34 544 703,00	0,00	0,00	34 544 703,00
014	Atténuations de produits	700 000,00	620 000,00	0,00	0,00	1 320 000,00
022	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
023	*Virement à la section d'investissement*	*4 754 771,71*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*4 754 771,71*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*4 300 000,00*	*900 000,00*	*0,00*	*0,00*	*5 200 000,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
65	Autres charges de gestion courante	0,00	655 756,69	0,00	0,00	655 756,69
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	2 750 000,00	0,00	0,00	0,00	2 750 000,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	426 868,48	0,00	0,00	426 868,48
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	118 026,26	0,00	0,00	118 026,26
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		28 186 126,79	41 611 652,30	0,00	0,00	69 797 779,09
Recettes de l'exercice		25 239 000,00	41 611 652,30	0,00	0,00	66 850 652,30
013	Atténuations de charges	0,00	400 000,00	0,00	0,00	400 000,00
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*250 000,00*	*0,00*	*0,00*	*250 000,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
70	Produits des services, du domaine, vente	0,00	738 092,11	0,00	0,00	738 092,11
73	Impôts et taxes	18 418 000,00	37 925 000,00	0,00	0,00	56 343 000,00
74	Dotations et participations	6 166 000,00	10 000,00	0,00	0,00	6 176 000,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	981 000,00	0,00	0,00	981 000,00
76	Produits financiers	655 000,00	6 474,00	0,00	0,00	661 474,00
77	Produits exceptionnels	0,00	1 134 217,71	0,00	0,00	1 134 217,71
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	166 868,48	0,00	0,00	166 868,48
Restes à réaliser – reports		2 947 126,79	0,00	0,00	0,00	2 947 126,79
SOLDE (2)		15 666 810,54	-3 080 863,45	0,00	-10 000,00	12 575 947,09

Accusé de réception en préfecture
006-210600689-20231205-2023-244-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

(1)	Libellé	Sous-fonction 02								
		020 Administrat°générale collectivité	021 Assemblée locale	022 Administration générale de l'état	023 Information, communication, publicité	024 Fêtes et cérémonies	025 Aides aux assoc. (non classées ailleurs)	026 Cimetières et pompes funèbres	041 Subvention globale	048 Autres act° de coopérat° décentralisée
DEPENSES (2)		42 258 307,96	1 503 811,29	9 105,88	202 106,10	562 300,00	0,00	156 884,52	0,00	0,00
Dépenses de l'exercice		42 258 307,96	1 503 811,29	9 105,88	202 106,10	562 300,00	0,00	156 884,52	0,00	0,00
011	Charges à caractère général	6 602 953,53	3 811,29	9 105,88	202 106,10	552 300,00	0,00	56 884,52	0,00	0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	34 544 703,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	620 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
023	*Virement à la section d'investissement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*900 000,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
65	Autres charges de gestion courante	45 756,69	600 000,00	0,00	0,00	10 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	326 868,48	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	100 000,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	118 026,26	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		41 481 652,30	0,00	10 000,00	10 000,00	5 000,00	0,00	105 000,00	0,00	0,00
Recettes de l'exercice		41 481 652,30	0,00	10 000,00	10 000,00	5 000,00	0,00	105 000,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges	400 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*250 000,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
70	Produits des services, du domaine, vente	618 092,11	0,00	0,00	10 000,00	5 000,00	0,00	105 000,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	37 925 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	10 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	981 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	6 474,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	1 134 217,71	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	166 868,48	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		-776 655,66	-1 503 811,29	894,12	-192 106,10	-557 300,00	0,00	-51 884,52	0,00	0,00

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-244-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) S'il s'agit du budget supplémentaire ou de décisions modificatives, les montants indiqués sont cumulés au niveau de l'ensemble des décisions budgétaires (BP + DM + BS). Le solde correspondà la différenceentre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-244-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

IV – ANNEXES

IV

ELEMENTS DU BILAN
PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL FONCTIONNEMENT

A1.1

FONCTION 1 – Sécurité et salubrité publiques

(1)	Libellé	11 Sécurité intérieure	12 Hygiène et salubrité publique	Total
DEPENSES (2)		3 662 729,64	1 723,45	3 664 453,09
Dépenses de l'exercice		3 662 729,64	1 723,45	3 664 453,09
011	Charges à caractère général	307 729,64	1 723,45	309 453,09
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00
023	*Virement à la section d'investissement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
65	Autres charges de gestion courante	3 355 000,00	0,00	3 355 000,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		140 000,00	0,00	140 000,00
Recettes de l'exercice		140 000,00	0,00	140 000,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
70	Produits des services, du domaine, vente	140 000,00	0,00	140 000,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		-3 522 729,64	-1 723,45	-3 524 453,09

(1)	Libellé	Sous-fonction 11				
		110 Services communs	111 Police nationale	112 Police municipale	113 Pompiers, incendies et secours	114 Autres services de protection civile
DEPENSES (2)		0,00	0,00	301 978,64	3 360 751,00	0,00

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-244-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

(1)	Libellé	Sous-fonction 11				
		110 Services communs	111 Police nationale	112 Police municipale	113 Pompiers, incendies et secours	114 Autres services de protection civile
Dépenses de l'exercice		0,00	0,00	301 978,64	3 360 751,00	0,00
011	Charges à caractère général	0,00	0,00	301 978,64	5 751,00	0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
023	*Virement à la section d'investissement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	3 355 000,00	0,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		0,00	0,00	140 000,00	0,00	0,00
Recettes de l'exercice		0,00	0,00	140 000,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
70	Produits des services, du domaine, vente	0,00	0,00	140 000,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		0,00	0,00	-161 978,64	-3 360 751,00	0,00

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) S'il s'agit du budget supplémentaire ou de décisions modificatives, les montants indiqués sont cumulés au niveau de l'ensemble des décisions budgétaires (BP + DM + BS). Le solde correspondà la différenceentre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-244-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

IV – ANNEXES

IV

ELEMENTS DU BILAN
PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL FONCTIONNEMENT

A1.1

FONCTION 2 – Enseignement - Formation

(1)	Libellé	20 Services communs	21 Enseignement du premier degré	22 Enseignement du deuxième degré	23 Enseignement supérieur	24 Formation continue	25 Services annexes de l'enseignement	Total
DEPENSES (2)		0,00	956 564,07	0,00	54 344,73	0,00	1 038 625,79	2 049 534,59
Dépenses de l'exercice		0,00	956 564,07	0,00	54 344,73	0,00	1 038 625,79	2 049 534,59
011	Charges à caractère général	0,00	720 564,07	0,00	4 344,73	0,00	1 038 625,79	1 763 534,59
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	45 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	45 000,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
023	*Virement à la section d'investissement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
65	Autres charges de gestion courante	0,00	191 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	191 000,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	50 000,00	0,00	0,00	50 000,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		0,00	95 000,00	0,00	0,00	0,00	180 000,00	275 000,00
Recettes de l'exercice		0,00	95 000,00	0,00	0,00	0,00	180 000,00	275 000,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
70	Produits des services, du domaine, vente	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	180 000,00	180 000,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	95 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	95 000,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		0,00	-861 564,07	0,00	-54 344,73	0,00	-858 625,79	-1 774 534,59

Accusé de réception en préfecture
006-210600689-20231205-2023-244-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

(1)	Libellé	Sous-fonction 21			Sous-fonction 25				
		211 Ecoles maternelles	212 Ecoles primaires	213 Classes regroupées	251 Hébergement et restauration scolaire	252 Transports scolaires	253 Sport scolaire	254 Médecine scolaire	255 Classes de découverte et autres services
DEPENSES (2)		400 451,14	510 637,70	45 475,23	756 790,78	279 019,60	0,00	2 815,41	0,00
Dépenses de l'exercice		400 451,14	510 637,70	45 475,23	756 790,78	279 019,60	0,00	2 815,41	0,00
011	Charges à caractère général	249 451,14	425 737,70	45 375,23	756 790,78	279 019,60	0,00	2 815,41	0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	35 000,00	9 900,00	100,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
023	*Virement à la section d'investissement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
65	Autres charges de gestion courante	116 000,00	75 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		95 000,00	0,00	0,00	40 000,00	140 000,00	0,00	0,00	0,00
Recettes de l'exercice		95 000,00	0,00	0,00	40 000,00	140 000,00	0,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
70	Produits des services, du domaine, vente	0,00	0,00	0,00	40 000,00	140 000,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	95 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		-305 451,14	-510 637,70	-45 475,23	-716 790,78	-139 019,60	0,00	-2 815,41	0,00

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) S'il s'agit du budget supplémentaire ou de décisions modificatives, les montants indiqués sont cumulés au niveau de l'ensemble des décisions budgétaires (BP + DM + BS). Le solde correspondà la différenceentre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-244-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

IV – ANNEXES

IV

ELEMENTS DU BILAN
PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL FONCTIONNEMENT

A1.1

FONCTION 3 – Culture

(1)	Libellé	30 Services communs	31 Expression artistique	32 Conservation et diffusion des patrimoine	33 Action culturelle	Total
DEPENSES (2)		7 550,45	120 985,80	1 238 666,98	101 276,40	1 468 479,63
Dépenses de l'exercice		7 550,45	120 985,80	1 238 666,98	101 276,40	1 468 479,63
011	Charges à caractère général	7 550,45	119 558,00	683 853,98	101 276,40	912 238,83
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	0,00	554 813,00	0,00	554 813,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
023	*Virement à la section d'investissement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
65	Autres charges de gestion courante	0,00	1 427,80	0,00	0,00	1 427,80
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		0,00	190 000,00	228 526,00	20 000,00	438 526,00
Recettes de l'exercice		0,00	190 000,00	228 526,00	20 000,00	438 526,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*25 000,00*	*0,00*	*0,00*	*25 000,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
70	Produits des services, du domaine, vente	0,00	165 000,00	15 000,00	20 000,00	200 000,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	140 000,00	0,00	140 000,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	73 526,00	0,00	73 526,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		-7 550,45	69 014,20	-1 010 140,98	-81 276,40	-1 029 953,63

Accusé de réception en préfecture
006-210600689-20231205-2023-244-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

(1)	Libellé	Sous-fonction 31				Sous-fonction 32			
		311 Expression musicale, lyrique et choré.	312 Arts plastiques, activités artistiques	313 Théâtres	314 Cinémas et autres salles de spectacles	321 Bibliothèques et médiathèques	322 Musées	323 Archives	324 Entretien du patrimoine culturel
DEPENSES (2)		70 577,12	0,00	0,00	50 408,68	604 151,33	610 736,28	10 811,24	12 968,13
Dépenses de l'exercice		70 577,12	0,00	0,00	50 408,68	604 151,33	610 736,28	10 811,24	12 968,13
011	Charges à caractère général	69 149,32	0,00	0,00	50 408,68	604 151,33	55 923,28	10 811,24	12 968,13
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	554 813,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
023	*Virement à la section d'investissement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
65	Autres charges de gestion courante	1 427,80	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		165 000,00	0,00	0,00	25 000,00	145 000,00	83 526,00	0,00	0,00
Recettes de l'exercice		165 000,00	0,00	0,00	25 000,00	145 000,00	83 526,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*25 000,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
70	Produits des services, du domaine, vente	165 000,00	0,00	0,00	0,00	5 000,00	10 000,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	140 000,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	73 526,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		94 422,88	0,00	0,00	-25 408,68	-459 151,33	-527 210,28	-10 811,24	-12 968,13

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) S'il s'agit du budget supplémentaire ou de décisions modificatives, les montants indiqués sont cumulés au niveau de l'ensemble des décisions budgétaires (BP + DM + BS). Le solde correspondà la différenceentre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-244-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

IV – ANNEXES

IV

ELEMENTS DU BILAN
PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL FONCTIONNEMENT

A1.1

FONCTION 4 – Sport et jeunesse

(1)	Libellé	40 Services communs	41 Sports	42 Jeunesse	Total
DEPENSES (2)		4 721,00	1 142 781,09	1 612 700,35	2 760 202,44
Dépenses de l'exercice		4 721,00	1 142 781,09	1 612 700,35	2 760 202,44
011	Charges à caractère général	4 721,00	302 781,09	192 700,35	500 202,44
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00
023	*Virement à la section d'investissement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*30 000,00*	*30 000,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
65	Autres charges de gestion courante	0,00	840 000,00	1 390 000,00	2 230 000,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		0,00	5 000,00	645 000,00	650 000,00
Recettes de l'exercice		0,00	5 000,00	645 000,00	650 000,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
70	Produits des services, du domaine, vente	0,00	5 000,00	185 000,00	190 000,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	460 000,00	460 000,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		-4 721,00	-1 137 781,09	-967 700,35	-2 110 202,44

VILLE DE GRASSE - BUDGET PRINCIPAL GRASSE - DM - 2023

Accusé de réception en préfecture
006-210600689-20231205-2023-244-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

(1)	Libellé	Sous-fonction 41					Sous-fonction 42		
		411 Salles de sport, gymnases	412 Stades	413 Piscines	414 Autres équipements sportifs ou de loisir	415 Manifestations sportives	421 Centres de loisirs	422 Autres activités pour les jeunes	423 Colonies de vacances
DEPENSES (2)		885 070,12	221 708,67	0,00	32 037,30	3 965,00	873 144,37	694 086,91	45 469,07
Dépenses de l'exercice		885 070,12	221 708,67	0,00	32 037,30	3 965,00	873 144,37	694 086,91	45 469,07
011	Charges à caractère général	45 070,12	221 708,67	0,00	32 037,30	3 965,00	33 144,37	144 086,91	15 469,07
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
023	*Virement à la section d'investissement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*30 000,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
65	Autres charges de gestion courante	840 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	840 000,00	550 000,00	0,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		5 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	165 000,00	480 000,00	0,00
Recettes de l'exercice		5 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	165 000,00	480 000,00	0,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
70	Produits des services, du domaine, vente	5 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	165 000,00	20 000,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	460 000,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		-880 070,12	-221 708,67	0,00	-32 037,30	-3 965,00	-708 144,37	-214 086,91	-45 469,07

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) S'il s'agit du budget supplémentaire ou de décisions modificatives, les montants indiqués sont cumulés au niveau de l'ensemble des décisions budgétaires (BP + DM + BS). Le solde correspondà la différenceentre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-244-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

IV – ANNEXES

IV

ELEMENTS DU BILAN
PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL FONCTIONNEMENT

A1.1

FONCTION 5 – Interventions sociales et santé

(1)	Libellé	51 Santé	52 Interventions sociales	Total
DEPENSES (2)		72 332,70	4 000 908,59	4 073 241,29
Dépenses de l'exercice		72 332,70	4 000 908,59	4 073 241,29
011	Charges à caractère général	72 332,70	24 908,59	97 241,29
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00
023	*Virement à la section d'investissement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
65	Autres charges de gestion courante	0,00	3 976 000,00	3 976 000,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		300 000,00	0,00	300 000,00
Recettes de l'exercice		300 000,00	0,00	300 000,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
70	Produits des services, du domaine, vente	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	300 000,00	0,00	300 000,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		227 667,30	-4 000 908,59	-3 773 241,29

Accusé de réception en préfecture
006-210600689-20231205-2023-244-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

(1)	Libellé	Sous-fonction 51			Sous-fonction 52				
		510 Services communs	511 Dispensaires, autres établist sanitaires	512 Actions de prévention sanitaire	520 Services communs	521 Services à caractère social handicapés	522 Act° pour l'enfance et l'adolescence	523 Act° pour personnes en difficulté	524 Autres services
DEPENSES (2)		72 332,70	0,00	0,00	4 000 908,59	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses de l'exercice		72 332,70	0,00	0,00	4 000 908,59	0,00	0,00	0,00	0,00
011	Charges à caractère général	72 332,70	0,00	0,00	24 908,59	0,00	0,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
023	Virement à la section d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	3 976 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		300 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes de l'exercice		300 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
70	Produits des services, du domaine, vente	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	300 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		227 667,30	0,00	0,00	-4 000 908,59	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) S'il s'agit du budget supplémentaire ou de décisions modificatives, les montants indiqués sont cumulés au niveau de l'ensemble des décisions budgétaires (BP + DM + BS). Le solde correspondà la différenceentre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-244-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

IV – ANNEXES

IV

ELEMENTS DU BILAN
PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL FONCTIONNEMENT

A1.1

FONCTION 6 – Famille

(1)	Libellé	60 Services communs	61 Services en faveur des personnes âgées	62 Actions en faveur de la maternité	63 Aides à la famille	64 Crèches et garderies	Total
DEPENSES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	15 780,95	15 780,95
Dépenses de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	15 780,95	15 780,95
011	Charges à caractère général	0,00	0,00	0,00	0,00	15 780,95	15 780,95
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
023	*Virement à la section d'investissement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
70	Produits des services, du domaine, vente	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	-15 780,95	-15 780,95

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) S'il s'agit du budget supplémentaire ou de décisions modificatives, les montants indiqués sont cumulés au niveau de l'ensemble des décisions budgétaires (BP + DM + BS). Le solde correspondà la différenceentre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-244-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

IV – ANNEXES

IV

ELEMENTS DU BILAN
PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL FONCTIONNEMENT

A1.1

FONCTION 7 – Logement

(1)	Libellé	70 Services communs	71 Parc privé de la ville	72 Aide au secteur locatif	73 Aides à l'accession à la propriété	Total
DEPENSES (2)		18 317,60	0,00	0,00	0,00	18 317,60
Dépenses de l'exercice		18 317,60	0,00	0,00	0,00	18 317,60
011	Charges à caractère général	18 317,60	0,00	0,00	0,00	18 317,60
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
023	*Virement à la section d'investissement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		120 000,00	0,00	0,00	0,00	120 000,00
Recettes de l'exercice		120 000,00	0,00	0,00	0,00	120 000,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
70	Produits des services, du domaine, vente	120 000,00	0,00	0,00	0,00	120 000,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		101 682,40	0,00	0,00	0,00	101 682,40

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) S'il s'agit du budget supplémentaire ou de décisions modificatives, les montants indiqués sont cumulés au niveau de l'ensemble des décisions budgétaires (BP + DM + BS). Le solde correspondà la différenceentre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-244-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

IV – ANNEXES

IV

ELEMENTS DU BILAN
PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL FONCTIONNEMENT

A1.1

FONCTION 8 – Aménagement et services urbains, environnement

(1)	Libellé	81 Services urbains	82 Aménagement urbain	83 Environnement	Total
DEPENSES (2)		1 091 745,45	828 962,83	10 412,50	1 931 120,78
Dépenses de l'exercice		1 091 745,45	828 962,83	10 412,50	1 931 120,78
011	Charges à caractère général	983 101,75	803 962,83	0,00	1 787 064,58
012	Charges de personnel, frais assimilés	55 484,00	0,00	0,00	55 484,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00
023	*Virement à la section d'investissement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
65	Autres charges de gestion courante	53 159,70	0,00	10 412,50	63 572,20
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	25 000,00	0,00	25 000,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		115 000,00	1 010 000,00	0,00	1 125 000,00
Recettes de l'exercice		115 000,00	1 010 000,00	0,00	1 125 000,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*150 000,00*	*0,00*	*150 000,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
70	Produits des services, du domaine, vente	115 000,00	860 000,00	0,00	975 000,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		-976 745,45	181 037,17	-10 412,50	-806 120,78

(1)	Libellé	Sous-fonction 81						
		810 Services communs	811 Eau et assainissement	812 Collecte et traitement ordures ménagères	813 Propreté urbaine	814 Eclairage public	815 Transports urbains	816 Autres réseaux et services divers
DEPENSES (2)		11 511,43	0,00	0,00	70 484,00	951 435,91	0,00	58 314,11

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-244-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

(1)	Libellé	Sous-fonction 81						
		810 Services communs	811 Eau et assainissement	812 Collecte et traitement ordures ménagères	813 Propreté urbaine	814 Eclairage public	815 Transports urbains	816 Autres réseaux et services divers
Dépenses de l'exercice		11 511,43	0,00	0,00	70 484,00	951 435,91	0,00	58 314,11
011	Charges à caractère général	11 511,43	0,00	0,00	15 000,00	898 276,21	0,00	58 314,11
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	0,00	0,00	55 484,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
023	*Virement à la section d'investissement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	53 159,70	0,00	0,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		0,00	115 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes de l'exercice		0,00	115 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
70	Produits des services, du domaine, vente	0,00	115 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		-11 511,43	115 000,00	0,00	-70 484,00	-951 435,91	0,00	-58 314,11

Accusé de réception en préfecture
006-210600689-20231205-2023-244-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

(1)	Libellé	Sous-fonction 82					Sous-fonction 83			
		820 Services communs	821 Equipements de voirie	822 Voirie communale et routes	823 Espaces verts urbains	824 Autres opérations d'aménagement urbain	830 Services communs	831 Aménagement des eaux	832 Act° spécif. lutte contre la pollution	833 Préservation du milieu naturel
DEPENSES (2)		142,12	57 456,50	376 285,84	370 000,00	25 078,37	0,00	0,00	0,00	10 412,50
	Dépenses de l'exercice	142,12	57 456,50	376 285,84	370 000,00	25 078,37	0,00	0,00	0,00	10 412,50
011	Charges à caractère général	142,12	57 456,50	376 285,84	370 000,00	78,37	0,00	0,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
023	*Virement à la section d'investissement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 412,50
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	25 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser – reports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		0,00	55 000,00	955 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Recettes de l'exercice	0,00	55 000,00	955 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*150 000,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
70	Produits des services, du domaine, vente	0,00	55 000,00	805 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser – reports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		-142,12	-2 456,50	578 714,16	-370 000,00	-25 078,37	0,00	0,00	0,00	-10 412,50

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) S'il s'agit du budget supplémentaire ou de décisions modificatives, les montants indiqués sont cumulés au niveau de l'ensemble des décisions budgétaires (BP + DM + BS). Le solde correspondà la différenceentre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-244-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

IV – ANNEXES

IV

ELEMENTS DU BILAN
PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL FONCTIONNEMENT

A1.1

FONCTION 9 – Action économique

(1)	Libellé	90 Interventions économiques	91 Foires et marchés	92 Aides à l'agriculture et aux industries	93 Aides à l'énergie, indus. manufact., BTP	94 Aides commerce et services marchands	95 Aides au tourisme	96 Aides aux services publics	Total
DEPENSES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	3 342,72	0,00	0,00	3 342,72
Dépenses de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	3 342,72	0,00	0,00	3 342,72
011	Charges à caractère général	0,00	0,00	0,00	0,00	3 342,72	0,00	0,00	3 342,72
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
023	*Virement à la section d'investissement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		30 000,00	45 000,00	0,00	0,00	285 000,00	0,00	0,00	360 000,00
Recettes de l'exercice		30 000,00	45 000,00	0,00	0,00	285 000,00	0,00	0,00	360 000,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
70	Produits des services, du domaine, vente	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	45 000,00	0,00	0,00	285 000,00	0,00	0,00	330 000,00
74	Dotations et participations	30 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	30 000,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		30 000,00	45 000,00	0,00	0,00	281 657,28	0,00	0,00	356 657,28

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) S'il s'agit du budget supplémentaire ou de décisions modificatives, les montants indiqués sont cumulés au niveau de l'ensemble des décisions budgétaires (BP + DM + BS). Le solde correspondà la différenceentre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-244-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN
PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL INVESTISSEMENT

IV

A1.2

FONCTION 0 – Services généraux des administrations publiques locales

(1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	02 Administration générale	03 Justice	04 Coopérat° décentralisée, act° européen.	Total
DEPENSES (2)		**20 390 889,90**	**8 390 710,41**	**0,00**	**0,00**	**28 781 600,31**
Dépenses de l'exercice		**14 267 319,08**	**8 390 710,41**	**0,00**	**0,00**	**22 658 029,49**
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
020	**Dépenses imprévues**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040	***Opérat° ordre transfert entre sections***	***25 000,00***	***250 000,00***	***0,00***	***0,00***	***275 000,00***
041	***Opérations patrimoniales***	***0,00***	***750 000,00***	***0,00***	***0,00***	***750 000,00***
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**164 319,08**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**164 319,08**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**3 000,00**	**0,00**	**0,00**	**3 000,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**12 100 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**12 100 000,00**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**222 686,17**	**0,00**	**0,00**	**222 686,17**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**26 274,92**	**0,00**	**0,00**	**26 274,92**
21	**Immobilisations corporelles**	**1 978 000,00**	**1 255 721,19**	**0,00**	**0,00**	**3 233 721,19**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**3 383 553,97**	**0,00**	**0,00**	**3 383 553,97**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**475 000,00**	**0,00**	**0,00**	**475 000,00**
Opérations d'équipement		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Opérations pour compte de tiers		**0,00**	**2 024 474,16**	**0,00**	**0,00**	**2 024 474,16**
458103	CAMPUS EX PALAIS DE JUSTICE	0,00	1 686 736,80	0,00	0,00	1 686 736,80
458104	DMO PLACE DE LA MEDIATHEQUE	0,00	337 737,36	0,00	0,00	337 737,36
Restes à réaliser – reports		**6 123 570,82**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**6 123 570,82**
RECETTES (2)		**27 564 587,51**	**9 560 293,77**	**0,00**	**0,00**	**37 124 881,28**
Recettes de l'exercice		**27 564 587,51**	**9 560 293,77**	**0,00**	**0,00**	**37 124 881,28**
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
021	***Virement de la sect° de fonctionnement***	***4 754 771,71***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***4 754 771,71***
024	**Produits des cessions d'immobilisations**	**0,00**	**4 969 000,00**	**0,00**	**0,00**	**4 969 000,00**
040	***Opérat° ordre transfert entre sections***	***4 030 000,00***	***900 000,00***	***0,00***	***0,00***	***4 930 000,00***
041	***Opérations patrimoniales***	***0,00***	***750 000,00***	***0,00***	***0,00***	***750 000,00***
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**8 677 031,80**	**60 787,32**	**0,00**	**0,00**	**8 737 819,12**

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-244-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

(1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	02 Administration générale	03 Justice	04 Coopérat° décentralisée, act° européen.	Total
13	Subventions d'investissement	590 784,00	599 531,69	0,00	0,00	1 190 315,69
16	Emprunts et dettes assimilées	9 512 000,00	0,00	0,00	0,00	9 512 000,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	65 234,29	0,00	0,00	65 234,29
Opérations pour compte de tiers		0,00	2 215 740,47	0,00	0,00	2 215 740,47
454201	PERIL 16, PLACE AUX AIRES	0,00	114 833,81	0,00	0,00	114 833,81
458203	CAMPUS EX PALAIS DE JUSTICE	0,00	1 763 169,30	0,00	0,00	1 763 169,30
458204	DMO PLACE DE LA MEDIATHEQUE	0,00	337 737,36	0,00	0,00	337 737,36
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		7 173 697,61	1 169 583,36	0,00	0,00	8 343 280,97

(1)	Libellé	Sous-fonction 02							Sous-fonction 04	
		020 Administrat°générale collectivité	021 Assemblée locale	022 Administration générale de l'état	023 Information, communication, publicité	024 Fêtes et cérémonies	025 Aides aux assoc. (non classées ailleurs)	026 Cimetières et pompes funèbres	041 Subvention globale	048 Autres act° de coopérat° décentralisée
DEPENSES (2)		8 121 984,12	0,00	0,00	13 590,72	112 411,95	0,00	142 723,62	0,00	0,00
Dépenses de l'exercice		8 121 984,12	0,00	0,00	13 590,72	112 411,95	0,00	142 723,62	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*250 000,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*750 000,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	3 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	209 095,45	0,00	0,00	13 590,72	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-244-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

(1)	Libellé	Sous-fonction 02							Sous-fonction 04	
		020 Administrat°générale collectivité	021 Assemblée locale	022 Administration générale de l'état	023 Information, communication, publicité	024 Fêtes et cérémonies	025 Aides aux assoc. (non classées ailleurs)	026 Cimetières et pompes funèbres	041 Subvention globale	048 Autres act° de coopérat° décentralisée
204	**Subventions d'équipement versées**	**26 274,92**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**1 143 309,24**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**112 411,95**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**3 240 830,35**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**142 723,62**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**475 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Opérations d'équipement		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Opérations pour compte de tiers		**2 024 474,16**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
458103	CAMPUS EX PALAIS DE JUSTICE	1 686 736,80	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
458104	DMO PLACE DE LA MEDIATHEQUE	337 737,36	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
RECETTES (2)		**8 660 293,77**	**900 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Recettes de l'exercice		**8 660 293,77**	**900 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
021	***Virement de la sect° de fonctionnement***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
024	**Produits des cessions d'immobilisations**	**4 969 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040	***Opérat° ordre transfert entre sections***	***0,00***	***900 000,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
041	***Opérations patrimoniales***	***750 000,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**60 787,32**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**599 531,69**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-244-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

(1)	Libellé	Sous-fonction 02							Sous-fonction 04	
		020 Administrat°générale collectivité	021 Assemblée locale	022 Administration générale de l'état	023 Information, communication, publicité	024 Fêtes et cérémonies	025 Aides aux assoc. (non classées ailleurs)	026 Cimetières et pompes funèbres	041 Subvention globale	048 Autres act° de coopérat° décentralisée
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**65 234,29**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Opérations pour compte de tiers		**2 215 740,47**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
454201	PERIL 16, PLACE AUX AIRES	114 833,81	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
458203	CAMPUS EX PALAIS DE JUSTICE	1 763 169,30	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
458204	DMO PLACE DE LA MEDIATHEQUE	337 737,36	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
SOLDE (2)		**538 309,65**	**900 000,00**	**0,00**	**-13 590,72**	**-112 411,95**	**0,00**	**-142 723,62**	**0,00**	**0,00**

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-244-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

IV – ANNEXES

IV

ELEMENTS DU BILAN
PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL INVESTISSEMENT

A1.2

FONCTION 1 – Sécurité et salubrité publiques

(1)	Libellé	11 Sécurité intérieure	12 Hygiène et salubrité publique	Total
DEPENSES (2)		**104 316,81**	**0,00**	**104 316,81**
Dépenses de l'exercice		**104 316,81**	**0,00**	**104 316,81**
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
020	**Dépenses imprévues**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040	***Opérat° ordre transfert entre sections***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
041	***Opérations patrimoniales***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**32 772,80**	**0,00**	**32 772,80**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**71 544,01**	**0,00**	**71 544,01**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Opérations d'équipement		**0,00**	**0,00**	**0,00**
Opérations pour compte de tiers		**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser – reports		**0,00**	**0,00**	**0,00**
RECETTES (2)		**79 449,90**	**0,00**	**79 449,90**
Recettes de l'exercice		**79 449,90**	**0,00**	**79 449,90**
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
021	***Virement de la sect° de fonctionnement***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
024	**Produits des cessions d'immobilisations**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040	***Opérat° ordre transfert entre sections***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
041	***Opérations patrimoniales***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**79 449,90**	**0,00**	**79 449,90**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-244-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

(1)	Libellé	11 Sécurité intérieure	12 Hygiène et salubrité publique	TOTAL
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		-24 866,91	0,00	-24 866,91

(1)	Libellé	Sous-fonction 11				
		110 Services communs	111 Police nationale	112 Police municipale	113 Pompiers, incendies et secours	114 Autres services de protection civile
DEPENSES (2)		0,00	0,00	104 316,81	0,00	0,00
Dépenses de l'exercice		0,00	0,00	104 316,81	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	32 772,80	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	71 544,01	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		0,00	0,00	79 449,90	0,00	0,00
Recettes de l'exercice		0,00	0,00	79 449,90	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
021	*Virement de la sect° de fonctionnement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-244-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

(1)	Libellé	Sous-fonction 11				
		110 Services communs	111 Police nationale	112 Police municipale	113 Pompiers, incendies et secours	114 Autres services de protection civile
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	79 449,90	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		0,00	0,00	-24 866,91	0,00	0,00

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-244-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

IV – ANNEXES

IV

ELEMENTS DU BILAN
PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL INVESTISSEMENT

A1.2

FONCTION 2 – Enseignement - Formation

(1)	Libellé	20 Services communs	21 Enseignement du premier degré	22 Enseignement du deuxième degré	23 Enseignement supérieur	24 Formation continue	25 Services annexes de l'enseignement	Total
DEPENSES (2)		31 845,00	911 894,08	0,00	36 188,46	0,00	3 019,29	982 946,83
Dépenses de l'exercice		31 845,00	911 894,08	0,00	36 188,46	0,00	3 019,29	982 946,83
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	31 845,00	26 696,40	0,00	0,00	0,00	0,00	58 541,40
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	118 755,19	0,00	317,77	0,00	0,00	119 072,96
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	766 442,49	0,00	35 870,69	0,00	3 019,29	805 332,47
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		0,00	10 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 000,00
Recettes de l'exercice		0,00	10 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 000,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
021	*Virement de la sect° de fonctionnement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	10 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 000,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-244-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

(1)	Libellé	20 Services communs	21 Enseignement du premier degré	22 Enseignement du deuxième degré	23 Enseignement supérieur	24 Formation continue	25 Services annexes de l'enseignement	Total
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		-31 845,00	-901 894,08	0,00	-36 188,46	0,00	-3 019,29	-972 946,83

(1)	Libellé	Sous-fonction 21			Sous-fonction 25				
		211 Ecoles maternelles	212 Ecoles primaires	213 Classes regroupées	251 Hébergement et restauration scolaire	252 Transports scolaires	253 Sport scolaire	254 Médecine scolaire	255 Classes de découverte et autres services
DEPENSES (2)		227 962,62	638 630,03	45 301,43	0,00	0,00	0,00	3 019,29	0,00
Dépenses de l'exercice		227 962,62	638 630,03	45 301,43	0,00	0,00	0,00	3 019,29	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	2 592,00	11 214,00	12 890,40	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	60 006,02	54 269,23	4 479,94	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	165 364,60	573 146,80	27 931,09	0,00	0,00	0,00	3 019,29	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		0,00	0,00	10 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes de l'exercice		0,00	0,00	10 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-244-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

(1)	Libellé	Sous-fonction 21			Sous-fonction 25				
		211 Ecoles maternelles	212 Ecoles primaires	213 Classes regroupées	251 Hébergement et restauration scolaire	252 Transports scolaires	253 Sport scolaire	254 Médecine scolaire	255 Classes de découverte et autres services
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
021	*Virement de la sect° de fonctionnement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	10 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		-227 962,62	-638 630,03	-35 301,43	0,00	0,00	0,00	-3 019,29	0,00

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-244-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

IV – ANNEXES

IV

ELEMENTS DU BILAN
PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL INVESTISSEMENT

A1.2

FONCTION 3 – Culture

(1)	Libellé	30 Services communs	31 Expression artistique	32 Conservation et diffusion des patrimoine	33 Action culturelle	Total
DEPENSES (2)		**8 380,81**	**43 033,91**	**603 699,21**	**0,00**	**655 113,93**
Dépenses de l'exercice		**8 380,81**	**43 033,91**	**603 699,21**	**0,00**	**655 113,93**
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
020	**Dépenses imprévues**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040	***Opérat° ordre transfert entre sections***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
041	***Opérations patrimoniales***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**1 500,00**	**69 395,90**	**0,00**	**70 895,90**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**2 633,37**	**21 882,90**	**27 813,77**	**0,00**	**52 330,04**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**5 747,44**	**19 651,01**	**391 072,54**	**0,00**	**416 470,99**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Opérations d'équipement		**0,00**	**0,00**	**115 417,00**	**0,00**	**115 417,00**
929	EQUIPEMENTS ET LOCAUX ASSOCIATIFS	0,00	0,00	115 417,00	0,00	115 417,00
Opérations pour compte de tiers		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser – reports		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
RECETTES (2)		**25 400,00**	**70 000,00**	**576 545,13**	**0,00**	**671 945,13**
Recettes de l'exercice		**25 400,00**	**70 000,00**	**576 545,13**	**0,00**	**671 945,13**
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
021	***Virement de la sect° de fonctionnement***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
024	**Produits des cessions d'immobilisations**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040	***Opérat° ordre transfert entre sections***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
041	***Opérations patrimoniales***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**70 000,00**	**0,00**	**0,00**	**70 000,00**
13	**Subventions d'investissement**	**25 400,00**	**0,00**	**376 545,13**	**0,00**	**401 945,13**

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-244-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

(1)	Libellé	30 Services communs	31 Expression artistique	32 Conservation et diffusion des patrimoine	33 Action culturelle	Total
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	200 000,00	0,00	200 000,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		17 019,19	26 966,09	-27 154,08	0,00	16 831,20

(1)	Libellé	Sous-fonction 31				Sous-fonction 32			
		311 Expression musicale, lyrique et choré.	312 Arts plastiques, activités artistiques	313 Théâtres	314 Cinémas et autres salles de spectacles	321 Bibliothèques et médiathèques	322 Musées	323 Archives	324 Entretien du patrimoine culturel
DEPENSES (2)		41 456,69	0,00	0,00	1 577,22	199 009,27	121 419,70	20 343,40	262 926,84
Dépenses de l'exercice		41 456,69	0,00	0,00	1 577,22	199 009,27	121 419,70	20 343,40	262 926,84
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	1 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	30 900,00	0,00	38 495,90
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	21 370,90	0,00	0,00	512,00	12 209,36	10 323,81	5 280,60	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	18 585,79	0,00	0,00	1 065,22	71 382,91	80 195,89	15 062,80	224 430,94
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		0,00	0,00	0,00	0,00	115 417,00	0,00	0,00	0,00
929	EQUIPEMENTS ET LOCAUX ASSOCIATIFS	0,00	0,00	0,00	0,00	115 417,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-244-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

(1)	Libellé	Sous-fonction 31				Sous-fonction 32			
		311 Expression musicale, lyrique et choré.	312 Arts plastiques, activités artistiques	313 Théâtres	314 Cinémas et autres salles de spectacles	321 Bibliothèques et médiathèques	322 Musées	323 Archives	324 Entretien du patrimoine culturel
RECETTES (2)		**70 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**200 900,00**	**0,00**	**375 645,13**
Recettes de l'exercice		70 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	200 900,00	0,00	375 645,13
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
021	*Virement de la sect° de fonctionnement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	70 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	900,00	0,00	375 645,13
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	200 000,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		**28 543,31**	**0,00**	**0,00**	**-1 577,22**	**-199 009,27**	**79 480,30**	**-20 343,40**	**112 718,29**

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-244-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

IV – ANNEXES

IV

ELEMENTS DU BILAN
PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL INVESTISSEMENT

A1.2

FONCTION 4 – Sport et jeunesse

(1)	Libellé	40 Services communs	41 Sports	42 Jeunesse	Total
DEPENSES (2)		**0,00**	**482 920,46**	**175 772,11**	**658 692,57**
Dépenses de l'exercice		**0,00**	**482 920,46**	**175 772,11**	**658 692,57**
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
020	**Dépenses imprévues**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040	***Opérat° ordre transfert entre sections***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
041	***Opérations patrimoniales***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**2 760,00**	**0,00**	**2 760,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**11 440,14**	**4 605,07**	**16 045,21**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**468 720,32**	**171 167,04**	**639 887,36**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Opérations d'équipement		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Opérations pour compte de tiers		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser – reports		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
RECETTES (2)		**0,00**	**838 701,80**	**300 000,00**	**1 138 701,80**
Recettes de l'exercice		**0,00**	**838 701,80**	**300 000,00**	**1 138 701,80**
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
021	***Virement de la sect° de fonctionnement***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
024	**Produits des cessions d'immobilisations**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040	***Opérat° ordre transfert entre sections***	***0,00***	***0,00***	***300 000,00***	***300 000,00***
041	***Opérations patrimoniales***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**838 701,80**	**0,00**	**838 701,80**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-244-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

(1)	Libellé	40 Services communs	41 Sports	42 Jeunesse	Total
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		0,00	355 781,34	124 227,89	480 009,23

(1)	Libellé	Sous-fonction 41					Sous-fonction 42		
		411 Salles de sport, gymnases	412 Stades	413 Piscines	414 Autres équipements sportifs ou de loisir	415 Manifestations sportives	421 Centres de loisirs	422 Autres activités pour les jeunes	423 Colonies de vacances
DEPENSES (2)		32 905,21	432 219,69	0,00	17 795,56	0,00	1 051,33	131 248,83	43 471,95
Dépenses de l'exercice		32 905,21	432 219,69	0,00	17 795,56	0,00	1 051,33	131 248,83	43 471,95
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	2 760,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	3 084,42	8 355,72	0,00	0,00	0,00	628,22	3 976,85	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	29 820,79	421 103,97	0,00	17 795,56	0,00	423,11	127 271,98	43 471,95
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		0,00	838 701,80	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	300 000,00
Recettes de l'exercice		0,00	838 701,80	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	300 000,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-244-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

(1)	Libellé	Sous-fonction 41					Sous-fonction 42		
		411 Salles de sport, gymnases	412 Stades	413 Piscines	414 Autres équipements sportifs ou de loisir	415 Manifestations sportives	421 Centres de loisirs	422 Autres activités pour les jeunes	423 Colonies de vacances
021	*Virement de la sect° de fonctionnement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*300 000,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	838 701,80	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		-32 905,21	406 482,11	0,00	-17 795,56	0,00	-1 051,33	-131 248,83	256 528,05

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-244-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

IV – ANNEXES

IV

ELEMENTS DU BILAN
PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL INVESTISSEMENT

A1.2

FONCTION 5 – Interventions sociales et santé

(1)	Libellé	51 Santé	52 Interventions sociales	Total
DEPENSES (2)		**573,80**	**23 256,78**	**23 830,58**
Dépenses de l'exercice		**573,80**	**23 256,78**	**23 830,58**
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
020	**Dépenses imprévues**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040	***Opérat° ordre transfert entre sections***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
041	***Opérations patrimoniales***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**573,80**	**53,83**	**627,63**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**23 202,95**	**23 202,95**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Opérations d'équipement		**0,00**	**0,00**	**0,00**
Opérations pour compte de tiers		**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser – reports		**0,00**	**0,00**	**0,00**
RECETTES (2)		**0,00**	**0,00**	**0,00**
Recettes de l'exercice		**0,00**	**0,00**	**0,00**
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
021	***Virement de la sect° de fonctionnement***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
024	**Produits des cessions d'immobilisations**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040	***Opérat° ordre transfert entre sections***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
041	***Opérations patrimoniales***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-244-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

(1)	Libellé	51 Santé	52 Interventions sociales	Total
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		-573,80	-23 256,78	-23 830,58

(1)	Libellé	Sous-fonction 51			Sous-fonction 52				
		510 Services communs	511 Dispensaires, autres établist sanitaires	512 Actions de prévention sanitaire	520 Services communs	521 Services à caractère social handicapés	522 Act° pour l'enfance et l'adolescence	523 Act° pour personnes en difficulté	524 Autres services
DEPENSES (2)		573,80	0,00	0,00	23 256,78	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses de l'exercice		573,80	0,00	0,00	23 256,78	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	573,80	0,00	0,00	53,83	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	23 202,95	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-244-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

(1)	Libellé	Sous-fonction 51			Sous-fonction 52				
		510 Services communs	511 Dispensaires, autres établist sanitaires	512 Actions de prévention sanitaire	520 Services communs	521 Services à caractère social handicapés	522 Act° pour l'enfance et l'adolescence	523 Act° pour personnes en difficulté	524 Autres services
021	*Virement de la sect° de fonctionnement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		-573,80	0,00	0,00	-23 256,78	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-244-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

IV – ANNEXES

IV

ELEMENTS DU BILAN
PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL INVESTISSEMENT

A1.2

FONCTION 6 – Famille

(1)	Libellé	60 Services communs	61 Services en faveur des personnes âgées	62 Actions en faveur de la maternité	63 Aides à la famille	64 Crèches et garderies	Total
DEPENSES (2)		0,00	98 710,78	0,00	0,00	27 467,66	126 178,44
Dépenses de l'exercice		0,00	98 710,78	0,00	0,00	27 467,66	126 178,44
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	7 704,00	7 704,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	286,78	0,00	0,00	271,80	558,58
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	98 424,00	0,00	0,00	19 491,86	117 915,86
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
021	*Virement de la sect° de fonctionnement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-244-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

(1)	Libellé	60 Services communs	61 Services en faveur des personnes âgées	62 Actions en faveur de la maternité	63 Aides à la famille	64 Crèches et garderies	Total
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		0,00	-98 710,78	0,00	0,00	-27 467,66	-126 178,44

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-244-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

IV – ANNEXES

IV

ELEMENTS DU BILAN
PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL INVESTISSEMENT

A1.2

FONCTION 7 – Logement

(1)	Libellé	70 Services communs	71 Parc privé de la ville	72 Aide au secteur locatif	73 Aides à l'accession à la propriété	Total
DEPENSES (2)		**25 464,72**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**25 464,72**
Dépenses de l'exercice		**25 464,72**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**25 464,72**
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	25 464,72	0,00	0,00	0,00	25 464,72
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
021	*Virement de la sect° de fonctionnement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-244-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

(1)	Libellé	70 Services communs	71 Parc privé de la ville	72 Aide au secteur locatif	73 Aides à l'accession à la propriété	Total
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		-25 464,72	0,00	0,00	0,00	-25 464,72

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-244-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

IV – ANNEXES

IV

ELEMENTS DU BILAN
PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL INVESTISSEMENT

A1.2

FONCTION 8 – Aménagement et services urbains, environnement

(1)	Libellé	81 Services urbains	82 Aménagement urbain	83 Environnement	Total
DEPENSES (2)		**365 588,75**	**8 143 353,80**	**6 480,00**	**8 515 422,55**
Dépenses de l'exercice		**365 588,75**	**8 143 353,80**	**6 480,00**	**8 515 422,55**
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
020	**Dépenses imprévues**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040	***Opérat° ordre transfert entre sections***	***0,00***	***150 000,00***	***0,00***	***150 000,00***
041	***Opérations patrimoniales***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**36 072,89**	**260 649,55**	**6 480,00**	**303 202,44**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**2 612 726,48**	**0,00**	**2 612 726,48**
21	**Immobilisations corporelles**	**2 822,40**	**216 668,10**	**0,00**	**219 490,50**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**326 693,46**	**2 923 077,38**	**0,00**	**3 249 770,84**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**236 356,54**	**0,00**	**236 356,54**
Opérations d'équipement		**0,00**	**1 054 504,92**	**0,00**	**1 054 504,92**
929	EQUIPEMENTS ET LOCAUX ASSOCIATIFS	0,00	1 054 504,92	0,00	1 054 504,92
Opérations pour compte de tiers		**0,00**	**689 370,83**	**0,00**	**689 370,83**
454101	PERIL 16 PLACE AUX AIRES	0,00	114 833,81	0,00	114 833,81
4541103	PERIL, 174 AVENUE PIERRE SEMARD 4 CH DES CAPUCINS	0,00	640,00	0,00	640,00
4541104	PERIL 37 BOULEVARD DU JEU DE BALLON	0,00	919,64	0,00	919,64
4541109	PERIL 32 RUE TRACASTEL	0,00	61 314,52	0,00	61 314,52
4541110	PERIL 11 RUE DE L'ORATOIRE	0,00	1 200,00	0,00	1 200,00
4541113	PERIL, 8 RUE DES SOEURS	0,00	120 711,23	0,00	120 711,23
4541114	PERIL 2, TRAVERSE ETIENNE ROUSTAN	0,00	59 881,68	0,00	59 881,68
4541116	PERIL, 16 RUE CHARLES NEGRE	0,00	83 858,80	0,00	83 858,80
4541120	PERIL, 1 PLACE DE LA ROQUE	0,00	11 225,50	0,00	11 225,50
4541123	TRAVAUX COMPTE DE TIERS -19 RUE MOUGINS ROQUEFORT	0,00	23 734,92	0,00	23 734,92
4541124	PÉRIL - 13 RUE DE LA POISSONNERIE	0,00	7 535,00	0,00	7 535,00
4541125	PÉRIL - 7 TRAVERSE FONT LAUGIÈRE	0,00	3 643,07	0,00	3 643,07

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-244-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

(1)	Libellé	81 Services urbains	82 Aménagement urbain	83 Environnement	Total
454145	PERIL, 3 RUE DE LA FONTETTE	0,00	36 279,00	0,00	36 279,00
454195	PERIL, 1 PLACE SAINTE MARTHE	0,00	108 340,66	0,00	108 340,66
454199	PERIL, 3 RUE PORTE NEUVE	0,00	34 253,00	0,00	34 253,00
454201	PERIL 16, PLACE AUX AIRES	0,00	21 000,00	0,00	21 000,00
Restes à réaliser – reports		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
RECETTES (2)		**0,00**	**1 215 282,63**	**0,00**	**1 215 282,63**
Recettes de l'exercice		**0,00**	**1 215 282,63**	**0,00**	**1 215 282,63**
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
021	***Virement de la sect° de fonctionnement***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
024	**Produits des cessions d'immobilisations**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040	***Opérat° ordre transfert entre sections***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
041	***Opérations patrimoniales***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**404 389,07**	**0,00**	**404 389,07**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**236 356,54**	**0,00**	**236 356,54**
Opérations pour compte de tiers		**0,00**	**574 537,02**	**0,00**	**574 537,02**
454101	PERIL 16 PLACE AUX AIRES	0,00	21 000,00	0,00	21 000,00
4542103	PERIL, 174 AVENUE PIERRE SEMARD 4 CH DES CAPUCINS	0,00	640,00	0,00	640,00
4542104	PERIL, 37 BOULEVARD DU JEU DE BALLON	0,00	919,64	0,00	919,64
4542109	PERIL 32 RUE TRACASTEL	0,00	61 314,52	0,00	61 314,52
4542110	PERIL 11 RUE DE L'ORATOIRE	0,00	1 200,00	0,00	1 200,00
4542113	PERIL, 8 RUE DES SOEURS	0,00	120 711,23	0,00	120 711,23
4542114	PERIL 2 TRAVERSE ETIENNE ROUSTAN	0,00	59 881,68	0,00	59 881,68
4542116	PERIL, 16 RUE CHARLES NEGRE	0,00	83 858,80	0,00	83 858,80
4542120	PERIL, 1 PLACE DE LA ROQUE	0,00	11 225,50	0,00	11 225,50
4542123	TRAVAUX COMPTE DE TIERS -19 RUE MOUGINS ROQUEFORT	0,00	23 734,92	0,00	23 734,92
4542124	PÉRIL - 13 RUE DE LA POISSONNERIE	0,00	7 535,00	0,00	7 535,00
4542125	PÉRIL - 7 TRAVERSE FONT LAUGIÈRE	0,00	3 643,07	0,00	3 643,07
454245	PERIL, 3 RUE DE LA FONTETTE	0,00	36 279,00	0,00	36 279,00
454295	PERIL, 1 PLACE SAINTE MARTHE	0,00	108 340,66	0,00	108 340,66
454299	PERIL, 3 RUE PORTE NEUVE	0,00	34 253,00	0,00	34 253,00
Restes à réaliser – reports		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-244-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

(1)	Libellé	81 Services urbains	82 Aménagement urbain	83 Environnement	Total
SOLDE (2)		**-365 588,75**	**-6 928 071,17**	**-6 480,00**	**-7 300 139,92**

(1)	Libellé	Sous-fonction 81						
		810 Services communs	811 Eau et assainissement	812 Collecte et traitement ordures ménagères	813 Propreté urbaine	814 Eclairage public	815 Transports urbains	816 Autres réseaux et services divers
DEPENSES (2)		**30 192,89**	**0,00**	**0,00**	**2 822,40**	**332 573,46**	**0,00**	**0,00**
Dépenses de l'exercice		**30 192,89**	**0,00**	**0,00**	**2 822,40**	**332 573,46**	**0,00**	**0,00**
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
020	**Dépenses imprévues**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040	***Opérat° ordre transfert entre sections***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
041	***Opérations patrimoniales***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**30 192,89**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**5 880,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 822,40**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**326 693,46**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Opérations d'équipement		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
929	EQUIPEMENTS ET LOCAUX ASSOCIATIFS	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
454101	PERIL 16 PLACE AUX AIRES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4541103	PERIL, 174 AVENUE PIERRE SEMARD 4 CH DES CAPUCINS	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-244-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

(1)	Libellé	Sous-fonction 81						
		810 Services communs	811 Eau et assainissement	812 Collecte et traitement ordures ménagères	813 Propreté urbaine	814 Eclairage public	815 Transports urbains	816 Autres réseaux et services divers
4541104	PERIL 37 BOULEVARD DU JEU DE BALLON	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4541109	PERIL 32 RUE TRACASTEL	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4541110	PERIL 11 RUE DE L'ORATOIRE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4541113	PERIL, 8 RUE DES SOEURS	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4541114	PERIL 2, TRAVERSE ETIENNE ROUSTAN	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4541116	PERIL, 16 RUE CHARLES NEGRE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4541120	PERIL, 1 PLACE DE LA ROQUE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4541123	TRAVAUX COMPTE DE TIERS -19 RUE MOUGINS ROQUEFORT	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4541124	PÉRIL - 13 RUE DE LA POISSONNERIE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4541125	PÉRIL - 7 TRAVERSE FONT LAUGIÈRE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
454145	PERIL, 3 RUE DE LA FONTETTE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
454195	PERIL, 1 PLACE SAINTE MARTHE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
454199	PERIL, 3 RUE PORTE NEUVE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
454201	PERIL 16, PLACE AUX AIRES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
RECETTES (2)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Recettes de l'exercice		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
021	***Virement de la sect° de fonctionnement***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
024	**Produits des cessions d'immobilisations**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040	***Opérat° ordre transfert entre sections***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
041	***Opérations patrimoniales***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-244-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

(1)	Libellé	Sous-fonction 81						
		810 Services communs	811 Eau et assainissement	812 Collecte et traitement ordures ménagères	813 Propreté urbaine	814 Eclairage public	815 Transports urbains	816 Autres réseaux et services divers
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Opérations pour compte de tiers		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
454101	PERIL 16 PLACE AUX AIRES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4542103	PERIL, 174 AVENUE PIERRE SEMARD 4 CH DES CAPUCINS	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4542104	PERIL, 37 BOULEVARD DU JEU DE BALLON	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4542109	PERIL 32 RUE TRACASTEL	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4542110	PERIL 11 RUE DE L'ORATOIRE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4542113	PERIL, 8 RUE DES SOEURS	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4542114	PERIL 2 TRAVERSE ETIENNE ROUSTAN	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4542116	PERIL, 16 RUE CHARLES NEGRE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4542120	PERIL, 1 PLACE DE LA ROQUE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4542123	TRAVAUX COMPTE DE TIERS -19 RUE MOUGINS ROQUEFORT	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4542124	PÉRIL - 13 RUE DE LA POISSONNERIE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4542125	PÉRIL - 7 TRAVERSE FONT LAUGIÈRE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-244-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

(1)	Libellé	Sous-fonction 81						
		810 Services communs	811 Eau et assainissement	812 Collecte et traitement ordures ménagères	813 Propreté urbaine	814 Eclairage public	815 Transports urbains	816 Autres réseaux et services divers
454245	PERIL, 3 RUE DE LA FONTETTE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
454295	PERIL, 1 PLACE SAINTE MARTHE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
454299	PERIL, 3 RUE PORTE NEUVE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
SOLDE (2)		**-30 192,89**	**0,00**	**0,00**	**-2 822,40**	**-332 573,46**	**0,00**	**0,00**

(1)	Libellé	Sous-fonction 82					Sous fonction 83			
		820 Services communs	821 Equipements de voirie	822 Voirie communale et routes	823 Espaces verts urbains	824 Autres opérations d'aménagement urbain	830 Services communs	831 Aménagement des eaux	832 Act° spécif. lutte contre la pollution	833 Préservation du milieu naturel
DEPENSES (2)		**0,00**	**121 216,52**	**3 019 426,69**	**181 687,42**	**4 821 023,17**	**0,00**	**6 480,00**	**0,00**	**0,00**
Dépenses de l'exercice		**0,00**	**121 216,52**	**3 019 426,69**	**181 687,42**	**4 821 023,17**	**0,00**	**6 480,00**	**0,00**	**0,00**
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
020	**Dépenses imprévues**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040	***Opérat° ordre transfert entre sections***	***0,00***	***0,00***	***150 000,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
041	***Opérations patrimoniales***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**34 668,66**	**0,00**	**225 980,89**	**0,00**	**6 480,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 612 726,48**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**154 613,97**	**62 054,13**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**121 216,52**	**2 680 144,06**	**119 633,29**	**2 083,51**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**236 356,54**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Opérations d'équipement		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 054 504,92**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
929	EQUIPEMENTS ET LOCAUX ASSOCIATIFS	0,00	0,00	0,00	0,00	1 054 504,92	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**689 370,83**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
454101	PERIL 16 PLACE AUX AIRES	0,00	0,00	0,00	0,00	114 833,81	0,00	0,00	0,00	0,00
4541103	PERIL, 174 AVENUE PIERRE SEMARD 4 CH DES CAPUCINS	0,00	0,00	0,00	0,00	640,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-244-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

(1)	Libellé	Sous-fonction 82					Sous-fonction 83			
		820 Services communs	821 Equipements de voirie	822 Voirie communale et routes	823 Espaces verts urbains	824 Autres opérations d'aménagement urbain	830 Services communs	831 Aménagement des eaux	832 Act° spécif. lutte contre la pollution	833 Préservation du milieu naturel
4541104	PERIL 37 BOULEVARD DU JEU DE BALLON	0,00	0,00	0,00	0,00	919,64	0,00	0,00	0,00	0,00
4541109	PERIL 32 RUE TRACASTEL	0,00	0,00	0,00	0,00	61 314,52	0,00	0,00	0,00	0,00
4541110	PERIL 11 RUE DE L'ORATOIRE	0,00	0,00	0,00	0,00	1 200,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4541113	PERIL, 8 RUE DES SOEURS	0,00	0,00	0,00	0,00	120 711,23	0,00	0,00	0,00	0,00
4541114	PERIL 2, TRAVERSE ETIENNE ROUSTAN	0,00	0,00	0,00	0,00	59 881,68	0,00	0,00	0,00	0,00
4541116	PERIL, 16 RUE CHARLES NEGRE	0,00	0,00	0,00	0,00	83 858,80	0,00	0,00	0,00	0,00
4541120	PERIL, 1 PLACE DE LA ROQUE	0,00	0,00	0,00	0,00	11 225,50	0,00	0,00	0,00	0,00
4541123	TRAVAUX COMPTE DE TIERS -19 RUE MOUGINS ROQUEFORT	0,00	0,00	0,00	0,00	23 734,92	0,00	0,00	0,00	0,00
4541124	PÉRIL - 13 RUE DE LA POISSONNERIE	0,00	0,00	0,00	0,00	7 535,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4541125	PÉRIL - 7 TRAVERSE FONT LAUGIÈRE	0,00	0,00	0,00	0,00	3 643,07	0,00	0,00	0,00	0,00
454145	PERIL, 3 RUE DE LA FONTETTE	0,00	0,00	0,00	0,00	36 279,00	0,00	0,00	0,00	0,00
454195	PERIL, 1 PLACE SAINTE MARTHE	0,00	0,00	0,00	0,00	108 340,66	0,00	0,00	0,00	0,00
454199	PERIL, 3 RUE PORTE NEUVE	0,00	0,00	0,00	0,00	34 253,00	0,00	0,00	0,00	0,00
454201	PERIL 16, PLACE AUX AIRES	0,00	0,00	0,00	0,00	21 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
RECETTES (2)		**0,00**	**0,00**	**228 000,00**	**0,00**	**987 282,63**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Recettes de l'exercice		**0,00**	**0,00**	**228 000,00**	**0,00**	**987 282,63**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
021	***Virement de la sect° de fonctionnement***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
024	**Produits des cessions d'immobilisations**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040	***Opérat° ordre transfert entre sections***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
041	***Opérations patrimoniales***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**228 000,00**	**0,00**	**176 389,07**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-244-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

(1)	Libellé	Sous-fonction 82					Sous-fonction 83			
		820 Services communs	821 Equipements de voirie	822 Voirie communale et routes	823 Espaces verts urbains	824 Autres opérations d'aménagement urbain	830 Services communs	831 Aménagement des eaux	832 Act° spécif. lutte contre la pollution	833 Préservation du milieu naturel
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**236 356,54**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Opérations pour compte de tiers		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**574 537,02**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
454101	PERIL 16 PLACE AUX AIRES	0,00	0,00	0,00	0,00	21 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4542103	PERIL, 174 AVENUE PIERRE SEMARD 4 CH DES CAPUCINS	0,00	0,00	0,00	0,00	640,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4542104	PERIL, 37 BOULEVARD DU JEU DE BALLON	0,00	0,00	0,00	0,00	919,64	0,00	0,00	0,00	0,00
4542109	PERIL 32 RUE TRACASTEL	0,00	0,00	0,00	0,00	61 314,52	0,00	0,00	0,00	0,00
4542110	PERIL 11 RUE DE L'ORATOIRE	0,00	0,00	0,00	0,00	1 200,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4542113	PERIL, 8 RUE DES SOEURS	0,00	0,00	0,00	0,00	120 711,23	0,00	0,00	0,00	0,00
4542114	PERIL 2 TRAVERSE ETIENNE ROUSTAN	0,00	0,00	0,00	0,00	59 881,68	0,00	0,00	0,00	0,00
4542116	PERIL, 16 RUE CHARLES NEGRE	0,00	0,00	0,00	0,00	83 858,80	0,00	0,00	0,00	0,00
4542120	PERIL, 1 PLACE DE LA ROQUE	0,00	0,00	0,00	0,00	11 225,50	0,00	0,00	0,00	0,00
4542123	TRAVAUX COMPTE DE TIERS -19 RUE MOUGINS ROQUEFORT	0,00	0,00	0,00	0,00	23 734,92	0,00	0,00	0,00	0,00
4542124	PÉRIL - 13 RUE DE LA POISSONNERIE	0,00	0,00	0,00	0,00	7 535,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4542125	PÉRIL - 7 TRAVERSE FONT LAUGIÈRE	0,00	0,00	0,00	0,00	3 643,07	0,00	0,00	0,00	0,00
454245	PERIL, 3 RUE DE LA FONTETTE	0,00	0,00	0,00	0,00	36 279,00	0,00	0,00	0,00	0,00
454295	PERIL, 1 PLACE SAINTE MARTHE	0,00	0,00	0,00	0,00	108 340,66	0,00	0,00	0,00	0,00
454299	PERIL, 3 RUE PORTE NEUVE	0,00	0,00	0,00	0,00	34 253,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
SOLDE (2)		**0,00**	**-121 216,52**	**-2 791 426,69**	**-181 687,42**	**-3 833 740,54**	**0,00**	**-6 480,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-244-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

IV – ANNEXES

IV

ELEMENTS DU BILAN
PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL INVESTISSEMENT

A1.2

FONCTION 9 – Action économique

(1)	Libellé	90 Interventions économiques	91 Foires et marchés	92 Aides à l'agriculture et aux industries	93 Aides à l'énergie, indus. manufact., BTP	94 Aides commerce et services marchands	95 Aides au tourisme	96 Aides aux services publics	Total
DEPENSES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	366 694,00	0,00	0,00	366 694,00
Dépenses de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	366 694,00	0,00	0,00	366 694,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	40 694,00	0,00	0,00	40 694,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	326 000,00	0,00	0,00	326 000,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
021	*Virement de la sect° de fonctionnement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-244-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

(1)	Libellé	90 Interventions économiques	91 Foires et marchés	92 Aides à l'agriculture et aux industries	93 Aides à l'énergie, indus. manufact., BTP	94 Aides commerce et services marchands	95 Aides au tourisme	96 Aides aux services publics	Total
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	-366 694,00	0,00	0,00	-366 694,00

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-244-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

IV – ANNEXES

IV

ELEMENTS DU BILAN
EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – DEPENSES

A6.1

DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (hors RAR) (BP + BS + DM)	Propositions nouvelles	Vote (2)
DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES =A + B		**I 9 289 319,08**	**3 000 000,00**	**II 3 000 000,00**
16 Emprunts et dettes assimilées (A)		**9 100 000,00**	**3 000 000,00**	**3 000 000,00**
1631	Emprunts obligataires	0,00	0,00	0,00
1641	Emprunts en euros	9 015 000,00	3 000 000,00	3 000 000,00
1643	Emprunts en devises	0,00	0,00	0,00
16441	Opérat° afférentes à l'emprunt	85 000,00	0,00	0,00
1671	Avances consolidées du Trésor	0,00	0,00	0,00
1672	Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor	0,00	0,00	0,00
1678	Autres emprunts et dettes	0,00	0,00	0,00
1681	Autres emprunts	0,00	0,00	0,00
1682	Bons à moyen terme négociables	0,00	0,00	0,00
1687	Autres dettes	0,00	0,00	0,00
Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)		**189 319,08**	**0,00**	**0,00**
10…	*Reprise de dotations, fonds divers et réserves*			
10…	Reversement de dotations, fonds divers et réserves			
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés	164 319,08	0,00	0,00
139	*Subv. invest. transférées cpte résultat*	*25 000,00*	*0,00*	*0,00*
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00

	Op. de l'exercice III = I + II	Restes à réaliser en dépenses de l'exercice précédent (3)	Solde d'exécution D001 (3)	TOTAL IV
Dépenses à couvrir par des ressources propres	**12 289 319,08**	**4 799 641,13**	**6 123 570,82**	**23 212 531,03**

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

(3) Inscrire uniquement si le compte administratif est voté ou en cas de reprise anticipée des résultats de l'exercice précédent.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-244-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

IV – ANNEXES

IV

ELEMENTS DU BILAN
EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – RECETTES

A6.2

RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (hors RAR) (BP + BS + DM)	Propositions nouvelles	Vote (2)
RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b		**V 18 719 553,54**	**31 000,00**	**VI 31 000,00**
Ressources propres externes de l'année (a)		**3 796 781,83**	**0,00**	**0,00**
10222	FCTVA	2 671 000,00	0,00	0,00
10223	TLE	0,00	0,00	0,00
10226	Taxe d'aménagement	500 000,00	0,00	0,00
10228	Autres fonds	124 191,00	0,00	0,00
13146	Attributions de compensation d'investissement	0,00	0,00	0,00
13156	Attributions de compensation d'investissement	0,00	0,00	0,00
13246	Attributions de compensation d'investissement	0,00	0,00	0,00
13256	Attributions de compensation d'investissement	0,00	0,00	0,00
138	Autres subvent° invest. non transf.	0,00	0,00	0,00
26…	Participations et créances rattachées			
27…	Autres immobilisations financières			
276351	Créance GFP de rattachement	265 234,29	0,00	0,00
2764	Créances sur personnes de droit privé	236 356,54	0,00	0,00
Ressources propres internes de l'année (b) (3)		**14 922 771,71**	**31 000,00**	**31 000,00**
15…	*Provisions pour risques et charges*			
15182	*Autres provisions pour risques*	*900 000,00*	*0,00*	*0,00*
169	*Primes de remboursement des obligations*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
26…	*Participations et créances rattachées*			
27…	*Autres immobilisations financières*			
28…	*Amortissement des immobilisations*			
2802	*Frais liés à la réalisation des document*	*60 000,00*	*0,00*	*0,00*
28031	*Frais d'études*	*80 000,00*	*0,00*	*0,00*
28041641	*IC : Bien mobilier, matériel*	*50 000,00*	*0,00*	*0,00*
28041642	*IC : Bâtiments, installations*	*40 000,00*	*0,00*	*0,00*
280422	*Privé : Bâtiments, installations*	*350 000,00*	*0,00*	*0,00*
2804422	*Sub nat privé - Bâtiments et installat°*	*60 000,00*	*0,00*	*0,00*
28051	*Concessions et droits similaires*	*300 000,00*	*0,00*	*0,00*
28135	*Installations générales, agencements, ..*	*20 000,00*	*0,00*	*0,00*
28152	*Installations de voirie*	*250 000,00*	*0,00*	*0,00*
281568	*Autres matériels, outillages incendie*	*15 000,00*	*0,00*	*0,00*
281571	*Matériel roulant*	*5 000,00*	*0,00*	*0,00*
281578	*Autre matériel et outillage de voirie*	*250 000,00*	*0,00*	*0,00*
28158	*Autres installat°, matériel et outillage*	*200 000,00*	*0,00*	*0,00*
28182	*Matériel de transport*	*400 000,00*	*0,00*	*0,00*
28183	*Matériel de bureau et informatique*	*400 000,00*	*0,00*	*0,00*
28184	*Mobilier*	*350 000,00*	*0,00*	*0,00*
28188	*Autres immo. corporelles*	*350 000,00*	*0,00*	*0,00*
29…	*Prov. pour dépréciat° immobilisations*			
39…	*Prov. dépréciat° des stocks et en-cours*			
481…	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*			
4817	*Pénalités de renégociation de la dette*	*850 000,00*	*0,00*	*0,00*
4818	*Charges à étaler*	*300 000,00*	*0,00*	*0,00*
49…	*Prov. dépréc. comptes de tiers*			
59…	*Prov. dépréc. comptes financiers*			
024	Produits des cessions d'immobilisations	4 969 000,00	0,00	0,00
021	*Virement de la sect° de fonctionnement*	*4 723 771,71*	*31 000,00*	*31 000,00*

	Opérations de l'exercice VII = V + VI	Restes à réaliser en recettes de l'exercice précédent (4)	Solde d'exécution R001 (4)	Affectation R1068 (4)	TOTAL VIII

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-244-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

Total ressources propres disponibles	**18 750 553,54**	**5 541 362,08**	**0,00**	**5 381 840,80**	**29 673 756,42**

		Montant
Dépenses à couvrir par des ressources propres	IV	**23 212 531,03**
Ressources propres disponibles	VIII	**29 673 756,42**
Solde	IX = VIII – IV (5)	**6 461 225,39**

(1) Les comptes 15, 169, 26, 27, 28, 29, 39, 481, 49 et 59 sont à détailler conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

(3) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 sont présentés uniquement si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(4) Inscrire uniquement si le compte administratif est voté ou en cas de reprise anticipée des résultats de l'exercice précédent.

(5) Indiquer le signe algébrique.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-244-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

Nombre de membres en exercice : 0
Nombre de membres présents : 0
Nombre de suffrages exprimés : 0
VOTES :
Pour : 0
Contre : 0
Abstentions : 0

Date de convocation :

Présenté par (1),
A , le
,

Délibéré par l'assemblée (2), réunie en session
A , le
Les membres de l'assemblée délibérante (2),(3),

.

Certifié exécutoire par (1), compte tenu de la transmission en préfecture, le , et de la publication le

A , le

(1) Indiquer le maire ou le président de l'organisme.
(2) L'assemblée délibérante étant : .
(3) L'ajout des signataires est désormais facultatif.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-244-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

Le goût de l'essentiel
Grasse

EXTRAIT
du registre des Délibérations du Conseil Municipal
séance du 5 décembre 2023

NOMBRE DE MEMBRES		
Afférents au Conseil Municipal	en exercice	qui ont pris part à la Délibération
45	45	41

2023 - 244 **BUDGET PRINCIPAL**
DECISION BUDGETAIRE MODIFICATIVE N° 3

Le Conseil Municipal de la Commune de GRASSE, dûment convoqué le 28 novembre 2023, s'est réuni le mardi 5 décembre 2023 à 14h30 au Palais des Congrès, salle Gérard PHILIPE, sous la présidence de Monsieur Jérôme VIAUD, Maire.

PRESENTS : Monsieur Jérôme VIAUD, Maire et Mesdames et Messieurs les Adjoints :
Valérie COPIN, Christophe MOREL, François ROUSTAN, Catherine BUTTY, Gilles RONDONI, Claude MASCARELLI, Nicolas DOYEN, Nicole NUTINI, Ali AMRANE, Murièle CHABERT, Cyril DAUPHOUD, Anne-Marie DUVAL, Jean-Marc GARNIER, Dominique BOURRET, Marie CHABAUD, Roger MISSENTI, Philippe BONELLI, Annie OGGERO-MAIRE, Serge PERCHERON, Laurence COSTE, Richard KISS, Franck BARBEY, Jeannette GISQUET, Jean-Pierre BICAIL, Jocelyne BUSTAMENTE, Jean-François LAPORTE, Stéphanie MANDREA, Charles FERRERO, Levanna CALATAYUD, Alexandre GAIFFE, Magali CONESA, Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL, Mékia Noura ADDAD, Bernard BRUNEAU.

PART EN COURS DE SEANCE :

/

PART EN COURS DE SEANCE SANS PROCURATION :

/

ABSENTS EXCUSES :

Madame Aline BOURDAIRE
Monsieur Pascal PELLEGRINO
Marie-Madeleine GUALLINO

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-244-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

Madame Mélanie ZARRILLO
Madame Karine GIGODOT
Monsieur Paul EUZIERE

ABSENTS EXCUSES SANS PROCURATION :

Madame Myriam LAZREUG
Monsieur Stéphane CASSARINI
Monsieur Patrick ISNARD

ABSENT SANS PROCURATION :

Monsieur Jean-Paul CAMERANO

ARRIVE EN COURS DE SEANCE :

Monsieur Ali AMRANE
(Prend part aux délibérations N°232 à N°267)

PROCURATION :

Madame Aline BOURDAIRE à Madame Valérie COPIN
Monsieur Ali AMRANE à Madame Catherine BUTTY
Monsieur Pascal PELLEGRINO à Monsieur François ROUSTAN
Marie-Madeleine GUALLINO à Monsieur Christophe MOREL
Madame Mélanie ZARRILLO à Monsieur le Maire
Madame Karine GIGODOT à Nicolas DOYEN
Monsieur Paul EUZIERE à Madame Magali CONESA

Les Conseillers présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un Secrétaire pris dans le sein du Conseil. Madame Valérie COPIN ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, a adopté le procès-verbal du la séance du 7 novembre 2023.

En vertu de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire donne lecture des décisions prises en application de la délégation qui lui a été consentie par délibération n° 2020-26 du 28 mai 2020 en ce qui concerne l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Questions retirées à l'ordre du jour :

2023 - 239 **VALLON DE CAMPEROUSSE**
ACQUISITION A L'EURO SYMBOLIQUE PAR LA COMMUNE
DE LA PARCELLE CADASTREE SECTION DX N° 141

2023 - 240 **VALLON DE CAMPEROUSSE**
ACQUISITION A L'EURO SYMBOLIQUE PAR LA COMMUNE
DE LA PARCELLE CADASTREE SECTION DX N° 142

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-244-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

2023 - 244

VILLE DE GRASSE
CONSEIL MUNICIPAL

DU 5 DECEMBRE 2023

BUDGET PRINCIPAL
DECISION BUDGETAIRE MODIFICATIVE N° 3

RESUME SYNTHETIQUE DU RAPPORT

Le présent rapport a pour objet de présenter la Décision Budgétaire Modificative n° 3 - 2023 du budget principal, dont les équilibres sont les suivants :

- fonctionnement :	470 894,74 €
- investissement :	3 091 787,32 €

Madame Catherine BUTTY expose :

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu l'instruction budgétaire et comptable M 14 ;

Vu la délibération 2023-33 du 4 avril 2023 approuvant le Compte Administratif 2022 de la Commune ;

Vu la délibération 2023-46 du 4 avril 2023 approuvant l'affectation du résultat 2022 ;

Vu la délibération 2023-48 du Conseil Municipal du 4 avril 2023 approuvant le Budget Primitif 2023 de la Commune ;

Vu la délibération 2023-97 du Conseil Municipal du 4 juillet 2023 approuvant la Décision Budgétaire Modificative n° 1 de la Commune ;

Vu la délibération 2023-157 du Conseil Municipal du 26 septembre 2023 approuvant la Décision Budgétaire Modificative n° 2 de la Commune ;

L'exécution budgétaire nécessite l'adoption d'une première Décision Budgétaire Modificative afin de réaliser les opérations suivantes :

Section de fonctionnement dépenses supplémentaires :

- Service des fêtes - 5 000,00 €
  Désaffectation de crédits en section de fonctionnement pour les réaffecter en investissement pour l'achat de matériel illumination notamment

- Service du personnel 300 000,00 €
  Revalorisation du point d'indice effective dès le 1er juillet 2023 pour 170 000 € et l'augmentation du coût lié à l'assurance du personnel et à la médecine du travail pour 130 000 €

- Service finance 144 894,74 €
  Constitution de provisions pour risques financiers pour les emprunts hors charte et complexes

- Virement à la section d'investissement 31 000,00 €

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-244-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

Section de fonctionnement recettes supplémentaires :

- Service finance — 144 894,74 €
  Ecritures de provisions pour risques financiers pour les emprunts hors charte et complexes

- Service Juridique — 326 000,00 €
  Inscription d'une partie de l'assurance perçue pour le remboursement du sinistre de la Médiathèque, soit 326 000 € sur les 1 986 376 € effectivement perçus

Section d'investissement en dépenses supplémentaires :

- Service ANRU — 3 000,00 €
  Annulation d'un titre émis relatif à une subvention liée au renouvellement urbain dont le montant perçu a été inférieur

- Service Finance — 3 000 000,00 €
  La souscription d'un nouvel emprunt en taux variable Livret A + marge de 0,60 % nous permet de bénéficier de conditions financières avantageuses compte tenu des conditions de marché actuelles, une dépense est inscrite pour un montant équivalent de façon à respecter le volume global des emprunts inscrits au budget.

- Service des fêtes — 5 000,00 €
  Achat de matériel illumination notamment

- Service bibliothèque — 787,32 €
  Restauration livre objet Paul Claudel

- Service DGST — 83 000,00 €
  Réaffectation de crédits à la restauration du Palais Episcopal suite à la perception d'un don affecté pour 60 000 €, ainsi que l'étanchéité de la jardinière du Cours Honoré Cresp pour 23 000 €

Section d'investissement en recettes supplémentaires :

- Service Finance — 3 000 000,00 €
  La souscription d'un nouvel emprunt en taux variable Livret A + marge de 0,60 % nous permet de bénéficier de conditions financières avantageuses compte tenu des conditions de marché actuelles.

- Service bibliothèque — 787,32 €
  Don restauration livre objet Paul Claudel

- Service DGST — 60 000,00 €
  Don d'un particulier pour la restauration du Palais Episcopal

- Virement de la section de fonctionnement — 31 000,00 €

Le projet de décision budgétaire modificative n° 3 pour l'exercice 2023 de la commune de Grasse vous est présenté ci-dessous par chapitre.

La maquette budgétaire complète de cette décision budgétaire modificative a été adressée aux Conseillers Municipaux en pièce jointe des convocations de ce Conseil Municipal.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-244-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

CHAPITRE	LIBELLES CHAPITRES	TOTAL VOTE BP+BS+DM RAR+ AS(1)	PROPOSITIONS NOUVELLES (2)	VOTE (3)	TOTAL (1+3)
011	CHARGES CARACTERE GENERAL	12 863 881,95	-5 000,00	**-5 000,00**	12 858 881,95
012	CHARGES DE PERSONNEL	34 900 000,00	300 000,00	**300 000,00**	35 200 000,00
014	ATTENUATION DE PRODUITS	1 320 000,00			1 320 000,00
65	CHARGES DE GESTION COURANTE	10 472 756,69			10 472 756,69
66	CHARGES FINANCIERES	2 750 000,00			2 750 000,00
67	CHARGES EXCEPTIONNELLES	475 000,00	26 868,48	**26 868,48**	501 868,48
68	DOTATIONS AUX PROVISIONS		118 026,26	**118 026,26**	118 026,26
023	VIREMENT A L'INVESTISSEMENT	4 723 771,71	31 000,00	**31 000,00**	4 754 771,71
042	OPERAT. ORDRE ENTRE SECTIONS	5 230 000,00			5 230 000,00
	TOTAL GENERAL	**72 735 410,35**	**470 894,74**	**470 894,74**	**73 206 305,09**

RECETTES DE FONCTIONNEMENT

CHAPITRE	LIBELLES CHAPITRES	TOTAL VOTE BP+BS+DM RAR+ AS(1)	PROPOSITIONS NOUVELLES (2)	VOTE (3)	TOTAL (1+3)
013	ATTENUATIONS DE CHARGES	400 000,00			400 000,00
70	PRODUITS DES SERVICES	2 543 092,11			2 543 092,11
73	IMPOTS ET TAXES	56 673 000,00			56 673 000,00
74	DOTATIONS ET PARTICIPATIONS	7 201 000,00			7 201 000,00
75	AUT. PRODUITS GESTION COURANTE	981 000,00			981 000,00
76	PRODUITS FINANCIERS	735 000,00			735 000,00
77	PRODUITS EXCEPTIONNELS	690 191,45	444 026,26	**444 026,26**	1 134 217,71
78	REPRISES/ AMORT. ET PROVISIONS	140 000,00	26 868,48	**26 868,48**	166 868,48
042	OPERAT. ORDRE ENTRE SECTIONS	425 000,00			425 000,00
	TOTAL	**69 788 283,56**	**470 894,74**	**470 894,74**	**70 259 178,30**
002	RESULTAT REPORTE	2 947 126,79			**2 947 126,79**
	TOTAL GENERAL	**72 735 410,35**	**470 894,74**	**470 894,74**	**73 206 305,09**

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-244-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

DEPENSES INVESTISSEMENT

CHAPITRE	LIBELLES CHAPITRES	TOTAL VOTE BP+BS+DM RAR+ AS(1)	PROPOSITIONS NOUVELLES (2)	VOTE (3)	TOTAL (1+3)
10	DOTATIONS, FONDS DIVERS	164 319,08			164 319,08
13	SUBVENTIONS INVESTISSEMENT	0,00	3 000,00	**3 000,00**	3 000,00
16	EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILES	9 100 000,00	3 000 000,00	**3 000 000,00**	12 100 000,00
20	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	706 483,91			706 483,91
204	SUBVENTIONS EQUIPEMENT	2 639 001,40			2 639 001,40
21	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	3 668 831,59	5 787,32	**5 787,32**	3 674 618,91
23	IMMOBILISATIONS EN COURS	8 650 143,17	83 000,00	**83 000,00**	8 733 143,17
26	PARTICIPATIONS ET CREANCES RATTACHEES	326 000,00			326 000,00
27	AUTRES IMMOB.FINANCIERES	711 356,54			711 356,54
454101	PERIL 16 PLACE AUX AIRES	114 833,81			114 833,81
4541103	PERIL 174 AVENUE PIERRE SEMARD	640,00			640,00
4541104	PERIL 37 BOULEVARD DU JEU DE BALLON	919,64			919,64
4541109	PÉRIL 32 RUE TRACASTEL	61 314,52			61 314,52
4541110	PÉRIL 11 RUE DE L'ORATOIRE	1 200,00			1 200,00
4541113	PERIL 8 RUE DES SŒURS	120 711,23			120 711,23
4541114	PERIL 2 TRAVERSE ROUSTAN	59 881,68			59 881,68
4541116	PERIL 16 RUE CHARLES NEGRE	83 858,80			83 858,80
4541120	PÉRIL 1 PLACE DE LA ROQUE	11 225,50			11 225,50
4541123	PÉRIL 19 RUE MOUGINS ROQUEFORT	23 734,92			23 734,92
4541124	PÉRIL 13 RUE DE LA POISSONNERIE	7 535,00			7 535,00
4541125	PÉRIL 7 TRAVERSE FONT LAUGIERE	3 643,07			3 643,07
454145	PERIL 3 RUE FONTETTE	36 279,00			36 279,00
454195	PERIL 1 PLACE SAINTE MARTHE	108 340,66			108 340,66
454199	PÉRIL 3 PORTE NEUVE	34 253,00			34 253,00
454201	PERIL 16 PLACE AUX AIRES	21 000,00			21 000,00
458103	DMO CAMPUS EX PALAIS DE JUSTICE	1 686 736,80			1 686 736,80
458104	DMO PLACES MEDIATHEQUE	337 737,36			337 737,36
929	EQUIPEMENTS LOCAUX ASSOCIATIFS	1 169 921,92			1 169 921,92
040	OPERAT. ORDRE ENTRE SECTIONS	425 000,00			425 000,00
041	OPERATIONS PATRIMONIALES	750 000,00			750 000,00
	TOTAL	**31 024 902,60**	**3 091 787,32**	**3 091 787,32**	**34 116 689,92**
001	SOLDE EXECUTION NEGATIF REPORTE	6 123 570,82			**6 123 570,82**
	TOTAL GENERAL	**37 148 473,42**	**3 091 787,32**	**3 091 787,32**	**40 240 260,74**

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-244-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

RECETTES INVESTISSEMENT					
CHAPITRE	LIBELLES CHAPITRES	TOTAL VOTE BP+BS+DM RAR+ AS(1)	PROPOSITIONS NOUVELLES (2)	VOTE (3)	TOTAL (1+3)
10	DOTATIONS ET FONDS DIVERS	8 747 031,80	60 787,32	**60 787,32**	8 807 819,12
13	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT	2 924 801,59			2 924 801,59
16	EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILES	6 512 000,00	3 000 000,00	**3 000 000,00**	9 512 000,00
27	AUTRES IMMOB.FINANCIERES	501 590,83			501 590,83
454101	PERIL 16 PLACE AUX AIRES	21 000,00			21 000,00
454201	PERIL 16 PLACE AUX AIRES	114 833,81			114 833,81
4542103	PERIL 174 AVENUE PIERRE SEMARD	640,00			640,00
4542104	PERIL 37 BOULEVARD DU JEU DE BALLON	919,64			919,64
4542109	PÉRIL 32 RUE TRACASTEL	61 314,52			61 314,52
4542110	PÉRIL 11 RUE DE L'ORATOIRE	1 200,00			1 200,00
4542113	PERIL 8 RUE DES SŒURS	120 711,23			120 711,23
4542114	PERIL 2 TRAVERSE ROUSTAN	59 881,68			59 881,68
4542116	PERIL 16 RUE CHARLES NEGRE	83 858,80			83 858,80
4542120	PÉRIL 1 PLACE DE LA ROQUE	11 225,50			11 225,50
4542123	PÉRIL 19 RUE MOUGINS ROQUEFORT	23 734,92			23 734,92
4542124	PÉRIL 13 RUE DE LA POISSONNERIE	7 535,00			7 535,00
4542125	PÉRIL 7 TRAVERSE FONT LAUGIERE	3 643,07			3 643,07
454245	PERIL 3 RUE FONTETTE	36 279,00			36 279,00
454295	PERIL 1 PLACE SAINTE MARTHE	108 340,66			108 340,66
454299	PÉRIL 3 PORTE NEUVE	34 253,00			34 253,00
458203	DMO CAMPUS EX PALAIS DE JUSTICE	1 763 169,30			1 763 169,30
458204	DMO PLACES MEDIATHEQUE	337 737,36			337 737,36
021	VIREMENT DU FONCTIONNEMENT	4 723 771,71	31 000,00	**31 000,00**	4 754 771,71
024	CESSIONS IMMOBILISATIONS	4 969 000,00			4 969 000,00
040	OPERAT. ORDRE ENTRE SECTIONS	5 230 000,00			5 230 000,00
041	OPERATIONS PATRIMONIALES	750 000,00			750 000,00
	TOTAL	**37 148 473,42**	**3 091 787,32**	**3 091 787,32**	**40 240 260,74**
001	SOLDE EXECUTION POSITIF REPORTE				
	TOTAL GENERAL	**37 148 473,42**	**3 091 787,32**	**3 091 787,32**	**40 240 260,74**

La commission optimisation et performance des moyens et ressources ayant été saisie de ce dossier dans sa séance du 14 novembre 2023,

Je vous demande de bien vouloir :

- **APPROUVER** le projet de Décision Budgétaire Modificative n° 3 de la commune au niveau du chapitre pour les sections de fonctionnement et d'investissement pour l'exercice 2023 et l'arrêter comme détaillé ci-dessus ;

- **AUTORISER** Monsieur le Maire à engager, liquider les dépenses et les recettes dans la limite des crédits prévus aux chapitres détaillés ci-dessus ;

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-244-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

- **NOTIFIER** la présente délibération à Monsieur le Trésorier Municipal et à Monsieur le Préfet des Alpes-Maritimes.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal adopte par 37 voix pour, 4 voix contre : Madame CONESA (2 voix), Madame ADDAD et Monsieur de FONTMICHEL.

Délibération affichée le - 6 DEC. 2023
suivant [illegible]
POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire,

La Secrétaire de séance
Valérie COPIN, Première Adjointe

VILLE DE GRASSE A.M

VILLE DE GRASSE A.M

Certifié exécutoire compte tenu de la publication sur le site internet le - 6 DEC. 2023

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-244-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

SIGNATURES DES MEMBRES PRESENTS AU CONSEIL MUNICIPAL

5 DECEMBRE 2023

2023-244 BUDGET PRINCIPAL – DECISION BUDGETAIRE MODIFICATIVE N° 3

LE MAIRE

Jérôme VIAUD

Valérie **COPIN**

Christophe **MOREL**

Aline **BOURDAIRE**

François **ROUSTAN**

Catherine **BUTTY**

Gilles **RONDONI**

Claude **MASCARELLI**

Nicolas **DOYEN**

Nicole **NUTINI**

Ali **AMRANE**

Murielle **CHABERT**

Pascal **PELLEGRINO**

Anne-Marie **DUVAL**

Cyril **DAUPHOUD**

Marie **CHABAUD**

Roger **MISSENTI**

Mélanie **ZARRILLO**

Philippe **BONELLI**

Annie **OGGERO-MAIRE**

Jean-Marc **GARNIER**

Karine **GIGODOT**

Serge **PERCHERON**

Dominique **BOURRET**

Laurence **COSTE**

Richard **KISS**

Marie-Madeleine **GUALLINO**

Franck **BARBEY**

Jeannette **GISQUET**

Jean-Pierre **BICAIL**

Jocelyne **BUSTAMENTE**

Jean-François **LAPORTE**

Stéphanie **MANDREA**

Charles **FERRERO**

Levanna **CALATAYUD**

Paul **EUZIERE**

Magali **CONESA**

Philippe-Emmanuel **de FONTMICHEL**

Mekia Noura **ADDAD**

Stéphane **CASSARINI**

Myriam **LAZREUG**

Patrick **ISNARD**

Bernard **BRUNEAU**

Jean-Paul **CAMERANO**

Alexandre **GAIFFE**

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-245-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

Le goût de l'essentiel
Grasse

EXTRAIT
du registre des Délibérations du Conseil Municipal
séance du 5 décembre 2023

NOMBRE DE MEMBRES		
Afférents au Conseil Municipal	en exercice	qui ont pris part à la Délibération
45	45	41

2023 - 245 BUDGET PRINCIPAL
AUTORISATION DE DEPENSES D'INVESTISSEMENT
AVANT LE VOTE DU BUDGET PRIMITIF 2024

Le Conseil Municipal de la Commune de GRASSE, dûment convoqué le 28 novembre 2023, s'est réuni le mardi 5 décembre 2023 à 14h30 au Palais des Congrès, salle Gérard PHILIPE, sous la présidence de Monsieur Jérôme VIAUD, Maire.

PRESENTS : Monsieur Jérôme VIAUD, Maire et Mesdames et Messieurs les Adjoints :
Valérie COPIN, Christophe MOREL, François ROUSTAN, Catherine BUTTY, Gilles RONDONI, Claude MASCARELLI, Nicolas DOYEN, Nicole NUTINI, Ali AMRANE, Murièle CHABERT, Cyril DAUPHOUD, Anne-Marie DUVAL, Jean-Marc GARNIER, Dominique BOURRET, Marie CHABAUD, Roger MISSENTI, Philippe BONELLI, Annie OGGERO-MAIRE, Serge PERCHERON, Laurence COSTE, Richard KISS, Franck BARBEY, Jeannette GISQUET, Jean-Pierre BICAIL, Jocelyne BUSTAMENTE, Jean-François LAPORTE, Stéphanie MANDREA, Charles FERRERO, Levanna CALATAYUD, Alexandre GAIFFE, Magali CONESA, Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL, Mékia Noura ADDAD, Bernard BRUNEAU.

PART EN COURS DE SEANCE :

/

PART EN COURS DE SEANCE SANS PROCURATION :

/

ABSENTS EXCUSES :

Madame Aline BOURDAIRE
Monsieur Pascal PELLEGRINO

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-245-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

Marie-Madeleine GUALLINO
Madame Mélanie ZARRILLO
Madame Karine GIGODOT
Monsieur Paul EUZIERE

ABSENTS EXCUSES SANS PROCURATION :

Madame Myriam LAZREUG
Monsieur Stéphane CASSARINI
Monsieur Patrick ISNARD

ABSENT SANS PROCURATION :

Monsieur Jean-Paul CAMERANO

ARRIVE EN COURS DE SEANCE :

Monsieur Ali AMRANE
(Prend part aux délibérations N°232 à N°267)

PROCURATION :

Madame Aline BOURDAIRE à Madame Valérie COPIN
Monsieur Ali AMRANE à Madame Catherine BUTTY
Monsieur Pascal PELLEGRINO à Monsieur François ROUSTAN
Marie-Madeleine GUALLINO à Monsieur Christophe MOREL
Madame Mélanie ZARRILLO à Monsieur le Maire
Madame Karine GIGODOT à Nicolas DOYEN
Monsieur Paul EUZIERE à Madame Magali CONESA

Les Conseillers présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un Secrétaire pris dans le sein du Conseil. Madame Valérie COPIN ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, a adopté le procès-verbal du la séance du 7 novembre 2023.

En vertu de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire donne lecture des décisions prises en application de la délégation qui lui a été consentie par délibération n° 2020-26 du 28 mai 2020 en ce qui concerne l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Questions retirées à l'ordre du jour :

2023 - 239 **VALLON DE CAMPEROUSSE**
ACQUISITION A L'EURO SYMBOLIQUE PAR LA COMMUNE
DE LA PARCELLE CADASTREE SECTION DX N° 141

2023 - 240 **VALLON DE CAMPEROUSSE**
ACQUISITION A L'EURO SYMBOLIQUE PAR LA COMMUNE
DE LA PARCELLE CADASTREE SECTION DX N° 142

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-245-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

VILLE DE GRASSE
CONSEIL MUNICIPAL

2023 - 245

DU 5 DECEMBRE 2023

BUDGET PRINCIPAL
AUTORISATION DE DEPENSES D'INVESTISSEMENT
AVANT LE VOTE DU BUDGET PRIMITIF 2024

RESUME SYNTHETIQUE DU RAPPORT
Le présent rapport a pour objet d'autoriser le mandatement des dépenses d''investissement avant le vote du budget primitif 2024.

INCIDENCE BUDGETAIRE

SERVICE GESTIONNAIRE	IMPUTATION BUDGETAIRE	MONTANT T.T.C.
DIRECTION DES AFFAIRES FINANCIERES	DEPENSES	3 598 345,56 €

Madame Catherine BUTTY expose :

Vu les dispositions de l'article L 1612-1 du code général des collectivités territoriales modifié par la Loi n° 2012-1510 du 29 décembre 2012 - art. 37 (VD).

Dans le cas où le budget d'une collectivité territoriale n'a pas été adopté avant le 1er janvier de l'exercice auquel il s'applique, l'exécutif de la collectivité territoriale est en droit, jusqu'à l'adoption de ce budget, de mettre en recouvrement les recettes et d'engager, de liquider et de mandater les dépenses de la section de fonctionnement dans la limite de celles inscrites au budget de l'année précédente.

Il est en droit de mandater les dépenses afférentes au remboursement en capital des annuités de la dette venant à échéance avant le vote du budget.

En outre, jusqu'à l'adoption du budget ou jusqu'au 15 avril, en l'absence d'adoption du budget avant cette date, l'exécutif de la collectivité territoriale peut, sur autorisation de l'organe délibérant, engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement, dans la limite du quart des crédits ouverts au budget de l'exercice précédent, hors restes à réaliser et non compris les crédits afférents au remboursement de la dette.

Les crédits correspondants, visés aux alinéas ci-dessus, sont inscrits au budget lors de son adoption. Le comptable est en droit de payer les mandats et recouvrer les titres de recettes émis dans les conditions ci-dessus.

La Commission optimisation et performance des moyens et ressources ayant été saisie de ce dossier dans sa séance du 14 novembre 2023,

Je vous demande de bien vouloir :

- **AUTORISER** Monsieur le Maire à engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement dans les limites suivantes et selon la répartition indiquée ci-dessous :

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-245-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

- **Chapitre 20 « immobilisations incorporelles »**
  - Crédits ouverts au budget 2023 : 500 845,00 €
  - Limite des 25 % = 500 845,00 € * 25 % soit 125 211,25 €
  - Autorisation demandée : **125 211,00 € sur le compte 2031**
    L'enveloppe sera consacrée notamment à des études d'aménagement à intervenir au premier trimestre 2024.

- **Chapitre 204 « subventions d'équipements versées »**
  - Crédits ouverts au budget 2023 : 2 633 000,00 €
  - Limite des 25 % = 2 633 000,00 € * 25 % = 658 250,00 €
  - Autorisation demandée : **658 250,00 € sur le compte 20422**
    Ces crédits seront dédiés aux subventions aux particuliers dans le secteur sauvegardé pour les opérations achevées sur le premier trimestre 2024.

- **Chapitre 21 « immobilisations corporelles »**
  - Crédits ouverts au budget 2023 : 3 427 685,73 €
  - Limite des 25 % : 3 427 685,73 € * 25 % = 856 921,43 €
  - Autorisation demandée : **856 921,00 € sur le compte 2188**
    Enveloppe dédiée à l'acquisition de divers équipements sur le premier trimestre 2024.

- **Chapitre 23 « immobilisations en cours »**
  - Crédits ouverts au budget 2023 : 7 601 851,51 €
  - Limite des 25 % : 7 601 851,51 € * 25 % = 1 900 462,88 €
  - Autorisation demandée : **1 900 462,00 € sur le compte 2313**
    Les travaux concernés seront ceux liés aux opérations de gros entretien des bâtiments, des voiries et réseaux réalisées sur le premier trimestre 2024.

- **Chapitre 929 « équipements et locaux associatifs »**
  - Crédits ouverts au budget 2023 : 230 000,00 €
  - Limite des 25 % : 230 000,00 € * 25 % = 57 500,00 €
  - Autorisation demandée **: 57 500,00 € sur le compte 2313**
    L'enveloppe sera consacrée à l'équipement de la Médiathèque du premier trimestre 2024.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal adopte par 37 voix pour, 4 voix contre : Madame CONESA (2 voix), Madame ADDAD et Monsieur de FONTMICHEL.

Délibération affichée le - 6 DEC. 2023
suivent les signatures
POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire,

La Secrétaire de séance
Valérie COPIN, Première Adjointe

VILLE DE GRASSE A.M

VILLE DE GRASSE A.M

Certifié exécutoire compte tenu de la publication sur le site internet le - 6 DEC. 2023

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-246-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

Le goût de l'essentiel
Grasse

EXTRAIT
du registre des Délibérations du Conseil Municipal
séance du 5 décembre 2023

NOMBRE DE MEMBRES		
Afférents au Conseil Municipal	en exercice	qui ont pris part à la Délibération
45	45	45

2023 - 246 **REPRISE ET CONSTITUTION D'UNE PROVISION POUR RISQUES AU TITRE DES EMPRUNTS COMPLEXES**

Le Conseil Municipal de la Commune de GRASSE, dûment convoqué le 28 novembre 2023, s'est réuni le mardi 5 décembre 2023 à 14h30 au Palais des Congrès, salle Gérard PHILIPE, sous la présidence de Monsieur Jérôme VIAUD, Maire.

PRESENTS : Monsieur Jérôme VIAUD, Maire et Mesdames et Messieurs les Adjoints :
Valérie COPIN, Christophe MOREL, François ROUSTAN, Catherine BUTTY, Gilles RONDONI, Claude MASCARELLI, Nicolas DOYEN, Nicole NUTINI, Ali AMRANE, Murièle CHABERT, Cyril DAUPHOUD, Anne-Marie DUVAL, Jean-Marc GARNIER, Dominique BOURRET, Marie CHABAUD, Roger MISSENTI, Philippe BONELLI, Annie OGGERO-MAIRE, Serge PERCHERON, Laurence COSTE, Richard KISS, Franck BARBEY, Jeannette GISQUET, Jean-Pierre BICAIL, Jocelyne BUSTAMENTE, Jean-François LAPORTE, Stéphanie MANDREA, Charles FERRERO, Levanna CALATAYUD, Alexandre GAIFFE, Magali CONESA, Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL, Mékia Noura ADDAD, Bernard BRUNEAU.

PART EN COURS DE SEANCE :

/

PART EN COURS DE SEANCE SANS PROCURATION :

/

ABSENTS EXCUSES :

Madame Aline BOURDAIRE
Monsieur Pascal PELLEGRINO
Marie-Madeleine GUALLINO

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-246-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

Madame Mélanie ZARRILLO
Madame Karine GIGODOT
Monsieur Paul EUZIERE

ABSENTS EXCUSES SANS PROCURATION :

Madame Myriam LAZREUG
Monsieur Stéphane CASSARINI
Monsieur Patrick ISNARD

ABSENT SANS PROCURATION :

Monsieur Jean-Paul CAMERANO

ARRIVE EN COURS DE SEANCE :

Monsieur Ali AMRANE
(Prend part aux délibérations N°232 à N°267)

PROCURATION :

Madame Aline BOURDAIRE à Madame Valérie COPIN
Monsieur Ali AMRANE à Madame Catherine BUTTY
Monsieur Pascal PELLEGRINO à Monsieur François ROUSTAN
Marie-Madeleine GUALLINO à Monsieur Christophe MOREL
Madame Mélanie ZARRILLO à Monsieur le Maire
Madame Karine GIGODOT à Nicolas DOYEN
Monsieur Paul EUZIERE à Madame Magali CONESA

Les Conseillers présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un Secrétaire pris dans le sein du Conseil. Madame Valérie COPIN ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, a adopté le procès-verbal du la séance du 7 novembre 2023.

En vertu de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire donne lecture des décisions prises en application de la délégation qui lui a été consentie par délibération n° 2020-26 du 28 mai 2020 en ce qui concerne l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Questions retirées à l'ordre du jour :

2023 - 239 **VALLON DE CAMPEROUSSE**
ACQUISITION A L'EURO SYMBOLIQUE PAR LA COMMUNE
DE LA PARCELLE CADASTREE SECTION DX N° 141

2023 - 240 **VALLON DE CAMPEROUSSE**
ACQUISITION A L'EURO SYMBOLIQUE PAR LA COMMUNE
DE LA PARCELLE CADASTREE SECTION DX N° 142

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-246-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

2023 - 246

VILLE DE GRASSE
CONSEIL MUNICIPAL

DU 5 DECEMBRE 2023

REPRISE ET CONSTITUTION D'UNE PROVISION POUR RISQUES AU TITRE DES EMPRUNTS COMPLEXES

RESUME SYNTHETIQUE DU RAPPORT
Le présent rapport a pour objet la reprise et la constitution d'une dotation aux provisions pour risques de taux et de change au titre des emprunts complexes au 31 décembre 2023.

INCIDENCE BUDGETAIRE

SERVICE GESTIONNAIRE	IMPUTATION BUDGETAIRE	MONTANT T.T.C.
DIRECTION DES AFFAIRES FINANCIERES	7865 -678 6865-7788	26 868,48 € 118 026,26 €

Madame Catherine BUTTY expose :

Vu l'article 94 de la loi du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles (MAPAM),

Vu les arrêtés des 16 et 18 décembre 2013 relatifs à l'instruction budgétaire et comptable M14 applicables aux communes,

Vu le « guide pratique du provisionnement des emprunts à risque » publié en juillet 2013 par la Direction Générale des Finances Publiques (DGFIP),

Vu l'avis du Conseil de Normalisation des Comptes Publics (CNOCP) du 3 juillet 2012 relatif à la comptabilisation de « Provisions pour risques sur emprunts »,

Vu la circulaire interministérielle N° IOCB1015077C du 25 juin 2010 relative aux produits financiers offerts aux collectivités territoriales et aux établissements publics,

Vu « la charte de bonne conduite entre les établissements bancaires et les collectivités locales » signée le 7 décembre 2009 et annexée à la circulaire interministérielle N° NOR IOCB1015077C du 25 juin 2010,

Vu la délibération n° 2022-198 en date du 6 décembre 2022, constituant une reprise de la dotation initiale de provision pour risques de taux et de change, pour un montant global de 13 899,29 € et une constitution d'une provision pour risques au titre des emprunts complexes de 468 438,09 €,

Compte tenu du montant de l'encours de dette structurée au 31 décembre 2023 et de l'évolution des marchés financiers, la provision pour risques de taux et de change doit être reconsidérée ; à fin 2023, deux emprunts sont concernés.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-246-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

- **Provisions au 31 décembre 2023**

○ Emprunts à provisionner :

Chacune des lignes d'emprunt a été examinée au regard de son classement dans la grille « Gissler ». Tous les emprunts comportant **un indice « sous-jacent » supérieur à 3** ou **un indice « Structure » supérieur à C** ont été intégrés dans le portefeuille d'emprunts à provisionner.

Les méthodes de calcul de la provision à fin 2023 sont en tous points identiques à celles appliquées pour le calcul de la provision à fin 2022. Elles sont rappelées ci-dessous.

○ Méthode de calcul de la provision pour les emprunts présentant un risque de taux :

– Taux de référence :

✓ Si le produit structuré est un swap ou un contre-swap adossé à un emprunt (sous-jacent) souscrit à taux fixe sur toute sa durée, ce taux fixe sert de taux de référence.

✓ Pour les autres cas, a été défini un taux de référence égal au TEC de la durée résiduelle coté le jour de la date d'effet de l'emprunt, du swap ou du contre-swap déterminant le taux structuré résultant.
Il a été considéré que ce taux était plus représentatif que le TEC 10 (cité dans le Guide pratique du provisionnement des emprunts à risques), dans la mesure où les durées résiduelles étaient sensiblement supérieures à 10 ans.
La Banque de France débute ses cotations de TEC au 03.11.04 et cote les durées suivantes (en années) : 1, 2, 3, 5, 7, 10, 15, 20, 25, 30.

✓ En l'hypothèse où le TEC de la durée résiduelle ne serait pas coté :

➢ Durée résiduelle différente des durées cotées : le taux de référence est calculé par interpolation linéaire entre les niveaux de taux pour les durées encadrant la durée résiduelle ;

➢ Date d'effet antérieure au 03.11.04 : le TEC de la durée au 03.11.04 est corrigé de la différence entre le taux de l'OAT de la durée résiduelle au 03.11.04 et le taux de l'OAT de la durée résiduelle à la date d'effet.

En l'hypothèse où le taux de la durée résiduelle de l'OAT ne serait pas coté, il est procédé par interpolation linéaire entre les niveaux de taux pour les durées encadrant la durée résiduelle.

– Taux contractuels anticipés :

Ont été retenus les taux anticipés délivrés par Seldon Finance, éditeur du logiciel de suivi de la dette, à la date du 31 octobre 2023.

Cet éditeur, abonné à des bases de données internationales, délivre les taux anticipés pour les indices inclus dans les formules de calcul des taux structurés des emprunts à risque de la ville.

– Mode de calcul de la provision pour risques de taux :

En application des dispositions des textes précités, chaque échéance d'intérêts à échoir après le 31.12.23 a été calculée au taux anticipé d'une part et au taux de référence d'autre part.

La somme des différences négatives entre ces deux valeurs représente le volume de provision devant exister au 31.12.23 qui, comparé au volume de provision existant au 31.12.22 permet de déterminer, ligne par ligne, la dotation et/ou la reprise de 2023.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-246-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

- **Traduction chiffrée**

PROVISIONS pour RISQUES de TAUX et de CHANGE AU 31 DECEMBRE 2022

Contrats	301 B	308 B	309	317	318	TOTAL
Contrepartie	FMS	FMS	Ixis CIB	CECAz	FMS	
Cotation Gissler	HC	HC	HC	4B	HC	
Capital restant dû au 1er septembre CHF						
Capital restant dû au 1er septembre Euros						
Capital restant dû au 31/12/2021 (€)	0,00	315 832,13	2 408 139,04	0,00	522 213,56	3 246 184,73
Durée résiduelle (années)	0,00	0,41	5,59	0,00	1,99	
Provision devises						
Provision €	0,00	26 868,48	493 040,99	0,00	8 677,01	528 586,48
Provision globale	0,00	26 868,48	519 909,47	519 909,47	528 586,48	

PROVISIONS pour RISQUES de TAUX et de CHANGE AU 31 DECEMBRE 2023

Contrats	301 B	308	309	317	318	TOTAL
Contrepartie	FMS	Natixis	Ixis CIB	CECAz	FMS	
Cotation Gissler	HC	4D	HC	4B	HC	
Capital restant dû au 1er septembre CHF						
Capital restant dû au 1er septembre Euros						
Capital restant dû au 31/12/2023 (€)	0,00	0,00	2 037 177,00	0,00	267 475,18	2 304 652,18
Durée résiduelle (années)	0,00	0,00	4,59	0,00	0,99	
Provision devises						
Provision €	0,00	0,00	607 502,21	0,00	12 242,05	619 744,26
Provision globale	0,00	0,00	607 502,21	607 502,21	619 744,26	

DOTATION / REPRISE aux PROVISIONS pour RISQUES de TAUX et de CHANGE 2023

Contrats	301 B	308	309	317	318	TOTAL
Contrepartie	FMS	Natixis	Ixis CIB	CECAz	FMS	
Cotation Gissler	HC	HC	HC	4B	HC	
Dotation Provision (+) €	**0,00**	**0,00**	**114 461,21**	**0,00**	**3 565,04**	**118 026,26**
Reprise Provision (-) €	**0,00**	**-26 868,48**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**-26 868,48**
Dotation (+) / Reprise (-) nette	**0,00**	**0,00**	**87 592,74**	**87 592,74**	**91 157,78**	**91 157,78**

A l'issue de ces calculs, apparaît :

- ✓ une reprise de la dotation initiale de provisions pour risques de taux et de change à hauteur de **26 868,48 euros** (swap 308) ;
- ✓ la constitution d'une provision pour risques de taux et de change à hauteur de **118 026 ,26 euros** (Swaps 309 et 318).

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-246-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

La commission optimisation et performance des moyens et ressources ayant été saisie de ce dossier dans sa séance du 14 novembre 2023,

Je vous demande de bien vouloir :

- **ADOPTER** la reprise d'une dotation initiale aux provisions pour risques sur emprunts à hauteur de **26 868,48 euros :**

  - crédit du compte 7865 « reprises sur provisions pour risques et charges financiers » par le débit du compte 1521.

  - débit du compte 678 « autres charges exceptionnelles » par le crédit du compte 194.

- **ADOPTER** la constitution d'une provision pour risques sur emprunts à hauteur de **118 026,26 euros :**

  - débit du compte 6865 « dotations aux provisions pour risques et charges financiers » par le crédit du compte 1521.

  - crédit du compte 7788 « produits exceptionnels divers » par le débit du compte 194.

Après en avoir délibéré le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents ou représentés, adopte.

Délibération affichée le - 6 DEC. 2023
suivent les signatures
POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire,

La Secrétaire de séance
Valérie COPIN, Première Adjointe

VILLE DE GRASSE A.M

VILLE DE GRASSE A.M

Certifié exécutoire compte tenu de la publication sur le site internet le - 6 DEC. 2023

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-247-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

Le goût de l'essentiel
Grasse

EXTRAIT
du registre des Délibérations du Conseil Municipal
séance du 5 décembre 2023

NOMBRE DE MEMBRES		
Afférents au Conseil Municipal	en exercice	qui ont pris part à la Délibération
45	45	41

2023 - 247 BUDGET ANNEXE DU CREMATORIUM
MODIFICATION DU REGIME DES PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

Le Conseil Municipal de la Commune de GRASSE, dûment convoqué le 28 novembre 2023, s'est réuni le mardi 5 décembre 2023 à 14h30 au Palais des Congrès, salle Gérard PHILIPE, sous la présidence de Monsieur Jérôme VIAUD, Maire.

PRESENTS : Monsieur Jérôme VIAUD, Maire et Mesdames et Messieurs les Adjoints :
Valérie COPIN, Christophe MOREL, François ROUSTAN, Catherine BUTTY, Gilles RONDONI, Claude MASCARELLI, Nicolas DOYEN, Nicole NUTINI, Ali AMRANE, Murièle CHABERT, Cyril DAUPHOUD, Anne-Marie DUVAL, Jean-Marc GARNIER, Dominique BOURRET, Marie CHABAUD, Roger MISSENTI, Philippe BONELLI, Annie OGGERO-MAIRE, Serge PERCHERON, Laurence COSTE, Richard KISS, Franck BARBEY, Jeannette GISQUET, Jean-Pierre BICAIL, Jocelyne BUSTAMENTE, Jean-François LAPORTE, Stéphanie MANDREA, Charles FERRERO, Levanna CALATAYUD, Alexandre GAIFFE, Magali CONESA, Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL, Mékia Noura ADDAD, Bernard BRUNEAU.

PART EN COURS DE SEANCE :

/

PART EN COURS DE SEANCE SANS PROCURATION :

/

ABSENTS EXCUSES :

Madame Aline BOURDAIRE
Monsieur Pascal PELLEGRINO
Marie-Madeleine GUALLINO

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-247-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

Madame Mélanie ZARRILLO
Madame Karine GIGODOT
Monsieur Paul EUZIERE

ABSENTS EXCUSES SANS PROCURATION :

Madame Myriam LAZREUG
Monsieur Stéphane CASSARINI
Monsieur Patrick ISNARD

ABSENT SANS PROCURATION :

Monsieur Jean-Paul CAMERANO

ARRIVE EN COURS DE SEANCE :

Monsieur Ali AMRANE
(Prend part aux délibérations N°232 à N°267)

PROCURATION :

Madame Aline BOURDAIRE à Madame Valérie COPIN
Monsieur Ali AMRANE à Madame Catherine BUTTY
Monsieur Pascal PELLEGRINO à Monsieur François ROUSTAN
Marie-Madeleine GUALLINO à Monsieur Christophe MOREL
Madame Mélanie ZARRILLO à Monsieur le Maire
Madame Karine GIGODOT à Nicolas DOYEN
Monsieur Paul EUZIERE à Madame Magali CONESA

Les Conseillers présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un Secrétaire pris dans le sein du Conseil. Madame Valérie COPIN ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, a adopté le procès-verbal du la séance du 7 novembre 2023.

En vertu de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire donne lecture des décisions prises en application de la délégation qui lui a été consentie par délibération n° 2020-26 du 28 mai 2020 en ce qui concerne l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Questions retirées à l'ordre du jour :

2023 - 239 **VALLON DE CAMPEROUSSE**
ACQUISITION A L'EURO SYMBOLIQUE PAR LA COMMUNE
DE LA PARCELLE CADASTREE SECTION DX N° 141

2023 - 240 **VALLON DE CAMPEROUSSE**
ACQUISITION A L'EURO SYMBOLIQUE PAR LA COMMUNE
DE LA PARCELLE CADASTREE SECTION DX N° 142

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-247-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

VILLE DE GRASSE
CONSEIL MUNICIPAL

2023 - 247

DU 5 DECEMBRE 2023

BUDGET ANNEXE DU CREMATORIUM
MODIFICATION DU REGIME DES PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

RESUME SYNTHETIQUE DU RAPPORT

Le présent rapport a pour objet d'autoriser la modification de gestion des provisions pour risques et charges du régime semi-budgétaire à un régime budgétaire pour le budget annexe du crématorium.

INCIDENCE BUDGETAIRE

SERVICE GESTIONNAIRE	IMPUTATION BUDGETAIRE	MONTANT T.T.C.
DIRECTION DES AFFAIRES FINANCIERES	-	-

Madame Catherine BUTTY expose :

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.2121-29, L.2321-2 et R.2321-2, R.2321-3 ;

Vu l'instruction budgétaire et comptable M4 ;

Considérant qu'en vertu du principe comptable de prudence, les collectivités comptabilisent toute perte financière probable, dès lors que cette perte est envisagée. Les provisions permettent ainsi de constater un risque ou une charge probable ou encore d'étaler une charge ;

Considérant que le mécanisme des provisions est simple. Dès lors que la survenance d'un risque (litige par exemple) ou d'une charge apparaît comme probable, la collectivité provisionne sur l'exercice en cours ;

Considérant que la provision pour litige doit être constituée dès l'ouverture d'un contentieux en première instance contre la commune ;

Considérant que la provision pour dépréciation doit être constituée dès l'ouverture d'une procédure collective (redressement et liquidation judiciaires) pour les garanties d'emprunts, les prêts et créances, les avances de trésorerie et les participations en capital à un organisme ;

Considérant que la provision pour dépréciation des restes à recouvrer doit être constituée dès que le recouvrement est compromis malgré les diligences du comptable ;

Considérant qu'en dehors des trois cas visés ci-dessus, une provision peut être constituée dès l'apparition d'un risque avéré ;

Considérant qu'une délibération fixe pour chaque provision les conditions de constitution, de reprise et de répartition et d'ajustement de la provision. Un état annexé au budget et au compte administratif retrace leur montant, leur évolution et leur emploi ;

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-247-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

Considérant que depuis le 1er janvier 2006, le régime de droit commun des provisions est la semi budgétisation ;

Considérant ainsi qu'en cas d'absence de délibération, le régime des provisions de droit commun (semi-budgétaires) s'applique ;

Considérant que le régime semi-budgétaire enregistre une dépense au compte 68 par un mandat réel afin de constituer la dotation. Le comptable public crédite un compte de provision bloquant la somme à utiliser pour faire face au risque ou à la charge ;

Considérant que conformément à l'article R.2321-3 du CGCT, le régime des provisions budgétaires peut être appliqué sur option décidée par l'assemblée délibérante par une délibération spécifique et seulement au cours d'un même mandat ou après renouvellement du conseil municipal ;

Considérant que les provisions budgétaires constituent des opérations d'ordre budgétaire entre sections et sont retracées en dépenses et en recettes de la section de fonctionnement, au chapitre 042 " Opérations d'ordre de transfert entre sections " et en recette de la section d'investissement, au chapitre 040 " Opérations d'ordre de transfert entre sections " ;

Ce changement de méthode nous permettra réglementairement d'amortir la charge pesant sur la section de fonctionnement.

La Commission optimisation et performance des moyens et ressources ayant été saisie de ce dossier dans sa séance du 14 novembre 2023,

Je vous demande de bien vouloir :

- **ADOPTER** l'option du régime des provisions budgétaires pour le budget annexe du crématorium.

Après en avoir délibéré le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents ou représentés, adopte.

Délibération affichée le - 6 DEC. 2023
suivent les signatures
POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire,

La Secrétaire de séance
Valérie COPIN, Première Adjointe

VILLE DE GRASSE A.M

VILLE DE GRASSE A.M

Certifié exécutoire compte tenu de la publication sur le site internet le - 6 DEC. 2023

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-248-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

Le goût de l'essentiel
Grasse

EXTRAIT
du registre des Délibérations du Conseil Municipal
séance du 5 décembre 2023

NOMBRE DE MEMBRES		
Afférents au Conseil Municipal	en exercice	qui ont pris part à la Délibération
45	45	41

2023 - 248 **BOURSES ELITES**
ADOPTION - ATTRIBUTION

Le Conseil Municipal de la Commune de GRASSE, dûment convoqué le 28 novembre 2023, s'est réuni le mardi 5 décembre 2023 à 14h30 au Palais des Congrès, salle Gérard PHILIPE, sous la présidence de Monsieur Jérôme VIAUD, Maire.

PRESENTS : Monsieur Jérôme VIAUD, Maire et Mesdames et Messieurs les Adjoints :
Valérie COPIN, Christophe MOREL, François ROUSTAN, Catherine BUTTY, Gilles RONDONI, Claude MASCARELLI, Nicolas DOYEN, Nicole NUTINI, Ali AMRANE, Murièle CHABERT, Cyril DAUPHOUD, Anne-Marie DUVAL, Jean-Marc GARNIER, Dominique BOURRET, Marie CHABAUD, Roger MISSENTI, Philippe BONELLI, Annie OGGERO-MAIRE, Serge PERCHERON, Laurence COSTE, Richard KISS, Franck BARBEY, Jeannette GISQUET, Jean-Pierre BICAIL, Jocelyne BUSTAMENTE, Jean-François LAPORTE, Stéphanie MANDREA, Charles FERRERO, Levanna CALATAYUD, Alexandre GAIFFE, Magali CONESA, Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL, Mékia Noura ADDAD, Bernard BRUNEAU.

PART EN COURS DE SEANCE :

/

PART EN COURS DE SEANCE SANS PROCURATION :

/

ABSENTS EXCUSES :

Madame Aline BOURDAIRE
Monsieur Pascal PELLEGRINO
Marie-Madeleine GUALLINO

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-248-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

Madame Mélanie ZARRILLO
Madame Karine GIGODOT
Monsieur Paul EUZIERE

ABSENTS EXCUSES SANS PROCURATION :

Madame Myriam LAZREUG
Monsieur Stéphane CASSARINI
Monsieur Patrick ISNARD

ABSENT SANS PROCURATION :

Monsieur Jean-Paul CAMERANO

ARRIVE EN COURS DE SEANCE :

Monsieur Ali AMRANE
(Prend part aux délibérations N°232 à N°267)

PROCURATION :

Madame Aline BOURDAIRE à Madame Valérie COPIN
Monsieur Ali AMRANE à Madame Catherine BUTTY
Monsieur Pascal PELLEGRINO à Monsieur François ROUSTAN
Marie-Madeleine GUALLINO à Monsieur Christophe MOREL
Madame Mélanie ZARRILLO à Monsieur le Maire
Madame Karine GIGODOT à Nicolas DOYEN
Monsieur Paul EUZIERE à Madame Magali CONESA

Les Conseillers présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un Secrétaire pris dans le sein du Conseil. Madame Valérie COPIN ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, a adopté le procès-verbal du la séance du 7 novembre 2023.

En vertu de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire donne lecture des décisions prises en application de la délégation qui lui a été consentie par délibération n° 2020-26 du 28 mai 2020 en ce qui concerne l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Questions retirées à l'ordre du jour :

2023 - 239 **VALLON DE CAMPEROUSSE**
ACQUISITION A L'EURO SYMBOLIQUE PAR LA COMMUNE
DE LA PARCELLE CADASTREE SECTION DX N° 141

2023 - 240 **VALLON DE CAMPEROUSSE**
ACQUISITION A L'EURO SYMBOLIQUE PAR LA COMMUNE
DE LA PARCELLE CADASTREE SECTION DX N° 142

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-248-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

VILLE DE GRASSE
CONSEIL MUNICIPAL

2023 - 248

5 DECEMBRE 2023

BOURSES ELITES
ADOPTION - ATTRIBUTION

RESUME SYNTHETIQUE DU RAPPORT

Le présent rapport a pour objet de répartir les bourses aux élites sportives grassoises.

INCIDENCE BUDGETAIRE

SERVICE GESTIONNAIRE	IMPUTATION BUDGETAIRE	MONTANT T.T.C
SPORTS	DEPENSES	5 950 €

Monsieur Gilles RONDONI expose :

Vu la délibération du 4 novembre 2014 fixant les critères d'attribution des bourses élites aux sportifs grassois.

Considérant les critères suivants :
- Etre crédité de performance ou de niveau national à minima
- Etre licencié dans un club grassois
- S'il n'y a pas de club grassois dans la discipline du sportif, être grassois ou être résident grassois
- Participer aux manifestations sportives de la Ville
- Montant de la bourse communale entre 0 et 1000 €, proportionnel aux coûts de la participation nationale.

Considérant que le jury du 24 octobre 2023 constitué d'élus, de Présidents de club qui n'ont pas de candidat dans les dossiers et de personnes de la société civile sportive,

Considérant que 13 dossiers ont été présentés,

Considérant que le jury a admis comme « niveau national » les championnats de France « sport scolaire » sous les couleurs des établissements grassois,

Considérant que sur les 13 dossiers présentés, 13 sont conformes aux critères de la délibération du 4 novembre 2014.

Je vous propose de retenir les candidatures suivantes :

- NAKACHE Maryline : 39 ans, Course à pieds et Trail, 1ere femme Marathon des sables : 700 € ;

- LOPERGOLO Ingrid : 52 ans, Course à pieds, Championne de France de Marathon et de Semi-Marathon M3 : 600 €

- CARMONA Hugo : 19 ans, Gymnastique artistique masculine, 4eme Championnat de France par équipe top 12 : 500 € ;

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-248-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

- CARMONA Lilou : 14 ans, Gymnastique artistique féminine, 7eme Championnat de France par équipe, 5eme Championnat de France individuel : 450 € ;

- PICARD Léia : 15 ans, Gymnastique artistique féminine, 7eme Championnat de France par équipe : 300 € ;

- DONNE Lucie : 13 ans, Gymnastique artistique féminine, 7eme Championnat de France par équipe, 35eme Championnat de France individuel : 350 € ;

- EL ASRI Mahïra : 16 ans, Gymnastique artistique féminine, 7eme Championnat de France par équipe, 19eme Championnat de France individuel : 400 € ;

- AMPUERO Anaïs : 14 ans, Gymnastique artistique féminine, 7eme Championnat de France par équipe : 300 € ;

- BEAUDI Jérémy : 32 ans, Triathlon, Champion du Monde militaire Ironman Hawaï : 600 € ;

- RAPINI Lucas : 15 ans, Basket-Ball, Champion de France U15, sélection en Equipe de France U15 : 600 €

- GRUSZKA Arthur : 14 ans, Basket-Ball, Champion de France poule B U15 : 500 € ;

- JEAN Eva : 9 ans, Tennis de table, Qualifiée au Championnat de France benjamin : 150 €

- BOUSREZ Céline : 45 ans, Triathlon et course à pieds, Championne du Monde Ironman 70.3 en tant que guide pour une athlète non-voyante, athlète inscrite sur la liste des sportifs de haut niveau : 500 €.

La commission vivre ensemble ayant été saisie de ce dossier dans sa séance du 16 novembre 2023,
Je vous demande de bien vouloir :

- **ATTRIBUER** une bourse de : 700 € à NAKACHE Maryline
- **ATTRIBUER** une bourse de : 600 € à LOPERGOLO Ingrid
- **ATTRIBUER** une bourse de : 500 € à CARMONA Hugo
- **ATTRIBUER** une bourse de : 450 € à CARMONA Lilou
- **ATTRIBUER** une bourse de : 300 € à PICARD Léia
- **ATTRIBUER** une bourse de : 350 € à DONNE Lucie
- **ATTRIBUER** une bourse de : 400 € à EL ASRI Mahïra
- **ATTRIBUER** une bourse de : 300 € à AMPUERO Anaïs
- **ATTRIBUER** une bourse de : 600 € à BEAUDI Jérémy
- **ATTRIBUER** une bourse de : 600 € à RAPINI Lucas
- **ATTRIBUER** une bourse de : 500 € à GRUSZKA Arthur
- **ATTRIBUER** une bourse de : 150 € à JEAN Eva
- **ATTRIBUER** une bourse de : 500 € à BOUSREZ Céline

- **DIRE** que les crédits correspondants sont inscrits au BP 2023.

Après en avoir délibéré le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents ou représentés, adopte.

Délibération affichée le - 6 DEC. 2023
suivant les signatures
POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire

La Secrétaire de séance
Valérie COPIN, Première Adjointe

Certifié exécutoire compte tenu de la publication sur le site internet le - 6 DEC. 2023

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-249-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

Le goût de l'essentiel
Grasse

EXTRAIT
du registre des Délibérations du Conseil Municipal
séance du 5 décembre 2023

NOMBRE DE MEMBRES		
Afférents au Conseil Municipal	en exercice	qui ont pris part à la Délibération
45	45	41

2023 - 249 **MUSEE D'ART ET D'HISTOIRE DE PROVENCE**
VILLA MUSEE JEAN-HONORE FRAGONARD
REGIES DES RECETTES – MODIFICATION TARIFS MEDIATION

Le Conseil Municipal de la Commune de GRASSE, dûment convoqué le 28 novembre 2023, s'est réuni le mardi 5 décembre 2023 à 14h30 au Palais des Congrès, salle Gérard PHILIPE, sous la présidence de Monsieur Jérôme VIAUD, Maire.

PRESENTS : Monsieur Jérôme VIAUD, Maire et Mesdames et Messieurs les Adjoints :
Valérie COPIN, Christophe MOREL, François ROUSTAN, Catherine BUTTY, Gilles RONDONI, Claude MASCARELLI, Nicolas DOYEN, Nicole NUTINI, Ali AMRANE, Murièle CHABERT, Cyril DAUPHOUD, Anne-Marie DUVAL, Jean-Marc GARNIER, Dominique BOURRET, Marie CHABAUD, Roger MISSENTI, Philippe BONELLI, Annie OGGERO-MAIRE, Serge PERCHERON, Laurence COSTE, Richard KISS, Franck BARBEY, Jeannette GISQUET, Jean-Pierre BICAIL, Jocelyne BUSTAMENTE, Jean-François LAPORTE, Stéphanie MANDREA, Charles FERRERO, Levanna CALATAYUD, Alexandre GAIFFE, Magali CONESA, Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL, Mékia Noura ADDAD, Bernard BRUNEAU.

PART EN COURS DE SEANCE :

/

PART EN COURS DE SEANCE SANS PROCURATION :

/

ABSENTS EXCUSES :

Madame Aline BOURDAIRE
Monsieur Pascal PELLEGRINO

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-249-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

Marie-Madeleine GUALLINO
Madame Mélanie ZARRILLO
Madame Karine GIGODOT
Monsieur Paul EUZIERE

ABSENTS EXCUSES SANS PROCURATION :

Madame Myriam LAZREUG
Monsieur Stéphane CASSARINI
Monsieur Patrick ISNARD

ABSENT SANS PROCURATION :

Monsieur Jean-Paul CAMERANO

ARRIVE EN COURS DE SEANCE :

Monsieur Ali AMRANE
(Prend part aux délibérations N°232 à N°267)

PROCURATION :

Madame Aline BOURDAIRE à Madame Valérie COPIN
Monsieur Ali AMRANE à Madame Catherine BUTTY
Monsieur Pascal PELLEGRINO à Monsieur François ROUSTAN
Marie-Madeleine GUALLINO à Monsieur Christophe MOREL
Madame Mélanie ZARRILLO à Monsieur le Maire
Madame Karine GIGODOT à Nicolas DOYEN
Monsieur Paul EUZIERE à Madame Magali CONESA

Les Conseillers présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un Secrétaire pris dans le sein du Conseil. Madame Valérie COPIN ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, a adopté le procès-verbal du la séance du 7 novembre 2023.

En vertu de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire donne lecture des décisions prises en application de la délégation qui lui a été consentie par délibération n° 2020-26 du 28 mai 2020 en ce qui concerne l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Questions retirées à l'ordre du jour :

2023 - 239 **VALLON DE CAMPEROUSSE**
ACQUISITION A L'EURO SYMBOLIQUE PAR LA COMMUNE
DE LA PARCELLE CADASTREE SECTION DX N° 141

2023 - 240 **VALLON DE CAMPEROUSSE**
ACQUISITION A L'EURO SYMBOLIQUE PAR LA COMMUNE
DE LA PARCELLE CADASTREE SECTION DX N° 142

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-249-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

2023 - 249

VILLE DE GRASSE
CONSEIL MUNICIPAL

DU 5 DECEMBRE 2023

MUSEE D'ART ET D'HISTOIRE DE PROVENCE
VILLA MUSEE JEAN-HONORE FRAGONARD
REGIES DES RECETTES – MODIFICATION TARIFS MEDIATION

RÉSUMÉ SYNTHÉTIQUE DU RAPPORT

Le présent rapport a pour objet la modification tarifaire des actions de médiation au Musée d'Art et d'Histoire de Provence et à la Villa Musée Jean-Honoré Fragonard.

INCIDENCE BUDGETAIRE

SERVICE GESTIONNAIRE	IMPUTATION BUDGETAIRE	MONTANT T.T.C.
MUSEES	RECETTES	Non chiffré

Monsieur Nicolas DOYEN expose :

Considérant que les régies de recettes du Musée d'Art et d'Histoire de Provence et de la Villa-Musée Jean-Honoré Fragonard encaissent des recettes liées aux actions de médiation en direction des écoles, public social et médical et pour les visites guidées.

Considérant que le musée souhaite rechercher de nouvelles sources de recettes et ainsi proposer la privatisation du jardin et de nouvelles prestations.

Considérant que dans le cadre de l'harmonisation des tarifs au sein du service des Musées, la tarification proposée aux groupes scolaires et de nouvelles activités, dont la privatisation du jardin du MAHP à compter du mois de janvier 2024 se décompose comme suit :

PROPOSITION DE MODIFICATION * GRILLES TARIFAIRES - MAHP		
ACTIVITES		
TARIFICATION TTC 2024		
Médiation scolaire hors CAPG		40,00 €
Visite guidée scolaire en langue étrangère		45,00 €
Médiation forfait projet		70,00 €
Médiation scolaire CAPG		Gratuit
Médiation enseignement supérieur		70,00 €
Médiation scolaire hors les murs et hors CAPG		40 € + frais de déplacement
Visite guidée du musée pour un groupe de 27 personnes maximum		75,00 €
Médiation hors les murs public social et médical -hors CAPG et privé		68 € + frais de déplacement
Frais de déplacement A/R	Jusqu'à 20 km	10,00 €

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-249-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

	Jusqu'à 50 km	20,00 €	
	Au-delà de 50 km	40,00 €	
Visite guidée et/ou atelier public spécifique	**CAPG - secteur public**	**CAPG secteur privé et hors CAPG privé et public**	
Public médical	Gratuit	Une visite et/ou atelier adulte	68,00 €
		Une visite et/ou atelier -18 ans	40,00 € *
		Forfait - projet sur 4 séances max -adulte	68,00 €
		Forfait - projet sur 4 séances max -18 ans	40,00 € *
	CAPG	**HORS CAPG**	
Public social	Gratuit	Une visite et/ou atelier adulte	68,00 €
		Une visite et/ou atelier -18 ans	40,00 € *
		Forfait - projet sur 4 séances max -adulte	68,00 €
		Forfait - projet sur 4 séances max -18 ans	40,00 €*

Ateliers famille et anniversaires	**Par personne**
Ateliers créatifs enfants à partir de 6 ans pendant les vacances scolaires	7,00 €
Atelier famille à partir de 6 ans	6,00 €
Gratuité d'entrée au MAHP le 1er dimanche du mois pour la période du mois d'octobre au mois de mars	

NOUVELLES PROPOSITON DE TARIFICATIONS

ACTIVITES		
Visite guidée suivie d'un atelier pour un groupe de 27 personnes maximum	198,00 €	
PRESTATIONS HORS LES MURS (Conférence, atelier ...)	350,00 €	Plus frais de déplacement & hébergement

PRIVATISATION DES ESPACES		
Jardins du Musée d'Art et d'Histoire de Provence	Pendant les horaires d'ouverture de 10h à 18h	360,00 €
	Hors horaire d'ouverture de 18h à 22h	470,00 €

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-249-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

La commission Vivre Ensemble ayant été saisie de ce dossier dans sa séance du 16 novembre 2023,

Je vous demande de bien vouloir :

- **AUTORISER** Monsieur le Maire à modifier les tarifs de l'accueil des groupes scolaires et structures éducatives et sociales et des visites guidées du Musée d'Art et d'Histoire de Provence et à la Villa-Musée Jean-Honoré Fragonard ;

- **NOTER** que les recettes seront encaissées à l'article 7078 du budget principal.

Après en avoir délibéré le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents ou représentés, adopte.

Délibération affichée le - 6 DEC. 2023
suivant les signatures
POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire

La Secrétaire de séance
Valérie COPIN, Première Adjointe

VILLE DE GRASSE A.M

VILLE DE GRASSE A.M

Certifié exécutoire compte tenu de la publication sur le site internet le - 6 DEC. 2023

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-250-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

Le goût de l'essentiel
Grasse

EXTRAIT
du registre des Délibérations du Conseil Municipal
séance du 5 décembre 2023

NOMBRE DE MEMBRES		
Afférents au Conseil Municipal	en exercice	qui ont pris part à la Délibération
45	45	41

2023 - 250 **ESPACE CULTUREL ALTITUDE 500**
GRILLE TARIFAIRE PLACE DE SPECTACLE

Le Conseil Municipal de la Commune de GRASSE, dûment convoqué le 28 novembre 2023, s'est réuni le mardi 5 décembre 2023 à 14h30 au Palais des Congrès, salle Gérard PHILIPE, sous la présidence de Monsieur Jérôme VIAUD, Maire.

PRESENTS : Monsieur Jérôme VIAUD, Maire et Mesdames et Messieurs les Adjoints :
Valérie COPIN, Christophe MOREL, François ROUSTAN, Catherine BUTTY, Gilles RONDONI, Claude MASCARELLI, Nicolas DOYEN, Nicole NUTINI, Ali AMRANE, Murièle CHABERT, Cyril DAUPHOUD, Anne-Marie DUVAL, Jean-Marc GARNIER, Dominique BOURRET, Marie CHABAUD, Roger MISSENTI, Philippe BONELLI, Annie OGGERO-MAIRE, Serge PERCHERON, Laurence COSTE, Richard KISS, Franck BARBEY, Jeannette GISQUET, Jean-Pierre BICAIL, Jocelyne BUSTAMENTE, Jean-François LAPORTE, Stéphanie MANDREA, Charles FERRERO, Levanna CALATAYUD, Alexandre GAIFFE, Magali CONESA, Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL, Mékia Noura ADDAD, Bernard BRUNEAU.

PART EN COURS DE SEANCE :

/

PART EN COURS DE SEANCE SANS PROCURATION :

/

ABSENTS EXCUSES :

Madame Aline BOURDAIRE
Monsieur Pascal PELLEGRINO
Marie-Madeleine GUALLINO

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-250-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

Madame Mélanie ZARRILLO
Madame Karine GIGODOT
Monsieur Paul EUZIERE

ABSENTS EXCUSES SANS PROCURATION :

Madame Myriam LAZREUG
Monsieur Stéphane CASSARINI
Monsieur Patrick ISNARD

ABSENT SANS PROCURATION :

Monsieur Jean-Paul CAMERANO

ARRIVE EN COURS DE SEANCE :

Monsieur Ali AMRANE
(Prend part aux délibérations N°232 à N°267)

PROCURATION :

Madame Aline BOURDAIRE à Madame Valérie COPIN
Monsieur Ali AMRANE à Madame Catherine BUTTY
Monsieur Pascal PELLEGRINO à Monsieur François ROUSTAN
Marie-Madeleine GUALLINO à Monsieur Christophe MOREL
Madame Mélanie ZARRILLO à Monsieur le Maire
Madame Karine GIGODOT à Nicolas DOYEN
Monsieur Paul EUZIERE à Madame Magali CONESA

Les Conseillers présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un Secrétaire pris dans le sein du Conseil. Madame Valérie COPIN ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, a adopté le procès-verbal du la séance du 7 novembre 2023.

En vertu de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire donne lecture des décisions prises en application de la délégation qui lui a été consentie par délibération n° 2020-26 du 28 mai 2020 en ce qui concerne l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Questions retirées à l'ordre du jour :

2023 - 239 **VALLON DE CAMPEROUSSE**
ACQUISITION A L'EURO SYMBOLIQUE PAR LA COMMUNE
DE LA PARCELLE CADASTREE SECTION DX N° 141

2023 - 240 **VALLON DE CAMPEROUSSE**
ACQUISITION A L'EURO SYMBOLIQUE PAR LA COMMUNE
DE LA PARCELLE CADASTREE SECTION DX N° 142

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-250-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

2023 - 250

VILLE DE GRASSE
CONSEIL MUNICIPAL

DU 5 DECEMBRE 2023

ESPACE CULTUREL ALTITUDE 500 (ECA500)
GRILLE TARIFAIRE PLACE DE SPECTACLE

RESUME SYNTHETIQUE DU RAPPORT
Le présent rapport a pour objet d'approuver les tarifs des places de spectacle de l'Espace Culturel Altitude 500 à compter du 6 décembre 2023.

INCIDENCE BUDGÉTAIRE

SERVICE GESTIONNAIRE	IMPUTATION BUDGÉTAIRE	MONTANT T.T.C.
AFFAIRES CULTURELLES	RECETTES	NON CHIFFREES

Monsieur Nicolas DOYEN expose :

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment ses articles L.2121-29 et suivants,

Vu le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques,

Considérant que nous avons inauguré le 30 novembre dernier la nouvelle salle de l'ECA 500, dont la mission s'inscrit dans le cadre du grand plan de restructuration du site Altitude 500, qui réunira la Culture et le Sport avec la création d'un pôle nautique d'excellence.

Considérant que la salle de spectacle a fait l'objet d'une réhabilitation profonde (déplacement de la régie, remise en peinture de la salle, réfection des sols, installation des fauteuils de spectacle), qui lui permet de prendre un nouvel envol.

Considérant qu'elle propose désormais un niveau de confort optimal à ses usagers avec ses 160 fauteuils.

Considérant que la modernisation de la salle de spectacle s'accompagne d'un projet artistique et culturel aussi novateur que complémentaire à la politique culturelle menée sur la ville. Celui-ci se traduira par une programmation de qualité, éclectique et audacieuse, à laquelle les compagnies grassoises et partenaires culturels prendront part.

Considérant que la saison culturelle de l'ECA500 débutera par des spectacles dès le mois de décembre 2023.

Considérant qu'au regard de ces éléments et de la nouvelle offre culturelle qui sera développée au sein de l'ECA500, il est proposé d'adapter les tarifs des spectacles programmés à l'ECA500 par la ville, tout en restant fidèles à nos engagements de satisfaction de la population et pour l'accessibilité de tous à la culture.

Considérant que la nouvelle grille tarifaire sert l'objectif d'inciter les publics à se rendre aux rendez-vous de la saison culturelle de l'ECA500, elle propose une tarification attractive, adaptée en fonction du prix des spectacles à la charge de la collectivité.

Considérant qu'elle satisfait également au besoin de communiquer sur des tarifs valorisants auprès des tourneurs et producteurs d'artistes afin de valoriser la qualité artistique de la production.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-250-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

Il vous est proposé les tarifs suivants :

Prix unitaire des places de spectacle Espace Culturel 500 à compter du 06/12/23		
	A **Tarif pour les spectacles coûtant (–) 3 000 €**	**B** **Tarif pour les spectacles coûtant (+) de 3 000 €**
Plein tarif €	**10 €**	**18 €**
Réduit € - Senior de (+) de 60 ans - Etudiant - (-) 18 ans et lycéen - Familles nombreuses - Groupe (+) 8 pers - Demandeurs d'emplois - Bénéficiaires des minimas sociaux	**6 €**	**12 €**
Invitations	**0 €**	**0 €**

Concernant les invitations destinées au protocole il est nécessaire de préciser les bénéficiaires suivants :

- la ville de Grasse ;
- les partenaires institutionnels CAPG, Conseil départemental, Région PACA, Direction Régionale des Affaires Culturelles ;
- les partenaires politiques de la ville dans le cadre des Villes jumelées ;
- les programmateurs et directeurs de manifestation ;
- la presse spécialisée.

Concernant les exonérations il est nécessaire de préciser les partenaires suivants :

- les associations culturelles et ou partenaires associatifs,
- les acteurs économiques et notamment les mécènes, parrains.

La commission vivre ensemble ayant été saisie de ce dossier dans sa séance du 16 novembre 2023,

Je vous demande de bien vouloir :

- **APPROUVER** les tarifs unitaires des spectacles applicables à compter du 6 décembre selon le barème du tableau présenté ci-dessus ;

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-250-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

- **APPROUVER** le principe d'une gratuité aux bénéficiaires énumérés dans la délibération ;
- **NOTIFIER** la présente délibération à Monsieur le Trésorier Municipal et à Monsieur le Préfet des Alpes-Maritimes.

Après en avoir délibéré le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents ou représentés, adopte.

Délibération affichée le - 6 DEC. 2023
suivent les signatures
POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire,

La Secrétaire de séance
Valérie COPIN, Première Adjointe

VILLE DE GRASSE A. M

VILLE DE GRASSE A. M

Certifié exécutoire compte tenu de la publication sur le site internet le - 6 DEC. 2023

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-251-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

Avenant 7
au contrat de Concession de Service Public
pour la restauration collective municipale de la Ville de Grasse

Entre

La Ville de GRASSE

Représentée par **Monsieur Jérôme VIAUD**, Maire, dûment habilité à signer le présent avenant par délibération en date du 27 septembre 2022, Place du Petit Puy à GRASSE.

Ci-après dénommée : « Le Concédant »

D'une part,

ET :

La société ELIOR RESTAURATION FRANCE, Société par actions simplifiées au capital de 1 324 944 euros, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Nanterre sous le numéro 662 025 196, dont le siège social est 9-11 allée de l'Arche (92032) Paris La Défense Cedex,

Représentée par Monsieur Damien PENIN, Directeur général délégué,
en qualité de mandataire solidaire et ayant pouvoir de signature du groupement constitué avec l'ESAT Prélude, établissement ou service d'aide par le travail dont le siège est situé 107 avenue Jean Maubert – ZI Sainte Marguerite - 06130 Grasse, aux fins de l'attribution et de l'exécution du présent contrat,

Ci-après dénommé : « Le Concessionnaire »

D'autre part,

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-251-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

PREAMBULE

Par contrat signé le 29 novembre 2021, la ville de GRASSE a confié à la société ELIOR RESTAURATION FRANCE la gestion de son service public de restauration pour une durée de 7 ans et 8 mois.

La ville de Grasse souhaite modifier le bordereau de prix unitaires :

- Suite à la révision contractuelle des prix, il a été décidé qu'une augmentation de 5 % serait appliquée à tous les prix du BPU.
- Suite au souhait des deux parties qu'une seconde personne soit mise à disposition de la société ELIOR RESTAURATION FRANCE.
- En prévision de besoins futurs, notamment pour les repas de Noël des Hameaux, il convient également de compléter les prix du bordereau des prix initial « traiteur » concernant les lignes existantes « couts de la main d'œuvre », non remplie jusqu'à présent.

Le « click and collect » désormais appelé « repas à emporter » pourra être disponible depuis la Rotonde au même prix que les repas des agents municipaux ou du CCAS pris actuellement sur place.

Sur le fondement des articles 33 et 25.2 du contrat et dans le respect de l'article L. 3135-1 et R.3135-1 du code de la commande publique, les parties se sont rapprochées en vue de conclure le présent avenant.

PAR CONSEQUENT, IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 – ACTUALISATION DE L'ARTICLE 25 DU CONTRAT

Au jour de l'entrée en vigueur du présent avenant et au regard de l'article 25.2 du contrat, deux agents du personnel communal sont détachés auprès de la société ELIOR RESTAURATION FRANCE : Sophie GOSLINO et Corinne LALOUET PERRIER.

ARTICLE 2 - MODIFICATION DE PRIX AU BORDEREAU DES PRIX UNITAIRES *:*

En raison de la mise à disposition de Madame GOSLINO et de Madame LALLOUET PERRIER, les frais de personnel suivi facturation sont désormais les suivants :

SCOLAIRES		
Maternelles	**Elémentaires**	**Adultes**
0.132 euros HT	0.132 euros HT	0.132 euros HT

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-251-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

ARTICLE 3 : MODIFICATION DE PRIX AU BORDEREAU DES PRIX UNITAIRES :

Il y a lieu d'appliquer au bordereau des prix unitaires et à tous les prix concernés par la révision des prix, l'augmentation négociée de 5%.

Voir annexes suivantes :

- BPU
- BPU Epicerie
- Ajout de prix restauration collective
- Redevances
- Repas de Noël
- Surcout bio
- Surcout label
- Autre prestation traiteur

ARTICLE 3 – PORTEE ET ENTREE EN VIGUEUR

Les dispositions du présent avenant prennent effet au 1er septembre 2023. La Ville s'engage à accomplir l'ensemble des formalités nécessaires à son entrée en vigueur.

Toutes les dispositions du contrat de concession, de ses annexes et des avenants n° 1 à 6 non modifiées par l'effet des présentes demeurent inchangées.

Fait à Grasse, le…… En 3 exemplaires

Pour la Ville de GRASSE, le Maire

Pour le Concessionnaire, Monsieur Damien PENIN, Directeur général délégué

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-251-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

Ville de Grasse -- Bordereau des prix au 1er Septembre 2023 (Avenant 7)

	Scolaire				ALSH 5 composantes				Petite Enfance						Portage à domicile		Accueil de nuit	Foyer restaurant La Rotonde & Restaurant Municipal	
	Maternelle	Elémentaire	Adulte	Pique-Niques	Maternelle	Elémentaire	Adulte	Pique-Niques	Petit Bébé 2 composants	Bébé 3 composants	Moyen 4 composants	Grand 4 composants	Repas soir 2 composants	Pique-nique	Midi	Soir			
Nombre de repas de référence CSP	*170 000*	*300 000*	*5 500*	*-*	*30 000*	*45 000*	*2 000*	*-*	*1 400*	*2 200*	*10 400*	*36 600*	*350*	*900*	*36 000*	*14 000*	*2 000*	*21 300*	**677 650**
Frais de personnel cuisine centrale	0,882 €	0,882 €	0,882 €	0,882 €	0,867 €	0,867 €	0,867 €	0,867 €	0,867 €	0,867 €	0,867 €	0,867 €	0,867 €	0,867 €	0,867 €		0,867 €		
Coûts d'exploitation cuisine centrale	0,353 €	0,353 €	0,353 €	0,353 €	0,347 €	0,347 €	0,347 €	0,347 €	0,347 €	0,347 €	0,347 €	0,347 €	0,347 €	0,347 €	0,347 €	0,000 €	0,347 €		
Redevance pour la mise à disposition des biens et le contrôle	0,112 €	0,112 €	0,112 €	0,112 €	0,110 €	0,110 €	0,110 €	0,110 €	0,110 €	0,110 €	0,110 €	0,110 €	0,110 €	0,110 €	0,110 €	0,000 €	0,110 €		
Provisions maintenance / renouvellement / travaux	0,145 €	0,145 €	0,145 €	0,145 €	0,143 €	0,143 €	0,143 €	0,143 €	0,143 €	0,143 €	0,143 €	0,143 €	0,143 €	0,143 €	0,143 €	0,000 €	0,143 €		
Travaux d'aménagement	0,127 €	0,127 €	0,127 €	0,127 €	0,125 €	0,125 €	0,125 €	0,125 €	0,125 €	0,125 €	0,125 €	0,125 €	0,125 €	0,125 €	0,125 €	0,000 €	0,125 €		
Frais de siège et de structure	0,085 €	0,085 €	0,085 €	0,085 €	0,085 €	0,085 €	0,085 €	0,085 €	0,085 €	0,085 €	0,085 €	0,085 €	0,085 €	0,085 €	0,085 €	0,000 €	0,085 €	0,085 €	
Rémunération du délégataire	0,169 €	0,169 €	0,169 €	0,169 €	0,169 €	0,169 €	0,169 €	0,169 €	0,169 €	0,169 €	0,169 €	0,169 €	0,169 €	0,169 €	0,169 €	0,000 €	0,169 €	0,169 €	
Total des coûts partagés	**1,873 €**	**1,873 €**	**1,873 €**	**1,873 €**	**1,845 €**	**1,845 €**	**1,845 €**	**1,845 €**	**1,845 €**	**1,845 €**	**1,845 €**	**1,845 €**	**1,845 €**	**1,845 €**	**1,845 €**	**0,000 €**	**1,845 €**	**0,254 €**	
Coûts alimentaires	1,890 €	2,285 €	3,046 €	2,285 €	2,046 €	2,446 €	3,074 €	2,446 €	0,441 €	0,798 €	1,533 €	1,932 €	0,441 €	1,323 €	3,386 €	1,334 €	3,397 €	2,573 €	
R.R.R.O. (Rabais, Remises, Ristournes Obtenues)	-0,302 €	-0,366 €	-0,487 €	-0,366 €	-0,327 €	-0,393 €	-0,492 €	-0,393 €	-0,924 €	-0,438 €	-0,541 €	-0,593 €	-0,924 €	-0,212 €	-0,543 €	-0,213 €	-0,544 €	-0,412 €	
Coûts de conditionnement	0,034 €	0,034 €	0,034 €	0,034 €	0,034 €	0,034 €	0,034 €	0,034 €	0,035 €	0,035 €	0,035 €	0,035 €	0,035 €	0,154 €	0,770 €	0,245 €	0,200 €		
Frais de personnel suivi facturation	0,132 €	0,132 €	0,132 €	0,132 €															
Frais de personnel suivi relation client	0,076 €	0,076 €	0,076 €	0,076 €	0,076 €	0,076 €	0,076 €	0,076 €	0,076 €	0,076 €	0,076 €	0,076 €	0,076 €	0,076 €	0,076 €		0,076 €	0,076 €	
Frais de personnel sur sites																			
Coûts de livraison	0,342 €	0,342 €	0,342 €	0,342 €	0,336 €	0,336 €	0,336 €	0,336 €	0,336 €	0,336 €	0,336 €	0,336 €	0,336 €	0,336 €			0,336 €		
Coûts d'exploitation sites de restauration	0,248 €	0,248 €	0,248 €	0,248 €	0,206 €	0,206 €	0,206 €	0,206 €	0,081 €	0,081 €	0,081 €	0,081 €	0,081 €	0,081 €	0,085 €		0,081 €	0,383 €	
Provision maintenance renouvellement et second-œuvre	0,208 €	0,208 €	0,208 €	0,208 €	0,099 €	0,099 €	0,099 €	0,099 €										1,810 €	
Provision pour impayés	0,100 €	0,100 €	0,100 €	0,100 €															
Total des coûts spécifiques	**2,727 €**	**3,059 €**	**3,698 €**	**3,059 €**	**2,469 €**	**2,804 €**	**3,333 €**	**2,804 €**	**0,044 €**	**0,887 €**	**1,519 €**	**1,866 €**	**0,044 €**	**1,758 €**	**3,773 €**	**1,366 €**	**3,546 €**	**4,430 €**	
TOTAL GENERAL H.T.	**4,60 €**	**4,93 €**	**5,57 €**	**4,93 €**	**4,31 €**	**4,65 €**	**5,18 €**	**4,65 €**	**1,89 €**	**2,73 €**	**3,36 €**	**3,71 €**	**1,89 €**	**3,60 €**	**5,62 €**	**1,37 €**	**5,39 €**	**4,68 €**	
Taux de T.V.A. (à renseigner)	5,5%	5,5%	5,5%	5,5%	5,5%	5,5%	5,5%	5,5%	5,5%	5,5%	5,5%	5,5%	5,5%	5,5%	5,5%	5,5%	5,5%	10,0%	
TOTAL GENERAL T.T.C.	**4,85 €**	**5,20 €**	**5,88 €**	**5,20 €**	**4,55 €**	**4,91 €**	**5,46 €**	**4,91 €**	**1,99 €**	**2,88 €**	**3,55 €**	**3,92 €**	**1,99 €**	**3,80 €**	**5,93 €**	**1,44 €**	**5,69 €**	**5,15 €**	

Prix Goûter H.T.	0,495 €	0,520 €			0,495 €	0,520 €			0,323 €	0,242 €	0,336 €	0,389 €						0,717 €	
Taux de T.V.A. (à renseigner)	5,5%	5,5%			5,5%	5,5%			5,5%	5,5%	5,5%	5,5%						10,0%	
TOTAL GENERAL T.T.C.	**0,53 €**	**0,55 €**			**0,53 €**	**0,55 €**			**0,35 €**	**0,26 €**	**0,36 €**	**0,41 €**						**0,79 €**	

Prix des repas anallergiques H.T.	12,130 €								12,130 €						**Frais fixes Personnel mensuel**		11 812,500 €		
Taux de T.V.A. (à renseigner)	5,5%								5,5%						*Taux de T.V.A.* (à renseigner)		10,0%		
TOTAL GENERAL T.T.C.	**12,80 €**								**12,80 €**						**TOTAL GENERAL T.T.C.**		**12 993,75 €**		

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-251-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

Ville de Grasse -- Bordereau des prix au 1er Septembre 2023 (Avenant 7)

Total des charges CSP	Scolaire				ALSH 5 composantes				Petite Enfance						Portage à domicile		Accueil de nuit	Foyer restaurant La Rotonde	
	Maternelle	Elémentaire	Adulte	Pique-Niques	Maternelle	Elémentaire	Adulte	Pique-Niques	Petit Bébé 2 composants	Bébé 3 composants	Moyen 4 composants	Grand 4 composants	Repas soir 2 composants	Pique-nique	Midi	Soir			
Nombre de repas de référence CSP	*170 000*	*300 000*	*5 500*	*-*	*30 000*	*45 000*	*2 000*	*-*	*1 400*	*2 200*	*10 400*	*36 600*	*350*	*900*	*36 000*	*14 000*	*2 000*	*21 300*	**677 650**
Frais de personnel cuisine centrale	149 898 €	264 526 €	4 850 €	0 €	25 999 €	38 998 €	1 733 €	0 €	1 213 €	1 907 €	9 013 €	31 719 €	303 €	780 €	31 199 €	0 €	1 733 €	0 €	**563 871 €**
Coûts d'exploitation cuisine centrale	59 977 €	105 841 €	1 940 €	0 €	10 401 €	15 602 €	693 €	0 €	485 €	763 €	3 606 €	12 690 €	121 €	312 €	12 482 €	0 €	693 €	0 €	**225 608 €**
Redevance pour la mise à disposition des biens et le contrôle	19 023 €	33 570 €	615 €	0 €	3 300 €	4 950 €	220 €	0 €	154 €	242 €	1 144 €	4 026 €	39 €	99 €	3 960 €	0 €	220 €	0 €	**71 563 €**
Provisions maintenance / renouvellement/ travaux	24 683 €	43 558 €	799 €	0 €	4 280 €	6 420 €	285 €	0 €	200 €	314 €	1 484 €	5 222 €	50 €	128 €	5 136 €	0 €	285 €	0 €	**92 845 €**
Travaux d'aménagement	21 546 €	38 022 €	697 €	0 €	3 736 €	5 604 €	249 €	0 €	174 €	274 €	1 295 €	4 558 €	44 €	112 €	4 483 €	0 €	249 €	0 €	**81 044 €**
Frais de siège et de structure	14 406 €	25 423 €	466 €	0 €	2 542 €	3 813 €	169 €	0 €	119 €	186 €	881 €	3 102 €	30 €	76 €	3 051 €	0 €	169 €	1 805 €	**56 239 €**
Rémunération du délégataire	28 812 €	50 845 €	932 €	0 €	5 085 €	7 627 €	339 €	0 €	237 €	373 €	1 763 €	6 203 €	59 €	153 €	6 101 €	0 €	339 €	3 610 €	**112 478 €**
Total des coûts partagés	**318 345 €**	**561 785 €**	**10 299 €**	**0 €**	**55 344 €**	**83 016 €**	**3 690 €**	**0 €**	**2 583 €**	**4 059 €**	**19 186 €**	**67 519 €**	**646 €**	**1 660 €**	**66 412 €**	**0 €**	**3 690 €**	**5 415 €**	**1 203 647 €**
Coûts alimentaires	321 312 €	685 453 €	16 751 €	0 €	61 367 €	110 087 €	6 149 €	0 €	617 €	1 756 €	15 943 €	70 711 €	154 €	1 191 €	121 892 €	18 680 €	6 795 €	54 794 €	**1 493 653 €**
R.R.R.O. (Rabais, Remises, Ristournes Obtenues)	-51 410 €	-109 673 €	-2 680 €	0 €	-9 819 €	-17 689 €	-984 €	0 €	-1 294 €	-963 €	-5 624 €	-21 713 €	-323 €	-191 €	-19 563 €	-2 989 €	-1 087 €	-8 767 €	**-254 768 €**
Coûts des goûters	22 125 €	41 091 €	0 €	0 €	14 750 €	23 259 €	0 €	0 €	461 €	541 €	3 560 €	14 487 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	641 €	**120 916 €**
Coûts de conditionnement	5 811 €	10 255 €	188 €	0 €	1 026 €	1 538 €	68 €	0 €	49 €	76 €	360 €	1 268 €	12 €	139 €	27 709 €	3 427 €	399 €	0 €	**52 327 €**
Frais de personnel suivi facturation	22 425 €	39 573 €	726 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**62 724 €**
Frais de personnel suivi relation client	12 921 €	22 802 €	418 €	0 €	2 280 €	3 420 €	152 €	0 €	106 €	167 €	790 €	2 782 €	27 €	68 €	2 736 €	0 €	152 €	1 619 €	**50 443 €**
Frais de personnel sur sites	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**0 €**
Coûts de livraison	58 117 €	102 559 €	1 880 €	0 €	10 079 €	15 119 €	672 €	0 €	470 €	739 €	3 494 €	12 297 €	118 €	302 €	0 €	0 €	672 €	0 €	**206 519 €**
Coûts d'exploitation sites de restauration	42 174 €	74 425 €	1 364 €	0 €	6 186 €	9 278 €	412 €	0 €	113 €	177 €	838 €	2 948 €	28 €	72 €	3 046 €	0 €	161 €	8 162 €	**149 387 €**
Provision renouvellement et second-œuvre	35 363 €	62 406 €	1 144 €	0 €	2 958 €	4 438 €	197 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	38 552 €	**145 059 €**
Provision pour impayés	16 956 €	29 922 €	549 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	**47 426 €**
Total des coûts spécifiques	**485 795 €**	**958 815 €**	**20 340 €**	**0 €**	**88 827 €**	**149 450 €**	**6 667 €**	**0 €**	**523 €**	**2 493 €**	**19 363 €**	**82 781 €**	**15 €**	**1 583 €**	**135 821 €**	**19 119 €**	**7 092 €**	**95 001 €**	**2 073 685 €**
TOTAL GENERAL H.T.	**804 140 €**	**1 520 599 €**	**30 640 €**	**0 €**	**144 171 €**	**232 465 €**	**10 357 €**	**0 €**	**3 106 €**	**6 552 €**	**38 548 €**	**150 300 €**	**661 €**	**3 243 €**	**202 233 €**	**19 119 €**	**10 782 €**	**100 416 €**	**3 277 332 €**

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-251-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

BPU "Epicerie" - Petite Enfance

Produits	Contenant	Marque ou similaire	Conditionnement minimum	Unité facturation	PU HT	Taux de TVA	PU TTC
Beurre doux	250 g	Gastrofood	1 plaquette 250 g	1,00	2,972 €	5,5%	3,13 €
Lait entier UHT	1 L	lactel	x 6 litres	1,00	8,316 €	5,5%	8,77 €
Lait entier UHT	20 cl	lactel	0,5 litres	1,00	0,494 €	5,5%	0,52 €
Lait 1/2 écrémé UHT	1 L	lactel	1 litre	1,00	0,903 €	5,5%	0,95 €
Lait 1/2 écrémé UHT	20 cl	lactel	0,5 litres	1,00	0,452 €	5,5%	0,48 €
Confiture fraise (en pot)	375 g	Bonne Maman	1 pot	1,00	3,917 €	5,5%	4,13 €
Confiture abricot (en pot)	375 g	Bonne Maman	1 pot	1,00	3,528 €	5,5%	3,72 €
Miel (en pot)	500 g	fleur de miel	1 pot	1,00	9,408 €	5,5%	9,93 €
Crème de marron (en pot)	boîte 4/4		1 boîte 4/4	1,00	6,458 €	5,5%	6,81 €
Poudre de cacao (boite)	1 kg		1 kg	1,00	6,143 €	5,5%	6,48 €
Madeleines longues nature (sous emballage individuel)				1,00	0,160 €	5,5%	0,17 €
Boudoirs bébés (sous emballage individuel)	Sachet de 2		Carton de 190 sachets	1,00	28,875 €	5,5%	30,46 €
Biscuits type petit-beurre (sous emballage individuel)				1,00	0,287 €	5,5%	0,30 €
Galettes au beurre type galettes bretonnes (sous emballage individuel)				1,00	0,176 €	5,5%	0,19 €
Tartines croustillantes type cracottes	250 g			1,00	0,475 €	5,5%	0,50 €
Biscottes nature	250 g			1,00	0,176 €	5,5%	0,19 €
Gressins nature (sous emballage individuel)	x 24 sachets		1 x 24 sachets	1,00	1,058 €	5,5%	1,12 €
Céréales nature sans sucre	250 g		1 x 250 g	1,00	0,210 €	5,5%	0,22 €
Blanc de Poulet	10 tranches		10 tranches	1,00	5,870 €	5,5%	6,19 €

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-251-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

B.P.U. Avenant 1 - Ajout de prix nouveaux

Restaurant La Rotonde	Prix H.T.	Précisions
Repas* "prestige" (utilisation de matières premières plus nobles : saumon, agneau…)	7,287 €	Tous les repas sont entendus "hors boissons"
Goûter classique (viennoisserie + boisson chaude)	0,717 €	
Goûter supérieur (pâtisserie + boisson chaude ou fraîche)	1,875 €	
Pichet de vin 25 cl	1,048 €	
Eau pétillante 50 c:, eau plate 1,5 litre	0,496 €	
Verre de vin 13 cl	0,551 €	
Soda	0,937 €	
Bière	1,489 €	
Bouteille de vin 75 cl : Rouge, Rosé, Blanc	4,411 €	
Bouteille de vin rosé sopérieur 75 cl	6,616 €	
Bouteille de cidre 75 cl	4,411 €	
Bouteille de champagne 75 cl cuvée Senez	16,486 €	
Bouteille de champagne 75 cl autre cuvée	19,849 €	

Cantine Scolaire	Prix H.T.	Précisions
Bouteille d'eau 1,5 cl	0,386 €	
Bouteille d'eau 50 cl	0,198 €	

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-251-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

REDEVANCES

	Prix H.T.	T.V.A.	Prix T.T.C
Redevance pour la mise à disposition des biens	110 272,428 €	5,50%	116 337,41 €
Redevance pour le contrôle de la concession	27 568,107 €	0,00%	27 568,11 €
Redevance pour repas extérieurs - partie fixe Pour les années 2022-2023 et 2023-2024	55 136,214 €	5,50%	58 168,71 €
Redevance pour repas extérieurs - partie fixe Pour les années 2024-2025 et 2029-2030	110 272,428 €	5,50%	116 337,41 €

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-251-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

CSP Restauration Collective Municipale - GRASSE

B.P.U. Repas de Noël pour le Foyer-Restaurant et dans les Hameaux de Grasse

	Prix H.T.	T.V.A.	Prix T.T.C.	Précisions
Repas de Noël dans les Hameaux de Grasse	7,454 €	5,50%	7,86 €	
Repas de Noël dans le Foyer Rotonde	8,715 €	10,00%	9,59 €	

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-251-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

CSP Restauration Collective Municipale - GRASSE

Chiffrage du surcoût BIO (Au-delà de l'alimentation durable)

		Chiffrage de l'impact unitaires H.T. au repas de chacune des composantes (surcoût par rapport au repas non Bio)									
		1 fois par mois	2 fois par mois	3 fois par mois	1 fois par semaine	2 fois par semaine	3 fois par semaine	4 fois par semaine	5 fois par semaine	6 fois par semaine	Tous les jours
Entrées	Crèches	0,006 €	0,012 €	0,018 €	0,029 €	0,059 €	0,088 €	0,117 €	0,147 €		0,147 €
	Maternelles	0,006 €	0,012 €	0,018 €	0,029 €	0,059 €	0,088 €	0,117 €	0,147 €		0,147 €
	Elémentaires	0,006 €	0,013 €	0,019 €	0,032 €	0,065 €	0,097 €	0,130 €	0,162 €		0,162 €
	Adultes	0,008 €	0,016 €	0,024 €	0,040 €	0,079 €	0,119 €	0,159 €	0,198 €		0,198 €
	Personnes âgées	0,008 €	0,016 €	0,024 €	0,040 €	0,079 €	0,119 €	0,159 €	0,198 €		0,198 €
Viandes	Crèches	0,021 €	0,042 €	0,063 €	0,105 €	0,209 €	0,314 €	0,419 €	0,524 €		0,524 €
	Maternelles	0,021 €	0,042 €	0,063 €	0,105 €	0,209 €	0,314 €	0,419 €	0,524 €		0,524 €
	Elémentaires	0,025 €	0,049 €	0,074 €	0,123 €	0,247 €	0,370 €	0,494 €	0,617 €		0,617 €
	Adultes	0,030 €	0,060 €	0,091 €	0,151 €	0,302 €	0,453 €	0,604 €	0,755 €		0,755 €
	Personnes âgées	0,030 €	0,060 €	0,091 €	0,151 €	0,302 €	0,453 €	0,604 €	0,755 €		0,755 €
Légumes ou féculents	Crèches	0,007 €	0,013 €	0,020 €	0,033 €	0,066 €	0,098 €	0,131 €	0,164 €		0,164 €
	Maternelles	0,007 €	0,013 €	0,020 €	0,033 €	0,066 €	0,098 €	0,131 €	0,164 €		0,164 €
	Elémentaires	0,008 €	0,015 €	0,023 €	0,039 €	0,077 €	0,116 €	0,154 €	0,193 €		0,193 €
	Adultes	0,009 €	0,019 €	0,028 €	0,047 €	0,095 €	0,142 €	0,189 €	0,236 €		0,236 €
	Personnes âgées	0,009 €	0,019 €	0,028 €	0,047 €	0,095 €	0,142 €	0,189 €	0,236 €		0,236 €
Fromages ou laitages	Crèches	0,007 €	0,013 €	0,020 €	0,033 €	0,066 €	0,098 €	0,131 €	0,164 €		0,164 €
	Maternelles	0,007 €	0,013 €	0,020 €	0,033 €	0,066 €	0,098 €	0,131 €	0,164 €		0,164 €
	Elémentaires	0,008 €	0,015 €	0,023 €	0,039 €	0,077 €	0,116 €	0,154 €	0,193 €		0,193 €
	Adultes	0,009 €	0,019 €	0,028 €	0,047 €	0,095 €	0,142 €	0,189 €	0,236 €		0,236 €
	Personnes âgées	0,009 €	0,019 €	0,028 €	0,047 €	0,095 €	0,142 €	0,189 €	0,236 €		0,236 €
Fruits	Crèches	0,007 €	0,013 €	0,020 €	0,033 €	0,065 €	0,098 €	0,130 €	0,163 €		0,163 €
	Maternelles	0,007 €	0,013 €	0,020 €	0,033 €	0,065 €	0,098 €	0,130 €	0,163 €		0,163 €
	Elémentaires	0,008 €	0,015 €	0,023 €	0,038 €	0,077 €	0,115 €	0,154 €	0,192 €		0,192 €
	Adultes	0,009 €	0,019 €	0,028 €	0,047 €	0,094 €	0,141 €	0,188 €	0,235 €		0,235 €
	Personnes âgées	0,009 €	0,019 €	0,028 €	0,047 €	0,094 €	0,141 €	0,188 €	0,235 €		0,235 €
Desserts	Crèches	0,006 €	0,013 €	0,019 €	0,031 €	0,063 €	0,094 €	0,125 €	0,157 €		0,157 €
	Maternelles	0,006 €	0,013 €	0,019 €	0,031 €	0,063 €	0,094 €	0,125 €	0,157 €		0,157 €
	Elémentaires	0,007 €	0,015 €	0,022 €	0,037 €	0,074 €	0,111 €	0,148 €	0,185 €		0,185 €
	Adultes	0,009 €	0,018 €	0,027 €	0,045 €	0,090 €	0,136 €	0,181 €	0,226 €		0,226 €
	Personnes âgées	0,009 €	0,018 €	0,027 €	0,045 €	0,090 €	0,136 €	0,181 €	0,226 €		0,226 €
Pain	Crèches	0,009 €	0,019 €	0,028 €	0,047 €	0,094 €	0,141 €	0,188 €	0,235 €		0,235 €
	Maternelles	0,009 €	0,019 €	0,028 €	0,047 €	0,094 €	0,141 €	0,188 €	0,235 €		0,235 €
	Elémentaires	0,011 €	0,022 €	0,033 €	0,055 €	0,111 €	0,166 €	0,222 €	0,277 €		0,277 €
	Adultes	0,014 €	0,027 €	0,041 €	0,068 €	0,136 €	0,204 €	0,271 €	0,339 €		0,339 €
	Personnes âgées	0,014 €	0,027 €	0,041 €	0,068 €	0,136 €	0,204 €	0,271 €	0,339 €		0,339 €

		2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16
		Chiffrage de l'impact unitaires H.T. au repas en valeur euros d'achats alimentaires (surcoût par rapport à l'offre de base)														
		5%	10%	15%	20%	25%	30%	35%	40%	45%	50%	55%	60%	65%	70%	75%	80%
Impact unitaire H.T au repas	Crèches	0,062 €	0,124 €	0,186 €	0,248 €	0,311 €	0,373 €	0,435 €	0,497 €	0,559 €	0,621 €	0,683 €	0,745 €	0,807 €	0,869 €	0,932 €	0,994 €
	Maternelles	0,062 €	0,124 €	0,186 €	0,248 €	0,311 €	0,373 €	0,435 €	0,497 €	0,559 €	0,621 €	0,683 €	0,745 €	0,807 €	0,869 €	0,932 €	0,994 €
	Elémentaires	0,073 €	0,146 €	0,218 €	0,291 €	0,364 €	0,437 €	0,509 €	0,582 €	0,655 €	0,728 €	0,800 €	0,873 €	0,946 €	1,019 €	1,091 €	1,164 €
	Adultes	0,089 €	0,178 €	0,267 €	0,356 €	0,445 €	0,534 €	0,624 €	0,713 €	0,802 €	0,891 €	0,980 €	1,069 €	1,158 €	1,247 €	1,336 €	1,425 €
	Personnes âgées	0,089 €	0,178 €	0,267 €	0,356 €	0,445 €	0,534 €	0,624 €	0,713 €	0,802 €	0,891 €	0,980 €	1,069 €	1,158 €	1,247 €	1,336 €	1,425 €

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-251-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

CSP Restauration Collective Municipale - GRASSE

Chiffrage du surcoût Label
(Au-delà de l'alimentation durable prévue dans l'offre de base)

		Surcoût au repas H.T.	Fréquences / 20 repas
Le bœuf	Maternelles	0,132 €	FREQUENCES GEMRCN
	Elémentaires	0,154 €	
	Adultes	0,176 €	
	Personnes âgées	0,176 €	
Le veau	Maternelles	0,033 €	FREQUENCES GEMRCN
	Elémentaires	0,044 €	
	Adultes	0,055 €	
	Personnes âgées	0,055 €	
La volaille	Maternelles	0,000 €	OFFRE DE BASE
	Elémentaires	0,000 €	
	Adultes	0,000 €	
	Personnes âgées	0,000 €	
Le porc	Maternelles	0,022 €	FREQUENCES GEMRCN
	Elémentaires	0,033 €	
	Adultes	0,044 €	
	Personnes âgées	0,044 €	
L'agneau	Maternelles	0,055 €	FREQUENCES GEMRCN
	Elémentaires	0,066 €	
	Adultes	0,077 €	
	Personnes âgées	0,077 €	
Le poisson (label Pêche Durable)	Maternelles	0,000 €	OFFRE DE BASE
	Elémentaires	0,000 €	
	Adultes	0,000 €	
	Personnes âgées	0,000 €	
Autres SIQO (à préciser)	Maternelles		
	Elémentaires		
	Adultes		
	Personnes âgées		

		2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16
		Chiffrage de l'impact unitaires H.T. au repas en valeur euros d'achats alimentaires (surcoût par rapport à l'offre de base) - SIQO														
		5%	10%	15%	20%	25%	30%	35%	40%	45%	50%	55%	60%	65%	70%	75%	80%
Impact unitaire H.T au repas	Crèches																
	Maternelles	0,243 €	0,485 €	0,728 €	0,970 €	1,213 €	1,456 €	1,698 €	1,941 €	2,183 €	2,426 €	2,669 €	2,911 €	3,154 €	3,396 €	3,639 €	3,882 €
	Elémentaires	0,298 €	0,595 €	0,893 €	1,191 €	1,489 €	1,786 €	2,084 €	2,382 €	2,680 €	2,977 €	3,275 €	3,573 €	3,871 €	4,168 €	4,466 €	4,764 €
	Adultes	0,353 €	0,706 €	1,059 €	1,411 €	1,764 €	2,117 €	2,470 €	2,823 €	3,176 €	3,529 €	3,882 €	4,234 €	4,587 €	4,940 €	5,293 €	5,646 €
	Personnes âgées	0,353 €	0,706 €	1,059 €	1,411 €	1,764 €	2,117 €	2,470 €	2,823 €	3,176 €	3,529 €	3,882 €	4,234 €	4,587 €	4,940 €	5,293 €	5,646 €

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-251-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

B.P.U. Autres prestations "traiteur"

Buffets appéritifs	Prix H.T.	T.V.A.	Prix T.T.C.	Précisions
Buffet Froid	14,777 €	5,50%	15,59 €	par personne
buffet Fête de l'été	20,621 €	5,50%	21,76 €	par personne
Buffet Froid "bio"	31,207 €	5,50%	32,92 €	par personne
Buffet chaud	24,370 €	5,50%	25,71 €	par personne

Cocktail	Prix H.T.	T.V.A.	Prix T.T.C.	Précisions
Pizza, Pissaladière, Quiche	14,887 €	5,50%	15,71 €	Prix au kilo
Canapés "Classiques"	21,503 €	5,50%	22,69 €	Plateaux de 24 pièces
Canapés "Prestige""	39,147 €	5,50%	41,30 €	Plateaux de 24 pièces
Pain surprise	20,400 €	5,50%	21,52 €	Prix au kilo
Mignardises sucrés	21,944 €	5,50%	23,15 €	Plateaux de 24 pièces
Petits gateaux	16,872 €	5,50%	17,80 €	Plateaux de 24 pièces
Verrines, Macarrons fourrés	38,044 €	5,50%	40,14 €	Plateaux de 24 pièces
Cocktail salé 7 pièces	13,784 €	5,50%	14,54 €	Plateaux de 7 pièces
Cocktail sucré 7 pièces	13,784 €	5,50%	14,54 €	Plateaux de 7 pièces
.../...				

Plateaux-repas	Prix H.T.	T.V.A.	Prix T.T.C.	Précisions
Plateau repas cuisine traditionnelle	12,571 €	5,50%	13,26 €	Fourniture en plateau avec livraison
Plateau repas prestige	18,195 €	5,50%	19,20 €	Fourniture en plateau avec livraison
.../...				

Menus (améliorés, gastronomiques,...)	Prix H.T.	T.V.A.	Prix T.T.C.	Précisions
Formule Classique - service à table	26,906 €	10,0%	29,60 €	1 entrée, 1 plat, 1 fromage, 1 dessert, eaux plates et gazeuses, café, choix à réalisé sur la carte des saisons porposée par le chef, avec service, sans vaisselle
Formule Récéption banquet - service à table	29,961 €	10,0%	32,96 €	1 entrée, 1 plat, 1 dessert, eaux plates et gazeuses, café, choix à réaliser sur la carte saison proposée par le chef, avec service, sans vaisselle

Coût de la main d'œuvre	Prix H.T.	T.V.A.	Prix T.T.C.	Précisions
Heure Personnel de service	26,000 €	10,0%	28,60 €	
Heure Personnel de cuisine	30,000 €	10,0%	33,00 €	

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-251-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

Le goût de l'essentiel
Grasse

EXTRAIT
du registre des Délibérations du Conseil Municipal
séance du 5 décembre 2023

NOMBRE DE MEMBRES		
Afférents au Conseil Municipal	en exercice	qui ont pris part à la Délibération
45	45	41

2023 - 251 **RESTAURATION COLLECTIVE**
AUGMENTATION TARIFICATION USAGERS
MODIFICATION DU BORDEREAU DES PRIX UNITAIRES
AVENANT N° 7

Le Conseil Municipal de la Commune de GRASSE, dûment convoqué le 28 novembre 2023, s'est réuni le mardi 5 décembre 2023 à 14h30 au Palais des Congrès, salle Gérard PHILIPE, sous la présidence de Monsieur Jérôme VIAUD, Maire.

PRESENTS : Monsieur Jérôme VIAUD, Maire et Mesdames et Messieurs les Adjoints :
Valérie COPIN, Christophe MOREL, François ROUSTAN, Catherine BUTTY, Gilles RONDONI, Claude MASCARELLI, Nicolas DOYEN, Nicole NUTINI, Ali AMRANE, Murièle CHABERT, Cyril DAUPHOUD, Anne-Marie DUVAL, Jean-Marc GARNIER, Dominique BOURRET, Marie CHABAUD, Roger MISSENTI, Philippe BONELLI, Annie OGGERO-MAIRE, Serge PERCHERON, Laurence COSTE, Richard KISS, Franck BARBEY, Jeannette GISQUET, Jean-Pierre BICAIL, Jocelyne BUSTAMENTE, Jean-François LAPORTE, Stéphanie MANDREA, Charles FERRERO, Levanna CALATAYUD, Alexandre GAIFFE, Magali CONESA, Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL, Mékia Noura ADDAD, Bernard BRUNEAU.

PART EN COURS DE SEANCE :

/

PART EN COURS DE SEANCE SANS PROCURATION :

/

ABSENTS EXCUSES :

Madame Aline BOURDAIRE

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-251-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

Monsieur Pascal PELLEGRINO
Marie-Madeleine GUALLINO
Madame Mélanie ZARRILLO
Madame Karine GIGODOT
Monsieur Paul EUZIERE

ABSENTS EXCUSES SANS PROCURATION :

Madame Myriam LAZREUG
Monsieur Stéphane CASSARINI
Monsieur Patrick ISNARD

ABSENT SANS PROCURATION :

Monsieur Jean-Paul CAMERANO

ARRIVE EN COURS DE SEANCE :

Monsieur Ali AMRANE
(Prend part aux délibérations N°232 à N°267)

PROCURATION :

Madame Aline BOURDAIRE à Madame Valérie COPIN
Monsieur Ali AMRANE à Madame Catherine BUTTY
Monsieur Pascal PELLEGRINO à Monsieur François ROUSTAN
Marie-Madeleine GUALLINO à Monsieur Christophe MOREL
Madame Mélanie ZARRILLO à Monsieur le Maire
Madame Karine GIGODOT à Nicolas DOYEN
Monsieur Paul EUZIERE à Madame Magali CONESA

Les Conseillers présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un Secrétaire pris dans le sein du Conseil. Madame Valérie COPIN ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, a adopté le procès-verbal du la séance du 7 novembre 2023.

En vertu de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire donne lecture des décisions prises en application de la délégation qui lui a été consentie par délibération n° 2020-26 du 28 mai 2020 en ce qui concerne l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Questions retirées à l'ordre du jour :

2023 - 239 **VALLON DE CAMPEROUSSE**
ACQUISITION A L'EURO SYMBOLIQUE PAR LA COMMUNE
DE LA PARCELLE CADASTREE SECTION DX N° 141

2023 - 240 **VALLON DE CAMPEROUSSE**
ACQUISITION A L'EURO SYMBOLIQUE PAR LA COMMUNE
DE LA PARCELLE CADASTREE SECTION DX N° 142

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-251-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

2023 - 251

VILLE DE GRASSE
CONSEIL MUNICIPAL

DU 5 DECEMBRE 2023

RESTAURATION COLLECTIVE
AUGMENTATION TARIFICATION USAGERS – MODIFICATION DU BORDEREAU DES PRIX UNITAIRES
AVENANT N° 7

RESUME SYNTHETIQUE DU RAPPORT

Le présent rapport a pour objet d'autoriser la commune de Grasse à modifier les prix du Bordereau des Prix Unitaires de la concession de Service Public de la Restauration Collective ayant pour délégataire ELIOR RESTAURATION France.

INCIDENCE BUDGETAIRE

SERVICE GESTIONNAIRE	IMPUTATION BUDGETAIRE	MONTANT T.T.C
SERVICE VIE SCOLAIRE	/	/

Madame Muriële CHABERT expose :

Vu la délibération numéro n° 2021-192 du 9 novembre 2021,

Vu la délibération numéro n° 2022-63 du 29 mars 2022, avenant n° 1,

Vu la délibération numéro n° 2022-122 du 28 juin 2022, avenant n° 2,

Vu la délibération numéro n° 2022-159 du 27 septembre 2022, avenant n° 3,

Vu la délibération numéro n° 2022-205 du 06 décembre 2022, avenant n° 4,

Vu la délibération numéro n° 2023-21 du 28 février 2023, avenant n° 5,

Vu la délibération numéro n°2023-106 du 4 juillet 2023, avenant n°6,

Vu la délibération numéro n°2023-191 du 26 septembre 2023,

Considérant le contrat signé le 29 novembre 2021, par lequel la ville de Grasse a confié à ELIOR/ELRES la gestion de son service public de restauration pour une durée de 7 ans et 8 mois,

Considérant que la société ELIOR RESTAURATION FRANCE a fait valoir son droit à demander une évaluation de l'augmentation liée à la révision annuelle des prix du contrat calculée à hauteur de 6,98 %.

Considérant que la commune de Grasse a souhaité négocier cette augmentation à hauteur de 5 % pour toutes les composantes du contrat avec le délégataire ELIOR RESTAURATION FRANCE.

Considérant que cette augmentation de 5 % sera donc reportée sur les prix du Bordereau des Prix Unitaires joints en annexe ainsi que sur la redevance à compter du 1er septembre 2023.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-251-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

Considérant qu'une modification des quotients familiaux des familles devient indispensable compte tenu des diverses augmentations du salaire minimum de croissance (SMIC) ces dernières années.

Considérant qu'il convient donc de créer une nouvelle tranche de QF à « 1400 et + » à compter du 1er janvier 2024.

Considérant que l'augmentation liée à la revalorisation et que la modification des Quotients familiaux fait varier les prix de facturation aux parents d'élèves de la manière suivante :

Repas en écoles maternelles :
QF de 0 à 399 : 3,11 €
QF de 400 à 699 : 3.45 €
QF de 700 à 799 : 3.75 €
QF de 800 à 899 : 4.12 €
QF de 900 à 1099 : 4.49 €
QF de 1100 à 1399 : 4.56 €
QF de 1400 et + : 4.86 €

Hors commune : 4.97 €

Repas en écoles élémentaires :
QF de 0 à 399 : 3,20 €
QF de 400 à 699 : 3.58 €
QF de 700 à 799 : 3.90 €
QF de 800 à 899 : 4.65 €
QF de 900 à 1099 : 4.97 €
QF de 1100 à 1399 : 5.24 €
QF de 1400 et + : 5.36 €

Hors commune : 5.46 €

Les autres tarifs appliqués aux parents d'élèves restent identiques.

Considérant que pour l'encaissement, l'inscription, la réception des familles et le pointage des présences des enfants dans les écoles, il convient de prévoir la mise à disposition d'une seconde personne à compter de début novembre 2023.

Considérant que cette nouvelle mise à disposition entraîne une augmentation de la ligne « frais de personnel suivi facturation » du BPU à hauteur de 0.132 € par repas pour les scolaires.

Considérant qu'un « repas à emporter » pourra être proposé dès la mi-novembre 2023 en proposant diverses formules froides (pas de réchauffe nécessaire) composé d'un plat principal (sandwich, salade etc.), d'un fromage, d'un dessert, d'une bouteille d'eau et de couverts ; puis dès que l'agrément sera obtenu par la société ELIOR RESTAURATION FRANCE, il pourra être proposé des repas à réchauffer (dans ce cas le prix du repas sera augmenté du prix de la consigne obligatoire depuis la loi AGEC).

Considérant que les « repas à emporter » qui seront disponibles à la Rotonde pour les agents municipaux seront facturés au même tarif que les repas des agents municipaux et du CCAS.

Etant entendu que la commune participera toujours à hauteur de 2,09 € par repas pris sur place à la Rotonde ou en « repas à emporter ».

En prévision de besoins futurs, notamment pour les repas de Noël des Hameaux, il convient également de compléter les prix du bordereau des prix initial « traiteur » concernant les lignes existantes « couts de la main d'œuvre », non remplie jusqu'à présent.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-251-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

La commission Vivre ensemble ayant été saisie de ce dossier dans sa séance du 16 novembre 2023,

Je vous demande de bien vouloir :

- **APPROUVER** les modifications du contrat et des annexes jointes ;
- **APPROUVER** le nouveau bordereau des prix applicable au 1er septembre 2023 ;
- **APPROUVER** la nouvelle tarification appliquée aux familles ;
- **AUTORISER** Monsieur le Maire à signer l'avenant n° 7 au contrat de Délégation de Service Public relatif à la restauration collective conclu avec la société ELIOR RESTAURATION France.

Après en avoir délibéré le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents ou représentés, adopte.

Délibération affichée le - 6 DEC. 2023
suivent les signatures
POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire,

La Secrétaire de séance
Valérie COPIN, Première Adjointe

VILLE DE GRASSE A.M

VILLE DE GRASSE A.M

Certifié exécutoire compte tenu de la publication sur le site internet le - 6 DEC. 2023

Bourse communale d'enseignement supérieur :

Annexe 1

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-252-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

Nom - Prénom	Niveau d'Etudes	Lieu d'Etudes	Montant Bourse 2023/2024
AUGERE Carolane	Licence en Droit 3ème année	AIX EN PROVENCE	**500 €**
FOURNIER Lise	Licence 3ème année Lettres Modernes	NICE	**650 €**
GOUDOUR Clovis	Licence 1ère année Sciences de la Vie	MONTPELLIER	**325 €**
HELENO SILVA Ricardo	Médecine 5ème année	NICE	**450 €**
LADJEROUD Mohamed	Classe Préparatoire 1ère année Sciences de l'Ingénieur	NICE	**650 €**
PROST Eva	Médecine 3ème année	NICE	**450 €**
RBAIA Linda	Master 1ère année Administration et Echanges Internationaux	MONTPELLIER	**325 €**
VINCON Valérian	Sciences Politiques 2ème année	AIX	**500 €**
VINCON Roman	Master 1ère année Information et documentation	TOULOUSE	**500 €**
TOTAL			**4350 €**

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-252-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

Le goût de l'essentiel
Grasse

EXTRAIT
du registre des Délibérations du Conseil Municipal
séance du 5 décembre 2023

NOMBRE DE MEMBRES		
Afférents au Conseil Municipal	en exercice	qui ont pris part à la Délibération
45	45	41

2023 - 252 **BOURSE COMMUNALE D'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ATTRIBUTION**

Le Conseil Municipal de la Commune de GRASSE, dûment convoqué le 28 novembre 2023, s'est réuni le mardi 5 décembre 2023 à 14h30 au Palais des Congrès, salle Gérard PHILIPE, sous la présidence de Monsieur Jérôme VIAUD, Maire.

PRESENTS : Monsieur Jérôme VIAUD, Maire et Mesdames et Messieurs les Adjoints :
Valérie COPIN, Christophe MOREL, François ROUSTAN, Catherine BUTTY, Gilles RONDONI, Claude MASCARELLI, Nicolas DOYEN, Nicole NUTINI, Ali AMRANE, Murièle CHABERT, Cyril DAUPHOUD, Anne-Marie DUVAL, Jean-Marc GARNIER, Dominique BOURRET, Marie CHABAUD, Roger MISSENTI, Philippe BONELLI, Annie OGGERO-MAIRE, Serge PERCHERON, Laurence COSTE, Richard KISS, Franck BARBEY, Jeannette GISQUET, Jean-Pierre BICAIL, Jocelyne BUSTAMENTE, Jean-François LAPORTE, Stéphanie MANDREA, Charles FERRERO, Levanna CALATAYUD, Alexandre GAIFFE, Magali CONESA, Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL, Mékia Noura ADDAD, Bernard BRUNEAU.

PART EN COURS DE SEANCE :

/

PART EN COURS DE SEANCE SANS PROCURATION :

/

ABSENTS EXCUSES :

Madame Aline BOURDAIRE
Monsieur Pascal PELLEGRINO

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-252-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

Marie-Madeleine GUALLINO
Madame Mélanie ZARRILLO
Madame Karine GIGODOT
Monsieur Paul EUZIERE

ABSENTS EXCUSES SANS PROCURATION :

Madame Myriam LAZREUG
Monsieur Stéphane CASSARINI
Monsieur Patrick ISNARD

ABSENT SANS PROCURATION :

Monsieur Jean-Paul CAMERANO

ARRIVE EN COURS DE SEANCE :

Monsieur Ali AMRANE
(Prend part aux délibérations N°232 à N°267)

PROCURATION :

Madame Aline BOURDAIRE à Madame Valérie COPIN
Monsieur Ali AMRANE à Madame Catherine BUTTY
Monsieur Pascal PELLEGRINO à Monsieur François ROUSTAN
Marie-Madeleine GUALLINO à Monsieur Christophe MOREL
Madame Mélanie ZARRILLO à Monsieur le Maire
Madame Karine GIGODOT à Nicolas DOYEN
Monsieur Paul EUZIERE à Madame Magali CONESA

Les Conseillers présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un Secrétaire pris dans le sein du Conseil. Madame Valérie COPIN ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, a adopté le procès-verbal du la séance du 7 novembre 2023.

En vertu de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire donne lecture des décisions prises en application de la délégation qui lui a été consentie par délibération n° 2020-26 du 28 mai 2020 en ce qui concerne l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Questions retirées à l'ordre du jour :

2023 - 239 **VALLON DE CAMPEROUSSE**
ACQUISITION A L'EURO SYMBOLIQUE PAR LA COMMUNE
DE LA PARCELLE CADASTREE SECTION DX N° 141

2023 - 240 **VALLON DE CAMPEROUSSE**
ACQUISITION A L'EURO SYMBOLIQUE PAR LA COMMUNE
DE LA PARCELLE CADASTREE SECTION DX N° 142

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-252-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

VILLE DE GRASSE
CONSEIL MUNICIPAL

2023 - 252

DU 5 DECEMBRE 2023

BOURSE COMMUNALE D'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR
ATTRIBUTION

RESUME SYNTHETIQUE DU RAPPORT

Le présent rapport a pour objet l'attribution de la bourse communale pour soutenir les étudiants grassois dans leurs études supérieures.

INCIDENCE BUDGETAIRE

SERVICE GESTIONNAIRE	IMPUTATION BUDGETAIRE	MONTANT T.T.C.
VIE SCOLAIRE	DEPENSES	4 350 €

Madame Muriële CHABERT expose :

Vu les critères de la bourse communale d'enseignement supérieur définis par délibération n° 2016-187 du Conseil Municipal du 20 septembre 2016,

Considérant qu'afin de soutenir les jeunes Grassois qui s'engagent dans un cursus d'études supérieures, la ville de Grasse accorde une bourse à la fois sur des critères sociaux et de mérite.

Considérant que cette bourse est versée une fois par année universitaire et pendant 7 années au maximum.

Considérant qu'elle peut être renouvelée seulement après la constitution d'un nouveau dossier par l'étudiant.

Considérant le rapport d'analyse des dossiers de demandes de bourse (annexe 2).

Considérant qu'il a été arrêté la liste (jointe en annexe 1) des boursiers faisant apparaitre le niveau d'études, le lieu d'études et le montant de leur bourse.

Lors de cette commission le montant de la bourse a été défini selon le barème suivant :

Les études sont dispensées dans le département, le coefficient familial est inférieur à 1200 :	650 €
Les études sont dispensées hors du département, le coefficient familial est inférieur à 1200 :	500 €
Les études sont dispensées dans le département, le coefficient familial est compris entre 1200 et 2000 :	450 €
Les études sont dispensées hors du département, le coefficient familial est compris entre 1200 et 2000 :	325 €
Tout dossier avec un coefficient familial supérieur à 2000 a été rejeté :	0 €

La commission « Vivre Ensemble » ayant été saisie de ce dossier dans sa séance du 16 novembre 2023,

Je vous demande de bien vouloir :

- **ADOPTER** les modalités d'attribution ci-dessus définies ;

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-252-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

- **AUTORISER** Monsieur le Maire à attribuer la bourse d'enseignement supérieur ;
- **DIRE** que les crédits nécessaires seront inscrits au BP 2024.

Après en avoir délibéré le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents ou représentés, adopte.

Délibération affichée le - 6 DEC. 2023
suivent les signatures
POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire,

La Secrétaire de séance
Valérie COPIN, Première Adjointe

VILLE DE GRASSE A. M

VILLE DE GRASSE A. M

Certifié exécutoire compte tenu de la publication sur le site internet le - 6 DEC. 2023

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-253-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

VILLE D'ANTIBES Juan-les-Pins

CONVENTION DE REPARTITION

DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

ENTRE LA COMMUNE D'ANTIBES ET LA COMMUNE DE RESIDENCE

☑ **AVEC RECIPROCITE** ☐ **SANS RECIPROCITE**

ENTRE :

La Commune d'Antibes Juan-les-Pins, représentée par son Maire, Monsieur Jean LEONETTI, autorisé à signer la convention en vertu de la délibération du Conseil Municipal en date du 7 juillet 2023.

D'un part,

ET :

La Commune de Grasse, représentée par son Maire, Monsieur Jérôme VIAUD, dûment autorisé à signer la convention en vertu de la délibération du Conseil Municipal en date du

D'autre part,

IL A ETE PREALABLEMENT EXPOSE QUE

L'article L.212-8 du code de l'éducation prévoit que « lorsque les écoles publiques d'une commune reçoivent des élèves dont la famille est domiciliée dans une autre commune, la répartition des dépenses de fonctionnement se fait par accord entre la commune d'accueil et la commune de résidence ».

Accusé de réception en préfecture
06-210600045-20230707-768958-DE-1-1
Date de télétransmission : 17/07/2023
Date de réception préfecture : 17/07/2023

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-253-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

La « commune de résidence » est définie comme la commune au sein de laquelle réside l'enfant scolarisé dans une commune d'accueil. La Commune de résidence à considérer est celle où réside effectivement l'enfant qui peut être différente de celle où résident ses parents. L'élève peut également disposer de deux résidences.
La « Commune d'accueil » est définie comme la commune au sein de laquelle est scolarisé un enfant résidant dans une autre commune.

L'accord entre les communes est formalisé par cette convention de répartition des dépenses de fonctionnement.

IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir les modalités de prise en charge des dépenses de fonctionnement des écoles publiques du premier degré de la Commune d'accueil par la Commune de résidence de l'élève.

ARTICLE 2 : OBLIGATION DE LA COMMUNE DE RESIDENCE

Article 2.1. La contribution aux dépenses de fonctionnement.

La Commune de résidence s'engage à contribuer aux dépenses de fonctionnement de la Commune d'accueil dans l'un des cas suivants :

- Lorsque, bien que bénéficiant au sein de leur Commune de résidence, d'une capacité d'accueil suffisante, le maire, consulté par celui de la Commune d'accueil avant la rentrée scolaire considérée, a donné, par le biais d'un imprimé de dérogation, son accord pour une scolarisation hors de sa commune. La Commune de résidence ne sera pas toutefois tenue de prendre en charge les dépenses de fonctionnement lorsqu'il sera procédé à l'inscription de l'enfant sans que le Maire de la Commune de résidence ai préalablement donné son accord. ;
- Lorsque, en application de l'article L212-8 du code de l'éducation, l'inscription est justifiée par les obligations professionnelles des parents en raison du fait que la commune où ils résident n'assure pas directement ou indirectement la restauration et la garde des enfants ou si la commune n'a pas organisé un service d'assistantes maternelles agréées, par l'inscription d'un frère ou d'une sœur dans un établissement scolaire de la même commune ou par des raisons médicales. Dans ce cas,

Accusé de réception en préfecture
06-210600045-20230707-768958-DE-1-1
Date de télétransmission : 17/07/2023
Date de réception préfecture : 17/07/2023

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-253-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

conformément à l'article R212-22 du code de l'éducation, dans les deux semaines de l'inscription de l'enfant, la Commune d'accueil doit informer la Commune de résidence du motif de l'inscription ;

- Lorsque les élèves qui, à la date d'entrée en vigueur de la présente convention, ont déjà débuté leur cycle de scolarité en maternelle ou en élémentaire sur le territoire de la Commune d'accueil. L'obligation de la Commune de résidence se poursuit pour toute la scolarité de maternelle ou d'élémentaire.

Article 2.2. Le partage de la contribution

En cas de garde alternée de l'enfant, la Commune de résidence ne contribue qu'à hauteur de 50% du montant des dépenses de fonctionnement.
La Commune d'accueil prendra en charge l'autre moitié lorsqu'elle est aussi Commune de résidence.

ARTICLE 3 : OBLIGATION DE LA COMMUNE D'ACCUEIL

La Commune d'accueil s'engage à adresser, chaque trimestre, à la Commune de résidence, la liste des élèves mentionnés à l'article 1, par catégorie.

La liste récapitulative des élèves concernés fait obligatoirement mention, pour chaque enfant :

- de ses nom et prénom ;
- de l'école fréquentée ainsi que sa classe au titre de la présente année scolaire.

Cette opération est effectuée trimestriellement afin de prendre en compte en cours d'année scolaire, les inscriptions, les radiations et les déménagements.

ARTICLE 4 : CALCUL DE LA CONTRIBUTION FORFAITAIRE

La contribution forfaitaire due par la Commune de résidence à la Commune d'accueil tient compte, conformément à l'alinéa 3 de l'article L212-8 du code de l'éducation, des ressources de cette commune, du nombre d'élèves de cette commune scolarisés dans la commune d'accueil et du coût moyen par élève calculé sur la base des dépenses de fonctionnement de l'ensemble des écoles publiques de la commune d'accueil.

Accusé de réception en préfecture
06-210600045-20230707-768958-DE-1-1
Date de télétransmission : 17/07/2023
Date de réception préfecture : 17/07/2023

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-253-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

ARTICLE 5 : MONTANT DE LA CONTRIBUTION FORFAITAIRE PAR ELEVE

La contribution forfaitaire par élève est fixée, d'un commun accord, à un montant de 851€ (huit cent cinquante et un euros) et s'appliquera pour toute inscription durant l'année scolaire 2023/2024.

ARTICLE 6 : VERSEMENT DE LA CONTRIBUTION FORFAITAIRE

La Commune de résidence verse à la Commune d'accueil le montant de la contribution forfaitaire annuelle en trois règlements qui interviennent à la fin de chaque trimestre scolaire dès réception de la liste récapitulative des élèves adressée tel que prévu à l'article 3 des présentes.
Les versements tiendront compte des inscriptions et des départs survenus en cours d'année. Tout trimestre commencé est dû en totalité.
En cas de réciprocité, chaque partie verse les montants dus.

ARTICLE 7 : PRISE D'EFFET ET DUREE

La présente convention prend effet à compter du 1er septembre 2023, une fois signée et les formalités prévues aux articles L 2131-1 et suivants du code général des collectivités territoriales accomplies.

Elle est conclue pour un durée d'un an et prendra fin à l'issue de l'année scolaire 2023/2024.

ARTICLE 8 : LITIGE

Tout recours contre la présente convention devra être porté devant le Tribunal administratif de Nice.

Fait à Antibes, le

Pour la Commune de Grasse
Le Maire,

Jérôme VIAUD
Vice-président du Conseil départemental
des Alpes-Maritimes
Président de la Communauté d'Agglomération
du Pays de Grasse

Pour le Maire d'Antibes Juan-Les-Pins
L'Adjoint Délégué à l'Education

Yves DAHAN

Accusé de réception en préfecture
06-210600045-20230707-768958-DE-1-1
Date de télétransmission : 17/07/2023
Date de réception préfecture : 17/07/2023

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-253-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

Le goût de l'essentiel
Grasse

EXTRAIT
du registre des Délibérations du Conseil Municipal
séance du 5 décembre 2023

NOMBRE DE MEMBRES		
Afférents au Conseil Municipal	en exercice	qui ont pris part à la Délibération
45	45	41

2023 - 253 CONVENTION INTERCOMMUNALE AVEC LA VILLE D'ANTIBES JUAN-LES-PINS RELATIVE AUX CHARGES DE FONCTIONNEMENT DES ECOLES PUBLIQUES ACCUEILLANT DES ENFANTS HORS COMMUNE

Le Conseil Municipal de la Commune de GRASSE, dûment convoqué le 28 novembre 2023, s'est réuni le mardi 5 décembre 2023 à 14h30 au Palais des Congrès, salle Gérard PHILIPE, sous la présidence de Monsieur Jérôme VIAUD, Maire.

PRESENTS : Monsieur Jérôme VIAUD, Maire et Mesdames et Messieurs les Adjoints :
Valérie COPIN, Christophe MOREL, François ROUSTAN, Catherine BUTTY, Gilles RONDONI, Claude MASCARELLI, Nicolas DOYEN, Nicole NUTINI, Ali AMRANE, Murièle CHABERT, Cyril DAUPHOUD, Anne-Marie DUVAL, Jean-Marc GARNIER, Dominique BOURRET, Marie CHABAUD, Roger MISSENTI, Philippe BONELLI, Annie OGGERO-MAIRE, Serge PERCHERON, Laurence COSTE, Richard KISS, Franck BARBEY, Jeannette GISQUET, Jean-Pierre BICAIL, Jocelyne BUSTAMENTE, Jean-François LAPORTE, Stéphanie MANDREA, Charles FERRERO, Levanna CALATAYUD, Alexandre GAIFFE, Magali CONESA, Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL, Mékia Noura ADDAD, Bernard BRUNEAU.

PART EN COURS DE SEANCE :

/

PART EN COURS DE SEANCE SANS PROCURATION :

/

ABSENTS EXCUSES :

Madame Aline BOURDAIRE

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-253-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

Monsieur Pascal PELLEGRINO
Marie-Madeleine GUALLINO
Madame Mélanie ZARRILLO
Madame Karine GIGODOT
Monsieur Paul EUZIERE

ABSENTS EXCUSES SANS PROCURATION :

Madame Myriam LAZREUG
Monsieur Stéphane CASSARINI
Monsieur Patrick ISNARD

ABSENT SANS PROCURATION :

Monsieur Jean-Paul CAMERANO

ARRIVE EN COURS DE SEANCE :

Monsieur Ali AMRANE
(Prend part aux délibérations N°232 à N°267)

PROCURATION :

Madame Aline BOURDAIRE à Madame Valérie COPIN
Monsieur Ali AMRANE à Madame Catherine BUTTY
Monsieur Pascal PELLEGRINO à Monsieur François ROUSTAN
Marie-Madeleine GUALLINO à Monsieur Christophe MOREL
Madame Mélanie ZARRILLO à Monsieur le Maire
Madame Karine GIGODOT à Nicolas DOYEN
Monsieur Paul EUZIERE à Madame Magali CONESA

Les Conseillers présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un Secrétaire pris dans le sein du Conseil. Madame Valérie COPIN ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, a adopté le procès-verbal du la séance du 7 novembre 2023.

En vertu de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire donne lecture des décisions prises en application de la délégation qui lui a été consentie par délibération n° 2020-26 du 28 mai 2020 en ce qui concerne l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Questions retirées à l'ordre du jour :

2023 - 239 **VALLON DE CAMPEROUSSE**
ACQUISITION A L'EURO SYMBOLIQUE PAR LA COMMUNE
DE LA PARCELLE CADASTREE SECTION DX N° 141

2023 - 240 **VALLON DE CAMPEROUSSE**
ACQUISITION A L'EURO SYMBOLIQUE PAR LA COMMUNE
DE LA PARCELLE CADASTREE SECTION DX N° 142

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-253-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

VILLE DE GRASSE
CONSEIL MUNICIPAL

2023 - 253

DU 5 DECEMBRE 2023

CONVENTION INTERCOMMUNALE AVEC LA VILLE D'ANTIBES JUAN-LES-PINS RELATIVE AUX CHARGES DE FONCTIONNEMENT DES ÉCOLES PUBLIQUES ACCUEILLANT DES ENFANTS HORS COMMUNE

RESUME SYNTHETIQUE DU RAPPORT

Le présent rapport a pour objet d'autoriser Monsieur le Maire à signer la convention intercommunale avec la ville d'Antibes Juan-les-Pins concernant les charges de fonctionnement des enfants scolarisés hors commune pour l'année scolaire 2023/2024.

INCIDENCE BUDGETAIRE

SERVICE GESTIONNAIRE	IMPUTATION BUDGETAIRE	MONTANT TTC
SERVICE VIE SCOLAIRE	Recettes : Dépenses :	1 702 € 5 957 €

Madame Muriële CHABERT expose,

Vu l'article L 212-8 du code de l'Education, issu de l'article 23 de la loi n° 83-663 du 22 juillet 1983 qui prévoit la participation des communes aux charges de fonctionnement pour les enfants scolarisés hors commune.

Considérant que la convention passée entre nos deux communes pour la période du 1er septembre 2022 au 31 août 2023 pour un montant annuel par enfant de 801 € est arrivée à échéance, il convient de délibérer pour définir le coût moyen d'un élève scolarisé en section maternelle ou en élémentaire pour l'année scolaire 2023/2024, qui s'élève à un montant de 851 €.

La commission Vivre Ensemble ayant été saisie de ce dossier dans sa séance du 16 novembre 2023,

Je vous demande de bien vouloir :

- **AUTORISER** Monsieur le Maire à signer la convention intercommunale avec la commune d'Antibes Juan-les-Pins concernant les charges de fonctionnement des enfants scolarisés hors commune pour l'année scolaire 2023 / 2024 ;

- **DIRE** que les crédits en dépenses et en recettes seront inscrits au budget.

Après en avoir délibéré le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents ou représentés, adopte.

Délibération affichée le - 6 DEC. 2023
suivant les signatures
POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire,

La Secrétaire de séance
Valérie COPIN, Première Adjointe

VILLE DE GRASSE A. M

VILLE DE GRASSE A. M

Certifié exécutoire compte tenu de la publication sur le site internet le - 6 DEC. 2023

Accusé de réception en préfecture
006-210600688-20231205-2023_354-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

REPARTITION INTERCOMMUNALE DES CHARGES DE FONCTIONNEMENT DES ECOLES PUBLIQUES ACCUEILLANT DES ENFANTS HORS COMMUNE

CONVENTION

ENTRE :
La commune de GRASSE, représentée par son Maire, Monsieur Jérôme VIAUD dûment autorisé en la matière par délibération n°…….. du Conseil Municipal en date du ……., reçue par le contrôle de légalité le ……..……..,

D'une part,

ET :
La commune de ROQUEFORT LES PINS, représentée par son Maire, Monsieur Michel ROSSI dûment autorisé en la matière par délibération n°…….. du Conseil Municipal en date du ……..…….., reçue par le contrôle de légalité le ……..,

D'autre part,

ARTICLE 1 :
Par la présente convention et dans le respect des dispositions de l'article L 212-8 du Code de l'Education, les communes précitées s'engagent mutuellement à participer financièrement aux charges de fonctionnement résultants de la scolarisation d'un ou plusieurs de leurs élèves respectifs dans les écoles publiques de l'une ou plusieurs d'entre elles.

ARTICLE 2 :
Les élèves pour lesquels une contribution est demandée doivent être inscrits régulièrement dans les écoles maternelles, élémentaires ou groupes scolaires publics. La commune d'accueil doit fournir un certificat de scolarité à la commune de résidence chaque année pour en attester.
En outre, ceux-ci doivent avoir satisfait préalablement aux formalités relatives à la procédure de demande de dérogation qu'entraîne la scolarisation d'un enfant hors de sa commune de résidence, lorsque celle-ci dispose de la capacité de l'accueillir.

ARTICLE 3 :
Ne sont recevables, en l'espèce, que les dérogations pour lesquelles le Maire de la commune de résidence, consulté par la commune d'accueil, a donné son accord.
Ne souffrent d'aucune obligation d'accord préalable, de la part du maire de la commune de résidence, les cas dérogatoires visés par l'article L 212-8 du Code de l'éducation modifié par la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 art. 87, I, par la loi n° 2005-157 du 23 février 2005 art. 113 et par la loi n°2015-991 du 7 août 2015 art. 101.

ARTICLE 4 :
L'accord donné à un élève de commencer ou de poursuivre sa scolarité à l'extérieur de sa commune entraîne de facto la non-remise en cause, aussi bien par la commune de résidence que par la commune d'accueil, de la scolarité en maternelle (PS à GS) ou de celle en élémentaire (CP à CM2), entamée ou poursuivie.
La contribution résultant de cet accord ne peut l'être non plus.

ARTICLE 5 :
Afin de prendre en compte le G.V.T. (Glissement Vieillissement Technicité) et son impact sur la masse salariale, le montant du forfait a été ajusté à 707,03 € par élève pour une scolarité en maternelle ou en élémentaire et à 984,61 € par élève scolarisé en ULIS ou en Classe internationale pour l'année scolaire 2023-2024.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-254-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

ARTICLE 6 :
Son relèvement annuel se fera par référence à l'évolution de l'indice de base de rémunération des agents de la fonction publique territoriale en vigueur au 1er septembre.
Formule de révision annuelle :
CN+1 = CN x (IN/IO)
CN = contribution fixée à la signature de la convention soit 707,03 € et 984,61 €.
IO = indice 100 de la fonction publique au 1er septembre 2022
IN = indice 100 de la fonction publique au 1er septembre N : année à venir

ARTICLE 7 :
Toute contribution aux charges de fonctionnement d'enfants scolarisés à l'extérieur de la commune de résidence est versée par référence à l'année scolaire en cours uniquement.
Cette opération est effectuée trimestriellement afin de considérer en cours d'année scolaire, les inscriptions, les radiations et les déménagements.
Dans le cas d'une nouvelle inscription, d'une radiation ou d'un changement d'adresse d'un élève, la contribution sera prise en compte à la date réelle. Toutefois, dans le cas d'un effet en cours de trimestre, l'imputation financière sera à la charge de la commune où le temps passé est le plus important.
Le titre de recettes pourra être émis trimestriellement ou annuellement, à terme échu.

ARTICLE 8 :
Dans les situations de garde alternée, la contribution financière sera de 50 % pour la commune de résidence de chacun des parents.

ARTICLE 9 :
Les élèves figurant sur la liste nominative, avec les adresses, annexée à l'état des sommes à payer, doivent préalablement avoir satisfait aux conditions mentionnées aux articles 2 et 3 de la présente convention. La commune d'accueil devra fournir chaque année un justificatif de domicile de moins de 3 mois pour chaque élève concerné ainsi qu'un certificat de scolarité. Dans le cas d'un départ en cours d'année scolaire, il sera demandé un certificat de radiation.

ARTICLE 10 :
La présente convention prend effet à compter de la rentrée des classes de l'année scolaire 2023/2024.
Elle est conclue pour une durée de trois ans jusqu'au terme de l'année scolaire 2025-2026 soit au 31 août 2026.
Dans l'intervalle, elle peut être dénoncée par l'une ou l'autre des parties par lettre recommandée, avec accusé de réception, trois mois minimum avant la date d'expiration de l'année contractuelle.

Fait à Grasse, le
En deux exemplaires

Pour la Commune de Roquefort Les Pins
Le Maire,

Michel ROSSI

Pour la Commune de Grasse
Le Maire,

Jérôme VIAUD
Vice-président du Conseil départemental
des Alpes-Maritimes
Président de la Communauté d'Agglomération
du Pays de Grasse

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-254-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

Le goût de l'essentiel
Grasse

EXTRAIT
du registre des Délibérations du Conseil Municipal
séance du 5 décembre 2023

NOMBRE DE MEMBRES		
Afférents au Conseil Municipal	en exercice	qui ont pris part à la Délibération
45	45	41

2023 - 254 **CONVENTION INTERCOMMUNALE AVEC LA VILLE DE ROQUEFORT LES PINS RELATIVE AUX CHARGES DE FONCTIONNEMENT DES ECOLES PUBLIQUES ACCUEILLANT DES ENFANTS HORS COMMUNE**

Le Conseil Municipal de la Commune de GRASSE, dûment convoqué le 28 novembre 2023, s'est réuni le mardi 5 décembre 2023 à 14h30 au Palais des Congrès, salle Gérard PHILIPE, sous la présidence de Monsieur Jérôme VIAUD, Maire.

PRESENTS : Monsieur Jérôme VIAUD, Maire et Mesdames et Messieurs les Adjoints :
Valérie COPIN, Christophe MOREL, François ROUSTAN, Catherine BUTTY, Gilles RONDONI, Claude MASCARELLI, Nicolas DOYEN, Nicole NUTINI, Ali AMRANE, Murièle CHABERT, Cyril DAUPHOUD, Anne-Marie DUVAL, Jean-Marc GARNIER, Dominique BOURRET, Marie CHABAUD, Roger MISSENTI, Philippe BONELLI, Annie OGGERO-MAIRE, Serge PERCHERON, Laurence COSTE, Richard KISS, Franck BARBEY, Jeannette GISQUET, Jean-Pierre BICAIL, Jocelyne BUSTAMENTE, Jean-François LAPORTE, Stéphanie MANDREA, Charles FERRERO, Levanna CALATAYUD, Alexandre GAIFFE, Magali CONESA, Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL, Mékia Noura ADDAD, Bernard BRUNEAU.

PART EN COURS DE SEANCE :

/

PART EN COURS DE SEANCE SANS PROCURATION :

/

ABSENTS EXCUSES :

Madame Aline BOURDAIRE

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-254-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

Monsieur Pascal PELLEGRINO
Marie-Madeleine GUALLINO
Madame Mélanie ZARRILLO
Madame Karine GIGODOT
Monsieur Paul EUZIERE

ABSENTS EXCUSES SANS PROCURATION :

Madame Myriam LAZREUG
Monsieur Stéphane CASSARINI
Monsieur Patrick ISNARD

ABSENT SANS PROCURATION :

Monsieur Jean-Paul CAMERANO

ARRIVE EN COURS DE SEANCE :

Monsieur Ali AMRANE
(Prend part aux délibérations N°232 à N°267)

PROCURATION :

Madame Aline BOURDAIRE à Madame Valérie COPIN
Monsieur Ali AMRANE à Madame Catherine BUTTY
Monsieur Pascal PELLEGRINO à Monsieur François ROUSTAN
Marie-Madeleine GUALLINO à Monsieur Christophe MOREL
Madame Mélanie ZARRILLO à Monsieur le Maire
Madame Karine GIGODOT à Nicolas DOYEN
Monsieur Paul EUZIERE à Madame Magali CONESA

Les Conseillers présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un Secrétaire pris dans le sein du Conseil. Madame Valérie COPIN ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, a adopté le procès-verbal du la séance du 7 novembre 2023.

En vertu de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire donne lecture des décisions prises en application de la délégation qui lui a été consentie par délibération n° 2020-26 du 28 mai 2020 en ce qui concerne l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Questions retirées à l'ordre du jour :

2023 - 239 **VALLON DE CAMPEROUSSE**
ACQUISITION A L'EURO SYMBOLIQUE PAR LA COMMUNE
DE LA PARCELLE CADASTREE SECTION DX N° 141

2023 - 240 **VALLON DE CAMPEROUSSE**
ACQUISITION A L'EURO SYMBOLIQUE PAR LA COMMUNE
DE LA PARCELLE CADASTREE SECTION DX N° 142

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-254-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

2023 - 254

VILLE DE GRASSE
CONSEIL MUNICIPAL

DU 5 DECEMBRE 2023

CONVENTION INTERCOMMUNALE AVEC LA VILLE DE ROQUEFORT LES PINS RELATIVE AUX CHARGES DE FONCTIONNEMENT DES ECOLES PUBLIQUES ACCUEILLANT DES ENFANTS HORS COMMUNE

RESUME SYNTHETIQUE DU RAPPORT

Le présent rapport a pour objet d'autoriser Monsieur le Maire à signer la convention intercommunale avec la commune de Roquefort Les Pins concernant les charges de fonctionnement des enfants scolarisés hors commune pour l'année scolaire 2023 / 2024 et les suivantes.

INCIDENCE BUDGETAIRE

SERVICE GESTIONNAIRE	IMPUTATION BUDGETAIRE	MONTANT TTC
VIE SCOLAIRE	Recettes pour 2023/2024 :	707,03 €

Madame Murièle CHABERT expose :

Vu l'article L 212-8 du code de l'Education, issu de l'article 23 de la loi n° 83-663 du 22 juillet 1983 qui prévoit la participation des communes aux charges de fonctionnement pour les enfants scolarisés hors commune.

Considérant qu'il convient de renouveler la convention avec la commune de Roquefort Les Pins pour l'année scolaire 2023/2024 et les suivantes.

Considérant que le coût moyen d'un élève scolarisé en section maternelle ou en élémentaire est de 707,03 € et le coût moyen d'un élève scolarisé en ULIS est de 984,61 € pour l'année scolaire 2023/2024. La revalorisation de ce montant s'effectue en fonction de l'évolution de l'indice de rémunération des agents de la Fonction Publique Territoriale en vigueur au 1er septembre.

La Commission Vivre Ensemble ayant été saisie de ce dossier dans sa séance du 16 novembre 2023,

Je vous demande de bien vouloir :

- **AUTORISER** Monsieur le Maire à signer la convention intercommunale avec la commune de Roquefort Les Pins concernant les charges de fonctionnement des enfants scolarisés hors commune pour l'année scolaire 2023/2024 ;
- **DIRE** que les crédits en dépenses et en recettes seront inscrits au budget.

Après en avoir délibéré le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents ou représentés, adopte.

VILLE DE GRASSE A.M

Délibération affichée le - 6 DEC. 2023
suivent les signatures
POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire,

La Secrétaire de séance
Valérie COPIN, Première Adjointe

Certifié exécutoire compte tenu de la publication sur le site internet le - 6 DEC. 2023

VILLE DE GRASSE A.M

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-255-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

Le goût de l'essentiel
Grasse

EXTRAIT
du registre des Délibérations du Conseil Municipal
séance du 5 décembre 2023

NOMBRE DE MEMBRES		
Afférents au Conseil Municipal	en exercice	qui ont pris part à la Délibération
45	45	41

2023 - 255 GRILLE TARIFAIRE POUR OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC COMMERCIAL MODIFICATION DE LA GRILLE

Le Conseil Municipal de la Commune de GRASSE, dûment convoqué le 28 novembre 2023, s'est réuni le mardi 5 décembre 2023 à 14h30 au Palais des Congrès, salle Gérard PHILIPE, sous la présidence de Monsieur Jérôme VIAUD, Maire.

PRESENTS : Monsieur Jérôme VIAUD, Maire et Mesdames et Messieurs les Adjoints :
Valérie COPIN, Christophe MOREL, François ROUSTAN, Catherine BUTTY, Gilles RONDONI, Claude MASCARELLI, Nicolas DOYEN, Nicole NUTINI, Ali AMRANE, Murièle CHABERT, Cyril DAUPHOUD, Anne-Marie DUVAL, Jean-Marc GARNIER, Dominique BOURRET, Marie CHABAUD, Roger MISSENTI, Philippe BONELLI, Annie OGGERO-MAIRE, Serge PERCHERON, Laurence COSTE, Richard KISS, Franck BARBEY, Jeannette GISQUET, Jean-Pierre BICAIL, Jocelyne BUSTAMENTE, Jean-François LAPORTE, Stéphanie MANDREA, Charles FERRERO, Levanna CALATAYUD, Alexandre GAIFFE, Magali CONESA, Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL, Mékia Noura ADDAD, Bernard BRUNEAU.

PART EN COURS DE SEANCE :

/

PART EN COURS DE SEANCE SANS PROCURATION :

/

ABSENTS EXCUSES :

Madame Aline BOURDAIRE
Monsieur Pascal PELLEGRINO

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-255-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

Marie-Madeleine GUALLINO
Madame Mélanie ZARRILLO
Madame Karine GIGODOT
Monsieur Paul EUZIERE

ABSENTS EXCUSES SANS PROCURATION :

Madame Myriam LAZREUG
Monsieur Stéphane CASSARINI
Monsieur Patrick ISNARD

ABSENT SANS PROCURATION :

Monsieur Jean-Paul CAMERANO

ARRIVE EN COURS DE SEANCE :

Monsieur Ali AMRANE
(Prend part aux délibérations N°232 à N°267)

PROCURATION :

Madame Aline BOURDAIRE à Madame Valérie COPIN
Monsieur Ali AMRANE à Madame Catherine BUTTY
Monsieur Pascal PELLEGRINO à Monsieur François ROUSTAN
Marie-Madeleine GUALLINO à Monsieur Christophe MOREL
Madame Mélanie ZARRILLO à Monsieur le Maire
Madame Karine GIGODOT à Nicolas DOYEN
Monsieur Paul EUZIERE à Madame Magali CONESA

Les Conseillers présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un Secrétaire pris dans le sein du Conseil. Madame Valérie COPIN ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, a adopté le procès-verbal du la séance du 7 novembre 2023.

En vertu de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire donne lecture des décisions prises en application de la délégation qui lui a été consentie par délibération n° 2020-26 du 28 mai 2020 en ce qui concerne l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Questions retirées à l'ordre du jour :

2023 - 239 **VALLON DE CAMPEROUSSE**
ACQUISITION A L'EURO SYMBOLIQUE PAR LA COMMUNE
DE LA PARCELLE CADASTREE SECTION DX N° 141

2023 - 240 **VALLON DE CAMPEROUSSE**
ACQUISITION A L'EURO SYMBOLIQUE PAR LA COMMUNE
DE LA PARCELLE CADASTREE SECTION DX N° 142

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-255-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

VILLE DE GRASSE
CONSEIL MUNICIPAL

2023 - 255

DU 5 DECEMBRE 2023

GRILLE TARIFAIRE POUR OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC COMMERCIAL
ACTUALISATION ET MODIFICATION DE LA GRILLE

RESUME SYNTHETIQUE DU RAPPORT

Le conseil municipal doit délibérer sur l'évolution de la grille tarifaire relative aux droits d'occupation du domaine public commercial, au 1er janvier 2024.

INCIDENCE BUDGETAIRE

SERVICE GESTIONNAIRE	IMPUTATION BUDGETAIRE	MONTANT T.T.C
Service commerce- occupation du domaine public commercial Foires et Marchés	Optimisation des recettes communales + 4.9 % (INSEE sept 2023)	3 000 €

Monsieur le Maire expose :

Vu le Code général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code Général de la propriété des personnes publiques et notamment l'article I 2125-1,

Vu la délibération n°2022-211 du 6 décembre 2022 portant modification de la grille tarifaire du domaine public commercial,

Vu la délibération n° 2022-116 portant réglementation du domaine public commercial et approbation de la charte commerciale,

Considérant qu'en conséquence de l'occupation commerciale du domaine public, il convient de définir les tarifs qui seront appliqués en contrepartie de l'obtention d'un droit d'occuper temporairement à titre privatif le domaine public de la collectivité,

Considérant qu'il est cohérent aujourd'hui d'ajuster l'occupation du domaine public commercial de façon uniforme, quelle que soit l'utilisation (terrasse ou éventaire/étal) et de privilégier la tarification au mètre carré,

Considérant que les redevances « Marchés, Fêtes Foraines, Cirques Petits théâtres et Guignols et redevances particulières lors de manifestations ainsi que le forfait « branchement électrique » n'ont pas été actualisés depuis 2017, et qu'il convient de les mettre à jour,

Cette tarification sera réévaluée de façon annuelle, sur la base de l'indexation INSEE du mois de septembre. Pour 2024, l'augmentation équivaut à l'Indice INSEE septembre 2023, soit 4.9 %.

Considérant que ces tarifs et redevances s'appliqueront à compter du 1er janvier 2024,

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-255-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

GRILLE TARIFAIRE
Occupation du Domaine Public Commercial
Tarification 2024

Redevance d'occupation du Domaine Public à usage Commercial	Tarification 2023	Tarification 2024
Secteur 1 - m² mensuel	2.20 €	**2.31 €**
Secteur 2 – m² mensuel	1.30 €	**1.36 €**
Présentoirs, chevalets, porte menus (hors terrasse tous secteurs)	21.53 €	**22.58 €**
Saisonnier – tous secteurs	3.30 €	**3.46 €**

Redevance Droit de stationnement camions commerciaux (par jour, tous secteurs hors AOT spécifique supplémentaire) hors Foires et Marchés	Tarif journalier 2023	Tarification 2024
Camions équipés restauration	17.30 €	18.15 €
Camions équipés pour commerce hors restauration	49.00 €	51.40 €

Redevance lors des manifestations	Tarification par unité, par jour	Tarification 2024
Stand commerces sédentaires et associations grassoises* par m² Commerçants et associations* extérieurs	Gracieux NC	1.00 € 1.50 €
Vide-greniers – par m²	NC	0.30 €
Exposition véhicules, à titre commercial	30.00 €	31.50 €
Stand de vente de fleurs et végétaux, à l'occasion de fêtes par m²	8.50 €	8.92 €
Stand commerçant non sédentaire fixe	2.90 € le ml	3.00 € le m²
Stand commerçant non sédentaire déambulation	9.50 €	10.00 €
Location du domaine public pour prestations extérieures par m²	NC	2.00 €
Marchés artisanaux/artistiques Commerces sédentaires et associations grassoises* par m² Commerçants et associations* extérieurs par m²	 NC NC	 1.00 € 1.50 €
Branchement électrique	NC	2.00 €

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-255-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

Redevance d'occupation exceptionnelle du Domaine Public à usage commercial par les commerçants sédentaires n'ayant pas de DP	Tarification à la journée, pour 5 journées maximum par année	Tarification 2024	
Forfait journalier	15.00 €	15.70 €	

Redevance Marchés, toutes zones	Tarification au mètre linéaire, par stand, par jour	Tarification 2024
Marchés hebdomadaires (8h/ 14h), Stands marchands ambulants dits « abonnés » Stands marchands ambulants dits « volants »	1.50 € 2.50 €	1.60 € 2.60 €
Marchés nocturnes	3.00 €	3.20 €
Branchement électrique forfait par jour	1.80 €	2.00 €
Redevance Fêtes foraines	**Tarification au mètre carré, par attraction, par jour d'exploitation**	**Tarification 2024**
Stand et manège de moins de 100 m² Du 1er jour au 5ème jour inclus A partir du 6ème jour	0.40 € 0.25 €	0.50 € 0.30 €
Stand et manège de plus de 100 m² Du 1er jour au 5ème jour inclus A partir du 6ème jour	0.25 € 0.15 €	0.30 € 0.20 €
Branchement électrique, forfait par jour	1.80 €	2.00 €

Redevance Petits théâtres et Guignol	Tarification, par jour toutes zones	Tarification 2024
Guignol et petits théâtres de moins de 100m²	15.00 €	16.00 €
Branchement électrique, forfait par jour	5.50 €	6.00 €

Redevance Cirques	Tarification au mètre carré, par jour	
Cirque le 1er jour	220.00 €	231.00 €
Cirque jours suivants	110.00 €	115.00 €
Branchement électrique	5.50 €	6.00 €

En toutes circonstances, la ville de Grasse se réserve la possibilité d'accorder la gratuité pour l'utilisation de son domaine privé et conformément à l'article L2125-1 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques, pour l'occupation et l'utilisation de son domaine public dans les cas suivants :

- Les manifestations à vocation caritative et organisées exclusivement par des fondations ou associations reconnues d'utilité publique,

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-255-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

- Les événements gratuits (sans facteurs de commercialité) organisés par les fondations ou associations,
- Les évènements où la ville est co-organisatrice ou partenaire officiel,
- Fête de la Musique

La commission Optimisation et performance des moyens et ressources ayant été saisie de ce dossier dans sa séance du 14 novembre 2023,

Je vous demande de bien vouloir :

- **APPROUVER** la nouvelle grille tarifaire telle qu'exposée ci-dessus ;

- **NOTIFIER** que ces tarifs entreront en vigueur à compter du 1er janvier 2024.

Après en avoir délibéré le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents ou représentés, adopte.

Délibération affichée le - 6 DEC. 2023
suivant les signatures
POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire,

La Secrétaire de séance
Valérie COPIN, Première Adjointe

VILLE DE GRASSE A.M

VILLE DE GRASSE A.M

Certifié exécutoire compte tenu de la publication sur le site internet le - 6 DEC. 2023

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-256-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

Le goût de l'essentiel
Grasse

EXTRAIT
du registre des Délibérations du Conseil Municipal
séance du 5 décembre 2023

NOMBRE DE MEMBRES		
Afférents au Conseil Municipal	en exercice	qui ont pris part à la Délibération
45	45	41

2023 - 256 **DEROGATION AU REPOS DOMINICAL**
AVIS DU CONSEIL MUNICIPAL

Le Conseil Municipal de la Commune de GRASSE, dûment convoqué le 28 novembre 2023, s'est réuni le mardi 5 décembre 2023 à 14h30 au Palais des Congrès, salle Gérard PHILIPE, sous la présidence de Monsieur Jérôme VIAUD, Maire.

PRESENTS : Monsieur Jérôme VIAUD, Maire et Mesdames et Messieurs les Adjoints :
Valérie COPIN, Christophe MOREL, François ROUSTAN, Catherine BUTTY, Gilles RONDONI, Claude MASCARELLI, Nicolas DOYEN, Nicole NUTINI, Ali AMRANE, Murièle CHABERT, Cyril DAUPHOUD, Anne-Marie DUVAL, Jean-Marc GARNIER, Dominique BOURRET, Marie CHABAUD, Roger MISSENTI, Philippe BONELLI, Annie OGGERO-MAIRE, Serge PERCHERON, Laurence COSTE, Richard KISS, Franck BARBEY, Jeannette GISQUET, Jean-Pierre BICAIL, Jocelyne BUSTAMENTE, Jean-François LAPORTE, Stéphanie MANDREA, Charles FERRERO, Levanna CALATAYUD, Alexandre GAIFFE, Magali CONESA, Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL, Mékia Noura ADDAD, Bernard BRUNEAU.

PART EN COURS DE SEANCE :

/

PART EN COURS DE SEANCE SANS PROCURATION :

/

ABSENTS EXCUSES :

Madame Aline BOURDAIRE
Monsieur Pascal PELLEGRINO

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-256-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

Marie-Madeleine GUALLINO
Madame Mélanie ZARRILLO
Madame Karine GIGODOT
Monsieur Paul EUZIERE

ABSENTS EXCUSES SANS PROCURATION :

Madame Myriam LAZREUG
Monsieur Stéphane CASSARINI
Monsieur Patrick ISNARD

ABSENT SANS PROCURATION :

Monsieur Jean-Paul CAMERANO

ARRIVE EN COURS DE SEANCE :

Monsieur Ali AMRANE
(Prend part aux délibérations N°232 à N°267)

PROCURATION :

Madame Aline BOURDAIRE à Madame Valérie COPIN
Monsieur Ali AMRANE à Madame Catherine BUTTY
Monsieur Pascal PELLEGRINO à Monsieur François ROUSTAN
Marie-Madeleine GUALLINO à Monsieur Christophe MOREL
Madame Mélanie ZARRILLO à Monsieur le Maire
Madame Karine GIGODOT à Nicolas DOYEN
Monsieur Paul EUZIERE à Madame Magali CONESA

Les Conseillers présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un Secrétaire pris dans le sein du Conseil. Madame Valérie COPIN ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, a adopté le procès-verbal du la séance du 7 novembre 2023.

En vertu de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire donne lecture des décisions prises en application de la délégation qui lui a été consentie par délibération n° 2020-26 du 28 mai 2020 en ce qui concerne l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Questions retirées à l'ordre du jour :

2023 - 239 **VALLON DE CAMPEROUSSE**
ACQUISITION A L'EURO SYMBOLIQUE PAR LA COMMUNE
DE LA PARCELLE CADASTREE SECTION DX N° 141

2023 - 240 **VALLON DE CAMPEROUSSE**
ACQUISITION A L'EURO SYMBOLIQUE PAR LA COMMUNE
DE LA PARCELLE CADASTREE SECTION DX N° 142

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-256-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

VILLE DE GRASSE
CONSEIL MUNICIPAL

2023 - 256

DU 5 DECEMBRE 2023

DEROGATION AU REPOS DOMINICAL
AVIS DU CONSEIL MUNICIPAL

RESUME SYNTHETIQUE DU RAPPORT

Depuis 2016, dans le cadre de la loi n° 2015-990 du 6 août 2015, le Maire est autorisé à supprimer le repos dominical jusqu'à 12 dimanches par an, le Conseil municipal doit donner son avis. Pour l'année 2024, la présente délibération propose 12 dimanches dérogatoires et sollicite l'avis du Conseil municipal.

INCIDENCE BUDGETAIRE

SERVICE GESTIONNAIRE	IMPUTATION BUDGETAIRE	MONTANT T.T.C.
COMMERCE	/	/

Monsieur le Maire expose :

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu notamment les articles L 3132-26 et R 3132-21 du code du travail,

Considérant que l'article L.3132-26 du Code du travail, tel que modifié par la loi n° 2015-990 du 6 août 2015 confère au maire le pouvoir de supprimer le repos dominical des salariés dans la limite maximale de douze dimanches et ce, au bénéfice de chaque catégorie de commerce de détail.

Considérant qu'il s'agit pour le maire d'autoriser l'emploi de salariés pendant un à douze dimanches déterminés et non pas d'autoriser l'ouverture proprement dite d'établissements commerciaux le dimanche.

Considérant que la loi n° 2015-990 du 6 août 2015 dite loi « Macron » a introduit l'obligation pour le maire d'arrêter la liste des dimanches avant le 31 décembre pour l'année suivante. La désignation des dimanches de l'année 2024 sur lesquels portera la dérogation municipale doit intervenir avant le 31 décembre 2023 après consultation du Conseil municipal, après avis conforme de l'organe délibérant de l'Etablissement Public de Coopération Intercommunale (EPCI) à fiscalité propre, soit la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse et doit avoir procédé au recueil de l'avis des organisations professionnelles et des organisations syndicales concernées.

Considérant que la dérogation municipale ne peut être accordée qu'à des établissements commerciaux où des marchandises sont vendues au détail au public. Sont donc exclus tous les établissements qui n'exercent pas à titre principal un commerce de détail.

Considérant par ailleurs que la loi n° 2015-990 du 6 août 2015 dispose que seuls les salariés volontaires, ayant donné leur accord par écrit à leur employeur, peuvent travailler le dimanche sur autorisation du maire (articles L.3132-27-1 et L.3132-25-4) ; que par ailleurs, depuis le 8 août 2015, le salarié peut refuser de travailler le dimanche et, dans ce cas, ne peut faire l'objet d'une mesure discriminatoire dans le cadre de l'exécution de son contrat de travail. De même, le refus de travailler le dimanche pour un salarié ne constitue pas une faute ou un motif de licenciement. Une entreprise ne peut davantage prendre en considération le refus d'une personne de travailler le dimanche pour refuser de l'embaucher.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-256-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

Considérant que depuis l'intervention de la loi n° 2009-974 du 10 août 2009, le salarié employé le dimanche sur autorisation du maire doit bénéficier d'une rémunération au moins égale au double de la rémunération normalement prévue pour une durée du travail équivalente. L'arrêté municipal mentionnera en principe cette contrepartie financière obligatoire au travail dominical, étant entendu qu'une majoration de salaire ou une gratification plus avantageuse pour le salarié peut être prévue par une convention ou accord collectif, par un usage ou encore par une décision unilatérale de l'employeur, voire même par le contrat de travail.

Considérant que le salarié dont le repos dominical a été supprimé dans le cadre d'une dérogation municipale a droit à un repos compensateur équivalent en temps. L'arrêté, s'il accorde l'autorisation demandée, doit nécessairement préciser les modalités d'octroi dudit repos compensateur. Si le repos dominical est supprimé un dimanche précédant un jour férié légal (la veille), le repos compensateur sera obligatoirement donné ce jour de fête.

Considérant que l'autorité municipale doit, en effet, obligatoirement choisir une de ces modalités et l'imposer aux employeurs bénéficiaires de la dérogation. Le maire est donc tenu de fixer les conditions dans lesquelles le repos compensateur est accordé : soit collectivement, soit par roulement, de façon anticipée ou non, et ce, dans la quinzaine qui précède ou, selon le cas, qui suit le dimanche travaillé. Dans le souci d'assurer l'égalité des conditions entre établissements concurrents, il ne peut laisser à chacun le choix entre les différentes modalités offertes.

Considérant qu'il est rappelé ici que le repos compensateur constitue un repos supplémentaire venant, par conséquent, s'ajouter au jour de repos hebdomadaire légalement dû. Que dès lors, si le dimanche travaillé est bien évidemment rémunéré et donne lieu, qui plus est, à une majoration de salaire au moins égale à la valeur de la rémunération normalement prévue pour une durée du travail équivalente (*c'est-à-dire une majoration de 100 % au minimum*), le repos compensateur, qui résulte de la suppression du repos dominical, est lui aussi payé.

Considérant que par l'effet de la mensualisation du salaire, le salarié recevra pour le mois où un dimanche est travaillé sur dérogation du maire, son salaire mensuel habituel - qui inclut le paiement du repos compensateur - auquel s'ajoutent la majoration obligatoire pour le travail dominical (*qui, au moins, double le salaire dû pour la journée du dimanche*) et, le cas échéant, la majoration des heures supplémentaires éventuellement accomplies en raison du travail du dimanche.

Considérant que les 12 dimanches proposés pour l'année 2024 sont les suivants :

EQUIPEMENT DE LA PERSONNE : Les deux 1ers dimanches des soldes d'hiver 2024 (à ce jour dimanche 14 et 21 janvier 2024) ; les deux 1ers dimanches des soldes d'été (à ce jour le dimanche 30 juin 2024 et dimanche 7 juillet 2024) ; dimanche 25 août 2024 ; dimanche 1 septembre 2024 ; dimanche 24 novembre 2024 ; dimanches 1er, 8, 15, 22 et 29 décembre 2024.

EQUIPEMENT DE LA MAISON : Les deux 1ers dimanches des soldes d'hiver 2024 (à ce jour dimanche 14 et 21 janvier 2024) ; les deux 1ers dimanches des soldes d'été (à ce jour le 30 juin et 7 juillet 2024) ; dimanches 3, 10, 17 et 24 novembre 2024 ; dimanches 1er, 8, 15, 22 et 29 décembre 2024.

JOUETS ET ENFANTS : Le 1er dimanche des soldes d'hiver 2024 (à ce jour le dimanche 14 janvier 2024) ; le dimanche 7 juillet 202 ; dimanche 27 octobre 2024 ; dimanches 3, 10, 17 et 24 novembre 2024 ; dimanches 1er, 8, 15, 22 et 29 décembre 2024.

ANIMALERIE : Les deux 1ers dimanches des soldes d'hiver 2024 (à ce jour dimanche 14 janvier 2024 et dimanche 21 janvier 2024) ; les deux 1ers dimanches des soldes d'été (à ce jour le dimanche 30 juin 2024 et dimanche 7 juillet 2024) ; dimanche 1 septembre 2024 ; dimanche 7 septembre 2024 ; dimanche 24 novembre 2024 ; dimanches 1er, 8, 15, 22 et 29 décembre 2024.

MAGASINS POPULAIRES : Les trois 1ers dimanches des soldes d'hiver 2024 (à ce jour dimanche 14, 21 et 28 janvier 2024) ; le dimanche d'ExpoRose 2024 (à ce jour dimanche 12 mai 2024) ; les 4 premiers dimanches des soldes d'été (à ce jour le dimanche 30 juin 2024 ; dimanche 7, 14 et 21 juillet 2024) ; dimanches 8, 15, 22 et 29 décembre 2024.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-256-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

La commission Optimisation et performance des moyens et ressources ayant été saisie de ce dossier dans sa séance du 14 novembre 2023,

Je vous demande de bien vouloir :

- **DONNER UN AVIS FAVORABLE** à la suppression du repos dominical pour les 12 dimanches 2024 suivants :

EQUIPEMENT DE LA PERSONNE : Les deux 1ers dimanches des soldes d'hiver 2024 (à ce jour dimanche 14 et 21 janvier 2024) ; les deux 1ers dimanches des soldes d'été (à ce jour le dimanche 30 juin 2024 et dimanche 7 juillet 2024) ; dimanche 25 août 2024 ; dimanche 1 septembre 2024 ; dimanche 24 novembre 2024 ; dimanches 1er, 8, 15, 22 et 29 décembre 2024.

EQUIPEMENT DE LA MAISON : Les deux 1ers dimanches des soldes d'hiver 2024 (à ce jour dimanche 14 et 21 janvier 2024) ; les deux 1ers dimanches des soldes d'été (à ce jour le 30 juin et 7 juillet 2024) ; dimanches 3, 10, 17 et 24 novembre 2024 ; dimanches 1er, 8, 15, 22 et 29 décembre 2024.

JOUETS ET ENFANTS : Le 1er dimanche des soldes d'hiver 2024 (à ce jour le dimanche 14 janvier 2024) ; le dimanche 7 juillet 202 ; dimanche 27 octobre 2024 ; dimanches 3, 10, 17 et 24 novembre 2024 ; dimanches 1er, 8, 15, 22 et 29 décembre 2024.

ANIMALERIE : Les deux 1ers dimanches des soldes d'hiver 2024 (à ce jour dimanche 14 janvier 2024 et dimanche 21 janvier 2024) ; les deux 1ers dimanches des soldes d'été (à ce jour le dimanche 30 juin 2024 et dimanche 7 juillet 2024) ; dimanche 1er septembre 2024 ; dimanche 7 septembre 2024 ; dimanche 24 novembre 2024 ; dimanches 1er, 8, 15, 22 et 29 décembre 2024.

MAGASINS POPULAIRES : Les trois 1ers dimanches des soldes d'hiver 2024 (à ce jour dimanche 14, 21 et 28 janvier 2024) ; le dimanche d'ExpoRose 2024 (à ce jour dimanche 12 mai 2024) ; les 4 premiers dimanches des soldes d'été (à ce jour le dimanche 30 juin 2024 ; dimanche 7, 14 et 21 juillet 2024) ; dimanches 8, 15, 22 et 29 décembre 2024.

Après en avoir délibéré le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents ou représentés, adopte.

Délibération affichée le - 6 DEC. 2023
suivent les signatures
POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire,

La Secrétaire de séance
Valérie COPIN, Première Adjointe

VILLE DE GRASSE A.M

VILLE DE GRASSE A.M

Certifié exécutoire compte tenu de la publication sur le site internet le

- 6 DEC. 2023

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-257-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

LA CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS –
VILLE DE GRASSE
[N° de l'affaire - N° du contrat]
Convention de subvention
pour le Programme EduRénov avec la Ville de Grasse / 2023

ENTRE :

La **Caisse des dépôts et consignations**, établissement spécial créé par la loi du 28 avril 1816 codifiée aux articles L. 518-2 et suivants du code monétaire et financier, ayant son siège au 56, rue de Lille 75007 Paris, représentée par M. Alexis Rouque [en sa qualité de Directeur Régional dûment habilité à l'effet des présentes en vertu d'un arrêté portant délégation de signature de Monsieur le Directeur général en date du 29 septembre 2023

Ci-après dénommée la « Caisse des Dépôts »,

ET :

La ville de Grasse, ayant son siège à Hôtel de Ville, place du Petit Puy, 06130 Grasse représentée par Jérôme VIAUD en sa qualité de Maire, dûment habilité aux fins des présentes par la décision du conseil municipal n°2023-…… du 5 décembre 2023.

Ci-après dénommé le « Bénéficiaire »,

La « Caisse des Dépôts » et le « Bénéficiaire » étant désignés ensemble les « Parties » et individuellement une « Partie ».

PROJET

Interne

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-257-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

IL A ÉTÉ PRÉALABLEMENT EXPOSÉ CE QUI SUIT :

La Caisse des Dépôts et ses filiales constituent un groupe public au service de l'intérêt général et du développement économique du pays. Ce groupe remplit des missions d'intérêt général en appui des politiques publiques conduites par l'Etat et les collectivités locales. Au sein de la Caisse des Dépôts, partenaire privilégié des collectivités territoriales, sa direction Banque des Territoires accompagne la réalisation de leurs projets de développement. A ce titre, elle souhaite renforcer son appui aux acteurs du territoire, pour mieux répondre à leurs besoins, notamment dans le cadre de la rénovation énergétique et l'adaptation climatique des bâtiments scolaires et éducatifs

Par l'intermédiaire de la Banque des Territoires, la Caisse des Dépôts intervient en qualité de prêteur et d'investisseur avisé et de long terme dans les domaines d'utilité collective insuffisamment pris en compte par le secteur privé afin de générer des effets d'entrainement et de favoriser la constitution de partenariats publics-privés.

L'école constitue le grand service public du quotidien et de proximité. Chaque jour, 11 millions d'élèves fréquentent les écoles, collèges et lycées de France. Souvent anciens, énergivores et peu adaptés aux variations de température, les 53 000 écoles et établissements scolaires qui maillent notre territoire doivent être rénovés pour répondre aux défis de la réduction de nos consommations énergétiques et du réchauffement climatique.

Pour les collectivités territoriales, cette rénovation constitue un enjeu majeur dans la mesure où ces bâtiments constituent la moitié du bâti public et concentrent environ un quart de leur consommation d'énergie.

Dans ce contexte, la Banque des Territoires a lancé, le 9 mai 2023, le programme EduRénov pour contribuer à relever le défi que constitue la rénovation énergétique des bâtiments scolaires – programme qui s'inscrit dans son plan stratégique 2023-2027 dont la transformation écologique est l'un des 2 axes principaux avec la cohésion sociale.

Ce programme a pour objectif d'accompagner les collectivités territoriales à atteindre 40 % d'économie d'énergie en déployant à leur côté 10 000 projets de rénovation énergétique de bâti scolaire d'ici 5 ans. Ces projets seront également caractérisés par leur capacité à porter des solutions en matière de confort d'été ou d'adaptation climatique, leur exemplarité, leur dimension innovante et qualitative ainsi que leur capacité à être répliqué.

Le Bénéficiaire a déposé en date du 03 octobre 2023 une demande de subvention à la Caisse des Dépôts dans le cadre du programme EduRénov.

Dans ce contexte et conformément à ses axes stratégiques, la Caisse des Dépôts a souhaité apporter son soutien financier au plan d'action proposé le bénéficiaire, objet de la présente convention ; et ce dans le cadre du programme EduRénov.

PROJET

Interne

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-257-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

CECI EXPOSÉ, IL A ÉTÉ CONVENU CE QUI SUIT :

Article 1 – Objet de la Convention

La présente convention et ses annexes (ci-après la « **Convention** ») ont pour objet de définir les modalités pratiques et financières du soutien financier sous forme de subvention apporté par la Caisse des Dépôts au Bénéficiaire pour la réalisation du Programme EduRénov x Ville de Grasse pour les années 2024 à 2027 (ci-après le « **Programme** ») dont le détail et le calendrier figurent en annexe 1.

La convention porte sur l'accompagnement technique et méthodologique de 2 projets de rénovation de bâtiments scolaires labélisés et dénommés totems :

- Totem école élémentaire Pra d'Estang située 46, chemin des Capucins à Grasse
- Totem école élémentaire Gérard Philipe située 43, chemin des Capucins à Grasse

Article 2 – Modalités de réalisation de l'appui de la Caisse des Dépôts dans le cadre du Programme EduRénov

Selon les besoins et la maturité des projets de rénovation énergétique du bâti scolaire, EduRénov accompagne et conseille le Bénéficiaire dans l'accès et la prescription à de l'ingénierie de projets :

- Via du co-financement pour des expertises techniques souhaitées et commanditées par le Bénéficiaire ;

L'accompagnement technique et méthodologique doit être destiné à un ensemble de projets totems de rénovation du bâti scolaire.

Si le Bénéficiaire souhaite faire appel à un ou plusieurs prestataires, il prend à sa charge la relation avec celui-ci ou ceux-ci.

La sélection par le Bénéficiaire d'un ou plusieurs prestataires devra, le cas échéant, respecter les dispositions légales et réglementaires applicables à la commande publique. Le Bénéficiaire prend à sa charge leur rémunération. Le Bénéficiaire s'engage à conclure avec ses éventuels prestataires toute convention utile à l'obtention de la propriété intellectuelle de l'ensemble des droits qui y sont attachés, aux fins de leur cession, telle que prévue à l'article 6 - Communication et Propriété intellectuelle de la présente Convention.

Le Bénéficiaire informera à bref délai la Caisse des Dépôts de l'identité du ou des prestataires retenus.

Le Bénéficiaire fournira à la Caisse des Dépôts, à sa demande, toute information et tout document découlant de ses travaux et permettant de rendre compte de la réalisation du Programme et des projets totems et de ses engagements en application de la Convention.

Le Bénéficiaire pourra inviter la Caisse des Dépôts à prendre part aux travaux et manifestations qu'il organise dans le cadre du Programme. Lors de ces manifestations

PROJET

Interne

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-257-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

et dans ses publications, il fera état du soutien de la Caisse des Dépôts selon les modalités fixées à l'article 6.

Article 3 – Responsabilité - Assurances

3.1 Responsabilité

L'ensemble des actions menées dans le cadre du Programme et des projets totems est initié, coordonné et mis en œuvre par le Bénéficiaire qui en assume l'entière responsabilité. De plus, les publications et bilans issus du Programme d'actions (notamment publication sur Internet et publication papier) seront effectués sous la seule responsabilité éditoriale du Bénéficiaire.

Il est expressément précisé, dans cette perspective, que la Caisse des Dépôts n'assumera, ni n'encourra aucune responsabilité du fait de l'utilisation, par le Bénéficiaire, de son soutien dans le cadre du Programme, notamment pour ce qui concerne les éventuelles difficultés techniques, juridiques ou pratiques liées à l'activité du Bénéficiaire.

La Caisse des Dépôts ne pourra en aucun cas être tenue responsable, en cas de mauvaise réalisation ou de non-réalisation des projets totems, et de non-respect des engagements du Bénéficiaire.

3.2 Protection des données personnelles

Le Bénéficiaire déclare respecter les dispositions légales et réglementaires applicables aux actions qu'il entreprend ainsi qu'en matière de protection des données à caractère personnel notamment (i) la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés modifiée par la loi du 20 juin 2018 ainsi que toute réglementation destinée à la compléter ou la remplacer et (ii) le Règlement (UE) 2016/679 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données. Il agit en qualité de responsable de traitement dans le cadre du Programme d'actions et il garantit à ce titre qu'il informera les personnes concernées (i) de leurs droits d'accéder à leurs données ou de s'opposer au traitement de leurs données dans les conditions prévues par la réglementation et (ii) des conditions d'exercice des droits des personnes.

3.3 Assurance

Le Bénéficiaire est titulaire d'une assurance responsabilité civile générale couvrant de manière générale son activité pendant toute la durée de réalisation du Programme. Le Bénéficiaire maintiendra cette assurance et justifiera du paiement des primes afférentes à la Caisse des Dépôts à première demande.

Article 4 – Modalités financières

Le coût total du Programme s'élève à 220 000€HT pour les missions d'AMO qualité environnementale et les BET techniques.

Le budget prévisionnel est joint en annexe 2.

Interne

PROJET

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-257-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

4.1 Montant de la subvention de la Caisse des Dépôts

Au titre de la Convention, la Caisse des Dépôts participera au co-financement du Programme, sous la forme d'une subvention versée directement au Bénéficiaire et/ou du financement de prestations réalisées pour le Bénéficiaire dans le cadre des marchés à bons de commande qu'elle a conclus, à concurrence d'un montant maximum total de ***110 000*** euros, répartie comme suit :

Totem	Nature des expertises	Montant des dépenses éligibles	Montant de la subvention
Elémentaire Pra d'Estang	Programme technique détaillée, AMO qualité environnementale	120 000€HT	60 000€HT
Elémentaire Gérard Philipe		100 000€HT	50 000€HT
Total		**220 000€HT**	**110 000€HT**

Il est précisé en tant que de besoin que les prestations concernées seront commandées au titulaire du marché concerné par la Caisse des dépôts, après validation d'une demande de prestation du Bénéficiaire. Les sommes afférentes au paiement des prestations, après vérification et validation de leur complète exécution, seront réglées par la Caisse des dépôts au titulaire du marché concerné.

Ce montant couvre l'intégralité du co-financement versé par la Caisse des Dépôts au titre de la présente Convention, tant sous la forme de subvention que de financement de prestations réalisées pour le Bénéficiaire.

Ce montant est ferme et représente **50%** du coût total TTC du Programme d'actions, dont le budget total prévisionnel avec mention de tous les partenaires et de leur pourcentage de financement figure en annexe 2 de la présente Convention.

Il est expressément entendu entre les Parties que le solde du budget total prévisionnel du Programme d'actions est pris en charge par le Bénéficiaire ou par les autres partenaires éventuels du Bénéficiaire. La Caisse des Dépôts ne pourra en aucun cas être tenue au versement des sommes excédant le montant de sa subvention.

4.2 Modalités de versement

La subvention sera versée selon les modalités suivantes :

- 10% à la signature de la Convention ;
- Entre 30% et 70% à la remise des comptes-rendus financier et d'activité et réception d'un appel de fonds envoyé par le représentant habilité du Bénéficiaire
- 20% à la remise du rapport final et réception d'un appel de fonds envoyé par le représentant habilité du Bénéficiaire

PROJET

Interne

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-257-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

Le règlement de chaque échéance de la subvention sera effectué, par virement bancaire, sur le compte du Bénéficiaire dont les coordonnées bancaires devront avoir été préalablement transmises à la Caisse des Dépôts, après réception des appels de fonds envoyés par le représentant habilité du Bénéficiaire, et mentionnant en référence le numéro Lagon de la Convention, à l'adresse suivante : facturelectronique@caissedesdepots.fr

Le Bénéficiaire devra fournir lors du dernier appel de fonds une attestation signée certifiant le montant total des dépenses mises en œuvre au titre du Programme d'actions.

Aucun appel de fonds ne sera recevable après le terme de la Convention, tel que prévu à l'article 8. Dès lors, plus aucune somme ne sera due par la Caisse des Dépôts après cette date.

4.3 Utilisation de la subvention

La subvention versée par la Caisse des Dépôts, telle que visée ci-dessus, est strictement réservée à la réalisation du Programme dans le cadre des projets totems, à l'exclusion de toute autre affectation.

En cas de non-respect de cette obligation, la Caisse des Dépôts pourra demander la résolution de la Convention en application de l'article 9.

Article 5 – Évaluation et Suivi

La Caisse des Dépôts se réserve le droit de vérifier, à tout moment, la bonne utilisation de la subvention et pourra demander au Bénéficiaire tout document ou justificatif. Dans cette perspective, le Bénéficiaire accepte que le Programme d'actions puisse donner lieu à une évaluation par la Caisse des Dépôts ou par tout organisme dûment mandaté par elle.

5.1 Suivi du Programme d'actions

Rapport intermédiaire

Le Bénéficiaire fournira à la Caisse des Dépôts rapport annuel intermédiaire décrivant les actions menées grâce à la subvention et notamment l'avancée dans la réalisation du Programme d'actions.

Si la Caisse des Dépôts constate lors de cette évaluation intermédiaire que la subvention n'a pas été utilisée en vue de la réalisation du Programme d'actions, elle peut décider de ne pas verser la deuxième échéance de la subvention, voire de demander le remboursement de la première échéance et mettre fin à la Convention, en application des stipulations de l'article 9.

Rapport final

PROJET

Interne

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-257-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

Le Bénéficiaire s'engage à fournir à la Caisse des Dépôts au plus tard dans les six (6) mois suivant la fin de l'exercice pour lequel la subvention a été attribuée un rapport final décrivant les actions menées et notamment les résultats obtenus, grâce au financement apporté par la subvention.

5.3 Transmission des comptes-rendus

Le rapport intermédiaire, le rapport final, les comptes annuels et le compte-rendu financier sont transmis par le Bénéficiaire à l'adresse suivante : DR PACA 10 place de la Joliette 13002 MARSEILLE et par mail à l'adresse suivante : siloe.hermile@caissedesdepots.fr

Article 6 – Communication - Propriété intellectuelle

6.1 Communication par le Bénéficiaire

Toute éventuelle action de communication, écrite ou orale, menée par le bénéficiaire du Programme EduRénov (ci-après « le Bénéficiaire ») relative audit Programme ou impliquant la Caisse des Dépôts doit respecter les conditions telles que définies au présent article. La Caisse des Dépôts sera susceptible d'assurer une vérification, à sa seule discrétion, des éventuelles actions de communication réalisées.

De manière générale, le Bénéficiaire s'engage, dans l'ensemble de ses actions de communication et d'information relative au Programme EduRénov à préciser qu'il s'agit d'un programme de la Banque des Territoires de la Caisse des Dépôts et à ne pas porter atteinte à l'image ou à la renommée de la Caisse des Dépôts.

Le Bénéficiaire s'engage à apposer ou à faire apposer en couleur, le logotype « Banque des Territoires » en version identitaire selon les modalités visées ci-après, et à faire mention du soutien de la Banque des Territoires de la Caisse des Dépôts au Bénéficiaire, lors de toutes les interventions ou présentations orales réalisées dans le cadre du Programme.

Le format de ces éléments sera au moins aussi important que celui des mentions des éventuels autres partenaires du Bénéficiaire.

Aux seules fins d'exécution et pour la durée d'adhésion au Programme, la Caisse des Dépôts autorise le Bénéficiaire, à utiliser la marque française semi-figurative « Banque des Territoires Groupe Caisse des Dépôts » n° 19/4.524.153 (version identitaire du logotype Banque des Territoires) et en cas de contraintes techniques, la version carrée du logotype Banque des Territoires à savoir la marque française semi-figurative « Banque des Territoires » et logo n°18/4.456.087. La Caisse des Dépôts autorise également le Bénéficiaire à utiliser dans ce cadre, le signe distinctif dont la marque « EDURENOV » pour désigner le Programme d'actions et le logo et la marque française semi-figurative « Groupe Caisse des Dépôts » n° 19/4.519.996. Le Bénéficiaire s'engage à respecter la charte graphique des marques et signes distinctifs de la Caisse des Dépôts, conformément aux représentations jointes en annexe.

Toute utilisation, représentation ou reproduction des signes distinctifs de la Caisse des Dépôts par le Bénéficiaire non prévue par le présent article, est interdite. Au terme de

Interne

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-257-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

l'adhésion au Programme, le Bénéficiaire s'engage à cesser tout usage des marques susvisées et des signes distinctifs de la Caisse des Dépôts, sauf accord exprès contraire écrit.

Il est entendu qu'en l'absence de respect par le Bénéficiaire de ses obligations ou en cas de communication que la Caisse des Dépôts estimera de nature à porter atteinte à son image ou à sa renommée, le Bénéficiaire ne sera plus autorisé à utiliser les marques et signes distinctifs précités.

6.2 Communication par la Caisse des Dépôts

De manière générale, la Caisse des Dépôts s'engage, dans l'ensemble de ses actions de communication, d'information et de promotion susceptible de mentionner le Bénéficiaire, à ne pas porter atteinte à l'image ou à la renommée du Bénéficiaire.

Dans ce cadre, le Bénéficiaire autorise expressément la Caisse des Dépôts à utiliser le logo de la commune de Grasse tel que reproduit en annexe 5 et désignée la « Marque Bénéficiaire ».

6.3 Propriété intellectuelle

Dans le cadre de la Convention, le Bénéficiaire autorise expressément la Caisse des Dépôts à reproduire, représenter, adapter et diffuser le rapport intermédiaire et le rapport final sur tous les supports et par tous les moyens, à titre non exclusif et gratuit, à des fins de communication interne pour la durée légale de protection des droits de propriété intellectuelle afférents à ces rapports et pour une exploitation à titre gratuit.

Le Bénéficiaire s'engage à obtenir la cession de l'ensemble des droits de propriété intellectuelle nécessaires à la présente autorisation et garantit la Caisse des Dépôts contre toute action, réclamation ou revendication intentée contre cette dernière, sur la base desdits droits de propriété intellectuelle. Le Bénéficiaire fera son affaire et prendra à sa charge les frais, honoraires et éventuels dommages et intérêts qui découleraient de tous les troubles, actions, revendications et évictions engagés contre la Caisse des Dépôts au titre d'une exploitation desdits droits conforme aux stipulations du présent article.

6.4 Utilisation des documents de la Caisse des Dépôts par le Bénéficiaire

6.4.1 Documents de présentation d'information et de promotion des activités de la Caisse des Dépôts

La Caisse des Dépôts autorise expressément le Bénéficiaire à reproduire, représenter, diffuser, à des fins de communication, promotion et information interne et externe dans le cadre de son activité, dans le monde entier, les documents de présentation

PROJET

Interne

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-257-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

d'information et de promotion des activités de la Caisse des Dépôts et ce, sur tout support et par tout procédé connus ou inconnus au jour de la signature de la Convention, aux seules fins d'exécution et pour la durée des obligations à la charge du Bénéficiaire en vertu de la Convention.

Il est entendu que le Bénéficiaire s'engage à ne pas modifier les mentions et signes distinctifs de la Caisse des Dépôts et à ne pas porter atteinte à l'image de la CDC,

Il est entendu que le Bénéficiaire adressera à la Caisse des Dépôts toute modification substantielle des documents avant leur diffusion pour accord préalable.

Toute exploitation des droits de propriété intellectuelle non prévue par la présente autorisation, fera l'objet d'un avenant. Il est entendu qu'en l'absence de respect par le Bénéficiaire de ses obligations ou en cas d'utilisation que la Caisse des Dépôts estimera de nature à porter atteinte à son image ou à sa renommée, le Bénéficiaire ne sera plus autorisé à utiliser les documents précités.

6.4.2 Ressources mises à disposition dans le cadre du Programme

La Caisse des Dépôts concède expressément au Bénéficiaire à titre non exclusif et gratuit dans le cadre de l'exécution du Programme et pour sa durée, les droits d'utilisation de tout ou partie des ressources de la Caisse des Dépôts mises à disposition, uniquement pour les besoins internes du Bénéficiaire concernant le projet de rénovation énergétique. Il est entendu que ces droits ne sont pas cessibles par le Bénéficiaire.
Le Bénéficiaire s'engage à respecter l'intégrité des ressources mises à disposition et à ne pas modifier, ni altérer celles-ci. Il s'engage notamment à ne pas modifier la mention de la source des contenus.
Toute autre exploitation des droits de propriété intellectuelle ou toute utilisation d'un élément non prévu par la présente autorisation devra faire l'objet d'une autorisation préalable et écrite.

S'agissant des droits de propriété intellectuelle détenus par des tiers/prestataires, le Bénéficiaire s'engage à conclure avec ses éventuels prestataires toute convention utile à l'obtention de la propriété intellectuelle de l'ensemble des droits qui y sont attachés.

6.5 Liens hypertextes

Dans le cadre de la présente Convention, la Caisse des Dépôts autorise expressément le Bénéficiaire à établir un ou des liens hypertextes simples pointant vers ses sites situés aux adresses Internet https://www.banquedesterritoires.fr/edurenov ou https://www.caissedesdepots.fr/.

A ce titre, la Caisse des Dépôts garantit le Bénéficiaire contre toutes actions, réclamations ou revendications intentées par des tiers en raison des contenus figurant sur ces sites, et notamment les documents ou données disponibles sur le site objet des liens, ou de l'utilisation ou de la consultation de ces sites Internet.

PROJET

Interne

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-257-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

Réciproquement, le Bénéficiaire autorise expressément la Caisse des Dépôts à établir un ou des liens hypertextes simples pointant vers son site situé à l'adresse http://www.ville-grasse.fr/

A ce titre, le Bénéficiaire garantit la Caisse des Dépôts contre toutes actions, réclamations ou revendications intentées par des tiers en raison des contenus figurant sur son site Internet, notamment les documents ou données disponibles sur le site objet des liens, ou de l'utilisation ou de la consultation de ce site Internet.

Article 7 – Confidentialité

Les Parties s'engagent à veiller au respect de la confidentialité des informations et documents, de quelle que nature qu'ils soient et quels que soient leurs supports (les « **Informations Confidentielles** »), qui leur auront été communiquées ou dont elles auront eu connaissance lors de la négociation et de l'exécution de la Convention, sous réserve de ceux dont elles auront convenu expressément qu'ils peuvent être diffusés. L'ensemble de ces informations et documents, ainsi que les clauses de la présente Convention, est, sauf indication contraire, réputé confidentiel.

Le Bénéficiaire s'engage à veiller au respect par ses préposés et sous-traitants éventuels, de cet engagement de confidentialité.

Aux fins de réalisation les Parties conviennent que les Informations Confidentielles pourront être transmises aux Prestataires sous réserve que ceux-ci se portent garant du respect de la confidentialité par leurs personnels et sous-traitants.

Sont exclues de cet engagement :
- Les informations et documents qui seraient déjà dans le domaine public ou celles notoirement connues au moment de leur communication ;
- Les informations et documents que la loi ou la réglementation obligent à divulguer, notamment à la demande de toute autorité administrative ou judiciaire compétente.

La présente obligation de confidentialité demeurera en vigueur pendant toute la durée de la Convention et pour une durée de deux (2) années à compter de la fin de la Convention, quelle que soit sa cause de terminaison.

Article 8 – Durée de la Convention

La Convention prend effet à compter de sa signature par l'ensemble des Parties et est conclue pour une durée déterminée qui s'achèvera le 31/12/2027 sous réserve des articles 6 [Communication et Propriété Intellectuelle], 7 [Confidentialité] et 9.2 [Effets de la résolution] de la Convention, dont les stipulations resteront en vigueur pour la durée des droits et obligations respectives en cause.

Article 9 – Inexécution de la Convention

La Caisse des Dépôts se réserve la possibilité de ne pas donner suite de manière temporaire, ou définitive en application des articles 9.1 et 9.2, à un appel de fonds si le Bénéficiaire n'est pas en mesure de justifier de la bonne exécution du Programme d'actions.

Interne

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-257-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

9.1 Résolution pour faute

En cas d'inexécution ou de mauvaise exécution par l'une des Parties de ses obligations contractuelles prévues aux articles 3.1, 4, 5, 6.1, 6.2 et 10.4, en cas d'atteinte à l'image de la Caisse des Dépôts, ou en cas de non réalisation après une mise en demeure par lettre recommandée avec avis de réception restée infructueuse à l'issue d'un délai de trente (30) jours calendaires à compter de son envoi, la Convention sera résolue, conformément à l'article 1217 et suivants du Code civil, nonobstant tout dommages et intérêts auxquels les Parties pourraient prétendre du fait des manquements susvisés.

9.2 Effets de la résolution

En cas de résolution de la Convention, dans les cas visés à l'article 9.1 ci-dessus, le Bénéficiaire est tenu de restituer à la Caisse des Dépôts, dans les trente (30) jours de la date d'effet de la résolution, les sommes déjà versées, dont le Bénéficiaire ne pourrait pas justifier de l'utilisation conforme aux objectifs définis dans le cadre de la présente Convention. La ou les sommes qui n'auraient pas encore été versées ne seront plus dues au Bénéficiaire.

Dans tous les cas de cessation de la Convention, le Bénéficiaire devra remettre à la Caisse des Dépôts, dans les trente (30) jours suivant la date d'effet de la cessation de la Convention et sans formalité particulière, tous les documents fournis par la Caisse des Dépôts et que le Bénéficiaire détiendrait au titre de la Convention.

9.3 Force majeure

En cas de survenance d'un évènement de force majeure au sens de l'article 1218 du code civil empêchant le Bénéficiaire de s'acquitter de toutes ou partie de ses obligations contractuelles au titre de la Convention, il devra obligatoirement notifier par lettre recommandée avec avis de réception à la Caisse des Dépôts et sans délai, la survenance du cas de force majeure, la nature des faits concernés et la durée prévisible de leurs effets.

Le Bénéficiaire fera tout son possible pour remédier ou surmonter ledit événement et reprendre l'exécution de ses engagements et obligations dans les meilleurs délais. Si, du fait du cas de force majeure, ses obligations demeurent suspendues pour une durée supérieure à trente (30) jours calendaires, la Caisse des Dépôts pourra prononcer la résolution de la Convention dans les conditions de l'article 1351 du code civil. Le montant de la subvention restant due au Bénéficiaire sera soldé au prorata des engagements déjà réalisés.

Aucune Partie n'est responsable des conséquences liées au cas de force majeure. En cas de résolution liée à un cas de force majeure.

Article 10 – Dispositions Générales

10.1 Élection de domicile – Droit applicable - Litiges

PROJET

Interne

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-257-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

Les Parties élisent respectivement domicile en leur siège figurant en tête des présentes.

La Convention est soumise au droit français. Tout litige concernant la validité, l'interprétation ou l'exécution de la Convention sera, à défaut d'accord amiable, soumis aux tribunaux compétents du ressort de la juridiction de Paris.

10.2 Intégralité de la Convention

Les Parties reconnaissent que la Convention constitue l'intégralité de l'accord conclu entre elles et se substituent à tout accord antérieur, écrit ou verbal.

10.3 Modification de la Convention

Aucune modification de la Convention, quelle qu'en soit l'objet, ne produira d'effet entre les Parties sans prendre la forme d'un avenant dûment daté et signé entre elles.

10.4 Cession des droits et obligations

La Convention est conclue *intuitu personae*, en conséquence le Bénéficiaire ne pourra transférer sous quelle que forme que ce soit, à titre onéreux ou gratuit, les droits ou obligations découlant de la Convention, sans l'accord exprès, préalable et écrit de la Caisse des Dépôts.

La Caisse des Dépôts pourra quant à elle librement transférer les droits et obligations visés par la Convention.

10.5 Nullité

Si l'une quelconque des stipulations de la Convention s'avérait nulle au regard d'une règle de droit en vigueur ou d'une décision judiciaire devenue définitive, elle serait alors réputée non écrite, sans pour autant entraîner la nullité de la Convention, ni altérer la validité des autres stipulations.

10.6 Renonciation

Le fait que l'une ou l'autre des Parties ne revendique pas l'application d'une clause quelconque de la Convention ou acquiesce de son inexécution, que ce soit de manière permanente ou temporaire, ne pourra être interprété comme une renonciation par cette Partie aux droits qui découlent pour elle de ladite clause.

Fait en 2 exemplaires

A **.....**, le **.....**

Pour la Caisse des Dépôts

Pour le Bénéficiaire

Le Maire,

PROJET

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-257-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

Jérôme VIAUD
Vice-président du Conseil
départemental
des Alpes Maritimes
Président de la Communauté
d'agglomération du Pays de Grasse

PROJET

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-257-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

Liste des annexes

Annexe 1 : Cahier des Charges et calendrier de réalisation du Programme d'actions
Annexe 2 : Budget prévisionnel
Annexe 3 : Tableau des charges et produits du compte-rendu financier
Annexe 4 : Marques et logotypes de la Caisse des Dépôts et consignations et de la Banque des Territoires
Annexe 5 : Marques du bénéficiaire

PROJET

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-257-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

Annexe 1 : Cahier des charges et calendrier du projet

Cahier des charges :

Les rénovations réalisées doivent répondre aux objectifs suivants :

- améliorer la performance énergétique (à minima 40% d'économie d'énergie finale) ;
- assurer des conditions d'accueil optimales par une rénovation intérieure des locaux ;
- améliorer la qualité environnementale et de l'air intérieur ;
- rénover les espaces extérieurs et augmenter leur végétalisation ;
- développer les sources d'énergies renouvelables ;
- réduire les consommations d'eau potable ;
- diminuer les coûts de fonctionnement ;
- sensibiliser le jeune public aux éco-gestes et les rendre acteur et moteur des économies d'énergies d'eau et d'électricité dans leur établissement et chez eux ;
- rendre exemplaire la commune afin d'inciter la population à entreprendre des travaux d'économies d'énergie.

Calendrier du projet :

Ecole élémentaire Pra d'Estang	• 2024 : études de conception + dépôt PC + consultation des entreprises • 2025 : travaux
Ecole élémentaire Gérard Philipe	• 2024 : programmation • 2025 : études de conception + dépôt PC + consultation des entreprises • 2026 : travaux

PROJET

Interne

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-257-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

Annexe 2 : Budget prévisionnel du Programme d'actions

- Totem Ecole élémentaire Pra d'Estang

L'estimation des travaux est de : **1 470 000 €HT** (travaux d'efficacité énergétique + maitrise d'œuvre)

Le détail est donné ci-dessous :

Travaux d'efficacité énergétique	1 200 000€HT
Incidence site occupé	70 000€HT
Sous-total travaux :	**1 270 000 €HT**
Maitrise d'œuvre :	**200 000€HT**
Travaux induits	
Accessibilité – AD'AP	370 000€HT
Fonctionnel/équipements	120 000€HT
Embellissement	200 000€HT
Assurance, huissiers, SPS	50 000€HT
BET technique	50 000€HT
AMO qualité environnementale	70 000€HT
Aléas	230 000€HT
Sous-total	**1 090 000€HT**
Total général :	**2 560 000€HT**

- Totem Ecole élémentaire Gérard Philipe

L'estimation des travaux est de : **1 100 000 €HT** (travaux d'efficacité énergétique + maitrise d'œuvre)

Le détail est donné ci-dessous :

Travaux d'efficacité énergétique	920 000€HT
Incidence site occupé	50 000€HT
Sous-total travaux :	**970 000 €HT**
Maitrise d'œuvre :	**130 000€HT**
Travaux induits	
Accessibilité – AD'AP	60 000€HT
Fonctionnel/équipements	120 000€HT
Embellissement	180 000€HT
Assurance, huissiers, SPS,	10 000€HT
BET technique	30 000€HT
AMO qualité environnementale	70 000€HT
Aléas	150 000HT
Sous-total	**620 000€HT**
Total général :	**1 720 000€HT**

PROJET

Interne

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-257-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

Annexe 3 : Tableau des charges et produits du compte-rendu financier

Le tableau des charges et des produits à fournir par le Bénéficiaire comprend obligatoirement les rubriques suivantes :

CHARGES	PRODUITS
I – Charges directes affectées à la réalisation du projet ou de l'action subventionné€ Ventilation entre achats de biens et services ; Charges de personnel ; Charges financières (s'il y a lieu) ; Engagements à réaliser sur ressources affectées II- Charges indirectes Par des frais de fonctionnement généraux de l'organisme (y compris les frais financiers) affectés à la réalisation de l'objet de la subvention (ventilation par nature des charges indirectes)	Ventilation par type de ressources affectées directement au projet ou à l'action subventionnée : Ventilation par subventions d'exploitation ; Produits financiers affectés ; Autres produits ; Report des ressources non utilisées d'opérations antérieures
Evaluation des contributions volontaires en nature affectées au projet ou à l'action subventionnée	
Secours en nature, mise à disposition de biens et services, personnel bénévole.	Bénévolat, prestations en nature, dons en nature.

PROJET

Interne

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-257-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

Annexe 4
Marques et logotypes du programme EDURENOV, de la Caisse des Dépôts et consignations et de la Banque des Territoires

Logotype EDURENOV

- **1/ format standard pour désigner le Programme**

-

- Le logo ne doit être ni altéré, ni déformé

2/ format texte courant pour désigner le Programme

EDURENOV

Le signe verbal ne doit être ni altéré, ni déformé

PROJET

Interne

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-257-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

Logotype Groupe Caisse des Dépôts



Ce logotype se caractérise notamment par les éléments suivants :

- le logo existe uniquement en version rouge (Pantone 485 C) ou en version noire (Pantone Black C) ;
- la taille minimale du logo est de 15 mm, ce qui préserve la visibilité et la lisibilité de la médaille.

PROJET

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-257-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

Logotypes Banque des Territoires Groupe Caisse des Dépôts

Rectangulaire : n°19/4.524.153



Le logo identitaire est le bloc-marque
Sa hauteur minimum est de 13 mm du haut au bas de l'hexagone
Son espace de protection est intégré dans le logo (filet) et doit impérativement être respecté. Il ne doit être ni altéré, ni déformé. C'est un ensemble immuable.

Carré : 18/4.456.087



Sa longueur minimum : 20 mm (du G de GROUPE au S de DÉPÔTS).
Son espace de protection : il est intégré dans le logo (filet) et doit impérativement être respecté.
Il ne doit être ni altéré, ni déformé. C'est un ensemble immuable.

PROJET

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-257-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

Annexe 5 : Marques du bénéficiaire





La typog**raphie utilisée pour le logo ainsi que pour tous les documents est la, Century Old Style Std (Regular, Bold et Italic)**
La typographie utilisée pour la Base Line «Le goût de l'essentiel» est la,
Minion Pro Regular

CENTURY OLD STYLE STD
Regular
abcdefghijklmnopqrstuvwxyz
ABCDEFGHIJKLMNOPQRSTUVWXYZ

Bold
abcdefghijklmnopqrstuvwxyz
ABCDEFGHIJKLMNOPQRSTUVWXYZ

Italic
abcdefghijklmnopqrstuvwxyz
ABCDEFGHIJKLMNOPQRSTUVWXYZ

MINION PRO
Regular
abcdefghijklmnopqrstuvwxyz
ABCDEFGHIJKLMNOPQRSTUVWXYZ

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-257-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

	PANTONE	CMJN	RVB	WEB
	7407 U	C=22 M=38 J=61 N=0,5	R=194 V=162 B=111	# C2A16F
	433 U	C=65 M=56 J=48 N=24	R=92 V=92 B=96	# 5C5C60

UTILISATION EN N&B

Doré = 40% Noir • Gris=78% noir

PRO

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-257-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

Le goût de l'essentiel
Grasse

EXTRAIT
du registre des Délibérations du Conseil Municipal
séance du 5 décembre 2023

NOMBRE DE MEMBRES		
Afférents au Conseil Municipal	en exercice	qui ont pris part à la Délibération
45	45	41

2023 - 257 **TRANSITION ENERGETIQUE**
PARTICIPATION AU PROGRAMME « EDURENOV » LANCÉ PAR LA BANQUE DES TERRITOIRES POUR UN ACCOMPAGNEMENT SUR LES OPERATIONS DE RENOVATION DES BATIMENTS SCOLAIRES

Le Conseil Municipal de la Commune de GRASSE, dûment convoqué le 28 novembre 2023, s'est réuni le mardi 5 décembre 2023 à 14h30 au Palais des Congrès, salle Gérard PHILIPE, sous la présidence de Monsieur Jérôme VIAUD, Maire.

PRESENTS : Monsieur Jérôme VIAUD, Maire et Mesdames et Messieurs les Adjoints :
Valérie COPIN, Christophe MOREL, François ROUSTAN, Catherine BUTTY, Gilles RONDONI, Claude MASCARELLI, Nicolas DOYEN, Nicole NUTINI, Ali AMRANE, Murièle CHABERT, Cyril DAUPHOUD, Anne-Marie DUVAL, Jean-Marc GARNIER, Dominique BOURRET, Marie CHABAUD, Roger MISSENTI, Philippe BONELLI, Annie OGGERO-MAIRE, Serge PERCHERON, Laurence COSTE, Richard KISS, Franck BARBEY, Jeannette GISQUET, Jean-Pierre BICAIL, Jocelyne BUSTAMENTE, Jean-François LAPORTE, Stéphanie MANDREA, Charles FERRERO, Levanna CALATAYUD, Alexandre GAIFFE, Magali CONESA, Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL, Mékia Noura ADDAD, Bernard BRUNEAU.

PART EN COURS DE SEANCE :

/

PART EN COURS DE SEANCE SANS PROCURATION :

/

ABSENTS EXCUSES :

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-257-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

Madame Aline BOURDAIRE
Monsieur Pascal PELLEGRINO
Marie-Madeleine GUALLINO
Madame Mélanie ZARRILLO
Madame Karine GIGODOT
Monsieur Paul EUZIERE

ABSENTS EXCUSES SANS PROCURATION :

Madame Myriam LAZREUG
Monsieur Stéphane CASSARINI
Monsieur Patrick ISNARD

ABSENT SANS PROCURATION :

Monsieur Jean-Paul CAMERANO

ARRIVE EN COURS DE SEANCE :

Monsieur Ali AMRANE
(Prend part aux délibérations N°232 à N°267)

PROCURATION :

Madame Aline BOURDAIRE à Madame Valérie COPIN
Monsieur Ali AMRANE à Madame Catherine BUTTY
Monsieur Pascal PELLEGRINO à Monsieur François ROUSTAN
Marie-Madeleine GUALLINO à Monsieur Christophe MOREL
Madame Mélanie ZARRILLO à Monsieur le Maire
Madame Karine GIGODOT à Nicolas DOYEN
Monsieur Paul EUZIERE à Madame Magali CONESA

Les Conseillers présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un Secrétaire pris dans le sein du Conseil. Madame Valérie COPIN ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, a adopté le procès-verbal du la séance du 7 novembre 2023.

En vertu de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire donne lecture des décisions prises en application de la délégation qui lui a été consentie par délibération n° 2020-26 du 28 mai 2020 en ce qui concerne l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Questions retirées à l'ordre du jour :

2023 - 239 **VALLON DE CAMPEROUSSE**
ACQUISITION A L'EURO SYMBOLIQUE PAR LA COMMUNE
DE LA PARCELLE CADASTREE SECTION DX N° 141

2023 - 240 **VALLON DE CAMPEROUSSE**
ACQUISITION A L'EURO SYMBOLIQUE PAR LA COMMUNE
DE LA PARCELLE CADASTREE SECTION DX N° 142

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-257-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

VILLE DE GRASSE
CONSEIL MUNICIPAL

2023 - 257

DU 5 DECEMBRE 2023

TRANSITION ENERGETIQUE – PARTICIPATION AU PROGRAMME « EDURENOV » LANCÉ PAR LA BANQUE DES TERRITOIRES POUR UN ACCOMPAGNEMENT SUR LES OPERATIONS DE RENOVATION DES BATIMENTS SCOLAIRES

RESUME SYNTHETIQUE DU RAPPORT

Dans le prolongement du plan d'action France Nation Verte, la Banque des Territoires engage un programme dénommé « EduRénov », qui vise à offrir aux collectivités locales l'opportunité de tirer profit de son expertise et de ses ressources en matière de rénovation énergétique. La ville de Grasse ayant initié son plan de rénovation des bâtiments scolaires, elle souhaite bénéficier de cet accompagnement pour mettre en œuvre d'importantes rénovations énergétiques dans les années à venir. Il est de fait proposé d'approuver une convention de partenariat visant à définir les modalités pratiques et financières du soutien financier de la Banque des Territoires.

INCIDENCE BUDGETAIRE

SERVICE GESTIONNAIRE	IMPUTATION BUDGETAIRE	MONTANT
DGST / Service transition énergétique et écologique	Recettes	110 000 €

Madame Anne-Marie DUVAL expose :

Vu la loi n° 2015-992 du 17 août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte,

Vu l'article L.111-10-3 du code de la construction et de l'habitation prévoyant l'obligation de mise en œuvre d'actions de réduction de la consommation d'énergie finale dans les bâtiments existants à usage tertiaire afin de parvenir à une réduction de la consommation d'énergie finale pour l'ensemble des bâtiments soumis à l'obligation d'au moins 40 % en 2030, 50 % en 2040 et 60 % en 2050 par rapport à 2010 et son décret d'application n° 2019-771 du 23 juillet 2019,

Vu la délibération n° 2019-180 du Conseil Municipal en date du 12 novembre 2019 déclarant l'état d'urgence climatique,

Vu l'engagement de la ville de Grasse de gérer le patrimoine communal de manière éco-responsable en engageant une rénovation énergétique et environnementale des bâtiments communaux, défini dans la stratégie municipale de Développement Durable votée à l'unanimité lors du Conseil Municipal du 28 juin 2016,

Vu le programme EduRénov lancé par la banque des territoires, en cohérence avec le plan d'action de l'Etat, France Nation Verte, pour massifier la rénovation énergétique des écoles, collèges et lycées,

Considérant que ce programme repose sur deux grands piliers : la mobilisation de l'ensemble des moyens de la Banque des Territoires pour financer 2 milliards d'euros de travaux d'ici à 2027 et un dispositif national destiné à fédérer l'écosystème territorial autour du partage de données, d'informations et de bonnes pratiques.

Considérant l'objectif de la banque des territoires d'accompagner les collectivités territoriales à atteindre 40 % d'économie d'énergie en déployant à leur côté 10 000 projets de rénovation énergétique de bâti scolaire au cours des cinq prochaines années.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-257-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

Considérant qu'une étude énergétique réalisée sur l'ensemble des établissements scolaires de la ville de Grasse a révélé la nécessité de nombreux travaux d'amélioration énergétique, afin de maîtriser les coûts de fonctionnement et de répondre aux attentes des usagers en matière de confort thermique.

Considérant que la ville de Grasse a déjà entrepris des travaux d'économie d'énergie dits à gain rapide dans le cadre d'un plan de rénovation de son patrimoine bâti scolaire.

Considérant que la ville de Grasse souhaite poursuivre ses efforts en rénovation majeure dans les établissements scolaires prioritaires suivants :

- Ecole élémentaire Pra d'Estang,
- Ecole élémentaire Gérard Philipe.

Considérant que ces rénovations majeures sont principalement orientées vers l'atteinte d'une amélioration d'au moins 40 % en termes de performance énergétique, l'intégration de solutions pour garantir le confort en période estivale tout en favorisant l'adaptation au climat, la promotion de la végétalisation des espaces extérieurs des écoles ainsi que le recours à des méthodes innovantes.

Considérant que la Banque des Territoires, dans le cadre du programme EduRénov, met à disposition des outils, services et documentations spécifiques ainsi que des ressources en ingénierie et en financement.

Il est proposé d'adhérer à ce programme en vue de mettre en œuvre le plan de rénovation des bâtiments scolaires.

Par conséquent, il convient d'approuver dès maintenant la convention de partenariat annexée afin de définir les modalités pratiques et financières du soutien financier de la Banque des Territoires.

La commission équipement et aménagement du cadre de vie ayant été saisie de ce dossier dans sa séance du 14 novembre 2023,

Je vous demande de bien vouloir :

- **APPROUVER** les termes de la convention de partenariat jointe en annexe à la présente délibération ;
- **AUTORISER** Monsieur le Maire à signer la convention de partenariat, ainsi que toutes les pièces ou documents afférents à la présente délibération ;
- **AUTORISER** Monsieur le Maire à engager les dépenses liées aux projets présentés par la ville de Grasse.

Après en avoir délibéré le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents ou représentés, adopte.

Délibération affichée le - 6 DEC. 2023
suivent les signatures
POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire,

La Secrétaire de séance
Valérie COPIN, Première Adjointe

VILLE DE GRASSE A.M

VILLE DE GRASSE A.M

Certifié exécutoire compte tenu de la publication sur le site internet le - 6 DEC. 2023

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-258-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

Le goût de l'essentiel
Grasse

EXTRAIT
du registre des Délibérations du Conseil Municipal
séance du 5 décembre 2023

NOMBRE DE MEMBRES		
Afférents au Conseil Municipal	en exercice	qui ont pris part à la Délibération
45	45	41

2023 - 258 **RECENSEMENT DE LA POPULATION 2024**
REMUNERATION

Le Conseil Municipal de la Commune de GRASSE, dûment convoqué le 28 novembre 2023, s'est réuni le mardi 5 décembre 2023 à 14h30 au Palais des Congrès, salle Gérard PHILIPE, sous la présidence de Monsieur Jérôme VIAUD, Maire.

PRESENTS : Monsieur Jérôme VIAUD, Maire et Mesdames et Messieurs les Adjoints :
Valérie COPIN, Christophe MOREL, François ROUSTAN, Catherine BUTTY, Gilles RONDONI, Claude MASCARELLI, Nicolas DOYEN, Nicole NUTINI, Ali AMRANE, Murièle CHABERT, Cyril DAUPHOUD, Anne-Marie DUVAL, Jean-Marc GARNIER, Dominique BOURRET, Marie CHABAUD, Roger MISSENTI, Philippe BONELLI, Annie OGGERO-MAIRE, Serge PERCHERON, Laurence COSTE, Richard KISS, Franck BARBEY, Jeannette GISQUET, Jean-Pierre BICAIL, Jocelyne BUSTAMENTE, Jean-François LAPORTE, Stéphanie MANDREA, Charles FERRERO, Levanna CALATAYUD, Alexandre GAIFFE, Magali CONESA, Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL, Mékia Noura ADDAD, Bernard BRUNEAU.

PART EN COURS DE SEANCE :

/

PART EN COURS DE SEANCE SANS PROCURATION :

/

ABSENTS EXCUSES :

Madame Aline BOURDAIRE
Monsieur Pascal PELLEGRINO

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-258-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

Marie-Madeleine GUALLINO
Madame Mélanie ZARRILLO
Madame Karine GIGODOT
Monsieur Paul EUZIERE

ABSENTS EXCUSES SANS PROCURATION :

Madame Myriam LAZREUG
Monsieur Stéphane CASSARINI
Monsieur Patrick ISNARD

ABSENT SANS PROCURATION :

Monsieur Jean-Paul CAMERANO

ARRIVE EN COURS DE SEANCE :

Monsieur Ali AMRANE
(Prend part aux délibérations N°232 à N°267)

PROCURATION :

Madame Aline BOURDAIRE à Madame Valérie COPIN
Monsieur Ali AMRANE à Madame Catherine BUTTY
Monsieur Pascal PELLEGRINO à Monsieur François ROUSTAN
Marie-Madeleine GUALLINO à Monsieur Christophe MOREL
Madame Mélanie ZARRILLO à Monsieur le Maire
Madame Karine GIGODOT à Nicolas DOYEN
Monsieur Paul EUZIERE à Madame Magali CONESA

Les Conseillers présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un Secrétaire pris dans le sein du Conseil. Madame Valérie COPIN ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, a adopté le procès-verbal du la séance du 7 novembre 2023.

En vertu de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire donne lecture des décisions prises en application de la délégation qui lui a été consentie par délibération n° 2020-26 du 28 mai 2020 en ce qui concerne l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Questions retirées à l'ordre du jour :

2023 - 239 **VALLON DE CAMPEROUSSE**
ACQUISITION A L'EURO SYMBOLIQUE PAR LA COMMUNE
DE LA PARCELLE CADASTREE SECTION DX N° 141

2023 - 240 **VALLON DE CAMPEROUSSE**
ACQUISITION A L'EURO SYMBOLIQUE PAR LA COMMUNE
DE LA PARCELLE CADASTREE SECTION DX N° 142

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-258-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

VILLE DE GRASSE
CONSEIL MUNICIPAL

2023 - 258

DU 5 DECEMBRE 2023

RECENSEMENT DE LA POPULATION 2024
REMUNERATION

RESUME SYNTHETIQUE DU RAPPORT

Depuis l'année 2004, dans les communes de 10 000 habitants ou plus, est organisée chaque année une enquête de recensement portant sur 8 % des adresses de la commune (sélectionnées par tirage au sort). En cinq ans, 40 % de la population aura ainsi été recensée. Il convient donc de délibérer chaque année sur l'organisation et la rémunération de ce recensement.

INCIDENCE BUDGETAIRE

SERVICE GESTIONNAIRE	IMPUTATION BUDGETAIRE	MONTANT
SERVICE ELECTORAL	DEPENSES	14 150 €
	RECETTES	9 356 €

Monsieur le Maire expose :

Vu le titre V de la loi 2002-276 du 27 février 2002 relative à la démocratie de proximité, qui a procédé à une refonte des modalités d'organisation des opérations de recensement et substitue à une procédure générale de comptage, étendue à l'ensemble des communes du territoire, une méthode d'enquête annuelle élaborée à partir d'un échantillon représentatif.

Considérant que la période de recueil de l'information s'étendra du 18 janvier au 24 février 2024.

Considérant que la loi et ses décrets d'application prévoient un partage des tâches entre la commune qui prépare et réalise l'enquête de recensement et l'INSEE qui organise et contrôle la collecte des informations.

Considérant que les communes ont l'entière responsabilité du recrutement et de l'encadrement des agents recenseurs et des responsables municipaux de recensement, qui sont nommés par arrêté municipal et rémunérés par la commune.

Considérant que les communes recevront de l'Etat une dotation forfaitaire au titre de la préparation et de la réalisation de l'enquête de recensement. Cette dotation sera calculée en tenant compte du mode de collecte (exhaustif ou sur échantillon), du nombre d'habitants et du nombre de logements de la commune. Versée en mars de chaque année sur la ligne budgétaire des recettes, imputation 74 718 – 022 – 1011- 20902-RECENSEM, elle intégrera les charges sociales et l'évolution du point d'indice de rémunération de la fonction publique.

Considérant qu'en ce qui concerne la ville de Grasse, le montant de cette dotation a été fixé à 9 356 € *.

Pour mener à bien les opérations de recensement que la loi met désormais à sa charge, la ville de Grasse procédera au recrutement de 9 agents recenseurs encadrés par 1 contrôleur et 1 suppléant. Compte tenu du faible nombre d'agents recrutés et dans le souci d'assurer la meilleure efficacité aux opérations de recrutement et d'optimiser les moyens mis en œuvre sur le plan matériel et financier, il a été décidé de faire appel à des fonctionnaires communaux. Ces agents seront nommés par arrêté municipal.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-258-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

Considérant que chaque agent recenseur se verra rémunéré de la façon suivante :

- Une prime de mission forfaitaire de 950 € brut assortie d'un forfait essence de 400 € pour l'utilisation de véhicule personnel et forfait carburant, soit une rémunération totale de 1 350 € brut par personne, soit 12 150 euros pour les 9 agents.

Considérant que l'agent contrôleur et son suppléant se verront dotés :

- D'une prime forfaitaire de 600 € brut par personne, soit 1 200 euros.

Considérant que l'agent correspondant RIL se verra doté :

- D'une prime forfaitaire de 800 euros brut.

Leur mission se fait pendant les heures de travail et en dehors de leur horaire classique, les soirs de semaine, le samedi, voire le dimanche. Le programme est le suivant :

- Mise à jour du répertoire d'immeuble localisé (RIL)
- Vérification des adresses (permis de construire, adresses notifiées par la Poste)
- Gestion des problèmes rencontrés par les agents recenseurs sur le terrain
- Gestion des échanges avec l'INSEE (notifications de voies, changements d'adresse…)
- Mise en place de la logistique du recensement rénové
- Organisation de la campagne de recensement
- Formation et suivi permanent des agents recenseurs
- Traitement de la collecte (papier et suivi internet)

1. Les primes de mission forfaitaires de 10 550 € seront inscrites sur la ligne budgétaire des dépenses - Imputation 64118-022-1011-20907 – Chapitre 012.
2. Les frais d'essence de 3 600 € seront inscrits sur la ligne budgétaire des dépenses Imputation 6251-020-1011-20907- Chapitre 011.

Considérant que la dotation de l'Etat est insuffisante.

Considérant l'étendue du territoire de Grasse et le travail important des agents du recensement pour couvrir les 2 233 logements à recenser sur une période de 6 semaines à compter de la tournée de reconnaissance, je vous demande cette année que la ville de Grasse prenne en charge la différence, soit 4 794 euros pour l'ensemble des agents.

La commission « Vivre Ensemble » ayant été saisie de ce dossier dans sa séance du 16 novembre 2023,

Je vous demande de bien vouloir :

- **APPROUVER** le mode de rémunération des agents recenseurs.

Après en avoir délibéré le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents ou représentés, adopte.

Délibération affichée le - 6 DEC. 2023
suivent les signatures
POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire,

La Secrétaire de séance
Valérie COPIN, Première Adjointe

VILLE DE GRASSE A.M

Certifié exécutoire compte tenu de la publication sur le site internet le - 6 DEC. 2023

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-259-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

Le goût de l'essentiel
Grasse

EXTRAIT
du registre des Délibérations du Conseil Municipal
séance du 5 décembre 2023

NOMBRE DE MEMBRES		
Afférents au Conseil Municipal	en exercice	qui ont pris part à la Délibération
45	45	41

2023 - 259 **CONVENTION TERRITORIALE GLOBALE SUBVENTIONS AUX ASSOCIATIONS POUR L'ANNEE 2023**

Le Conseil Municipal de la Commune de GRASSE, dûment convoqué le 28 novembre 2023, s'est réuni le mardi 5 décembre 2023 à 14h30 au Palais des Congrès, salle Gérard PHILIPE, sous la présidence de Monsieur Jérôme VIAUD, Maire.

PRESENTS : Monsieur Jérôme VIAUD, Maire et Mesdames et Messieurs les Adjoints :
Valérie COPIN, Christophe MOREL, François ROUSTAN, Catherine BUTTY, Gilles RONDONI, Claude MASCARELLI, Nicolas DOYEN, Nicole NUTINI, Ali AMRANE, Murièle CHABERT, Cyril DAUPHOUD, Anne-Marie DUVAL, Jean-Marc GARNIER, Dominique BOURRET, Marie CHABAUD, Roger MISSENTI, Philippe BONELLI, Annie OGGERO-MAIRE, Serge PERCHERON, Laurence COSTE, Richard KISS, Franck BARBEY, Jeannette GISQUET, Jean-Pierre BICAIL, Jocelyne BUSTAMENTE, Jean-François LAPORTE, Stéphanie MANDREA, Charles FERRERO, Levanna CALATAYUD, Alexandre GAIFFE, Magali CONESA, Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL, Mékia Noura ADDAD, Bernard BRUNEAU.

PART EN COURS DE SEANCE :

/

PART EN COURS DE SEANCE SANS PROCURATION :

/

ABSENTS EXCUSES :

Madame Aline BOURDAIRE

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-259-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

Monsieur Pascal PELLEGRINO
Marie-Madeleine GUALLINO
Madame Mélanie ZARRILLO
Madame Karine GIGODOT
Monsieur Paul EUZIERE

ABSENTS EXCUSES SANS PROCURATION :

Madame Myriam LAZREUG
Monsieur Stéphane CASSARINI
Monsieur Patrick ISNARD

ABSENT SANS PROCURATION :

Monsieur Jean-Paul CAMERANO

ARRIVE EN COURS DE SEANCE :

Monsieur Ali AMRANE
(Prend part aux délibérations N°232 à N°267)

PROCURATION :

Madame Aline BOURDAIRE à Madame Valérie COPIN
Monsieur Ali AMRANE à Madame Catherine BUTTY
Monsieur Pascal PELLEGRINO à Monsieur François ROUSTAN
Marie-Madeleine GUALLINO à Monsieur Christophe MOREL
Madame Mélanie ZARRILLO à Monsieur le Maire
Madame Karine GIGODOT à Nicolas DOYEN
Monsieur Paul EUZIERE à Madame Magali CONESA

Les Conseillers présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un Secrétaire pris dans le sein du Conseil. Madame Valérie COPIN ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, a adopté le procès-verbal du la séance du 7 novembre 2023.

En vertu de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire donne lecture des décisions prises en application de la délégation qui lui a été consentie par délibération n° 2020-26 du 28 mai 2020 en ce qui concerne l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Questions retirées à l'ordre du jour :

2023 - 239 **VALLON DE CAMPEROUSSE**
ACQUISITION A L'EURO SYMBOLIQUE PAR LA COMMUNE
DE LA PARCELLE CADASTREE SECTION DX N° 141

2023 - 240 **VALLON DE CAMPEROUSSE**
ACQUISITION A L'EURO SYMBOLIQUE PAR LA COMMUNE
DE LA PARCELLE CADASTREE SECTION DX N° 142

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-259-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

VILLE DE GRASSE
CONSEIL MUNICIPAL

2023 - 259

DU 5 DECEMBRE 2023

CONVENTION TERRITORIALE GLOBALE
SUBVENTIONS AUX ASSOCIATIONS POUR L'ANNEE 2023

RESUME SYNTHETIQUE DU RAPPORT
Le présent rapport a pour objet le vote des subventions aux associations du secteur enfance jeunesse dans le cadre de la Convention Territoriale Globale (ex CEJ).

INCIDENCE BUDGETAIRE

SERVICE GESTIONNAIRE	IMPUTATION BUDGETAIRE	MONTANT T.T.C
SERVICE JEUNESSE	DEPENSES	20 950 €

Monsieur Cyril DAUPHOUD expose :

Vu la délibération en date du 8 décembre 2015, par laquelle le Conseil Municipal a autorisé Monsieur le Maire à signer avec la Caisse d'Allocations Familiales le Contrat Enfance Jeunesse.

Vu la délibération en date du 12 novembre 2019 approuvant le renouvellement du contrat enfance- jeunesse.

Considérant que ce contrat passé avec la Caisse d'Allocations Familiales permet à la ville d'être soutenue dans le développement d'une politique d'accueil globale pour les enfants de 0 à 17 ans sur tout son territoire.

Considérant que l'ensemble des actions est consigné dans la Convention Territoriale Globale avec la Caisse d'Allocations Familiales.

Considérant que le Contrat Enfance Jeunesse a été dénoncé de manière anticipée au 31 décembre 2021.

Considérant que la Convention Territoriale Globale intercommunale a pris effet sur le territoire à compter du 1er janvier 2022.

Considérant que le mode de fonctionnement de la CTG est différent notamment avec le versement de la partie CAF auprès des opérateurs.

Considérant que la CAF a choisi comme année de référence, l'année 2021, pour estimer le montant des bonus CTG, lesquels seront réajustés en fonction des activités réelles de 2023.

Il vous est demandé de bien vouloir voter favorablement la part des subventions qui incombent à la ville dans le cadre de la CTG pour le secteur enfance, sachant que ces sommes viennent en complément des acomptes déjà votés lors du conseil municipal du 7 décembre 2021, pour les organismes suivants :

- *Harpèges* — 18 450 €
  Lieu d'accueil parents / enfants
- *Harpèges* — 2 500 €
  Accueil « Les Bengalis »

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-259-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

La commission Vivre Ensemble ayant été saisie de ce dossier dans sa séance du 16 novembre 2023,

Je vous demande de bien vouloir :

- **APPROUVER** les subventions aux associations pour l'année 2023 ;

- **AUTORISER** Monsieur le Maire à signer, le cas échéant, les conventions à intervenir avec les associations concernées par la mise en œuvre de ces actions ;

- **AUTORISER** le versement des subventions mentionnées ci-dessous :

Imputation : Service Jeunesse.

- *Harpèges* — 18 450 €
  Lieu d'accueil parents / enfants
- *Harpèges* — 2 500 €
  Accueil « Les Bengalis »

Après en avoir délibéré le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents ou représentés, adopte.

Délibération affichée le - 6 DEC. 2023
suivent les signatures
POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire,

La Secrétaire de séance
Valérie COPIN, Première Adjointe

VILLE DE GRASSE A.M

VILLE DE GRASSE A.M

Certifié exécutoire compte tenu de la publication sur le site internet le

- 6 DEC. 2023

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-260-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

Le goût de l'essentiel
Grasse

EXTRAIT
du registre des Délibérations du Conseil Municipal
séance du 5 décembre 2023

NOMBRE DE MEMBRES		
Afférents au Conseil Municipal	en exercice	qui ont pris part à la Délibération
45	45	40

2023 - 260 **CONVENTION TERRITORIALE GLOBALE AVANCES SUBVENTIONS AUX ASSOCIATIONS POUR L'ANNEE 2024**

Le Conseil Municipal de la Commune de GRASSE, dûment convoqué le 28 novembre 2023, s'est réuni le mardi 5 décembre 2023 à 14h30 au Palais des Congrès, salle Gérard PHILIPE, sous la présidence de Monsieur Jérôme VIAUD, Maire.

PRESENTS : Monsieur Jérôme VIAUD, Maire et Mesdames et Messieurs les Adjoints :
Valérie COPIN, Christophe MOREL, François ROUSTAN, Catherine BUTTY, Gilles RONDONI, Claude MASCARELLI, Nicolas DOYEN, Nicole NUTINI, Ali AMRANE, Murièle CHABERT, Cyril DAUPHOUD, Anne-Marie DUVAL, Jean-Marc GARNIER, Dominique BOURRET, Marie CHABAUD, Roger MISSENTI, Philippe BONELLI, Annie OGGERO-MAIRE, Serge PERCHERON, Laurence COSTE, Richard KISS, Franck BARBEY, Jeannette GISQUET, Jean-Pierre BICAIL, Jocelyne BUSTAMENTE, Jean-François LAPORTE, Stéphanie MANDREA, Charles FERRERO, Levanna CALATAYUD, Alexandre GAIFFE, Magali CONESA, Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL, Mékia Noura ADDAD, Bernard BRUNEAU.

PART EN COURS DE SEANCE :

/

PART EN COURS DE SEANCE SANS PROCURATION :

/

ABSENTS EXCUSES :

Madame Aline BOURDAIRE

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-260-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

Monsieur Pascal PELLEGRINO
Marie-Madeleine GUALLINO
Madame Mélanie ZARRILLO
Madame Karine GIGODOT
Monsieur Paul EUZIERE

ABSENTS EXCUSES SANS PROCURATION :

Madame Myriam LAZREUG
Monsieur Stéphane CASSARINI
Monsieur Patrick ISNARD

ABSENT SANS PROCURATION :

Monsieur Jean-Paul CAMERANO

ARRIVE EN COURS DE SEANCE :

Monsieur Ali AMRANE
(Prend part aux délibérations N°232 à N°267)

PROCURATION :

Madame Aline BOURDAIRE à Madame Valérie COPIN
Monsieur Ali AMRANE à Madame Catherine BUTTY
Monsieur Pascal PELLEGRINO à Monsieur François ROUSTAN
Marie-Madeleine GUALLINO à Monsieur Christophe MOREL
Madame Mélanie ZARRILLO à Monsieur le Maire
Madame Karine GIGODOT à Nicolas DOYEN
Monsieur Paul EUZIERE à Madame Magali CONESA

Les Conseillers présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un Secrétaire pris dans le sein du Conseil. Madame Valérie COPIN ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, a adopté le procès-verbal du la séance du 7 novembre 2023.

En vertu de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire donne lecture des décisions prises en application de la délégation qui lui a été consentie par délibération n° 2020-26 du 28 mai 2020 en ce qui concerne l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Questions retirées à l'ordre du jour :

2023 - 239 **VALLON DE CAMPEROUSSE**
ACQUISITION A L'EURO SYMBOLIQUE PAR LA COMMUNE
DE LA PARCELLE CADASTREE SECTION DX N° 141

2023 - 240 **VALLON DE CAMPEROUSSE**
ACQUISITION A L'EURO SYMBOLIQUE PAR LA COMMUNE
DE LA PARCELLE CADASTREE SECTION DX N° 142

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-260-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

2023 - 260

VILLE DE GRASSE
CONSEIL MUNICIPAL

DU 5 DECEMBRE 2023

CONVENTION TERRITORIALE GLOBALE AVANCES SUBVENTIONS AUX ASSOCIATIONS POUR L'ANNEE 2024

RESUME SYNTHETIQUE DU RAPPORT

Le présent rapport a pour objet le vote des avances de subventions aux associations dans le cadre de la Convention Territoriale Globale (ex CEJ).

INCIDENCE BUDGETAIRE

SERVICE GESTIONNAIRE	IMPUTATION BUDGETAIRE	MONTANT T.T.C
SERVICE JEUNESSE	DEPENSES	260 000 €

Monsieur Cyril DAUPHOUD expose :

Vu la délibération en date du 8 décembre 2015, par laquelle le Conseil Municipal a autorisé Monsieur le Maire à signer avec la Caisse d'Allocations Familiales le Contrat Enfance Jeunesse.

Vu la délibération en date du 12 novembre 2019 approuvant le renouvellement du contrat enfance- jeunesse.

Considérant que ce contrat passé avec la Caisse d'Allocations Familiales permet à la ville d'être soutenue dans le développement d'une politique d'accueil globale pour les enfants de 0 à 17 ans sur tout son territoire.

Considérant que l'ensemble des actions est consigné dans la Convention Territoriale Globale avec la Caisse d'Allocations Familiales.

Considérant que le co-financement des actions proposées et validées par la Caisse d'Allocations Familiales est de 55 % en moyenne.

Considérant qu'après étude de l'ensemble des activités proposées par les différentes structures et des recettes versées par la CAF, un réajustement des montants va être proposé dans une démarche concertée.

Considérant que le Contrat Enfance Jeunesse a été dénoncé de manière anticipée et a pris fin le 31 décembre 2021.

Considérant que la Convention Territoriale Globale intercommunale prend effet sur le territoire à compter du 1er janvier 2022.

Considérant que le mode de fonctionnement de la CTG est différent, notamment avec le versement de la partie CAF auprès des opérateurs, sachant que l'intégralité des subventions ne seront versées qu'en fonction des données réelles. Il vous est demandé de bien vouloir voter favorablement à la mise en place d'acomptes de subventions, pour faire face aux charges sociales du personnel et commencements d'actions sur le premier trimestre 2024.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-260-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

Considérant que le montant des subventions proposées financera les activités dans le domaine de la jeunesse jusqu'au 31 août 2024, date à laquelle le(s) nouveau(x) délégataire(s) choisis à l'issue du marché de la DSP « Enfance Jeunesse » débutera(ront) leurs activités.

Considérant que ces acomptes ne prédisposent en aucune manière des volumes de subventions qui seront proposés lors de la présentation du budget primitif 2023 et qui seront versés lors du conseil municipal du mois de juin 2024, les montants sont les suivants :

- Art et Education (accueils de loisirs 3/6 ans et 6/12 ans) 13 500 €
- Harpèges Lieu d'accueil parents / enfants 5 000 €
- Harpèges (accueils de loisirs 6/12 ans et 12/17 ans) 36 600 €
- La Fermette de Plascassier (accueils de loisirs 3/6 ans, 6/11 ans et 11/17 ans) 33 300 €
- Loisirs Education Art (accueils de loisirs 3/6 ans, 6/11 ans) 76 600 €
- Loisirs Education Culture « Les Aspres » et « Magagnosc » (accueils de loisirs 3/6 ans et 6/14 ans + séjours de vacances) 40 000 €
- Loisirs Education Culture (Multi accueil 1/3 ans) 40 000 €
- Planète Sciences Méditerranée (accueils de loisirs 6/12 ans + séjours) 15 000 €

La commission Vivre Ensemble ayant été saisie de ce dossier dans sa séance du 16 novembre 2023,

Je vous demande de bien vouloir :

- **APPROUVER** le principe d'acomptes de subventions aux associations pour l'année 2024 ;
- **AUTORISER** Monsieur le Maire à signer, le cas échéant, les conventions à intervenir avec les associations ou organismes concernés par la mise en œuvre de ces actions ;
- **AUTORISER** le versement des acomptes mentionnés ci-dessous :

Imputation : Service Jeunesse.

- Art et Education (accueils de loisirs 3/6 ans et 6/12 ans) 13 500 €
- Harpèges Lieu d'accueil parents / enfants 5 000 €
- Harpèges (accueils de loisirs 6/12 ans et 12/17 ans) 36 600 €
- La Fermette de Plascassier (accueils de loisirs 3/6 ans, 6/11 ans et 11/17 ans) 33 300 €
- Loisirs Education Art (accueils de loisirs 3/6 ans, 6/11 ans) 76 600 €
- Loisirs Education Culture « Les Aspres » et « Magagnosc » (accueils de loisirs 3/6 ans et 6/14 ans + séjours de vacances) 40 000 €

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-260-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

- Loisirs Education Culture (Multi accueil 1/3 ans) — 40 000 €
- Planète Sciences Méditerranée — 15 000 €

Monsieur le Maire, Mesdames et Messieurs les adjoints et conseillers municipaux, présidents ou membres d'associations bénéficiaires de ces subventions ne prennent pas part au vote et sortent de la salle du Conseil pour les subventions qui les concernent. Monsieur LAPORTE ne prend pas part au vote et sors de la salle.

Après en avoir délibéré le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents ou représentés, adopte.

Délibération affichée le 6 DEC. 2023
suivent les signatures
POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire,

La Secrétaire de séance
Valérie COPIN, Première Adjointe

VILLE DE GRASSE A.M

VILLE DE GRASSE A.M

Certifié exécutoire compte tenu de la publication sur le site internet le 6 DEC. 2023

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-261-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

Le goût de l'essentiel
Grasse

EXTRAIT
du registre des Délibérations du Conseil Municipal
séance du 5 décembre 2023

NOMBRE DE MEMBRES		
Afférents au Conseil Municipal	en exercice	qui ont pris part à la Délibération
45	45	41

2023 - 261 **SUBVENTIONS AUX ASSOCIATIONS**
SECTEUR ENSEIGNEMENT JEUNESSE - EXERCICE 2023
REGULARISATION DE LA DELIBERATION N° 2023-64 DU 4 AVRIL 2023
SUITE AU CONTRÔLE DE LEGALITE

Le Conseil Municipal de la Commune de GRASSE, dûment convoqué le 28 novembre 2023, s'est réuni le mardi 5 décembre 2023 à 14h30 au Palais des Congrès, salle Gérard PHILIPE, sous la présidence de Monsieur Jérôme VIAUD, Maire.

PRESENTS : Monsieur Jérôme VIAUD, Maire et Mesdames et Messieurs les Adjoints :
Valérie COPIN, Christophe MOREL, François ROUSTAN, Catherine BUTTY, Gilles RONDONI, Claude MASCARELLI, Nicolas DOYEN, Nicole NUTINI, Ali AMRANE, Murièle CHABERT, Cyril DAUPHOUD, Anne-Marie DUVAL, Jean-Marc GARNIER, Dominique BOURRET, Marie CHABAUD, Roger MISSENTI, Philippe BONELLI, Annie OGGERO-MAIRE, Serge PERCHERON, Laurence COSTE, Richard KISS, Franck BARBEY, Jeannette GISQUET, Jean-Pierre BICAIL, Jocelyne BUSTAMENTE, Jean-François LAPORTE, Stéphanie MANDREA, Charles FERRERO, Levanna CALATAYUD, Alexandre GAIFFE, Magali CONESA, Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL, Mékia Noura ADDAD, Bernard BRUNEAU.

PART EN COURS DE SEANCE :

/

PART EN COURS DE SEANCE SANS PROCURATION :

/

ABSENTS EXCUSES :

Madame Aline BOURDAIRE

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-261-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

Monsieur Pascal PELLEGRINO
Marie-Madeleine GUALLINO
Madame Mélanie ZARRILLO
Madame Karine GIGODOT
Monsieur Paul EUZIERE

ABSENTS EXCUSES SANS PROCURATION :

Madame Myriam LAZREUG
Monsieur Stéphane CASSARINI
Monsieur Patrick ISNARD

ABSENT SANS PROCURATION :

Monsieur Jean-Paul CAMERANO

ARRIVE EN COURS DE SEANCE :

Monsieur Ali AMRANE
(Prend part aux délibérations N°232 à N°267)

PROCURATION :

Madame Aline BOURDAIRE à Madame Valérie COPIN
Monsieur Ali AMRANE à Madame Catherine BUTTY
Monsieur Pascal PELLEGRINO à Monsieur François ROUSTAN
Marie-Madeleine GUALLINO à Monsieur Christophe MOREL
Madame Mélanie ZARRILLO à Monsieur le Maire
Madame Karine GIGODOT à Nicolas DOYEN
Monsieur Paul EUZIERE à Madame Magali CONESA

Les Conseillers présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un Secrétaire pris dans le sein du Conseil. Madame Valérie COPIN ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, a adopté le procès-verbal du la séance du 7 novembre 2023.

En vertu de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire donne lecture des décisions prises en application de la délégation qui lui a été consentie par délibération n° 2020-26 du 28 mai 2020 en ce qui concerne l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Questions retirées à l'ordre du jour :

2023 - 239 **VALLON DE CAMPEROUSSE**
ACQUISITION A L'EURO SYMBOLIQUE PAR LA COMMUNE
DE LA PARCELLE CADASTREE SECTION DX N° 141

2023 - 240 **VALLON DE CAMPEROUSSE**
ACQUISITION A L'EURO SYMBOLIQUE PAR LA COMMUNE
DE LA PARCELLE CADASTREE SECTION DX N° 142

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-261-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

2023 - 261

VILLE DE GRASSE
CONSEIL MUNICIPAL

DU 5 DECEMBRE 2023

SUBVENTIONS AUX ASSOCIATIONS
SECTEUR ENSEIGNEMENT JEUNESSE - EXERCICE 2023
REGULARISATION DE LA DELIBERATION N° 2023-64 DU 4 AVRIL 2023
SUITE AU CONTRÔLE DE LEGALITE

RESUME SYNTHETIQUE DU RAPPORT

Il convient de procéder à l'annulation des conventions annuelles de définition des moyens accordés par la Commune aux associations « Loisirs, éducation, art », « Harpèges », « la Fermette de Plascassier » et « Loisirs, éducation, culture » et à la signature de nouvelles conventions avec chacune de ces associations, en tenant compte des observations de la Préfecture des Alpes-Maritimes dans son courrier en date du 22 septembre 2023.

INCIDENCE BUDGETAIRE

SERVICE GESTIONNAIRE	IMPUTATION BUDGETAIRE	MONTANT T.T.C.
ASSOCIATIONS	DEPENSES	

Madame Annie OGGERO-MAIRE expose :

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.1411-1 à L.1411-19 ;

Vu la loi du 1er juillet 1901 relative au contrat d'association ;

Vu la loi du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;

Vu la loi n° 2021-1109 du 24 aout 2021 confortant le respect des principes de la République ;

Vu le décret n° 2001-495 du 6 juin 2001 pris pour l'application de l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 et relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques ;

Vu le décret n° 2021-1947 du 31 décembre 2021 pris pour l'application de l'article 10-1 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 et approuvant le contrat d'engagement républicain des associations et fondations bénéficiant de subventions publiques ou d'un agrément de l'Etat ;

Vu la délibération du Conseil Municipal n° 2023-64 en date du 4 avril 2023 relative aux subventions aux associations du secteur Enseignement/Jeunesse pour l'exercice budgétaire 2023 ;

Considérant la demande de transmission de documents complémentaires par la Préfecture des Alpes-Maritimes en date du 30 mai 2023 dans le cadre du contrôle de légalité de la délibération du Conseil Municipal n° 2023-64 en date du 4 avril 2023 ;

Considérant les observations de la Préfecture des Alpes-Maritimes dans son courrier en date du 22 septembre 2023 faisant suite à la communication de ces documents complémentaires par la Commune le 24 juillet 2023 ;

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-261-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

Considérant qu'il convient de procéder à l'annulation des conventions annuelles de définition des moyens accordés par la Commune aux associations « Loisirs, éducation, art », « Harpèges », « la Fermette de Plascassier » et « Loisirs, éducation, culture » et à la signature des conventions annexées à la présente délibération, afin de répondre aux observations de la Préfecture des Alpes-Maritimes ;

Considérant que, conformément à la loi n° 2021-1109 du 24 août 2021, il convient d'intégrer dans la procédure d'attribution des subventions aux associations un contrat d'engagement républicain selon le modèle annexé à la présente délibération ;

La commission « vivre ensemble » ayant été saisie de ce dossier dans sa séance du 16 novembre 2023,

Je vous demande de bien vouloir :

- **PROCEDER** à l'annulation des conventions annuelles de définition des moyens accordés par la Commune aux associations « Loisirs, éducation, art », « Harpèges », « la Fermette de Plascassier » et « Loisirs, éducation, culture » ;

- **AUTORISER** Monsieur le Maire à signer les conventions annuelles de définition des moyens accordés par la Commune aux associations « Loisirs, éducation, art », « Harpèges », « la Fermette de Plascassier » et « Loisirs, éducation, culture » telles qu'annexées à la présente délibération.

Après en avoir délibéré le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents ou représentés, adopte.

Délibération affichée le - 6 DEC. 2023
suivent les signatures
POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire,

La Secrétaire de séance
Valérie COPIN, Première Adjointe

VILLE DE GRASSE A.M

VILLE DE GRASSE A.M

Certifié exécutoire compte tenu de la publication sur le site internet le - 6 DEC. 2023

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-262-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

Le goût de l'essentiel
Grasse

EXTRAIT
du registre des Délibérations du Conseil Municipal
séance du 5 décembre 2023

NOMBRE DE MEMBRES		
Afférents au Conseil Municipal	en exercice	qui ont pris part à la Délibération
45	45	41

2023 - 262 SUBVENTIONS AUX ASSOCIATIONS
SECTEUR ENSEIGNEMENT/JEUNESSE - SOLDE SUBVENTION
EXERCICE BUDGETAIRE 2023

Le Conseil Municipal de la Commune de GRASSE, dûment convoqué le 28 novembre 2023, s'est réuni le mardi 5 décembre 2023 à 14h30 au Palais des Congrès, salle Gérard PHILIPE, sous la présidence de Monsieur Jérôme VIAUD, Maire.

PRESENTS : Monsieur Jérôme VIAUD, Maire et Mesdames et Messieurs les Adjoints :
Valérie COPIN, Christophe MOREL, François ROUSTAN, Catherine BUTTY, Gilles RONDONI, Claude MASCARELLI, Nicolas DOYEN, Nicole NUTINI, Ali AMRANE, Murièle CHABERT, Cyril DAUPHOUD, Anne-Marie DUVAL, Jean-Marc GARNIER, Dominique BOURRET, Marie CHABAUD, Roger MISSENTI, Philippe BONELLI, Annie OGGERO-MAIRE, Serge PERCHERON, Laurence COSTE, Richard KISS, Franck BARBEY, Jeannette GISQUET, Jean-Pierre BICAIL, Jocelyne BUSTAMENTE, Jean-François LAPORTE, Stéphanie MANDREA, Charles FERRERO, Levanna CALATAYUD, Alexandre GAIFFE, Magali CONESA, Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL, Mékia Noura ADDAD, Bernard BRUNEAU.

PART EN COURS DE SEANCE :

/

PART EN COURS DE SEANCE SANS PROCURATION :

/

ABSENTS EXCUSES :

Madame Aline BOURDAIRE

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-262-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

Monsieur Pascal PELLEGRINO
Marie-Madeleine GUALLINO
Madame Mélanie ZARRILLO
Madame Karine GIGODOT
Monsieur Paul EUZIERE

ABSENTS EXCUSES SANS PROCURATION :

Madame Myriam LAZREUG
Monsieur Stéphane CASSARINI
Monsieur Patrick ISNARD

ABSENT SANS PROCURATION :

Monsieur Jean-Paul CAMERANO

ARRIVE EN COURS DE SEANCE :

Monsieur Ali AMRANE
(Prend part aux délibérations N°232 à N°267)

PROCURATION :

Madame Aline BOURDAIRE à Madame Valérie COPIN
Monsieur Ali AMRANE à Madame Catherine BUTTY
Monsieur Pascal PELLEGRINO à Monsieur François ROUSTAN
Marie-Madeleine GUALLINO à Monsieur Christophe MOREL
Madame Mélanie ZARRILLO à Monsieur le Maire
Madame Karine GIGODOT à Nicolas DOYEN
Monsieur Paul EUZIERE à Madame Magali CONESA

Les Conseillers présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un Secrétaire pris dans le sein du Conseil. Madame Valérie COPIN ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, a adopté le procès-verbal du la séance du 7 novembre 2023.

En vertu de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire donne lecture des décisions prises en application de la délégation qui lui a été consentie par délibération n° 2020-26 du 28 mai 2020 en ce qui concerne l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Questions retirées à l'ordre du jour :

2023 - 239 **VALLON DE CAMPEROUSSE**
ACQUISITION A L'EURO SYMBOLIQUE PAR LA COMMUNE
DE LA PARCELLE CADASTREE SECTION DX N° 141

2023 - 240 **VALLON DE CAMPEROUSSE**
ACQUISITION A L'EURO SYMBOLIQUE PAR LA COMMUNE
DE LA PARCELLE CADASTREE SECTION DX N° 142

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-262-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

VILLE DE GRASSE
CONSEIL MUNICIPAL

2023 - 262

DU 5 DECEMBRE 2023

SUBVENTIONS AUX ASSOCIATIONS
SECTEUR ENSEIGNEMENT/JEUNESSE/SOLDE SUBVENTION
EXERCICE BUDGETAIRE 2023

RESUME SYNTHETIQUE DU RAPPORT

Ce rapport autorise Monsieur le Maire à verser le solde de la subvention de fonctionnement de droit commun à l'association ci-dessous désignée pour l'exercice 2023 et à signer la convention correspondante.

INCIDENCE BUDGETAIRE

SERVICE GESTIONNAIRE	IMPUTATION BUDGETAIRE	MONTANT T.T.C.
Associations	Dépenses	50 000 €

Monsieur Cyril DAUPHOUD expose :

Le Conseil Municipal,

Vu l'instruction budgétaire et comptable M14,

Vu le budget primitif 2023 de la commune,

Il est proposé de verser le solde de la subvention de fonctionnement à l'association suivante :
- **Loisirs Education Culture** 50 000 €

La Commission vivre ensemble ayant été saisie de ce dossier dans sa séance du 14 novembre 2023,
Je vous demande de bien vouloir :

- **AUTORISER** le versement du solde de la subvention de fonctionnement de droit commun à l'association Loisirs Education Culture ;
- **AUTORISER** Monsieur le Maire à signer la convention correspondante pour l'association bénéficiant de la subvention.

Monsieur le Maire, Mesdames et Messieurs les adjoints et conseillers municipaux, présidents ou membres de l'association bénéficiaire de cette subvention ne prennent pas part au vote et sortent de la salle du Conseil.

Après en avoir délibéré le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents ou représentés, adopte.

Délibération affichée le - 6 DEC. 2023
suivent les signatures
POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire,

La Secrétaire de séance
Valérie COPIN, Première Adjointe

VILLE DE GRASSE A.M

VILLE DE GRASSE A.M

Certifié exécutoire compte tenu de la publication sur le site internet le - 6 DEC. 2023

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-263-2-DE
Date de télétransmission : 11/12/2023
Date de réception préfecture : 11/12/2023

AVANCES SUBVENTIONS AUX ASSOCIATIONS ET AUTRES ORGANISMES DE DROIT PRIVE - CM 5 DEC 2023

SECTEUR CULTUREL

	POUR MEMOIRE AVANCE CM DECEMBRE 2022	AVANCE CM 5 DECEMBRE 2023
Associations des amis d'Agora	2 500	2 500
Festival Transméditerranée	0	0
Système Castafiore	0	0
AVANCES CM DECEMBRE 2021	2 500	
AVANCES CM 6 DECEMBRE 2022		2 500

SECTEUR DIVERS

	POUR MEMOIRE AVANCE CM DECEMBRE 2022	AVANCE CM 5 DECEMBRE 2023
Association Forum	0	0
AVANCES CM DECEMBRE 2021	0	
AVANCES CM 6 DECEMBRE 2022		0

SECTEUR ENSEIGNEMENT - JEUNESSE

	POUR MEMOIRE AVANCE CM DECEMBRE 2022	AVANCE CM 5 DECEMBRE 2023
Art et Education	3 000	3 000
Caisse des Ecoles	40 000	40 000
La Fermette de Plascassier	10 000	10 000
Loisirs Education Art	10 000	10 000
Loisirs Education Culture	40 000	40 000
OGEC Fenelon	150 000	150 000
HARPEGES	15 000	15 000
AVANCES CM DECEMBRE 2021	268 000	
AVANCES CM 6 DECEMBRE 2022		268 000

SECTEUR TOURISME

	POUR MEMOIRE AVANCE CM DECEMBRE 2022	AVANCE CM 5 DECEMBRE 2023
Harmonie municipale	0	0
AVANCES CM DECEMBRE 2021	0	
AVANCES CM 6 DECEMBRE 2022		0

SECTEUR SOCIAL SANTE

	POUR MEMOIRE AVANCE CM DECEMBRE 2022	AVANCE CM 5 DECEMBRE 2023
Centre Communal d'Action Sociale	1 000 000	1 000 000
Comité des Oeuvres Sociales	30 000	30 000
Office Municipal des Retraités	8 500	8 500
AVANCES CM DECEMBRE 2021	1 038 500	
AVANCES CM 6 DECEMBRE 2022		1 038 500

SECTEUR SPORT

	POUR MEMOIRE AVANCE CM DECEMBRE 2022	AVANCE CM 5 DECEMBRE 2023
Amical Motor Club de Grasse	12 000	12 000
ASA Grasse	15 000	15 000
Avenir de Grasse	1 500	1 500
Entente Gymnique Grassoise	12 000	12 000
GAC	8 000	8 000
Grasse Echecs	7 000	7 000
Grasse Pelotari Club	5 000	5 000
Grasse Pétanque	6 000	6 000
Grasse Volley Ball	15 000	15 000
Pays de Grasse Hand ball ASPTT	10 000	10 000
Racing Club Pays de Grasse	102 000	102 000
Rugby Olympique Grassois	82 000	82 000
Ski Club de Grasse	3 500	3 500
Tennis Club de Grasse	12 000	12 000
Union Sportive Grassoise	8 000	8 000
AVANCES CM DECEMBRE 2021	299 000	
AVANCES CM 6 DECEMBRE 2022		299 000

TOTAL TOUS SECTEURS AVANCES	1 608 000	1 608 000

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-263-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

Le goût de l'essentiel
Grasse

EXTRAIT
du registre des Délibérations du Conseil Municipal
séance du 5 décembre 2023

NOMBRE DE MEMBRES		
Afférents au Conseil Municipal	en exercice	qui ont pris part à la Délibération
45	45	41

2023 - 263 **DROIT COMMUN**
SUBVENTIONS AUX ASSOCIATIONS
EXERCICE BUDGETAIRE 2024
AVANCES

Le Conseil Municipal de la Commune de GRASSE, dûment convoqué le 28 novembre 2023, s'est réuni le mardi 5 décembre 2023 à 14h30 au Palais des Congrès, salle Gérard PHILIPE, sous la présidence de Monsieur Jérôme VIAUD, Maire.

PRESENTS : Monsieur Jérôme VIAUD, Maire et Mesdames et Messieurs les Adjoints :
Valérie COPIN, Christophe MOREL, François ROUSTAN, Catherine BUTTY, Gilles RONDONI, Claude MASCARELLI, Nicolas DOYEN, Nicole NUTINI, Ali AMRANE, Murièle CHABERT, Cyril DAUPHOUD, Anne-Marie DUVAL, Jean-Marc GARNIER, Dominique BOURRET, Marie CHABAUD, Roger MISSENTI, Philippe BONELLI, Annie OGGERO-MAIRE, Serge PERCHERON, Laurence COSTE, Richard KISS, Franck BARBEY, Jeannette GISQUET, Jean-Pierre BICAIL, Jocelyne BUSTAMENTE, Jean-François LAPORTE, Stéphanie MANDREA, Charles FERRERO, Levanna CALATAYUD, Alexandre GAIFFE, Magali CONESA, Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL, Mékia Noura ADDAD, Bernard BRUNEAU.

PART EN COURS DE SEANCE :

/

PART EN COURS DE SEANCE SANS PROCURATION :

/

ABSENTS EXCUSES :

Madame Aline BOURDAIRE

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-263-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

Monsieur Pascal PELLEGRINO
Marie-Madeleine GUALLINO
Madame Mélanie ZARRILLO
Madame Karine GIGODOT
Monsieur Paul EUZIERE

ABSENTS EXCUSES SANS PROCURATION :

Madame Myriam LAZREUG
Monsieur Stéphane CASSARINI
Monsieur Patrick ISNARD

ABSENT SANS PROCURATION :

Monsieur Jean-Paul CAMERANO

ARRIVE EN COURS DE SEANCE :

Monsieur Ali AMRANE
(Prend part aux délibérations N°232 à N°267)

PROCURATION :

Madame Aline BOURDAIRE à Madame Valérie COPIN
Monsieur Ali AMRANE à Madame Catherine BUTTY
Monsieur Pascal PELLEGRINO à Monsieur François ROUSTAN
Marie-Madeleine GUALLINO à Monsieur Christophe MOREL
Madame Mélanie ZARRILLO à Monsieur le Maire
Madame Karine GIGODOT à Nicolas DOYEN
Monsieur Paul EUZIERE à Madame Magali CONESA

Les Conseillers présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un Secrétaire pris dans le sein du Conseil. Madame Valérie COPIN ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, a adopté le procès-verbal du la séance du 7 novembre 2023.

En vertu de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire donne lecture des décisions prises en application de la délégation qui lui a été consentie par délibération n° 2020-26 du 28 mai 2020 en ce qui concerne l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Questions retirées à l'ordre du jour :

2023 - 239 **VALLON DE CAMPEROUSSE**
ACQUISITION A L'EURO SYMBOLIQUE PAR LA COMMUNE
DE LA PARCELLE CADASTREE SECTION DX N° 141

2023 - 240 **VALLON DE CAMPEROUSSE**
ACQUISITION A L'EURO SYMBOLIQUE PAR LA COMMUNE
DE LA PARCELLE CADASTREE SECTION DX N° 142

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-263-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

2023-263

VILLE DE GRASSE
CONSEIL MUNICIPAL

DU 5 DECEMBRE 2023

DROIT COMMUN
SUBVENTIONS AUX ASSOCIATIONS
EXERCICE BUDGETAIRE 2024
AVANCES

RESUME SYNTHETIQUE DU RAPPORT
Le présent rapport a pour objet d'autoriser le versement d'avances sur subventions à certaines associations ayant un besoin de trésorerie, préalablement au vote du montant annuel des subventions aux associations en avril 2024.

INCIDENCE BUDGETAIRE

SERVICE GESTIONNAIRE	IMPUTATION BUDGETAIRE	MONTANT T.T.C.
AFFAIRES FINANCIERES	DEPENSES	1 608 000 €

Madame Annie OGGERO MAIRE expose :

Vu l'instruction budgétaire et comptable M 20,

Considérant que certaines associations ont besoin d'une avance de trésorerie pour le fonctionnement de leurs activités,

Considérant que cette délibération demande le versement d'avances sur subvention de fonctionnement, préalablement au vote du budget 2023.

Considérant la liste ci-jointe des associations ayant besoin de cette avance.

La commission Optimisation et performance des moyens et ressources ayant été saisie de ce dossier dans sa séance du 14 novembre 2023,
Je vous demande de bien vouloir :

- **AUTORISER** le versement d'avances sur subventions de fonctionnement à certaines associations ;
- **AUTORISER** Monsieur le Maire à signer, le cas échéant, les conventions à intervenir avec les associations.

Monsieur le Maire, Mesdames et Messieurs les adjoints et conseillers municipaux, présidents ou membres d'associations bénéficiaires de ces subventions ne prennent pas part au vote pour les subventions qui les concernent : Monsieur EUZIERE.

Après en avoir délibéré le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents ou représentés, adopte.

Délibération affichée le - 6 DEC. 2023
suivent les signatures
POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire,

La Secrétaire de séance
Valérie COPIN, Première Adjointe

VILLE DE GRASSE A.M

VILLE DE GRASSE A.M

Certifié exécutoire compte tenu de la publication sur le site internet le - 6 DEC. 2023

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-264-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

Le goût de l'essentiel
Grasse

EXTRAIT
du registre des Délibérations du Conseil Municipal
séance du 5 décembre 2023

NOMBRE DE MEMBRES		
Afférents au Conseil Municipal	en exercice	qui ont pris part à la Délibération
45	45	41

2023 - 264 SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT AUX ASSOCIATIONS EXERCICE 2023

Le Conseil Municipal de la Commune de GRASSE, dûment convoqué le 28 novembre 2023, s'est réuni le mardi 5 décembre 2023 à 14h30 au Palais des Congrès, salle Gérard PHILIPE, sous la présidence de Monsieur Jérôme VIAUD, Maire.

PRESENTS : Monsieur Jérôme VIAUD, Maire et Mesdames et Messieurs les Adjoints :
Valérie COPIN, Christophe MOREL, François ROUSTAN, Catherine BUTTY, Gilles RONDONI, Claude MASCARELLI, Nicolas DOYEN, Nicole NUTINI, Ali AMRANE, Murièle CHABERT, Cyril DAUPHOUD, Anne-Marie DUVAL, Jean-Marc GARNIER, Dominique BOURRET, Marie CHABAUD, Roger MISSENTI, Philippe BONELLI, Annie OGGERO-MAIRE, Serge PERCHERON, Laurence COSTE, Richard KISS, Franck BARBEY, Jeannette GISQUET, Jean-Pierre BICAIL, Jocelyne BUSTAMENTE, Jean-François LAPORTE, Stéphanie MANDREA, Charles FERRERO, Levanna CALATAYUD, Alexandre GAIFFE, Magali CONESA, Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL, Mékia Noura ADDAD, Bernard BRUNEAU.

PART EN COURS DE SEANCE :

/

PART EN COURS DE SEANCE SANS PROCURATION :

/

ABSENTS EXCUSES :

Madame Aline BOURDAIRE
Monsieur Pascal PELLEGRINO

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-264-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

Marie-Madeleine GUALLINO
Madame Mélanie ZARRILLO
Madame Karine GIGODOT
Monsieur Paul EUZIERE

ABSENTS EXCUSES SANS PROCURATION :

Madame Myriam LAZREUG
Monsieur Stéphane CASSARINI
Monsieur Patrick ISNARD

ABSENT SANS PROCURATION :

Monsieur Jean-Paul CAMERANO

ARRIVE EN COURS DE SEANCE :

Monsieur Ali AMRANE
(Prend part aux délibérations N°232 à N°267)

PROCURATION :

Madame Aline BOURDAIRE à Madame Valérie COPIN
Monsieur Ali AMRANE à Madame Catherine BUTTY
Monsieur Pascal PELLEGRINO à Monsieur François ROUSTAN
Marie-Madeleine GUALLINO à Monsieur Christophe MOREL
Madame Mélanie ZARRILLO à Monsieur le Maire
Madame Karine GIGODOT à Nicolas DOYEN
Monsieur Paul EUZIERE à Madame Magali CONESA

Les Conseillers présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un Secrétaire pris dans le sein du Conseil. Madame Valérie COPIN ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, a adopté le procès-verbal du la séance du 7 novembre 2023.

En vertu de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire donne lecture des décisions prises en application de la délégation qui lui a été consentie par délibération n° 2020-26 du 28 mai 2020 en ce qui concerne l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Questions retirées à l'ordre du jour :

2023 - 239 **VALLON DE CAMPEROUSSE
ACQUISITION A L'EURO SYMBOLIQUE PAR LA COMMUNE
DE LA PARCELLE CADASTREE SECTION DX N° 141**

2023 - 240 **VALLON DE CAMPEROUSSE
ACQUISITION A L'EURO SYMBOLIQUE PAR LA COMMUNE
DE LA PARCELLE CADASTREE SECTION DX N° 142**

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-264-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

VILLE DE GRASSE
CONSEIL MUNICIPAL

2023 - 264

DU 5 DECEMBRE 2023

SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT AUX ASSOCIATIONS
EXERCICE 2023

RESUME SYNTHETIQUE DU RAPPORT
Le présent rapport a pour objet le vote du versement d'une subvention de fonctionnement à l'association ci-dessous désignée pour l'exercice 2023.

INCIDENCE BUDGETAIRE

SERVICE GESTIONNAIRE	IMPUTATION BUDGETAIRE	MONTANT T.T.C.
DAF	DEPENSES	3 000 €

Madame Annie OGGERO-MAIRE expose :

Il est proposé de verser :

Une subvention de fonctionnement à l'association suivante :
- **Fédération des Amicales du 3e RAMA** 3 000 €
  Subvention de fonctionnement exceptionnelle pour la réédition de l'ouvrage sur l'histoire du 3e RAMA.

La commission « Optimisation et performance des moyens et ressources » ayant été saisie de ce dossier dans sa séance du 14 novembre 2023,

Je vous demande de bien vouloir :

- **AUTORISER** le versement de la subvention pour un montant de 3 000 € ;
- **AUTORISER** Monsieur le Maire à signer la convention correspondante pour l'association bénéficiant de la subvention ;
- **DIRE** que les crédits correspondants sont inscrits au BP 2023.

Monsieur le Maire, Mesdames et Messieurs les adjoints et conseillers municipaux, présidents ou membres d'associations bénéficiaires de ces subventions ne prennent pas part au vote et sortent de la salle du Conseil pour les subventions qui les concernent.

Après en avoir délibéré le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents ou représentés, adopte.

Délibération affichée le - 6 DEC. 2023
suivant les signatures
POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire,

La Secrétaire de séance
Valérie COPIN, Première Adjointe

Certifié exécutoire compte tenu de la publication sur le site internet le

- 6 DEC. 2023

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-265-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

AVENANT N° 1
CONTRAT DE CONCESSION DE SERVICE PUBLIC

MISE EN FOURRIERE DES VEHICULES ENLEVEMENT ET GARDIENNAGE RELANCE 1

Cahier des charges

AYANT VALEUR DE CONVENTION

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-265-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

Article 1 – Objet de l'avenant n°1

L'avenant n° 1 au contrat de concession de service public de mise en fourrière de véhicules, enlèvement et gardiennage en date du xx/xx/xxxx a pour objet de corriger une erreur matérielle existant au sein du « CHAPITRE VIII – TARIFS APPLIQUES PAR LE CONCESSIONNAIRE » du cahier des charges.

Article 2 – Modification du contrat

Afin d'être en conformité avec l'arrêté du 14 novembre 2001 fixant les tarifs maxima des frais de fourrière pour automobiles, le tableau ci-dessous est ajouté au « CHAPITRE VIII – TARIFS APPLIQUES PAR LE CONCESSIONNAIRE » du cahier des charges du contrat de concession de service public de mise en fourrière de véhicules, enlèvement et gardiennage en date du xx/xx/xxxx :

FRAIS DE FOURRIERE : MISE EN VENTE (euros TTC)			
CATEGORIES VEHICULES	**MONTANTS MAXIMA**	**TARIFS APPLIQUES**	
		aux propriétaires des véhicules et enlèvements sur le domaine privé (art 5.1.1 du cahier des charges)	**à la Ville de Grasse** (art 5.1.4 du cahier des charges)
PL 44t PTAC 19t	**120**	**120**	0
PL 19t PTAC 7,5t	**120**	**120**	0
PL 7,5t PTAC 3,5t	**120**	**120**	0
Voitures particulières	**100**	**100**	0
Autres véhicules immatriculés	**50**	**50**	0
Cyclomoteurs, motocyclettes, tricycles à moteur et quadricycles à moteur non soumis à réception	**50**	**50**	0

Les autres dispositions du cahier des charges demeurent inchangées.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-265-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

Article 3 – Date d'effet de l'avenant n° 1 à la convention de délégation de service public

L'avenant n° 1 à la concession de service public entrera en vigueur à compter de sa notification au délégataire.

Lu et accepté,
À
Le

Le concessionnaire,

Acceptation de l'administration,
À Grasse,
Le
Le Maire,

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-265-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

Le goût de l'essentiel
Grasse

EXTRAIT
du registre des Délibérations du Conseil Municipal
séance du 5 décembre 2023

NOMBRE DE MEMBRES		
Afférents au Conseil Municipal	en exercice	qui ont pris part à la Délibération
45	45	41

2023 - 265 POLICE MUNICIPALE
MISE EN FOURRIERE DE VEHICULES – ENLEVEMENT GARDIENNAGE – RELANCE 1
AVENANT N° 1 AU CONTRAT

Le Conseil Municipal de la Commune de GRASSE, dûment convoqué le 28 novembre 2023, s'est réuni le mardi 5 décembre 2023 à 14h30 au Palais des Congrès, salle Gérard PHILIPE, sous la présidence de Monsieur Jérôme VIAUD, Maire.

PRESENTS : Monsieur Jérôme VIAUD, Maire et Mesdames et Messieurs les Adjoints :
Valérie COPIN, Christophe MOREL, François ROUSTAN, Catherine BUTTY, Gilles RONDONI, Claude MASCARELLI, Nicolas DOYEN, Nicole NUTINI, Ali AMRANE, Murièle CHABERT, Cyril DAUPHOUD, Anne-Marie DUVAL, Jean-Marc GARNIER, Dominique BOURRET, Marie CHABAUD, Roger MISSENTI, Philippe BONELLI, Annie OGGERO-MAIRE, Serge PERCHERON, Laurence COSTE, Richard KISS, Franck BARBEY, Jeannette GISQUET, Jean-Pierre BICAIL, Jocelyne BUSTAMENTE, Jean-François LAPORTE, Stéphanie MANDREA, Charles FERRERO, Levanna CALATAYUD, Alexandre GAIFFE, Magali CONESA, Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL, Mékia Noura ADDAD, Bernard BRUNEAU.

PART EN COURS DE SEANCE :

/

PART EN COURS DE SEANCE SANS PROCURATION :

/

ABSENTS EXCUSES :

Madame Aline BOURDAIRE
Monsieur Pascal PELLEGRINO

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-265-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

Marie-Madeleine GUALLINO
Madame Mélanie ZARRILLO
Madame Karine GIGODOT
Monsieur Paul EUZIERE

ABSENTS EXCUSES SANS PROCURATION :

Madame Myriam LAZREUG
Monsieur Stéphane CASSARINI
Monsieur Patrick ISNARD

ABSENT SANS PROCURATION :

Monsieur Jean-Paul CAMERANO

ARRIVE EN COURS DE SEANCE :

Monsieur Ali AMRANE
(Prend part aux délibérations N°232 à N°267)

PROCURATION :

Madame Aline BOURDAIRE à Madame Valérie COPIN
Monsieur Ali AMRANE à Madame Catherine BUTTY
Monsieur Pascal PELLEGRINO à Monsieur François ROUSTAN
Marie-Madeleine GUALLINO à Monsieur Christophe MOREL
Madame Mélanie ZARRILLO à Monsieur le Maire
Madame Karine GIGODOT à Nicolas DOYEN
Monsieur Paul EUZIERE à Madame Magali CONESA

Les Conseillers présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un Secrétaire pris dans le sein du Conseil. Madame Valérie COPIN ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, a adopté le procès-verbal du la séance du 7 novembre 2023.

En vertu de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire donne lecture des décisions prises en application de la délégation qui lui a été consentie par délibération n° 2020-26 du 28 mai 2020 en ce qui concerne l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Questions retirées à l'ordre du jour :

2023 - 239 **VALLON DE CAMPEROUSSE**
ACQUISITION A L'EURO SYMBOLIQUE PAR LA COMMUNE
DE LA PARCELLE CADASTREE SECTION DX N° 141

2023 - 240 **VALLON DE CAMPEROUSSE**
ACQUISITION A L'EURO SYMBOLIQUE PAR LA COMMUNE
DE LA PARCELLE CADASTREE SECTION DX N° 142

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-265-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

2023 - 265

VILLE DE GRASSE
CONSEIL MUNICIPAL

DU 5 DECEMBRE 2023

POLICE MUNICIPALE
MISE EN FOURRIERE DE VEHICULES – ENLEVEMENT GARDIENNAGE – RELANCE 1
AVENANT N° 1 AU CONTRAT

RÉSUMÉ SYNTHÉTIQUE DU RAPPORT
En raison d'une erreur matérielle au sein du cahier des charges, il est proposé au Conseil Municipal d'approuver l'avenant n° 1 à celui-ci.

INCIDENCE BUDGETAIRE

SERVICE GESTIONNAIRE	IMPUTATION BUDGETAIRE	MONTANT T.T.C.
POLICE MUNICIPALE	DEPENSES 611	Tarifs ci-joints en annexe

Monsieur Jean-Pierre BICAIL expose :

Vu les articles L1411-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales et dans le champ d'application de l'ordonnance n° 2018-1074 du 26 novembre 2018 portant partie législative dans ses dispositions relatives aux contrats de concession du Code de la Commande Publique, l'article L1121-3 et suivants et l'article L.3126-1 dudit code relatif aux contrats de concession dont la valeur est estimée hors taxe est inférieure au seuil européen publié au Journal Officiel.

Vu la délibération du Conseil Municipal n° 2023-207 en date du 26 septembre 2023 relative à la validation du choix du délégataire et à l'approbation du contrat de délégation de service public de mise en fourrière de véhicules, enlèvement et gardiennage ;

Considérant qu'une erreur matérielle s'est glissée dans le cahier des charges ayant valeur de convention du contrat de concession de service public relatif à la mise en fourrière des véhicules, à leur enlèvement et à leur gardiennage.

Considérant qu'il convient de corriger cette erreur par voir d'avenant.

La commission « vivre ensemble » ayant été saisie de ce dossier dans sa séance du 16 novembre 2023,
Je vous demande de bien vouloir :

- **APPROUVER** l'avenant n° 1 à la convention de délégation, sous forme de concession avec la Société AA06 ;
- **AUTORISER** Monsieur le Maire à signer l'avenant n° 1 à la convention de délégation, ainsi que tous les documents nécessaires à la concrétisation de cette délégation de service public.

Après en avoir délibéré le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents ou représentés, adopte.

Délibération affichée le - 6 DEC. 2023
sur les panneaux
POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire,

La Secrétaire de séance
Valérie COPIN, Première Adjointe

Certifié exécutoire compte tenu de la publication sur le site internet le - 6 DEC. 2023

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-266-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

Le goût de l'essentiel
Grasse

EXTRAIT
du registre des Délibérations du Conseil Municipal
séance du 5 décembre 2023

NOMBRE DE MEMBRES		
Afférents au Conseil Municipal	en exercice	qui ont pris part à la Délibération
45	45	41

2023 - 266 CITE REVES
ATTRIBUTION DES BOURSES AUX LAUREATS

Le Conseil Municipal de la Commune de GRASSE, dûment convoqué le 28 novembre 2023, s'est réuni le mardi 5 décembre 2023 à 14h30 au Palais des Congrès, salle Gérard PHILIPE, sous la présidence de Monsieur Jérôme VIAUD, Maire.

PRESENTS : Monsieur Jérôme VIAUD, Maire et Mesdames et Messieurs les Adjoints :
Valérie COPIN, Christophe MOREL, François ROUSTAN, Catherine BUTTY, Gilles RONDONI, Claude MASCARELLI, Nicolas DOYEN, Nicole NUTINI, Ali AMRANE, Murièle CHABERT, Cyril DAUPHOUD, Anne-Marie DUVAL, Jean-Marc GARNIER, Dominique BOURRET, Marie CHABAUD, Roger MISSENTI, Philippe BONELLI, Annie OGGERO-MAIRE, Serge PERCHERON, Laurence COSTE, Richard KISS, Franck BARBEY, Jeannette GISQUET, Jean-Pierre BICAIL, Jocelyne BUSTAMENTE, Jean-François LAPORTE, Stéphanie MANDREA, Charles FERRERO, Levanna CALATAYUD, Alexandre GAIFFE, Magali CONESA, Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL, Mékia Noura ADDAD, Bernard BRUNEAU.

PART EN COURS DE SEANCE :

/

PART EN COURS DE SEANCE SANS PROCURATION :

/

ABSENTS EXCUSES :

Madame Aline BOURDAIRE
Monsieur Pascal PELLEGRINO

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-266-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

Marie-Madeleine GUALLINO
Madame Mélanie ZARRILLO
Madame Karine GIGODOT
Monsieur Paul EUZIERE

ABSENTS EXCUSES SANS PROCURATION :

Madame Myriam LAZREUG
Monsieur Stéphane CASSARINI
Monsieur Patrick ISNARD

ABSENT SANS PROCURATION :

Monsieur Jean-Paul CAMERANO

ARRIVE EN COURS DE SEANCE :

Monsieur Ali AMRANE
(Prend part aux délibérations N°232 à N°267)

PROCURATION :

Madame Aline BOURDAIRE à Madame Valérie COPIN
Monsieur Ali AMRANE à Madame Catherine BUTTY
Monsieur Pascal PELLEGRINO à Monsieur François ROUSTAN
Marie-Madeleine GUALLINO à Monsieur Christophe MOREL
Madame Mélanie ZARRILLO à Monsieur le Maire
Madame Karine GIGODOT à Nicolas DOYEN
Monsieur Paul EUZIERE à Madame Magali CONESA

Les Conseillers présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un Secrétaire pris dans le sein du Conseil. Madame Valérie COPIN ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, a adopté le procès-verbal du la séance du 7 novembre 2023.

En vertu de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire donne lecture des décisions prises en application de la délégation qui lui a été consentie par délibération n° 2020-26 du 28 mai 2020 en ce qui concerne l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Questions retirées à l'ordre du jour :

2023 - 239 **VALLON DE CAMPEROUSSE**
ACQUISITION A L'EURO SYMBOLIQUE PAR LA COMMUNE
DE LA PARCELLE CADASTREE SECTION DX N° 141

2023 - 240 **VALLON DE CAMPEROUSSE**
ACQUISITION A L'EURO SYMBOLIQUE PAR LA COMMUNE
DE LA PARCELLE CADASTREE SECTION DX N° 142

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-266-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

2023 - 266

VILLE DE GRASSE
CONSEIL MUNICIPAL

DU 5 DECEMBRE 2023

CITE REVES
ATTRIBUTION DES BOURSES AUX LAUREATS

RESUME SYNTHETIQUE DU RAPPORT

Le présent rapport a pour objet l'attribution des bourses "Cité Rêves" aux jeunes candidats âgés de 16 à 24 ans.

INCIDENCE BUDGETAIRE

SERVICE GESTIONNAIRE	IMPUTATION BUDGETAIRE	MONTANT T.T.C
JEUNESSE	DEPENSES	19 400 €

Madame Lévanna CALATAYUD expose :

Vu la délibération en date du 20 septembre 2007, le Conseil Municipal a adopté à l'unanimité le principe et le règlement d'attribution de bourses de soutien à des projets présentés par des jeunes grassois.

Considérant que « Cité Rêves » s'adresse aux jeunes grassois âgés de 16 à 24 ans, permettant l'accomplissement d'une idée ou d'un projet par l'octroi d'une bourse.

Considérant que les projets peuvent être portés par un jeune seul ou par un groupe et que pour être éligibles, ils doivent assurer le rayonnement de la ville de Grasse et concerner l'un des domaines suivants :

- La solidarité locale et l'action humanitaire
- L'environnement et le développement durable
- Le patrimoine local et le domaine culturel
- Le domaine scientifique et l'innovation et l'invention
- L'exploit particulier sportif ou autre

Considérant que le jury composé de techniciens et d'élus, s'est réuni le 29 Novembre 2023 afin d'étudier les projets présentés.

Considérant qu'il a pu être vérifié la motivation des candidats ainsi que la faisabilité des projets dans les délais impartis.

Il est proposé au Conseil Municipal de retenir 7 projets sur les 10 projets présentés rassemblant les critères souhaités dans le règlement intérieur de l'appel à projets Cité Rêves.

La commission « Vivre Ensemble » ayant été saisie de ce dossier dans sa séance du 16 novembre 2023.

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-266-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

Je vous demande de bien vouloir :

- **APPROUVER** les actions ci-dessous :

- « Voyage solidaire à Madagascar », proposé par Camille CAUMETTE pour projet humanitaire. Montant attribué : 3 500 €
- « 4L dans le Ciel », proposé par Victoria FEMY projet humanitaire et sportif. Montant attribué : 3 000 €
- « 4L TROPHY, Thomas in the Sand », proposé par Thomas MIALON projet humanitaire et sportif. Montant attribué : 3 000 €
- « 4L TROPHY, Les soupapes tordues », proposé par Mathias PRIOLO projet humanitaire et sportif. Montant attribué : 3 000 €
- « 4L TROPHY, Fast and Justu », proposé par Justine PIOVESANA projet humanitaire et sportif. Montant attribué : 2 100 €
- « Court métrage : Boxe », proposé par Paul CRUANES projet culturel. Montant attribué : 2 800 €
- « court métrage : Parfum » proposé par Denys BARBER projet culturel montant attribué : 2 000 €

- **VOTER** les montants indiqués ;

- **AUTORISER** Monsieur le Maire à signer, le cas échéant, les conventions avec les lauréats ;

- **DIRE** que les crédits correspondants sont inscrits au BP 2024 ;

- **AUTORISER** le versement de la bourse aux lauréats sus indiqués.

Après en avoir délibéré le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents ou représentés, adopte.

Délibération affichée le - 6 DEC. 2023
suivent les signatures
POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire,

La Secrétaire de séance
Valérie COPIN, Première Adjointe

VILLE DE GRASSE A.M

VILLE DE GRASSE A.M

Certifié exécutoire compte tenu de la publication sur le site internet le - 6 DEC. 2023

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-267-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

Le goût de l'essentiel
Grasse

EXTRAIT
du registre des Délibérations du Conseil Municipal
séance du 5 décembre 2023

NOMBRE DE MEMBRES		
Afférents au Conseil Municipal	en exercice	qui ont pris part à la Délibération
45	45	41

2023 - 267 **CONTRAT DE MIXITE SOCIALE 2023-2025**
INTEGRATION DE L'ETABLISSEMENT PUBLIC FONCIER
PROVENCE-ALPES-COTE D'AZUR (EPF PACA) AUX SIGNATAIRES DU CONTRAT

Le Conseil Municipal de la Commune de GRASSE, dûment convoqué le 28 novembre 2023, s'est réuni le mardi 5 décembre 2023 à 14h30 au Palais des Congrès, salle Gérard PHILIPE, sous la présidence de Monsieur Jérôme VIAUD, Maire.

PRESENTS : Monsieur Jérôme VIAUD, Maire et Mesdames et Messieurs les Adjoints :
Valérie COPIN, Christophe MOREL, François ROUSTAN, Catherine BUTTY, Gilles RONDONI, Claude MASCARELLI, Nicolas DOYEN, Nicole NUTINI, Ali AMRANE, Murièle CHABERT, Cyril DAUPHOUD, Anne-Marie DUVAL, Jean-Marc GARNIER, Dominique BOURRET, Marie CHABAUD, Roger MISSENTI, Philippe BONELLI, Annie OGGERO-MAIRE, Serge PERCHERON, Laurence COSTE, Richard KISS, Franck BARBEY, Jeannette GISQUET, Jean-Pierre BICAIL, Jocelyne BUSTAMENTE, Jean-François LAPORTE, Stéphanie MANDREA, Charles FERRERO, Levanna CALATAYUD, Alexandre GAIFFE, Magali CONESA, Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL, Mékia Noura ADDAD, Bernard BRUNEAU.

PART EN COURS DE SEANCE :

/

PART EN COURS DE SEANCE SANS PROCURATION :

/

ABSENTS EXCUSES :

Madame Aline BOURDAIRE

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-267-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

Monsieur Pascal PELLEGRINO
Marie-Madeleine GUALLINO
Madame Mélanie ZARRILLO
Madame Karine GIGODOT
Monsieur Paul EUZIERE

ABSENTS EXCUSES SANS PROCURATION :

Madame Myriam LAZREUG
Monsieur Stéphane CASSARINI
Monsieur Patrick ISNARD

ABSENT SANS PROCURATION :

Monsieur Jean-Paul CAMERANO

ARRIVE EN COURS DE SEANCE :

Monsieur Ali AMRANE
(Prend part aux délibérations N°232 à N°267)

PROCURATION :

Madame Aline BOURDAIRE à Madame Valérie COPIN
Monsieur Ali AMRANE à Madame Catherine BUTTY
Monsieur Pascal PELLEGRINO à Monsieur François ROUSTAN
Marie-Madeleine GUALLINO à Monsieur Christophe MOREL
Madame Mélanie ZARRILLO à Monsieur le Maire
Madame Karine GIGODOT à Nicolas DOYEN
Monsieur Paul EUZIERE à Madame Magali CONESA

Les Conseillers présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un Secrétaire pris dans le sein du Conseil. Madame Valérie COPIN ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, a adopté le procès-verbal du la séance du 7 novembre 2023.

En vertu de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire donne lecture des décisions prises en application de la délégation qui lui a été consentie par délibération n° 2020-26 du 28 mai 2020 en ce qui concerne l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Questions retirées à l'ordre du jour :

2023 - 239 **VALLON DE CAMPEROUSSE**
ACQUISITION A L'EURO SYMBOLIQUE PAR LA COMMUNE
DE LA PARCELLE CADASTREE SECTION DX N° 141

2023 - 240 **VALLON DE CAMPEROUSSE**
ACQUISITION A L'EURO SYMBOLIQUE PAR LA COMMUNE
DE LA PARCELLE CADASTREE SECTION DX N° 142

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-267-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

VILLE DE GRASSE
CONSEIL MUNICIPAL

2023-267

DU 5 DECEMBRE 2023

CONTRAT DE MIXITE SOCIALE 2023-2025 – INTEGRATION DE L'ETABLISSEMENT PUBLIC FONCIER PROVENCE-ALPES-COTE D'AZUR (EPF PACA) AUX SIGNATAIRES DU CONTRAT

RESUME SYNTHETIQUE DU RAPPORT

Dans sa séance du 4 juillet 2023, le conseil municipal a approuvé les termes du projet de contrat de mixité sociale (CMS) établi pour la période 2023-2025 et a autorisé Monsieur le Maire à le signer. Aux signataires du contrat initialement prévus s'ajoute dorénavant l'Etablissement Public Foncier Provence-Alpes-Côte d'Azur (EPF PACA). En effet, à la demande de l'Etat, l'EPF PACA accepte d'intégrer le contrat, en tant qu'acteur-clé venant en soutien à la production de logements sur les territoires. Il est donc proposé au conseil de compléter la délibération n° 84 du 4 juillet 2023.

INCIDENCE BUDGETAIRE

SERVICE GESTIONNAIRE	IMPUTATION BUDGETAIRE	MONTANT
AMENAGEMENT	Sans incidence	

Monsieur Christophe MOREL expose :

Vu la délibération n° 84 du conseil municipal du 4 juillet 2023 approuvant les termes du Contrat de Mixité Sociale (CMS) établi entre la ville de Grasse, la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse et l'Etat pour la période 2023-2025 et autorisant Monsieur le Maire ou son représentant à le signer ;

Considérant la pertinence d'intégrer l'EPF PACA aux signataires du contrat ;

Considérant les obligations en matière de production de logements sociaux qui s'imposent à la commune de Grasse au titre de l'article 55 de la loi SRU, renforcées par la loi du 18 janvier 2013 relative à la mobilisation du foncier public en faveur du logement et au renforcement des obligations de production de logement social ;

Considérant, pour rappel, le contenu du Contrat de Mixité Sociale qui s'articule autour de 3 volets :
- Volet n° 1 - Points de repère sur le logement social à l'échelle de la commune
- Volet n° 2 - Les outils et leviers d'action pour le développement du logement social
- Volet n° 3 - Objectifs, engagements et projets : la feuille de route pour 2023-2025

Et notamment les principes du Contrat de Mixité Sociale "abaissant" qui devient un outil contractuel d'engagements et de moyens, proposant un taux de rattrapage triennal à 25 % du déficit de logements sociaux, au lieu des 33 % réglementaires.

Dans ce cadre, il est proposé d'approuver l'intégration de l'EPF PACA aux signataires du contrat, venant compléter la délibération n° 84 du 4 juillet 2023.

Je vous demande de bien vouloir :

- **APPROUVER le** principe d'intégrer l'Etablissement Public Foncier Provence-Alpes-Côte d'Azur (EPF PACA) aux signataires du contrat ;

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20231205-2023-267-DE
Date de télétransmission : 06/12/2023
Date de réception préfecture : 06/12/2023

- **ACCEPTER** de compléter la délibération n° 84 du conseil municipal du 4 juillet 2023 ;
- **AUTORISER** Monsieur le Maire ou son représentant à signer tout document qui serait la suite de cette délibération.

Après en avoir délibéré le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents ou représentés, adopte.

Délibération affichée le - 6 DEC. 2023
suivent les signatures
POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire,

La Secrétaire de séance
Valérie COPIN, Première Adjointe

VILLE DE GRASSE A.M

VILLE DE GRASSE A.M

Certifié exécutoire compte tenu de la publication sur le site internet le - 6 DEC. 2023